

# L'affaire de l'IEP de Grenoble

## Revue de presse

Partie 1 du 5 mars au 24 octobre 2021

Articles réunis par Klaus Kinzler, professeur de langue et de civilisation allemandes à l'IEP

---

### 5 Mars : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/deux-professeurs-de-sciences-po-grenoble-accuses-d-islamophobie-sur-les-murs-de-l-iep-20210305>

#### Le Figaro (site web)

vendredi 5 mars 2021 - 17:35 UTC +01:00 1556 mots

Actualité ; Société

## Deux professeurs de Sciences Po Grenoble accusés d'islamophobie sur les murs de l'IEP

**Ce jeudi, leurs noms étaient affichés en grosses lettres à l'entrée de l'établissement, accolés aux mots «fascistes» ou encore «l'islamophobie tue». Les deux enseignants craignent à présent pour leur sécurité et celle de leur famille.**

Ce jeudi 4 mars, deux professeurs de Sciences Po Grenoble ont eu la désagréable surprise de découvrir leurs noms inscrits en grosses lettres sur les murs de leur IEP, à l'occasion d'un « collage » sauvage qui survient alors que certains responsables syndicaux de l'école sont engagés depuis plusieurs semaines dans un mouvement de lutte contre la direction.

« *Des fascistes dans nos amphis* » et « *l'islamophobie tue* » : voici ce que l'on pouvait notamment lire à côté de l'entrée principale de Sciences Po Grenoble, à côté des noms de deux professeurs appelés à la démission par les auteurs de ces collages. Le visage de l'un des deux professeurs, caricaturé mais aisément reconnaissable, était également placardé à côté de ces slogans. Si les affichages ont été retirés dans l'après-midi suivant les faits, ils ont en revanche été relayés par plusieurs comptes sur les réseaux sociaux, notamment la page Grenoble en lutte, qui relaie fréquemment les publications et communiqués de l'Union syndicale de Sciences Po Grenoble, ainsi que l'énigmatique «@berurier\_» sur Twitter, qui dénonce des «*propos islamophobes*» tenus par l'enseignant - sans jamais citer les propos en question.

Vincent T. et Klaus K., les deux professeurs accusés de fascisme et d'islamophobie par les auteurs de ces affichages, semblent en réalité être les victimes collatérales d'un mouvement lancé par certains étudiants à la suite d'accusations de harcèlement sexuel au sein de l'établissement, qui estiment que la réaction de la direction a été insuffisante. C'est d'ailleurs le principal objet de ces affichages qui reprennent le slogan « *Science Porc* » lancé à la suite de la mise en cause de Frédéric Mion à Sciences Po Paris dans l'affaire Duhamel. Si les deux enseignants sont étrangers à ces affaires, c'est en revanche pour d'autres raisons que certains étudiants s'en sont pris à eux, suite à des polémiques à répétition au sein de l'IEP qui ont pris cette fois un tour plus dramatique.

#### Une cabale lancée par un syndicat étudiant

Le premier, Vincent T., est maître de conférences en science politique depuis de longues années au sein de l'établissement, et s'intéresse entre autres objets d'études aux musulmans français, auxquels il

consacre un cours intitulé « *l'islam et les musulmans en France* ». « *C'est un cours optionnel qui existe depuis des années et que j'ai suivi lorsque j'étais en troisième année d'études à l'IEP* » explique au *Figaro* un de ses anciens élèves. « *Monsieur T. a longtemps eu une grande liberté de ton sans que cela ne pose problème, mais depuis quelques années certains élèves tentent de le prendre en défaut et cherchent à le piéger, pour ensuite l'intimider et lui prêter des propos qu'il n'a jamais tenus. Plusieurs fois même, des élèves qui n'étaient pas inscrits à son cours s'y sont rendus seulement dans ce but, notamment après les attentats du Bataclan. Mais ils n'ont jamais réussi à obtenir de dérapages de sa part, alors ils s'en sont pris à lui autrement, dans son dos, et certains autres professeurs n'hésitaient d'ailleurs pas à dire ouvertement en cours à leurs élèves qu'il était raciste.* » Un avis que corrobore l'essayiste Arnaud Lacheret, docteur en science politique, qui fut élève de Vincent T. lorsque celui-ci était en première année de thèse : « *Il avait son franc-parler, mais jamais il ne tenait de propos discriminatoires, bien au contraire il essayait d'ouvrir le débat.* » Un autre de ses collègues précise auprès du *Figaro* qu'il arrivait à cet enseignant de recevoir des étudiants musulmans (certains venaient à son cours voilés, sans que cela n'ait jamais suscité de réaction désapprobatoire de sa part) pour discuter ou expliquer certains points plus en détail, à leur demande, en restant toujours ouvert au dialogue et à l'échange des idées.

Mais alors que manifestement certains élèves semblaient décider à réclamer la suppression de cet enseignement, le syndicat majoritaire de l'IEP, l'Union Syndicale Sciences Po Grenoble (USIEPG, un syndicat issu d'une scission avec l'UNEF) a publié le 22 février dernier sur sa page Facebook un appel à témoignages demandant aux élèves de rapporter les « *propos problématiques* » qu'ils auraient pu entendre à ce cours : « *Étant donné les problèmes d'islamophobie de certains professeurs de l'iep, l'Union Syndicale souhaite retirer ce CS des maquettes pédagogiques pour l'année prochaine si lors de ce cours des propos islamophobes y étaient dispensés comme scientifiques. Aussi nous vous appelons à témoigner d'ici vendredi auprès de nous, pour que l'on puisse prendre une décision éclairée en Cevie (ou a minima défendre une telle décision). Vos témoignages seront évidemment anonymisés et serviront uniquement d'exemple et d'arguments. Courage à ceux qui ont subi ou subissent encore l'islamophobie !* »

Cet appel aurait alors déclenché la colère de l'enseignant, qui dans un courrier adressé aux élèves appelait ceux des étudiants appartenant à l'USIEPG à « *quitter immédiatement* » ses cours, ajoutant, visiblement inquiet des menaces qui commençaient à peser sur lui : « *je ne comprends pas, du reste, pourquoi ils n'ont pas d'eux-mêmes demandé à changer de CM puisque ma personne leur est tellement insupportable qu'ils sont prêts à mettre ma vie en danger.* » L'USIEPG a indiqué avoir porté plainte à la suite de ce courrier.

Puis, sans que l'on sache si de quelconques témoignages ont été récoltés (aucune publication du syndicat depuis l'appel lancé sur les réseaux sociaux n'en fait mention), les affichages sauvages mettant en cause cet enseignant marquent le franchissement d'une nouvelle étape dans l'intimidation et les menaces directes qui planent cette fois sur lui, comme le relève un de ses anciens élèves, qui fut par ailleurs membre de l'UNEF lorsqu'il était à Sciences Po Grenoble : « *Cette histoire m'a immédiatement fait penser à Samuel Paty, là on lui met clairement une cible dans le dos. Il n'a jamais tenu le moindre propos islamophobe, seulement les élèves n'étaient pas d'accord avec lui et cela leur est insupportable. Il faut savoir que dans cet établissement, si vous êtes à la droite de Benoît Hamon, vous êtes déjà un fasciste. Le climat s'est dégradé ces dernières années, avant les attentats on pouvait davantage discuter.* » Selon un autre élève, certains étudiants auraient aussi demandé au professeur son adresse.

« *Désormais, ma sécurité et celle de ma famille sont impliquées* » dira Vincent T. au *Figaro*, préférant ne pas faire de commentaires pour le moment et renvoyant vers son avocat, Me Éric Le Gulludéc. Lequel confirme que « *par les temps qui courent, se faire traiter d'islamophobe n'est pas rassurant. Dans le cas de Vincent T., c'est même diffamatoire, puisqu'on lui prête une attitude ou des propos discriminatoires qu'il n'a jamais eus.* »

À l'origine, un débat sur le concept d'islamophobie

Quant à Klaus K., professeur d'allemand dans le même IEP, il lui est surtout reproché d'avoir remis en cause la légitimité du concept d'« *islamophobie* » notamment dans le cadre d'un groupe de travail en vue de préparer la semaine annuelle pour l'égalité et contre les discriminations organisée à l'IEP. S'appuyant en particulier sur les analyses du sociologue Philippe d'Iribarne au sujet de ce terme controversé y compris

à l'intérieur du champ des sciences sociales, et rappelant qu'il était utilisé aussi par l'ayatollah Khomeini, ce professeur a entretenu par exemple une correspondance par mail avec certains de ses collègues pour exposer son point de vue - des mails que *Le Figaro* a pu consulter, et qui ne contiennent pas trace d'invectives personnelles ni moins encore de propos discriminatoires. La seule contestation de l'emploi de ce mot par ses collègues lui a cependant valu des accusations de « *harcèlement moral* », sur la seule base de ces échanges de mail, ainsi qu'un communiqué de l'USIEPG dénonçant le 7 janvier dernier « *un discours jugé inacceptable* ».

« *On a tronqué mes propos et on m'a adressé des reproches diffamatoires* » explique au Figaro Klaus K., ajoutant : « *je suis un simple professeur agrégé du secondaire, je ne suis pas un grand chercheur. Mais je suis effaré du silence de la plupart de mes collègues face à ce genre de procédés. J'ai du mal à supporter cette pression, surtout depuis les affichages de jeudi. C'est assez nouveau : en 25 ans de carrière, le pire que l'on ait pu me reprocher est d'être libéral, mais jamais d'être islamophobe ou fasciste ! C'est un peu un retour vers le passé, comme dans les années 70 où l'on criait 'Mao' dans les couloirs. Mais tout risque d'exploser d'un moment à l'autre, ces affichages représentent une étape supplémentaire.* »

Dans un contexte universitaire rendu difficile par un confinement de plus en plus mal supporté par les étudiants, le climat s'est raidi davantage encore à la suite des échanges virulents occasionnés par la visibilité médiatique accordée à l'éventuelle présence d'une « *dérive islamo-gauchiste* » dans certains établissements d'études supérieures, explique un autre enseignant de l'IEP. La direction, quant à elle, s'est contentée d'un soutien discret aux deux enseignants. « *Ces attaques abjectes sont inacceptables. Sciences Po Grenoble les condamne dans les termes les plus fermes* » s'est-elle contentée de faire savoir au Figaro, sans préciser si elle entendait porter plainte contre les auteurs des collages. Les responsables syndicaux ayant mis en cause les deux professeurs n'ont, eux, pas souhaité répondre à nos sollicitations.

5 Mars : Marianne

<https://www.marianne.net/societe/grenoble-les-noms-de-deux-professeurs-accuses-dislamophobie-placardes-sur-les-murs-de-liep>

# Grenoble : les noms de deux professeurs accusés d'islamophobie placardés sur les murs de l'IEP

## Cancel culture

Par Hadrien Brachet *Publié le 05/03/2021 à 20:35*



Capture d'écran d'une photo des collages relayée par l'UNEF Grenoble sur Twitter.

Deux professeurs de Sciences Po Grenoble sont accusés d'islamophobie. Leurs noms ont été placardés devant l'établissement ce 4 mars. L'un d'eux, critiqué pour avoir questionné la notion même d'islamophobie, dénonce auprès de Marianne un climat tendu où la liberté d'expression est menacée et où les débats autour de la religion musulmane sont devenus tabous.

Quelques mois après l'assassinat de Samuel Paty, le spectre des accusations d'islamophobie refait surface. Les noms de deux professeurs de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble en étant accusés ont été placardés le 4 mars avec des collages devant l'établissement. D'après nos informations, l'un d'eux a déposé plainte et l'IEP un signalement. Une affaire révélatrice selon l'un des enseignants d'un climat de tension au sein de l'école, où le débat sur l'islam serait devenu "tabou".

Le 4 mars, l'UNEF Grenoble publie une photo d'un collage à l'entrée de l'établissement portant cette inscription : "*Des fascistes dans nos amphis T[...] et Kinzler démission. L'islamophobie tue.*" Dans [son tweet](#), le syndicat mentionne lui-même le nom des deux enseignants.



Pour comprendre l'engrenage qui a mené à cet affichage, il faut remonter à fin novembre 2020. Un groupe thématique se forme pour préparer la "semaine de l'Égalité et contre les discriminations" au sein de l'établissement. Un événement auquel Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'IEP, n'a pas l'habitude de



participer, même s'il le trouve "*parfaitement légitime*". Cette fois-ci, l'intitulé du groupe de travail "*Racisme, islamophobie, antisémitisme*" interpelle cet agrégé d'allemand. Il décide donc de le rejoindre dans l'espoir d'en débattre et de faire évoluer l'intitulé.

Cet enseignant qui officie depuis 25 ans au sein de l'établissement doute de la pertinence du concept d'"*islamophobie*" utilisé pour désigner des discriminations dont feraient l'objet des musulmans en raison de leur religion. "*Concernant notre groupe thématique "Racisme, islamophobie, antisémitisme", je suis assez intrigué par l'alignement révélateur de ces trois concepts dont l'un ne devrait certainement pas y figurer (on peut même discuter si ce terme a un vrai sens ou s'il n'est pas simplement l'arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous)*", écrit-il aux autres membres du groupe dans un échange de mails que Marianne s'est procuré.

## CONTROVERSE SUR L'EMPLOI DU TERME "ISLAMOPHOBIE"

Sa collègue Claire M. ne l'entend pas de cette oreille. Si elle reconnaît dans un courriel que "*la notion d'islamophobie est effectivement contestée et prise à partie dans le champ politique et partisan*", la chercheuse affirme que "*Ce n'est pas le cas dans le champ scientifique.*" Elle défend qu'il lui paraît légitime d'employer le terme "*pour désigner des préjugés et des discriminations liés à l'appartenance, réelle ou fantasmée, à la religion musulmane, associés ou non à une discrimination et des préjugés liés à l'assignation raciale (que désigne le terme générique de racisme).*"

Réponse de Klaus Kinzler : "*Je refuse catégoriquement de laisser suggérer que la persécution (imaginaire) des extrémistes musulmans (et autres musulmans égarés) d'aujourd'hui ait vraiment sa place à côté de l'antisémitisme millénaire et quasi universel ou du racisme dont notre propre civilisation occidentale (tout comme la civilisation musulmane d'ailleurs) est passée championne du monde au fil des siècles ...*". Faisant à nouveau référence au fait que la notion d'"*islamophobie*" soit accolée à celle d'"*antisémitisme*". "*J'ai décidé que, au cas où le groupe déciderait de maintenir ce nom absurde et insultant pour les victimes du racisme et de l'antisémitisme, je le quitterais immédiatement*" conclut le germaniste.

## "CHARLIE, PATY ÉTAIENT ACCUSÉS D'ÊTRE ISLAMOPHOBES"

Quelques échanges plus tard, Klaus Kinzler relaie les propos d'un de ses collègues, Vincent T., lui apportant son soutien et alertant sur l'usage grandissant du terme "*islamophobie*" utilisé y compris pour remettre en question la laïcité française ou le droit au blasphème : "*Charlie Hebdo était accusé d'islamophobie. Samuel Paty était accusé d'être islamophobe. La loi de 2004 est accusée d'être islamophobe. Le blasphème est islamophobe. La laïcité est islamophobe.*"

La notion d'islamophobie popularisée en France par le Collectif contre l'Islamophobie en France (CCIF), récemment dissous, fait en effet l'objet de vives contestations, y compris dans le champ universitaire. À propos de son utilisation, l'essayiste Caroline Fourest écrit dans [Marianne](#) : "*Un usage abusif tend à faire passer toute critique de la religion ou de l'intégrisme pour du racisme. Un usage naïf pense sincèrement viser le racisme anti-musulman. Il est vite submergé par l'interprétation extensive et abusive. [...] C'est au nom d'une vision abusive du mot « islamophobie » que toutes les campagnes d'intimidation visant à brider la critique de l'intégrisme ont été menées ces dernières années, justement celles au cours desquelles l'intégrisme frappait et tuait.*" Dans [son entretien](#) accordé récemment à Marianne, Pierre-André Taguieff, directeur de recherche honoraire au CNRS, qui a forgé la notion d'islamo-gauchisme alerte : "*On peut voir dans ces attitudes et ces comportements le résultat de la stratégie des Frères musulmans qui jouent sur la culpabilisation et le victimisme pour conquérir l'opinion occidentale.*"

Klaus Kinzler réitère dans son courriel son souhait de voir le terme "*islamophobie*" retiré du groupe de travail et assure que "*l'immense majorité des cas de discrimination des musulmans aujourd'hui (et ces cas de discrimination existent, évidemment!), n'a que peu ou pas de rapport avec la religion mais relève du racisme pur et simple.*" Y joignant quelques considérations : "*je le confesse, je n'aime pas beaucoup cette religion, parfois elle me fait franchement peur, comme elle fait peur à beaucoup de Français (sommes-nous donc de vilains islamophobes ?), mais je n'ai jamais jamais ressenti de ma vie la moindre antipathie ou le moindre préjugé envers les hommes et les femmes qui pratiquent cette religion (j'en connais de nombreux),*

*ni pour toute personne d'ailleurs dont les origines se trouveraient dans une des régions du monde où l'islam est majoritaire."*

Auprès de *Marianne*, Klaus Kinzler assume : *"je n'aime pas l'islam sous sa forme actuelle, sous sa forme d'islamisme et de fondamentalisme. J'ai peur de ce fondamentalisme qui a pris le pouvoir depuis 50 ans dans les pays musulmans. Mais je n'ai jamais de ma vie été un islamophobe ni pensé que je n'aimais pas les musulmans."*

## DES ÉTUDIANTS OFFENSÉS ?

Depuis le début, des étudiants participant au groupe de travail sont dans la boucle des mails. L'agrégé reçoit alors un courriel d'une chargée de mission de l'IEP qui lui indique que ces derniers se sentent agressés à la lecture des échanges. Klaus Kinzler apprend également que Claire M., sa collègue, aurait été heurtée par ses propos. Il lui communique une *"lettre d'excuses"* dans laquelle il regrette avoir pu *"s'emporter sur la forme"*, mais maintient ses positions.

*"Évidemment que la majorité des chercheurs en sciences sociales défendent ce terme, mais il y a aussi ceux qui le contestent. J'ai été ferme mais je n'ai jamais quitté la politesse. J'ai fait des mails assez longs qui ont été interprétés comme du harcèlement. Comment voulez-vous faire quand on ne peut pas se rencontrer en vrai ni échanger en vidéo ?"* défend le professeur d'allemand. Car Claire M. s'est plainte de harcèlement auprès du laboratoire de recherche PACTE au sein duquel elle travaille également.

La réponse de la structure, qui dépend du CNRS, ne se fait pas attendre : dans un *"communiqué officiel"* du 7 décembre signé par Anne-Laure Amilhat Szary, directrice du laboratoire, PACTE apporte son soutien à Claire M. et estime que *"nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient, constitue une forme de harcèlement et une atteinte morale violente."* *"En tant que laboratoire de recherche il nous importe de ne pas confondre opinion et connaissance éprouvée par des méthodes scientifiques"* explique à *Marianne* Anne-Laure Amilhat Szary. Claire M. n'a pas répondu à nos sollicitations à la publication de cet article.

## RÉSEAUX SOCIAUX

L'affaire ne s'arrête pas là. Le 7 janvier le collectif Sciences Po Grenoble en lutte - relayé par l'Union Syndicale Sciences Po Grenoble dont des élus étudiants siègent à la fois au Conseil d'administration et à celui des études et de la vie étudiante de l'IEP - publie [sur sa page Facebook](#) des extraits des courriels de Klaus Kl

*oi aurions-nous eu besoin de faire un appel à témoignages ? La participation des étudiant.e.s à nos décisions est chose courante."*

Le professeur en charge du cours, pas nommé par l'Union Syndicale, est Vincent T., le même qui avait apporté son soutien à Klaus Kinzler. Il est Maître de conférences en sciences politiques et anime ce cours, non obligatoire dans le cursus des étudiants, depuis plusieurs années. Il a même publié en 2016 [pour la Fondapol](#) une note intitulée *"Portrait des musulmans d'Europe - Unité dans la diversité."* *"C'est un universitaire reconnu pour ses travaux sur le sujet"* nous confie l'un de ses anciens élèves.

## "METTRE MA VIE EN DANGER"

Trois jours plus tard, sans que l'on sache s'il y a eu des menaces, Vincent T. écrit dans un mail adressé à ses étudiants et transmis à *Marianne* par l'une d'elles : *"Pour des raisons que je ne peux expliquer par mail, je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union Syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds"*, avant d'ajouter : *"Je ne comprends pas, du reste, pourquoi ils n'ont pas d'eux-mêmes demandé à changer de [cours] puisque ma personne leur est tellement insupportable qu'ils sont prêts à mettre ma vie en danger."*

Dans un post Facebook du 27 février, l'Union syndicale Sciences Po Grenoble répond qu'elle n'a "*jamais mis en danger la vie de Monsieur T., ni ne l'a attaqué ou menacé publiquement, ni même accusé publiquement de quoi que ce soit. Ce sont donc de fausses accusations*", annonçant qu'elle a porté plainte pour "*diffamation et pour discrimination à raison des activités syndicales*". À Marianne, l'Union syndicale explique : "*notre but n'est en aucun cas de lancer une chasse aux sorcières comme on nous en accuse. Notre but est de rendre notre institut un endroit moins discriminatoire pour tous.*"

## "APPROCHE CRITIQUE DE L'ISLAMISME"

Deuxième courriel de Vincent T. à ses étudiants le 28 février, transmis là aussi par une étudiante à Marianne. Il reconnaît que "*la virulence*" de son premier mail était "*à la hauteur du coup de massue que j'ai reçu*", évoquant par là les accusations d'islamophobie à son encontre. Tout en s'indignant : "*Je ne nie pas que mon cours comporte une approche critique de l'islamisme (est-ce cela qui choque ?) et même de certains aspects de l'islam dans sa configuration actuelle (mais quoi ? rêve-t-on de remplacer mon cours par un enseignement théologique dispensé par un imam ?). Mais le problème n'est pas dans les problèmes de définition : il est dans l'usage des étiquettes qui, aujourd'hui, on le sait, peuvent tuer. Que des étudiants puissent, dans le contexte actuel, quelques semaines seulement après l'affaire Paty, se permettre ce genre de stigmatisation a quelque chose d'odieux et de méprisable quand on sait les conséquences épouvantables que cela peut avoir via les réseaux sociaux.*"

Les deux affaires atteignent une autre dimension lorsque le nom des deux enseignants est placardé 4 mars sur les murs de l'établissement. Auprès de Marianne, Sciences Po Grenoble évoque des attaques "*abjectes*" et "*inacceptables*." Dans un mail que nous avons consulté, la directrice de l'établissement écrit que "*les personnes qui ont placardé ces affiches [...] ne semblent pas être les élus étudiants de l'IEPG [Institut d'études politiques de Grenoble, N.D.L.R.]. L'Institution fera tout ce qui est possible pour protéger Klaus et Vincent.*"

Une affaire symptomatique d'un climat de tension au sein de l'université ? "*La liberté d'expression est fortement menacée, pas seulement par les étudiants*", déplore à Marianne Klaus Kinzler "*Une minorité essaie d'imposer sa loi, y compris chez les enseignants-chercheurs. On vous attaque de front si vous osez dire quelque chose qui ne plaît pas, en particulier sur ce qui concerne l'islam. C'est le tabou.*" "*Nous suivons attentivement le dossier*" indiquent à Marianne les services académiques.

6 Mars : France 3-Régions

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/a-sciences-po-grenoble-les-accusations-d-islamophobie-envers-des-enseignants-divisent-le-campus-1985656.html>

# À Sciences-Po Grenoble, les accusations d'islamophobie envers des enseignants divisent le campus

Un syndicat étudiant de Sciences-Po Grenoble accuse des enseignants d'avoir tenu des propos islamophobes. Face à eux, des professeurs et d'autres étudiants dénoncent des accusations sans fondement. Un maître de conférence visé par les accusations est terrorisé par la situation.

Publié le 06/03/2021 à 15h42 • Mis à jour le 06/03/2021 à 16h06

C'est une bataille verbale que certains craignent de voir dérapier en violences physiques, quelques mois après [l'assassinat du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty](#). Sur le campus de Sciences-Po Grenoble, un syndicat étudiant, l'Union syndicale de l'IEP de Grenoble (USIEPG), a allumé une mèche en accusant un enseignant d'avoir tenu des propos islamophobes et en menant son "enquête" sur les cours d'un second enseignant.

Selon le syndicat étudiant USIEPG, qui reprend des propos diffusés par le collectif "Sciences Po Grenoble en lutte", un professeur d'allemand aurait prononcé des mots discriminants lors de la préparation d'une journée intitulée "Racisme, islamophobie, antisémitisme" dans le cadre de la semaine de l'égalité qui se tenait du 30 novembre au 6 décembre 2020 sur le campus.

*"Une journée consacrée au thème "Racisme, islamophobie et antisémitisme" reste une très mauvaise idée (...) Elle serait une insulte aux victimes réelles (et non imaginaires!) du racisme et de l'antisémitisme"* aurait affirmé le professeur d'allemand dans un échange de mails, dont une capture d'écran a été publiée sur la page Facebook de l'USIEPG. Ce sont ces propos que l'USIEPG juge discriminants.

## **Un cours sur l'Islam en France**

Mais c'est un autre enseignant, spécialiste en sciences politiques, qui est maintenant au centre de l'affaire. Ce maître de conférence dirige le cours "Islam et musulmans dans la France contemporaine" au sein de Sciences-Po Grenoble. En désaccord avec les accusations d'islamophobie faites à son collègue, il a vu l'USIEPG lancer un appel à témoignages concernant son cours pour savoir si des propos islamophobes y avaient été tenus. En colère, ce professeur spécialiste de l'Islam a alors envoyé un mail à une centaine d'étudiants en demandant aux membres de l'USIEPG de ne plus assister à son cours "Islam et musulmans dans la France contemporaine".

Dans ce mail, que nous avons pu lire, ce professeur écrit notamment : *"Pour des raisons que je ne peux pas expliquer par mail, je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds"*.

### **"Il n'y a jamais eu d'islamophobie dans ses cours"**

Au sein du campus de Sciences-Po, des étudiants non syndiqués regrettent "la démarche agressive" de l'USIEPG. *"Il y a des étudiants de moins en moins tolérants. Ce professeur a une éthique. Il peut ouvrir le débat sans jamais tomber dans l'agressivité. Il n'y a jamais eu d'islamophobie dans ses cours. D'ailleurs, l'USIEPG ne cite jamais de propos précis. Ce sont des accusations globales"*, témoigne Pierrick Serpinet, étudiant en Master 1 qui a suivi à plusieurs reprises des cours de l'enseignant visé. *"Il y a une pression sociale très forte qui est imposée par ce syndicat au sein du campus"*, ajoute Pierrick Serpinet.

Arnaud Lacheret, [professeur de science politique à l'Arabian Gulf University](#), est un ancien étudiant de l'IEP de Grenoble et un ami du professeur incriminé, dont il apprécie l'enseignement. Il pointe du doigt une idéologie de la "cancel culture", qui vise à effacer tout débat politique. *"C'est vraiment une idéologie que l'on peut voir sur les campus américains, et ça bouscule les universités françaises qui ne sont pas habituées à ça"*, dit-il.

### **"On a affaire à un professeur très classique"**

Sur le fond de l'affaire, cet universitaire de haut niveau estime que les cours de son homologue grenoblois ne sont absolument pas discriminants envers la religion musulmane. *"On a affaire à un professeur très classique. Il est plus terrorisé qu'autre chose. Il se retrouve en pleine dérive de syndicats étudiants. Ils ont voulu faire la peau d'un professeur qui a 20 ans de métier"*, poursuit Arnaud Lacheret.

De son côté, le syndicat USIEPG affirme avoir déposé une plainte après avoir eu connaissance du mail envoyé par l'enseignant aux élèves. *"On ne l'a jamais attaqué pour le contenu de ses cours. On a déposé plainte pour discrimination syndicale. Il faut savoir que c'est un professeur provocateur. Je l'ai eu en cours, il assume de dire des choses à la limite de l'acceptable"*, juge Thomas Mandroux, membre de l'USIEPG.

### **"Il est terrorisé"**

Pourtant, l'USIEPG a bien exigé dans un message posté sur sa page Facebook le 22 février que le cours "Islam et musulmans dans la France contemporaine" soit retiré du programme de Science Po Grenoble. *"Étant donné les problèmes d'islamophobie de certains professeurs de l'IEP, l'Union Syndicale souhaite retirer ce cours des maquettes pédagogiques pour l'année prochaine si lors de ce cours des propos islamophobes y étaient dispensés comme scientifique"*, note l'USIEPG.

Contacté, le professeur incriminé par le syndicat étudiant nous a indiqué qu'il ne voulait pas s'exprimer sur cette affaire, car il réfléchit avec son avocat à engager une procédure judiciaire. Il nous a cependant avoué craindre pour sa sécurité. *"Il est terrorisé à l'idée de se faire tuer"*, avertit Arnaud Lacheret. *"Il y a des gens extérieurs à l'IEP qui sont venues à son cours. Une fois, l'un d'entre-eux est venu demander où il habitait"*, glisse l'étudiant Pierrick Serpinet, lui aussi très inquiet pour la sécurité de son professeur.



## 6 Mars : Today 24

<https://www.today24.news/en/2021/03/the-names-of-two-professors-accused-of-islamophobia-plastered-at-the-entrance-of-the-iep-of-grenoble.html>

# The names of two professors accused of Islamophobia plastered at the entrance of the IEP of Grenoble

**March 6, 2021**

According to one of the two teachers, accusations of Islamophobia against him started last December, after a course in which he said he was opposed to comparing Islamophobia to racism and anti-Semitism.

The names of two professors, accused of Islamophobia, were plastered on the walls of the entrance to the Institute of Political Studies (IEP) in Grenoble, France Bleu Isère reports on Saturday March 6. The public prosecutor opened an investigation.

The two teachers at Sciences Po Grenoble are accused of Islamophobia by the Union Syndicale de l'IEP de Grenoble, a union resulting from the split with the UNEF. They discovered Thursday March 4 that their names were plastered in front of the school entrance, with these words: *"Fascists in our lecture halls. Klaus Kinzler and Vincent T. Resignation. Islamophobia kills."* These postings were withdrawn immediately but photos circulated on social networks, notably taken up by UNEF.

*"It was the last straw that broke the camel's back"* rebels one of the two professors Karl Kinzler, associate German and who has been teaching German civilization and language for 25 years at the IEP in Grenoble. According to him, accusations of Islamophobia against him started last December, after a course in which he said he was opposed to comparing Islamophobia to racism and anti-Semitism. France Bleu Isère was able to consult the exchanges of emails which followed, without finding any discriminatory remarks.

Vincent T, the other professor who now teaches at a distance, did not wish to speak. On the other hand, Klaus Kinzler, him, denounces what he considers to be a certain intellectual terrorism: *"There are still one or two years, we could discuss. Me, I am rather liberal. We did not agree but it did not go further. Today, freedom of expression does not exist. more at Sciences Po. When you say a word that you don't like, you intimidate you, or even launch a cabal against you. Debating Islam has become impossible. The atmosphere is deleterious "*, he explains.

Klaus Kinzler says he has not yet filed a complaint. The teacher is currently on sick leave, following what he considers to be threats that could affect his safety. The school administration informed France Bleu Isère that it qualified these attacks *"abject and unacceptable, that she strongly condemned them."* The rectorate has been notified and Monday March 8, a crisis meeting between professors will take place at Sciences Po Grenoble.

After the report of the management of the IEP, the public prosecutor of Grenoble opened an investigation for public insult to an individual, an offense punishable by a fine of 12,000 euros and for damage to property by inscription, sign or drawing, offense punishable by a fine of 15,000 euros. The investigation was entrusted to the Grenoble police.

6 Mars : France Bleu

<https://www.francebleu.fr/infos/education/le-nom-de-deux-professeurs-accuses-d-islamophobie-placardes-a-l-entree-de-l-iep-de-grenoble-1615032085>

## Le nom de deux professeurs, accusés d'islamophobie, placardés à l'entrée de l'IEP de Grenoble.

Samedi 6 mars 2021 à 20:47 -

Par [Véronique Pueyo](#), [France Bleu Isère](#) *Grenoble*

**Deux enseignants de l'IEP de Grenoble, accusés d'islamophobie, ont vu leurs noms placardés sur les murs de cette grande école. Ils dénoncent une chasse à l'homme et un climat délétère où tout débat autour de la religion musulmane est devenu impossible. Le procureur a ouvert une enquête.**



L'IEP de Grenoble, qui fête ses 70 ans, a inauguré l'extension de ses bâtiments. © Radio France - Véronique Pueyo

Deux enseignants de Sciences Po Grenoble, accusés d'islamophobie par l'Union Syndicale de l'IEP de Grenoble, un syndicat issu de la scission avec l'UNEF, ont découvert, le 4 mars, que **leurs noms étaient placardés devant l'entrée de l'école, avec ces mots : "Des fascistes dans nos amphis. Klaus Kinzler et Vincent T. Démission. L'islamophobie tue."** Des mots assortis d'une caricature de l'un d'eux. Ces affichages ont été retirés dans l'après-midi mais des photos ont circulé sur les réseaux sociaux, repris notamment par un autre syndicat, l'UNEF.

Racisme, islamophobie, antisémitisme

"*C'est la goutte d'eau qui a fait débordé le vase*" s'insurge Karl Kinzler, agrégé d'allemand et qui enseigne la civilisation et la langue allemandes depuis 25 ans à l'IEP de Grenoble. Et il nous explique que tout est parti, en décembre dernier, d'**un groupe de travail entre enseignants pour préparer la semaine de l'Égalité et contre les discriminations**, qui a lieu chaque année, à l'IEP. Le thème choisi était : "racisme, islamophobie et antisémitisme." Klaus Kinzler s'est opposé à ce que l'on accole le terme d'islamophobie à ceux de racisme et d'antisémitisme. Nous avons pu lire les échanges de mails qui ont suivi et nous n'y avons pas trouvé trace de propos discriminatoires.

Accusé de harcèlement moral

Pourtant, une enseignante du laboratoire de Sciences sociales, Pacte -laboratoire qui s'est opposé récemment à la volonté de la ministre de l'Enseignement supérieur d'enquêter sur l'islamo-gauchisme à l'Université- l'a accusé de harcèlement moral et il a été **exclu du groupe de travail**.

*"Je pensais que les choses s'étaient calmées. Je ne suis pas sur les réseaux sociaux et c'est mon collègue Vincent T., maître de conférences en sciences politiques et qui donne un cours sur l'Islam et les musulmans en France qui m'a alerté"* souligne Klaus Kinzler.

Appel à témoignages d'un syndicat étudiant

En fait, selon lui, les mails qu'il avait échangés avec ses collègues au sein du groupe de travail, ont été repris par l'Union Syndicale de l'IEP et transformés. D'autre part, cette même Union Syndicale a lancé, parallèlement, **un appel à témoignages en direction des étudiants pour répertorier des "propos problématiques"** que Vincent T. aurait pu tenir en cours et pour faire interdire son enseignement.

Terrorisme intellectuel et ambiance délétère

Vincent T. qui désormais fait cours en distanciel, n'a pas souhaité s'exprimer. En revanche, Klaus Kinzler, lui, témoigne d'un certain terrorisme intellectuel : *"Il y a encore un ou deux ans, on pouvait discuter. Moi, je suis plutôt libéral. On n'était pas d'accord mais cela n'allait pas plus loin. Aujourd'hui, la liberté d'expression n'existe plus à Sciences Po. Quand on dit un mot qui ne plaît pas, on vous intimide, voire on lance une cabale contre vous. Débattre de l'Islam est devenu impossible. L'ambiance est délétère."*

*Je pense à ce qui est arrivé à Samuel Paty -Klaus Kinzler*

Klaus Kinzler dit ne pas avoir encore déposé plainte. *"Mais, je vais peut-être devoir le faire. Car, me traiter d'islamophobe est non seulement diffamatoire mais dangereux, quand on repense à ce qui est arrivé à Samuel Paty, dont le nom avait été jeté en pâture sur les réseaux sociaux."* L'enseignant est actuellement en arrêt de travail, suite à ce qu'il considère comme des menaces pouvant nuire à sa sécurité.

La direction de l'IEP organise une réunion de crise

**Nous n'avons pas réussi à joindre les représentants de l'Union Syndicale de l'IEP de Grenoble.** Quant à la direction de l'école, elle nous a fait savoir par SMS qu'elle qualifiait ces attaques *"d'abjectes et inacceptables, qu'elle les condamnait fermement."* Le Rectorat a été prévenu et **lundi 8 mars, une réunion de crise entre les professeurs aura lieu à Sciences Po Grenoble.**

Le procureur de Grenoble a ouvert une enquête

Suite à un signalement de la direction de l'IEP, le procureur de Grenoble a donc ordonné **une enquête pour injure publique envers un particulier**, délit puni de 12 000 euros d'amende et **pour dégradation de bien par inscription**, signe ou dessin, délit puni de 15 000 euros d'amende. L'enquête a été confiée à la police de Grenoble.

Par ailleurs, **le magistrat a classé sans suite la plainte pour discrimination syndicale déposée par l'Union Syndicale de l'IEP de Grenoble** à l'encontre de Vincent T. L'enseignant avait exclu de son cours sur l'Islam les membres de ce syndicat qui y assistaient et qui l'accusaient d'islamophobie.



**En février dernier, l'épisode #Sciences Porcs avait déjà agité l'IEP de Grenoble**, comme l'ensemble des autres IEP de France. Des étudiantes avaient dénoncé sur les réseaux sociaux des faits de violences sexistes et sexuelles, accusant la direction ne pas agir pour les dénoncer et les faire cesser.

## 7 Mars : Ouest France

<https://www.ouest-france.fr/auvergne-rhone-alpes/grenoble-38000/grenoble-les-noms-de-deux-professeurs-accuses-d-islamophobie-placardes-a-l-entree-de-sciences-po-7177723>

# Grenoble. Les noms de deux professeurs accusés d'islamophobie placardés à l'entrée de Sciences Po

Après un signalement de la direction de l'IEP, le procureur de la République de Grenoble a ouvert une enquête pour injure publique envers un particulier.

Les noms de deux enseignants accusés d'islamophobie ont été placardés à l'entrée de l'IEP de Grenoble, rapporte France Bleu Isère samedi 6 mars 2021.

[Ouest-France](#) Publié le 07/03/2021 à 07h01

« **Des fascistes dans nos amphis. Klaus Kinzler et Vincent T. Démission. L'islamophobie tue.** » Deux enseignants de l'IEP de [Grenoble](#) accusés d'islamophobie ont ainsi vu leurs noms placardés devant l'entrée de l'école, a rapporté samedi 6 mars *France Bleu Isère*.

Après un signalement de la direction de l'IEP, qui a qualifié cette attaque « **d'abjectes et inacceptables** », le procureur de la République de Grenoble a ouvert une enquête pour injure publique envers un particulier et l'a confié à la police de Grenoble, indique *France Bleu Isère*.

Les deux enseignants sont accusés d'islamophobie par l'Union Syndicale de l'IEP de Grenoble, un syndicat issu de la scission avec l'UNEF, explique la radio locale.

Des accusations qui remontent à décembre 2020

Selon Klaus Kinzler, agrégé d'allemand et enseignant la civilisation et la langue allemandes depuis 25 ans à l'IEP de Grenoble, les accusations d'islamophobie à son encontre auraient démarré en décembre 2020, après un groupe de travail entre enseignants pour préparer la semaine de l'Égalité et contre les discriminations, durant lequel il se disait opposé à comparer l'islamophobie au racisme et à l'antisémitisme. Selon Klaus Kinzler, les mails échangés avec ses collègues auraient été repris par l'Union Syndicale de l'IEP et transformés.

Klaus Kinzler explique par ailleurs à *France Bleu Isère* que l'Union Syndicale aurait également lancé un appel à témoignages pour répertorier des « **propos problématiques** » que son collègue Vincent T., qui donne le cours « **Islam et musulmans dans la France contemporaine** », aurait pu tenir en classe et ainsi faire interdire son enseignement.

« Quand on repense à ce qui est arrivé à Samuel Paty »

« **Il y a encore un ou deux ans, on pouvait discuter. Moi, je suis plutôt libéral. On n'était pas d'accord mais cela n'allait pas plus loin. Aujourd'hui, la liberté d'expression n'existe plus à Sciences Po. Quand on dit un mot qui ne plaît pas, on vous intimide, voire on lance une cabale contre vous. Débattre de l'Islam est devenu impossible. L'ambiance est délétère** », témoigne Klaus Kinzler aujourd'hui en arrêt de travail après ce qu'il considère être des menaces pouvant nuire à sa sécurité.

Il n'a pas déposé plainte, indique *France Bleu Isère*, « **mais, je vais peut-être devoir le faire. Car, me traiter d'islamophobe est non seulement diffamatoire mais dangereux, quand on repense à ce qui est arrivé à [Samuel Paty](#), dont le nom avait été jeté en pâture sur les réseaux sociaux** », explique-t-il.

L'autre enseignant, Vincent T., n'a pas souhaité s'exprimer.

# 7 Mars : Observatoire du décolonialisme

[http://decolonialisme.fr/?p=3098&utm\\_source=ReviveOldPost&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=ReviveOldPost](http://decolonialisme.fr/?p=3098&utm_source=ReviveOldPost&utm_medium=social&utm_campaign=ReviveOldPost)

## Revue de presse du 1er au 7 mars 2021

8 MARS 2021



**LA REVUE  
DE PRESSE**



*Les éléments de la revue de presse sont sélectionnés à titre informatif et ne reflètent pas les positions de l'Observatoire du décolonialisme. Nous recensons sans commentaire des informations de nature diverse, des articles qui développent des analyses intéressantes aussi bien que des articles qui présentent des biais idéologiques.*

**Mezetulle** (site web), dimanche 7 mars 2021

[«IEP Grenoble. À quoi sert le mot “islamophobie”? Halte à l’intimidation!»,](#) par **Catherine Kintzler**

À nouveau, l'accusation d'islamophobie frappe. Charb en faisait déjà l'analyse dans son livre posthume *Lettre aux escrocs de l'islamophobie*. Deux professeurs ont vu ces derniers jours leurs noms placardés sur les murs de l'IEP de Grenoble sous ce grief qui se veut infamant et par lequel un groupuscule tente, toute honte bue, de déclencher un mouvement qui s'apparente à un lynchage. Allons-nous encore longtemps laisser les lieux académiques livrés à de telles intimidations? Comme l'écrit l'historien Eric Anceau dans un tweet: «tout universitaire qui se respecte, et ce quelles que soient ses idées, devrait se sentir solidaire et soutenir ces deux collègues que je ne connais pas».

**Le Monde** (site web), dimanche 7 mars 2021

[«À Sciences Po Grenoble, des accusations d'islamophobie contre deux professeurs et une enquête pour “injure publique”»](#)

Des affiches anonymes accusant nommément les professeurs ont été collées à l'entrée de l'école. En plus de l'enquête judiciaire, le ministère de l'enseignement supérieur «prendra toute sa part afin d'apporter soutien à la direction».

**Marianne** (site web), samedi 6 mars 2021

[«Accusations d'islamophobie à Sciences Po Grenoble: une enquête ouverte»,](#) par Hadrien Brachet

Les noms de deux professeurs de Sciences Po Grenoble accusés d'islamophobie ont été placardés devant l'établissement le 4 mars. Le procureur de Grenoble indique qu'il ouvre une enquête pour dégradation et injure publique.



## 7 Mars : France 3 Régions

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/j-ai-des-convictions-claires-democratiques-mais-pas-islamophobes-dit-l-un-des-enseignants-de-science-po-grenoble-1986772.html>

# "J'ai des convictions claires, démocratiques, mais pas islamophobes", dit l'un des enseignants de Sciences-Po Grenoble

Deux enseignants de Sciences-Po Grenoble sont accusés d'islamophobie par un syndicat d'étudiants de l'établissement. L'un des deux professeurs visés, Klaus Kinzler, rejette ces accusations devant la caméra de France 3 Alpes.

Publié le 07/03/2021 à 16h10 • Mis à jour le 08/03/2021 à 09h16

Sur le campus de Sciences-Po Grenoble des accusations ont été lancées par un syndicat étudiant, l'Union syndicale de l'IEP de Grenoble (USIEPG). Celui-ci estime que deux professeurs de l'IEP ont tenu des propos islamophobes lors de cours ou d'échanges avec des étudiants, [comme nous l'expliquions le 6 mars dans un article complet sur notre site](#). Par ailleurs, le procureur de Grenoble, Eric Vaillant, a ordonné, le 6 mars, une enquête pour "injure publique" suite au signalement par la direction de Sciences-Po Grenoble d'affiches apposées sur les murs de l'IEP et "visant nommément deux professeurs de l'établissement" en les accusant d'islamophobie. L'USIEPG affirme ne pas avoir de lien avec ces collages.

### **"On a pas le droit de formuler des idées"**

L'un des enseignants visés, le professeur Klaus Kinzler, a choisi de s'exprimer ce dimanche 7 mars devant la caméra de France 3 Alpes pour démentir toute discrimination envers l'Islam dans son enseignement ou dans les propos qu'il a pu tenir au cours d'échanges pédagogiques.

*"C'est très lourd nerveusement, mais je n'ai pas peur, a-t-il confié sur le parvis de Sciences-Po. J'assume tout ce que je pense, ce que j'ai dit. J'ai des convictions simples, claires, démocratiques, mais pas islamophobes. Ce qui est gravissime, c'est qu'on n'a pas le droit de formuler des idées qui ne rentrent pas dans la doxa actuelle. J'ai commis un blasphème en quelque sorte en affirmant qu'il y a un débat dans les sciences sociales sur le terme d'islamophobie",* affirme Klaus Kinzler.

### **"L'islamophobie, c'est un terme extrêmement flou"**

Sur le fond des accusations, il estime n'avoir *"jamais rien formulé quoi que ce soit de diffamatoire, ni d'islamophobe"*. Des élèves avaient dénoncé sa prise de position contre une journée consacrée au racisme, à

l'antisémitisme et à l'islamophobie dans le cadre de la semaine de l'égalité qui se tenait du 30 novembre au 6 décembre 2020 sur le campus. *"J'ai dit très clairement que je n'aimais pas qu'on organise dans un même intitulé une journée consacrée au racisme, à l'antisémitisme et à l'islamophobie. Cela m'a choqué. C'est un non-sens de mon point de vue, mais on peut avoir un autre avis. Mais le fait de remettre en question cet intitulé a provoqué une blessure chez les étudiants"*.

Il précise sa pensée sur la raison pour laquelle il ne voulait pas mettre l'islamophobie sur le même plan que le racisme et l'antisémitisme. *"L'islamophobie, c'est un terme extrêmement flou. Je suis contre toute forme de discrimination pour des gens qui pratiquent leur foi. Je défendrai toujours leur droit de pratiquer la religion dans la paix. Avec mon collègue, on s'exprime de manière très critique dans nos cours sur la forme actuelle de l'Islam, pas sur l'Islam en soi, mais sur le fondamentalisme qui a pris le pouvoir dans l'Islam actuel. Si cela nous est reproché comme de l'islamophobie, il y a de quoi se révolter"*, poursuit Klaus Kinzler.

### **L'Unef Grenoble dénonce à son tour des propos islamophobes**

Le syndicat étudiant de l'Unef Grenoble a réagi dimanche 7 mars à cette affaire en dénonçant, comme le syndicat de Sciences-Po Grenoble, des propos islamophobes. *"En effet, à Sciences Po Grenoble, des propos que nous considérons islamophobes, racistes et réactionnaires ont été tenus par des enseignants. Et qu'il est de notre devoir de les dénoncer"*, affirme l'Unef dans un communiqué. Le syndicat étudiant cite notamment des propos écrits dans un mail par l'un des enseignants incriminés.

## Communiqué UNEF Grenoble

Depuis quelques jours l'UNEF Grenoble est ciblée par une campagne nous accusant d'avoir proféré une « Fatwa » et l'extrême-droite demandant même notre « dissolution » parce que nous avons partagé sur nos réseaux un post et des photos d'un collage visant à dénoncer les propos islamophobes d'enseignants, mais aussi le sexisme à l'IEP.

En effet, à Sciences Po Grenoble, des propos que nous considérons islamophobes, racistes et réactionnaires ont été tenus par des enseignants. **Et qu'il est de notre devoir de les dénoncer.** Dans le cadre de la préparation d'un séminaire intitulé "Semaine de l'Egalité", des échanges mails, expliquant l'opposition à l'ajout du terme islamophobie, ont présenté ce terme comme « *une notion fourre-tout et inventée de toute pièce comme arme idéologique dans une guerre mondiale menée par des "Fou de Dieu" (au sens littéral) contre les peuples "impies", notion qui semble avoir envahi de nombreux cerveaux* ».

Les mails poursuivent : « *Je n'ai personnellement aucune sympathie pour l'islam en tant que religion (le rôle qui y est assigné à la Femme est l'une de mes raisons, importante - je préfère largement le Christ qui, lui, pardonne fameusement à la femme adultère (lisez le passage, c'est beau!); une autre raison, évidente, ce sont les crimes barbares qui sont sans cesse commis au nom de l'islam - et si vous me dites que les terroristes se trompent et que ce n'est pas l'islam, alors pourquoi n'y a-t-il pas des millions de musulmans dans la rue pour le crier haut et fort, immédiatement, après chaque attentat, pourquoi?). Donc, je le confesse, je n'aime pas beaucoup cette religion, parfois elle me fait franchement peur.* » Et la liste des propos tenus est encore plus longue !

Un mail a par la suite été envoyé par l'un des enseignants aux étudiant.e.s pour interdire aux étudiant.e.s syndiqué.e.s, qui avaient dénoncé ces propos, de participer à certains cours.

L'UNEF Grenoble condamne ces propos et l'interdiction discriminatoire faite à des syndicalistes de pouvoir étudier.

D'une part car, en niant l'islamophobie, ils minimisent l'existence d'une haine envers les musulman.e.s, et surtout car ils décrivent tou.te.s les musulman.e.s comme des sympathisant.e.s passifs.ves des attentats terroristes. Nous condamnons aussi le fait d'exclure des étudiant.e.s des cours pour leurs appartenances syndicales.

C'est dans ce contexte que nous avons fait un post Facebook refusant « les violences de genre » et « la campagne islamophobe et sécuritaire » en reprenant et illustrant ce post par un collage auquel nous n'avons pas participé, qui dénonçait les propos islamophobes mais aussi les violences sexuelles et sexistes à Sciences-Po. Moins de 48h après publication, nous avons retiré les images qui visaient nommément les enseignants. Nous avons entendu l'émoi suscité chez eux et au-delà et nous ne voulions pas ajouter de la confusion à notre refus du racisme contre les musulmans suite à la campagne générée par la droite et l'extrême-droite. Nous avons donc retiré cette photo, mais nous ne retirons pas notre condamnation aux propos islamophobes et à la discrimination face aux études pour appartenance syndicale.

Depuis la publication de ces photos, la droite et l'extrême-droite ont lancé, en effet, une campagne haineuse sur les réseaux sociaux. Celle-ci est d'autant plus abjecte qu'elle instrumentalise la mort atroce de Samuel Paty pour prétendre que nous mettons en danger des enseignant.e.s-chercheur.e.s. Certains, comme Marine le Pen, l'UNI, la Cocarde étudiante ou même un député En Marche nous désignent en tant qu'Unef Grenoble. Nous ne plierons pas et nous répondrons y compris juridiquement à toute forme de diffamation ou de dénonciation calomnieuse. Certains tweets sont d'ailleurs éloquentes.

Face à cette campagne contre nos libertés syndicales et académiques, nous continuons à affirmer notre refus de toute discrimination dans les établissements d'enseignement supérieur. Le racisme n'a pas sa place dans nos lieux d'études et ne saurait s'appuyer sur une quelconque démarche pseudo-scientifique. Nous invitons l'ensemble des étudiant.e.s, les enseignantEs et les organisations syndicales concernées souhaitant nous communiquer des situations de discrimination vécues dans ce cadre à prendre contact avec nous. Nous avons d'ores et déjà pris des contacts unitaires pour une réponse collective avec les organisations syndicales étudiantes et de personnels.

Nous ne céderons pas aux réactionnaires et à l'extrême-droite qui souhaitent mettre au pas l'université et la jeunesse et mettent en place cette campagne médiatique...qui par ailleurs relaie les photos nominative des deux enseignants incriminés.

## 8 Mars : Libération

[https://www.liberation.fr/societe/education/a-sciences-po-grenoble-une-enquete-ouverte-pour-injures-contre-deux-professeurs-accuses-dislamophobie-20210307\\_BUGJ6I5R3BGULEEV6LUQPW4H5M/](https://www.liberation.fr/societe/education/a-sciences-po-grenoble-une-enquete-ouverte-pour-injures-contre-deux-professeurs-accuses-dislamophobie-20210307_BUGJ6I5R3BGULEEV6LUQPW4H5M/)

### Polémique

# A Sciences-Po Grenoble, une enquête ouverte pour injures contre deux professeurs accusés d'islamophobie

Une querelle entre enseignants de la branche grenobloise de l'établissement a pris de l'ampleur ces derniers mois, jusqu'à l'ouverture d'une enquête ce samedi pour délits d'«injure publique envers un particulier» et «dégradation de bien».

par [François Carrel](#), correspondant à Grenoble  
publié le 7 mars 2021 à 19h33

Sur un terrain national surchauffé par la polémique autour des méfaits supposés d'un courant «*islamo-gauchiste*» au sein de l'université, [entretenu par la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal](#) elle-même, une affiche collée jeudi dernier pendant quelques heures à l'entrée de Sciences-Po Grenoble n'a pas tardé à déclencher un incendie d'ampleur nationale. «*Des fascistes dans nos amphis : T. et K. démission. L'islamophobie tue*» : une photo de ce collage citant nommément deux enseignants de l'établissement, et dont les auteurs restent à ce jour inconnus, est relayée le jour même sur les réseaux sociaux par l'Unef Grenoble.

Les enseignants mis en cause s'estiment en danger. Dès vendredi, *le Figaro* puis *Marianne* consacrent de longs articles à l'affaire, citant l'un des professeurs incriminés par l'affiche, agrégé d'allemand : «*La liberté d'expression est fortement menacée, pas seulement par les étudiants. Une minorité essaie d'imposer sa loi, y compris chez les enseignants-chercheurs. On vous attaque de front si vous osez dire quelque chose qui ne plaît pas, en particulier sur ce qui concerne l'islam.*» La direction de Sciences-Po Grenoble, qui évoque des «*attaques abjectes*» et «*inacceptables*», a saisi le procureur de la République de Grenoble. Qui a ouvert samedi une enquête pour délits d'«injure publique envers un particulier» et «dégradation de bien».

### Querelle, par échange de mails rendus publics

La droite et l'extrême droite se sont entretenu emparées de l'histoire, convoquant l'assassinat de Samuel Paty. Marine Le Pen a twitté : «*Cette affaire sordide démontre toute la réalité d'un islamo-gauchisme répugnant, sectaire et sans limite.*» Sur Twitter, le thème #DissolutionUNEF, abondamment relayé par des comptes nationalistes, s'est classé dimanche parmi les tendances principales.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis des mois, une querelle oppose un professeur d'allemand, «K», et une enseignante-chercheuse spécialiste de l'histoire coloniale du Maghreb. En jeu : l'utilisation de la notion d'islamophobie, dans le cadre d'un colloque sur le «racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme» préparé par l'établissement. La querelle, par échange de mails rendus publics, vire à l'aigre. Le prof d'allemand, virulent, se refuse à associer l'islamophobie, «*notion hautement problématique*», à l'antisémitisme : cela représenterait «*une insulte aux victimes réelles (et non imaginaires) du racisme et de l'antisémitisme*». Confessant son absence de «*sympathie pour l'islam*», il fustige au passage «*les départements en "gender studies", "race studies" et autres "études postcoloniales" [...] dont les conclusions sont strictement hallucinantes*».

La spécialiste du Maghreb, affectée, cède à la pression : le terme islamophobie est retiré de l'intitulé de l'événement. Elle reçoit néanmoins le soutien officiel de Pacte, le laboratoire CNRS-Sciences-Po

Grenoble dont elle est membre, qui estime que *«nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient constitue une forme de harcèlement et une atteinte morale violente»*. Le Défenseur des Droits, qu'elle a saisi, engage pour sa part la direction de l'établissement à faire respecter leur obligation de réserve et de neutralité à ses enseignants.

### **«Les torts sont partagés»**

Le syndicat étudiant majoritaire de Sciences-Po Grenoble, l'Union syndicale (US), proche de l'UNEF, s'émeut à son tour, dans les échanges de mails, des propos jugés *«islamophobes»* du prof... qui contre-attaque en dénonçant des *«attaques nauséabondes, de votre part et de vos amis extrémistes parmi les enseignants-chercheurs, spécialistes en fatwas»*. En parallèle, l'US s'intéresse au cours sur l'islam d'un maître de conférences en sciences politiques, «T», qui soutient son collègue prof d'allemand. Le syndicat, par un appel à témoignages auprès des étudiants, veut savoir si son cours est empreint d'une tonalité islamophobe afin de demander le cas échéant sa suspension. L'enseignant décide le 28 février d'exclure les membres de l'US de son cours. L'info circule et c'est ainsi que «T» voit quelques jours plus tard son nom placardé à l'entrée de Sciences-Po, en compagnie de son collègue «K»...

Thomas Mandroux, l'un des responsables de l'US, affirme qu'il *«s'agissait d'une vérification, c'est notre rôle en tant que syndicat, nous l'avons déjà fait pour d'autre cours !»* Il insiste : *«Ce n'est pas nous qui avons fait ces collages, et ce n'est pas nous non plus qui avons provoqué l'emballement médiatique. Ces enseignants ont fait eux-mêmes appel aux médias en tentant de se faire passer pour des victimes.»* Il leur reproche *«d'instaurer une chasse aux sorcières»*. Le procureur a cependant classé sans suite une plainte de l'US pour *«discrimination syndicale»*, en raison d'une *«infraction insuffisamment caractérisée»*.

Ce dimanche, l'Unef national reconnaît une communication *«très maladroite»* et *«dangereuse»* de sa branche grenobloise. Cette dernière précise avoir *«retiré cette photo, mais pas sa condamnation des propos islamophobes et des discriminations pour appartenance syndicale»*. Lundi, les enseignants et la direction de Sciences-Po se réuniront en assemblée générale, *«tétanisés face à la médiatisation délirante de cette affaire»*, se désole un professeur. *«Nous sommes nombreux à penser que les torts sont partagés. Les colleurs ont déconné, mais nos collègues aussi qui ont tout déballé sur la place publique au lieu de calmer le jeu.»*



# Sciences Po Grenoble : enquête ouverte après des accusations d'islamophobie envers deux professeurs

Les noms de deux enseignants ont été placardés à l'entrée de l'établissement sur des affiches les accusant de fascisme et d'islamophobie.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié le 08 mars 2021 à 03h59 - Mis à jour le 08 mars 2021 à 22h50

C'est désormais aux services de police mais aussi à l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche de faire la lumière sur le déroulement des faits ayant conduit, jeudi 4 mars, des étudiants à placarder sur le mur d'entrée de Sciences Po Grenoble, comme l'a révélé *Le Figaro*, les noms de deux professeurs accolés à cette phrase : « *Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue.* »

[Le procureur de Grenoble, Eric Vaillant, a ordonné l'ouverture d'une enquête, dimanche 7 mars, pour « injure publique » et pour « dégradation »](#), après que la direction de l'Institut d'études politiques (IEP) a fait un signalement au parquet vendredi. De son côté, la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal a diligenté, dimanche, une mission d'inspection et « *dénoncé ces tentatives de pression et d'intimidation qui viennent troubler les missions de l'établissement* ». Les deux enseignants ont même été placés sous protection, a annoncé le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, lundi.

Pour comprendre l'affaire, il faut remonter au 30 novembre 2020. Comme chaque année à l'IEP, enseignants et étudiants organisent une semaine de débats sur le thème de l'égalité. Un professeur d'allemand, Klaus K., s'inscrit dans le groupe de travail « Racisme, islamophobie, antisémitisme » sans cacher qu'il souhaite revenir sur cet intitulé, se disant « *assez intrigué par l'alignement révélateur de ces trois concepts dont l'un ne devrait certainement pas y figurer* ».

En cause : le mot « islamophobie », dont « *on peut discuter si ce terme a un vrai sens ou s'il n'est pas simplement l'arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous* », expose-t-il dans un mail envoyé au groupe dont *Le Monde* a eu copie. Il conclut alors : « *Ma contribution risque de ne pas plaire à tout le monde, mais le consensus, me dis-je, ne doit pas être notre objectif. Au contraire. L'intérêt d'une "semaine de l'égalité" n'est pas l'égalité des arguments et des opinions mais le débat entre citoyens égaux.* »

C'est le début d'un long échange de mails entre ce professeur d'allemand et une enseignante-chercheuse en histoire, M<sup>me</sup> M., qui est en désaccord avec lui, et estime que l'islamophobie est « *un concept heuristique utilisé dans les sciences sociales* » pour « *désigner des préjugés et des discriminations liées à l'appartenance, réelle ou fantasmée, à la religion musulmane* ».

## « C'était elle la scientifique »

« *Le confinement nous obligeait à travailler à distance, ce qui fait que j'en étais réduit à écrire des mails sans jamais avoir vu aucun membre du groupe* », rapporte au *Monde* Klaus K. Aucun des huit étudiants ne prend contact avec lui « *mais ils communiquaient ensemble pour préparer l'atelier et avec ma collègue enseignante* », croit-il savoir.



La tension monte d'un cran le 1<sup>er</sup> décembre 2020 lorsque le professeur d'allemand reçoit le soutien d'un collègue, Vincent T., par ailleurs chargé d'un cours optionnel sur l'islam. Il écrit à son tour au groupe de travail pour partager son « *effarement* » de découvrir « *à quel point des universitaires sont enfoncés dans le militantisme et l'idéologie* ».

Le « *tournant* », selon Klaus K., viendra quelques jours plus tard, le 7 décembre, lorsque le laboratoire de recherche Pacte, auquel appartient l'enseignante d'histoire, publie un communiqué lui apportant « *son plein soutien* ». « *Nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient, constitue une forme de harcèlement et une atteinte morale violente* », écrit Anne-Laure Amilhat Szary, la directrice du laboratoire.

« *Pour moi l'affaire était close, reprend Klaus K. J'ai trente-cinq ans de métier et je n'allais pas faire une dépression pour cela, mais en voyant ce communiqué qui rendait public notre différend, j'ai été très mécontent et je m'en suis ouvert à la direction. C'était elle la scientifique, moi je n'y connaissais rien, je n'étais que le petit prof d'allemand.* » Il dénonce une « *campagne de diffamation et finalement de haine de plus en plus violente* » à son encontre et prend à partie les dirigeants de l'IEP : « *Est-ce cela, la "culture du débat" de Sciences Po Grenoble ?* »

De son côté, l'enseignante d'histoire contacte aussi la direction, avançant que « *si une liberté académique a été attaquée, c'est la [s]ienne et pas celle de [s]es collègues* ». Elle ajoute avoir accepté, sur demande de la chargée de mission vie associative de l'établissement, de retirer le mot « *islamophobie* » du titre de la journée, qui a finalement eu lieu le 26 janvier.

## **Une initiative « maladroite et dangereuse »**

Quant à Vincent T., également visé par l'affichage sauvage à cause du soutien qu'il a manifesté à Klaus K., il a fait l'objet d'un appel sur Facebook, le 22 février, lancé par l'Union syndicale (US), issu d'une scission avec l'UNEF. Sans dévoiler le nom de l'enseignant, le syndicat s'y enquêrait d'éventuels « *propos problématiques* » lors du cours « *Islam et musulmans dans la France contemporaine* ».

L'US explique notamment qu'il souhaite faire « *retirer* » cet enseignement « *des maquettes pédagogiques pour l'année prochaine si, lors de ce cours, des propos islamophobes y étaient dispensés comme scientifiques* ». En réaction, dans un courriel, Vincent T. a demandé aux étudiants appartenant au syndicat « *de quitter immédiatement [ses] cours et de ne jamais y remettre les pieds* ». Une injonction qui a fait l'objet quelques jours plus tard d'une plainte pour « *discrimination syndicale* », classée sans suite par le procureur de Grenoble dimanche.

L'UNEF, dont la branche grenobloise a relayé sur les réseaux sociaux les affiches placardées à l'entrée de l'IEP, a reconnu dimanche dans un communiqué une initiative « *maladroite et dangereuse* », réaffirmant « *son opposition à toute haine, à tout lynchage public et son attachement à la liberté d'expression* ». Klaus K. et Vincent T. ont demandé à bénéficier d'une protection fonctionnelle auprès de la direction, laquelle n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Dans un communiqué publié lundi 8 mars, Sciences Po Grenoble « *condamne avec la plus grande fermeté cette action qui met en danger l'ensemble de ses étudiants et personnels* » et rappelle que « *garantir les libertés académiques est une exigence non négociable* ». « *La bonne réalisation des missions de Sciences Po Grenoble s'appuie sur le respect de l'opinion d'autrui et sur un attachement sans faille aux valeurs de dialogue, de bienveillance mutuelle et d'altérité* », conclut-il.

**Soazig Le Nevé**

# Zwei Professoren müssen um ihr Leben fürchten

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 08.03.2021-17:58
- 



Wegen angeblicher Islamophobie haben Studenten in Grenoble zwei Hochschullehrer angeprangert. Die Politik verurteilt den „Versuch der Einschüchterung“. Der Fall weckt Erinnerungen an den enthaupteten Lehrer Samuel Paty.

Zwei Universitätsprofessoren in Grenoble müssen um ihr Leben fürchten, weil Studenten ihre Namen in großen Lettern an das Unigebäude plakatiert und sie der Islamophobie bezichtigt haben. „Faschisten in unseren Hörsälen! Professor K. Entlassung! Die Islamophobie tötet!“, stand an der Fassade. Auch in den sozialen Netzwerken hielten die von der Studentengewerkschaft Unef unterstützten Aktivisten den beiden Professoren islamfeindliche Haltungen vor. Knapp fünf Monate nach der Ermordung des Geschichtslehrers Samuel Paty durch einen Islamisten hat die neue Affäre Frankreich aufgeschreckt.

Die beigeordnete Innenministerin Marlène Schiappa verurteilte die Studentengewerkschaft Unef. „Nach der Enthauptung Samuel Patys ist das eine besonders widerliche Tat, denn er war genauso den sozialen Netzwerken zum Fraß vorgeworfen worden“, sagte Schiappa im Fernsehsender BFM-TV. „Unef hat in Kauf genommen, die beiden Professoren in Lebensgefahr zu bringen“, kritisierte sie.

Es sei verstörend, dass sich die Gewerkschaft an der Aktion beteiligt und die Hassaufrufe in den sozialen Netzwerken verbreitet habe. Der lokale Verantwortliche der Gewerkschaft, Thomas M., weigerte sich in einem Fernsehgespräch, die Aktion zu verurteilen. Es sei das Recht der Studenten, auf islamophobe Haltungen der Professoren aufmerksam zu machen, sagte er im Sender BFM-TV.

## „Versuch der Einschüchterung“

Die Staatsanwaltschaft in Grenoble hat Ermittlungen wegen öffentlicher Beleidigung und Sachbeschädigung eingeleitet. Hochschulministerin Frédérique Vidal verurteilte den „Versuch der Einschüchterung“ von Universitätsprofessoren, der nicht toleriert werden dürfe. Sie ordnete eine interne Untersuchung am Institut d’Etudes Politiques von Grenoble an. Eine ihrer Vorgängerinnen im Hochschulministerium, die Regionalratspräsidentin der Hauptstadtregion Valérie Pécresse, sprach von „intellektuellem Terrorismus“.

Marine Le Pen bewertete die Affäre als Beweis, dass es eine „abstoßende, sektiererische Islamo-Linke gibt, die keine Grenzen kennt“. „Wie können solche Methoden gegen Lehrkräfte nach dem Attentat angewandt

werden, das Samuel Paty das Leben kostete?“, fragte sie. „Ich verurteile scharf, dass die Namen auf diese Weise preisgegeben werden“, sagte der grüne Bürgermeister von Grenoble, Eric Piolle.

Ausgangspunkt war eine Diskussion unter Studenten und Lehrkräften darüber, ob für ein geplantes Seminar zum Thema Gleichheit die Islamophobie gleichrangig mit Antisemitismus und Rassismus im Titel stehen sollte. Der Austausch fand Ende November und Anfang Dezember per E-Mail statt. Professor K. bemängelte, dass sich hinter Islamophobie oftmals nur Rassismus verberge und keine Verachtung für die Religion.

Was die Adressaten nicht wussten: K. ist mit einer Muslima verheiratet und hat einen Sohn. Auch deshalb fühlte sich der Wahlfranzose berechtigt, das Konzept der Islamophobie als „Propagandawaffe von Extremisten“ zu hinterfragen. Der Runde teilte er mit, dass er davon abrate, Islamophobie in den Titel zu stellen, „aber wir können natürlich darüber diskutieren“. Aufgrund dieses Einwandes wurde er aus der Arbeitsgruppe ausgeschlossen.

Ein anderer Professor, Vincent T., solidarisierte sich daraufhin mit ihm. Deshalb rückte auch der Politikwissenschaftler T. ins Visier der Studentengewerkschaft Unef. T. äußerte, dass die Teilnahme an seinen Seminaren freiwillig sei und er Unef-Mitgliedern deshalb abrate, sie zu besuchen. Die Affäre eskalierte immer mehr. Eine Institutskollegin beklagte sich über die vorgeblich „verletzenden Argumente“ K.s und ließ sich eine Woche krankschreiben. Im Gespräch mit der F.A.Z. schildert K., der seit 25 Jahren am IEP in Grenoble deutsche Zivilisation lehrt, wie die Affäre ohne sein Zutun immer größere Kreise zog. „Ich habe eigentlich nichts dazu beigetragen. Meine Gegner haben das inszeniert, indem sie mich öffentlich verurteilt haben“, sagt er.

## **Will man ihn mundtot machen?**

Von der Hasskampagne auf Facebook habe er erst später erfahren, er sei da ja nicht unterwegs, schildert der 61 Jahre alte gebürtige Stuttgarter. „Ich bin ein ganz normaler Deutschprofessor an einem Provinzinstitut und hatte stets viel Freude an meiner Arbeit“, sagt er. Seine Studenten hätten es an ihm geschätzt, dass er freiheitliche liberale Positionen verteidige. „Der Austausch war immer bereichernd“, sagt K. Doch jetzt wolle man ihn mundtot machen.

„Meine Chefin hat mir verboten, mit der Presse zu sprechen“, sagt er. Er habe in seiner universitären Laufbahn für die Vielfalt der Meinungen gekämpft und werde nicht schweigen. Den Studenten nehme er die Hasskampagne weniger übel als vielen der Forscher und Lehrkräfte am Institut, die sich von ihm distanzieren hätten. „Es gehört zum Studentensein dazu, extreme Meinungen zu vertreten“, sagt er.

Mit den Studenten muslimischen Glaubens in seiner Arbeitsgruppe habe er längst das Vertrauensverhältnis wieder hergestellt. „Sie waren aufrichtig verletzt, dass ich am Konzept der Islamophobie zweifelte. Ich nehme es ihnen nicht übel, man hat ihnen von klein auf beigebracht, sich als Opfer zu verstehen“, sagt er. „Ich werfe ihnen das nicht vor, sie waren ehrlich in ihren Reaktionen“, so der Professor. Auf den meisten Studenten am Institut laste zudem ein enormer sozialer Druck. „Sie wagen nicht, öffentlich das Wort für mich zu ergreifen, weil sie dann sofort als reaktionäre Schweine angeprangert werden“, sagt K. Es sei wirklich schade, dass man an einer Universität nicht vernünftig Argumente austauschen und ruhig diskutieren könne.

Schwerer treffe es ihn, dass etwa 80 Prozent seiner Kollegen ihm die Unterstützung verweigerten oder nur heuchlerisch schrieben, er habe ja selbst zu der Polemik beigetragen. „Ich habe wirklich keinen Kreuzzug gegen den Islam geplant. Ich wollte nur das Konzept der Islamophobie kritisch hinterfragen“, sagt er. Er habe auch keine Lust, Anzeige zu erstatten, aber suche jetzt Rechtsbeistand von einem Anwalt. K. verweist auf seinen Blog „Europe in trouble“, den jeder einsehen könne, der ihn des Faschismus verdächtige. Der Schwabe sagt, er werde jetzt erst mal eine Auszeit nehmen. Ihn freue es aber, dass ihm viele ehemalige Studenten geschrieben und in seinem Beharren auf die Meinungsfreiheit bestärkt hätten.

## 8 Mars : Pour une école libre (Québec)

<https://www.xn--pourunecolelibre-hqb.com/2021/03/le-militantisme-de-gauche-ne-supporte.html>

### Prof de Sciences Po : « Le militantisme de gauche ne supporte plus ni la contradiction ni la science »

**Klaus Kinzler est l'un des deux professeurs accusés d'« islamophobie » à Science-Po Grenoble. Il dénonce le manque de soutien d'une partie de ses collègues. Assurant n'avoir « pas peur », il dit vouloir continuer à « défendre la liberté dans le milieu académique » [universitaire].**

La tension monte au sein de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble. Alors que ces dernières semaines ont été marquées par le débat sur « l'islamo-gauchisme » dans les universités, l'établissement est en proie à une vive polémique après les accusations d'islamophobie visant deux professeurs. Une enquête a notamment été ouverte par le parquet pour « injure publique » et « dégradation » après que les noms de ces deux professeurs ont été affichés publiquement à l'entrée de l'institution.

« On a essayé de me punir »

Mais plus que l'attitude de ces étudiants, Klaus Kinzler fustige celle de ses collègues, dont « une bonne partie ne me soutient pas ou pas vraiment ». Ces derniers, estime-t-il, « sont très loin à gauche et ont plutôt des sympathies pour ceux qui défendent le terme islamophobie ».

« On a essayé de me punir », poursuit-il. « Et ce ne sont pas les étudiants, mais mes collègues, pour le fait d'avoir exprimé un avis différent de la doxa d'extrême gauche dans ce chapitre. »

Revenant sur les affiches mentionnant son nom, le professeur d'allemand assure que cela ne « l'émeut pas outre mesure ». « Les méthodes de l'UNEF et des plus extrémistes des étudiants n'ont pas changé depuis 50 ans », relativise-t-il. « Il n'y a rien de bien nouveau. » Et Klaus Kinzler, refusant tout parallèle avec la situation de Samuel Paty, assassiné au mois d'octobre. « C'est un débat entre universitaires, je ne veux pas trop dramatiser », répond-il. « Ce que je regrette, c'est que je ne sois pas soutenu par la plupart de mes collègues, qui sont plus proches de ces étudiants extrêmes que de moi, qui suis un libéral centriste convaincu depuis 40 ans. C'est ça qui m'effraie, beaucoup plus que ce qu'ont fait les étudiants. »

Il accuse le laboratoire Pacte, « affilié au CNRS », d'être à l'origine de la fatwa contre lui et son collègue. « Ils m'ont accusé de harcèlement et d'atteinte morale » en ne s'appuyant sur aucun fait.

Klaus Kinzler est professeur de civilisation et histoire allemandes et d'études européennes à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Avant cela, il a été notamment professeur au lycée international de Grenoble, à l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble et principal adjoint dans un collège de la banlieue ZEP [immigrée] de Grenoble.

« La sociologie est un sport de combat », disait Bourdieu. Appliquant la formule à la lettre, certains de ses héritiers ont transformé la recherche universitaire en pugilat dont l'objectif est d'anéantir ceux qui ne pensent pas comme eux afin de les « effacer » purement et simplement de l'espace public.

La cabale dirigée contre deux enseignants de l'Institut d'études politiques de Grenoble illustre à merveille les méthodes et les visées de ces petits Torquemada du « politiquement et scientifiquement correct ». La semaine dernière, des messages furent placardés sur les murs de Sciences Po pour dénoncer la présence supposée d'« islamophobes » et « de fascistes dans les amphis ». Les noms de deux enseignants sont ainsi livrés à la vindicte afin de les forcer à démissionner. Pour accroître la pression, des militants de gauche et d'extrême gauche vont immédiatement et massivement relayer ces accusations sur les réseaux sociaux. La chasse est lancée contre ces enseignants : deux mois de harcèlement et de dénigrement pour avoir simplement tenté d'interroger la pertinence du concept d'« islamophobie ».

Chaque année, début décembre, l'IEP organise une « semaine pour l'égalité ». L'édition 2020 souhaitait consacrer une journée intitulée « Racisme, islamophobie et antisémitisme ». L'un des enseignants incriminés fait part aux organisateurs de ses doutes quant à la place réservée au concept d'islamophobie. Prudent, il ne

demande pas sa suppression. Il se contente, dans un courriel, de proposer « comme base de discussion, une journée libellée ainsi : racisme, Antisémitisme et autres formes de discriminations contemporaines (islamophobie, homophobie, misogynie...) ». Cette bien timide demande est pourtant perçue comme une déclaration de guerre par l'Union syndicale de Sciences Po (NDLR, le syndicat étudiant majoritaire née d'une scission de l'Unef avec son aile gauche). Le syndicat étudiant placarde le courriel de l'enseignant et dénonce une demande « lunaire », une « falsification historique », une « vision réactionnaire » ! Classer l'islamophobie comme une discrimination contemporaine serait une forme de révisionnisme qui viserait à invisibiliser le caractère millénaire de cette oppression.

L'enseignant propose alors d'intervenir au cours d'une table ronde pour préciser sa conception. « Cet enseignant a dit vouloir participer en tant que discutant à la table ronde dite "Racisme, islamophobie, antisémitisme" ». La semaine pour l'Égalité n'est pas la semaine de l'égalité des points de vue. Tous les points de vue ne se valent pas, nous jugeons le discours de cet enseignant intolérable », éructe le syndicat appelant « la direction à statuer sur son cas. » À ces menaces, s'ajoute un communiqué signé par la direction du Pacte, un laboratoire de recherche local qui revendique « une pensée décolonisée ». Ce dernier accuse l'enseignant, au motif qu'il remet en cause le concept d'islamophobie, de « nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient ». Cette simple prise de position, qu'autrefois on appelait débattre, est désormais qualifiée par la direction de ce laboratoire de recherche « de harcèlement et une atteinte morale violente ». La force de ces activistes étudiants comme de ces universitaires est de savoir passer en un instant du statut de procureurs à celui de victimes pour fuir toute discussion et discréditer leurs adversaires.

Mais alors, si tous les points de vue ne se valent pas, qui décide de la pertinence de tel ou tel concept ? En lisant les écrits de ceux qui instruisent les procès en islamophobie, on comprend, par exemple, que l'islamophobie serait une notion « légitime » alors que « les discours qui utilisent l'expression d'"islamo-gauchisme" sont pernicious », selon l'USSP. Pourtant, ces deux notions ont grandi dans le giron du CNRS. Le concept d'islamo-gauchisme a été forgé, au début des années 2000, par Pierre-André Taguieff, politologue et directeur de recherche au CNRS pour décrire une réalité politique et historique : l'alliance d'une partie de la gauche avec l'islam politique. Celle-ci ne date pas d'hier. Dès 1920, Lénine organise à Bakou une conférence des peuples d'Orient au cours de laquelle un « appel au djihad » est lancé par Sultan Galiev contre l'impérialisme. Cette alliance sera à nouveau théorisée au milieu des années 1990 par Chris Harman, un responsable trotskiste, dans son livre « le prophète et le prolétaire ». Par la suite, Tariq Ramadan incarnera cette alliance à l'occasion du Sommet européen de Londres. Pourquoi ce concept serait-il moins scientifique que celui d'islamophobie qui a été popularisé au début des années 2000 par Vincent Geisser, un ancien étudiant de l'IEP de Grenoble (la pensée en circuit court), également chercheur au CNRS ? En 2003, ce sociologue publie La nouvelle islamophobie et entame une tournée de conférences sur les campus, grâce à l'aide des Étudiants musulmans de France (proche des Frères musulmans) pour faire connaître ses thèses. Si ce n'est pas la « qualité » de celui qui crée le concept qui permet d'en garantir la scientificité, qu'est-ce que c'est ? L'unanimité de la communauté scientifique sur le sujet ? Les deux concepts font en réalité débat. La notion d'islamophobie a même fait l'objet d'une sévère et très documentée critique de la part de Philippe d'Iribarne, également directeur de recherche au CNRS.

C'est au nom d'une conception morale, politique et idéologique, que certains s'arrogent le droit d'attribuer les bons points et les ukases. Convaincus d'incarner le « Bien », comme leurs prédécesseurs pensaient incarner « le sens de l'histoire », ils estiment toujours que la fin justifie les moyens. C'est ce qui explique qu'ils n'ont pas la moindre hésitation à discréditer toute personne qui s'oppose à eux. Ainsi, quand l'enseignant incriminé a reçu le soutien de l'un de ses collègues, l'Union syndicale Sciences Po n'a pas hésité à lancer contre ce dernier un appel à dénonciation anonyme sur les réseaux sociaux pour recueillir « les propos problématiques » qu'il aurait pu tenir : l'objectif affiché est de lui retirer ses cours et de briser sa carrière.

Ces attaques permettent de tenir en respect leurs adversaires, d'en faire des exemples afin que tout le monde soit bien averti : remettre en cause l'islamophobie, c'est au mieux prendre le risque d'une carrière, voire d'une vie brisée.

Le parquet de Grenoble a ouvert une enquête pour injure publique. Des inspections ont été diligentées. Espérons que l'on saura tirer les leçons du drame qui a coûté la vie à Samuel Paty, et que les responsables de cette cabale seront sanctionnés.

Si les sciences sociales continuent à se vivre comme un sport de combat, c'est l'Université qui finira au tapis.



## Le Figaro, no. 23809

Le Figaro, mardi 9 mars 2021 650 mots, p. 12

Société

# L'IEP de Grenoble se divise sur ses profs accusés d'islamophobie

Des étudiants regrettent le soutien tardif apporté par la direction.

Beyer, Caroline

**ENSEIGNEMENT** Calme plat, lundi, à Sciences Po Grenoble, au coeur du campus universitaire. C'est ici que, le 4 mars, les noms de deux professeurs, accompagnés des messages « *des fascistes dans nos amphis* » et « *l'islamophobie tue* » ont été placardés sur les murs de l'IEP.

Un affichage « sauvage », que l'Unef grenobloise avait partagé sur les réseaux sociaux, avant de le retirer face à la polémique. Le syndicat, qui se défend d'avoir participé à ce collage, continue de dénoncer « *les propos islamophobes, racistes et réactionnaires tenus par des enseignants* » de l'institut. « *Afficher des noms, cela ne correspond pas à nos méthodes* », a tenté de tempérer lundi la présidente nationale de l'Unef, Mélanie Luce, alors que dans les rangs de la majorité, Marlène Schiappa, Aurore Bergé ou François Jolivet ont pointé l'Unef, ce syndicat étudiant historiquement proche du PS et régulièrement accusé, ces dernières années, de flirter avec l'islamo-gauchisme. Le parquet de Grenoble a ouvert samedi une enquête pour « injure publique envers un particulier » et « dégradation », évoquant le « vrai danger » encouru par les professeurs. Tout le monde a en tête le sort de Samuel Paty.

« Il faut élever le débat »

Dans ce contexte inflammable, où il est question d'islamophobie, d'islamo-gauchisme, de liberté d'expression et de censure, les étudiants sont abasourdis. Si le campus est désert, en raison des cours à distance, les réseaux sociaux débordent de commentaires. « *Cela fait plusieurs semaines que l'on parle des propos tenus par ces deux professeurs, sans que la direction ne réagisse. Je ne pensais pas que cela prendrait une telle ampleur, raconte une étudiante. J'ai appris que je n'avais pas cours d'allemand ce matin sur BFM* », ajoute-t-elle. Klaus K., professeur d'allemand visé par l'affichage, expliquait dans les médias avoir fait l'objet d'une campagne de diffamation sur Facebook, de la part de l'Union syndicale de l'IEP de Grenoble (USIEPG), syndicat proche de l'extrême gauche, issu d'une scission avec l'Unef. L'autre enseignant concerné, Vincent T., maître de conférences en sciences politiques, n'a pas répondu aux sollicitations des médias. « *On se sent traîné dans la boue* », s'emballe un étudiant. *Il faut élever le débat, rester sur le terrain de la science, ne pas glisser sur celui de la politique.* »

Et pourtant. L'affaire met en lumière l'affrontement de deux lignes au sein de l'institution. Depuis plusieurs semaines, le syndicat étudiant USIEPG, majoritaire à l'IEP de Grenoble, dénonce les propos « islamophobes » des deux enseignants.

À l'origine de l'affaire, les remous au sein du groupe de travail « racisme, islamophobie, antisémitisme », créé en novembre. Klaus K, qui y participe, refuse de voir accoler le terme « islamophobie » aux deux autres concepts. « *La persécution (imaginaire) des extrémistes musulmans d'aujourd'hui* » n'a pas sa place à côté de « *l'antisémitisme millénaire* » et du racisme, écrit ce libéral, qui explique n'avoir « *personnellement aucune sympathie pour l'islam en tant que religion* ».

S'ensuivent des échanges avec Claire M., enseignante-chercheuse qui cite une récente tribune, parue dans le Monde sur « *l'islamophobie d'État* ». Vincent T., connu pour ses positions laïques fermes, apporte alors son soutien au professeur d'allemand. Le 22 février, sur Facebook, l'USIEPG invite les étudiants à rapporter les « *propos problématiques* » qu'ils auraient pu entendre dans son cours. Le professeur demande aux étudiants de ce syndicat de ne plus assister à son cours.

À l'IEP, on décrit deux professeurs connus pour leur liberté de ton, leur goût de la provocation, « *ouverts au débat* » pour certains étudiants, « *à l'extrême droite* » pour d'autres. « *Dans les sciences sociales, marquées très à gauche, on passe rapidement pour un fasciste* », résume un professeur. *Il est inacceptable que des étudiants en appellent à la censure* », poursuit-il, évoquant des « *gardes rouges qui confondent islamophobie et racisme anti-arabe* ». « *Une vingtaine d'extrémistes qui se coordonnent entre eux dans les IEP, mais qui ne représentent pas la pensée de l'ensemble des étudiants.* »

9 Mars : Marianne

<https://www.marianne.net/societe/professeurs-accuses-dislamophobie-un-soutien-du-bout-des-levres-a-liep-de-grenoble>

## Professeurs accusés d'islamophobie : un soutien du bout des lèvres à l'IEP de Grenoble

Par Hadrien Brachet

Publié le 09/03/2021 à 20:02

Les noms de deux professeurs accusés d'islamophobie ont été placardés devant Sciences Po Grenoble le 4 mars. Gérald Darmanin a annoncé qu'ils font désormais l'objet de mesures de protection. Si professeurs réunis en Assemblée Générale et syndicats étudiants s'accordent à regretter les collages nominatifs, certains peinent à formuler leur soutien explicite aux deux enseignants et déplorent la médiatisation de l'affaire.

Tempête à Sciences Po Grenoble. Jeudi 4 mars les noms de deux enseignants accusés d'islamophobie ont été [placardés devant l'établissement](#) par le biais d'un collage portant la mention : "*Des fascistes dans nos amphis T [...] et Kinzler démission. L'islamophobie tue.*" Le procureur de Grenoble a ouvert samedi 6 mars une enquête pour "*dégradation*" et "*injure publique*". Le ministre de l'Intérieur [a annoncé ce lundi](#) que des mesures de protection des deux professeurs ont été mises en place. Leurs collègues se sont réunis en Assemblée Générale (AG) au sein de l'Institut d'Études Politiques (IEP). Visiblement tiraillés entre condamnation des collages et soutien à d'autres collègues, ils dénoncent dans un communiqué des "*actions dangereuses*" et appellent à l'"*apaisement*" sans pour autant formuler un "*soutien*" explicite aux deux enseignants visés. Le représentant du principal syndicat étudiant dénonce, lui, une "*polémique instrumentalisée*" et demande même des sanctions à l'encontre des professeurs accusés d'islamophobie.

"*Jeudi 4 mars 2021, les noms de deux enseignants de notre institut, Sciences Po Grenoble, ont été affichés publiquement lors d'un collage sauvage comportant des propos injurieux, puis diffusés largement sur Internet*" indiquent les enseignants dans leur communiqué.

Immédiatement après, ils enchaînent : "*Au cours du week-end, d'autres noms de collègues ont été divulgués dans les médias et sur les réseaux sociaux*". À quoi font-ils référence ? "*D'autres noms ont été jetés en pâture*" dénonce un enseignant de l'IEP joint par Marianne, "*y compris par l'un des deux professeurs qui a dévoilé des échanges de courrielles noms circulent désormais sur la fachosphère.*"

"NOUS CONDAMNONS CES ACTIONS DANGEREUSES"

De quoi susciter, chez les professeurs, une condamnation avant tout globale des événements de ces derniers jours. "*Nous condamnons fortement et fermement ces actions dangereuses pour nos collègues, notre institut et notre démocratie. Des vies sont aujourd'hui en danger et c'est intolérable*", écrivent les enseignants dans leur communiqué, désignant aussi bien les collages que les interventions médiatiques de professeurs. Au risque de mettre au même niveau des prises de parole de professeurs dont le nom a été publiquement affiché et qui se défendent d'une part et des accusations d'islamophobie qui ont déjà tué d'autre part ? "*Je ne mets pas les deux sur le même plan, mais les deux mettent en danger les collègues*" répond Simon Persico, professeur de science politique à l'IEP, "*il n'y a qu'à voir les courriels de militants d'extrême droite que certains ont reçu depuis jeudi.*"

"*L'indépendance et la liberté d'expression*" défendent les professeurs "*sont des principes fondateurs pour nous*", rappelant "*le cadre légal*" dans lequel doivent se dérouler les débats "*mais aussi les principes de modération, de respect mutuel, de tolérance et de laïcité, ainsi que le devoir de réserve.*" "*Nous sommes dans une position très consensuelle qui consiste à dire que les affichages publics des noms des professeurs sont très graves. Nous sommes tous d'accord là-dessus*", assure à Marianne Simon Persico, "*La conviction*

qui est ressortie de cette réunion est celle du respect de la liberté d'expression, celle qui pointe la menace de l'islamisme radical comme celle qui avance que l'islamophobie est un concept pertinent pour désigner les discriminations dont font l'objet les musulmans." Un renvoi dos à dos qui fait fi du fait que les deux professeurs pris à partie n'ont jamais songé, de leur côté, à empêcher quiconque de s'exprimer.

## "IL Y A DES FAUTES À PLEIN D'ENDROITS"

Certains n'hésitent d'ailleurs pas à suggérer que les professeurs accusés d'islamophobie ont leur responsabilité dans l'affaire. *"Une ligne rouge a été franchie avec l'affichage de ces deux noms"*, reconnaît le premier enseignant mentionné qui souhaite garder l'anonymat, mais *"il y a des fautes à plein d'endroits dans le processus, des responsabilités qui tiennent à beaucoup d'instances. [...] Depuis le début du novembre, Klaus K. ne fait preuve d'aucune modération dans ses propos, des élèves ne font preuve d'aucune réserve non plus."* Avant d'aller plus loin : *"J'ai l'impression que l'on cherche à tout prix à souffler sur les braises. L'un des enseignants fait le tour des plateaux TV."*

*"Certains avaient des objections à introduire le mot "soutien" dans le texte"*, confie un autre professeur présent à l'AG à Marianne. Le texte, en effet, ne l'emploie pas. *"Le conflit reste entier"* déplore cet enseignant, regrettant une déconnexion entre les controverses internes des professeurs et l'émoi suscité au niveau national par l'affaire. *"La liste des personnes qu'on souhaiterait soutenir était trop longue, des collègues sont mis en cause publiquement dans les deux camps, suffisamment de noms ont déjà été donnés"* répond Simon Persico, *"nous condamnons clairement les attaques contre Klaus et Vincent"*, *"Klaus Kinzler dit qu'aucun collègue ne le soutient, ce n'est pas vrai."* *"Il faut retrouver le dialogue"* souffle Simon Persico. Qui ne perd pas espoir : *"Je suis assez optimiste, la crise a atteint son "climax". Il me semble qu'on ne peut pas vraiment tomber plus bas, on va rouvrir des espaces de dialogue apaisés."*

## PAS DE SOUTIEN DES SYNDICATS ÉTUDIANTS

À moins que les syndicats viennent rompre ces espoirs de *"dialogue apaisé"*. Au cours d'une [conférence de presse](#) tenue ce matin, Thomas Mandroux, président de l'Union Syndicale de Sciences Po Grenoble qui avait lancé un appel à témoignages sur Facebook concernant d'éventuels propos *"islamophobes"* tenus dans le cours de l'un des professeurs dont le nom a été placardé a assuré que *"nous condamnons fermement toute forme de violence et tout acte susceptible de menacer l'intégrité physique ou morale d'autrui. En ce sens pour nous, le collage nominatif de jeudi dernier n'aurait pas dû être réalisé. L'Union syndicale n'est en aucun cas liée à ces collages, nous n'avons pas non plus partagé les photos de ces collages sur les réseaux sociaux."*

Mais il a ensuite précisé que *"cette polémique a été instrumentalisée afin de nourrir le discours sur l'islamogauchisme, concept qui n'existe pas selon le CNRS, contrairement à l'islamophobie"*, poursuivant : *"Ces attaques médiatiques n'ont eu qu'un seul effet : occulter les problèmes de fond, à savoir les déclarations sur les personnes musulmanes et leur stigmatisation."* *"Nous continuerons à demander des sanctions tant que ces deux professeurs ne se seront pas excusés"*, a indiqué le représentant syndical. Renversant ainsi la culpabilité sur les deux professeurs accusés.

## PLAINTÉ DÉPOSÉE PAR LE SYNDICAT

Dans un communiqué commun ce matin, huit organisations syndicales étudiantes locales - dont l'UNEF Grenoble qui avait relayé les collages et les noms des deux professeurs dans un tweet, avant de le supprimer - ont apporté leur soutien à l'enseignante qui s'était plainte de *"harcèlement"* à la suite des échanges de courriels avec Klaus Kinzler où il déplorait l'emploi du terme *"islamophobie"* dans le titre d'un groupe de travail. *"Sa légitimité et les travaux scientifiques qu'elle mobilisait pour l'organisation de l'atelier ont été déniés au nom d'opinions personnelles par deux enseignants, mais elle s'est retrouvée empêchée, à la suite de pressions exercées par ces deux enseignants, d'organiser cet atelier comme prévu"*, affirment-ils, regrettant même son *"absence de protection"* par la direction.

Ils dénoncent également une *"discrimination syndicale"* liée au courriel de l'un des professeurs qui, après l'appel à témoignages sur son cours avait écrit : *"Pour des raisons que je ne peux expliquer par mail, je*

*demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union Syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds." Une plainte avait été déposée par le syndicat. Or, celle-ci a été classée sans suite par le procureur de Grenoble pour "infraction insuffisamment caractérisée".*

De son côté, la direction de l'IEP [a condamné](#) "avec la plus grande fermeté" les collages qui mettent "en danger l'ensemble de ses étudiants et personnels." La ministre de l'Enseignement supérieur a elle aussi "condamné fermement ces faits" et "dénonce ces tentatives de pression et d'intimidation qui viennent troubler les missions de l'établissement". Annonçant qu'elle "diligentera dans les meilleurs délais une mission de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche afin d'établir les responsabilités de chacun et de contribuer à rétablir la sérénité au sein de cet établissement."

## 9 Mars : Süddeutsche Zeitung (Munich, Allemagne)

<https://www.sueddeutsche.de/kultur/cancel-culture-frankreich-islamophobie-grenoble-streit-hochschule-akademie-1.5230029>

9. März 2021, 21:32 Uhr

**Frankreich:**

# Akademischer Streit eskaliert



Am Dienstag haben einige Studierende auf dem Campus der Hochschule Science Po in Grenoble demonstriert. (Foto: Philippe Desmazes/AFP)

## An einer Hochschule in Grenoble werden zwei Dozenten der Islamophobie bezichtigt - und stehen jetzt unter Polizeischutz.

Von [Nadia Pantel](#)

Zwei Dozenten der französischen [Hochschule](#) Science Po Grenoble stehen seit Montag unter Polizeischutz. Zuvor hatten Studierende dort Plakate aufgehängt, auf denen die beiden mit vollständigen Namen als "Faschisten" und als "islamophob" bezeichnet worden waren. Fotos der Plakate wurden von einer Studentengewerkschaft im Internet veröffentlicht.

Der Streit an der Akademie begann im November. Damals war der Germanist K. aus Stuttgart, der seit mehr als 20 Jahren in Grenoble lehrt, einer Arbeitsgruppe beigetreten. Dort bereitete man einen Workshop vor, in dem es laut Titel um Antisemitismus, Rassismus und Islamophobie gehen sollte. K. forderte die Streichung des Begriffs Islamophobie, den er eine "Propagandawaffe von Extremisten" nannte.

Der Begriff Islamophobie wurde letztlich gestrichen. In sozialen Netzwerken häuften sich daraufhin die Behauptungen Studierender, K. habe "rechtsextreme Ansichten". Der Politikwissenschaftler T., der sich öffentlich mit K. solidarisierte, wurde verdächtigt, islamfeindliche Inhalte zu lehren. Die Studentengewerkschaft rief zur Überwachung seiner Kurse auf.

Die "akademische Freiheit" sei "nicht verhandelbar", schreibt die Hochschule

Politik und Medien zogen nach dem Vorfall Parallelen zu der Ermordung des Gymnasiallehrers Samuel Paty. Ein Islamist hatte im Oktober Paty auf offener Straße den Kopf abgetrennt. Dem war eine Hetzjagd im Internet vorausgegangen, in der Paty mit Lügen überzogen wurde, die ihn als islamfeindlichen Rassisten dargestellt hatten.

Die Plakate mit den Dozenten, von denen die Studentengewerkschaft UNEF Fotos auf Twitter verbreitet hatte, wurden von Politikern verurteilt. Hochschulministerin Frédérique Vidal sprach von "Einschüchterungsversuchen", aus dem Innenministerium stimmte ihr die beigeordnete Ministerin Marlène



Schiappa zu: Man könne ein Verhalten wie das der UNEF "nicht länger dulden". Man müsse sich gegen eine "Logik der Fatwa" verwahren, sagte Bildungsminister Jean-Michel Blanquer. Justizminister Éric Dupond-Moretti mahnte, man dürfe nicht "Namen zum Fraß vorwerfen". Ermittlungen wurden eingeleitet, um die Plakatierer zu finden.

Die UNEF hat ihren Tweet gelöscht, nennt die eigene Veröffentlichung "taktlos und gefährlich" und betont, man habe selbst nichts mit den Plakaten zu tun. Die Hochschule nannte die Plakate in einem Statement eine "Gefahr für unsere Studenten und unser gesamtes Personal". Die "akademische Freiheit" sei "nicht verhandelbar".

Germanist K. sieht sich dennoch alleingelassen. Auf SZ-Anfrage sagt er, er erwarte eine Klarstellung der Hochschule, "dass ich kein Faschist bin". Sein Sohn und seine Freundin lebten seit den Angriffen in Angst. Er selbst sehe in dem Streit ein Beispiel für "den ideologischen Dogmatismus in den Sozialwissenschaften" und spricht von [Cancel Culture](#). Studierende hatten anonym seine Entlassung gefordert.

## 9 Mars : Communiqué commun de syndicats de Grenoble



### **Sciences Po Grenoble : pour la liberté académique et pour les libertés syndicales des personnels et des étudiant·e·s**

Face aux propos et échanges par mails, et suite aux différentes réactions autour du groupe de travail de l'atelier « Racisme, islamophobie, antisémitisme » prévu pour la Semaine pour l'Égalité de Sciences-Po Grenoble, nous tenons à affirmer notre soutien plein et entier à une collègue enseignante-chercheuse de Science-Po Grenoble attaquée personnellement dans l'exercice de sa liberté académique.

En effet, non seulement sa légitimité et les travaux scientifiques qu'elle mobilisait pour l'organisation de l'atelier ont été déniés au nom d'opinions personnelles par deux enseignants, mais elle s'est retrouvée empêchée, suite aux pressions exercées par ces deux enseignants, d'organiser cet atelier comme initialement prévu. La violence morale et symbolique subie par notre collègue et l'absence de protection par la direction sont inacceptables.

Nous voulons ici réaffirmer l'indépendance des recherches de l'ensemble des universitaires comme une nécessité absolue. Le débat contradictoire doit se faire dans le respect de l'autre et dans la sérénité. Les échanges d'arguments et la méthode scientifique doivent toujours être le socle nécessaire à tout échange permettant ainsi les controverses scientifiques, nécessaires au progrès des connaissances dans tous les domaines. Nous apportons à ce sujet notre soutien à la direction du laboratoire PACTE, et affirmons notre accord complet avec leur communiqué.

Par ailleurs, nous souhaitons ici réaffirmer que le racisme et l'islamophobie n'ont pas leur place, ni dans les établissements d'enseignement supérieur, ni dans la société, et qu'il est donc nécessaire de les étudier pour les déconstruire. Censurer ou laisser censurer de tels champs de recherche n'est pas acceptable.

Enfin, nous apportons notre soutien aux étudiant·e·s et aux syndicats étudiants. Un enseignant de Sciences Po a tenté d'exclure de ses cours les étudiant·e·s syndiqué·e·s à l'Union Syndicale. Il s'agit purement et simplement de discrimination syndicale. La liberté syndicale, pour les personnels comme pour les étudiant·e·s, n'est pas négociable.

Depuis des collages nominatifs sur les façades de Sciences Po le 4 mars, l'emballement médiatique présente les deux collègues comme des victimes. Si nous ne cautionnons pas les collages nominatifs, nous souhaitons réaffirmer que la mise en danger de l'ensemble des collègues ayant pris part à cette affaire résulte non pas d'affiches localisées, mais bien essentiellement du recours irraisonné aux médias : ce sont bien certains de ces médias, et ceux qui les ont prévenus et qui y ont témoigné, qui ont aussi fait le choix d'afficher publiquement les noms des personnes impliquées.

Nous demandons à la direction de Sciences Po Grenoble de condamner publiquement ces propos et faits et de prendre les mesures qui s'imposent pour que le débat académique puisse se tenir dans un cadre serein et respectueux.

CGT Université de Grenoble, CNT Jeunes 38, RER-A, Solidaires étudiant-e-s Grenoble, Sud éducation Grenoble, Union des Étudiant·es de Grenoble, UNEF Grenoble, Union Syndicale Sciences Po Grenoble

9 Mars : L'Express

[https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/sciences-po-grenoble-le-principal-syndicat-etudiant-reclame-des-sanctions-contre-les-enseignants\\_2146464.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/sciences-po-grenoble-le-principal-syndicat-etudiant-reclame-des-sanctions-contre-les-enseignants_2146464.html)

## Sciences Po Grenoble: le principal syndicat étudiant réclame des sanctions contre les enseignants

**Grenoble - La polémique ne retombe pas à Sciences Po Grenoble où le principal syndicat étudiant a exigé mardi des sanctions à l'encontre de deux professeurs soupçonnés d'islamophobie.**



Des étudiants manifestent contre l'islamophobie devant le campus de Sciences Po Grenoble, le 9 mars 2021  
afp.com/Philippe DESMAZES

**Par AFP**

publié le 09/03/2021 à 19:39 , mis à jour à 19:39

"Nous continuerons à demander des sanctions tant que ces deux professeurs ne se seront pas excusés", a indiqué lors d'une conférence de presse le président de l'Union syndicale de l'Institut d'études politiques (IEP) Thomas Mandroux.

Des écrits de l'un des deux professeurs visés "ont été jugés par des personnes concernées - donc des personnes musulmanes ou affiliées à l'islam - comme islamophobes", a-t-il ajouté pour expliquer cette exigence.

"Ce n'est pas nous qui avons lancé la machine", s'est défendu l'étudiant de 23 ans en défendant l'appel lancé par son organisation le 22 février.

Le syndicat étudiant majoritaire à l'IEP de Grenoble avait alors demandé des témoignages d'étudiants sur d'éventuels "propos problématiques" qui auraient été tenus dans un cours, sans nommer l'enseignant visé.

Pour autant, M. Mandroux a "condamné toute forme de violence" et s'est désolidarisé des collages apparus dans l'établissement le jeudi 4 mars où apparaissaient le nom des deux professeurs contestés.

En parallèle, les enseignants de Sciences Po Grenoble ont condamné "*fortement et fermement*" les affichages, jugeant cette action "*dangereuses pour (leurs) collègues*". "*Des vies sont en danger et c'est intolérable*", écrivent-ils, en appelant à "*l'apaisement*".

Dans un communiqué commun publié dans la nuit de lundi à mardi, l'Unef, l'Union syndicale de l'IEP (qui n'est pas affiliée à l'Unef) et d'autres syndicats étudiants locaux avaient regretté que "*l'emballage médiatique présente les deux collègues (professeurs) comme des victimes*".

Ces syndicats demandent à la direction de l'IEP "*de prendre les mesures qui s'imposent pour que le débat académique puisse se tenir dans un cadre serein et respectueux*".

Quelques minutes après la conférence de presse, une manifestation a rassemblé une cinquantaine de personnes, avec des banderoles telles que "Islam != terrorisme" ou "Stop islamophobie d'Etat".

Un témoignage anonyme - émanant, selon l'étudiante qui l'a lu devant les manifestants, "*d'une personne concernée par l'islamophobie*" - dénonce "*les propos discriminatoires*" du professeur tenant le cours "*Islam et musulmans de France*".

Ce témoignage dénonce des "*amalgames*" et la " *paresse intellectuelle*" du professeur "*qui n'avait de cesse de rappeler les origines chrétienne de la France*". "*Il est dangereux d'avoir des figures de l'autorité (...) proposant de tels cours qui sont intellectuellement et moralement inacceptables*", ajoute l'auteur du texte.

"*L'islamophobie, c'est la mort et la terreur*", a ajouté une seconde étudiante lisant un second témoignage anonyme. "*Ce sont les mosquées attaquées comme les femmes voilées poignardées. C'est la peur, tous les jours, que ça arrive*".

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen s'est dite mardi à Paris "*scandalisée de ce qui s'est passé*" à l'IEP de Grenoble.

"*Il m'apparaît que les méthodes qui sont utilisées par les islamo-gauchistes sont des méthodes de mise en danger de la vie d'autrui*" et "*doivent poursuivre de ce chef*" d'accusation, a déclaré la dirigeante d'extrême droite lors d'une conférence de presse sur l'écologie.

"*Ce type d'accusation d'islamophobie tue dans notre pays. Cette accusation a tué Samuel Paty*", l'enseignant décapité dans les Yvelines en octobre, a-t-elle ajouté.

## It's hunting season in French schools against 'Islamophobic' professors

In Algeria, 101 teachers were killed by Islamists over the years for the things they said. France is on the way. Op-ed.

Giulio Meotti , Mar 09 , 2021 3:04 PM



### Islamic moon

"The goal is to annihilate those who do not think like them - to 'delete' them purely and simply from public space", Olivier Vial, director of the Center d'Etudes et de Recherches, writes in *Le Figaro*.

He attacks "the Torquemada of the politically and scientifically correct. Convinced that they embody the 'Good', as their predecessors thought they embodied 'the meaning of history', they still believe that the end justifies the means. They have no hesitation in discrediting anyone who opposes them".

After the murder of Samuel Paty, a climate of fear and repression has settled in French schools and universities. A partial list of recorded cases is enough to make us understand the intellectual terror that is experienced in France due to Islam and its far left allies.

- Two professors from the Sciences Po University of Grenoble have just seen their names and faces engraved in large letters at the entrance to the university, next to the words "the fascists in our classrooms" and "Islamophobia kills". Klaus Kinzler, one of the two professors, taught a course on "Islam and Muslims in France".

"It's a story that immediately made me think of Samuel Paty, they clearly put a target on their back," said one student.

- A teacher from Toulouse who scolded five students for not respecting the minute of silence during the homage to Samuel Paty, Fatiha Agag-Boudjahlat, was placed under "functional protection".

- A week after the homage to Paty, a history and geography teacher from Les Batières taught a course on freedom of expression in a fifth grade. Threatened with death, the teacher was assigned to another school.

- A professor at Aix Marseille University was accused of Islamophobia and threatened with death for criticizing the lack of freedom of conscience in Islam.

- A philosophy professor from a middle school in Trappes, Didier Lemaire, was placed under guard and left teaching after the death threats.

- A professor from Annecy was threatened with death and to "end up like Samuel Paty" by his students. Similar cases are recorded in Nice, Lyon, Noisy-le-Grand, Savigny-le-Temple, Nimes ...

This is the "Algerian scenario" that many envision for France under Islamization.

101 Algerian teachers were killed by the Islamists.

**Giulio Meotti** is, an Italian journalist with *Il Foglio*, writes a twice-weekly column for Arutz Sheva. He is the author, in English, of the book "A New Shoah", that researched the personal stories of Israel's terror victims, published by Encounter and of "J'Accuse: the Vatican Against Israel" published by Mantua Books, in addition to books in Italian. His writing has appeared in publications, such as the Wall Street Journal, Gatestone, Frontpage and Commentary



9 mars, Causeur

<https://www.causeur.fr/les-progressistes-maoistes-cancel-culture-science-po-grenoble-192791>

## Les progressistes sont des maoïstes

***Dernières preuves en date, la censure de mon compte par Facebook ou Sciences Po Grenoble***

Gabriel Robin

-

9 mars 2021



À Grenoble, deux professeurs de Sciences-Po ont été placés sous protection policière. La direction de Sciences-Po Grenoble a de son côté condamné les accusations d'islamophobie dont ils sont victimes © JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

---

## À mesure que les narcissismes particuliers étendent leur influence, le champ du dicible s'amointrit.

Des monômes de progressistes marchent sur la France et l'Occident. Ils veulent une révolution totale, faire table rase du passé de nos nations vilipendées et accusées de tous les crimes. Leur arme est la terreur intellectuelle, laquelle doit s'accompagner de jugements sans nuance et de relectures anachroniques de notre histoire. Ils sévissent dans les établissements du supérieur de Paris comme de province, menaçant les professeurs et les élèves qui oseraient s'opposer à leurs visées prédatrices. Cette jeune cohorte manipulant malhabilement le catéchisme de la *french theory* ressemble à s'y méprendre à la jeune garde maoïste qui a ensanglanté la Chine de la dernière moitié du siècle dernier.

## Sciences-Po Grenoble dans la tourmente islamo-gauchiste

La *cancel culture* est un appauvrissement de l'intelligence collective de l'Occident, représentant probablement le plus grand danger qui pèse sur le « vivre ensemble ». À Sciences-Po Grenoble, une affiche collée à l'entrée de l'établissement par des militants demandait ainsi la démission de deux professeurs accusés de « fascisme ».

« L'islamophobie tue » pouvait-on aussi y lire, avec les noms des deux professeurs accusés de ce crime suprême de lèse-diversité. Oui, l'islamophobie tue en France... ceux qui en sont accusés, à l'image de l'infortuné professeur d'histoire-géographie Samuel Paty victime d'un complot ourdi par des parents d'élèves et des islamistes. Un jeune Tchétchène fanatisé est passé à l'acte, le décapitant en pleine rue. La jeune lycéenne Mila vit, elle, sous protection policière comme naguère Salman Rushdie. Voilà la réalité, celle qui ne semble pas déranger l'UNEF qui a soutenu ceux qui ont placé ces banderoles honteuses, digne des pires chasses aux sorcières. Bientôt, les mêmes pratiqueront des autodafés sur les œuvres du patrimoine littéraire qui n'ont pas l'heur de leur plaire, ce qui ne laissera plus grand-chose dans les librairies.

## Les GAFAM jouent un rôle clé dans la mise à bas de notre société

Ils se sentent autorisés à cela parce que nos sociétés leur donnent raison. Les GAFAM, acronymes représentant ces puissances privées détenant des monopoles de fait sur les nouvelles technologies de la communication, pratiquent un double standard caractérisé ; censurant tout ce qui ne va pas dans le sens du zeitgeist progressiste. Pis, leur censure n'est désormais plus idéologique mais simplement thématique. Votre serviteur en a été victime, pour avoir relayé sur une page Facebook [un article](#) publié sur *Causeur* proposant une analyse strictement juridique de l'opportunité d'une dissolution de l'organisation Génération Identitaire. Il m'est désormais interdit de diffuser des publicités sur ce réseau social pendant 90 jours, de même que des directs. Après demande d'examen, cette censure pure et simple a été confirmée par les responsables de cette entreprise qui a fait la fortune de Marc Zuckerberg. Mon message ne « respectait pas les standards de la communauté »... ou plutôt ceux de leurs stupides et arbitraires algorithmes.

Nous sommes aujourd'hui victimes de censure pour avoir osé dire que les libertés publiques étaient le socle « d'une démocratie libérale digne qui ne saurait être effrayée par la diversité idéologique ». Une démonstration par l'absurde de tout ce qui ne va pas. À mesure que les narcissismes particuliers étendent leur influence, le champ du dicible s'amointrit. On ne peut plus rien dire sans vexer un groupe, un lobby. Les seuls qui doivent encaisser sans broncher sont les héritiers du mal ontologique du monde; colons et autres fondateurs de notre civilisation. Les plus belles âmes se demandent s'il est bien raisonnable de célébrer le bicentenaire de la mort de Napoléon le 5 mai prochain. Après tout, le héros d'Austerlitz et le fondateur de l'État moderne, n'était-il pas aussi « l'un des plus grands misogynes de l'histoire » [comme l'a affirmé Elisabeth Moreno](#), notre ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les hommes et les femmes, de la Diversité et de l'Égalité des chances ?

## L'effacement de tout ce qui n'est pas une minorité visible

Il ne faudrait pas risquer de se retrouver convoqué devant le Parti progressiste pour un procès public télévisé ! Dans l'autre sens, tout est en revanche possible. Il suffit de regarder le film Disney appelé *Black Panther*, montrant un État africain caché au monde disposant d'une technologie futuriste. Présenté en idéal à atteindre pour les Afro-Américains, ce Libéria d'un nouveau genre est un État d'une parfaite homogénéité ethnique, aux politiques migratoires extrêmement strictes, peu disposé à partager ses ressources avec ses voisins. Pas un Européen ou un Asiatique n'y vit, les rares osant s'y aventurer étant des caricatures de méchants terroristes ou des agents de la CIA, quand, « en même temps », Netflix proposera bientôt une suite à la série historique *Vikings* avec une femme noire dans le rôle d'un roi nordique ayant véritablement existé... La cancel culture des nouveaux Maoïstes n'est qu'un effacement de tout ce qui n'est pas une minorité visible, une censure préalable univoque et tyrannique ne reculant devant rien.

Les faits sont tout simplement niés, de même que le principe de réciprocité. C'est cette mentalité de soumis qui a poussé l'État français à reconnaître des crimes passés durant la Guerre d'Algérie, ainsi de [l'assassinat d'Ali Boumendjel](#), sans exiger préalablement qu'Alger reconnaisse que le FLN avait perpétré l'ignoble massacre d'Oran en 1962. Plus nous nous soumettrons à ces exigences, plus nous serons humiliés par cette cancel culture qui n'est que le cache-sexe de la haine de la civilisation européenne et occidentale.

### Gabriel Robin

Gabriel Robin est journaliste rédacteur en chef des pages société de L'Incorrect et essayiste ("Le Non Du Peuple", éditions du Cerf 2019). Il a été collaborateur politique

## Sciences Po Grenoble : « J'ai essayé de défendre un point de vue divergent »

ENTRETIEN. Accusé d'être « islamophobe » par des militants, Klaus Kinzler revient sur les événements qui ont conduit à sa dénonciation.

Encore un enseignant placé sous protection policière pour avoir voulu débattre d'un sujet manifestement tabou sur certains campus en France : la place de « l'islamophobie » dans le champ universitaire. Depuis qu'il a vu son nom exposé à la vindicte publique sur les murs de l'IEP de Grenoble et sur les réseaux sociaux, qualifié d'« islamophobe » et de « fasciste » par des militants persuadés que tout débat sur l'islamisme est une offense faite aux musulmans, le professeur d'allemand Klaus Kinzler ne décolère pas. Depuis cette affaire, les syndicats étudiants sont dans la tourmente, déchirés entre leur volonté de défendre une ligne politique antiraciste radicale et des méthodes de désignation de l'ennemi qui ne leur font pas honneur. Le scandale n'en a pas rebondi, les jeunes syndicalistes de l'IEP ayant réclamé, hier, « des excuses » à l'enseignant pour ses propos jugés « offensants ». Kinzler s'est confié à nous lors d'un entretien approfondi où il revient sur les ressorts d'une intolérance intellectuelle qui lui est insupportable.

### **Le Point : Pouvez-vous revenir sur les faits qui ont conduit à l'affichage de votre nom sur les murs de l'IEP de Grenoble et sur Twitter ?**

Klaus Kinzler : En novembre et décembre, j'ai eu de vifs échanges avec une collègue dans un échange de mails où – pour faire simple – je contestais, dans le titre d'un événement de l'IEP, la Semaine de l'égalité, « Racisme, antisémitisme et islamophobie », la mise sur le même plan des deux premiers concepts et du troisième. Cette histoire est devenue publique à la suite des accusations de harcèlement et d'atteinte morale violente à l'encontre de cette collègue de la part du laboratoire Pacte affilié au CNRS, sous prétexte que j'aurais mis en cause les travaux académiques de celle-ci. Ces mails ont beaucoup circulé, y compris auprès d'étudiants. Puis j'ai découvert sur le tard une campagne lancée sur Facebook et Instagram par l'Union syndicale, l'unique syndicat étudiant de l'IEP, contre moi et un collègue. Pendant six semaines, des militants ont lancé des appels à témoins, espérant récolter des preuves d'« islamophobie » dans nos cours. Mon collègue dispense un cours depuis dix ans sur l'islam et les musulmans en France et avait remarqué que beaucoup de personnes n'y venaient que dans l'espoir de glaner des éléments pour pouvoir dire qu'il s'agissait d'un cours inacceptable. C'est un homme d'une honnêteté intellectuelle à toute épreuve que l'on cherche à piéger depuis des années. Bref, en février, faute de preuves, ces activistes ont lancé un appel à témoins sur les réseaux sociaux. Certains étudiants sont venus me dire « nous savons que vous n'aimez pas

les musulmans ». J'ai averti ma hiérarchie. J'ai été mis en congé maladie. Je me sentais beaucoup mieux parce que je n'avais plus à affronter tout ça. J'étais sur mon vélo quand un journaliste du *Figaro* m'a appelé, m'apprenant au passage que mon nom avait été affiché sur les murs de l'IEP. Je n'étais pas vraiment surpris. Je n'ai pas réalisé tout de suite la gravité des faits, je n'ai pas pensé immédiatement à Samuel Paty, par exemple. Un tweet de l'UNEF avec la photo de l'entrée de l'IEP, accompagné d'un hashtag #SciencesPorc qui nous assimilait à des violeurs, a ensuite suscité un effet boule de neige.

**Vous pensez que tout était organisé pour donner une ampleur nationale à l'événement ?**

Je n'en sais rien... qui peut savoir ce qui se passe dans les têtes de ces écervelés ? Je crois surtout qu'ils voulaient nous faire la peau à moi et mon collègue, et qu'ils n'avaient sans doute pas prévu que la méthode les desservirait plus qu'autre chose.

**Dans les échanges que vous avez eus par mail avec vos collègues à l'occasion de l'organisation de la « Semaine de l'égalité », on constate que vous réceusez la notion d'islamophobie comme notion scientifique valable...**

Non. Je veux être précis, je ne la réceuse pas, simplement je refuse l'usage idéologique qui en est fait par les défenseurs de l'islam politique. Que des scientifiques publient des articles pour défendre cette notion ne me pose aucun problème... à condition que je conserve le droit de la réfuter, d'argumenter et de débattre ! L'argument d'autorité qui consiste à dire « ce terme est établi et n'a pas à être débattu dans le champ scientifique » ne me convient tout simplement pas. Pour moi, la notion d'islamophobie n'est pas établie scientifiquement et ne peut être placée sur le même plan que le racisme ou l'antisémitisme. Vous pouvez penser autre chose, mais certainement pas m'empêcher de le penser. Tous les mois, de nouveaux articles sont publiés qui proposent une nouvelle définition du terme. Certains y voient la peur de l'islam, d'autres la discrimination des musulmans. Ce concept est nuisible parce qu'ambigu, et il faudrait un débat sur son bien-fondé.

**Cette querelle ne marque-t-elle pas finalement l'incapacité actuelle du monde universitaire à débattre sereinement de ces questions ?**

Ce débat est refusé par les partisans du terme mais pas par ses critiques. Les premiers veulent imposer leur monopole. Comme me disait un collègue aujourd'hui à la retraite, puisque tous les chercheurs qui contredisent un tant soit peu cette doxa sont voués aux gémonies, de moins en moins de personnes se risquent à examiner ce sujet. *In fine*, ce domaine d'études se retrouve peuplé de personnes qui pensent conformément à ces théories. Plus généralement, certaines sciences sociales tendent à faire passer leur militantisme pour de la science. On peut être scientifique et militant, mais il faut séparer les deux activités. De même pour les médias, il faut une distinction stricte entre les faits et les opinions.

## **Vous avez finalement été exclu du groupe qui préparait la « Semaine de l'égalité...**

Il y a plus grave pour moi que de ne pas assister à la Semaine de l'égalité de l'IEP, qui n'est pas une semaine académique, mais militante, tous les invités étant des « victimes » ou des « témoins ». Je n'ai rien contre : il est légitime que l'université, qui est un lieu ouvert à tous les courants de pensées ou presque, se penche sur ces questions. Je suis à vrai dire assez ouvert sur la méthode, au point que s'il se présentait un groupuscule d'extrême droite qui ne commettrait aucun délit, je ne verrais pas d'objection à ce qu'il tienne une conférence, même si l'on sait que cela ne risque pas d'arriver. Le syndicat étudiant, qui a écrit un long texte sur moi en détournant mes propos, expliquait ainsi que l'extrême droite n'avait sa place nulle part.

## **Où commence « l'extrême droite » sur l'échiquier politique de ces militants dont vous parlez ?**

Pour beaucoup de mes collègues, être en phase avec une position politique plus ou moins proche de l'exécutif en place, c'est être d'extrême droite. Pour eux, par exemple, Jean-Michel Blanquer est un extrémiste de droite. Et comme de l'extrémiste de droite au fasciste il n'y a qu'un pas, me voici associé au fascisme. J'avoue que je n'aurais jamais imaginé une chose pareille.

## **Le fait d'être Allemand fait-il partie des reproches qui vous sont adressés ?**

Non, rassurez-vous je ne suis pas une victime de discrimination germanophobe ! Je vis aujourd'hui dans un pays dont j'ai adopté la nationalité – la France. Même si je suis, si l'on peut dire, totalement « assimilé » - je sais que le terme peut prêter à débat - je reste très allemand, culturellement et peut-être aussi par mon caractère.

## **Vous décrivez le monde universitaire comme imperméable à la réalité et obsédé par la morale. Avez-vous vu un basculement s'opérer ?**

En vingt-six ans de carrière à l'IEP, on ne m'a jamais empêché de dire ce que j'avais à dire, c'est la première fois que je fais l'objet d'une attaque de ce genre. Je suis un libéral, une catégorie politique un peu bizarre que l'on a du mal à classer en France, disons que par simplification, la plupart des gens nous classent à droite, ce qui n'est pas vrai sur tous les sujets. Je suis allemand, pays où, quand vous êtes libéral, vous n'êtes pas forcément considéré comme de droite... Jusqu'à maintenant, je n'ai jamais rencontré non plus de problème avec mes étudiants, quel que soit le sujet abordé. Cette année, nous avons par exemple évoqué ensemble la « cancel culture », certains n'ont pas trop aimé, mais on échange, même lorsqu'on n'est pas d'accord ! Cette affaire est née du fait que j'ai essayé de défendre un point de vue divergent.

**Vous avez sans doute suivi les débats récents sur la notion d'islamo-gauchisme à l'université. Qu'en pensez-vous?**

Je ne suis pas assez connaisseur du sujet pour avoir un avis définitif, mais il est difficile de ne pas remarquer qu'il existe une forme de porosité entre une certaine gauche intellectuelle et la défense de l'islamisme. N'oublions pas que Sartre et Foucault ont fait l'éloge de la révolution iranienne. Et le petit événement qui m'arrive est quand même l'illustration de cette tendance de la gauche de victimiser en permanence les musulmans. Est-ce de la science ou du militantisme? A l'IEP, on apprend aux musulmans – bien qu'ils soient très peu nombreux - qu'ils sont des victimes. C'est anecdotique, mais un de mes étudiants, musulman, est obsédé par son identité, dont il parle en permanence. C'est pour cela que les étudiants, quand ils se disent blessés par mes propos, sont sincères, et que je ne leur fais aucun reproche. En revanche, les enseignants-chercheurs qui les instrumentalisent ne le sont pas.

**Au fond, ne retrouve-t-on pas la condescendance propre à une certaine gauche?**

Tout à fait. C'est comme si on n'accordait pas au peuple la même capacité à penser et à agir. On lui réserve donc un argumentaire de seconde catégorie.

**Et le syndicat qui s'en est pris à vous et à votre collègue?**

L'influence de cet unique syndicat est énorme. Pourtant j'évaluerais à 10 % au maximum les étudiants qui sont satisfaits de son action, et à 5 % ceux qui partagent son extrémisme. Certains aimeraient le quitter mais hésitent, notamment parce qu'il fait régner une atmosphère de terreur pour tuer dans l'œuf tout débat interne. Ou encore, ils sont capables de bloquer l'IEP pendant des semaines, parfois une moitié de semestre, pour protester contre ceci ou cela, et personne n'ose mettre fin à ces blocages. Ils n'ont même pas besoin d'être violents pour s'imposer. La direction préfère se coucher devant eux. Les étudiants ont beau être majoritairement opposés à ces blocages, ils ne s'expriment pas. Cela me semble d'ailleurs assez français. Ce genre de phénomènes arrivent aussi en Allemagne mais ne durent pas longtemps car la police y met rapidement fin. En Allemagne on est beaucoup plus respectueux de la loi qu'en France, où chacun l'interprète à sa guise et les autres acceptent cela du moment qu'on prétend être "en lutte". Pourtant c'est le peuple qui a donné ces lois au pays ! Nous sommes en démocratie et nous avons bien de la chance, il faut donc respecter les règles communes. Je ne cherche pas à faire la leçon à la France, je ne fais que constater ce que j'observe depuis que je vis dans ce pays, que j'aime évidemment beaucoup.

**Peut-on dire qu'il existe une forme de "gauchisme culturel" à l'université aujourd'hui ?**

Cela dépend du sens que vous y donnez, et aujourd'hui les définitions glissent vite (*rires*). Si aujourd'hui je suis un fasciste, alors où est la gauche ? J'ai presque envie de traiter cette question sur le ton de l'humour... la



réponse est évidemment oui. Certains de mes collègues sont des extrémistes. Je vais vous raconter une anecdote : au moment de la tentative de réforme des retraites d'Emmanuel Macron, un de nos jeunes professeurs très en vue a déclaré en public lors d'un grand débat entre étudiants et professeurs qu'Emmanuel Macron n'avait aucune légitimité pour mener cette réforme. La question n'était même pas de savoir si la réforme était bonne ou mauvaise ! Cette opinion est partagée par de nombreux autres enseignants. Personne n'a contredit ce monsieur, sauf moi. En démocratie, il faut respecter la Constitution.

**Quel est le pire aspect de cet épisode qui dure depuis novembre, la violence des attaques, le comportement de vos collègues ou l'absence de soutien de la part de la direction?**

Je n'accuse pas la directrice de l'IEP, qui est impuissante et désarmée. Malgré toute sa bonne volonté, elle n'a pas su maîtriser les événements. Ce n'est en rien une extrémiste, elle a simplement été dépassée. Lundi s'est tenue une réunion de crise à l'IEP, où les participants ont tenté de se mettre d'accord sur une déclaration conciliant à la fois une demande de sanction à notre encontre, puisque tout serait de notre faute, et une condamnation de cet affichage sauvage. Mais un tel compromis est impossible!

**Pour finir, que retirez-vous de cet épisode?**

Je suis content de pouvoir me faire le porte-parole de tous ceux qui veulent remettre les pendules à l'heure pour que la majorité reprenne le pouvoir et ne se laisse plus tyranniser par cette minorité idéologiquement aveugle, antidémocratique, intolérante, dangereuse et parfois même criminelle. Il me reste encore cinq ans de carrière, il m'est donc indifférent de me brouiller avec ces personnes. Je veux me battre pour la diversité des idées, la tolérance de cette diversité et la franchise des débats. J'y tiens, même si de plus en plus, quand vous menez ce combat, on vous criminalise.

10 Mars : Nouvel Obs'

<https://www.nouvelobs.com/les-chroniques-de-pierre-jourde/20210310.OBS41215/l-unef-veut-elle-un-nouveau-samuel-paty-par-pierre-jourde.amp?fbclid=IwAR398LUWeW1EU16WVsoV01ZcCY1pwVn84DY06uq3spHBoHwAjeMYCLOSg4U>

## « L'UNEF veut-elle un nouveau Samuel Paty ? », par Pierre Jourde



Pierre Jourde. (DR)

**CHRONIQUE LIBRE.** Ecrivain, professeur d'université et critique littéraire, Pierre Jourde se pose ici quelques questions.

Publié le 10 mars 2021 à 18h12

**Le 16 octobre 2020, Samuel Paty, professeur, désigné comme « islamophobe »** sur les réseaux sociaux, était assassiné par un tueur islamiste. Cet assassinat vient après plusieurs massacres, et des dizaines de morts, au nom de l'islam, pour crime de blasphème ou d'« islamophobie ».

Cinq mois plus tard, à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, deux professeurs viennent d'être accusés d'« *islamophobie* » et de « *fascisme* » par des affiches anonymes placardées à la fac. Ils y sont nommément désignés. Cette accusation a été reprise sur les réseaux sociaux par l'UNEF, qui a approuvé et reproduit cet affichage.

Les étudiants responsables de cette délation, et les responsables de l'UNEF ne font pas le rapport ? A aucun moment, ils ne se disent qu'ils mettent ces enseignants en danger ? Ça ne leur vient pas à l'idée ? Dans ce cas, ce sont franchement des inconscients. Savent-ils au contraire parfaitement ce qu'ils font ? Dans ce cas, cela s'appelle mettre en danger la vie d'autrui. Un professeur de fac décapité, c'est pour quand ?

Mélanie Luce, présidente de l'UNEF, qui est venue pleurer des larmes de crocodile sur Samuel Paty au rassemblement qui a eu lieu à sa mémoire, était toute révoltée, la pauvre, de se faire huer et traiter de collabo. Je pense que ce dernier fait nous permet de confirmer cette accusation.

Il a fallu un tollé général pour que l'UNEF retire sa dénonciation, sans vraiment regretter franchement ces méthodes. Les affiches glorieusement relayées par l'UNEF étaient obscènes à plus d'un titre. Le plus beau : « *L'islamophobie tue.* »

« *L'islamophobie tue* » ! Il faut vraiment ne reculer devant aucune ignominie pour avoir le front d'écrire ça. J'hésite entre la bêtise et l'absence complète de sens moral. Quelqu'un a entendu parler d'une personne assassinée en France, ces dernières années, par islamophobie ? Quelqu'un a un nom ? En revanche, les victimes accusées d'islamophobie, depuis quelque temps, se comptent par dizaines, à commencer par Samuel Paty, et les victimes de l'islamisme par centaines. L'islamophobie, elle, ne tue pas, non. Cette inversion des victimes et des bourreaux est déjà, en elle-même, totalement immorale.

Maintenant, que reproche-t-on à ces professeurs, qui justifie cette délation infâme, et cette accusation de « fascisme » ? De l'islamophobie ? La même chose que le fonds de commerce du Comité Contre l'islamophobie en France, dissous, et des assassins ?

Si le mot « islamophobie » a un sens, il désigne la peur, ou le rejet irraisonné de l'islam. A certains, l'islam fait peur. Ils ont peut-être tort, mais on peut avoir une certaine indulgence pour cette peur, après tant de sang versé au nom d'Allah, non ? Un de mes meilleures amies a perdu sa sœur, tuée au Bataclan au nom d'Allah. Des étudiants de la Sorbonne ont été tués au Bataclan au nom d'Allah. Pendant qu'on leur rendait hommage, un musulman s'amusait et se réjouissait ouvertement de leur mort devant les portes de la Sorbonne. Mohammed Merah qui a tué des petites filles juives a été acclamé dans certaines banlieues françaises. Cela ne représente pas la majorité des musulmans, mais il n'y a aucune raison de s'inquiéter ? Vraiment aucune ? Que vais-je dire à mon amie ? N'aie pas peur de l'islam, sinon tu es islamophobe ?

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, en fait. « Islamophobie », désormais, sert à disqualifier, systématiquement, ceux qui osent discuter certains aspects de l'islam, en faisant croire qu'il s'agit d'un rejet global et viscéral de tous les musulmans. C'est faux, et c'est une pure escroquerie intellectuelle. Il n'y a pas de croyances sacrées, mais discuter de croyances et de pratiques n'implique pas le rejet de ceux qui les entretiennent.

Rappelons aux délateurs affichistes et à l'UNEF que l'islam est une croyance et une opinion. Qu'en démocratie, il est légitime et il est sain de discuter des croyances et des opinions, quelles qu'elles soient. Que la remise en cause des dogmes religieux est même, en France, à l'origine et au fondement de la démocratie. Que par conséquent ceux qui s'y opposent sont des ennemis de la démocratie. Il y a des pays où existe ce que souhaitent ces étudiants, et l'UNEF : que toute remise en cause de l'islam soit interdite. Par exemple l'Arabie saoudite, où accessoirement les homosexuels, les femmes adultères, les apostats, les blasphémateurs sont punis de morts. Que leur comportement et leur délation va exactement dans le même sens. L'islamophobie est un concept qui s'oppose à la liberté d'expression et d'argumentation, et accessoirement un concept qui fait des morts. Il nous fait revenir au Moyen Âge, où on exécutait les impies. Il est donc plus que légitime d'en remettre en cause la pertinence.

Il est également plus que légitime de remettre en cause l'association « racisme, islamophobie, antisémitisme ». C'est ce qu'ont fait les professeurs que dénonce et met en danger l'UNEF. Rejeter les gens pour leur origine ethnique, c'est les haïr pour ce qu'ils sont, c'est à condamner sans réserve, et c'est en France condamné par la justice. Discuter une opinion religieuse, aucun rapport : cela fait partie du libre débat démocratique, que l'on cherche à empêcher par de basses délations et calomnies. Cette association des trois termes est donc absurde. On veut nous faire croire que remettre en cause une croyance est la même chose que rejeter des gens pour ce qu'ils sont. C'est un pur mensonge.

Ajoutons qu'il y a une vraie obscénité à associer islamophobie et antisémitisme dans un pays où on tue des enfants juifs, de vieilles dames juives ou d'innocents clients d'un supermarché kasher au nom d'Allah. Et rappelons que l'antisémitisme est devenu systématique dans de nombreux pays musulmans. On y célèbre les négationnistes. Une amie qui enseignait en Algérie s'est vue dire par ses élèves qu'Hitler n'avait pas tué assez de juifs. Et on sait qu'en France il devient de plus en plus difficile de parler de Shoah dans les collèges de banlieue. Ce sont des faits. Il est légitime de dire qu'une partie du monde musulman a un problème grave d'antisémitisme. Un problème grave avec la liberté des femmes. Mais ce n'est pas un rejet des citoyens musulmans français. Le refus de voir les problèmes, le déni obstiné est la meilleure manière d'envenimer les choses.

Eh bien, des professeurs qui doutent de la pertinence du concept d'islamophobie, mesdames messieurs, pour certains étudiants de l'IEP, et pour l'UNEF, ce sont des fascistes, tout bonnement ! N'ayons pas peur des mots ! Et Thomas Mandroux, de l'Union Syndicale Sciences-Po Grenoble, se drape dans le concept frelaté d'islamophobie, qui fait des victimes, en effet, ceux que l'on accuse d'être islamophobes, pour réclamer sans honte des sanctions contre les professeurs ! Au-delà de cette indécence, c'est faire de l'islam une croyance sacrée, intouchable, comme dans les théocraties moyenâgeuses du Moyen-Orient.

Qui est fasciste ? Des gens qui émettent des doutes modérés, qui discutent, ou des gens qui dénoncent et mettent en danger la vie des autres quand on remet en question leurs dogmes ?

Vous vous souvenez, chers étudiants délateurs, de la Révolution culturelle ? Des professeurs désignés par les jeunes gardes rouges à la vindicte populaire, molestés, humiliés, qualifiés de traîtres et de complices de l'impérialisme parce qu'ils n'étaient pas dans la droite ligne maoïste, c'est-à-dire celle du Bien ? Vous êtes les mêmes. Vous avez la même haine de l'esprit et de la liberté, les mêmes méthodes totalitaires. Le modèle social que vous proposez est effrayant, c'est un retour à l'obscurantisme.

L'UNEF Grenoble, qui a finalement retiré sa délation des réseaux sociaux, et a été désavouée par la direction nationale, un peu tard, tente de s'en tirer, comme d'habitude, en accusant l'extrême droite : elle serait victime d'une « *campagne haineuse* » de la droite et de l'extrême droite. C'est l'excuse systématique, l'épouvantail commode. Ah, elle a bon dos, l'extrême droite. Trop facile. On se fait critiquer parce qu'on a fait une saloperie, et bien sûr, c'est l'extrême droite. Eh bien non. Si on te tombe dessus, chère UNEF bas du front, cela vient surtout des démocrates, des gens qui sont attachés à la liberté d'expression et de débat, et qui en ont assez de tes pratiques de censure et de dénonciation. Qui préfèrent penser que de se gargariser de slogans.

Et bien entendu, pour le soutien des institutions et des collègues, on attendra. Les lâches dominant, dans ce pays. Et c'est la démocratie, la liberté, la culture qui finissent par payer le prix de la lâcheté. J'ai passé une bonne partie de ma carrière à l'université de Grenoble, et je tiens à manifester mon soutien à mes collègues, et à dire à ceux qui s'abstiennent de les épauler ce que je pense de leur veulerie.

En attendant, en tant que citoyen, et en tant qu'ancien professeur à l'université Grenoble Alpes, j'en appelle aux pouvoirs publics. L'organisation d'extrême droite « Génération identitaire » a été dissoute récemment en conseil des ministres. Le « Collectif contre l'islamophobie en France » a été dissous pour ses discours antidémocratiques. Le bilan de l'UNEF me semble au moins aussi brillant. Racisme : appel d'une responsable de l'UNEF, Hafsa Askar, à « *gazer les blancs, cette sous-race* ». Obscurantisme : déclaration de la même, devant l'émotion suscitée par l'incendie de Notre-Dame : « *Wallah vous aimez trop l'identité française alors qu'on s'en balek, objectivement c'est votre délire de petits blancs.* » Censure : intervention violente pour empêcher la représentation d'une pièce d'Eschyle, sous un prétexte fallacieux. Et enfin, délation, diffamation et mise en danger de la vie d'autrui. Je pense que cela serait largement suffisant pour dissoudre cette organisation dévoyée, sectaire, devenue haineuse et dangereuse.

(J'ajoute que si la faute d'orthographe était un motif de dissolution, l'UNEF aurait disparu depuis longtemps.)

- *Je tiens à préciser que cette chronique est libre, non rémunérée, qu'elle reflète mes opinions et non celles du site qui m'héberge.*

Pierre Jourde (Ecrivain)

## Pour Klaus Kinzler

CHRONIQUE. Ce professeur de Sciences Po Grenoble devient, bien malgré lui, l'incarnation de la défense du débat d'idées et de la liberté académique.



Un professeur de Sciences Po Grenoble est accusé d'Islamophobie. © JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

**Par Sophie Coignard**

Le monde de Sophie (Coignard), mercredi 10 mars 2021 490 mots

Quel courage ! Un courage qui inspire le respect. Chapeau bas, monsieur Kinzler ! Dénoncé par une collègue outragée et symboliquement lynché par une poignée d'étudiants, ce professeur d'allemand à Sciences Po Grenoble a décidé de ne pas se terrorer, mais au contraire d'apparaître au grand jour malgré le danger évident qu'il court.

Avec un autre enseignant qui a eu l'audace de lui apporter son soutien, il est accusé de « fascisme » pour avoir réfuté le mot d'« islamophobie » dans l'intitulé d'un groupe de travail auquel il participait. L'islamophobie est en effet un terme promu et instrumentalisé par les tenants de l'islam politique pour disqualifier toute critique et tout débat. Elle ne constitue nullement un délit, contrairement au racisme et à l'antisémitisme, autres objets d'études de ce séminaire.

L'organisatrice du groupe de travail s'est dite offensée par les réserves de son collègue. Le syndicat d'extrême gauche Union syndicale, dit majoritaire, en vérité élu par une petite minorité d'étudiants, s'est emparé de l'affaire. Des affiches de dénonciation des deux professeurs ont été placardées sur les murs de l'IEP en fin de semaine dernière. La délation dans toute son horreur. Fin de l'histoire ?

*Des collègues aux abris*

Non. Car l'Unef et l'Union syndicale, qui en est une scission, ont abondamment partagé les images de ces dazibaos calomnieux sur les réseaux sociaux, avant de s'en désolidariser. Le mal était fait. Et, dans la réalité, les activistes woke (« éveillés ») ne désarment pas. « **Nous continuerons à demander des sanctions tant que ces deux professeurs ne se seront pas excusés** », a déclaré ce mardi le président de l'Union syndicale de l'IEP lors d'une conférence de presse. **Ah ! La fameuse culture de la repentance ! Ce professeur devrait donc se livrer à une autocritique à la chinoise pour expier sa faute : avoir engagé un débat légitime avec une de ses collègues sur l'intitulé tendancieux d'un séminaire.**

Officiellement, l'administration soutient le professeur, qui dispense de longue date ses cours à l'IEP : « La bonne réalisation des missions de Sciences Po Grenoble s'appuie sur le respect de l'opinion d'autrui et sur un

attachement sans faille aux valeurs de dialogue, de bienveillance mutuelle et d'altérité. Garantir les libertés académiques est une exigence non négociable », écrit-elle dans un communiqué. **Concrètement, le corps enseignant de l'établissement ne s'est pas, jusqu'alors, époumoné pour défendre deux des siens odieusement jetés en pâture. En vérité, on ne l'entend pas. Ses membres, semble-t-il, déplorent surtout la mauvaise publicité faite à l'Institut.** La peur d'être « ostracisés », voire dénoncés à leur tour par une minorité d'étudiants décidés à faire la loi ne favorise ni la solidarité ni la liberté d'expression. **Cela rend la décision de Klaus Kinzler d'apparaître au grand jour encore plus admirable.**



INTERVIEW

## «Man kann nicht mehr von den Gefahren des Islamismus sprechen, ohne als islamophob stigmatisiert zu werden», sagt die französische Soziologin Nathalie Heinich

Verkappter Aktivismus, Pseudowissenschaft und moralische Unterstützung für Islamisten: Die französischen Universitäten sind mit Tendenzen konfrontiert, wie man sie aus den USA kennt. Die Soziologin Nathalie Heinich erklärt, warum sie eine Durchleuchtung der Hochschulen begrüsst.

**Lucien Scherrer, Claudia Mäder 28 Kommentare 10.03.2021, 05.30 Uhr**

«Fanatismus», «Obskurantismus»: Mit solchen Worten versuchten französische Universitäten und Fakultätsverbände («associations de spécialistes universitaires») im letzten Herbst die Enthauptung des Lehrers Samuel Paty zu erklären. Dass der Täter ein Islamist war, der aus religiös motiviertem Hass handelte, verschwiegen sie. Seit dem Mord gibt es in Frankreich eine Diskussion über die jahrelange Verdrängung und die Verharmlosung islamistischer Umtriebe, die in manchen Quartieren einen faktischen Rückzug der Staatsgewalt nach sich zogen. An den Universitäten wird diese Diskussion besonders hart geführt.

Denn kürzlich hat die Regierung angekündigt, gegen den sogenannten Islamogauchismus vorzugehen, der an den Universitäten grassiere. Wissenschaftler reagierten mit Aufrufen und Gegenaufrufen, in denen die geistige Allianz zwischen linken Intellektuellen und reaktionären Islamisten zum Phantom oder zur existenziellen Bedrohung erklärt wird. Indessen erhält die Debatte durch konkrete Vorfälle immer wieder neuen Schub: Gerade ist bekanntgeworden, dass in Grenoble zwei Professoren bedroht wurden, weil sie sich kritisch zum Konzept der «Islamophobie» geäußert hatten.

**Die Kunstsoziologin Nathalie Heinich verfolgt die Entwicklung an den Universitäten seit über vierzig Jahren, als sie bei Pierre Bourdieu dissertierte.** Jüngst hat sie zusammen mit dem Ex-Minister Luc Ferry und anderen Intellektuellen einen Aufruf unterzeichnet, in dem den Universitätsverbänden «Unaufrichtigkeit» vorgeworfen wird. Das Hauptproblem, so erklärt sie, sei jedoch nicht der Islamogauchismus.

Frau Heinich, seit drei Wochen wird in Frankreich über die Universitäten gestritten, es geht um Islamogauchismus, Forschungsfreiheit und ideologische Tendenzen. Von aussen wirkt das alles sehr verworren.



Nathalie Heinich.

Ich kann Sie beruhigen, sogar die Franzosen haben Schwierigkeiten, zu verstehen, was gerade geschieht. Das Komplizierteste ist, dass es **nicht eine Debatte zwischen Links und Rechts** ist. Das behauptet nur die **extreme Linke**, die alles als rechts und rechtsextrem diffamiert, was ihr nicht passt. Im Kern geht es um eine Auseinandersetzung zwischen zwei Tendenzen der Linken: Auf der einen Seite haben wir eine extreme, radikale Linke, die stark von der amerikanischen Woke-Bewegung beeinflusst ist. Und auf der anderen Seite eine reformistische, moderate Linke, die ihrerseits den republikanischen Universalismus hochhält, vor allem über die Verteidigung der Laizität.

Inwiefern stellt die extreme Linke die Laizität und den Universalismus an den Universitäten denn infrage?

Diese Tendenz zeigt sich seit Anfang der 2000er Jahre vor allem im Umgang mit dem Islamismus. Man verschliesst die Augen vor den Exzessen des Islamismus und **geht davon aus, dass jeder Muslim a priori verteidigt werden muss, weil er unterdrückt wird** – selbst wenn es sich dabei um Personen handelt, die integristisches und gewalttätiges Gedankengut vertreten. Diese Tendenz ist innerhalb der Linken dominant geworden, weil die Vertreter der universalistischen Linken verstummen. Seit einigen Jahren ist diese Tendenz auch in den Universitäten spürbar, wo Arbeiten über Islamophobie Mode geworden sind. Die Verurteilung der Islamophobie dient jedoch oft dazu, jede Form von Warnung vor islamistischen Projekten zu delegitimieren. Man kann nicht mehr von diesen Gefahren sprechen, ohne als islamophob stigmatisiert zu werden.

Können Sie konkrete Beispiele nennen?

Im Oktober 2019 wurde an der Sorbonne ein Lehrgang des Autors Mohamed Sifaoui gestoppt, in dem es um Prävention und Radikalisierung ging. Linke Studenten werteten den Kurs als islamophobe Attacke, und einige Lehrkräfte kritisierten ihn angesichts der Stimmung im Land als problematisch. Im gleichen Jahr musste ein Kolloquium über Terrorismus an der Sorbonne verlegt werden, weil Studentenvereinigungen Islamophobie witterten. Mein Kollege Stéphane Dorin, Soziologe in Limoges, hat in den letzten Jahren

immer wieder den Aktivismus an der Universität kritisiert. Unter anderem protestierte er gegen die Einladung von Houria Bouteldja, die zu den Wortführerinnen des Parti des Indigènes gehört, einer extremistischen, vorgeblich progressiven Partei, die aber antisemitische Positionen vertritt und viel Verständnis für den Islamismus und Terroristen wie die Charlie-Hebdo-Attentäter zeigt. Die Konsequenz war, dass Dorin aus seinem Institut ausgeschlossen wurde.

Kann man aufgrund dieser Beispiele **wirklich von einem verbreiteten Phänomen sprechen?**

**Ich behaupte nicht, dass es Hunderte solcher Fälle gibt.** Aber schon der Umstand, dass es einige gibt, ist Grund zu grosser Beunruhigung. Das Problem ist die Schlagkraft derjenigen, die nach dem Prinzip der Cancel-Culture vorgehen und Extremisten verteidigen. Verschiedene Forscher haben sich kürzlich mit Houria Bouteldja solidarisiert, nachdem diese gesagt hatte: «Man kann nicht Israeli und unschuldig sein.»

Trotzdem ist die Wahrnehmung dieser Phänomene völlig unterschiedlich. **Das Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) hat kürzlich in einem Communiqué erklärt, der Islamogauchismus habe keine wissenschaftliche Realität.** Die andere Seite sagt, dass er wie ein Krebsgeschwür wuchere. Wie ist diese Differenz zu erklären?

Man muss sehen, dass das Communiqué des CNRS absolut nicht die Position aller Angehörigen widerspiegelt. Ich bin selber Soziologin am CNRS, und seit einem Jahr sammle ich Fälle von Attacken auf die akademische Freiheit, begangen von aktivistischen Studenten oder Lehrpersonen. Ich habe viele davon. Die Realität des Islamogauchismus an der Universität besteht vor allem in **Büchern von belgischen und französischen Soziologen, die Islamophobie explizit mit Rassismus gleichsetzen. Sie vermischen Rasse und Religion, um Religionskritik als rassistisch erscheinen zu lassen. So machen sie es unmöglich, vor dem islamistischen Fundamentalismus zu warnen, der doch einer Form des Faschismus ähnelt.**

In der Politik ist die extreme Linke zwar vielleicht laut, aber doch nicht mehrheitsfähig. Wie kommt es dann zu diesem geistigen Einfluss an den Universitäten?

Das muss man in einem grösseren Kontext sehen. **Die Stärke radikaler Strömungen hängt mit dem Import von intellektuellen Konzepten aus den USA zusammen.** Das Schlagwort dazu lautet Dekolonialismus, die zugehörigen Ideen zeigen sich in verschiedenen Themenbereichen. Die neuen Theorien tendieren dazu, alles, was auf der Welt geschieht, durch die Brille der Diskriminierung anzuschauen: Die einen sehen alles im

Licht der Rassenfrage, andere betrachten alles durch das Raster des Sexismus. **Diese radikalen amerikanischen Ideen haben an den Universitäten an Terrain gewonnen und faszinieren die jungen Studenten.**

Wissenstransfer zwischen den Kontinenten hat es immer gegeben. Was spielt es für eine Rolle, dass die neuen Konzepte aus den USA stammen?

Das spielt eine grosse Rolle, **denn die amerikanische Tradition unterscheidet sich fundamental von der französischen. In den USA dominieren zurzeit kommunitaristische Ideen.** Demnach sind die Individuen durch eine ethnische, religiöse oder geschlechtliche Gemeinschaft bestimmt und entsprechend unterschiedlich zu behandeln. **Das republikanische Denken à la française aber ist universalistisch:** Die Individuen sind zwar verschieden, aber aus den Unterschieden erwachsen keine festen Gemeinschaften, die Anspruch auf eine spezifische Behandlung hätten. **Die einzig diesbezüglich relevante Gemeinschaft ist in Frankreich die Nation.**

Trotzdem hat der Austausch akademischer Ideen immer funktioniert. Die USA waren eine Weile lang sogar ziemlich stark von französischen Denkern inspiriert – die «French Theory» war doch richtig en vogue.

Aber die «French Theory» haben die Amerikaner selber produziert! In Frankreich gibt es keine Strömung, die so heisst. Und die Konzepte der Postmodernen, die in den USA als «French Theory» kursierten, waren unter französischen Akademikern auch nie unumstritten, im Gegenteil. Aber selbstverständlich gibt es Überkreuzungen. Man kann durchaus sagen, dass eine reduktionistische Foucault-Lektüre, die in den USA populär war, heute wieder zu uns zurückschwappt in Theorien, die alle gesellschaftlichen Themen auf Machtfragen zuspitzen. Auch Bourdieu wurde stark rezipiert. In seinem Denken war die Idee angelegt, dass die Sozialwissenschaften eine aktivistische Komponente haben und den Kampf gegen die Herrschenden unterstützen sollten. **Und das wiederum führt zu einem Problem, das ich heute als weit grösser erachte als den Islamogauchismus: die Vermischung zwischen Aktivismus und Forschung.**

Was bedeutet das genau?

Dass politische Ziele die Ausrichtung der Forschung bestimmen. **Konkret also zum Beispiel: dass der Kampf gegen die Diskriminierung oder die Förderung der Emanzipation zum Zweck des universitären Arbeitens wird.**

Soll man etwa keine Forschung zu Themen der Diskriminierung machen?

Selbstverständlich soll man das, und zum Glück gibt es Forschung dazu! **Aber man soll sie nicht mit einem politischen Ziel im Kopf unternehmen.** Das machen heute aber viele, und wer so an die Forschung geht, arbeitet auf verzerre Weise. **Unweigerlich leidet dann die wissenschaftliche Qualität. Man sieht das sehr oft in politisch inspirierten Recherchearbeiten: Sie gehen von einseitigen Annahmen aus, ignorieren komplexe Ursachengeflechte und haben schwere methodische Mängel.**

Und dieses Problem nimmt Ihrer Wahrnehmung nach an den Unis merklich zu?

Ja, wenn wir so weitermachen, **entwickelt sich die Uni zu dem Ort, an dem in Dauerschleife rein ideologische Arbeiten über Diskriminierung entstehen.** Damit man mich richtig versteht: **Gegen Diskriminierung zu kämpfen, ist absolut richtig und legitim – in der Arena der Politik. Es gibt Parteien und Assoziationen dafür.** **An der Uni dagegen sind wir angestellt, um Wissen zu schaffen und weiterzugeben, und nicht, um die Welt zu verändern.**

Auch hier stellt sich die Frage: Wie zeigt sich dieses Phänomen konkret?

Es zeigt sich dauernd und täglich in Aufrufen zu Kolloquien, Seminaren oder Themenheften, die sich den Kampf gegen Diskriminierungen auf die Fahne schreiben. Vor allem in der **Soziologie** und in der **Anthropologie**, aber auch in der **Geschichte**, in den **Politikwissenschaften** oder in der **Philosophie** ist das zu beobachten. Es handelt sich hier nicht um eine Schimäre: **Es gibt zum Beispiel explizit propalästinensische Seminare an einer unserer Hochschulen.** Aber auch im Canceln zeigt sich der Aktivismus. Im letzten Jahr wurde eine Geschichtsprofessorin von Studenten und einem anderen Professor daran gehindert, zum Thema der Dreyfus-Affäre den Film von Roman Polanski zur Sprache zu bringen.

Laut einer Statistik der Sciences Po drehten sich zwischen 2015 und 2019 nur drei Prozent aller soziologischen Artikel um das Thema «Rasse». Kennen Sie diese Zählung?

Ich habe davon gehört, weiss aber nicht, wie die Zählung genau gemacht wurde. Zudem würde ich vermuten, dass die Zahlen anders aussähen, wenn man die Untersuchung bis in die Jetztzeit fortgeführt hätte. Die fraglichen Strömungen haben sich nämlich in den letzten zwei Jahren spektakulär entfaltet.

Die Universitäten waren auch früher kein Ort des reinen Wissens. Gerade in Frankreich waren die Hochschulen lange Zeit stark marxistisch geprägt. Setzt sich diese Geschichte einfach fort?

Das stimmt, vor allem in den 1950er und 1960er Jahren war der Marxismus dominant. Insofern erleben wir heute nichts Neues. Aber wir hatten doch gehofft, dass das alte Phänomen hinter uns liegt.

In gewisser Weise lebt der Marxismus ja auch inhaltlich weiter in den Konzepten, wie Sie sie beschreiben:

**Wenn man früher alles durch die Brille der Klasse sah, untersucht man die Dinge heute durch das Raster von Geschlecht oder Rasse.**

Ja, und interessant ist dann vor allem, dass sich rund um diese Konzepte selbst die ganz linken Forscher überwerfen. Just vor ein paar Wochen hat es eine grosse Polemik gegeben um ein Buch, in dem zwei Sozialwissenschaftler der alten marxistischen Tradition beanstandeten, dass die klassische soziale Frage nicht mehr genügend Beachtung finde heute. Die Folge war eine enorme Hasskampagne in den sozialen Netzwerken. Jüngere Aktivisten warfen den beiden Autoren vor, die Bedeutung der Rassendiskriminierung zu relativieren.

Handelt es sich in der ganzen Debatte um die neuen Tendenzen an der Uni nicht ganz grundsätzlich auch um einen **Generationenkonflikt?**

Zu Teilen sicher. Viele, die unsere Zeitungsaufrufe unterzeichnet haben, gehören einer eher älteren Garde an, **während die Dekolonialisten oftmals jünger sind**. Doch man kann das Problem nicht auf eine Altersfrage reduzieren. **Und von vielen jüngeren Kollegen war auch zu hören, dass sie die Aufrufe gerne unterschrieben hätten – es aber unterliessen, um ihre Karriere nicht zu gefährden**. Auch das erinnert auf sehr ungute Weise an die Zeiten, in denen man in der Uni seinen Marxismus zur Schau tragen musste, um vorwärtszukommen.

Auf Geheiss der Ministerin für Hochschulbildung sollen die geschilderten Phänomene jetzt offiziell untersucht werden. Manche befürchten, dass sich die Politik als Gedankenpolizei in die Forschung einmische. Wäre es nicht tatsächlich klüger, wenn die Unis ihre Probleme selber lösen würden?

Der Vorwurf der politischen Zensur ist absurd. Es ist eine sehr gute Idee, eine Untersuchung durchzuführen und einmal zu erheben, welche Art von Recherche an unseren Institutionen betrieben wird. Natürlich muss



man sich fragen, welche Instanz diese Untersuchung durchführen soll. Die am besten dafür geeignete Einrichtung wäre der sogenannte Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres). Dass in diesem Zusammenhang dann auch die Qualität der an den Unis produzierten Studien untersucht wird, ist absolut legitim. In der universitären Welt gehört es zu den grundlegenden Funktionsweisen, dass Forschungsarbeiten auf ihre Wissenschaftlichkeit hin überprüft und wenn nötig sanktioniert werden. Wenn wir jetzt fordern, dass das konsequent gemacht wird, wollen wir damit nicht die Anliegen delegitimieren, welche die jüngeren Kollegen verfolgen. Wir wollen bloss verhindern, dass sich die Universität in eine aktivistische Agora verwandelt.

## 10 Mars : France 3 Régions

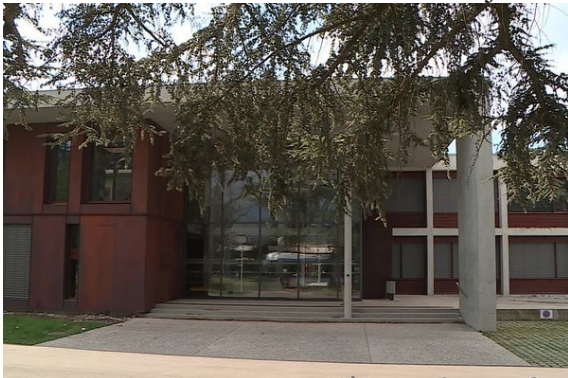
<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/sciences-po-grenoble-les-propos-d-un-professeur-etaient-extremement-problematiques-selon-la-directrice-de-l-iep-1992568.html>

Sciences Po Grenoble :

# Les propos d'un professeur étaient "extrêmement problématiques" selon la directrice de l'IEP

Les propos d'un des deux professeurs accusé d'islamophobie à Sciences Po Grenoble étaient "extrêmement problématiques", a estimé mercredi 10 mars dans un entretien à l'AFP la directrice de l'établissement, qui "condamne très clairement" les affiches dont les deux enseignants ont fait l'objet.

Publié le 10/03/2021 à 19h45 • Mis à jour le 10/03/2021 à 20h46



L'Institut d'études politiques de Grenoble, lundi 8 mars 2021. • © Cécile Mathy - France 3 Alpes [Isère Grenoble](#)

La directrice de Sciences Po Grenoble a accordé un entretien à l'AFP ce mercredi 10 mars. Selon Sabine Saurugger, les propos d'un des deux professeurs accusé d'islamophobie à Sciences Po Grenoble étaient "*extrêmement problématiques*", a-t-elle estimé.

L'Institut d'études politiques (IEP) est en proie à un vif conflit depuis l'affichage, jeudi 4 mars, [des noms de deux professeurs accusés d'islamophobie](#), des "*injures*" pour lesquelles une enquête judiciaire a été ouverte sur signalement de l'établissement. "*Ces affiches mettent en danger non seulement la vie des deux collègues*", a expliqué mercredi Sabine Saurugger, la directrice de l'IEP, "*mais également l'ensemble des communautés étudiantes, enseignantes, personnel administratif*". Des affiches qu'elle condamne.

### Un échange de mails véhément sur la notion d'islamophobie

A l'origine de ces accusations notamment, un échange de mails véhément sur la notion d'islamophobie, en novembre et décembre dernier, entre un professeur d'allemand, dont le nom a été mentionné sur les affiches, et une historienne. Ce professeur d'allemand écrit notamment, dans des extraits qu'il a lui-même publié un temps sur son site internet, qu'il "*n'aime pas beaucoup cette religion*" qui lui fait parfois "*franchement peur*" "*comme elle fait peur à beaucoup de Français*".

Il y conteste la présence du mot islamophobie dans un groupe de travail intitulé "*racisme, islamophobie, antisémitisme*", voyant dans cette notion la "*persécution (imaginaire) des extrémistes musulmans (et autres musulmans égarés)*", avant de reconnaître dans un mail d'excuses s'être "*par moments laissé emporter*" dans ces échanges.

*"Je pense qu'il y a un ton qui est extrêmement problématique dans ses propos, avec des idées qui sont développées parfois un peu rapidement, et donc un rappel à l'ordre et une incitation au dialogue ont été entreprises", par la direction, a expliqué Mme Saurugger. "La liberté académique est un principe qui est central pour Sciences Po Grenoble", poursuit la directrice, "et lorsque cette liberté académique commence à atteindre des limites qui sont définies par un cadre réglementaire, dans ce cas-là, la directrice doit intervenir, et est intervenue avec un rappel à l'ordre".*

10 Mars, Mediapart

<https://blogs.mediapart.fr/ajkmmmtt/blog/100321/communiqué-non-officiel-d-etudiants-de-l-iep-grenoble-sur-la-situation-du-10032021>

# Communiqué non-officiel d'étudiants de l'IEP Grenoble sur la situation du 10/03/2021

- 10 MARS 2021
- PAR [AJKMMTT](#)
- BLOG : [LE BLOG DE AJKMMTT](#)

**Faisant suite aux accusations d'islamophobies à l'IEP de Grenoble, voici une vision des événements, n'engageant que les étudiants l'ayant rédigée. Il nous a paru nécessaire d'exprimer notre opinion en tant que témoins directs.**

## Communiqué non-officiel d'étudiants de l'IEPG sur la situation en date du 10/03/2021

Notre présent essai n'a pas la prétention d'incarner une quelconque rigueur scientifique, juridique ni journalistique, ni d'ailleurs de porter la voix de l'ensemble des étudiants de Sciences Po Grenoble. Il n'est qu'une interprétation modeste des événements qui se sont déroulés dans notre université, et ne présente que le point de vue et nos propres interrogations en tant qu'étudiants de l'IEP de Grenoble. Étant des "témoins internes" et dépassés par un emballement médiatique, nous ne pouvons rester silencieux face à cet événement qui nous concerne plus que quiconque, nous considérons alors que notre point de vue doit être écouté, afin de permettre une analyse des événements de la manière la plus diverse possible ; puisqu'aujourd'hui, seuls deux points de vue ont été exprimés : celui de l'US et celui des professeurs concernés. Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble, a fait le choix, après que les événements aient pris une certaine ampleur, de se positionner publiquement sur la scène médiatique : nous le nommerons donc explicitement dans cet essai. Son collègue également mis en cause n'a pour sa part pas manifesté pour l'instant de volonté de s'exposer, il sera nommé "Professeur B". Tout commentaire faisant mention d'informations supplémentaires permettant de l'identifier sera archivé puis supprimé sans délai.

Nous avons réuni à la fois nos souvenirs, nos témoignages et des informations vérifiées, cette mise en commun des pensées a pour but de remettre dans un ordre chronologique les événements de manière claire et concise.

Entre les **7 et 9 janvier**, l'Union Syndicale, syndicat de l'IEPG, a publié sur Instagram et sur Facebook des posts expliquant que l'islamophobie n'a pas sa place à l'IEPG, et que c'est un terme scientifique\*.

Le **22 février**, un appel à témoignage a été lancé par l'US, appelant les élèves d'un cours spécialisé à témoigner d'éventuels propos choquants tenus par le professeur B.

Le **25 février**, ce dernier envoie un mail à ses élèves, expliquant : *"Pour des raisons que je ne peux expliquer par mail, je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union Syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds. J'invite les étudiants concernés à s'adresser à la direction des études, que je mets en copie, pour trouver un enseignant qui daignera les accueillir. Je ne comprends pas, du reste, pourquoi ils n'ont pas d'eux-mêmes demandé à changer de CM puisque ma personne leur est tellement insupportable qu'ils sont prêts à mettre ma vie en danger."* **Ce jour-même**, l'US se fend d'un post Instagram accusant le professeur B d'"interdire son cours [aux] membres [de l'Union Syndicale]". C'est à cette date que l'affaire sort du cadre de l'IEPG et des proches d'étudiants. Deux médias *Grenoble en lutte* et *Le micro rouge* reprennent l'idée que "les syndiqués sont interdits de venir en cours", tandis que *FDesouche* dénonce "l'islamo-gauchisme" qui selon eux serait un concept réel et en progression à l'IEPG.

M.Kinzler, jusque-là absent du débat, y prend part, et envoie quelques jours plus tard un mail à ses élèves défendant le professeur B accusé d'islamophobie. Le **28 février**, le professeur B fait part de ses peurs vis-à-vis des événements. Cela a entraîné des débats entre professeurs et élèves, et a mis sous le feu des

projecteurs M.Kinzler, notamment pour les propos qu'il avait tenu **début décembre** lors de la préparation de la semaine de l'égalité à l'IEP. Au cours d'un échange avec une autre professeure, il avait critiqué l'intitulé "racisme, islamophobie et antisémitisme" d'un atelier, considérant l'islamophobie comme un concept à ne pas mettre au même plan que les autres. Il vient à en questionner l'existence même, ce qui est très problématique dans un événement comme une "semaine de l'égalité" qui vise justement à mettre en lumière les discriminations omises par l'opinion publique, dont l'islamophobie fait partie.

Le **3 mars** au matin, des collages portant les noms des deux professeurs mis en cause sont affichés sur les murs de notre école par des inconnus. Les photos sont alors relayées sur les réseaux sociaux par un effet de contagion, sans flouter les noms des professeurs incriminés.

Le **6 mars**, la médiatisation jusque-là locale s'étend à un niveau national avec un article du *Figaro*, intitulé "*Deux profs de l'IEP de Grenoble menacés*" et de *Marianne*, intitulé "*Accusations d'islamophobie à Sciences Po Grenoble : une enquête ouverte*". S'ensuit une situation d'incompréhension due à une absence de discussion au sein de l'IEPG, et à une récupération du débat par des politiques et des médias.

Nous tenons à nous dissocier clairement des professeurs de l'IEPG accusés et de leurs propos. Il est impératif de repenser la façon dont certaines thématiques sont abordées au sein des universités. En effet, la liberté d'expression et la liberté de débat doivent évidemment être respectées car elles sont le moteur de la réflexion universitaire et permettent le fonctionnement même de la démocratie. Le problème qui se pose à nous est celui de la détermination des limites de cette liberté d'expression universitaire. Peut-on réellement laisser un professeur de l'IEPG affirmer via un mail adressé à tous les membres de son groupe de travail sur la semaine de l'égalité : "*Je n'ai personnellement aucune sympathie pour l'islam en tant que religion (le rôle qui y est assigné à la Femme est l'une de mes raisons, importante - je préfère largement le Christ qui, lui, pardonne fameusement à la femme adultère.*" ? Il semble élaborer une hiérarchie des religions, ce qui nous semble inadapté dans un contexte universitaire. Dans la suite du mail cité ci-dessus, K.Kinzler écrit "*si vous me dites que les terroristes se trompent et que ce n'est pas l'islam, alors pourquoi n'y a-t-il pas des millions de musulmans dans la rue pour le crier haut et fort, immédiatement, après chaque attentat, pourquoi?*". Au-delà de la teneur même du propos, il fait ici un parallèle qu'on ne connaît que trop bien, amalgamant les citoyens musulmans et les terroristes (ne semblant pas même reconnaître l'existence d'un terrorisme non-islamiste).

Sciences Po Grenoble, dans un communiqué public du 8 mars 2021, rappelle dans des termes clairs qu'il faut, pour les professeurs et les étudiants "*respecter le cadre légal, évidemment, mais aussi les principes de modération, de respect mutuel, de tolérance et de laïcité, ainsi que le devoir de réserve*". Nous considérons à ce titre que le devoir de réserve de certains professeurs concernant la religion n'a pas été respecté.

Nous croyons qu'appréhender l'échange entre M.Kinzler et sa collègue comme un simple débat entre citoyens est naïf. Dès lors que M.Kinzler, professeur d'allemand a voulu discuter du caractère académique du terme "islamophobie" dans le cadre d'un groupe de travail, il n'était plus question seulement de la liberté d'exprimer une opinion, mais de savoir, qui, dans un contexte académique, est compétent pour discuter de la pertinence et du caractère scientifique d'un terme. Sur ce point, force est de constater que l'argumentaire de M. Kinzler fait pâle figure face à celui de sa collègue. Celle-ci commence bien par citer une tribune qui, signée par Jean-François Bayart, n'a pas pour autant la valeur d'un texte scientifique publié (elle fera cependant référence à un de ses ouvrages) ; ce que M. Kinzler ne manquera pas de lui reprocher. En réponse à ce contre argument mettant en doute la scientificité de son propos, elle proposera quelques mails plus tard une courte bibliographie indicative composée de 3 ouvrages complets et citant deux revues de sciences sociales ayant traité la question. Le professeur d'allemand quant à lui, se montrera bien incapable d'étayer de telle façon son argumentaire, se contentant de vagues références à "*l'avis de bien d'autres personnes qui ont réfléchi à la question.*" et d'un renvoi à une interview dans le journal *Le Monde* de Philippe d'Iribarne, directeur de recherches au CNRS.

De plus, et loin de nous l'idée d'user d'un bête argument d'autorité, nous nous permettrons de rappeler que Klaus Kinzler est professeur d'allemand, et qu'il nous semble assez cohérent d'accorder plus de crédit à la parole de sa collègue, soutenue par le laboratoire PACTE (laboratoire de sciences sociales affilié à Sciences Po Grenoble et au CNRS) qu'à la sienne sur ce sujet.

Enfin, Klaus Kinzler utilisera dans ses mails un ton incisif et condescendant, faisant obstruction à ce qui aurait dû être un débat constructif ; ton pour lequel il s'excusera d'ailleurs dans son dernier mail. A demi-mot toutefois, laissant entendre explicitement que selon lui, le problème n'était pas là, mais résidait dans l'incapacité des autres membres du groupe à voir leurs opinions contestées "en toute franchise". Groupe que, rappelons-le, il admet avoir rejoint afin de déclencher un débat de fond, avant de menacer de le quitter dès

les premiers courriels au prétexte d'un intitulé qui ne lui convenait pas et que les autres membres ne semblaient pas immédiatement disposés à modifier.

Il semble plus qu'évident, à la lecture de ces échanges, de discerner qui de Klaus Kinzler et de sa collègue évolue dans le champ scientifique, et qui propose une réflexion politique.

Nous regrettons de même la mise en avant médiatique de celui qui se présente comme un "démocrate". Est-ce honnête d'annoncer sur le plateau de CNews d'avoir choisi volontairement cette chaîne, un média souvent reproché de tenir et relayer des propos d'extrême droite, comme support de sa "défense". Est-il normal que M.Kinzler laisse une journaliste expliquer que l'islamophobie est un terme flou et instrumentalisé alors qu'il est le reflet d'une réalité? Est-ce être démocrate que de se permettre d'accuser la majorité des élèves de "*ne pas piper mot*" sur le sujet, alors-même qu'il monopolise la parole sur les plateaux télé qui n'invitent que lui ?

Nous tenons également à nous dissocier de l'Union Syndicale Sciences Po Grenoble. En effet, celle-ci a prouvé au cours de cet épisode sa déconnexion envers les élèves qu'elle prétend représenter. Ses actions, qu'on sait aujourd'hui lourdes de conséquences qui auraient pu être anticipées, n'ont à aucun moment été précédées d'une quelconque démarche visant à mesurer l'assentiment des étudiants.

L'US, évoque un problème d'islamophobie à l'IEPG au début du mois de janvier (entre le 7 et le 9). Par la suite, une campagne visant à recenser les témoignages portant sur les propos de professeur B est lancée le 22 février. Bien qu'un appel à témoignage soit pertinent dans cette situation, l'exécution pose problème car cet appel mentionne à la fois l'intitulé du cours dispensé par le professeur B, ainsi que les accusations d'islamophobie dont il est la cible. Or, l'appel est accessible publiquement, et une simple recherche internet de l'intitulé du cours permet de retrouver le nom du professeur incriminé. Ce faisant, son identité était révélée.

Il aurait été aisé de réaliser un appel à témoignage n'incriminant pas publiquement le professeur en question en contactant les élèves suivant ou ayant suivi ses cours via des listes les recensant sur Teams.

Le professeur B répond le 25 février par un email dans lequel il demande aux élèves membres de l'US de ses groupes de conférence de méthode (équivalent des TD, qu'il assure entre autres professeurs) de "*quitter immédiatement [son] cours et de ne jamais y remettre les pieds*", précisant toutefois qu'il ne connaissait pas, et ne souhaitait pas connaître l'identité des élèves concernés. Autrement dit, le ciblage d'élèves syndiqués par des mesures disciplinaires, en plus de leur caractère arbitraire et décidée par un professeur indépendamment de l'administration à laquelle il répond, est proprement intolérable.

Toutefois, et bien que ces propos aient de douteux relents de discrimination pour motif d'appartenance syndicale, il était déjà évident que le professeur B n'était ni en mesure ni en volonté d'appliquer cette exclusion par la coercition. Face à la résurgence de critiques le visant, celui-ci renverra un mail dans lequel il avouera s'être emporté et réaffirmera qu'il s'agissait d'une demande, non d'un ordre. "*Croit-on vraiment que je vais expulser des gens par la force ?*" dit-il ; l'US n'y accordera que peu d'attention, maintenant sa mésinterprétation volontaire. Pas d'erreur fortuite donc, pas d'erratum non plus à cette date.

C'est alors que M. Kinzler prend pleinement part à la polémique, lui qui s'était jusqu'alors tenu relativement en retrait, afin d'apporter son soutien à son collègue. Il fait à son tour face à des accusations, portant sur ses propos et son comportement durant la semaine de l'égalité. L'US lui appliquera la même méthode de mésinterprétation volontaire qu'au professeur B, exploitant le ton et l'humour provocateur utilisé par M. Kinzler dans ses mails à son désavantage, allant jusqu'à lui prêter en plein cours des propos (vérifiables) qu'il n'avait pas tenu.

Nous déplorons ces méthodes, qui discréditent un débat qui nous semble légitime tout en lui donnant des dimensions qu'il n'a pas.

Nous dénonçons ici le fait que le traitement médiatique de l'affaire n'ait pas été factuel, mais bien politique. En effet, le problème de l'islamophobie a été occulté dans débat public, lequel s'est alors principalement centré autour du bien-fondé de la notion "d'islamo-gauchisme", et de sa réalité dans l'Université. La provocation et la course au sensationnalisme dans lesquels s'engouffrent l'US et les professeurs se calquent sur celle que courent déjà les médias et font le jeu dangereux de l'extrême droite. Cette instrumentalisation a pour conséquence de légitimer encore la controverse artificiellement entretenue par le gouvernement au travers de l'action de Mme Vidal, portant sur l' "*Islamo-gauchisme*". Comme nous le développerons plus



tard, les étudiants ont d'autres problèmes et, nous ne voulons pas avoir à suivre le parcours de "guerrier" de certains de nos enseignants au travers des médias, notamment ceux favorisant une parole d'extrême droite. Nous ne nous alignons donc ni sur les communiqués de l'US ni sur ceux qui donnent une légitimité aux propos islamophobes.

De plus, il semble très important de souligner que le débat national sur l'islamophobie se fait sans aucune considération pour la communauté musulmane, les étudiants de confession musulmane ne sont pas consultés, leur marginalisation est totale. Tout comme l'ont exprimé de nombreux élèves, nous considérons que faire un amalgame entre les musulmans de France et l'islamisme ne nous semble pas digne de quelconque citoyen. Notre pays s'est déjà noyé dans des comparaisons fallacieuses, et des amalgames sans fondement. Il est temps d'exiger que cela s'arrête car de telles idées participent à la stigmatisation d'une partie de la population française.

Pour finir, les étudiants font face à de réelles problématiques qu'il est temps de prendre en considération, et surtout de résoudre : précarité, isolement, décrochage scolaire et détresse mentale. Pourtant, Madame la ministre Frédérique Vidal, fidèlement assistée d'une partie de la presse et tenant les étudiants et les professeurs hors du débat, a décidé que la première préoccupation de l'enseignement supérieur devait être de lutter contre "l'islamo-gauchisme". Cela apparaît comme complètement déconnecté de la réalité vécue par les étudiants de Sciences Po Grenoble. Nous qui avons enfin pu avoir quelques heures de cours en présentiel, mais en raison de l'ampleur du tollé médiatique dans lequel nous sommes happés, celles-ci sont déprogrammées cours par cours par des professeurs soucieux de leur sécurité et de la nôtre (ce que nous comprenons, évidemment). Aujourd'hui, nous sommes privés du peu de retour à la normalité qu'on nous avait accordé dans cette situation de crise sanitaire. Mais qui discute de ce problème ? Qui essaye d'améliorer la situation des étudiants dans cette ambiance si anxiogène?

Un groupe d'étudiants de l'IEPG

A, J, K, M, M, T, T .

Pour toute question, demande de sources, de références, nous contacter : [ajkmmtt@gmail.com](mailto:ajkmmtt@gmail.com)

\*Nous avons écrit le mot "politique" au lieu de "scientifique", ce qui était une erreur de reprise des termes d'un des posts de l'US.



## Ce que dit l'affaire de l'IEP de Grenoble

L'ampleur médiatique prise par l'affaire rend compte d'une extrême-droitisation du débat politique, et d'une exploitation, venue sans doute de très haut, qui n'est pas innocente. Mais rien ne justifie que les noms de deux enseignants soient livrés à la rue.

Si cette affaire de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble a envahi les médias, c'est évidemment parce que quelques irresponsables – et le mot ici a tout son sens – ont choisi de la rendre publique de la pire des façons, en placardant les noms de deux enseignants sur la façade de l'Institut. Mais c'est aussi parce qu'ils ont allumé une mèche qui ne demandait qu'à prendre dans un climat porté à incandescence par des ministres de tutelle en pleine traque de « l'islamo-gauchisme ». Les faits remontent au mois de novembre. Ils nous plongent dans le véritable débat qui n'est pas inintéressant, mais qui n'aurait jamais dû sortir de l'enceinte universitaire. Pour préparer une traditionnelle « semaine de l'égalité contre les discriminations », un groupe de travail se crée sur le thème « Racisme, islamophobie, antisémitisme ». L'intitulé ne plaît pas à un enseignant qui menace de s'en retirer si l'islamophobie n'est pas effacée de ce triptyque.

**L'affaire aurait pu s'arrêter là.** Après tout, nul n'est obligé de prendre part à un débat qui ne lui plaît pas. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. La violence verbale a enflé du côté de l'enseignant, bientôt rejoint par l'un de ses collègues, plus véhément encore. On note dans leurs mails, tels que retranscrits dans plusieurs médias, beaucoup de confusions : pour le premier, l'islamophobie désignerait « *la persécution (imaginaire) des extrémistes musulmans (et autres musulmans égarés)* » (les parenthèses sont de lui). Nous voilà donc glissant immédiatement de l'islam à l'extrémisme. Un classique du genre. Le second est plus direct encore. Pour lui, l'imputation d'islamophobie, c'est le massacre de *Charlie Hebdo*, et l'assassinat de Samuel Paty.

L'islamophobie est un concept qui fait couler le sang... C'est l'arme du crime. Ceux qui en font usage sont les complices des assassins. Il ramasse son raisonnement d'une affirmation dépourvue de nuance : « *La laïcité est islamophobe.* » Formule évidemment à renverser : l'islamophobie serait un concept anti-laïque. Le moins que l'on puisse dire, si l'on en juge par des articles de presse, qui leur sont pour la plupart favorables, est que ces deux enseignants ont porté le débat à un haut niveau de violence. Plus loin dans la polémique, le premier confesse qu'il « *n'aime pas beaucoup cette religion (l'islam)* » qui lui fait « *parfois franchement peur, comme elle fait peur à beaucoup de Français* ». Il donne finalement du concept une parfaite définition, quasi étymologique : l'islamophobie, c'est la peur de l'islam. Une peur irraisonnée, nourrie par un

amalgame savamment entretenu entre islam et jihadisme. Qui porte un voile, consomme de la viande halal, ou fréquente une mosquée, est de la graine de terroriste. L'islamophobie, c'est ce perpétuel soupçon, une « phobie ». Le pire, si j'ose dire, c'est que cet homme, le premier, celui que la presse a d'abord désigné par son initiale, « K », comme dans *Le Procès* de Kafka, semble se croire sincèrement antiraciste. Islamophobie et bonne conscience. Rien de tout cela, évidemment, ne justifie que son nom soit livré à la rue.

Mais, la suite, hélas, n'est pas plus glorieuse. Une enseignante, très impliquée dans l'organisation du groupe de travail, est harcelée par l'un des deux enseignants. Une structure dépendant du CNRS s'en mêle pour prendre sa défense. Un collectif Sciences Po Grenoble publie sur sa page Facebook les courriels de « K », pour les dénoncer, en prenant soin toutefois de ne pas le nommer. Le ton monte encore quand l'un des deux professeurs décide de chasser de son cours les membres d'un syndicat étudiant issu de l'Unef. Fol engrenage.

**Et l'affaire dérape totalement** lorsque, le 4 mars, les noms des deux enseignants se retrouvent placardés sur les murs de l'IEP surmontés de la phrase : « Des fascistes dans nos amphis ». Les auteurs, pour l'heure inconnus, de cet affichage à tout point de vue sauvage livrent deux hommes à une folie qu'il n'est pourtant plus permis de sous-estimer. Leurs photos circulent sur les réseaux sociaux. L'Unef tente d'éteindre l'incendie. Après que sa section locale eut brièvement relayé les affiches sur son site, le bureau national réaffirme « *son opposition à toute haine et à tout lynchage public* ». Les enseignants sont sous protection policière. La justice est saisie. Frédérique Vidal et Jean-Michel Blanquer boivent du petit lait. Ils tiennent leur « islamo-gauchisme ». Les « irresponsables anonymes » ne semblent pas encore avoir compris que la dénonciation publique, sur les réseaux sociaux ou ailleurs, peut en cette matière constituer de véritables armes par destination. La « *cancel culture* » – si c'est de cela qu'il s'agit –, cette façon d'annuler ou d'anéantir par la dénonciation un personnage coupable de crime ou de faute morale, est ici particulièrement mal venue.

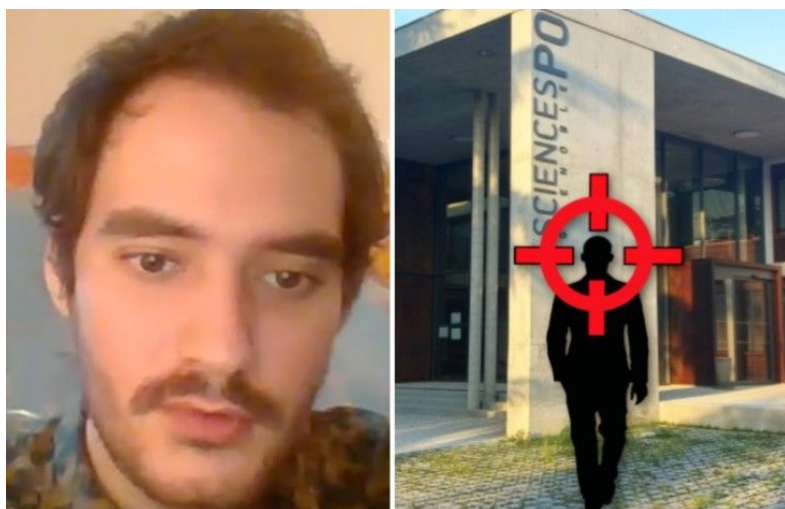
Mais l'ampleur médiatique prise par l'affaire ne résulte évidemment pas seulement de ses péripéties. Elle rend compte d'une extrême-droitisation du débat politique, et d'une exploitation, venue sans doute de très haut, qui n'est pas innocente. Il y a moins d'un mois, un prof de philo de Trappes avait déjà fait le buzz (et sa propre publicité) en dénonçant « *la progression d'une emprise communautaire sur les consciences et les corps* » ([Politis n°1641](#)). À ce rythme, Marine Le Pen, dont c'est le sujet de prédilection, peut rêver pour 2022.

10 Mars : Europe-Israel

<https://www.europe-israel.org/2021/03/proces-en-islamophobie-a-sciences-po-grenoble-le-syndicat-islamo-gauchiste-etudiant-reclame-des-sanctions-contre-les-enseignants-son-president-thomas-mandroux-soutient-les-islam/>

## Procès en “islamophobie” à Sciences-Po Grenoble: le syndicat islamo-gauchiste étudiant réclame des sanctions contre les enseignants. Son président, Thomas Mandroux, soutient les islamistes du CCIF

Mar 10, 2021<sup>4</sup>



### **La polémique ne retombe pas à Sciences Po Grenoble où le principal syndicat étudiant a exigé ce mardi des sanctions à l'encontre de deux professeurs soupçonnés d'islamophobie.**

« Nous continuerons à demander des sanctions tant que ces deux professeurs ne se seront pas excusés », a indiqué lors d'une conférence de presse le président de l'Union syndicale de l'Institut d'études politiques (IEP) Thomas Mandroux.

Des écrits de l'un des deux professeurs visés « ont été jugés par des personnes concernées – donc des personnes musulmanes ou affiliées à l'islam – comme islamophobes », a-t-il ajouté pour expliquer cette exigence.

Pour autant, Thomas Mandroux a « condamné toute forme de violence » et s'est désolidarisé des collages apparus dans l'établissement le jeudi 4 mars où apparaissaient le nom des deux professeurs contestés.

En parallèle, les enseignants de Sciences Po Grenoble ont condamné « fortement et fermement » les affichages, jugeant cette action « dangereuses pour (leurs) collègues ». « Des vies sont en danger et c'est intolérable », écrivent-ils, en appelant à « l'apaisement. »

Dans un communiqué commun publié dans la nuit de lundi à ce mardi, l'Unef, l'Union syndicale de l'IEP (qui n'est pas affiliée à l'Unef) et d'autres syndicats étudiants locaux avaient regretté que « l'emballement médiatique présente les deux collègues (professeurs) comme des victimes. »

Ces syndicats demandent à la direction de l'IEP « de prendre les mesures qui s'imposent pour que le débat académique puisse se tenir dans un cadre serein et respectueux. »

Quelques minutes après la conférence de presse, une manifestation a rassemblé une cinquantaine de personnes, avec des banderoles telles que « Islam ≠ terrorisme » ou « Stop islamophobie d'Etat ».

Un témoignage anonyme – émanant, selon l'étudiante qui l'a lu devant les manifestants, « d'une personne concernée par l'islamophobie » – dénonce « les propos discriminatoires » du professeur tenant le cours « Islam et musulmans de France ».

Ce témoignage dénonce des « amalgames » et la « paresse intellectuelle » du professeur « qui n'avait de cesse de rappeler les origines chrétienne de la France ». « Il est dangereux d'avoir des figures de l'autorité (...) proposant de tels cours qui sont intellectuellement et moralement inacceptables », ajoute l'auteur du texte.

10 Mars : L'Express

[https://www.lexpress.fr/actualite/societe/anne-rosencher-a-grenoble-klaus-kinzler-et-les-procureurs-des-amphis\\_2146494.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/anne-rosencher-a-grenoble-klaus-kinzler-et-les-procureurs-des-amphis_2146494.html)

Opinion

# Anne Rosencher : À l'IEP de Grenoble, Klaus Kinzler et les procureurs des amphes

"Limer sa cervelle à celle d'autrui", selon la formule de Montaigne, est le seul chemin de la connaissance. Or, comme on le voit à Sciences Po Grenoble, **le règne de l'offense rend ce chemin impossible.**



Anne Rosencher est directrice déléguée de la rédaction de L'Express ©L'Express

**Par Anne Rosencher**

publié le 10/03/2021 à 10:39 , mis à jour le 13/03/2021 à 09:38

Klaus Kinzler est un professeur d'allemand qui enseigne depuis 25 ans à Sciences Po Grenoble. Le 30 novembre dernier, dans le cadre d'une semaine de débats sur le thème de l'égalité, il s'inscrit dans un groupe de travail intitulé "Racisme, islamophobie, antisémitisme". Le professeur ne cache pas alors - [il l'écrit dans son mail d'inscription](#) - vouloir débattre de l'emploi du terme "islamophobie" dont on peut, écrit-il, discuter s'il a un vrai sens ou s'il n'est pas l'instrument d'une propagande". Et il poursuit : "Ma contribution risque de ne pas plaire à tout le monde, mais le consensus, me dis-je, ne doit pas être notre objectif. Au contraire. L'intérêt d'une 'semaine de l'égalité' n'est pas l'égalité des arguments et des opinions mais le débat entre citoyens égaux."

S'en sont ensuivis plusieurs mois de vives tensions au sein de l'IEP. Jusqu'à ce que des étudiants affichent un collage sur le mur extérieur de l'établissement, dans lequel Klaus Kinzler et un autre collègue sont accusés de "fascisme" et d'"islamophobie". Pris en photo, puis posté sur les réseaux sociaux par la branche grenobloise de l'Unef, [le syndicat majoritaire à Sciences Po Grenoble](#), ce collage a ensuite fait le tour de la toile, avec tout ce que ce genre de mauvaise publicité peut susciter de terreur par les temps qui courent. Les deux professeurs ont, au reste, été placés sous protection policière.

## **Ils prennent la contradiction comme un attentat à leurs émotions**

Depuis vendredi que le scandale a éclaté, Klaus Kinzler a reçu le soutien du ministère et de la direction de Sciences Po Grenoble. Mais la majorité de ses collègues continuent, dit-il, de l'accabler, et les étudiants véhéments persistent à mentir pour le salir. Quant aux autres, ils ne pipent mot. "Je ne suis qu'un petit prof d'allemand de province, plaiderait-il encore lundi sur LCI. Mais je me bats pour la diversité des opinions et la liberté de débat".

Permettez cette confession : je me souviens très bien de chacun des professeurs qui m'ont choquée quand j'étais étudiante. À cet âge-là, on voit le monde avec une exaltation sans nuance et l'on a vite fait de prendre la contradiction comme un attentat à ses émotions. Mais jamais il ne me serait venu à l'idée de demander leur démission. Certains de ces profs m'ont convaincue à retardement. D'autres ne me convaincront jamais et je reste en désaccord profond. Mais ils m'ont donné de quoi "limer ma cervelle à celle de l'autre", selon la formule de Montaigne. Car c'est bien là le chemin de la connaissance.

## **Des Fouquier-Tinville en Nike font la loi au nom d'un droit à ne pas être "offensés"**

Or ce chemin est rendu de plus en plus difficile. Le débat se sclérose dans les amphis de France. Il s'y sclérose comme dans les universités américaines où des Fouquier-Tinville en Nike font la loi au nom d'un droit à ne pas être "offensés". Mais ce qui m'effraie par-dessus tout, c'est que ces étudiants bénéficient aujourd'hui du soutien de beaucoup de professeurs eux-mêmes, qui, par idéologie ou par crainte, versent également dans ce règne des offusqués contre la raison et l'argumentation. Ce qui m'attriste, c'est que beaucoup des Klaus Kinzler de France soient aussi seuls dans leur quotidien, et qu'il faille attendre qu'ils soient exposés, ou mis en danger, pour qu'ils ressentent enfin du soutien. Alors, ça vaut ce que ça vaut, et ça n'est qu'une goutte dans l'océan, mais à tous ceux qui continuent, dans l'anonymat, l'adversité, dans le silence parfois, de défendre ce sanctuaire de la liberté et de la raison qu'est l'enseignement, je veux adresser ma profonde gratitude et mon chaleureux soutien.

[Cette chronique a été originellement écrite et diffusée sur Europe 1, où Anne Rosencher dispose d'une "carte blanche" bimensuelle.](#)

11 Mars : Marianne

[https://www.marianne.net/societe/education/a-liep-de-grenoble-toujours-pas-de-front-commun-derriere-les-deux-professeurs-accuses-dislamophobie?utm\\_term=Autofeed&utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter&Echobox=1615497049#xtor=CS2-5](https://www.marianne.net/societe/education/a-liep-de-grenoble-toujours-pas-de-front-commun-derriere-les-deux-professeurs-accuses-dislamophobie?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1615497049#xtor=CS2-5)

# À l'IEP de Grenoble, toujours pas de front commun derrière les deux professeurs accusés d'islamophobie

Université

Par Magazine Marianne

Publié le 11/03/2021 à 21:07

Jeudi 4 mars les noms de deux professeurs de Sciences Po Grenoble accusés d'islamophobie ont été placardés devant l'établissement. Si elle condamne les collages, la directrice de l'Institut d'Études Politiques (IEP) indique qu'un rappel à l'ordre a été émis vis-à-vis de l'un des deux professeurs pour ses propos. Dans un communiqué non-officiel des étudiants indiquent se "dissocier clairement des professeurs."

À l'IEP de Grenoble, on est loin d'un front commun derrière les deux professeurs accusés d'islamophobie. Une semaine après que leur nom a été placardé devant l'établissement par le biais d'un collage, direction, enseignants et étudiants peinent à exprimer un soutien explicite et unanime à leurs collègues placés sous protection. Si elle condamne les collages nominatifs, la directrice de l'IEP a indiqué qu'un rappel à l'ordre avait été émis vis-à-vis de l'un des deux professeurs. Dans un communiqué non officiel, des étudiants tiennent à se "*dissocier clairement des professeurs.*"

Après plusieurs jours de silence, la directrice de l'IEP de Grenoble s'est exprimée. "*Ces affiches mettent en danger non seulement la vie des deux collègues mais également l'ensemble des communautés étudiantes, enseignantes, (et le) personnel administratif*" a expliqué Sabine Saurugger le 10 mars à l'AFP.

## RAPPEL À L'ORDRE

Une condamnation sur la forme des attaques, mais visiblement pas sur le fond. "*Je pense qu'il y a un ton qui est extrêmement problématique dans ses propos, avec des idées qui sont développées parfois un peu rapidement, et donc un rappel à l'ordre et une incitation au dialogue ont été entrepris*" indique la directrice, faisant référence à l'un des professeurs qui dans ses courriels avec une collègue a notamment écrit qu'il n'aimait "*pas beaucoup*" l'islam.

"*La liberté académique est un principe qui est central pour Sciences Po Grenoble*", assure Sabine Saurugger, "*et lorsque cette liberté académique commence à atteindre des limites qui sont définies par un cadre réglementaire, dans ce cas-là, la directrice doit intervenir, et est intervenue avec un rappel à l'ordre.*"

Concernant le second professeur dont le cours a été visé par un appel à témoignages sur Facebook de l'Union Syndicale Sciences Po Grenoble pour d'éventuels propos islamophobes, la directrice reconnaît que l'appel à témoignage est "*très problématique*" et affirme que "*nous devons savoir qu'aujourd'hui, et depuis l'assassinat de Samuel Paty, nous sommes dans une situation qui est grave, et qui peut être potentiellement dangereuse pour quelqu'un qui est accusé d'islamophobie sur les réseaux.*"



Dans un courriel envoyé à ses étudiants, le professeur dont le cours était visé par l'appel à témoignages avait écrit : *"Pour des raisons que je ne peux expliquer par mail, je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union Syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds."* Une demande *"clairement discriminatoire"* selon la directrice de l'IEP. Pourtant, samedi le procureur de Grenoble avait décidé de classer sans suite la plainte pour discrimination syndicale déposée par l'Union Syndicale.

## "SE DISSOCIER CLAIREMENT DES PROFESSEURS"

Dans Mediapart, un groupe d'étudiants [a publié](#) le 10 mars un communiqué non-officiel sur la situation. Ils assurent *"se dissocier clairement des professeurs de l'IEPG accusés et de leurs propos"* et accusent Klaus Kinzler de porter des propos dans ses courriels *"amalgamant les citoyens musulmans et les terroristes."* Ces étudiants se dissocient également de l'Union Syndicale à qui ils reprochent d'avoir *"prouvé au cours de cet épisode sa déconnexion envers les élèves qu'elle prétend représenter."*

Dans un [communiqué](#) du 9 mars, les professeurs de l'IEP écrivaient : *"Nous condamnons fortement et fermement ces actions dangereuses pour nos collègues, notre institut et notre démocratie. Des vies sont aujourd'hui en danger et c'est intolérable"*, désignant aussi bien les collages que les interventions médiatiques de professeurs. Et ne mentionnant aucun soutien explicite aux deux professeurs accusés d'islamophobie.

En d'autres termes, à l'IEP de Grenoble, si les collages nominatifs sont dénoncés, la controverse sur le fond, c'est-à-dire sur la notion d'islamophobie, reste entière. Ainsi que la confusion entre critique d'une religion, autorisée par la loi, et injures contre des personnes.

11 Mars : Ouest France

<https://www.ouest-france.fr/auvergne-rhone-alpes/grenoble-38000/sciences-po-grenoble-olivier-faure-s-en-prend-aux-syndicats-etudiants-7182818>

## Sciences Po Grenoble : Olivier Faure s'en prend aux syndicats étudiants

Après la polémique à Sciences Po Grenoble, le premier secrétaire du PS a critiqué les syndicats étudiants qui « interdisent de parole » ceux qui ne pensent pas comme eux, ce jeudi 11 mars.



Le premier secrétaire du Parti Socialiste, Olivier Faure, à Rennes, le 23 novembre 2020. | DANIEL FOURAY / OUEST-FRANCEAfficher le diaporama

[Ouest-France](#)Avec AFP. Publié le 11/03/2021 à 13h16

Le premier secrétaire du PS [Olivier Faure](#) a jugé « **scandaleux** » et « **intolérable** » jeudi 11 mars que des syndicats étudiants « **interdisent de parole** » ceux qui ne pensent pas comme eux après la polémique à [Sciences Po Grenoble](#).

« **Il faut tout faire pour maintenir partout les libertés académiques pour les enseignants et autoriser le débat tout le temps** », a-t-il plaidé sur *BFMTV* et *RMC*.

« C'est intolérable »

« **Je trouve ça scandaleux qu'il y ait parfois des étudiants, des syndicats étudiants, qui se permettent d'empêcher une conférence, d'interdire de parole tel ou tel au prétexte que ce qu'il a à dire ne correspond pas à ce que vous pensez. C'est intolérable** », a-t-il insisté.

Le député de Seine-et-Marne a souligné que les universités, « **à Grenoble comme ailleurs** », sont des « **lieux de liberté** ».

Des professeurs accusés d'islamophobie

L'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble est en proie à un vif conflit depuis l'affichage début mars des noms de deux professeurs accusés d'islamophobie, des « **injures** » pour lesquelles une enquête judiciaire a été ouverte sur signalement de l'établissement.

À l'origine de ces accusations notamment, un échange de mails véhément sur la notion d'islamophobie, en novembre et décembre, entre un professeur d'allemand, dont le nom a été mentionné sur les affiches, et une historienne.

Un syndicat exige des sanctions

Le principal syndicat étudiant, l'Union syndicale Sciences Po Grenoble, persiste et signe depuis, exigeant des sanctions à l'encontre des deux professeurs.

Olivier Faure a souligné être « **contre ce terme d'islamophobie, qui ne correspond à rien** ». « **Il y a un racisme contre des Français ou des étrangers musulmans, c'est une évidence, mais islamophobie voudrait dire qu'on ne peut plus y compris contester l'islam comme on peut contester le judaïsme, ou le catholicisme, ou le protestantisme, ou le bouddhisme** », a-t-il estimé.

PUBLICITÉ

« Je souhaite qu'on ne puisse pas parler d'islamophobie »

« **Je souhaite qu'on ne puisse pas parler d'islamophobie pas plus qu'on ne parle d'islamo-gauchisme** », a-t-il ajouté en référence à la polémique née des propos de la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal ayant utilisé ce terme.

« **Islamo-gauchisme** » est « **un terme très générique et là aussi une condamnation contre la libre-pensée [...], un concept extrêmement flou, qui donne le sentiment qu'il y a une complicité objective, même active, entre une part de la gauche et le terrorisme, et franchement cette acception est monstrueuse** », a-t-il dénoncé.

**GRENOBLE**

# Ins Islamophobie à l'IEP : un ferme rappel à l'ordre

**À l'issue du conseil d'administration de ce mardi 9 mars, la directrice de l'Institut d'études politiques de Grenoble a fait savoir que l'un des deux professeurs accusé d'islamophobie avait fait l'objet d'un rappel à l'ordre.**

ons, âgés de 19 ans, ont arde à vue à ice. Le plus ars 2002, a avait voulu iversaire et mc « pour ec ses amis brique les Sa garde à longée et il eudi devant e Grenoble poursuivre e de destructoyen dange-personnes” d’engin ex-e majeur a de cause et ant au plus onvoqué de-é du procu-s mineurs à eu où il est

**nessa LAIME**

s ont multi-ventions en ncredi. Ils évacué une de 55 ans heville dans Chamrousse, is en aide à ans atteinte la Jasse de le sud Ver-d’après-mi-cué un ran-de 46 ans alaise dans ol de Badon, ru deux ran-quées dans armant Som

Après l'assemblée générale de ce lundi 8 mars, la direction de l'Institut d'études politiques (IEP), ses professeurs et quelques représentants étudiants se réunissaient à nouveau le lendemain pour un conseil d'administration. Prévu de longue date, il ne devait porter que sur de l'administratif classique. Seulement, Sciences Po Grenoble est secoué par l'affaire des collages sur fond d'islamophobie présumée de deux enseignants. Dans ce climat de tension, où chaque prise de parole est minutieusement décortiquée, Sabine Saurugger, directrice de l'IEP, est intervenue fermement.

**« Le ton des professeurs est problématique »**

Contactée par téléphone, elle explique que « si une motion a été approuvée pour rappeler les valeurs fondamentales de cette université mais aussi souligner les efforts pris par la direction pour essayer de retrouver la sérénité », l'équipe pédagogique et la direction sont « stupéfaites par le “détaillement” médiatique » dont fait preuve l'un des professeurs ayant vu son nom placardé. Elle rappelle que « si la liberté de la parole et de la parole académique sont les garanties du bon fonctionnement » de l'IEP, « elles s'accompagnent d'un droit de réserve ».

En clair, la directrice de l'IEP et ses collègues n'ont guère goûté l'omniprésence médiatique de l'un des professeurs. Au point de

créer une fracture entre enseignants : « Pour le reste de l'équipe, il est difficile de voir l'un de leurs collègues aller en place publique pour raconter sa version des faits ! Surtout quand il y a une grande différence d'interprétation entre comment il présente sa version et ce que nous vivons réellement. »

Sabine Saurugger est aussi revenue sur les propos des professeurs qui leur ont valu les collages du 4 mars. Elle estime que si les professeurs peuvent débattre de l'islam, le ton employé est « extrêmement problématique ». Elle révèle aussi que les professeurs ont fait l'objet d'un rappel à l'ordre et qu'une « incitation au dialogue a été entreprise ».

**Pas de fermeture**

Ce mercredi 10 mars a aussi marqué l'arrivée des deux inspecteurs généraux missionnés par Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur. Ces deux représentants du Rectorat n'ont pas « pour missions de trouver les auteurs des collages mais ils doivent permettre de comprendre comment ces accusations ont pu arriver sur la place publique ». Leurs conclusions peuvent amener à des sanctions disciplinaires plus graves concernant les professeurs, mais elles doivent aussi permettre à la direction de « savoir comment affronter collectivement cette situation pour retrouver une collaboration permettant d'enseigner ». Notamment vis-à-vis des syndicats étudiants qui dénoncent l'islamophobie des professeurs.

Sabine Saurugger rappelle aussi que si le dispositif de sécurité a été renforcé autour de l'IEP, il n'est pas question que l'établissement soit fermé.

**Adrien PITTORE**

11 Mars : Dauphiné libéré



# FRANCE-MONDE

## Ce qui a allumé le feu aux poudres à Sciences Po Grenoble

La mise au pilori de deux enseignants au travers de collages n'est que la partie émergée de l'iceberg et la fin d'un long feuilleton à Sciences Po Grenoble se cristallisant autour de la notion d'islamophobie. La discussion, entre l'enseignant-chercheur et la directrice de l'histoire contemporaine et le professeur d'allemand dont le nom a été placé sur la façade de l'école, débute fin novembre à l'occasion de l'organisation de "la semaine de l'égalité". Le thème : "Racisme, islamophobie et antisémitisme". Très vite le professeur agrégé d'allemand fait connaître son opposition au terme "islamophobie" qui, selon lui, « n'a rien à voir dans cette série ». Ce dernier y voit « l'arme de propagande d'extrêmes plus intelligents que nous ». Sa conscience lui fait alors remarquer que « si elle est contestée et prise à partie dans le champ politique et partisan [...] ce n'est pas le cas dans le champ scientifique ». S'ouvre alors un débat entre arguments et contre-arguments, étayés par la recherche et d'une bibliographie scientifique autour de la question.

**« Réaction vive », « emportement »**  
Ce à quoi le professeur d'allemand répond par des faits d'actualité : Charlie Hebdo, Samuel Paty ou encore la dissolution du CCJF. Ce dernier va plus loin en remettant également en cause de nombreuses études en sciences sociales (genre et études postcoloniales) « dont les conclusions sont strictement hallucinantes » selon lui. Il s'affirme que « l'immense majorité des cas de discrimination des musulmans aujourd'hui n'a que peu ou pas

de rapport avec la religion mais relève d'un racisme pur et simple » qui s'est accentué en raison de « l'enchaînement de violences islamistes ». L'universitaire spécialiste de la France contemporaine y voit une attaque personnelle et une remise en cause de son travail de chercheuse. Son antagonisme présente des excuses, reconnaissant une « réaction vive » et un « emportement ». Le laboratoire de recherche en sciences sociales intervient et prend le parti de l'enseignant et enfoncée le clou. L'instrumentalisation politique de l'Islam et la progression des opinions racistes dans notre société légitiment la mobilisation du terme "islamophobie" dans le débat scientifique et public », assure la directrice du laboratoire dans un communiqué daté du 7 décembre. En même temps le professeur agrégé en allemand conclut unilatéralement qu'un « débat serein sur la notion d'islamophobie n'est pas possible dans l'IEP de Grenoble actuellement ». Les étudiants, dont certains se sont dits « mal à l'aise » ou « agressés » par ces échanges, finissent par se scinder en deux camps, tout comme les professeurs. Et le 4 mars, jugement que le problème n'était pas « pris au sérieux par la direction », des étudiants dont les identités restent pour le moment anonymes, décident d'afficher les noms de deux professeurs sur le campus adossés aux mentions : "Des fascistes dans nos amphithéâtres" et "L'islamophobie tue". Depuis, les deux enseignants sont sous protection policière et une enquête est ouverte par le parquet de Grenoble pour retrouver les auteurs des messages.

Laure HANET



## Éducation

# Peut-on encore débattre de tout au sein des universités ?

Essayiste, philosophe et ancien ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche de 2002 à 2004, Luc Ferry pose un regard sans concession sur la polémique Sciences-Po Grenoble.

Entretien avec Luc Ferry



Photo Le DL / Christophe AGOSTINIS

### « On a encore le droit de critiquer toutes les visions du monde »

Comment l'ancien ministre de l'Éducation que vous avez été, réagit à cette affaire qui secoue l'université en France ?

« Rapprochons en quelques mots de quoi il s'agit. Deux professeurs ont refusé de mettre le concept d'islamophobie sur le même plan que le racisme et l'antisémitisme. Or ils ont mille fois raison. Fort heureusement, on a encore le droit en France de critiquer toutes les visions du monde, y compris religieuses, sans être pur autant raciste.

Le concept d'islamophobie n'est qu'une machine de guerre inventée par les fondamentalistes pour taxer de racisme tous ceux qui critiquent l'Islamisme.

« Nous avons affaire à une véritable politique de terreur »

On doit pouvoir critiquer le christianisme, l'islamisme ou le judaïsme comme on le fait du libéralisme, du socialisme ou du communisme. En revanche, le racisme et l'antisémitisme appellent à la haine des personnes, pas seulement à la critique des idées.

Ne craignez-vous pas que cela ne déroute les Français qui pourraient tourner le dos à un idéal d'égalité pourtant juste et nécessaire sur le fond ?

« Il est évident que ce ne passe à l'université venant s'ajouter à l'ensauvagement de certains quartiers, c'est désormais un boulevard qui s'ouvre devant l'extrême droite. »

Propos recueillis par Stéphane PULZE

## L'AVIS DES SYNDICATS ÉTUDIANTS

### « La seule solution est la dissolution de l'Unef »



Amaury Pelloux, président de l'Unef. Photo Le DL/Adrien PITTORE

Gervais, il ne fait aucun doute que l'Unef est complice des collègues ayant affiché les noms de deux professeurs accusés d'islamophobie sur les murs. L'Unef cherchait déjà des problèmes à ces deux professeurs, un réel souci d'islamogauchisme qui se traduit par des accusations lorsque « l'on sort du cadre idéologique » de l'Unef. À Science Po plus qu'ailleurs, il devrait y avoir un débat. Il n'y a plus, malheureusement. Pour le retrouver, la seule solution est la dissolution de l'Unef Grenoble et de l'Union Syndicale.

### « Les propos des professeurs étaient islamophobes »

« Je ne pense pas que le problème de l'islamophobie à l'IEP soit pire qu'ailleurs dans la société française », lâchait Thomas Mandroux après la conférence de presse de mardi 9 mars. Alors que de nombreuses voix accusent le syndicat Unef, qui fait partie de l'Union Syndicale, d'avoir participé au collage des noms des deux professeurs sous prétexte d'islamophobes, son président assure que les propos des professeurs étaient islamophobes. « Son devoir de réserve lui imposait cependant d'attendre les conclusions judiciaires. » Dire "je déteste l'islam, je préfère le Christ", c'est problématique », explique-t-il. Depuis les collages, une tension plane sur l'IEP et la fracture chez les profes-



Thomas Mandroux, président de l'Union Syndicale. Photo Le DL/J.A.P.

seurs, et entre corps enseignant et étudiants. Thomas Mandroux assure que « le débat avait toujours sa place à Grenoble. Il peut y avoir des propos discriminatoires problématiques mais ils ont toujours été réglés en interne, de manière calme et sereine. »

## Alain Dontaine, enseignant et figure des Insoumis isérois

Enseignant à l'université de Grenoble, ancien étudiant de Sciences Po, figure des Insoumis en Isère. Comme interlocuteur dans "l'affaire" qui occupe tant de places dans l'actualité des derniers jours, Alain Dontaine s'imposait. Pour une autre raison aussi : contrairement à d'autres enseignants qui ont dérapé, même quand le sujet est explosif, sensible, nauséabond, définissez-le comme vous le voulez.

On est en plein dedans et je suis embarrassé », soufflé-t-il au téléphone, car « j'ai lu des choses, entendus des choses. Les enseignants ont été dérapés, même sortis du cadre ? Je n'ai pas la réponse », commente le Grenoblois, car « il faut faire la différence entre liberté d'expression et liberté pédagogique. Entre les deux, on pouvait alors débattre de tout ». Et aujourd'hui ? L'enseignant réfléchit, n'est pas d'accord, parle de « tensions », de « crispations », de « condamnations préemptives



Photo Le DL

### « On devrait pouvoir discuter de tout à la fac, mais... »

(mais) ce n'est pas le trop-plein de politique qui fait déborder le vase de l'université et de la société. Non, le problème, c'est qu'aujourd'hui, on est sur de l'identité

condamne fermement la publication de leurs noms, jetés en pâture à la vengeance du premier venu. Ce sont des méthodes inacceptables.

« Le danger de cette affaire... »

Dontaine se rappelle qu'étudiant à l'IEP, il suivait les cours d'un certain Patrick Labaune, ancien maire de Valence, élu de droite. « C'était un cours assez critique sur l'islam, mais pas un préche politique, il utilisait la sociologie. Amoureux et je n'ai jamais entendu dire que sa vie avait été menacée... »

Retour au présent : « Moi non plus, je n'utilise le terme "islamophobie" car il n'en existe pas de définition universitaire, ça n'existe pas d'un point de vue scientifique », continue l'enseignant et Insoumis, qui sait bien qu'en prononçant cette phrase, il risque « d'être traité de tous les noms, moi qui suis, et vous le savez, de tous les combats contre les discriminations dans notre société française, notamment à l'égard des musulmans. Mais voilà, les discriminations, ça, c'est un fait, ça a été étudié, c'est une réalité universitaire ».

Un temps, puis il reprend : « On devrait pouvoir discuter de tout à la fac, on est entre adultes, on ne gève pas des idées. Mais le danger de cette affaire, sa conséquence, c'est d'affaiblir, justement, cette liberté de débattre. Pareil pour la sortie de la ministre Vidal sur "l'islamogauchisme", d'ailleurs... »

Recueilli par Stéphane ECHINARD

## Julien Aubert, député LR du Vaucluse

Le député du Vaucluse, Julien Aubert, est l'un des tout premiers à s'être emparé du débat sur "l'islamogauchisme". Dès novembre 2020, le parlementaire Les Républicains réclamait une mission d'enquête parlementaire au sein de l'université. Une requête réitérée le 21 février dernier dans une tribune co-signée par 90 députés LR et parue dans le JDD.

Les faits révélés à Sciences-Po Grenoble ne font que renforcer sa conviction : « On devrait tous être horrifiés de voir que des élèves se permettent de mettre sur les réseaux et sur les murs le nom d'un professeur, c'est de l'intimidation. On se souvient de ce qui est arrivé à Samuel Paty, il y a toujours le risque qu'un fou s'en préoccupe. C'est inadmissible que des étudiants fassent la loi dans une université. Au motif que l'autre n'est pas d'accord, on le jette à la vindicte



Photo Le DL/G. CORNET

### « L'université n'est pas un centre d'endoctrinement »

populaire », dénonce encore Julien Aubert.

**Une dérive**  
« L'université a toujours été politisée [...] la loi permet d'ailleurs la libre expression des idées. Mais on n'a pas le droit de forcer les gens à penser comme nous. L'université n'est pas un centre d'endoctrinement », explique-t-il. L'élucubrisme au lendemain de sa tribune. Amoureux d'hui, le député LR

dénonce une dérive. « Sciences Po Grenoble a toujours été très à gauche, mais une gauche laïque qui n'aurait pas les excès [...] Ce qui est inquiétant, c'est qu'on voit arriver une gauche qui explique qu'il faut aimer l'islam. Imaginons qu'on change les mots et qu'on parle d'une gauche pour qui les anti-cathos n'auraient pas droit de cité à l'université. Pour moi, cela n'a plus rien à voir avec la liberté académique », tranche M. Aubert.

Recueilli par J.-F.G.

TP202 - V1

11 Mars : Pure Media

<https://www.ozap.com/actu/sciences-po-grenoble-tres-emue-la-journaliste-emmanuelle-ducros-rend-hommage-a-son-ancien-prof-klaus-kinzler/602532>

**Sciences-Po Grenoble :**

## Très émue, la journaliste Emmanuelle Ducros rend hommage à son ancien prof Klaus Kinzler

---

La journaliste Emmanuelle Ducros prend la défense de Klaus Kinzler © LCI

publié par [Christophe Gazzano](#)

Jeudi 11 Mars 2021

**Le professeur d'allemand est accusé d'islamophobie par une partie des étudiants de l'établissement.**

Une ancienne élève émue. Invitée de l'émission "24h Pujadas" mercredi, la journaliste de "L'Opinion" Emmanuelle Ducros a rendu un vibrant hommage à Klaus Kinzler qui a été son professeur lorsqu'elle étudiait à Sciences-Po Grenoble. Ce professeur d'allemand, qui y exerce depuis 25 ans, a été accusé il y a quelques jours de fascisme et d'islamophobie avec un autre de ses collègues par un collage anonyme sur les murs de l'institution qui a fait le tour des réseaux sociaux. Une initiative soutenue sur place par le syndicat étudiant Unef. Klaus Kinzler est en effet au cœur d'une polémique après avoir voulu débattre en fin d'année de la réalité du terme "islamophobie".

**"Quelqu'un d'important pour moi"**

Un sujet sur lequel est donc revenu [David Pujadas](#) sur LCI en organisant un débat sur le thème "Comment la culture victimaire nous gagne". Son invitée, Emmanuelle Ducros, s'est lancée dans un vibrant plaidoyer. *"Klaus Kinzler a été mon professeur et cela a été quelqu'un d'important pour moi, a-t-elle débuté, la voix prise par l'émotion. C'est quelqu'un qui m'a ouvert l'esprit, mon esprit jeune et pas très bien dégrossi, qui m'a dérangé intellectuellement dans ce que je croyais savoir et c'est ce qu'on lui reproche, aujourd'hui, d'avoir dérangé intellectuellement"*.

Evoquant Sciences-Po Grenoble, Emmanuelle Ducros a confié ses regrets. *"Je ne reconnais pas l'endroit où j'ai étudié. Aujourd'hui, je constate que cet homme est face à un mur, face à des gens totalement fermés et je me demande ce que ces gens foutent à Sciences-Po Grenoble. Qu'est-ce-qu'ils foutent à Sciences-Po Grenoble ?"*, a-t-elle lancé dans une question ouverte, retrouvant soudain plus de vigueur.



Et de poursuivre : *"Qu'est-ce-qu'ils foutent dans un endroit où on est supposé vénérer le débat politique ? Je me souviens à quel point le débat pouvait être passionnant, passionné avec mes camarades parce qu'on n'était pas tous d'accord. Et à quel point ça pouvait partir en vrille et le lendemain revenir à la normale"*.

Emmanuelle Ducros a également pointé l'attitude des autres professeurs de l'établissement. *"Je suis consternée de l'absence de réaction de ses confrères et même du fait qu'ils en rajoutent. Je suis consternée de ce qu'est devenu cet établissement. Je voudrais dire merci à M. Kinzler. Il faut continuer à bousculer les jeunes esprits mal dégrossis comme le mien"*. **puremedias.com** vous propose de revoir cette séquence.

# „Fällt der Begriff Islamophobie, wird nur noch geprügelt“

Von Martina Meister



„Ça suffit“- Es reicht jetzt: Protest gegen Islamophobie  
Quelle: AP

In Frankreich wurde jüngst ein Lehrer von Islamisten enthauptet. Nun wird der deutsche Dozent Klaus Kinzler in Grenoble wegen islamkritischer Äußerungen attackiert. Im Interview zeigt der 61-Jährige sich fassungslos.

Seit 25 Jahren unterrichtet Klaus Kinzler, 61, an einer privaten Elitehochschule, dem Institut des Sciences Po in Grenoble, deutsche Sprache und Kultur. In einem Mail-Austausch mit einer Kollegin hat er den Begriff der Islamophobie kritisiert. Daraufhin ist er zusammen mit einem anderen Kollegen als „Faschist“ gebrandmarkt worden. Ihre Namen wurden an den Wänden der Hochschule plakatiert. „Islamophobie tötet“, hieß es da. Im Kontext der Ermordung des Lehrers Samuel Paty sorgt das in Frankreich für große Aufregung. Die Hochschule hat Anzeige erstattet.

**WELT:** Herr Kinzler, was haben Sie empfunden, als Sie Ihren Namen an der Wand Ihrer Uni gesehen haben?

**Klaus Kinzler:** Ehrlich gesagt war ich nicht überrascht, sondern vorbereitet durch die Kampagne der Studentengewerkschaft, die mich in den sozialen Netzwerken durch den Schmutz gezogen hat, indem sie mich als Rechtsextremisten und Islamophoben dargestellt hat. Zum Faschisten ist es da ja nur noch ein kleiner Schritt. Auf diese Mauern an unserer Hochschule wird eigentlich jeden Tag irgendwas Unappetitliches raufgekleistert. Das ist nicht das Schlimmste in dieser Affäre.



„Es gibt einen politischen Aktivismus, der sich als Wissenschaft verkleidet“, sagt Klaus Kinzler  
Quelle: privat

**WELT:** Was ist denn das Schlimmste?

**Kinzler:** Dass Wissenschaft mit politischem Aktivismus verwechselt wird. Bei uns gilt: Aristoteles dixit. Dagegen kommt kein Argument an. Das ist wie ein Naturgesetz. Debattiert oder gestritten wird nicht mehr, weil sich Leute verletzt fühlen könnten. Das ist es, was sich in den letzten Jahren verändert hat: Es gibt einen politischen Aktivismus, der sich als Wissenschaft verkleidet. Es gibt eine Sensibilität und Verletzlichkeit, das, was Caroline Fourest die „Generation Beleidigt“ nennt. Es gibt mehr Intoleranz und auch einen Machthunger von manchen, die ihre Ideologie durchsetzen wollen.

**WELT:** Die Debatte dreht sich um den Begriff Islamophobie. Warum löst der einen solchen Glaubenskrieg aus?

**Kinzler:** Das ist tatsächlich überraschend, weil man von Frankreich das Bild hat, dass es ein laizistisches Land ist, in dem die Religion kritisiert werden darf. Aber es gibt Tabus, an die man nicht rühren darf. Ich habe mich beispielsweise dagegen gewehrt, dass Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie in einem Atemzug genannt werden.

Es war der Titel einer geplanten Gleichheitswoche. Aber das eine hat mit dem anderen nichts zu tun. Die Diskriminierung von Arabern fällt in meinen Augen unter die Kategorie Rassismus und hat nichts mit Islamophobie zu tun. Die ersten beiden sind im Übrigen Straftatbestände, die Islamophobie ist es nicht. Der Begriff ist einfach zu schwammig. Einerseits wird er von Sozialwissenschaftlern benutzt, andererseits hat er eine zweite Bedeutung.

Der Normalsterbliche hört darin die Angst vor dem Islam. Nur darum geht es den Sozialwissenschaftlern nicht. Sie sagen, dass sie über die Diskrimination von gläubigen Muslimen forschen, die sie strukturell als Opfer begreifen. Es gibt also einen Begriffskonflikt. Darüber wird seit 25 Jahren gestritten.

**WELT:** Ist es falsch, den Begriff der Islamophobie mit dem Antisemitismus gleichzusetzen?

**Kinzler:** Ja. Letzterer hat Millionen Tote zur Folge gehabt, Genozide ohne Ende. Dann gibt's Rassismus, Sklaverei. Auch das hat in der Geschichte zu zig Millionen Toten geführt. Aber wo sind die Millionen Toten der Islamophobie? Ich bestreite nicht, dass Menschen muslimischen Glaubens diskriminiert werden. Ich weigere mich nur, das auf die gleiche Stufe zu stellen. Ich halte das für ein absurdes Täuschungsmanöver.

**WELT:** Sie sagen, dass man im Grunde nicht mehr über den Islam reden darf.

**Kinzler:** Da muss ich widersprechen. Man kann durchaus über den Islam sprechen, aber nur, wenn man genau dieser Doxa folgt, die von bestimmten Wissenschaftlern vorgegeben wird. Diese Doxa schreibt vor, dass die Muslime in Frankreich Opfer sind. Wer daran rührt, hat ein Problem.

**WELT:** Es gibt ja in Frankreich gerade die Debatte zum „islamo-gauchisme“, zum Links-Islamismus. Was Sie gerade erleben, wirkt wie ein Präzedenzfall.

**Kinzler:** Es ist jedenfalls eine wunderbare Illustration. Mein Fall ist ja eine ganz banale Geschichte, die hochgekocht ist. Eigentlich bin ich den Studenten sogar dankbar, dass sie die Parolen an die Wand geklebt haben, sonst wäre das ja wieder unter den Teppich gekehrt worden. Aber ich werde mich hüten, in Frankreich den Begriff des „islamo-gauchisme“ zu verwenden, auch wenn er nicht falsch ist.

Egal, wie man es nennt, das Phänomen ist nicht neu und tief in der französischen Intelligenz ja verwurzelt. Sartre, Derrida, die haben den Taliban in Afghanistan und Khomeini im Iran angebetet und als Retter der Geknechteten gesehen. Sobald aber der Begriff Islamophobie fällt, wird nicht mehr diskutiert, sondern nur noch geprügelt.

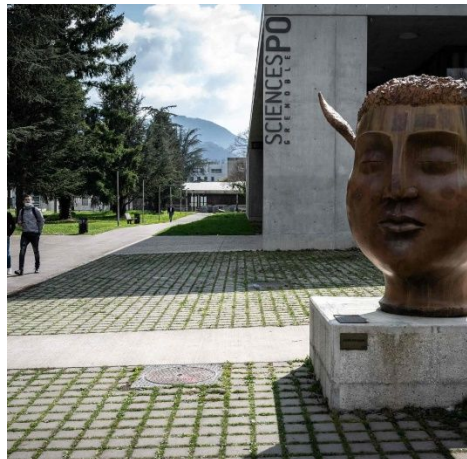
**WELT:** Warum fühlen sich denn die Studenten von Ihren harmlosen Mails verletzt?

**Kinzler:** Ich kenne nicht alle Studenten der Gruppe, aber einige schon. Das sind liebenswürdige Menschen, die mit Sicherheit nichts vortäuschen. Die fühlen sich wirklich verletzt. Einer von ihnen spricht im

Unterricht immer von seiner Identität, die wir anderen nicht verstehen könnten. Der hat diese neue Doktrin komplett verinnerlicht.

Diese Doxa von der Identität, egal ob sie ethnisch, religiös ist, ob es um Gender oder sexuelle Vorlieben geht, dieser junge Mann ist in seiner Identität komplett eingesperrt. Er kann nur aus dieser Warte reden. Er bricht zusammen, wenn ich sage, ich ziehe Christus vor, weil er der ehebrechenden Frau verziehen hat. Wer böse ist, könnte sagen: Sein Platz ist nicht an der Uni, wenn er sich durch Argumente verletzt fühlt. Aber bei uns tut man alles, damit sie nicht verletzt werden.

Man erspart ihnen jede Form von Auseinandersetzung. Das ist ja das Skandalöse. Wenn es so weitergeht, dann können wir unsere Uni eigentlich zusperren, das Gebäude verkaufen und einen Supermarkt draus machen. Wozu dann noch ein Institut d'Études Politiques, wenn man jeden schützen muss vor Argumenten, die ihm nicht gefallen?



Campus der Elite-Uni Sciences Po in Grenoble  
Quelle: AFP

**WELT:** Die Cancel Culture ersetzt den kritischen Geist?

**Kinzler:** Auch dieser Begriff ist nicht besonders glücklich. Aber fest steht, was nicht gefällt, was stört oder verletzt, wird gecancelt, einfach abgesagt. Beispielsweise haben die Studenten angekündigt, dass sie die Veranstaltung der Woche der Gleichheit boykottieren werden, sollte ich an einer Diskussionsrunde teilnehmen und mit auf dem Podium sitzen.

**WELT:** Sie nennen das intellektuellen Terrorismus?

**Kinzler:** So weit gehe ich nicht. Bei Terrorismus denke ich an Bomben.

**WELT:** Nennen wir es Zensur, Gedankenpolizei.

**Kinzler:** Ja. Es wird entschieden, wer sich äußern darf, wer nicht. Und nicht die besseren Argumente zählen, sondern ob es gefällt. Es werden „safe spaces“ geschaffen, Sicherheitsblasen, in denen die jungen Menschen nicht behelligt werden mit Dingen, mit denen man sich früher selbstverständlich auseinandergesetzt hat.

Wir haben hier an unserem Institut viele Lehrkräfte, die den Studenten nach dem Mund reden und die Vorurteile, die sie schon haben, bekräftigen. Einer wie ich stört. Für viele bin ich hier „Klaus, der Extremist“. 25 Jahre lang war das schlimmste Schimpfwort Liberaler oder Neoliberaler. Jetzt bin ich Rechtsradikaler, ein Islamophober und ein Faschist.

**WELT:** Angeblich ist die Cancel Culture und die Woke-Welle, die aus den USA nach Frankreich geschwappt ist, an den Unis hier nur ein Randproblem. Wie sehen Sie das?

**Kinzler:** Ich kann nicht über andere Universitäten, sondern nur über meine eigene sprechen, wo sich das in den letzten Jahren stark entwickelt hat. Unser Institut hier in Grenoble ist vermutlich so eine Art Hotspot dieser Richtung der Sozialwissenschaften. Und das wird sich auch nicht so schnell ändern, denn die Forscher sind alle relativ jung.

**WELT:** Sie zitieren den Schriftsteller George Orwell: „Wenn Freiheit irgendetwas bedeutet, dann das Recht, Leuten zu sagen, was sie nicht hören wollen.“ Sind wir in Frankreich tatsächlich um Jahre hinter Orwell zurückgefallen?

**Kinzler:** Nicht um Jahre, um Jahrhunderte. Wir sind hinter die Aufklärung zurückgefallen. Die Aufklärung hat ja unter anderem mit Religionskritik angefangen. Selbst die wird jetzt ein Tabu. Es ist eine richtige Regression.

**WELT:** Haben Sie ausreichenden Rückhalt von Ihren Kollegen?

**Kinzler:** Nein. Mir schlägt eine offene Feindseligkeit entgegen. Von den 50 Kollegen sind 35 gegen mich, sie hassen mich inzwischen. Nur 15 stehen auf der Seite der Freiheit. Aber selbst von denen hat mir einer geschrieben, dass er sich inzwischen vor meinem moralischen Konservatismus genauso ängstige wie vor dem, was die Studenten angestellt haben. Auch meine Direktorin hat sich nicht hingestellt und gesagt: „Der Kinzler ist ein Demokrat und kein Faschist.“

**WELT:** Sie waren mit einer Tunesierin verheiratet und haben einen gemeinsamen Sohn. Das allein müsste doch die Vorwürfe ad absurdum führen.

**Kinzler:** Das sollte nichts zur Sache tun. Zählen müsste allein die Tatsache, dass ich mein ganzes Berufsleben für Meinungsfreiheit gekämpft, dass ich Debatten gefördert und Auseinandersetzungen zugelassen habe. Meine Kollegen tragen aber Scheuklappen, sie leiden unter einer ideologischen Borniertheit, sie wollen das nicht sehen.

**WELT:** Warum tritt Ihr Kollege, der ebenfalls am Pranger steht, nicht in der Öffentlichkeit auf. Hat er Angst?

**Kinzler:** Mein Kollege ist ein konservativer Katholik, man könnte ihn im konservativen Flügel der CDU verorten, wo man hier allerdings am liebsten schon den Verfassungsschutz alarmieren würde. Er ist ein brillanter Kopf, der Unterricht mit Herzblut macht. Aber er kritisiert den Islamismus. Und das ist einfach ein No-Go. Seine Frau hat große Angst um ihn. Da herrscht tatsächlich Panik zu Hause.

**WELT:** Und Sie haben keine Angst?

**Kinzler:** Nein. Angst kann man ja nicht bestellen. Entweder man hat sie oder nicht.

**WELT:** Nehmen Sie die Aktion den Studenten übel?

**Kinzler:** Nein. Dass sie das trotz des Kontextes gemacht haben, also trotz der Enthauptung von Samuel Paty, zeigt, dass sie keine erwachsenen, verantwortlichen Personen sind. Ich fühle mich aber auch nicht als Samuel Paty. Ich bin kein Märtyrer. Ich stehe nur zu meinen Überzeugungen. Ich bin auch nicht der Opfertyp, sondern war immer ein Kämpfer.

Wenn mich jemand angreift, dann wehre ich mich. Den Vergleich mit Samuel Paty finde ich eher unpassend und vielleicht sogar gefährlich. Denn wenn man es lange genug wiederholt, dann könnte es womöglich doch noch jemand einfallen, in einen Zug zu steigen und uns ein Messer in den Rücken zu rammen.



11 Mars : Marianne

<https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/iep-de-grenoble-ou-sont-les-fascistes>

## IEP de Grenoble : où sont les fascistes ?

Édito

**Par Natacha Polony**

Publié le 11/03/2021 à 12:50



**La peur est la plus sûre alliée du vrai fascisme.** © Hannah Assouline.

L'une des questions que pose l'affaire de Sciences Po Grenoble est de savoir si un professeur doit accepter stoïquement d'être traité de fasciste au motif qu'il rappelle la définition d'un mot. Une autre question est de savoir **si nous pouvons laisser tranquillement écrire et proclamer par des étudiants enivrés de leur courage antifasciste que « l'islamophobie tue ». Jusqu'à preuve du contraire, ce qui a beaucoup tué en France ces dernières années, ce n'est pas une supposée islamophobie.**

L'homme est apparu sur les plateaux de télévision, visiblement affecté. Indigné. De son léger accent allemand, le professeur agrégé a décrit la polémique à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, le placardage de son nom et de celui d'un de ses collègues, avec ces mots, « *des fascistes dans nos amphis* » **les enseignants et la direction de l'IEP, bien sûr solidaires**, dénonçant une « *mise en danger* » par ce placardage et sa diffusion sur les réseaux sociaux, **mais sans jamais s'avancer sur le fond. Sans jamais affirmer clairement qu'un professeur refusant le concept d'« islamophobie d'État » et distinguant la « peur de l'islam » de la « détestation envers les musulmans », que l'on soit d'accord ou non avec cette position, n'a rien d'un fasciste.**

"ISLAMO-GAUCHISME" ?

Il est assez piquant que cet épisode arrive quelques jours après le psychodrame autour de l'« islamo-gauchisme », concept, nous l'avons écrit, vidé de sa substance par une droite et une extrême droite qui l'utilisent comme slogan et comme insulte, mais dont les étudiants de l'IEP de Grenoble ont eu visiblement à cœur de raviver la pertinence. Que **des étudiants pétris de certitudes, et dont la virulence est inversement**

**proportionnelle au recul historique**, s'en prennent à des professeurs et les traitent de fascistes, ce n'est que banalité depuis Mai 68. Que les actuels étudiants des IEP soient davantage biberonnés à la pop culture américaine – **et au minoritarisme sectaire** qui en est le corollaire – qu'à la philosophie politique européenne est également une évidence. On serait donc tenté de balayer d'un revers de main ces éruptions consternantes. De même que Mai 68, qui était un mouvement de libération nécessaire et la source de progrès appréciables, a donné lieu à une mascarade idéologique dans laquelle des enfants de bourgeois proclamaient la gloire de Mao et aspiraient à la dictature du prolétariat avant de devenir communicant, publicitaire ou patron de presse sans que la cause des classes populaires ait avancé d'un pouce, **de même les grandes proclamations prétendument antiracistes de ces « gardes rouges » intersectionnels leur permettront d'atteindre des positions dominantes sans que les inégalités et les discriminations véritables aient le moins du monde régressé. Mais peut-être faut-il craindre que, en arrivant au pouvoir, ces gauchistes rangés des voitures n'imposent, comme avant eux les gagnants de Mai 68, le pire de leur idéologie.** Ce furent l'individualisme consumériste et la destruction de la méritocratie. **Ce seront la pudibonderie autocentrée et la détestation de l'universalisme.**

En attendant ces jours heureux, l'une des questions que pose cette affaire est de savoir si un professeur doit accepter stoïquement d'être traité de fasciste au motif qu'il rappelle la définition d'un mot, et de voir ses étudiants guetter et enregistrer ses supposés « dérapages » pour constituer un dossier contre lui. En l'occurrence, le professeur visé a prié les activistes de bien vouloir aller se faire voir ailleurs, ce qui leur a permis de crier à la discrimination syndicale.

**Ce furent l'individualisme consumériste et la destruction de la méritocratie. Ce seront la pudibonderie autocentrée et la détestation de l'universalisme.**

Une autre question est de comprendre comment une enseignante peut se plaindre officiellement de harcèlement parce qu'un de ses collègues refuse, dans des courriels longs et argumentés, de mettre sur le même plan islamophobie et antisémitisme et récuse donc une part de ses travaux. **La controverse scientifique relève désormais de l'« atteinte morale violente »...**

L'ISLAMOPHOBIE TUE ?

Une dernière question, plus essentielle, est de **savoir si nous pouvons laisser tranquillement écrire et proclamer par des étudiants enivrés de leur courage antifasciste que « l'islamophobie tue ».** Jusqu'à preuve du contraire, ce qui a beaucoup tué en France ces dernières années, c'est une idéologie se réclamant d'un islam radical que ses adeptes veulent présenter comme le plus pur, et qui considère notre modernité européenne comme **décadente et perverse.** Il n'est pas question d'imaginer une seconde que « les » musulmans, ou même qu'une majorité de musulmans, adhèrent à ce délire haineux (et rien ne justifie le racisme ou la haine des gens de confession musulmane – l'attentat contre la mosquée de Bayonne fut à

raison unanimement condamné et reste, heureusement, une exception), mais **c'est bien cette idéologie qui a massacré en masse. Pas une supposée islamophobie.**

L'horreur vécue par Samuel Paty aura au moins eu la vertu de nous faire réagir assez rapidement quand certains utilisent le pilori des réseaux sociaux pour y clouer les noms des supposés islamophobes (**car c'est l'accusation d'islamophobie qui tue en France et non l'islamophobie**). Mais cela ne suffit pas à nous faire prendre conscience collectivement que l'activisme qui progresse à une vitesse vertigineuse dans les universités, qui impose sa loi dans les sciences sociales en réclamant la démission des récalcitrants, et qui gagne peu à peu les bastions des élites (les territoires enclavés et les classes populaires intéressent assez peu ces sympathiques missionnaires) nous prépare un avenir étouffant. **Ces gens sont ultra-minoritaires ? Hélas, comme ils ne sont pas démocrates, ça ne les empêchera nullement d'imposer leurs vues, dans le silence assourdissant de tous ceux qui préfèrent se taire plutôt que d'être à leur tour accusés. La peur est la plus sûre alliée du vrai fascisme.**



Frankreich

## Hochschullehrer in Gefahr wegen angeblicher "islamophober" Einstellungen

Von:

[Joscha Wölbart](#)

11. MÄR 2021



*An der Universität von Grenoble lehnte ein Professor die Gleichsetzung von Antisemitismus mit "Islamophobie" ab. Damit trat er eine gewaltige Welle der Entrüstung los. Aktivistische Studentengruppen brandmarkten ihn und seine Unterstützer als "Faschisten" und warfen ihnen vor, selbst "islamophob" zu sein. Die beigeordnete Innenministerin Marlène Schiappa kritisiert die Vorwürfe der Aktivisten scharf und sieht deutliche Parallelen zum Fall Samuel Paty.*

Professor Klaus Kinzler von der Universität in Grenoble steht neuerdings im Licht der Öffentlichkeit, seit er von einer Kampagne der Studentengewerkschaft *UNEF (Union nationale des étudiants de France)* medial als Rechtsextremer und Islamhasser diffamiert wird. Studenten hatten zusätzlich zu ihrer Rufmordkampagne in großen Lettern an das Universitätsgebäude "Faschisten in unseren Hörsälen! Professor Kinzler Entlassung! Die Islamophobie tötet!" plakatiert, [wie die FAZ berichtete](#).

Was war geschehen?

Kinzler, der als Professor für deutsche Sprache und Kultur am *Institut des Sciences Po* bereits seit 25 Jahren angestellt ist, äußerte in einem Mailverlauf mit einer Kollegin Ende 2020 Kritik an den Inhalten und dem Titel eines Universitätsseminars, welches Antisemitismus, Rassismus und Islamophobie gleichwertig nebeneinander behandeln sollte: "Ich habe mich beispielsweise dagegen gewehrt, dass Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie in einem Atemzug genannt werden", erklärte Kinzler. "Die

Diskriminierung von Arabern fällt in meinen Augen unter die Kategorie Rassismus und hat nichts mit Islamophobie zu tun. Die ersten beiden sind im Übrigen Straftatbestände, die Islamophobie ist es nicht. Der Begriff ist einfach zu schwammig", rechtfertigte der Professor sich für seine Kritik. Für ihn seien Rassismus, welcher der Sklaverei zugrunde liege, oder Antisemitismus für etliche Tote verantwortlich, während es keine bekannten Todesopfer von Islamophobie gebe. Er zweifle nicht daran, dass es auch Anfeindungen gegen Muslime gebe, jedoch sei es nicht rechtfertigbar, diese auf die gleiche Stufe wie Antisemitismus und Rassismus zu stellen.

Er selbst zeigte sich offen für eine Diskussion über den Begriff der Islamophobie, welcher durchaus begründbar auch als "Propagandawaffe von Extremisten" bezeichnet werden kann. Daraufhin wurde Klaus Kinzler jedoch aus der Arbeitsgruppe zum Seminarinhalt ausgeschlossen. Vincent T., ebenfalls Politikprofessor, sprang seinem Kollegen in Folge zur Seite und geriet auf Facebook ebenfalls ins Visier der Studentengewerkschaft *UNEF*. Eine Kollegin aus Kinzlers Institut zeigte sich über dessen Aussagen so empört, dass sie sich kurzerhand eine Woche krankschreiben ließ. Die Affäre zog laut Kinzler im Anschluss ohne sein weiteres Zutun immer weitere Kreise und erreichte nun sogar die politische Bühne.

So verteidigte die beigeordnete Innenministerin Marlène Schiappa das Recht des Professors, seine Einschätzung zu dem Begriff der Islamophobie kundzutun und kritisierte die Kampagne der studentischen Aktivisten scharf: "Nach der Enthauptung Samuel Patys ist das eine besonders widerliche Tat, denn er war genauso den sozialen Netzwerken zum Fraß vorgeworfen worden", erklärte Schiappa im Fernsehsender *BFM-TV*. "*UNEF* hat in Kauf genommen, die beiden Professoren in Lebensgefahr zu bringen", zeigte sich die Politikerin empört und bezeichnete es als verstörend, dass die Studentengewerkschaft in den sozialen Netzwerken zu einer beleidigenden Hasskampagne gegen die Professoren mobil gemacht habe. Der lokale Verantwortliche der Gewerkschaft Thomas M. weigerte sich, ebenfalls auf *BFM-TV*, die Aktion zu verurteilen und sprach sich für das Recht der Studierenden aus, die "islamophobe Haltung" ihrer Professoren zu kritisieren.

Auch Marine Le Pen griff die Debatte dankend auf und sah sich darin bestätigt, dass es an Universitäten eine "abstoßende, sektiererische Islamo-Linke gibt, die keine Grenzen kennt". Das Verhalten der Aktivisten spielt somit auch der rechtspopulistischen Partei Frankreichs *Rassemblement National* in die Hände, der Marine Le Pen vorsteht.

### "Intellektueller Terrorismus"

Mittlerweile hat sich auch die Staatsanwaltschaft in Grenoble wegen öffentlicher Beleidigung und Sachbeschädigung eingeschaltet. Die Hochschulministerin Frédérique Vidal verurteilte den "Versuch der Einschüchterung" von Universitätsprofessoren, der nicht toleriert werden könne. Sie ordnete eine interne Untersuchung am *Institut d'études politiques* von Grenoble zu dem Fall an. Eine ihrer Vorgängerinnen im Hochschulministerium, die Regionalratspräsidentin der Hauptstadtregion Valérie Pécresse, nannte die Vorkommnisse an der Universität sogar "intellektuellen Terrorismus".

Beinahe ironisch mutet die Diffamierungskampagne gegen Kinzler an, wenn man die Tatsache berücksichtigt, dass der gebürtige Schwabe mit einer Muslimin verheiratet ist. "Ich habe wirklich keinen Kreuzzug gegen den Islam geplant. Ich wollte nur das Konzept der Islamophobie kritisch hinterfragen",

rechtfertigte sich der Professor und kündigte an, sich nach der unfreiwilligen Öffentlichkeit, die ihm zuteil wurde, nun eine Auszeit zu gönnen.

Als Märtyrer will Klaus Kinzler sich nicht bezeichnen, auch will er sich nicht mit dem ermordeten Samuel Paty gleichsetzen, jedoch sieht er eine Gefahr in der Dynamik der Debattenkultur: "Wenn es so weitergeht, dann können wir unsere Uni eigentlich zusperren, das Gebäude verkaufen und einen Supermarkt daraus machen. Wozu dann noch ein *Institut d'études politiques*, wenn man jeden schützen müsse vor Argumenten, die ihm nicht gefallen würden?", warnt der Professor vor einer im eigenen "Safe Space" dauerempörten Studentenschaft.

Solche Fälle, in denen an Universitäten Dozenten für meist vernünftig begründbare Meinungen und Aussagen von aktivistischen Gruppen heftiger, diffamierender Kritik ausgesetzt sind, stellen leider mittlerweile keine Einzelfälle mehr dar. In Deutschland wurde etwa [Susanne Schröter für ihre Kritik am Politischen Islam zur Zielscheibe](#) von empörten Studenten und Aktivisten. Für die USA lässt sich der Biologieprofessor Bret Weinstein beispielhaft erwähnen, der für seine Kritik an der universitären Praxis des "Day of Absence", bei dem keine weißen Personen an der Universität erscheinen sollten, schlussendlich als Rassist dargestellt wurde und [seine universitäre Laufbahn beenden musste](#).

Die Universitäten und ihre Vertreter knicken nur allzu oft vor lautstark empörten Aktivisten ein. Auch die Ausladung von Rednern oder das Niederbrüllen von Diskutanten reihen sich in derartige Fälle ein. Ein solches Klima an Hochschulen lässt sich an vielen Orten feststellen und könnte zur ernsthaften Gefahr für die Meinungsfreiheit und die Debattenkultur werden.



12 mars : Le Figaro

[https://amp.lefigaro.fr/vox/societe/iep-grenoble-trois-anciens-eleves-defendent-la-liberte-d-expression-de-klaus-kinzler-20210312?\\_twitter\\_impression=true](https://amp.lefigaro.fr/vox/societe/iep-grenoble-trois-anciens-eleves-defendent-la-liberte-d-expression-de-klaus-kinzler-20210312?_twitter_impression=true)

## Grenoble: trois anciens élèves défendent la liberté d'expression de Klaus Kinzler



Klaus Kinzler, professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble. *youtube*

FIGAROVOX/TRIBUNE - À la suite de la polémique concernant deux enseignants de l'IEP Grenoble, trois anciens étudiants apportent leur soutien aux professeurs. Pour eux, la confiscation du débat contradictoire par des groupuscules étudiants et la volonté de faire taire des enseignants, ne sont pas acceptables et relèvent de comportements extrémistes.

### Par Tribune collective

Publié le 12/03/2021 à 16:33, mis à jour le 12/03/2021 à 19:42

*Virginie Duby-Muller est députée LR de Haute-Savoie (IEPG - 2000), Arnaud Lacheret est professeur associé à l'Arabian Gulf University - Bahrain (IEPG - 2000) et Sébastien Michel est maire DVD d'Écully (69) (IEPG - 2000).*

---

Anciens élèves de l'IEP Grenoble, nous sommes atterrés, attristés et inquiets de la polémique qui secoue notre ancien établissement et qui voit deux enseignants jetés en pâture dans un happening étudiant qui mêle inconscience et mise en danger de la vie d'autrui sans qu'apparemment l'administration ou le corps enseignant n'ait semblé reprendre la main sur ce qui n'aurait jamais dû devenir une telle affaire.

Anciens élèves, nous avons aussi côtoyé et connu les deux enseignants. Ils ne sont pas forcément proches de nous mais les voir présenter comme notoirement racistes résonne en nous comme une injure et une infamie que nous ne voulons pas laisser passer.

La volonté de faire taire des enseignants n'est pas acceptable et ne correspond surtout pas à ce que l'institution, qui nous a formés, est ontologiquement.

Il en va en va aussi de la crédibilité de notre institution, celle où nous avons appris les règles du débat contradictoire, celle où nous avons suivi les cours d'enseignants qui n'avaient souvent ni nos idées, ni notre façon de s'exprimer. La richesse de l'IEP, c'étaient Broué, Lewin, Finkel, Perrineau, Quermonne, Schemeil, Labaune, Soulage, Ihl, Chatelus, Falcoz-Vigne, Roche...

Tous loin d'être identiques, parfois amusants, parfois impertinents, mais dont la qualité de l'enseignement n'a jamais été remise en cause et dont aucun syndicat étudiant n'a jamais demandé la suppression. Les deux professeurs mis en cause s'inscrivent dans cette tradition de débat, de provocation, d'idées fortes et de parti pris pédagogiques et académiques.

La confiscation du débat contradictoire par des groupuscules étudiants, la volonté de faire taire des enseignants présents depuis plusieurs décennies n'est pas acceptable et ne correspond surtout pas à ce que l'institution, qui nous a formés, est ontologiquement. Cette volonté d'étouffer la parole contradictoire, ce harcèlement permanent de professeurs ne correspond pas à ce que nous avons vécu.

Nous n'accepterons pas que la libre expression soit sanctionnée et que les comportements extrémistes auxquels se sont prêtés des étudiants puissent être valorisés.

Si nous avons entre nous des opinions très différentes, si nous nous sommes affrontés entre nous politiquement, nous avons souhaité nous réunir autour de la défense de ces valeurs parce qu'elles nous ont été inculquées lors de notre passage au sein de Sciences Po Grenoble. Ces valeurs sont l'essence de notre démocratie: le débat contradictoire, la pluralité d'opinions, la controverse politique et académique, le respect de l'institution et de son corps enseignant qui peut - c'est humain - connaître des faiblesses passagères.

La tradition d'excellence de notre institution serait en grave danger si nous laissons ce genre de situation perdurer, si nous sanctionnons ces deux professeurs qui n'ont fait que leur travail, qui ont perpétué cette tradition d'expression libre et contradictoire, qui ont toujours été passionnés par leur métier, se positionnant en héritiers de tous leurs illustres prédécesseurs passés au sein de notre établissement.

12 Mars : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/le-mot-islamophobie-est-un-missile-strategique-a-tetes-multiples-dans-les-mains-des-ennemis-de-la-republique-20210312>

## «Le mot “islamophobie” est un missile stratégique à têtes multiples dans les mains des ennemis de la République»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour l'ancien président du Comité Laïcité République, le terme d'islamophobie est employé pour interdire toute critique de l'islam. Cette accusation a selon lui trouvé un nouvel élan dans l'université française.

Par Jean-Pierre Sakoun  
Publié 12 mars 2021



Deux professeurs de l'IEP de Grenoble sont accusés d'islamophobie par des affichages sauvages à l'entrée de l'IEP. *Capture d'écran Facebook - Grenoble en lutte*

*Jean-Pierre Sakoun a été président du Comité Laïcité République de 2017 à 2021.*

---

Le 6 janvier 2016, sur France Inter, à la veille de la première commémoration de l'attentat du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*, [Élisabeth Badinter](#) disait : « Il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe, ce qui a été pendant pas mal d'années, le stop absolu, l'interdiction de parler et presque la suspicion sur la laïcité. À partir du moment où les gens auront compris que c'est une arme contre la laïcité, peut-être pourront-ils laisser leur peur de côté ».

Par ces mots, Élisabeth Badinter secouait le joug qui pesait chaque jour un peu plus sur les épaules des laïques. D'ailleurs, les tenants de la « laïcité adjectivée », c'est-à-dire, soyons clairs, les défenseurs d'une forme concordataire d'organisation de la société, ne s'y trompèrent pas. Le rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, se fendit d'un triste tweet, qu'il est utile de rappeler : « *Quand un travail de pédagogie de trois ans sur la laïcité est détruit par une interview à France Inter d'une personne. À quand un vrai débat clair ?* ». Quelques semaines auparavant, deux jours après le massacre du Bataclan et des terrasses le 13 novembre 2015, ce même rapporteur et le président de l'Observatoire n'avaient rien trouvé de mieux que de signer, dans *Libération*, une tribune s'inquiétant des représailles que risquaient de connaître les Français musulmans. Il leur paraissait plus important d'associer leurs noms à celui des personnalités comme

le rappeur Médine, plutôt que de réaffirmer solennellement la défense de la laïcité. Rappelons, pour être complet, que contrairement à ce que veulent nous faire croire les islamistes et leurs idiots utiles, les islamo-gauchistes et consorts, « l'islamophobie »\* ne tue pas dans le pays de la liberté de conscience et du respect des autres, mais que c'est bien l'islam radical, l'islamisme, à qui l'on doit le massacre ou l'assassinat de près de 300 de nos concitoyens depuis Merah en 2012.

**Contrairement à ce que veulent nous faire croire les islamistes et leurs idiots utiles, les islamo-gauchistes et consorts, « l'islamophobie » ne tue pas**

*Jean-Pierre Sakoun*

Le mot « islamophobie » est un missile stratégique à têtes multiples dans les mains des ennemis de la République, de la laïcité, de l'émancipation et des libertés individuelles. Il veut interdire toute critique de l'islam ; il contribue à séparer nos concitoyens de religion ou de culture musulmane de la communauté nationale ; il tente de les persuader qu'ils sont les victimes d'un racisme « systémique » ; il les incite ainsi à se refermer sur eux-mêmes. Ils deviennent alors une proie facile pour les entrepreneurs identitaires de haine que sont les frères musulmans et les salafistes.

Depuis 1989 et l'affaire du voile de Creil, les islamistes sont galvanisés. Cette année-là, ils se lançaient dans la mère des batailles en s'attaquant à la seule démocratie européenne d'importance qui ne reconnaît pas dans ses institutions le rôle des communautés ethniques ou religieuses. Ils voulaient faire sauter le verrou laïque dans l'un des pays accueillant le plus grand nombre d'immigrés de religion musulmane pour s'emparer de ces derniers. Ils s'attendaient à devoir mener une lutte âpre et difficile contre la puissance émancipatrice de la République ; ils eurent la « divine surprise » de constater que Lionel Jospin capitulait immédiatement et sans combat face à leur première attaque. Il fallut quinze ans pour réparer cette faute politique majeure grâce à la loi de 2004 prohibant le port de signes religieux dans l'école de la République ; mais le mal était fait.

C'est ainsi que depuis trente ans, malgré le combat de tous les laïques, en commençant par l'équipe de *Charlie* et Charb, dont l'opuscule posthume, « Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes » reste une œuvre essentielle, les islamistes, à travers leurs officines les plus douteuses concentrent leur tir sur la France. Ils mènent leurs campagnes en France même, mais aussi auprès des instances européennes, promptes à prêter une oreille attentive et malveillante à toutes les accusations de racisme et donc d'islamophobie.

L'accusation d'islamophobie a trouvé un nouvel élan dans l'université française. Celle-ci, contaminée à bas bruit par l'influence positivement délirante des *subaltern studies* nées dans les universités américaines, a désormais pris feu. Des bataillons de doctorants, spécialistes auto-désignés de l'islamophobie, viennent grossir les rangs d'une sociologie qui, de science en danger est devenue une science dangereuse, comme l'a parfaitement dit Gérard Bronner.

**L'accusation d'islamophobie a trouvé un nouvel élan dans l'université française**

C'est dans ces bataillons universitaires que le brouillage pseudo-scientifique est le plus fort. On tente de faire remonter l'apparition du terme à d'obscures études ethnographiques portant sur l'ethnie bambara en 1910 ; on décortique le mot pour expliquer doctement qu'il s'agit bien de lutter contre ceux qui auraient déclaré une sorte de maladie mentale, une phobie, une peur obsessionnelle des musulmans... En réalité, on sait bien que la notion d'islamophobie aurait définitivement croupi dans les poubelles de l'histoire où elle avait sa place si les mollahs iraniens ne l'en avaient ressortie pour en faire la justification de leur fatwa contre Salman Rushdie et détourner le regard de l'opinion internationale des violences et des exactions de leur dictature théocratique.

C'est tout cela que synthétise le terme d'islamophobie devenu le bâillon de la liberté de conscience et de l'émancipation et l'instrument de l'assignation à résidence identitaire des musulmans.

Les derniers événements, qui culminent avec [la chasse aux sorcières lancée à l'IEP de Grenoble contre deux enseignants](#), font apparaître clairement qu'il n'est plus temps de tergiverser. Les instances universitaires, plutôt que de se draper dans une dignité qu'elles sont hélas en train de perdre, doivent avoir le courage d'affronter la réalité, c'est-à-dire l'entreprise de noyautage d'une grande partie des sciences sociales françaises au profit des idéologies les plus rétrogrades, les plus obscurantistes, les plus violentes. L'offensive islamiste contre la République sous la bannière de l'islamophobie et le soutien d'une partie de plus en plus importante de la gauche en rupture avec tous ses idéaux et tous ses objectifs, constituent une politique du pire qui ouvre le chemin à l'extrême droite.

**Les instances universitaires, plutôt que de se draper dans une dignité qu'elles sont hélas en train de perdre, doivent avoir le courage d'affronter la réalité**

*Jean-Pierre Sakoun*

Ce ne sont pas les citoyens français que l'on devra blâmer mais bien ceux qui, par idéologie ou par calcul, les désespèrent et les insultent en les assignant aux fantasmes de l'islamophobie, du racisme et de la domination coloniale, trois générations après la fin de l'Empire français. Ce que veulent les guerriers de l'islamophobie, c'est établir l'apartheid entre les Français musulmans et le reste de la communauté nationale.

L'accusation d'islamophobie, c'est cela, la tentative de détruire la notion même de peuple français, au profit de la domination des intégristes et des fanatiques sur « l'oumma », la communauté transnationale des croyants.

Le racisme anti-maghrébins existe et c'est l'honneur de la République et des Français de le combattre vaillamment. Malgré toutes les tentatives islamistes de susciter l'irréparable en levant quelques excités contre leurs concitoyens musulmans, rien de tel ne s'est produit. Il en va de même de la xénophobie qui touche les Algériens, les Marocains, les Tunisiens et tous ceux qui sont en butte à l'hostilité irrépressible des

imbéciles. Mais la religion n'est ni une race, ni une ethnie, ni une nationalité. La critique de l'islam est autorisée et elle est même salutaire.

Comme l'a écrit Fatiha Agag-Boudjahlat, l'adolescente qui a causé la mort de Samuel Paty par ses mensonges est scolarisée ; les petits voyous qui persécutent Mila sont scolarisés. [Mila doit vivre sous protection](#). Samuel Paty est mort décapité. Elle précise : « *Ce n'est pas l'islamophobie, crime imaginaire, qui tue. Seul l'islamisme tue. Seule l'accusation d'islamophobie tue et détruit des vies* ».

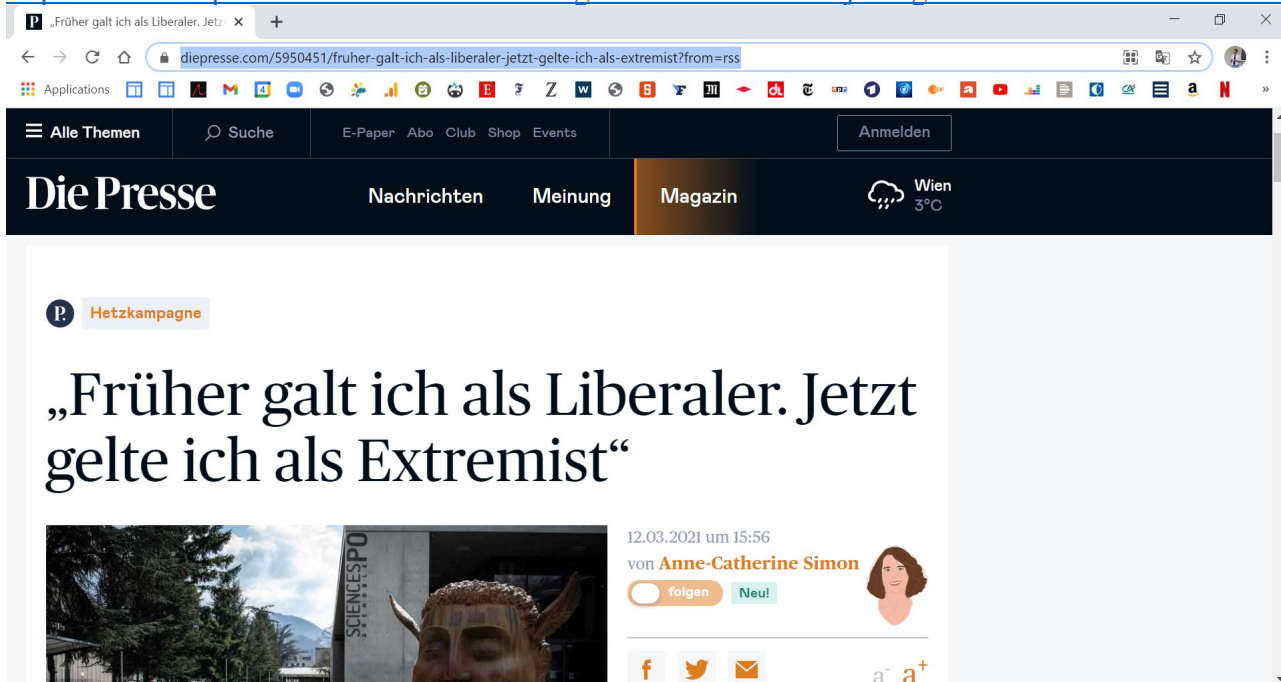
---

\*La définition de l'islamophobie selon Caroline Fourest : « *Le mot "islamophobie" a une histoire, qu'il vaut mieux connaître avant de l'utiliser à la légère. Il a été utilisé en 1979, par les mollahs iraniens qui souhaitaient faire passer les femmes qui refusaient de porter le voile pour de « mauvaises musulmanes » en les accusant d'être « islamophobes ». [...] En réalité, loin de désigner un quelconque racisme, le mot islamophobie est clairement pensé pour disqualifier ceux qui résistent aux intégristes : à commencer par les féministes et les musulmans libéraux.* »



## 12 Mars : Die Presse (Vienne, Autriche)

<https://www.diepresse.com/5950451/fruher-galt-ich-als-liberaler-jetzt-gelte-ich-als-extremist?from=rss>



The screenshot shows a web browser displaying a news article on the website 'Die Presse'. The browser's address bar shows the URL: <https://www.diepresse.com/5950451/fruher-galt-ich-als-liberaler-jetzt-gelte-ich-als-extremist?from=rss>. The website's navigation bar includes 'Alle Themen', 'Suche', 'E-Paper', 'Abo', 'Club', 'Shop', 'Events', and 'Anmelden'. The main header features the 'Die Presse' logo, 'Nachrichten', 'Meinung', and 'Magazin' sections, along with a weather widget for 'Wien 3°C'. The article is part of a 'Hetzkampagne' (hate campaign). The headline reads: '„Früher galt ich als Liberaler. Jetzt gelte ich als Extremist“'. The article is dated '12.03.2021 um 15:56' and is by 'Anne-Catherine Simon'. There is a 'folgen' (follow) button and a 'Neu!' (New!) badge. The article image shows a bronze bust of a man with horns, with a 'SCIENCES PO' sign in the background.

## "Früher galt ich als Liberaler. Jetzt gelte ich als Extremist"

VON ANNE-CATHERINE SIMON

### Hetzkampagne.

Ein Deutschlehrer an einer französischen Elite-Uni wird als "islamophober Faschist" diffamiert, nun steht er unter Polizeischutz, beschäftigt das ganze Land - und seine österreichische Direktorin lässt ihn im Stich: Ein Gespräch.

Es gibt Dinge, die hätte sich Klaus Kinzler, Deutsch-Dozent an der französischen Elite-Uni Sciences Po in Grenoble, nie träumen lassen. Zum Beispiel, dass er, ein Mann aus der "politischen Mitte des deutschen Spektrums", einmal an Uni-Mauern als Faschist und islamophob bezeichnet werden würde. Oder dass er, der "noch nie vor der Kamera gestanden ist", in Frankreich landesweit bekannt sein würde.

Und dass er nicht ohne Polizeischutz aus dem Haus gehen würde. Zuletzt hat die Antiterrorereinheit des Innenministeriums das Sicherheitsrisiko für ihn und einen weiteren der Islamophobie bezichtigten Kollegen noch höher eingestuft. "Wir haben jetzt den gleichen Schutz wie die ‚hautes personnalités‘ (hochrangige Persönlichkeiten, Anm.), Spezialkräfte schützen uns 24 Stunden am Tag", erzählte der 61-Jährige am Freitag der "Presse". Seit dem Mord an dem Lehrer Samuel Paty, der Mohammed-Karikaturen im Unterricht gezeigt hatte, nimmt die Politik Hetzkampagnen gegen angeblich "islamophobe" Lehrer extrem ernst. Kinzler findet den Polizeischutz auch "zum Schmunzeln". Angst hat er keine. Sein Sohn schon.

"Das IEP brennt", sagt Kinzler über seine Uni. Seit 25 Jahren unterrichtet er dort - ein Schwabe, in Frankreich hängen geblieben aus Liebe zu einer Tunesierin. Seit einem Jahr hat die Uni mit der Politikwissenschaftlerin Sabine Saurugger eine österreichische Direktorin. Kinzler schätzt sie "außerordentlich". Doch unter dem Druck von Kollegen und Studentenvertretung versagt sie ihm nun die Rückendeckung.

Mails, Stellungnahmen und Dokumente von Professoren und Studentenvertretern, die der "Presse" vorliegen, erzählen die Chronologie einer Eskalation. Im Rahmen der jährlichen "Gleichheitswoche" sollte sich eine

Arbeitsgruppe dem Thema "Rassismus, Islamophobie, Antisemitismus" widmen. "Ich fand es nicht gut, dass diese Begriffe in einem Atemzug genannt werden, weil Islamophobie rechtlich und historisch etwas ganz anderes ist. Das war alles. Ich habe nicht gesagt, Islamophobie gibt's nicht oder der Begriff darf nicht benützt werden." Nachdem die Studentenvertretung ihn und einen Kollegen in den sozialen Medien der Islamophobie bezichtigt und zu belastenden "Zeugenaussagen" aufgerufen hatte, hingen am 4. März Plakate an der Mauer der Universität: "Faschisten in unseren Hörsälen. Islamophobie tötet", plus Kinzlers Name und der eines weiteren Professors. Fotos davon wurden in den sozialen Netzwerken verbreitet. "Früher wurde ich als Liberaler beschimpft, damit konnte ich leben. Jetzt gelte ich als Extremist, als Rassist", sagt Kinzler.

Doch er bekommt Unterstützung von Ministern, Behörden und Medien (auch von den meisten linken). An seiner Uni bekommt er sie nicht. Direktorin Sabine Saurugger verurteilte zwar die Plakate, sprach aber auch gegenüber der AFP von "äußerst problematischen Äußerungen" (ohne diese zu präzisieren). Tags darauf betonte sie in einem Mail, es gehe nicht um den Inhalt, sondern um den Ton. Kinzler: "Frankreich und die Welt haben anderes zu diskutieren als den Ton in ein paar privaten E-Mails!" Und er erzählt von der Sitzung der Lehrkräfte zu diesem Fall: "15 haben auf mich und meinen Kollegen eingedroschen. 20 haben nichts gesagt. Und nur zwei sind aufgestanden für uns. "

Verteidigt von österreichischer Kollegin

Eine davon war die aus Oberösterreich stammende Deutschlehrerin Hedwig Mesana. "Mein Kollege wurde in der Sitzung wieder von einem anderen Kollegen als Rassist beschimpft, was er von A bis Z nicht ist, und die Aussage blieb unwidersprochen", erzählte sie der "Presse". Das Thema Islamophobie sei "so delikant, dass eine enorme Angst herrscht, jemanden, der so attackiert wird, auch nur zu verteidigen, schon gar als Uni-Lehrer. Das kann einen schon in die Nähe davon rücken. Aber man kann doch nicht die extremen Linken und Rechten die Debatte dominieren lassen!"

Für Kinzler geht es nicht in erster Linie um den Begriff Islamophobie. "Es geht mir überhaupt um die Redefreiheit im akademischen Milieu, in der Gesellschaft. Eine Minderheit will in einer Paralleljustiz verbieten, dass über bestimmte Dinge diskutiert wird. Meine Studenten trauen sich nicht mehr, im Unterricht Mitstudenten zu widersprechen, weil sie fürchten, in den sozialen Medien als radikale Rechte denunziert zu werden. Die Mehrheit der Studenten hier ist links, aber nicht linksradikal. Sie erduldet schweigend die Machtübernahme einer extremistischen Minderheit."

Die "Logik der Einschüchterung"

Viel habe mit einem Generationenaustausch im Lehrkörper in den vergangenen Jahren zu tun, sagt Kinzler. Die Stimmung an der traditionell links geprägten Uni "hat sich total verschoben", so Kinzler. "Das ist nicht die übliche Linke, mit der konnte man schön diskutieren, das waren Demokraten." Jetzt sieht er eine "Logik der Einschüchterung".

Bei ihm hat sie nicht funktioniert. Weil die Uni ihn nicht unterstützt, spricht Kinzler jetzt in der Öffentlichkeit. Und Staranwalt Patrick Klugman, Mitarbeiter der sozialistischen Pariser Bürgermeisterin Anne Hidalgo, bereitet für ihn mehrere Klagen vor. "1500 Mails" habe er aus aller Welt bereits erhalten, erzählt Kinzler, sehr viele davon aus dem angelsächsischen Raum. Der Tenor: "Endlich! Uns geht es auch so!" "Ich bin ja Beamter. Wenn ich in Amerika wäre, wäre ich schon entlassen", sagt er.

Auch das Medieninteresse zeigt: Der Lehrer, der sich nicht einschüchtern lassen will, hat einen Nerv getroffen. Dabei will Kinzler im Grunde nur etwas ganz Einfaches. "Ich möchte nicht beschimpft werden, weil ich etwas sage, wozu ich das Recht habe."

# Impostures médiatiques ou postures politiques ? À propos de l'affaire Sciences Po Grenoble, d'un article de *Mediapart* et du Sénat

Publié le [12/03/2021](#) par [L'équipe des rédacteurs d'Academia](#)

*Mediapart* publie un article retraçant et analysant les événements qui ont eu lieu, **à partir de novembre 2020**, à Sciences Po Grenoble, quand un groupe de travail intitulé « Racisme, islamophobie, antisémitisme » a été mis au programme de la semaine de l'égalité et très durement critiqué par un enseignant du même institut. Le Défenseur des droits, interpellé, a estimé que le droit au respect de l'enseignante, membre du groupe de travail et attaquée par son collègue, a été bafoué. Le 6 mars 2021, des collages, nominatifs, sont affichés sur les murs de Sciences Po, et la nouvelle s'invite dans les médias nationaux. « Un traitement médiatique biaisé » dénoncent des enseignant·es et étudiant·es. *Mediapart* fait le point sur la suite des événements, à plusieurs voix. Pour Academia, cette relation, importante, illustre de façon exemplaire la #cancelculture — mieux dénommée « harcèlement » — que subissent les personnes minoritaires dans l'institution universitaire : les femmes, en particulier les maîtresses de conférences, et les étudiant·es. Cette **culture du harcèlement** repose à la fois sur le dénigrement public des personnes, mais aussi sur l'absence de réactions des institutions responsables de la protection des étudiant·es et des agent·es. On a eu tout récemment l'exemple avec l'[ENS de Lyon](#), en dépit d'une [couverture médiatique accablante](#), établissant comme l'établissement participe pleinement de la culture du viol dénoncée par le mouvement #MeToo. Les universités doivent cesser d'ignorer leur participation à la maltraitance active, par défaut d'action et l'[omerta](#) qu'elles organisent, de leurs personnels et des étudiant·es. L'« affaire » de Sciences po est particulièrement grave, car la version des harceleurs a immédiatement été **instrumentalisée par les médias** qui montent la sauce « islamo-gauchiste » depuis janvier. « [Il est logique de voir CNews, liée aux opérations africaines de Bolloré, militer contre l'étude des séquelles du colonialisme](#) », écrivait Philippe Bernard dans *Le Monde* du 6 mars 2021. La chaîne a renchéri hier, avec l'intervention de son présentateur-vedette, qui a donné le nom d'une directrice de laboratoire, engageant aussitôt une campagne d'injures et de diffamation par les activistes d'extrême droite sur les réseaux sociaux<sup>1</sup>. L'inaction — par paresse ou par déni — des institutions explique pour l'essentiel la persistance de pratiques qui mettent en danger la santé et la sécurité des [personnes victimes](#). Mais l'absence de lutte contre les pratiques anti-démocratiques au sein des universités met en danger les [institutions](#) elles-mêmes désormais.

La médiatisation à outrance de l'affaire Sciences Po Grenoble a lieu dans un moment politique particulier, sur lequel Academia est déjà longuement intervenu : l'examen de la loi « confortant le respect des principes de la République » par la Commission de la Culture du Sénat, qui doit donner son « avis » sur le texte pour les sujets qui la concernent : la culture, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche<sup>2</sup>.

Or, depuis mercredi 10 mars 2020, en raison du traitement médiatique organisé par les grands groupes de presse aux puissants intérêts industriels dans l'extraction néo-coloniale et dans la vente d'armes, **les attaques parlementaires se multiplient à toute vitesse**, et même les organisations syndicales sont désormais visées. Ainsi, à **l'Assemblée**, alors que les étudiant·es connaissent la plus grave [crise sociale et sanitaire](#) depuis des dizaines d'années, une députée — Virginie Duby-Muller, première vice-présidente du [parti Les Républicains](#), formant avec les députés Damien Abad et Julien Aubert, ainsi qu'avec le Ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, les [« cadets Bourbons » de la précédente mandature](#) — a ainsi été jusqu'à demander la [dissolution de l'UNEF](#). Du côté du **Sénat** qu'[Academia craint comme la peste brune](#), Nathalie Delattre, apparentée à gauche, co-secrétaire du [Mouvement radical](#) et sénatrice de la Gironde, vient de reprendre à son compte la demande des députés Damien Abad et de Julien Aubert du 25 novembre dernier et exige « une commission d'enquête sur la laïcité à l'université ». Pire, sur la base des fausses informations et d'une méconnaissance ignominieuse de l'affaire de Grenoble, des amendements attaquant directement les franchises universitaires des étudiant·es — car [les étudiants sont aussi protégés par les franchises](#), ce que certain·es semblent avoir oublié — viennent d'être déposés par le sénateur Piednoir, d'après nos informations (ces amendements ne sont pas encore publiés). Et pourtant, la grande orchestratrice de l'attaque contre les universitaires et les étudiant·es, Frédérique Vidal, est encore en poste.

Cibler les universitaires dans leur ensemble : tel est l'objet de cette puissante attaque médiatique commencée il y a plus de deux mois. L'affaire Sciences Po Grenoble se trouve ainsi fallacieusement médiatisée à outrance, dans un contexte où tout est bon pour cibler individuellement ou collectivement les universitaires qui contestent la politique du gouvernement, ou mettent en cause, par leurs travaux, l'ordre patriarcal et capitaliste. C'est le cas de l'extrême droite qui recourt à ses méthodes habituelles pour stigmatiser des personnes, à l'instar de la récente « [liste des 600 gauchistes complices de l'islam radicale](#) [sic] qui pourrissent l'université et la France » par laquelle Philippe Boyer, un jardinier de Nancy aux opinions très droitières, a lié les noms de centaines de collègues ayant demandé la démission de Frédérique Vidal à leurs pages professionnelles.

Mais **qui est responsable de tout cela ?** Après ce qui vient de se passer concernant les deux enseignants de Sciences Po Grenoble, le rôle des grands groupes médiatiques est évident, mais aussi celui de la ministre elle-même. Philippe Boyer lui-même ne s'y est d'ailleurs pas trompé — du moins quand les instances universitaires ont entrepris de défendre leurs agents. S'il doit être poursuivi pour diffamation ou injure, il faut également porter plainte contre la Ministre, a-t-il rétorqué.



Toujours soutenue par Jean

Castex et Emmanuel Macron, « **la ministre Frédérique Vidal est entièrement responsable de la situation** ».

Pour la CGT FercSup, la ministre

*a créé les conditions pour que le travail, la recherche universitaires soient stigmatisés, pour que des personnels de son ministère soient montrés du doigt, dénoncés et leurs noms jetés en pâture sur la place publique. Par ses propos et déclarations, par ses attaques publiques, elle a mis en danger des personnels de son ministère, malgré les alertes et les courriers.*

« Elle a ainsi engagé sa responsabilité pénale. Elle pourra ensuite démissionner. »

**#ResistESR**

## Accusations d'islamophobie: la direction de Sciences Po Grenoble a laissé le conflit s'envenimer

- par **David Perrotin**, paru dans *Médiapart* le 11 mars 2021

*Extraits*

Une violente polémique agite Sciences Po Grenoble depuis que l'Unef a relayé des affiches accusant de manière nominative deux professeurs d'« islamophobie ». Des enseignants et étudiants dénoncent pourtant l'« instrumentalisation de cette affaire » et un « traitement médiatique biaisé ». **Depuis décembre, d'après nos informations, de nombreuses instances avaient été alertées sans entraîner de réaction de la direction.** Il est midi mardi 9 mars lorsqu'une vingtaine d'étudiants de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble déploient une banderole au pied de l'université. « Islam ≠ Terrorisme », peut-on lire en plus de deux autres inscriptions affichées sur des cartons pour rappeler que le « racisme est un délit » et pour dire « stop à l'islamophobie ». (...)

Quelques jours avant, ce sont d'autres affiches qui avaient été placardées sur ces mêmes murs de l'IEP avec les noms de deux enseignants de l'IEP. (...) De manière unanime, la classe politique a dénoncé cette action, représentant selon elle une véritable mise en danger pour les deux enseignants. (...)

Visé par ces collages, Klaus Kinzler, professeur d'allemand, enchaîne les médias depuis, pour témoigner et livrer sa version de la genèse de l'affaire. Cette « cabale » serait née simplement parce qu'il contestait le choix



d'utiliser le terme « islamophobie » lors d'une semaine de l'égalité. D'après lui, « la liberté d'expression n'existe plus à Sciences Po ». « Ils voulaient nous faire la peau à moi et mon collègue », dit-il aussi dans [Le Point](#) en évoquant une partie des étudiants de l'institution. (...)

### « Une réécriture de l'histoire » qui ferai « honte » à l'IEP de Grenoble. Retour sur une affaire de harcèlement

Fin novembre donc, sept étudiants et une autre enseignante, Claire M., planchent ensemble dans un groupe de travail pour préparer la « semaine de l'égalité et contre les discriminations » qui se tient annuellement depuis 2017. Ce groupe a pour intitulé « Racisme, islamophobie, antisémitisme ». Klaus Kinzler le rejoint alors qu'il est déjà constitué et remet immédiatement en cause l'intitulé.

*« Bonsoir à tout le monde, concernant notre groupe thématique “Racisme, islamophobie, antisémitisme”, je suis assez intrigué par l'alignement révélateur de ces trois concepts dont l'un ne devrait certainement pas y figurer (on peut même discuter si ce terme a un vrai sens ou s'il n'est pas simplement l'arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous) », écrit d'emblée le professeur d'allemand qui livre la véritable raison de sa présence dans ce groupe : « Je ne vous cache pas que c'est en vertu de ce contresens évident dans le nom de notre groupe thématique que je l'ai choisi. »*

Claire M., l'enseignante en question, répond le lendemain pour défendre le choix de l'intitulé qui n'est d'ailleurs pas de son fait. Ce dernier a été décidé après un sondage en ligne lancé par l'administration et a été validé par un comité de pilotage. « La notion d'islamophobie est effectivement contestée et prise à partie dans le champ politique et partisan. Ce n'est pas le cas dans le champ scientifique », défend la maîtresse de conférences qui cite des arguments scientifiques pour se justifier. Elle précise aussi « qu'utiliser un concept ne dispense pas d'en questionner la pertinence, de se demander s'il est opérant ».



Sciences-po Grenoble (Isère), le 9 mars. Des étudiants manifestent devant l'école contre l'islamophobie, quelques jours après les accusations contre deux professeurs. AFP/Philippe Desmazes

Quelques heures plus tard, Klaus Kinzler répond de manière plus virulente. Les étudiants du groupe de travail, eux, sont toujours en copie. « Affirmer péremptoirement, comme le fait Claire, que la notion d'islamophobie ne serait “pas contestée dans le champ académique” me paraît une imposture », estime l'enseignant qui conteste les références utilisées par Claire qui mettait en avant « le champ académique ».

*« Ou alors soyons francs et reconnaissons tout de suite ceci : ce “champ académique” dont (Claire) parle et dont elle est un exemple parfait, est lui-même, du moins dans certaines sciences sociales (qu'à l'INP on appelle “sciences molles”), devenu partisan et militant depuis longtemps », poursuit-il.*

Il ajoute : « Contrairement à ce que Claire affirme ex cathedra, le débat académique sur la notion hautement problématique de l'“islamophobie” n'est absolument pas clos... » Il enchaîne pour évoquer une notion « fourre-tout », « inventée de toutes pièces comme arme idéologique dans une guerre mondiale menée par des “Fous de Dieu” (au sens littéral) contre les peuples “impies”, notion qui semble avoir envahi de nombreux cerveaux, y compris dans notre vénérable institut ».

*C'est pour cela que je refuse catégoriquement de laisser suggérer que la persécution (imaginaire) des extrémistes musulmans (et autres musulmans égarés) d'aujourd'hui ait vraiment sa place à côté de l'antisémitisme millénaire et quasi universel ou du racisme dont notre propre civilisation occidentale (tout comme la civilisation musulmane d'ailleurs) est passée championne du monde au fil des siècles... »*

Il dénonce ensuite « le véritable scandale » que représente selon lui le nom de ce groupe de travail, « une réécriture de l'histoire » qui ferai « honte » à l'IEP de Grenoble.

*« J'ai décidé que, au cas où le groupe déciderait de maintenir ce nom absurde et insultant pour les victimes du racisme et de l'antisémitisme, je le quitterai immédiatement (c'est déjà presque fait, d'ailleurs) », annonce-t-il en guise de conclusion.*

Juste après ce mail, Vincent T., maître de conférences en sciences politiques – que Klaus Kinzler avait laissé en copie caché dans l'échange – intervient alors qu'il ne fait pas partie du groupe de travail<sup>3</sup>. Il défend son collègue et cible directement Claire M. en disant découvrir « avec effarement à quel point des universitaires sont enfoncés dans le militantisme et l'idéologie ». « Associer l'IEP de Grenoble au combat mené par des islamistes, en France et dans le monde, et de surcroît au moment où le gouvernement vient de dissoudre le CCIF mais vous devenez fous ou quoi ? », interroge Vincent T<sup>4</sup>. (...)

En réponse, Klaus Kinzler poursuit sa dénonciation dans un mail fleuve, notamment d'une « partie grandissante des chercheurs en sciences sociales ». « Tous les jours, les départements en "gender studies", "race studies" et autres "études postcoloniales" (liste loin d'être exhaustive !) des universités les plus prestigieuses du monde sortent leur production de nouveaux livres et articles "scientifiques" dont les conclusions sont strictement hallucinantes (pour des personnes normalement constituées) », poursuit le professeur d'allemand avant de déplorer « la cancel culture » qui serait à l'œuvre. Il continue de dénigrer les sciences sociales qui produiraient « un tas de choses invraisemblables » et qui seraient bien moins légitimes que « les sciences dures ». Il se fait ensuite plus intransigent : « Je vais être clair : je refuse absolument d'accepter qu'on puisse continuer, comme Claire le propose au groupe, de conserver l'intitulé de la journée prévue. »

Le prof d'allemand qui revendique auprès de Mediapart son côté « provoc' » a en tout cas une réputation « sulfureuse » au sein de l'IEP. « Lui et Vincent sont les deux profs réputés à droite quoi et parfois très militants », contextualise un enseignant. L'argumentation de Klaus Kinzler déployée dans ses mails le prouve.

*« Les musulmans ont-ils été des esclaves et vendus comme tels pendant des siècles, comme l'ont été les Noirs (qui aujourd'hui encore sont nombreux à souffrir d'un racisme réel) ? Non, historiquement, les musulmans ont été longtemps de grands esclavagistes eux-mêmes ! Et il y a parmi eux, encore aujourd'hui, au moins autant de racisme contre les Noirs que parmi les Blancs », peut-on lire. Il poursuit sa mise en cause des musulmans en expliquant qu'ils n'ont pas jamais été « persécutés », « tués » ou « exterminés » comme l'ont été les juifs et qu'au contraire, on compterait parmi eux « un très grand nombre d'antisémites virulents ».*

Il en profite pour expliquer qu'il n'a « aucune sympathie » pour l'islam « en tant que religion » et préfère même « largement le Christ qui, lui, pardonne fameusement à la femme adultère ». Il précise toutefois n'avoir aucune « antipathie » à l'égard des musulmans, mais reprend à son compte la théorie qui veut que ces derniers soient a priori solidaires des terroristes : « Pourquoi n'y a-t-il pas des millions de musulmans dans la rue pour le crier haut et fort, immédiatement, après chaque attentat, pourquoi ? » Il termine enfin son mail en proposant un nouvel intitulé qui serait « Racisme, antisémitisme et discrimination contemporaine » pour englober « l'homophobie, l'islamophobie et la misogynie ». (...)



Banderolles affichées mardi 9 mars devant Sciences Po Grenoble, lors d'une manifestation © Radio France – Véronique Pueyo

**« Après ces échanges, Claire M. a considéré être victime d'une agression et même d'un harcèlement »**

« Après ces échanges, Claire M. a considéré être victime d'une agression et même d'un harcèlement », explique l'un de ses collègues. Elle aurait reproché à Klaus Kinzler de se contenter de livrer ses opinions personnelles face à des arguments scientifiques. Mais aussi de la dénigrer, la qualifiant d'« extrémiste ». Il aurait ainsi clairement dépassé son devoir de réserve et bafoué le principe de laïcité en faisant l'éloge du Christ. L'enseignante sollicite l'intervention de la direction qui refuse de rappeler à l'ordre Klaus Kinzler mettant en avant la liberté d'expression. (...)

D'après son entourage, Claire M. vit mal « l'inertie de la direction » et est même mise en arrêt maladie du 7 au 11 décembre. Juste avant, elle alerte Pacte, le labo de recherches de l'université dont elle dépend. Ce labo rattaché au

CNRS publie dans la foulée un communiqué interne pour affirmer « son plein soutien » à l'enseignante « attaquée personnellement ». Sans jamais nommer Klaus Kinzler, il lui reproche de nier ses résultats scientifiques (elle travaille depuis de longues années sur les questions autour de l'islam et des musulmans et est largement reconnue alors que lui n'est pas chercheur) et dénonce une forme de « harcèlement ». Il rappelle enfin que le débat scientifique nécessite « liberté, sérénité et respect ».

*« On ne voulait pas attaquer la direction », explique un membre de ce labo, « mais on ne pouvait pas laisser un prof dénigrer les SHS de cette manière, mettre en copie un prof qui n'a rien à voir avec ce groupe de travail, et les laisser s'en prendre à une collègue aussi violemment par mail devant ses étudiants. C'était un rappel à l'ordre sur la forme puisque la direction refusait d'intervenir ».*

(...) En effet, l'enseignant est furieux, voit dans la réaction de Pacte « une punition » et envoie de nombreux mails à la communauté éducative pour exposer ce litige et se plaindre de Claire M. Il va jusqu'à publier sur son site internet les échanges sans l'accord de l'enseignante. « Il a même utilisé les échanges de mails et la réponse du labo comme matériel pédagogique pour évoquer avec ses étudiants “la cancel culture” dont il se dit victime », témoigne l'une de ses collègues : « Claire M. n'avait rien demandé et c'est d'abord son nom qui a été jeté en pâture. Il se garde bien de dire qu'il est allé aussi loin? » Comme l'a constaté Mediapart, Klaus Kinzler a en effet utilisé cet incident lors de conférences de méthode de langue allemande de 3<sup>e</sup> année consacrés à la *cancel culture*. (...)

**Face à l'inaction de la direction, Claire M. avait également saisi le Défenseur des droits en**

**décembre.** D'après nos informations, l'institution via sa cellule grenobloise a envoyé un courrier le 11 janvier à Sabine Saurugger, la directrice de l'IEP. Dans cette lettre, le Défenseur des droits précise qu'il n'a pas à se positionner sur le fond du débat mais rappelle que le respect entre collègues est un élément fondamental. Surtout, il estime que Vincent T. et Klaus Kinzler ont bafoué le droit au respect de Claire M. et que cette dernière n'a pas bénéficié du soutien de la direction.

(...)

**Contrairement à ce qui a pu être dit jusqu'à présent, la plupart des instances internes ont donc été sollicitées avant que les fameuses affiches soient collées sur les murs de l'IEP.** L'Union syndicale, par exemple, avait aussi dénoncé l'inaction de la direction et demandé par courrier qu'elle condamne les propos tenus par le professeur. « L'islamophobie n'a pas sa place dans notre institut tout comme les autres discriminations que peuvent être le racisme et l'antisémitisme », peut-on lire dans un échange daté du 9 janvier. Le syndicat en profitait pour apporter son soutien à l'enseignante et demander la suppression du cours sur l'islam de Vincent T. qu'ils accusent d'islamophobie. (...)

Si, depuis, tout le personnel enseignant condamne sans réserve ce collage, certains reçoivent difficilement le discours que Klaus Kinzler va défendre à la télévision. Et ses accusations contre ses collègues, la direction, les étudiants et le labo de recherches Pacte. « Je condamne très fermement ces affichages mais conteste toute responsabilité du labo dans les accusations faites à l'encontre de ces deux professeurs dont l'un est aussi membre de Pacte », soutient Anne-Laure Amilhat-Szary, directrice du laboratoire. (...)





Cette femme [redacted] est une instigatrice de la fatwa lancée contre 2 profs. à Science po. Grenoble. L'islamo fascisme dans toute sa splendeur

Photos du jourm [redacted] 9 mars, à 12:28 · [redacted]

Afficher en taille réelle

Flore Peron et 5 autres personnes aiment ça.

936 partages

Commentaires précédents...

Simon Persico, professeur à l'IEP, résume :

*« On a soutenu ces deux enseignants, condamné ces collages, mais l'affaire qui est relatée dans les médias prend une tournure présentant la communauté pédagogique comme des islamo-gauchistes inconséquents. C'est faux. Il faut apaiser ce débat qui a pris une ampleur inédite, aggravé par une situation de confinement très lourde pour les étudiants et qui empêche toute discussion sereine et respectueuse. »*

Pendant que deux inspecteurs généraux missionnés par Frédérique Vidal auditionnent les différents acteurs de cette affaire, Klaus Kinzler, lui, poursuivait son marathon médiatique. Il s'interroge aussi sur la suite. « Juste après l'émission que j'ai faite sur CNews, j'ai discuté vingt minutes avec Serge Nedjar, le patron de la chaîne, qui voulait que je vienne plus régulièrement. Ça m'a flatté », révèle-t-il avant de conclure : « Je vais y réfléchir. »



Cette femme [redacted] est une instigatrice de la fatwa lancée contre les 2 profs à Science po Grenoble. L'islamo fascisme dans toute sa splendeur...Elle a mis les doigts dans la prise, dommage que ce n'était pas était du 380 ...



Sur l'affaire Sciences po Grenoble, voir aussi

- [Islamophobie à Sciences Po Grenoble : les faits alternatifs de Frédérique Vidal](#), par Gildas Le Dem, Regards, 12 mars 2021
- [Sciences-Po Grenoble : une semaine de tempête médiatique sur fond d' »islamo-gauchisme «](#), par François Carrel, *Libération*, 13 mars 2021

Pour aller plus loin

- [« Il est logique de voir CNews, liée aux opérations africaines de Bolloré, militer contre l'étude des séquelles du colonialisme »](#), par Philippe Bernard, *Le Monde*, 6 mars 2021.
- [La #cancelculture pour les nuls](#), 3 janvier 2021 — sur le harcèlement sur les listes de diffusion
- [Hcéres. Petits arrangements entre amis très chers](#), 24 février 2021 — sur une pratique anti-démocratique au sommet de l'ESR, les conflits d'intérêt en bandes organisées

- [La #cancelculture à l'ENS de Lyon: refuser d'entendre les victimes de violences sexistes et sexuelles](#), 2 mars 2021
  - [La sénatrice Nathalie Delattre souhaite « une commission d'enquête sur la laïcité à l'université »](#), *Public Sénat*, 12 mars 2021
1. [Analyse de la séquence par David Guiraud](#), 12 mars 2021. Alertes Academia : [Tweet 1](#) ; [Tweet 2](#). [ ]
  2. Stéphane Piednoir, sénateur Les Républicains, en est le rapporteur. Sur Stéphane Piednoir, consultez avec projet les billets Academia : « [L'État abdique de ses responsabilités](#) » : [Frédérique Vidal à la question sur Public Sénat](#), 28 septembre 2020 ; [Loi de programmation de la recherche : nuit noire sur le Sénat](#), 29 octobre 2020; [Les coulisses de la CMP : comment la suppression de la qualification a été maintenue](#), 14 novembre 2020. [ ]
  3. NDLR. Vincent T. est un actif contributeur à la liste Vigilance Universités qu'Academia a évoquée à plusieurs reprises. Voici les propositions qu'il fait pour l'avenir des SHS dans un courriel du 7 février 2021, à 21h43, dans un fil de discussions intitulé « Note sur la pénétration des idéologies identitaristes dans l'ESR – Re: questions en vue de l'audition » : « Le texte de présentation me paraît très bien, mais il manque un aspect essentiel : que propose Vigilance universités ? C'est très bien d'alerter, mais il faut aussi faire avancer le schmilblick.  
Pour aller droit au but, je suggère quatre pistes dont voici leurs grandes lignes :  
1/ interdire toutes les manifestations religieuses dans les locaux des universités, ce qui inclut évidemment les signes d'appartenance, mais aussi le prosélytisme direct ou indirect.  
2/ renforcer l'apprentissage de l'esprit rationnel dans les programmes des universités, ce qui inclut le développement d'une approche critique des religions, des fausses croyances et autres fadaïses qui ont abouti à faire croire que le voile ou le mariage précoce sont des instruments de l'émancipation féminine  
3/ arrêter le financement des projets qui sont portés par les nouvelles idéologies décoloniales, indigénistes, néoféministes et tutti quanti  
4/ empêcher les recrutements correspondant aux sus-dites idéologies.  
Il s'agit certes d'un programme ambitieux, et sans doute un peu brutal, je le conçois, mais je pense qu'il faut désormais taper du poing sur la table. Et puis vous savez bien que dans une négociation, il faut demander beaucoup pour obtenir peu. L'interdiction de l'écriture inclusive et des signes religieux, ce serait déjà top. » [ ]
  4. NDLR. Sur la dissolution du CCIF, voir le billet Academia [La liste des coupables s'allonge. Au tour des universités ?](#), 6 décembre 2020. [ ]
-

# 11 Mars : Marianne

[https://www.marianne.net/societe/education/a-liep-de-grenoble-toujours-pas-de-front-commun-derriere-les-deux-professeurs-accuses-dislamophobie?utm\\_term=Autofeed&utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter&Echobox=1615497049#xtor=CS2-5](https://www.marianne.net/societe/education/a-liep-de-grenoble-toujours-pas-de-front-commun-derriere-les-deux-professeurs-accuses-dislamophobie?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1615497049#xtor=CS2-5)

## À l'IEP de Grenoble, toujours pas de front commun derrière les deux professeurs accusés d'islamophobie

Université

Par Magazine Marianne

Publié le 11/03/2021 à 21:07

Jeudi 4 mars les noms de deux professeurs de Sciences Po Grenoble accusés d'islamophobie ont été placardés devant l'établissement. Si elle condamne les collages, la directrice de l'Institut d'Études Politiques (IEP) indique qu'un rappel à l'ordre a été émis vis-à-vis de l'un des deux professeurs pour ses propos. Dans un communiqué non-officiel des étudiants indiquent se "dissocier clairement des professeurs."

À l'IEP de Grenoble, on est loin d'un front commun derrière les deux professeurs accusés d'islamophobie. Une semaine après que leur nom a été placardé devant l'établissement par le biais d'un collage, enseignants et étudiants peinent à exprimer un soutien explicite et unanime à leurs collègues placés sous protection. Si elle condamne les collages nominatifs, la directrice de l'IEP a indiqué qu'un rappel à l'ordre avait été émis vis-à-vis de l'un des deux professeurs. Dans un communiqué non officiel, des étudiants tiennent à se "*dissocier clairement des professeurs.*"

Après plusieurs jours de silence, la directrice de l'IEP de Grenoble s'est exprimée. "*Ces affiches mettent en danger non seulement la vie des deux collègues mais également l'ensemble des communautés étudiantes, enseignantes, (et le) personnel administratif*" a expliqué Sabine Saurugger le 10 mars à l'AFP.

### RAPPEL À L'ORDRE

Une condamnation sur la forme des attaques, mais visiblement pas sur le fond. "*Je pense qu'il y a un ton qui est extrêmement problématique dans ses propos, avec des idées qui sont développées parfois un peu rapidement, et donc un rappel à l'ordre et une incitation au dialogue ont été entrepris*" indique la directrice, faisant référence à l'un des professeurs qui dans ses courriels avec une collègue a notamment écrit qu'il n'aimait "*pas beaucoup*" l'islam.

"*La liberté académique est un principe qui est central pour Sciences Po Grenoble*", assure Sabine Saurugger, "*et lorsque cette liberté académique commence à atteindre des limites qui sont définies par un cadre réglementaire, dans ce cas-là, la directrice doit intervenir, et est intervenue avec un rappel à l'ordre.*"

Concernant le second professeur dont le cours a été visé par un appel à témoignages sur Facebook de l'Union Syndicale Sciences Po Grenoble pour d'éventuels propos islamophobes, la directrice reconnaît que l'appel à témoignage est "*très problématique*" et affirme que "*nous devons savoir qu'aujourd'hui, et depuis*

*l'assassinat de Samuel Paty, nous sommes dans une situation qui est grave, et qui peut être potentiellement dangereuse pour quelqu'un qui est accusé d'islamophobie sur les réseaux."*

Dans un courriel envoyé à ses étudiants, le professeur dont le cours était visé par l'appel à témoignages avait écrit : *"Pour des raisons que je ne peux expliquer par mail, je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit "Union Syndicale" de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds."* Une demande *"clairement discriminatoire"* selon la directrice de l'IEP. Pourtant, samedi le procureur de Grenoble avait décidé de classer sans suite la plainte pour discrimination syndicale déposée par l'Union Syndicale.

## "SE DISSOCIER CLAIREMENT DES PROFESSEURS"

Dans Mediapart, un groupe d'étudiants [a publié](#) le 10 mars un communiqué non-officiel sur la situation. Ils assurent *"se dissocier clairement des professeurs de l'IEPG accusés et de leurs propos"* et accusent Klaus Kinzler de porter des propos dans ses courriels *"amalgamant les citoyens musulmans et les terroristes."* Ces étudiants se dissocient également de l'Union Syndicale à qui ils reprochent d'avoir *"prouvé au cours de cet épisode sa déconnexion envers les élèves qu'elle prétend représenter."*

Dans un [communiqué](#) du 9 mars, les professeurs de l'IEP écrivaient : *"Nous condamnons fortement et fermement ces actions dangereuses pour nos collègues, notre institut et notre démocratie. Des vies sont aujourd'hui en danger et c'est intolérable"*, désignant aussi bien les collages que les interventions médiatiques de professeurs. Et ne mentionnant aucun soutien explicite aux deux professeurs accusés d'islamophobie.

En d'autres termes, à l'IEP de Grenoble, si les collages nominatifs sont dénoncés, la controverse sur le fond, c'est-à-dire sur la notion d'islamophobie, reste entière. Ainsi que la confusion entre critique d'une religion, autorisée par la loi, et injures contre des personnes.

# 11 Mars : Marianne

<https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/iep-de-grenoble-ou-sont-les-fascistes>

## IEP de Grenoble : où sont les fascistes ?

Édito

**Par Natacha Polony**

Publié le 11/03/2021 à 12:50



La peur est la plus sûre alliée du vrai fascisme. © Hannah Assouline.

L'une des questions que pose l'affaire de Sciences Po Grenoble est de savoir si un professeur doit accepter stoïquement d'être traité de fasciste au motif qu'il rappelle la définition d'un mot. Une autre question est de savoir **si nous pouvons laisser tranquillement écrire et proclamer par des étudiants enivrés de leur courage antifasciste que « l'islamophobie tue ». Jusqu'à preuve du contraire, ce qui a beaucoup tué en France ces dernières années, ce n'est pas une supposée islamophobie.**

L'homme est apparu sur les plateaux de télévision, visiblement affecté. Indigné. De son léger accent allemand, le professeur agrégé a décrit la polémique à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, le placardage de son nom et de celui d'un de ses collègues, avec ces mots, « *des fascistes dans nos amphis* » **les enseignants et la direction de l'IEP, bien sûr solidaires**, dénonçant une « *mise en danger* » par ce placardage et sa diffusion sur les réseaux sociaux, **mais sans jamais s'avancer sur le fond. Sans jamais affirmer clairement qu'un professeur refusant le concept d'« islamophobie d'État » et distinguant la « peur de l'islam » de la « détestation envers les musulmans », que l'on soit d'accord ou non avec cette position, n'a rien d'un fasciste.**

"ISLAMO-GAUCHISME" ?

Il est assez piquant que cet épisode arrive quelques jours après le psychodrame autour de l'« islamo-gauchisme », concept, nous l'avons écrit, vidé de sa substance par une droite et une extrême droite qui l'utilisent comme slogan et comme insulte, mais dont les étudiants de l'IEP de Grenoble ont eu visiblement à cœur de raviver la pertinence. Que **des étudiants pétris de certitudes, et dont la virulence est inversement**

**proportionnelle au recul historique**, s'en prennent à des professeurs et les traitent de fascistes, ce n'est que banalité depuis Mai 68. Que les actuels étudiants des IEP soient davantage biberonnés à la pop culture américaine – **et au minoritarisme sectaire** qui en est le corollaire – qu'à la philosophie politique européenne est également une évidence. On serait donc tenté de balayer d'un revers de main ces éruptions consternantes. De même que Mai 68, qui était un mouvement de libération nécessaire et la source de progrès appréciables, a donné lieu à une mascarade idéologique dans laquelle des enfants de bourgeois proclamaient la gloire de Mao et aspiraient à la dictature du prolétariat avant de devenir communicant, publicitaire ou patron de presse sans que la cause des classes populaires ait avancé d'un pouce, **de même les grandes proclamations prétendument antiracistes de ces « gardes rouges » intersectionnels leur permettront d'atteindre des positions dominantes sans que les inégalités et les discriminations véritables aient le moins du monde régressé. Mais peut-être faut-il craindre que, en arrivant au pouvoir, ces gauchistes rangés des voitures n'imposent, comme avant eux les gagnants de Mai 68, le pire de leur idéologie.** Ce furent l'individualisme consumériste et la destruction de la méritocratie. **Ce seront la pudibonderie autocentrée et la détestation de l'universalisme.**

En attendant ces jours heureux, l'une des questions que pose cette affaire est de savoir si un professeur doit accepter stoïquement d'être traité de fasciste au motif qu'il rappelle la définition d'un mot, et de voir ses étudiants guetter et enregistrer ses supposés « dérapages » pour constituer un dossier contre lui. En l'occurrence, le professeur visé a prié les activistes de bien vouloir aller se faire voir ailleurs, ce qui leur a permis de crier à la discrimination syndicale.

**Ce furent l'individualisme consumériste et la destruction de la méritocratie. Ce seront la pudibonderie autocentrée et la détestation de l'universalisme.**

Une autre question est de comprendre comment une enseignante peut se plaindre officiellement de harcèlement parce qu'un de ses collègues refuse, dans des courriels longs et argumentés, de mettre sur le même plan islamophobie et antisémitisme et récuse donc une part de ses travaux. **La controverse scientifique relève désormais de l'« atteinte morale violente »...**

L'ISLAMOPHOBIE TUE ?

Une dernière question, plus essentielle, est de **savoir si nous pouvons laisser tranquillement écrire et proclamer par des étudiants enivrés de leur courage antifasciste que « l'islamophobie tue ».** Jusqu'à preuve du contraire, ce qui a beaucoup tué en France ces dernières années, c'est une idéologie se réclamant d'un islam radical que ses adeptes veulent présenter comme le plus pur, et qui considère notre modernité européenne comme **décadente et perverse.** Il n'est pas question d'imaginer une seconde que « les » musulmans, ou même qu'une majorité de musulmans, adhèrent à ce délire haineux (et rien ne justifie le racisme ou la haine des gens de confession musulmane – l'attentat contre la mosquée de Bayonne fut à

raison unanimement condamné et reste, heureusement, une exception), mais **c'est bien cette idéologie qui a massacré en masse. Pas une supposée islamophobie.**

L'horreur vécue par Samuel Paty aura au moins eu la vertu de nous faire réagir assez rapidement quand certains utilisent le pilori des réseaux sociaux pour y clouer les noms des supposés islamophobes (**car c'est l'accusation d'islamophobie qui tue en France et non l'islamophobie**). Mais cela ne suffit pas à nous faire prendre conscience collectivement que l'activisme qui progresse à une vitesse vertigineuse dans les universités, qui impose sa loi dans les sciences sociales en réclamant la démission des récalcitrants, et qui gagne peu à peu les bastions des élites (les territoires enclavés et les classes populaires intéressent assez peu ces sympathiques missionnaires) nous prépare un avenir étouffant. **Ces gens sont ultra-minoritaires ? Hélas, comme ils ne sont pas démocrates, ça ne les empêchera nullement d'imposer leurs vues, dans le silence assourdissant de tous ceux qui préfèrent se taire plutôt que d'être à leur tour accusés. La peur est la plus sûre alliée du vrai fascisme.**



## Sylvain Fort : De quoi Klaus Kinzler est le nom



**L'affaire de l'IEP de Grenoble met en lumière avec une sorte de précision entomologique la mécanique de l'"islamo-gauchisme", ses méthodes, son ethos. Effarant.**

Lorsque Frédérique Vidal parla d'"islamo-gauchisme", on lui reprocha d'employer un terme dépourvu de sens. De politique, la querelle se fit sémantique. On décortiqua le concept. Sa généalogie. Son étymologie. Sa bibliographie. Ses théories et ses apories. Disputes doctrinales! Querelle de chapelles! Les Six-Cents contre les Cent-Trente (1)! Notes de bas de pages, parole ex cathedra du CNRS soi-même, variantes, *peer review* ..., à la fin, tout fut fait que pour cette notion un peu floue soit engloutie sous une masse de considérations abstraites venant en saper l'existence même.

À rebours, l'affaire qui secoue l'IEP de Grenoble manifeste avec éclat ce que ces disputes voulaient évincer : la réalité. Cette affaire met en lumière avec une sorte de précision entomologique la mécanique de l'islamo-gauchisme, ses méthodes, son ethos. **Nous le voyons s'ébattre dans son biotope naturel. L'IEP de Grenoble en est devenu l'enclos expérimental. À l'oeil nu, on observe le syllogisme qui associe gauchisme et islamisme : le gauchisme s'assigne comme tâche morale et politique de détecter et punir le fascisme, or émettre la moindre objection théologique, morale ou culturelle sur l'islam, religion des opprimés, est fasciste, donc il faut punir au nom de l'islamophobie les réfractaires à l'islam, puisque ce sont des fascistes. À partir de là, la chasse est ouverte.**

### Panique chez les sensitivity readers

Une ruse de l'Histoire a voulu qu'au coeur de ce biotope fût placé un être singulier : M. Klaus Kinzler. Professeur agrégé d'allemand à l'IEP de Grenoble depuis vingt-cinq ans, la soixantaine, apprécié de ses étudiants, **Klaus Kinzler semble être hermétique aux évolutions de son environnement.** Cerné par les menées de l'islamo-gauchisme, **il n'y a pas adapté sa conduite ni sa parole.** Il croit encore que l'on peut critiquer l'islam - ce qu'il a fait (respectueusement) dans un mail largement diffusé au sein de l'établissement pour marquer son désaccord avec la place que cette religion fait aux femmes. Il croit aussi qu'on peut dire du bien du christianisme, ce qu'il fait en recommandant la lecture du pardon de Jésus à la femme adultère. Il croit même qu'on peut ne pas mettre sur le même plan l'antisémitisme, et ses persécutions "millénaires", et l'islamophobie. Il croit enfin qu'on peut publiquement rembarrier une jeune collègue que l'on a crue arrogante, puis s'en excuser publiquement sans en subir les conséquences radicales. Panique chez les *sensitivity readers*.

**Mais dans quel monde vit donc M. Kinzler?** Auteur jadis d'un livre sur l' *Hypérion* d'Hölderlin, il semble, comme le héros de ce dernier, **habiter un univers où les idéaux sont purs et l'amour intègre : un monde d'avant.** Son nom et celui d'un de ses collègues sont-ils exposés sur les murs de l'établissement

pour le désigner à la vindicte? **Le voici qui, loin de se terrorer, répond à toute la presse et redit ce qu'il a écrit, sans repentir, sans palinodie.** Il évoque le lâchage de ses collègues, le silence coupable des étudiants, la conspiration du mensonge et de la manipulation, la menace qui pèse sur lui et sa famille. **Et si ce M. Kinzler était simplement un de ces individus dont tout le monde attendait qu'il se levât le premier pour se lever avec lui?**

*"La République avait perdu en Samuel Paty un de ses fils, elle gagne en Klaus Kinzler un de ses hérauts les plus impressionnants"*

Ce que montrent les mails rendus publics de Klaus Kinzler, c'est un goût pour le débat et la réflexion, pour la cohérence intellectuelle et la liberté de penser, c'est-à-dire à peu près tout ce pour quoi les plus éclairés de nos ancêtres se sont battus depuis des siècles en Occident. **Rien de plus, rien de moins.** Peut-on discuter les points qu'il soulève? Oui. Il le demande. Il le propose. Se laisse-t-il abattre par les oukases? Non, il les brave. La République avait perdu en Samuel Paty un de ses fils, elle gagne en Klaus Kinzler un de ses hérauts les plus impressionnants : **il ne manie pas les grands mots, ne pratique aucune allégeance, mais fait vivre avec une sorte de simplicité devenue inusuelle la simple possibilité de donner son avis sans risquer sa peau, simplement parce que c'est un avis de citoyen - et même : un avis de professeur. Sa force, c'est l'évidence.** Il y a du Parsifal ou du marquis de Posa (2) chez cet idéaliste qui nous tend le miroir de nos propres lâchetés, de nos silences, de nos accommodements.

### Quand l'oukase alterne avec la fatwa

Grâce à cette parole libre, nous cernons mieux les contours de ce fameux "islamo-gauchisme". La fascination pour les *safe spaces* s'y mêle à la nostalgie du goulag; la protection des plus fragiles est le viatique d'une tyrannie sans partage; **la vie compte pour rien pourvu que triomphe le dogme; les mandats d'exécution sommaire sont rédigés en écriture inclusive; la chasse en meute annihile la responsabilité individuelle. On ne voudrait pas passer une heure dans le monde dont ces gens rêvent, où l'oukase alterne avec la fatwa.** Nous sommes bien loin de l'utopie de l'émancipation. **Nous voici plongés dans les fantasmes ténébreux de la brute petite-bourgeoise.** Il y a quelque chose de tristement banal, un goût de déjà-vu, dans l'absolutisme de **ces doctrinaires qui, trop couards pour manier le poignard, le mettent dans la main de fanatiques de rencontre, dont ensuite ils excuseront le forfait.** Mais comme tout cela est inflammable! Il suffit pour cela d'une étincelle, qui s'appelle la vérité.

(1) Allusion à la tribune de 600 universitaires réclamant la démission de Frédérique Vidal (*Le Monde*, 20-02-2021) et au "manifeste des cent" autres ayant soutenu les propos de J.-M. Blanquer dénonçant l'"islamo-gauchisme" dans l'enseignement supérieur (*Le Monde*, 31-10-2020).

(2) Personnage de *Don Carlos*, drame de Schiller (1787).

## 13 Mars : Libération

[https://www.liberation.fr/societe/sciences-po-grenoble-une-semaine-de-tempete-mediatique-sur-fond-dislamo-gauchisme-20210313\\_O6R6U25R7RBGVGDPGCU7XVRJNA/](https://www.liberation.fr/societe/sciences-po-grenoble-une-semaine-de-tempete-mediatique-sur-fond-dislamo-gauchisme-20210313_O6R6U25R7RBGVGDPGCU7XVRJNA/)

Islamophobie

# Sciences-Po Grenoble : une semaine de tempête médiatique sur fond d'«islamo-gauchisme»

L'institut d'études politiques peine à émerger des polémiques alimentées par deux de ses professeurs sur fond de débat national sur la prétendue incursion d'«islamo-gauchisme» dans l'enseignement supérieur et la recherche.



Manifestation à Sciences-Po Grenoble, le 9 mars. (Philippe Desmazes/AFP)

par [François Carrel](#), correspondant à Grenoble  
publié le 13 mars 2021 à 11h02

Sciences-Po Grenoble pensait avoir touché le fond après l'affichage non revendiqué, le 4 mars sur ses murs, des noms de deux de ses enseignants accusés d'être des «fascistes» aux penchants islamophobes. Si les auteurs de l'affiche restent inconnus jusqu'ici, la situation a tourné cette semaine au lynchage médiatique pour cet institut d'études politiques (IEP). Sans que sa communauté étudiante et enseignante, tétanisée, ne soit en mesure de calmer la tempête.

L'affiche accusatrice [a suscité un tollé national](#), d'autant que des syndicats étudiants locaux ont relayé momentanément et très *«maladroitement»* comme l'a reconnu l'Unef, une photo du collage. En plein week-end, le 6 mars, la justice lance une enquête pour *«injure publique»* et *«dégradation»* ; des élus de tous bords et des membres du gouvernement s'émeuvent ; les directions de l'IEP et de l'Université Grenoble-Alpes (UGA) condamnent l'affichage tandis que le ministre de l'Intérieur place sous protection policière les enseignants visés.

L'un d'eux, Klaus Kinzler, agrégé d'allemand, s'indigne à visage découvert : la liberté d'expression, en particulier au sujet de l'islam, est selon lui menacée au sein de l'IEP, explique-t-il dans plusieurs interviews aux médias nationaux durant le week-end. Rares sont les professeurs à répondre, et ils le font anonymement : la direction les a exhortés à la plus grande retenue. Lundi, après une AG, ils publient tout de même un communiqué prudent : s'ils condamnent *«fortement et fermement»* le collage, ils rappellent que les débats *«doivent se tenir dans le respect des principes de modération, de respect mutuel, de tolérance et de laïcité»*.

### «Grandes gueules»

Cette réponse voilée à Klaus Kinzler fait référence à son rejet virulent, en décembre, du concept d'islamophobie au sein d'un groupe de travail réunissant des étudiants et l'une de ses collègues, maîtresse de conférences spécialiste du Maghreb colonial et membre du prestigieux Institut Universitaire de France. Lors de cette querelle et de ses suites, le prof d'allemand a franchi plusieurs lignes blanches, sur le fond

comme sur la forme, et a été notamment recadré par la direction de Pacte, le labo de recherche en sciences sociales CNRS /Sciences-Po Grenoble /UGA.

Klaus Kinzler intensifie encore sa campagne, enchaînant les interviews *«en guerrier»*, non sans gourmandise. Sur CNews mardi, il dénonce les enseignants-chercheurs incapables de le soutenir alors qu'il *«risque sa peau»*, *«des grandes gueules enfermées dans leur tour d'ivoire, qui ne comprennent rien»*. Le même jour, un collectif de syndicats grenoblois, dont la CGT Université, Solidaires étudiant·e·s, SUD éducation ou l'Unef, prend position contre ce *«recours irraisonné aux médias»* et demande à Sciences-Po *«de condamner les propos»* de l'enseignant.

Le conseil d'administration de l'IEP franchit le pas dans la journée, enjoignant Klaus Kinzler à respecter *«son devoir de réserve»*. Le CA estime qu'il a *«transgressé [...] les règles établies et légitimes de l'échange académique»* et tacle aussi le second enseignant visé par le collage, au nom de la *«liberté syndicale»*. Ce maître de conférences en science politique, T., soutien de Klaus Kinzler, engagé dans l'Observatoire du décolonialisme et chroniqueur à Atlantico, a tenté d'exclure de ses enseignements les syndicalistes étudiants qui cherchaient à vérifier s'il ne développait pas d'idées islamophobes dans l'un de ses cours, afin d'en demander la suppression le cas échéant. La directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, professeure de sciences politiques, précise ce *«rappel à l'ordre»* à l'issue du CA : elle mentionne, sans détailler, *«le ton extrêmement problématique»* de Klaus Kinzler et la décision *«clairement discriminatoire»* de T..

### **Inquiétude des étudiants**

Tout cela reste trop sibyllin face au germaniste survolté. Sur France 5 mercredi, il fustige *«une nouvelle génération de maîtres de conférences et de professeurs bourrés d'idéologie»* qui *«mélangent militantisme et science»*. *«Il est en roue libre, lâche Simon Persico, professeur de sciences politiques à l'IEP, le premier à s'exprimer publiquement. Il ment sans vergogne car il a d'abord reçu notre soutien, massif, face à cet affichage odieux. Sa stratégie de communication hyperviolente offre une vision mensongère de notre institut où l'on respecte le pluralisme. C'est gravissime.»* Et de tenter d'expliquer la paralysie de l'institution : *«Il est difficile de contrer ce récit journalistique dominant et consensuel, dans lequel notre collègue est présenté comme une victime de "l'islamo-gauchisme" ...»*

Gilles Bastin, professeur de sociologie de l'IEP, complète : *«Beaucoup parmi nous sont soucieux de ne pas souffler sur les braises : il y a une peur évidente que tout cela finisse mal.»* Il a pourtant lui aussi décidé de rompre le silence : *«Klaus Kinzler n'a jamais été censuré : c'est au contraire lui qui a imposé le retrait du terme "islamophobie" de la conférence du 26 janvier [celle qui était préparée par le groupe de travail de décembre au centre du conflit, ndlr], pour des raisons idéologiques et au moyen de pressions inacceptables.»* Pour l'enseignant-chercheur, son collègue *«s'inscrit dans la stratégie du gouvernement qui martèle que les sciences sociales sont "gangrénées" par un prétendu "islamo-gauchisme"»*. Il dénonce *«la gravité de cette attaque»* qui vise *«à en finir avec la liberté de la recherche»*.

Certains étudiants se disent, eux, *«effarés»* : *«On voudrait tous que ça se calme et que cela soit réglé en interne»*, résume Chloé, en troisième année. Dans un texte publié par *Mediapart*, sept étudiants, après avoir disqualifié Klaus Kinzler pour ses propos *«indignes»* et T. pour son action *«intolérable»*, dénoncent *«l'absence de discussion»* au sein de l'Institut et *«une récupération du débat par des politiques et des médias»*. Ces étudiants, engagés dans le combat contre les violences sexistes et sexuelles à Sciences-Po, exigent *«d'être entendus et pris au sérieux»*, insiste Chloé. *«Les promos sont de plus en plus résolues, poursuit Alex, lui aussi en troisième année. Les propos misogynes ou discriminatoires ne sont plus tolérés. Face à cette exigence, Kinzler et T. tombent de haut, tandis que la direction et l'administration sont à la rue.»*

Deux inspecteurs généraux, dépêchés par la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, sont au travail à Grenoble depuis mercredi pour tenter d'établir les responsabilités des uns et des autres. Réunis en AG ce vendredi, les enseignants et personnels de l'IEP ont voté à l'unanimité une motion de soutien à leur directrice et son équipe.

## Menaces, insultes... quand le net attise la polémique à Sciences Po

Alors que les deux enseignants visés par les collages, Klaus K. et Vincent T. prennent la parole sur les chaînes de télévision depuis le début de l'affaire des "collages", des membres du laboratoire en sciences sociales Pacte et l'Union syndicale de Sciences Po Grenoble sont devenus des cibles sur les réseaux sociaux.

« Tous les jours je reçois des messages de menaces ». Sous couvert d'anonymat, un membre du laboratoire en sciences sociales Pacte, rattaché à l'Université Grenoble Alpes, s'inquiète d'être devenu l'une des cibles des mouvements d'extrême-droite depuis l'affaire des "collages" accusant Klaus K. et Vincent T. d'islamophobie. Pour rappel, le laboratoire avait rédigé un communiqué au mois de décembre [lire ci-dessous] pour affirmer « son plein soutien » à la maîtresse de conférences (aussi membre junior de l'Institut universitaire de France) qui s'était opposée à Klaus K. dans les échanges de mails du mois de décembre, assurant la scientificité du terme "islamophobie". Ce communiqué a été rendu public « alors qu'il n'aurait pas dû l'être », affirme le membre du laboratoire. « Klaus K. l'a même donné comme objet d'analyse à ses étudiants en



L'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble est secoué depuis une semaine et le début de l'affaire des "collages". Photo Le DL/Benoît LAGNEUX

cours », déplore-t-il. « Nous avons pris position sur un conflit humain face à des propos que nous jugeons problématiques [...] mais nous ne voulions pas faire de vague et laisser la direction s'en charger », insiste encore ce professeur des universités.

Depuis, les noms des personnes impliquées ont rapidement circulé sur les réseaux sociaux. Quelques clics et chacun trouve ce qu'il recherche sur internet. L'épanchement médiatique de l'un

des professeurs visés par les collages participant au phénomène, l'affaire défraye la chronique depuis une semaine et les trolls d'internet s'en sont emparés.

### Des milliers de références sur les réseaux sociaux

Des milliers de références à l'affaire et de commentaires plus ou moins alarmants sont d'ailleurs publiés sur les réseaux sociaux. Une

"politisation" des débats poussée à l'extrême.

Le président de l'Union syndicale, Thomas Mandroux, qui a pris la parole face aux caméras mardi lors d'une conférence de presse, a notamment fait l'objet « d'injures, d'incitation au suicide et de menaces contre son intégrité physique et sa famille », a fait savoir l'USIEPG, sollicitée sur cette question. D'autres étudiants auraient reçu des « injures qui peuvent

s'apparenter à du harcèlement », ajoute le syndicat. Et de préciser qu'« aucune plainte n'a été déposée étant donné le caractère anonyme de la plupart des insultes », les personnes visées se réservant « le droit de le faire face aux personnes identifiées et identifiables ».

### Une plainte sera déposée

De son côté, le chercheur du laboratoire Pacte va effectuer la démarche et déposer plainte, a-t-il confirmé au *Dauphiné Libéré*. Et d'ajouter : « Je reçois environ deux mails de ce type tous les jours, des dizaines de messages sur Twitter et des insultes sur mon compte Facebook ». Et de préciser que la direction de l'IEP aurait effectué des signalements à ce sujet auprès des renseignements territoriaux. Une information que nous n'avons pas pu confirmer, la direction n'ayant pas répondu à nos sollicitations.

« Le laboratoire Pacte a vivement condamné le fait que les noms de deux enseignants soient brocardés sur les murs de l'établissement [...] mais pour se défendre, ces gens jettent sur la place publique les noms d'autres personnes. C'est assez inique », déplore l'enseignant-chercheur.

Laure MAMET



## ➤ Retour sur plusieurs mois de polémique

➤ **Du 30 novembre au 6 décembre 2020** : Plusieurs mails sont échangés dans le cadre de l'organisation de la "semaine de l'égalité" à Sciences Po Grenoble. Dans ce contexte, un professeur agrégé d'allemand Klaus K. et une maîtresse de conférences en histoire débattent du bien-fondé de la notion d'"islamophobie". Le premier refuse l'utilisation du terme, quand la seconde lui fait remarquer qu'il n'est pas contesté dans « le champ scientifique ». Vincent T., maître de conférences en sciences politiques s'im-misce dans les échanges et prend la défense de Klaus K. Il dit découvrir « avec effarement à quel point les universitaires sont enfoncés dans le militantisme et l'idéologie ».

➤ **Le 7 novembre** : Le laboratoire en sciences sociales de l'Université Grenoble Alpes

affirme son « plein soutien » à l'enseignante-chercheuse prise à partie dans les mails par le biais d'un communiqué. Il soutient également que « l'instrumentalisation politique de l'islam et la progression des opinions racistes [...] légitiment la mobilisation du terme "islamophobie" dans le débat scientifique ».

➤ **Le 15 décembre** : Le professeur d'allemand, Klaus K., y voit une attaque personnelle et répond au laboratoire Pacte. Dans le même temps, il publie sur son site internet les échanges de mails sans prendre le temps de les anonymiser.

➤ **En décembre** : Se sentant « violemment attaquée », la maîtresse de conférences saisit les délégués du défenseur des droits après la remise en question de son travail par le professeur d'allemand. Elle est mise en arrêt maladie au début du mois

et se considère victime d'une « agression ». Klaus K. présentera des excuses pour son « ton vif » durant les échanges.

➤ **Le 8 janvier 2021** : Plusieurs groupes Facebook d'étudiants, dont l'Union syndicale Sciences Po Grenoble (USIEPG) relaient, en les anonymisant, les échanges de mails du mois de décembre. Ils condamnent le discours du professeur d'allemand. « L'islamophobie n'a pas sa place dans notre institut, tout comme les autres discriminations que peuvent être le racisme et l'antisémitisme », peut-on lire.

➤ **Le 11 janvier** : Les délégués du défenseur des droits adressent un courrier à la direction de l'IEP, qui était déjà alertée de l'affaire depuis le mois de décembre. Ces derniers rappellent les « termes de la loi de 1983, notamment sur l'obligation de

réserve » qui stipule que « tout agent, lorsqu'il s'exprime publiquement, doit veiller à ce que ses propos ne portent pas atteinte [...] à ses collègues ». Ils considèrent également que « le droit au respect a été bafoué par les deux fonctionnaires (Klaus K. et Vincent T., NDLR) à l'encontre » de l'enseignante-chercheuse et qu'elle « n'a pas bénéficié du soutien de la direction de l'IEP ».

➤ **22 février 2021** : L'Union syndicale lance un appel à témoignages auprès des étudiants sur les « propos problématiques » qui pourraient être tenus dans un cours spécialisé sur le sujet "Islam et musulmans dans la France contemporaine", dispensé Vincent T.

➤ **Le 4 mars** : Les noms des deux enseignants qui ont pris part aux échanges de mails, Klaus K. et Vincent T., sont collés

sur la façade de l'établissement aux côtés des mentions : "Des fascistes dans nos amphithéâtres" et "L'islamophobie tue".

➤ **Le 6 mars** : Le procureur de la République de Grenoble annonce l'ouverture d'une enquête pour "injure publique envers un particulier" et "dégradation légère" à la suite des « affiches apposées visant nommément deux professeurs ». Le lendemain, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, indique que les deux enseignants visés bénéficieront d'une « protection ». Elle a également diligemment « une mission de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche afin d'établir les responsabilités de chacun et de contribuer à rétablir la sérénité au sein de cet établissement ».





**REPORTAGE** Le 4 mars, les noms de deux professeurs ont été placardés sur les murs de l'école. Le résultat d'une incroyable fuite en avant, nourrie d'ego et d'un climat passionnel autour de l'« islamophobie ».

# La poudrière de Sciences-po Grenoble

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
CHRISTEL BRIGAUDEAU  
À GRENOBLE (ISÈRE)  
@cbrigau

**UN VISAGE** de bronze, mi-démon, mi-bouddha, surveille les allées et venues devant l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble (Isère). Le grec Hypnos, dieu du sommeil, garde un secret. Jeudi 4 mars, l'aube a fait surgir sur la façade de Sciences-po une flopée d'accusations en lettres capitales. « Balance ton IEP », « Sciences Porcs », « Des fascistes dans nos amphis. Klaus Kinzler et T. démission. L'islamophobie tue. »

Allure de collégienne, avec son sac à dos vissé sur les épaules, Emma lève un regard contrit. Ce matin-là, la présidente de l'Unef Grenoble est tombée sur les slogans en sortant du tram, avec ses camarades. MeToo a créé des réflexes. Les militants dégalent les smartphones. Le souvenir de Samuel Paty, assassiné il y a cinq mois par un jeune tétchène radicalisé, n'effleure personne...

## Des accusations postées sur les réseaux sociaux

« On les a pris en photo un par un, et on a posté sur les réseaux sociaux. On voulait juste relayer la parole des élèves ! » Ce faisant, l'Unef Grenoble vient d'enclencher un engrenage infernal. Voilà Klaus Kinzler, professeur agrégé d'allemand, et Vincent T., maître de conférences en science politique, désignés à la vindicte sur les réseaux sociaux. Le scandale est immédiat.

Tout le week-end, le choc des politiques monte en échos indignés. La police ouvre une enquête et place sous protection les deux enseignants. La direction de l'IEP, inondée d'appels, se cadenasse à triple tours dans un silence du même métal que le dieu du sommeil installé devant sa porte.

Depuis des années, une réputation de « facho », colportée de promo en promo, suivait



Grenoble (Isère). Des collages « Balance ton IEP », « Sciences Porcs », « Des fascistes dans nos amphis » ont été placardés sur les façades de Sciences-po.

comme une ombre Vincent T., ouvertement réac. Le prof se terre. Kinzler, amoureux de Bach et de ski de randonnée, choisit l'art de la fugue. L'ancien engagé volontaire de l'armée de l'air dévale ses 5 étages. Direction Paris et ses plateaux de télévision. Une étudiante persifle : « Il est censé être en arrêt maladie, et il fait le mariolage chez Pascal Praud... »

## Un enseignant au ton abrasif

Erreur. Le prof de 61 ans mène le combat de sa vie : défendre son libéralisme de droite (il dit « extrême centre ») dans un bastion de gauche. « Sans cette diversité, autant fermer les IEP et les transformer en hypermarchés », s'emporte ce petit-fils de pasteur, enfant d'une Allemagne coupée en deux par la Guerre froide. Vingt-cinq ans qu'il pousse ses étudiants dans leurs retranschements. Un jour, il a fait traduire « demain je n'ai pas en manif » aux gauchistes de service de sa classe.

Ce ton corrosif, hier libre et cool, aujourd'hui ne passe plus. Leila, en 3<sup>e</sup> année, le vit comme « une humiliation ». Ils sont nombreux à penser comme elle, parmi les jeunes en habits mous qui, ce 9 mars, se sont rassemblés, une fois de plus, devant une pancarte « Non à l'islamophobie ». L'appel émane d'une page « Sci-

ces-po Grenoble en lutte », dont les animateurs restent aussi anonymes que les collègues du 4 mars. Ces derniers mois, le béton brut de la façade a maintes fois servi de cimaise aux banderoles, et souvent au drapeau, orange et bleu, de l'Union syndicale (US) des étudiants. Ce collectif local, proche de l'Unef, ferraille contre les violences sexistes entre élèves, pour l'écriture inclusive et pour même la suppression des débats en forme de jeux de rôle, au motif qu'ils peuvent être « mal vécus ». Bigre.

## L'Union syndicale des étudiants « met tout le monde sous pression »

Raul Magni-Berton, prof de science politique, juge cette contestation « saine et normale ». « Non, c'est trop, oppose son collègue Simon Persico. J'ai vu trois collègues pleurer à

cause des mails de l'US. Ils mettent tout le monde sous pression. » Peu avant la polémique, le directeur des études des premières années est parti en arrêt maladie. « Il n'en peut plus de l'US. Il est à bout », souffle une prof.

Leur cauchemar s'appelle Thomas Mandroux. Ce Savoyard de 23 ans, le premier de sa famille à se hisser jusqu'à une grande école, est entré dans le syndicalisme en 2<sup>e</sup>. Il estimait que son proviseur « faisait mal son boulot ». Huit ans plus tard, il donne toujours des leçons, calé dans le canapé défraîchi de sa copine. Les trois chevalières épaisses à ses doigts signent un style de rockeur. La barbe hirsute qu'il promenait sur BFM aux premiers jours de la polémique est bien taillée. Dans sa tête tourne un problème : la « panique morale » du pays, face au risque ter-

roriste, contrecarre l'action militante. Comment faire ? Tandis qu'il phosphore, sa chemisette dévoile sur l'avant-bras les mots en araméen du Christ sur la Croix : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? » « Oui, je suis croyant », acquiesce Mandroux, pas fâché de casser l'image de stalinien 2.0 dont le gratifiant plusieurs voix au sein de l'IEP – dont celle de Kinzler.

Le lendemain matin, devant la presse convoquée par ses soins à la Bourse du travail, sa chemise a des manches longues, et le doute existentiel s'est envolé. Mandroux, raide devant le petit drapeau de son « orga » épinglé à coups de punaises, exige « des sanctions tant que les professeurs ne se seront pas excusés ». Le psychodrame grenoblois doit revenir « en itinère », plaide-t-il. Mais il n'est pas terminé.



Le militant Thomas Mandroux, proche de l'Unef, convoque la presse pour demander « des sanctions tant que les professeurs ne se seront pas excusés ».



L'enseignant Klaus Kinzler, 61 ans, mène son combat : défendre son libéralisme de droite dans un bastion de gauche.

Le premier acte s'est ouvert le 30 novembre, dans le tintement d'une notification de mail. Expéditeur : Klaus Kinzler. Le libéral veut faire effacer le mot « islamophobie » du titre d'une table ronde en préparation. Bille en tête, il matraque une professeure de sciences sociales, de 30 ans sa cadette, et bien plus capée que lui. Dans le sèrail des sciences sociales, épuisé par des mois d'échanges à distance, aiguillonné par le procès en « islamo-gauchisme » que lui fait le gouvernement, l'argumentaire passe pour une déclaration de guerre. Pacte, le laboratoire de la chercheuse, riposte par un communiqué officiel.

## « Les petites Ayatollahs en germe »

Deuxième acte. Le 22 février, les étudiants de l'US lancent sur Instagram un appel à témoignages, visant à vérifier si des propos « problématiques » ont été entendus dans les cours sur l'islam dispensé par Vincent T. Il réplique au bazooka : il interdit aux membres de l'US de « remettre les pieds » dans sa classe. Le troisième acte tourne à la farce. Kinzler, scandalisé du sort réservé par les étudiants à son collègue, part dans le décor à l'occasion d'une réunion Zoom sur les violences sexistes. Alors qu'il s'était juré de rester coi, le vieux briscard craque à trois minutes de la fin, voix guillerette : « Si j'ai tenu ces cinq heures insupportables, c'est parce que j'ai bu quatre apéritifs ! »

A front renversé, les étudiants de l'US tancent officiellement le prof alcoolisé. Lequel enfonce le clou, avec une diatribe saignante contre « les petites Ayatollahs en germe » de l'IEP. Signé : « Un enseignant en lutte, nazi de par ses gènes, islamophobe multirécidiviste. »

Le corps enseignant, sous la lumière bleutée des écrans, se tape la tête contre les murs. Chez les étudiants, l'indignation gonfle en réseau. Le scandaleux slogan naîtra cinq jours plus tard. La police, saisie pour « injures publiques », n'avait, hier, pas encore démasqué les colleurs. Leur identité reste scellée sous les paupières fermées d'Hypnos.

**“**  
**Sans cette diversité [d'opinions], autant fermer les IEP et les transformer en hypermarchés**  
KLAUS KINZLER, PROFESSEUR



14 Mars : France Culture

<https://www.franceculture.fr/emissions/signes-des-temps/nous-sommes-embarques>

LE 14/03/2021

# A propos de l'affaire de Grenoble: la science soumise aux passions?

Réécouter A propos de l'affaire de Grenoble: la science soumise aux passions?

**ÉCOUTER (43 MIN)**

**SIGNES DES TEMPS** par [Marc Weitzmann](#)

Depuis le meurtre de Samuel Paty victime d'une campagne de délation, les tensions se multiplient dans l'enseignement et la recherche. À Grenoble, ce sont des étudiants de Sciences Po qui ont récemment dénoncé publiquement deux de leurs professeurs comme "fascistes" et "islamophobes".



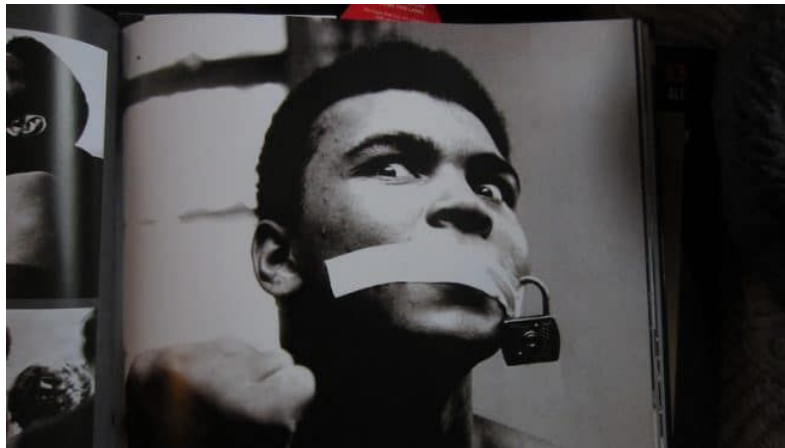
Début mars, des collages dénonçant l'islamophobie de deux professeurs avaient été placardés à l'entrée de l'IEP de Grenoble. Crédits : Capture d'écran Twitter-Unef Grenoble

Après Stéphane Dorin à Limoges, après Kevin Bossuet à Saint-Denis, après Didier Lemaire à Trappes, voici donc Klaus Kinzler à Grenoble. Klaus Kinzler est ce professeur d'allemand de l'université de Grenoble qui, après un différent avec l'une de ses collègues sur la scientificité du terme islamophobie, a vu son nom outé, avec celui de l'un de ses collègues, par un tag anonyme sur un mur de l'université de Grenoble, les accusant l'un et l'autre de fascisme et d'islamophobie.

Depuis, les deux professeurs sont placés sous surveillance policière, l'enseignante qui avait échangé avec Kinzler s'est dite victime de harcèlement de sa part et a du être mise en maladie, et le laboratoire de recherche qui la soutient croule sous les injures voire les menaces.

Dans le contexte de l'après Paty, et en plein débat autour de l'islamogauchisme, cette nouvelle affaire se révèle particulièrement complexe, et peut-être justement pour cela particulièrement révélatrice. Les tensions y sont à leur comble, y compris d'ailleurs lors de la préparation de cette émission. En jeu pourtant au départ, un simple intitulé scientifique pour une journée autour de l'égalité. Mais la Raison a besoin de la raison pour penser, c'est là sa limite. Quand les passions l'emportent, la science est-elle seulement possible ?

# Sciences Po Grenoble : avoir tort avec Sartre, encore et toujours



*Censorship BY marcokalmann (CC BY-NC-ND 2.0) — [marcokalmann](#), CC-BY*

**Islamophobes et fascistes, ce sont précisément les deux qualificatifs que deux enseignants de Sciences Po Grenoble se sont vu décerner nommément dans un collage placardé la semaine dernière à l'entrée de l'établissement.**

**Par Nathalie MP Meyer.**

C'est pourtant simple. Et c'est Charb, l'ancien directeur de *Charlie Hebdo* tué dans l'attentat islamiste du 7 janvier 2015, qui le disait le mieux.

### **CHAQUE HOMME EST LIBRE DE SES OPINIONS**

En 2012, alors que le magazine satirique venait de récidiver dans la publication de caricatures du prophète Mahomet, voici ce qu'il rétorquait face aux critiques qui usaient déjà à l'époque de la rhétorique de « l'huile sur le feu » dans un complet renversement de valeur entre les victimes et les bourreaux :

*« C'est reprocher à une femme qui vient de se faire violer de s'être fait violer parce qu'elle était en minijupe. Nous on est provocateurs, on est en minijupe, mais qui est coupable, c'est la personne en minijupe ou c'est le violeur ? »*

Là est en effet la question : soit l'on arrête de « mettre de l'huile sur le feu », c'est-à-dire que l'on renonce à toutes nos libertés pour ne pas réveiller les instincts répressifs des fous d'Allah et de tous les fous de tous les totalitarismes ; soit l'on republie les caricatures encore et encore – métaphore : il y a bien sûr de multiples autres façons de s'exprimer – pour proclamer haut et fort que chaque homme qui naît sur cette Terre est libre de ses opinions et de ses choix.

Mais finalement, Charb est mort, Samuel Paty est mort et Mila vit sous une perpétuelle menace de mort. Pour avoir trop dansé en minijupe ? Le dire ainsi reviendrait à admettre que la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de dire, écrire ou dessiner, doit rester strictement limitée à ce que le reste du public accepte de voir et d'entendre.

Mais dans ce cas, on voit mal à quel moment un débat pourrait s'enclencher si les seules expressions admises devaient impérativement relever des opinions partagées par tous, à supposer d'ailleurs qu'une telle opinion existe.

Non, Charb est mort, Samuel Paty est mort et Mila vit sous une perpétuelle menace de mort parce que trop de gens ne supportent pas qu'on puisse danser en minijupe, ils ne supportent pas qu'on exprime des idées complètement contraires aux leurs ni qu'on exprime des réticences vis-à-vis de leurs propres idées. C'est parce qu'il n'avait « pas supporté » la republication des caricatures du prophète Mahomet qu'un jeune Pakistanais a commis cet automne un attentat au couteau au bas de l'ancien immeuble de *Charlie Hebdo*.

Il n'est certes pas très agréable de voir ses pensées les plus précieuses mises en pièces par des contradicteurs irrévérencieux. Mais il n'est pas admissible d'en faire un critère général de restriction de la liberté d'expression. D'abord parce que rien n'oblige quiconque à prêter attention à ce qui lui déplaît, et surtout parce qu'aussi profondément que l'on puisse se sentir outragé, comment la riposte terroriste pourrait-elle passer pour une riposte légitime ? On parle de tuer des gens pour des dessins !

Mais nul n'est besoin d'en arriver à de telles extrémités.

## RÉDUIRE AU SILENCE LES OPINIONS DIVERGENTES

Il existe en effet une méthode presque infaillible d'obtenir le même résultat – réduire au silence les opinions divergentes – tout en faisant croire que l'on est du côté de l'humanisme et du respect de l'autre, ce dont le recours au meurtre peut difficilement se prévaloir.

C'est néanmoins une méthode d'intimidation qui, à force de propagande, d'insinuations et de vitupérations indignées, à force de discrédit jeté sur les opinions d'autrui quand ce n'est pas sur les personnes elles-mêmes, permet de faire tomber toute contradiction malvenue dans la catégorie des opinions qu'aucun être humain digne de ce nom ne saurait tolérer.

Dans les années 1950 et 1960, quiconque avait l'inconcevable audace de critiquer le communisme ou l'URSS était systématiquement traité de fasciste. Comme le disait Jean-Paul Sartre à l'époque *« un anti-communiste est un chien, je ne sors pas de là, je n'en sortirai plus jamais. »*

À la fin des années 1970, le même Sartre sera conquis par l'imam Khomeiny et verra dans sa prise de pouvoir en Iran en 1979 le symbole prometteur de l'anti-américanisme et de l'anti-impérialisme.

Et c'est ainsi que dans les discours de gauche, les « racisés » et les « décoloniaux », en opportune « convergence des luttes » avec l'antisionisme, l'écologisme et le féminisme radical, ont pris la place d'un prolétariat de moins en moins attiré par les descendants du marxisme.

De ce fait, quiconque aujourd'hui a l'inconcevable audace de critiquer la dérive fondamentaliste de l'Islam et de faire remarquer l'incroyable clémence dont elle bénéficie à gauche, y compris chez un Jean-Luc Mélenchon qui professait à une époque une laïcité pointilleuse, se voit immédiatement réduit au rang de fasciste, bien sûr, mais surtout d'islamophobe.

Voilà la méthode imparable pour échapper à toute argumentation contradictoire gênante. Qu'il est bon, qu'il est glorieux d'avoir encore et toujours tort avec Sartre !

Selon ce discours, un islamophobe est un sinistre individu qui n'aime pas les musulmans pour la seule raison qu'ils sont musulmans, comme un raciste n'aime pas les bleus, les blancs, les noirs pour la seule raison qu'ils sont bleus, blancs ou noirs. Bref, un islamophobe, c'est un raciste en puissance sinon en fait et on ne serait pas étonné d'apprendre qu'il est en plus homophobe et machiste. (Sauf qu'aux dernières nouvelles du wokisme éperdu, il faudrait être noir pour pouvoir traduire une poétesse noire. Allez comprendre...)

## ISLAMOPHOBIE ET FASCISME À SCIENCES PO GRENOBLE ?

Islamophobes et fascistes, ce sont précisément les deux qualificatifs que deux enseignants de Sciences Po Grenoble se sont vu décerner nommément dans un collage placardé la semaine dernière à l'entrée de l'établissement (puis retiré peu après à la demande de la direction) :

*« Des fascistes dans nos amphis. Txxxx et Kinzler démission. L'islamophobie tue. »*

Pour le détail de toute l'affaire qui a débuté en novembre 2020, je conseille la lecture de cet article du journal *Marianne*.

Disons seulement que dans le cadre de la préparation d'une « semaine de l'Égalité et contre les discriminations », Klaus Kinzler, qui enseigne l'allemand depuis 25 ans dans l'école, s'est inscrit dans un groupe de travail intitulé « *Racisme, islamophobie, antisémitisme* ». Dans un échange de mails fourni, il fait

valoir ses doutes sur la pertinence du terme islamophobie associé à racisme et antisémitisme. Il fait également état du soutien que lui apporte son collègue Vincent T. qui dispense un cours optionnel sur l'islam et les musulmans en France aujourd'hui.

Suite à quoi sa collègue Claire M. qui pilote le groupe se plaint de harcèlement auprès du laboratoire PACTE dans lequel elle travaille au CNRS, lequel laboratoire fait immédiatement savoir par communiqué officiel que :

*« Nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient, constitue une forme de harcèlement et une atteinte morale violente. »*

### **Et pourquoi pas du blasphème pur et simple, pendant qu'on y est ?**

Les élèves ne sont pas en reste qui se disent agressés par la nature des échanges. Le syndicat étudiant maison (une scission de l'UNEF) sollicite des témoignages de propos islamophobes dans le cours susmentionné pour soutenir une demande de sa suppression auprès de l'administration de l'école. Touche finale, il demande des sanctions contre les deux professeurs incriminés tant qu'ils ne se seront pas excusés de leur propos jugés « islamophobes » par des personnes « concernées ». On frôle l'autocritique à la chinoise.

Du reste, quels propos ? On n'en saura rien. Il suffit de savoir qu'ils sont islamophobes. Cette seule mention devrait nous faire frémir d'horreur et nous pousser à soutenir avec enthousiasme les sanctions et interdictions de parole que certains étudiants et certains enseignants exigent dès qu'ils sont confrontés à des opinions qui n'entrent pas dans leur vision du monde. Autrement dit, la définition même de cette cancel culture qui se répand comme une trainée de poudre sur nos campus.

Campus dont on voudrait pourtant nous faire croire qu'ils seraient étrangers à tout islamo-gauchisme et plus généralement à toute dérive militante gaucho-compatible dans l'enseignement et la recherche en sciences sociales. Difficile à croire quand on voit à quel point les études sur le privilège blanc, la blanchité, le décolonialisme, la déconstruction du sexe, la construction du genre, etc. prennent de l'ampleur dans les catalogues de cours et les sujets de thèses.

Mais qu'a donc dit Klaus Kinzler de si épouvantable qu'il faille le clouer ainsi au pilori, quitte à le jeter en pâture à une violence islamiste dont on a eu mille fois la sinistre preuve (lui et Vincent T. sont d'ailleurs sous protection policière) ? Selon ses déclarations à *Marianne*, voici l'étendue de son abominable crime :

*« Je n'aime pas l'islam sous sa forme actuelle, sous sa forme d'islamisme et de fondamentalisme. J'ai peur de ce fondamentalisme qui a pris le pouvoir depuis 50 ans dans les pays musulmans. Mais je n'ai jamais de ma vie été un islamophobe ni pensé que je n'aimais pas les musulmans. »*

À l'entendre se défendre (vidéo, 06' 45"), à lire les témoignages d'élèves et d'anciens élèves qui soutiennent les deux professeurs, on comprend que Claire M. s'imaginait pouvoir mener son atelier sur l'islamophobie comme elle l'entendait, sans contestation d'aucune sorte. On comprend que les étudiants les plus extrêmes de Sciences Po Grenoble, quoique minoritaires, comptaient écraser toute expression contraire à la leur et imposer leurs directives en matière d'enseignement.

Mais voilà, Klaus Kinzler et Vincent T. sont arrivés dans leur scandaleuse minijupe intellectuelle et ils ont interrompu le gentil ronronnement du politiquement correct habituel. Débattre, comme on devrait pouvoir le faire à l'université, laisser penser qu'une autre appréciation des choses est possible, éventuellement perdre pied ? Impossible. Il fallait frapper vite et fort. Et c'était parti pour les accusations de fascisme et d'islamophobie.

## 15 Mars : Der Tagesspiegel (Berlin)

<https://www.tagesspiegel.de/politik/kulturkampf-an-franzoesischen-hochschulen-so-schnell-wird-man-zum-islamophoben-faschisten/27006476.html>

### **Kulturkampf an französischen Hochschulen** **So schnell wird man zum "islamophoben Faschisten"**

Identitätsdebatten zerreißen das Land von Freiheit und Gleichheit. Jetzt traf es zwei deutsche Dozenten an einer Eliteuniversität in Grenoble. Eine Kolumne.

ANDREA NÜSSE



Studenten der Hochschule Science Po von Grenoble beschuldigen zwei Professoren angeblicher "Islamophobie".

In Frankreich werden die Antirassismus- und Identitätsdebatten mit einer jakobinischen Unerbittlichkeit geführt, welche die deutsche Debatte um die [Äußerungen Wolfgang Thierses zum Gendern](#) zum Geplänkel degradiert: Jetzt hat sich der Furor an dem deutschen Dozenten der Hochschule Sciences Po in Grenoble, **Kurt** Kinzler, entladen, der dort seit 25 Jahren deutsche Sprache und Kultur lehrt.

Er wird von Studentenvertretern öffentlich als „Faschist“ angeprangert. Aber nicht, weil er Adolf Hitlers Autobahnbau als große Errungenschaft für die Menschheit gerühmt hätte, nein, weil er mitten in eine französische Identitätsdebatte getappt ist: Er hatte bei einem Hochschulprojekt zum Thema Gerechtigkeit in einer Arbeitsgruppe die Nutzung des Begriffs „Islamophobie“ – in einer Reihe mit Antisemitismus und Rassismus – in Frage gestellt: Die Diskriminierung von Muslimen falle unter den Begriff Rassismus – Islamophobie sei viel zu schwammig, so Kinzler.

Damit mischte er sich in [eine Begriffsdebatte ein, die im Nachbarland seit 25 Jahren geführt wird](#) und sich jüngst dramatisch zugespitzt hatte: Die einen verorten den Ursprung des Begriffs beim iranischen Regime, das damit jede Kritik an Politik von Muslimen als Islam-Kritik und besser noch: Blasphemie ersticken wollte; und der heute von linken Kreisen missbraucht werde, um jegliche Kritik am Islam oder autoritären Interpretationen der Religion als Rassismus zu verurteilen. Andere verstehen darunter die Diskriminierung von Muslimen.

Sicher ist: Der Begriff ist unglücklich und mehrdeutig. Aber Ambivalenz ist heutzutage kaum auszuhalten, und selbst junge Akademiker sind damit überfordert.

Und so fand sich der Name des Dozenten, der sich am Begriff "Islamophobie" rieb, an Wänden der Uni und im Internet wieder mit der Beschuldigung „Faschismus in unseren Hörsälen“ und der Behauptung „Islamophobie tötet.“



Ein ebenfalls deutscher Kollege, der "Zeitgenössischen Islam in Frankreich" an der Hochschule unterrichtet, wurde nach einem Schlagabtausch mit einer Studentengewerkschaft, die zur Bespitzelung seines Kurses aufrief, ebenfalls als "Faschist" angeprangert. Kinzler nimmt jetzt eine Auszeit, Schutz vom Innenministerium bekommen beide.

## Das Forschungsministerium will jetzt den "Links-Islamismus" eindämmen

Mit dieser Affäre sieht sich ein anderes Ministerium, das Forschungsministerium, in seiner jüngsten Politik bestätigt: Ministerin Frédérique Vidal hatte Mitte Februar das größte öffentliche staatliche Forschungszentrum CNRS beauftragt, das Ausmaß des "Links-Islamismus" (Islamogauchisme) im akademischen Bereich zu untersuchen und Forschungsarbeiten daraufhin abzuklopfen, ob sie wissenschaftlichen Standards genügen oder Züge von Militantismus aufwiesen.

Der Begriff "Links-Islamismus" ist seither in aller Munde - ein Kampfbegriff, der ursprünglich eine politische Allianz zwischen extremer Linken und pro-palästinensischen Gruppen bezeichnete. Dann wurde er als rechter Kampfbegriff auf so unterschiedliche Personen wie den Grünen-Politiker und früheren Bauernaktivisten José Bové, den Herausgeber der linksliberalen "Le Monde Diplomatique", Alain Gresh, oder Journalisten der linksliberalen Tageszeitung "Liberation" angewendet.



Vertreter der Studentengewerkschaft "Union Syndicale", welche die beiden deutschen Dozenten als Faschisten bezeichnet hatte. FOTO: PHILIPPE DESMAZES / AFP

Schließlich übernahm ihn nach dem Mord am Geschichtslehrer Samuel Paty der Bildungsminister, Jean-Michel Blanquer, der den "Islamogauchisme" als gefährliche Ideologie beklagte. Und nun startet die Forschungsministerin einen Feldzug gegen das, was sich hinter dem schwammigen Begriff verbergen soll. Der Aufschrei war groß. Die einen fordern, eine unabhängige Institution solle die Untersuchung machen. Das CNRS selbst klagt, der Begriff "Links-Islamismus" sei ein politischer und kein wissenschaftlicher Begriff und befürchtet eine Instrumentalisierung der Wissenschaft - durch die Politik. Die Politik wiederum fürchtet die Instrumentalisierung der Wissenschaft durch Anhänger einer Untergruppe von Identitätspolitik.

## **Das Vorgehen der Ministerin ist unglücklich, das Anliegen ist richtig**

Das Vorgehen der Ministerin ist sicher unglücklich: Statt eine Debatte anzuschieben, sollen Wissenschaftler ihre Kollegen kontrollieren, will der Staat gute von schlechter Wissenschaft unterscheiden. Statt alle Formen radikaler Identitätspolitik einzuschließen, die Aufklärung und freier Wissenschaft entgegenstehen könnten, wird ein einzelner Aspekt hervorgehoben.

Das ist alles sehr unglücklich und wirkt auch auf Seiten der Regierung merkwürdig hilflos. Dabei hat sie recht, genauer hinzuschauen: Die Empörungsspirale dreht sich immer schneller, Begriffe werden politisiert und emotionalisiert und ideologische Überzeugungen führen zu Ausgrenzung –selbst in Universitäten, deren Daseinsberechtigung das freie und kontroverse Denken und Diskutieren ist.

Und auch die Debatte ist legitim, ob linke politische Kreise in ihrem Kampf gegen die Diskriminierung von Muslimen aufgrund deren Herkunft, Kultur oder Religionszugehörigkeit zu viel Verständnis selbst für radikale Islaminterpretationen oder menschenfeindliche kulturelle Praktiken haben. Sie wird auch in Deutschland geführt. Der Vorwurf kommt immer wieder auch von Muslimen selbst, so von dem Psychologen und Autor Ahmad Mansur.

Diese Debatte darf und muss geführt werden, auch wenn das gemeinsame Ziel das Ende von Diskriminierung sein sollte. Vielleicht können wir dank des Reichtums der deutschen Sprache die Chance, einen Konflikt wie ihn Frankreich derzeit erlebt, vermeiden.

Der Begriff Islamophobie drückt hierzulande die subjektive ausgeprägte Angst einer Person vor dem Islam aus – und wird hier entsprechend wenig genutzt. Dafür stehen Begriffe und Konzepte wie Islamkritik, Islamfeindlichkeit, Muslimenkritik, antimuslimischer Rassismus zur Verfügung, um Kritik an Religion und Diskriminierung von Muslimen zu unterscheiden.

Aber die Gefahr, dass radikale Identitätspolitik oder anderer politischer Aktivismus mit der Freiheit der Wissenschaft kollidieren, gibt es in Deutschland auch. Die Vorfälle von Grenoble sollten zu mehr Besinnung führen.



16 Mars : Le Point

[https://www.lepoint.fr/postillon/sciences-po-grenoble-ma-colere-s-est-doublee-d-un-sentiment-d-effroi-16-03-2021-2418019\\_3961.php](https://www.lepoint.fr/postillon/sciences-po-grenoble-ma-colere-s-est-doublee-d-un-sentiment-d-effroi-16-03-2021-2418019_3961.php)

## Sciences Po Grenoble : « Ma colère s'est doublée d'un sentiment d'effroi »

ENTRETIEN. Début mars, il était traité d'« islamophobe » sur le mur de l'IEP de Grenoble. Vincent Tournier, qui entend ne céder à aucune pression, s'est confié au *Point*.



Sciences Po Grenoble. © JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

recueillis par [Laetitia Strauch-Bonart](#)

Publié le 16/03/2021 à 17h00

Alors que le professeur d'allemand Klaus Kinzler, lui aussi qualifié d'islamophobe et de fasciste sur le mur de l'IEP grenoblois le 4 mars dernier, s'est exprimé généreusement – y compris dans nos pages – sur cette sinistre affaire, l'autre enseignant visé, Vincent Tournier (1), s'est fait plus discret. Maître de conférences en science politique, spécialiste des attitudes politiques et de l'opinion publique, auteur d'un [Portrait des musulmans d'Europe pour la Fondapol](#), il ne cache pas sa liberté de ton et son amour du débat. C'en est visiblement trop pour une minorité d'étudiants et d'enseignants capables de museler et même terroriser une majorité qui ne trouve pourtant rien à redire à sa démarche. Placé sous protection policière, touché par cette dénonciation publique, mais certainement pas coulé, Tournier revient sur ces événements et plus généralement sur la situation des sciences sociales en [France](#).

**Le Point : Vous dispensez depuis plusieurs années à l'IEP de [Grenoble](#) un cours sur l'islam et les musulmans en France. Pourquoi ?**

**Vincent Tournier :** Le cours en question est optionnel, ce qui permet déjà de souligner le caractère délirant de ce qu'il se passe. J'ai proposé cet enseignement en 2014, à une époque où je voyais bien qu'il se passait des choses très importantes sur le sujet de l'islam, dans un contexte d'indifférence de la part des médias mais aussi des universitaires. Les attentats qui ont suivi en 2015-2016, ainsi que la polarisation croissante de la société française sur ces questions, m'incitent à penser que je n'avais pas totalement tort.

Ces événements dramatiques ont aussi eu un revers. Le contexte s'est considérablement durci. Un climat de peur s'est également imposé après 2015. Tout ceci a créé une puissante incitation au silence. Dans un tel contexte, mon cours apparaît alors comme quelque chose d'incongru : pourquoi parler de tout ceci ? Vouloir aborder ces questions sur un campus, c'est déjà presque une forme de dissidence. Et puis l'énervement de certains étudiants est certainement renforcé par mon image personnelle. J'ai la réputation de parler franchement, librement, avec un côté provocateur que j'assume. Contrairement à la tendance actuelle des

universités, qui considèrent que les étudiants doivent être choyés et protégés de toute « agression » verbale, je pense au contraire qu'elle doit rester le lieu où on doit bousculer les évidences et les dogmes, quitte à choquer. Naturellement, si je revendique une absolue liberté de ton et de parole, j'accorde la même liberté aux étudiants. La relation pédagogique n'est pas symétrique, mais je ne suis pas mesquin au point de les évaluer en fonction de mes idées.

**En février dernier, l'Union syndicale, seul syndicat étudiant de l'IEP, a lancé un appel à témoins sur les réseaux sociaux pour encourager les étudiants à trouver dans votre cours des preuves de votre « islamophobie ». Comment avez-vous réagi ?**

Je ne savais pas que j'étais surveillé. Manifestement, pour certains étudiants, c'est l'existence même de ce cours qui semble être un problème. Voici quelques années, j'avais déjà été pris à partie par l'Unef. Un de mes collègues m'avait dit : « *Mais si tu es visé par l'Unef, c'est bon signe, ça veut dire que tu penses.* » Cela avait effectivement un côté amusant. Mais aujourd'hui, avec les risques sécuritaires, la situation est totalement différente. Il me semblait néanmoins que ce genre de réaction était derrière nous, surtout après l'assassinat de Samuel Paty. Du reste, le fait que l'Union syndicale ait dû lancer un appel à témoignages deux mois après la fin du cours (puisqu'il a eu lieu entre septembre et décembre, sans que les étudiants présents aient fait la moindre remarque) m'incite à penser qu'ils ont dû être terriblement déçus de ne rien avoir à se mettre sous la dent.

Lorsque j'ai appris par un étudiant, le lundi 22 février au soir, que je faisais l'objet de commentaires haineux sur les réseaux sociaux, j'ai évidemment été surpris mais je n'ai pas pris immédiatement la mesure du problème. Ce n'est que lorsque j'ai compris qu'il y avait une demande d'interdiction de mon cours par le syndicat ainsi qu'un appel public à témoignages sous l'accusation d'islamophobie que j'ai ressenti le désir de réagir. Ma colère s'est doublée d'un sentiment d'effroi face à une accusation qui, dans le contexte post-Samuel Paty, équivaut à un appel au lynchage. Nous étions le jeudi et la décision devait être votée le vendredi par le Cevi (Conseil des études et de la vie étudiante). Et le vendredi matin, je devais aller en cours. Pour moi, il était inenvisageable de faire cours avec le risque de me retrouver en présence d'étudiants qui aspiraient à supprimer mon enseignement et à mettre ma vie en danger. Le jeudi soir, j'ai envoyé un message à toutes mes classes pour inviter les étudiants concernés à quitter immédiatement mes enseignements du second semestre (et non mon cours sur l'islam, contrairement à ce qui a été dit). J'apprendrai plus tard que le syndicat a déposé une plainte contre moi pour discrimination syndicale, plainte qui a été classée sans suite. Toujours est-il que, à ma grande joie, très peu d'étudiants ont été concernés (deux à ma connaissance). Tous les autres étaient présents en cours et ont manifestement compris ma réaction. Dans les jours qui ont suivi, j'ai reçu beaucoup de témoignages d'étudiants pour me faire part du climat très malsain instauré à l'IEP par une minorité d'activistes. C'est une triste réalité que j'ai découverte à cette occasion.

**Depuis les événements du 4 mars, comment jugez-vous l'attitude de vos collègues et de la direction ?**

La directrice de l'IEP a toujours soutenu la liberté d'expression et la diversité des points de vue. Sur ce plan, elle est irréprochable. Mais il est vrai que, récemment, la communication a été défailante et maladroite. *Très maladroite, même, puisque la directrice a laissé entendre qu'elle nous désavouait, Klaus Kinzler et moi, ce qui n'est pas le cas. Des rectifications vont certainement arriver, du moins je l'espère parce qu'il ne faut pas rester dans une telle ambiguïté.*

Du côté de mes collègues, je pense qu'ils sont horrifiés par les appels à la délation et au lynchage, ainsi que par le placardage sur les murs de l'IEP. On n'a jamais vu ça à l'IEP. Néanmoins, beaucoup d'enseignants n'osent pas se situer clairement. Il faut dire que, en plus du climat de peur générale, les pressions sont très fortes, tant de la part des étudiants que de certains collègues qui considèrent que, finalement, Klaus et moi avons bien mérité ce qui nous arrive. Pour ces derniers, comme pour de nombreux universitaires, les minorités sont d'abord des victimes d'un État oppresseur et la priorité est donc de les protéger, de sorte que toute critique est soupçonnée de vouloir aggraver une certaine domination.

C'est ce qui explique que les communiqués officiels ne sont pas toujours très clairs. Le conseil d'administration de l'IEP évoque par exemple son attachement au « respect des règles établies et légitimes de l'échange académique », formule très alambiquée, et appelle « au respect du devoir de réserve par les

enseignant•es et les enseignant•es-chercheur•es de l'établissement ainsi que de la liberté syndicale ». Outre le recours à l'écriture inclusive, désormais systématique sur les campus, je m'interroge sur cette formule du « devoir de réserve » dont j'attends qu'on m'explique de quelle façon il s'applique aux enseignants-chercheurs. Quand on connaît l'extrême degré de politisation des universitaires, cela prête même à sourire. Pour ce qui me concerne, je n'appartiens à aucun parti, à aucun syndicat, à aucun groupe militant, et je n'ai jamais appelé à voter pour qui que ce soit, contrairement à de nombreux collègues.

### **Continuez-vous vos cours ?**

Absolument. Je ne vous cache pas qu'il est un peu difficile de se concentrer dans ces conditions mais je ne veux surtout pas renoncer à ma mission ni laisser croire que je serais atteint d'une manière ou d'une autre. Je n'ai rien à me reprocher. Je retrouve donc avec plaisir mes étudiants : nous travaillons, ils font leurs exercices, je les évalue. Je leur ai dit que je ne parlerais pas de l'affaire pendant les séances et je m'y tiens. Je leur dois de tenir bon pour ne pas gâcher leur année. Je pense qu'ils n'ont pas envie que tout s'arrête à cause d'une bande d'énergumènes qui se croient autorisés à contrôler le contenu des enseignements et à placarder les noms de dissidents, comme cela se faisait à l'époque de dazibao de la Révolution culturelle chinoise. La technologie change mais pas les méthodes.

Les universitaires ne peuvent pas faire naïvement comme si certains concepts n'étaient pas surchargés sur le plan politique.

### **Vous vous intéressez depuis longtemps à l'« islamophobie ». Que pensez-vous de ce concept ?**

Chacun est libre d'utiliser les mots qu'il veut, mais les universitaires ne peuvent pas faire naïvement comme si certains concepts n'étaient pas surchargés sur le plan politique. Le terme d'islamophobie pose cinq problèmes. Il désigne des réalités très différentes puisqu'il englobe les agressions contre les personnes (ce qui est intolérable mais très rare) et les critiques de la religion musulmane (ce qui est une attitude légitime). Deuxièmement, l'islamophobie instaure une chape de plomb intellectuelle puisqu'il crée un soupçon sur toute critique et décourage toute analyse, y compris sur le dogme islamique lui-même. Après tout, est-on islamophobe lorsqu'on pense que le Coran n'a pas été dicté par Dieu ? Ou bien lorsqu'on publie une caricature de Mahomet ? Ou lorsqu'on critique l'islamisme ? Ou lorsqu'on veut comprendre la radicalisation ? Troisièmement, l'islamophobie oblige à amalgamer les musulmans dans un même ensemble, empêchant de tracer une ligne entre les valeurs ou les pratiques qui sont parfaitement acceptables et d'autres qui ne le sont pas. Quatrièmement, c'est une notion qui est promue par des acteurs troubles, tant au niveau international qu'au niveau national, comme dans le cas du CCIF dont le but est visiblement de dresser une vision apocalyptique de la situation des musulmans en France afin d'empêcher l'intégration de ces derniers dans la société française et d'interdire toute réflexion sur les causes de la radicalisation. Cinquièmement, enfin, ce terme met totalement de côté l'existence en France d'un courant islamophile qui est au moins aussi puissant que le courant critique envers l'islam. Gommer cette réalité conduit à ne rien comprendre à la situation actuelle. Bref, pour toutes ces raisons, je pense que les conditions ne sont pas réunies pour utiliser sereinement un tel terme.

### **Certaines sciences sociales tendent-elles à faire passer leur militantisme pour de la science ?**

Il y a toujours eu des passerelles entre les sciences sociales et l'engagement politique, mais il me semble effectivement que, au cours du temps, l'activisme et le militantisme sont devenus plus saillants. De nombreux enseignants-chercheurs sont eux-mêmes engagés dans des collectifs ou des actions politiques. Ils ont tendance à voir les sciences sociales comme un instrument au service de leur projet de transformation de la société, ce qui vient brouiller la dimension scientifique des sciences sociales. On observe aussi une certaine radicalité dans la manière dont les idées sont défendues. L'humour et le second degré sont désormais exclus. Sur les listes de diffusion professionnelles, les voix discordantes sont très mal perçues et tout désaccord débouche rapidement sur des invectives personnelles, ce qui est un comble pour un milieu qui entend donner des leçons de civisme au monde entier.

Le plus étrange est que les sciences sociales refusent d'appliquer à elles-mêmes les théories explicatives qu'elles élaborent, par exemple sur les effets de groupe ou sur le conformisme. Il suffit pourtant de circuler

dans des colloques universitaires pour comprendre que les groupes de travail se forment par affinité. Les universitaires dénoncent volontiers les discriminations chez les autres mais ils ne sont pas les derniers à pratiquer une certaine sélection culturelle et idéologique.

On sait aussi que chaque groupe produit sa propre « spirale du silence », ce qui signifie que les voix minoritaires ont tendance à se taire pour éviter l'exclusion. Les effets d'éviction sont encore plus forts lorsque le groupe se dote d'un projet moral. Quand vous avez des chercheurs qui conçoivent leurs projets de recherche comme un instrument pour sauver une catégorie de personnes jugées opprimées, la critique devient vite difficile, voire impossible. Je ne cherche évidemment pas à légitimer les discriminations, mais une règle de base de la sociologie est d'expliquer les choses, non de les juger.

### **Quelles sont les raisons de cette radicalité ?**

Une explication possible se trouve dans l'échec politique d'une certaine gauche radicale, qui n'a pas réussi à se relancer après la crise financière de 2007-2008, et qui a sans doute le sentiment que l'opinion publique lui échappe de plus en plus. Il faut aussi tenir compte d'une certaine réalité sociale. Les métiers de la recherche se sont précarisés ; beaucoup de jeunes chercheurs ont le sentiment d'être exploités, ils enchaînent les vacations et les petits jobs sans voir le bout du tunnel et sans être assurés de leur avenir. Cette situation accroît le ressentiment et rend davantage réceptif aux discours revendicatifs. Il serait peut-être bon de donner de meilleures conditions de travail aux doctorants, quitte à en réduire le nombre.

### **De quand peut-on dater ce phénomène ?**

Il y a vraisemblablement une conjonction de facteurs : le contexte post-colonial et le sentiment de culpabilité, le déclin des grands récits et du roman national, la démocratisation scolaire, la consécration des droits individuels. La fin de la guerre froide et la mondialisation ont laissé la gauche révolutionnaire orpheline et désespérée. Les universités se sont lancées dans la globalisation. La circulation des enseignants et des étudiants s'est accrue. Résultat : les enseignants-chercheurs ont commencé à faire des colloques aux quatre coins du monde, constituant des réseaux de relations extrêmement riches. Mais il y a eu un revers à cette médaille. Le niveau des études a baissé, ce qui est logique puisque, quand vous vous retrouvez avec des étudiants étrangers qui maîtrisent mal la langue et la culture, vous êtes obligé de réduire vos ambitions et de passer du temps à expliquer des choses qui sont assez banales pour les Français. Par ailleurs, le seuil de sensibilité et de tolérance a baissé, ce qui est là encore logique puisque, selon les pays, les formes de tolérance ou d'intolérance ne sont pas les mêmes. Par exemple, la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux dans les écoles, considérée chez nous comme une loi d'émancipation, est vue par les étudiants étrangers comme une discrimination épouvantable. Et je ne parle pas de l'humour parce que, évidemment, tout le monde ne rit pas des mêmes choses. De ce fait, l'enseignement devient un champ de mines. Il faudra un jour régler ce problème. Je suggérerais volontiers que, par exemple, chaque étudiant qui accède à l'enseignement supérieur signe une charte disant qu'il accepte d'entendre des opinions discordantes.

Les études sur les discriminations n'ont débouché sur aucun résultat tangible, sinon la création de normes morales qui empêchent de penser la réalité.

### **Comment « sauver la recherche », la rendre plus neutre et surtout faire accepter la nécessité du débat contradictoire ?**

On peut engager un débat sur deux niveaux, du moins pour les sciences sociales et politiques. Le premier concerne ce que l'on pourrait appeler la culture de la recherche. Nous devons revenir aux fondamentaux. Trop de recherches privilégient des micro-objets sans intérêt, ou des objets trop idéologiques, au détriment des grands enjeux. Les études sur les discriminations n'ont débouché sur aucun résultat tangible, sinon la création de normes morales qui empêchent de penser la réalité. Il faut donc revenir aux grandes questions qui occupent la société et le faire en développant, autant que possible, des approches quantitatives. Nous avons besoin d'enquêtes lourdes, documentées, sérieuses, ce qui implique de renforcer la place des méthodes statistiques dans les cursus, meilleur moyen pour limiter les discours farfelus ou idéologiques.

Le second niveau concerne la gouvernance des universités et des centres de recherche. Les universitaires sont très attachés, à juste titre, à des recrutements et des évaluations qui passent par les pairs. Idéalement, c'est évidemment ce qu'il faut faire. Mais la gestion par les pairs ne marche que si les individus sont éthiquement irréprochables, s'ils sont portés par une forte conscience civique, ce qui n'est plus forcément le cas lorsque les réseaux militants commencent à prendre le contrôle. On peut alors se demander s'il ne faut pas commencer à réfléchir à une autre option : celle d'une recentralisation politique, avec par exemple une nomination des présidents d'université ou des centres de recherche en Conseil des ministres. Un test intéressant sera la désignation du prochain directeur de Science Po [Paris](#). L'enjeu est très important car l'IEP de Paris a une forte responsabilité dans les dérives que nous avons connues ces dernières années. Rappelons que Science Po Paris, puis les IEP de province, ont été créés pour former les cadres de la nation. Qu'est devenue cette mission ? Les IEP forment-ils encore des cadres attachés au service public et désireux de servir passionnément leur pays ?

1. Vincent Tournier est contributeur de [Phébé](#).

DEBATTENKULTUR

# Cancel Culture: Streit um Meinungsfreiheit in Frankreich

Im französischen Grenoble stehen zwei Professoren am Pranger, weil ein Streit um den Begriff Islamophobie eskalierte. Ist die Meinungsfreiheit in Gefahr?



Demonstration gegen Islamophobie in Paris

"Faschisten in unseren Hörsälen! Professor Kinzler Entlassung! Die Islamophobie tötet", haben Studierende in großen Lettern an das Gebäude der Universität in Grenoble gepinselt. Zeitgleich entfachten Aktivisten, sekundiert von der Studentengewerkschaft Unef, einen Shitstorm in den sozialen Medien, Tenor: "Islamophobie - ca suffit!" (dt. "Islamophobie - es reicht!"). Fünf Monate nach der brutalen [Ermordung des Geschichtslehrers Samuel Paty](#) ist Frankreich alarmiert. Zwei Professoren erhalten nun Polizeischutz. Und die Affäre zieht immer weitere Kreise.

Was war passiert? Vor dreieinhalb Monaten diskutierten Studierende und Lehrkräfte an der Universität Grenoble noch über den Titel eines geplanten Seminars zum Thema Gleichheit. Sollte in der Überschrift "Islamophobie" gleichrangig mit "Antisemitismus" und "Rassismus" stehen? Nein, urteilte Professor Klaus Kinzler, der deutsche Sprache und Kultur lehrt. Denn hinter [Islamophobie](#) verberge sich nur allzu oft Rassismus und nicht zwingend Verachtung für die Religion. Auf seinen Rat hin, "Islamophobie" nicht in den Titel aufzunehmen, schloss ihn die Runde aus der E-Mail-Debatte aus.

## Ministerin schaltet sich ein

Offenbar hatte sich noch nicht herumgesprochen, dass der aus Stuttgart stammende Wahlfranzose Kinzler mit einer Muslima verheiratet ist. Als sich ein weiterer Professor mit Kinzler solidarisierte, rückte auch dieser ins Visier der Studentengewerkschaft Unef. Daraufhin reagierte die beigeordnete Innenministerin für Staatsbürgerschaft, Marlène Schiappa öffentlich: Nach der Enthauptung des Lehrers Samuel Paty sei die aktuelle Kampagne gegen die Lehrkräfte "eine besonders widerliche Tat", so Schiappa in einem TV-Interview, "denn er war genauso den sozialen Netzwerken zum Fraß



vorgeworfen worden". Die Ungefähr habe es "in Kauf genommen, die beiden Professoren in Lebensgefahr zu bringen".



Philipp Blom: deutscher Historiker und Autor

Aus Sicht des deutschen [Historikers und Autors Philipp Blom](#) spiegele der französische Streit um Islamophobie das gesellschaftliche Klima in der ehemaligen Kolonialmacht Frankreich wider, wo ein starker "funktionaler Rassismus" herrsche. Die Integration der Einwanderer aus Nordafrika sei eklatant gescheitert. "In den Banlieues in der Peripherie von Paris lebt man nicht in Frankreich. Man hat nicht die gleichen Chancen wie andere Leute", sagt Blom im Interview mit der Deutschen Welle. Da sei eine Generation herangewachsen, wütend und gedemütigt, in Milieus, in denen Kleinkriminelle und radikale Islamisten um die Vorherrschaft buhlen. "Dass das Wut erzeugt, auch mörderische Wut, das kann ich verstehen", sagt Blom. Aber das sei kein speziell französisches Problem, so Blom, der Mitglied im Stiftungsrat des Friedenspreises des Deutschen Buchhandels ist. Doch sei die Erfahrung von Demütigung "eine sehr wichtige politische Kraft".

### Kein Raum für Diskussionen

Der Politikwissenschaftler Claus Leggewie spricht von einer "kulturellen Gefechtslage" in Frankreich, in der Toleranz, Meinungsfreiheit und Diskussionskultur auf der Strecke blieben. In Frankreich, so hatte Klaus Kinzler zuvor in einem Interview mit der deutschen Tageszeitung "Die Welt" beklagt, gebe es einen politischen Aktivismus, der sich als Wissenschaft verkleide. Jene Aktivisten kämpften nicht gegen die Mächtigen, das Establishment, die Rechte, die echten Faschisten, so Leggewie, sondern gegen Leute, die nicht genug pro-islamisch seien. Es gehe darum, jemanden zu "canceln", zum Schweigen zu bringen, also "um Sprech- und Denkverbote".

Zunehmend würden Gruppen-Identitäten konstruiert, die sich immer weiter aufspalten und andere ausgrenzen würden. Die sozialen Medien wirkten wie verrohende Echo-Kammern. "Man inszeniert Shitstorms und ist sich des medialen Beifalls der anderen sicher. Genau das ist jetzt in Grenoble und im Grunde genommen auch schon bei Samuel Paty passiert, wo es tödlich ausging", erläutert Leggewie.

### Islamophobie versus Antisemitismus



Professor Klaus Kinzler

Seit mittlerweile 25 Jahren unterrichtet Professor Klaus Kinzler am Grenoble-Institut für politische Studien. Von den Parolen am Uni-Gebäude sei er "nicht überrascht" gewesen, da ihn die Studentengewerkschaft Unef schon in den sozialen Netzwerken als Rechtsextremen und Islamophoben gebrandmarkt habe.

Rassismus und Antisemitismus - beides Straftatbestände im laizistischen Frankreich - hätten jedoch nichts mit Islamophobie zu tun, so Kinzler in einem Interview der Tageszeitung "Die Welt".

"Antisemitismus hat Millionen Tote zur Folge gehabt. Genozide ohne Ende. Dann gibt's Rassismus, Sklaverei. Auch das hat in der Geschichte zu zig Millionen Toten geführt. Aber wo sind die Millionen Toten der Islamophobie?", fragt Kinzler und stellt klar: "Ich bestreite nicht, dass Menschen muslimischen Glaubens diskriminiert werden. Ich weigere mich nur, das auf die gleiche Stufe zu stellen. Ich halte das für ein absurdes Täuschungsmanöver."



Politologe Claus Leggewie sieht Parallelen zwischen der Diffamierung von Professoren und dem Fall Paty

Er sei ein "ganz normaler Deutschprofessor an einem Provinzinstitut" und habe stets viel Freude an seiner Arbeit gehabt, sagte Kinzler unlängst gegenüber der "Frankfurter Allgemeinen Zeitung". Seine Studentinnen und Studenten hätten an ihm geschätzt, dass er freiheitliche, liberale Positionen verteidige. "Der Austausch war immer bereichernd", so Kinzler. Den Studierenden nehme er die Hasskampagne weniger übel, als vielen der Forscherinnen, Forschern und Lehrkräften, die sich von ihm distanziert hätten.

## 16 Mars : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/stephane-ratti-afficher-les-noms-de-professeurs-a-l-iep-de-grenoble-rappelle-les-proscriptions-a-rome-20210316>

### **Le Figaro (site web)**

mardi 16 mars 2021 - 18:50 UTC +01:00 1115 mots

Vox ; Vox Histoire

### **Stéphane Ratti:**

## «Afficher les noms de professeurs à l'IEP de Grenoble rappelle les proscriptions à Rome»

Ratti, Stéphane

**TRIBUNE - La mise en accusation publique, par un syndicat étudiant, de deux professeurs de Sciences Po Grenoble évoque un sombre épisode de l'histoire romaine, raconte l'historien de l'Antiquité.**

Des placards affichés sur les murs de Sciences Po Grenoble ont porté de graves accusations de racisme contre deux professeurs de l'établissement dont ils donnent les noms. Une partie de la presse appelle cela un «collage nominatif», un admirable euphémisme. En réalité cette pratique porte un nom tiré de l'histoire romaine, celui de «proscription», ou affichage public du nom d'une victime proscribed, c'est-à-dire exclue de la cité.

C'est au cours de deux épisodes paroxystiques du Ier siècle avant notre ère que le phénomène apparut, avant de disparaître complètement sous l'Empire romain. La République romaine connut à cette période deux crises majeures: la prise du pouvoir par le dictateur Sylla en 82 avant J.-C. et, quelques décennies plus tard, le partage du pouvoir entre trois ambitieux généraux, Antoine, Octave (le futur empereur Auguste) et Lépide.

On inscrivait à la peinture sur de hautes planches de bois blanchies à la chaux les noms de ceux dont on voulait se débarrasser. Ces affiches étaient placées non pas au forum, mais sur les lieux mêmes où l'on placardait d'ordinaire pour publicité les actes officiels. On invita les délateurs à collaborer et l'on offrit jusqu'à 100.000 sesterces pour la dénonciation d'un homme libre: c'était une somme très importante puisqu'un esclave valait environ 2000 sesterces et que le revenu moyen par tête à cette époque est estimé entre 300 et 400 sesterces. En ces périodes troublées, tout le monde attendait avec impatience, à Rome, les nouvelles listes quotidiennes de victimes et leurs noms supplémentaires. L'historien grec Dion Cassius rapporte que la foule se précipitait et *«se pressait pour les lire tout comme si elles contenaient l'annonce d'une bonne nouvelle»*.

Naturellement la pratique était parfaitement illégale, en contradiction avec les usages judiciaires romains très codifiés. C'est donc un décret exceptionnel, pris par le triumvirat autoproclamé le 23 novembre de l'année 43 avant J.-C., qui l'autorisa. Il faut lire les attendus de ce décret que l'historien grec Appien (4, 8) nous a heureusement conservé. Ses auteurs, Antoine et Octave, se drapent dans les oripeaux de la vertu offensée et prétendent, toute honte bue, avec une hypocrisie consommée, agir de la sorte afin de venger le meurtre de César, tombé sous les poignards de Brutus et Cassius l'année précédente. Ils avancent aussi, pour justifier l'illégalité du décret, que le climat politique du moment est délétère et qu'il s'agit *«de remettre la République sur le droit chemin»*, bref de poursuivre une œuvre de redressement moral rendu nécessaire par les troubles que connaît l'État.

De nombreux historiens modernes sont restés longtemps très discrets sur un épisode aussi peu flatteur pour Rome et il a fallu attendre la thèse magistrale de François Hinard sur les proscriptions, parue en 1985,

pour que le silence soit brisé. Cette gêne s'explique peut-être par le désir de ne pas ternir la mémoire du grand Auguste, le fondateur du principat (qui régna de 27 avant J.-C. à 14 après J.-C.) qui était l'homme fort du triumvirat, le héros de Virgile et d'autres écrivains qui avaient rallié son camp, qu'il aurait été dommageable de présenter comme l'auteur d'une véritable épuration. Ainsi les arguments des historiens anciens (tous, depuis Tite-Live, favorables à Auguste) ont pendant des siècles été acceptés par les Modernes: Auguste aurait rétabli l'ordre et sans ses mesures sévères (pour le moins), l'État romain ne se serait pas remis des guerres civiles et la paix civile était à ce prix. Orose encore, au début du Ve siècle, écrit ainsi que l'on proscrivit une grande partie des sénateurs *«pour empêcher qu'un massacre aveugle ne s'étende et ne se déchaîne»*. Curieuse justification de la violence civile par ce disciple de saint Augustin!

Le proscrit perdait ipso facto non seulement sa réputation, mais encore tous ses droits civiques et était désormais considéré comme un étranger. L'inscription sur ces listes funestes ouvrait la voie légalement à une exécution sans procès, un geste que quiconque était autorisé à accomplir de sa propre main. Il était interdit de porter secours à un proscrit. Leurs biens étaient vendus et devenaient partiellement la propriété de l'exécuteur. La vengeance politique et personnelle avait effacé toute justice.

On débat encore du nombre de victimes de la proscription de l'année 43. Orose, déjà cité, parle de 132 sénateurs, François Hinard, se fondant sur Plutarque, estime le nombre total de victimes, en moins de deux ans, à 520 chevaliers et sénateurs. Jérôme Carcopino avait ainsi pu parler de *«l'abattoir des proscriptions»*. On égorgeait la plupart du temps les malheureux, ce qui signifie qu'on les décapitait à la hache, la tête tranchée servant de preuve en vue du versement de la récompense. Ce châtement était en soi ignominieux, puisque la dépouille ainsi mutilée priverait à jamais le malheureux d'une sépulture digne de ce nom et donc du repos dans l'au-delà.

La victime la plus fameuse de la proscription de l'année 43 fut Cicéron lui-même. Il fut inscrit sur les listes funestes sur ordre d'Antoine avec l'accord d'Octave. Sa tête fut exposée sur le forum: elle était coupable d'avoir réfléchi aux risques de la dictature. Ses mains coupées furent offertes à la vue du peuple: elles étaient coupables d'avoir chanté la liberté et vanté la république. On connaît le nom de son assassin, de celui qui trancha la tête du plus grand intellectuel de ce temps. Mais on ne le publiera pas ici. Il avait été défendu par Cicéron dans une affaire de parricide.

*Stéphane Ratti est agrégé de lettres classiques et professeur à l'université de Bourgogne-Franche-Comté, Stéphane Ratti a publié de nombreux ouvrages remarquables, comme «Le Premier saint Augustin» (Les Belles Lettres, 2016) et «Les Aveux de la chair sans masque» (Éditions universitaires de Dijon, 2018), analyse de l'interprétation discutée, par Michel Foucault, de textes des Pères de l'Église sur la sexualité. Cet essai a été couronné par le prix Grammaticakis-Neumann 2020 de l'Académie des sciences morales et politiques.*

CULTURE

# German professor under police protection for stance on Islamophobia

A German professor at a university in Grenoble, France, has become the target of a hate campaign for not wanting to compare anti-Semitism with Islamophobia.



A 2019 demonstration against Islamophobia in France

"Fascists in our lecture halls! Dismiss Professor Kinzler! Islamophobia kills," read the large banners hanging at the University of Grenoble. Activists from the French student union Unef also posted the slogans online. Five months after the brutal murder of history teacher [Samuel Paty](#), being accused of Islamophobia is not something that is taken lightly in France. Following a debate that sparked outrage at the Grenoble Institute of Political Studies, two professors are under police protection.

Here's how it happened: 3 1/2 months ago, students and teachers at the university were discussing the title of a planned seminar on the topic of equality. Should "Islamophobia" be included alongside "anti-Semitism" and "racism"?



Kinzler is a professor who has been teaching at the Grenoble university for 25 years

Professor Klaus Kinzler, who teaches German language and culture at the university, felt that Islamophobia wasn't comparable to anti-Semitism. Following his advice to not include the term "Islamophobia" in the title of the seminar, he was excluded from the email discussion.

Incidentally, the Stuttgart-born professor is married to a Muslim woman.

When another professor showed solidarity with Kinzler, the student union Unef also targeted him.



France's interior minister for citizenship, Marlene Schiappa, reacted to the case: After the decapitation of the teacher Samuel Paty, the current hate campaign against the professors is "a particularly disgusting act," said Schiappa in a TV interview. The Unef has actively "put the life of professors in mortal danger," she added.

### **A reflection of France's integration problem**

German historian and author Philipp Blom sees in France's current discussions on Islamophobia a reflection of social issues related to the country's position as a former colonial power, where strong "functional racism" rules.

The integration of immigrants from North Africa has failed blatantly, points out Blom. "In the banlieues on the outskirts of Paris, it doesn't feel like you're living in France. You don't have the same opportunities as other people," Blom told DW.

Experiencing marginalization and humiliation, an entire generation has come of age in milieus in which petty criminals and radical Islamists vie for domination. "I can understand that this creates anger, including murderous anger," says Blom.

But that is not a specifically French problem, adds the historian, who is also a member of the Board of Trustees of the Peace Prize of the German Book Trade. Still, the experience of humiliation is "a very important political force."

### **Identity politics and cancel culture**

Klaus Kinzler told German newspaper *Die Welt* that there is a form of political activism in France that disguises itself as academia.

Similarly, political scientist Claus Leggewie points out that those activists aren't fighting against the powerful, the establishment, the far-right or the real fascists, but against people whose views are seen as "not being pro-Islamic enough."



Political scientist Claus Leggewie

Leggewie describes the case as being about "canceling" specific persons, silencing them, and "banning ideas and discussions."

Social media has also become the echo chamber of social identity groups, which are increasingly excluding people with other ideas. By staging controversies online, members of these groups gain immediate media recognition, says Leggewie. "That is exactly what has happened in Grenoble, and with Samuel Paty basically too, and in his case it was fatal," adds the political expert.

Islamophobia versus anti-Semitism



Klaus Kinzler has been a professor at the Grenoble Institute of Political Studies for 25 years now. He was "not surprised" by the slogans on the university building, since the student union Unef had already branded him as a right-wing extremist and Islamophobe in social networks.

Racism and anti-Semitism — which are both criminal offenses in secular France — have nothing to do with Islamophobia, in Kinzler's view. "Anti-Semitism has resulted in millions of deaths. Genocide without end. Then there is racism, slavery. That, too, has led to tens of millions of deaths in history," he told *Die Welt*. "But where are the millions of deaths linked to Islamophobia?" he asked, nevertheless clarifying: "I do not deny that people of Muslim faith are discriminated against. I just refuse to put it on the same level. I think this is an absurd deception."

Kinzler was a "completely normal professor of German at a provincial institute" and had always enjoyed his work, he told the *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Before the controversy, his students told him that they appreciated that he defended free, liberal positions. "The exchanges were always enriching," he said. In the end, he says, he is less offended by the students who launched the hate campaign than by his colleagues, researchers and professors — who have distanced themselves from him without searching for dialogue.

Débats

**Pierre-André Taguieff :**

## « Le décolonialisme est un projet utopique global »

Devecchio, Alexandre

**L'historien, qui a forgé le concept d'islamo-gauchisme, répond aux critiques qui lui sont adressées.**

Et l'universitaire explique la rhétorique et les objectifs concrets du mouvement dit « décolonial » .

**LE FIGARO. - Depuis les déclarations de la ministre de l'Enseignement supérieur sur l' « islamo-gauchisme » , les polémiques se multiplient. **Que pensez-vous de la dernière en date à Sciences Po Grenoble ?****

**Pierre-André TAGUIEFF . -** La chasse aux sorcières lancée contre de prétendus islamophobes à Sciences Po Grenoble est une nouvelle preuve que l'islamo-gauchisme existe et fait des ravages dans l'enseignement supérieur. Elle témoigne du fait que des étudiants et des enseignants se sont ralliés à la stratégie rhétorique des islamistes, ce qui relève de l'islamo-gauchisme. Car, plus l'islamisme tue, et plus on dénonce l' « islamophobie » . Depuis l'assassinat de Samuel Paty, les appels à « lutter contre l'islamophobie » se multiplient.

L'accusation d'islamophobie n'est pas seulement diffamatoire et intimidante, elle équivaut à une légitimation d'éventuelles agressions, voire à une condamnation à mort. Il faut souligner l'inversion victimaire : des militants islamo-gauchistes qui lancent une chasse aux sorcières contre deux enseignants osent dénoncer avec indignation la « chasse aux sorcières islamophobe » qu'aurait lancée Frédérique Vidal, laissant ainsi entendre qu'il y aurait en France une « islamophobie d'État » .

La multiplication des accusations mensongères d'islamophobie dans l'espace universitaire nous le rappelle : ces accusations illustrent la nouvelle méthode de diabolisation et de criminalisation des adversaires, voués à l'exécration publique et à la mort sociale.

**Dans ce que vous appelez un « nouveau grand clivage idéologico-politique » , sommes-nous en train de vivre un tournant ?**

Ce clivage émergent tend à marginaliser et affaiblir le vieux clivage droite-gauche, du moins dans le monde des élites culturelles. L'engagement dans la « lutte contre l'islamophobie » est devenu un trait majeur de l'identité politique de gauche et en même temps, contradictoirement, un puissant facteur de division de la gauche.

Il y a de très nombreux citoyens français, de droite et de gauche, qui considèrent que l'islamisme constitue une grave menace pour la cohésion nationale et l'exercice de nos libertés. Peuvent-ils être déclarés « islamophobes » ? C'est là, à l'évidence, un abus de langage et une confusion entretenue stratégiquement par les islamistes eux-mêmes, suivis par les gauchistes qui ont pris leur parti. Ces citoyens sont en vérité hostiles à l'islamisme et ont d'excellentes raisons de l'être, au vu des massacres commis par les djihadistes, du séparatisme prôné par les salafistes et des stratégies de conquête des Frères musulmans. Mais ils n'ont rien contre l'islam en tant que religion, susceptible d'être critiquée au même titre que toute religion.

## **En quoi les idéologues du décolonialisme convergent-ils avec les islamistes ?**

Il faut souligner la convergence du discours islamiste intellectualisé de style Frères musulmans et du discours décolonial - nouveau catéchisme révolutionnaire de l'extrême gauche -, qui fabriquent du ressentiment dans les populations issues de l'immigration par la dénonciation hyperbolique des « crimes du colonialisme ». Accuser en permanence la France de crimes contre l'humanité et de racisme, c'est produire de la conflictualité ethnicisée et de la volonté de revanche ou de vengeance chez ceux qu'on arrive à convaincre qu'ils sont les éternels « indigènes de la République », et entreprendre de culpabiliser les Français dits « de souche », « blancs », « mécréants » ou « racistes » .

Les idéologues du décolonialisme rejoignent les islamistes dans leur haine de l'humour, de l'ironie et de la satire, une haine qui se traduit par la « cancel culture » , cette culture de l'élimination de tout ce qui censé choquer ou blesser les membres d'un groupe supposé discriminé, dominé ou « racisé » . La passion moralisatrice de ces minorités actives, dans lesquelles se croisent gauchistes et islamistes, c'est la haine de la liberté intellectuelle et de la libre création.

Pour comprendre les liens entre le décolonialisme, l'islamisme et l'islamo-gauchisme, il faut partir de la convergence entre l'anticapitalisme marxiste, l'antioccidentalisme islamiste et l'antiracisme anti-Blancs (le décolonialisme). Comme les islamistes, les propagandistes décoloniaux tendent à réduire le racisme à l' « islamophobie » , considéré par les islamo-gauchistes comme le racisme qu'il faut aujourd'hui combattre prioritairement.

Les idéologues du décolonialisme se sont emparés de cette thématique anti-impérialiste, dont on trouve des traces dans le tiers-mondisme, puis dans l'altermondialisme, pour réduire les sociétés occidentales à des sociétés inégalitaires structurées par les oppositions dominants/dominés et racisants/racisés, héritage supposé indépassable du colonialisme. Ils incriminent les « sociétés blanches » , accusées de « racisme d'État » , mais font silence sur les sociétés « non blanches » .

## **Le décolonialisme remplace-t-il le marxisme à l'extrême gauche ?**

Le décolonialisme est un projet utopique global de refonte de l'ordre social, impliquant une critique radicale de l'hégémonie dite occidentale ou « blanche » et la volonté d'y mettre fin. On peut y voir une reformulation du projet révolutionnaire communiste, qui visait l'instauration d'une société sans classes. L'utopie du décolonialisme a pour objectif de créer une nouvelle société sans discriminations (de race, de genre, etc.) au terme d'une « décolonisation » des représentations et des croyances, des savoirs, des pratiques et des institutions. La « décolonisation » généralisée est censée s'accomplir à travers une mise en accusation permanente et systématique des supposés dominants et « racisants » , ces bénéficiaires du prétendu « privilège blanc » voués à être dénoncés publiquement, isolés et sanctionnés.

Ses armes conceptuelles sont la déconstruction qui ne s'applique qu'à la « pensée blanche » , la notion floue de racialisation (ou d'assignation racialisante), qui permet de voir du racisme partout dans le camp de l'adversaire, l'intersectionnalité (nom pseudo-savant du banal croisement et du cumul des désavantages sociaux, réduits pour l'essentiel aux effets de la race et du genre) et le prétendu racisme systémique, cette force mystérieuse qui possède la vertu de multiplier les racistes sans le savoir, de structurer les attitudes, les comportements et les fonctionnements institutionnels. Dans la langue de bois décoloniale, on dénonce les « processus de racialisation » , qui consistent à réduire un individu à une catégorie associée à des stéréotypes négatifs. La « racialisation » présente l'avantage d'étendre indéfiniment le champ du racisme et donc le nombre des « racisés » , selon les exigences du nouveau combat révolutionnaire dans lequel l'antiracisme dit politique joue un rôle majeur.

En attendant le nouveau grand soir, ce moment rêvé de la décolonisation totale qui permettra d'entrer dans l'âge post-discriminatoire et post-raciste, le mouvement décolonial prétend « déblanchir » l'imaginaire social et le champ culturel, à démanteler tous les héritages de l' « hétéro-patriarcat » (*sic*) et systématiser le recours à la discrimination positive, ce qui implique de privilégier, dans l'accès aux postes et aux places, les membres des catégories proclamées victimes de supposées discriminations systémiques. Cette politique de discrimination inverse est menée officiellement sous le drapeau de la diversité et de l'inclusivité.

# Lettre ouverte aux étudiants qui veulent lutter contre les discriminations

TRIBUNE. Dans un texte appuyé par 50 universitaires, Françoise Longy (université de Strasbourg), Gilles Denis (Université de Lille) et Thibault Tellier (IEP de Rennes), du collectif Vigilances Universités, mettent en garde contre les atteintes à la liberté d'expression et au débat scientifique, au nom de la lutte contre « l'islamophobie ».

**Par Collectif**

Publié le [17 mars 2021 à 17h34](#)

Temps de lecture 10 min

**Comment les étudiants et les universitaires peuvent-ils et doivent-ils lutter contre le racisme et les discriminations ?** La question mérite l'ouverture d'un franc débat avec les étudiants. L'affaire de l'IEP de Grenoble montre qu'un tel débat est nécessaire pour empêcher que les moyens employés pour servir une cause noble et juste – combattre les différentes formes de discrimination qui peuvent exister relativement au sexe, à la « race », ou à l'appartenance religieuse – ne se retournent contre elle et ne la dévoient. Nous lançons ici ce débat en l'articulant autour de cinq questions.

## Première question

Celle que posait le professeur Klaus Kinzler en octobre 2020 dans le mail à la source de l'affaire de l'IEP de Grenoble. Peut-on avoir légitimement des doutes sur la pertinence d'utiliser le terme « *islamophobie* » pour désigner la discrimination envers les musulmans ?

« *Non* » répondent apparemment certains étudiants de Grenoble. Ces étudiants transforment ainsi tout questionnement sur la justesse du label « islamophobie » en une infamie qui mérite d'être dénoncée à hauts cris. Selon nous, au contraire, il est parfaitement possible de réprouber sincèrement les discriminations envers les musulmans et d'être sceptique sur la légitimité du terme « islamophobie ».

Même si « *islamophobie* » a des avantages relativement à « *racisme antimusulman* » - une expression compacte et sans l'impropriété d'évoquer le rejet d'une race quand il s'agit du rejet des adeptes d'une religion – le terme a aussi un terrible défaut. En rendant inséparables les croyants de leur croyance, ce terme donne lieu à des glissements et à des confusions problématiques. Ainsi une critique envers un système de pensée (ici une religion) peut être comprise, par un glissement imperceptible, comme une attaque contre les individus adhérant à ce système, et, par un autre petit glissement encore, être considérée comme du racisme et de la discrimination. Et tous ces petits glissements entraînent d'autres glissements et de nouveaux amalgames. Ainsi,

offenser les sentiments de quelqu'un en attaquant ses croyances devient par cette dynamique, d'abord, équivalent au fait de l'agresser (de l'attaquer personnellement), et ensuite, à l'étape suivante, équivalent au fait de le discriminer.

Ces glissements problématiques se voient bien dans le cas de l'affaire de l'enseignante de droit d'Aix-Marseille qui a été conspuée comme islamophobe pour avoir suggéré que les religions musulmane et juive avaient quelque chose d'une MST (maladie sexuellement transmissible) car elles prétendaient se transmettre via un lien biologique (à partir du père dans l'Islam, de la mère dans la religion juive). Ce parallèle avec une MST peut-il être pris comme une attaque (une critique très virulente) ? Oui. Mais la question décisive n'est pas de savoir s'il y a ou non attaque, mais ce qui est attaqué. A cette question, la réponse est évidente : les religions juive et musulmane. Or, le fait d'attaquer, même de façon virulente, ce qu'une personne croit, pense, professe ou pratique ne revient en aucun cas à attaquer cette personne. Le principe selon lequel quand on attaque une thèse T, on insulte par la même occasion tous ceux qui croient, pratiquent ou défendent T, ne vaut pas. Heureusement, car appliquer un tel principe reviendrait à interdire la science, dont le moteur central est le débat critique, et à tuer la liberté d'expression.

Ce genre d'attaques ne risque-t-il pas tout de même d'offenser gravement les sentiments de certains ? Si. On peut se sentir blessé ou vexé quand quelqu'un critique quelque chose en lequel on croit, c'est une réaction tout à fait normale. Il faut néanmoins distinguer ce type de critique d'une insulte personnelle. Seule la seconde constitue une agression par principe injuste. Si un écologiste affirme que prendre l'avion est d'un égoïsme impardonnable et constitue un crime contre les générations futures, est-ce que cela peut m'offenser si je prends régulièrement l'avion pour aller en vacances ? Oui, bien sûr. Mais est-ce que dans ce cas, l'offense, l'humiliation ou le sentiment d'une attaque disproportionnée que j'éprouve m'autorisent à penser que j'ai été agressé personnellement ou, pire encore, discriminé de quelque façon en étant pointé du doigt comme égoïste et irresponsable ? Nullement.

Certains diront que l'analogie qui vient d'être faite ne marche pas, que la religion n'est pas une croyance comme une autre, et que ces principes généraux, bien que parfaitement justes, ne s'appliquent pas dans son cas. Peut-être, mais en tout cas il est clair qu'il y a là matière à débat. Il est donc très problématique que l'ensemble de ces questions soient occultées, et sorties de l'espace de l'examen rationnel et d'un possible débat public apaisé, par l'usage d'un terme qui, confondant plusieurs notions, fait croire faussement à leur évidente équivalence.

## Deuxième question

Etait-il acceptable d'afficher les noms des deux enseignants sur les murs en les traitant d'islamophobes et de fascistes ?

Evidemment non ! Nous ne doutons pas que cela paraisse clair à la très grande majorité des étudiants. Le fait que les syndicats qui ont eu un rôle dans cette affaire se soient « désolidarisés » de ces affichages par la bouche de Thomas Mandroux, le président de l'Union syndicale de l'IEP Grenoble, selon le communiqué de l'AFP du 9 mars, montre qu'il y a heureusement un large consensus sur ce point. Ce qui en revanche déçoit dans le discours tenu par T. Mandroux, c'est la tentative d'esquiver la question de la responsabilité relativement au processus qui a abouti aux affichages en

question, en soulevant une question incongrue d'origine : « *ce n'est pas nous qui avons lancé la machine* » dit-il pour défendre l'action des syndicats étudiants. La question de la responsabilité dans un processus se pose relativement à chaque décision et à chaque acte.

### Troisième question

Quand est-il légitime de parler de délation, d'accusation infondée et de chasse aux sorcières ?

Considérons le cas du deuxième enseignant, celui qui a soutenu le premier dans la querelle autour de l'emploi du terme « islamophobie ». Il est accusé d'avoir prononcé des propos « *islamophobes* » dans le cours optionnel qu'il tenait sur « *Islam et musulmans de France* ». Cette accusation s'appuie sur deux témoignages anonymes provoqués par un appel diffusé sur les réseaux sociaux et qui invitait à signaler les éventuels « *propos problématiques* » qu'il aurait pu prononcer dans ce cours. D'après ce qu'en rapporte l'AFP, le seul reproche un peu précis qui en ressort – présent dans l'un des deux témoignages – est qu'il « *n'avait de cesse de rappeler les origines chrétiennes de la France* ». L'autre élément de « preuve » apporté contre lui concerne « certains de ses écrits ». Des « *personnes concernées* », c'est-à-dire « *musulmanes ou affiliées à l'islam* », à qui ces écrits ont été soumis les ont jugés « islamophobes », les personnes en question restant anonymes. Faisons maintenant une expérience de pensée. Imaginons le cas d'un enseignant marqué à gauche ou transgenre qui serait dénoncé pour islamo-gauchisme ou misandrie par des étudiants d'un syndicat étudiant marqué plutôt à droite. Et supposons que cette dénonciation repose, d'une part, sur des accusations vagues qui apparaissent dans des témoignages anonymes obtenus après un appel diffusé sur les réseaux sociaux et, d'autre part, sur une série de jugements portés anonymement par des « personnes concernées » sur certains écrits non spécifiés de l'enseignant. Les syndicats qui aujourd'hui demandent à l'IEP de sanctionner les deux enseignants se lèveraient alors sans doute comme un seul homme pour défendre les droits bafoués de notre enseignant imaginaire, s'indigner de sa réputation salie et de sa mise en danger (une cible pour l'extrême droite), et exiger que s'arrêtent la chasse aux sorcières et les appels ignobles à la délation. La morale de cette petite expérience de pensée ? Elle montre que la façon dont on procède et dont on traite les gens est essentielle. Les droits bafoués, la mise en danger de la vie d'autrui, la chasse aux sorcières et la délation sont des choses condamnables et dangereuses en elles-mêmes, elles ne prennent pas une couleur progressiste quand elles sont utilisées contre des individus jugés à tort ou à raison comme étant du mauvais côté de la barrière et une couleur fasciste et réactionnaire quand elles sont utilisées contre nos amis et alliés réels ou supposés.

### Quatrième question

Les deux enseignants doivent-ils être présentés comme les victimes dans cette histoire ?

Par un communiqué commun, le 9 mars, l'Unef, l'Union syndicale de l'IEP et d'autres syndicats étudiants regrettent que « *l'emballlement médiatique présente les deux collègues (professeurs) comme des victimes* ». Selon eux, comment la presse aurait-elle dû les présenter ? Comme des coupables ? Comme des personnes qui n'ont obtenu que ce qu'elles méritent ? Comme des êtres au cœur d'airain que rien ne peut atteindre ? Il est clair que dans cette histoire les deux enseignants subissent de graves dommages. De



plus, ces dommages, ils les subissent parce qu'ils sont accusés. Peu importe l'imprécision du chef d'accusation, peu importe la valeur des preuves données, l'accusation vaut condamnation. Autrement dit, la présomption d'innocence est totalement bafouée dans leur cas. Et non seulement, ils sont « présumés coupables », mais ils sont déjà punis sans qu'ait eu lieu aucune forme de procès : pas de débat contradictoire, pas de possibilité de confirmer ou d'invalider cette présomption de culpabilité en la confrontant à des faits bien établis, etc. Voilà une forme étrange, et bien dangereuse, de justice. On ne voit pas bien ce qui peut encore manquer au tableau pour qu'on puisse dire qu'ils sont des victimes.

## Cinquième question

L'Union syndicale de l'IEP a-t-elle de bonnes raisons de continuer « à demander des sanctions tant que ces deux professeurs ne se seront pas excusés » ?

Pas besoin d'indiquer la réponse ici, elle va de soi vu les réponses aux questions précédentes. Et cela explique le mélange de stupeur et de colère qu'une telle demande peut provoquer. Comment peut-on demander que des personnes soient traitées comme des coupables alors même qu'aucune culpabilité n'a été établie ?

Nous ne doutons pas que la majorité des étudiants qui ont approuvé à un moment ou à un autre les positions prises par les syndicats étudiants de l'IEP de Grenoble impliqués dans cette affaire l'ont fait dans l'intention louable de faire avancer une bonne cause, celle du combat contre toutes les formes de racisme et de discrimination. C'est parce que nous accordons, nous aussi, une grande importance à cette cause que nous nous inquiétons que celle-ci puisse être dévoyée par l'emploi de moyens pernicieux, contraires aux idéaux mêmes qu'ils sont censés défendre. Autre chose aussi nous réunit, la responsabilité de l'avenir de l'Université. La liberté et le pluralisme ne sont pas des concepts abstraits. C'est à chacun de nous qu'il revient, à son niveau et avec ses moyens, de leur donner corps pour que l'Université de demain soit un lieu où chacun puisse sans crainte « *frotter et limer sa cervelle contre celle d'autrui* » selon la belle expression de Montaigne.

### Premiers signataires

LONGY Françoise (univ Strasbourg)

DENIS Gilles (Univ Lille)

TELLIER Thibault (IEP de Rennes)

### 50 Signataires suivant

CANNONE Belinda (Univ de Caen)

NEVEU Franck (Sorbonne Université)

PIETREMENT Christine (Univ Reims Champagne Ardenne)

GRATET Gaël (CPGE khâgne Lycée Edouard Herriot)

BUISSIÈRE Evelyne (CPGE Lycée Champollion Grenoble)

RASTIER François (CNRS InaLCO)

SECROUN Claude (Univ Reims Champagne Ardenne)

CATELLIN Sylvie (Univ Versailles Saint-Quentin)

PRUM Michel (Univ Paris 7 Denis Diderot)

SEPTIER Laurent (Univ Côte d'Azur)

LAZARUS Anny (Univ Paul Valéry Montpellier 3)

FICHOT Jean (Univ Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

FITTON Valérie (ITRF Univ de Bordeaux)

LEGALLOIS Dominique (Univ Paris 3 Sorbonne Nouvelle)

HEINICH Nathalie (CNRS)  
PERRIER Pascal (Univ Grenoble Alpes)  
DREYFUS Michel (Univ Paris 1 Panthéon-Sorbonne)  
LE GOFF Joan (Univ Paris-Est Créteil)  
LE RU Véronique (Université Reims Champagne Ardenne)  
DHOMBRES Jean (EHESS/CNRS)  
BATSCH Christophe (Univ Lille)  
FOURCAUT Annie (Univ Paris 1 Panthéon Sorbonne)  
SCHAPIRA Pierre (Sorbonne Université)  
FONTAINE François (Univ Lille)  
RICHARDOT Anne (Univ Lille)  
DELMAIRE Danielle (Univ Lille)  
MANTÉ-DUNAT Marylène (Univ Lille)  
SCHANDELER Jean-Pierre (Univ Paul Valery Montpellier 3)  
LOTY Laurent (CNRS)  
DAVID Alain (Gastprofessor Univ Klagenfurt)  
GEERTS Nadia (Haute école de Bruxelles)  
ESTRIPEAUT Marie (Univ Bordeaux Montaigne)  
CAZALE Claude (Univ Paris Nanterre)  
BERNHARD Peter (Univ Toulouse-Capitole)SERMAIN Jean Paul (Univ Paris 3 Sorbonne Nouvelle)  
MARTIN Thierry (Univ Bourgogne Franche-Comté)  
BLIN Thierry (Univ Paul Valery Montpellier 3)  
GUICHARD Éric (Univ Lyon)  
DOJA Albert (Univ Lille)  
LE CORNEC UBERTINI Anne-Hélène (Univ de Bretagne Occidentale)  
VIENNE Alain (Univ Lille)  
ALLOUCHE Joëlle (Univ Paris-Est Créteil)  
KANDEL Liliane (Univ Paris 7- Denis Diderot)  
CICCOLINI Joseph (Univ Aix Marseille)  
GILBERT Jacques A. (Univ Nantes)  
ASSARAF Roland (Sorbonne Université)  
KOTEK Joël (Unv libre de Bruxelles, Sciences Po Paris)  
SCHAUDER Silke (Univ Picardie Jules Verne)  
DERYCKE Claire (Univ Lille)

17 Mars : Le Monde

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/17/professeurs-accuses-d-islamophobie-cette-affaire-est-une-illustration-des-pressions-politiques-et-economiques-qui-s-exercent-sur-l-universite\\_6073388\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/17/professeurs-accuses-d-islamophobie-cette-affaire-est-une-illustration-des-pressions-politiques-et-economiques-qui-s-exercent-sur-l-universite_6073388_3232.html)

# Professeurs accusés d'islamophobie : « Cette affaire est une illustration des pressions politiques et économiques qui s'exercent sur l'université »

## TRIBUNE

Collectif

Un collectif d'enseignants de l'Institut d'études politiques de Grenoble s'alarme, dans une tribune au « Monde », de l'instrumentalisation après le collage sauvage d'affiches mettant en cause deux enseignants.

Publié aujourd'hui à 00h14, mis à jour à 06h15 Temps de Lecture 5 min.

**Tribune.** Depuis plusieurs jours, l'Institut d'études politiques de Grenoble et le [laboratoire Pacte](#) sont au centre de l'attention médiatique et de campagnes haineuses et calomnieuses sur les réseaux sociaux à la suite du [collage sauvage d'affiches](#) mettant en cause très violemment deux enseignants accusés d'islamophobie et de fascisme.

Les enseignants, chercheurs, étudiants, personnels et responsables de ces deux institutions ont apporté aux deux enseignants attaqués un soutien très clair en condamnant fermement l'injure et l'intimidation dont ils ont été victimes dans un contexte particulièrement inquiétant. Ce collage, qui a fait l'objet d'une saisine du procureur de la République par la directrice de l'Institut d'études politiques, est odieux. Il met en danger non seulement les deux enseignants cités mais aussi l'ensemble des personnels et des étudiants qui forment notre communauté et sur lesquels pèse aujourd'hui un poids trop lourd à porter.

### **Incendie médiatique hors de contrôle**

En dépit de ce soutien, nous assistons à la propagation d'un incendie médiatique apparemment hors de contrôle dans lequel se sont associées des forces qui dépassent largement le cadre auquel aurait dû se limiter ce collage, y compris pour assurer la sécurité des personnes citées. Cet incendie est attisé depuis plus d'une semaine par les commentaires de ceux qui, tout en ignorant généralement les circonstances de cette affaire, s'en emparent pour stigmatiser la prétendue faillite de l'université et la conversion supposée de ses enseignants, particulièrement dans les sciences sociales, à [l'« islamo-gauchisme »](#).

Les circonstances qui ont conduit aux collages commencent à être connues. Parmi elles, les pressions inacceptables exercées en novembre et décembre 2020 pour faire supprimer le mot « islamophobie » d'une conférence organisée par l'Institut ont joué un rôle déterminant. Il appartient désormais aux différentes instances qui sont saisies des faits de rétablir la vérité qui a été tordue et abîmée sur les plateaux de télévision et les réseaux sociaux.

Il nous revient en revanche, comme enseignants et comme chercheurs, d'alerter sur la gravité de ce qui est en train de se passer depuis ces collages. Nous assistons en effet à la mise en branle dans les médias d'un programme de remise en cause inédite des libertés académiques – en matière de recherche comme d'enseignement – ainsi que des valeurs du débat intellectuel à l'université.

### **Les principes du débat d'idées**

La première liberté qui a été bafouée dans cette affaire n'est pas, en effet, la liberté d'expression ou d'opinion, comme le prétendent de nombreux commentateurs mal informés brandissant à contresens l'argument de la *cancel culture*. Les deux enseignants visés par les collages ont en effet eu tout loisir de s'exprimer pendant cette affaire.

Ce qui est en jeu, et qu'ils ont délibérément refusé de respecter, ce sont les principes du débat d'idées dans le cadre régi par l'université. Au premier rang de ces principes figure la nécessité de faire reposer son enseignement et ses recherches sur l'analyse des faits et de les séparer clairement de l'expression de valeurs, de la manifestation de préjugés et de l'invective.

Cette affaire est une illustration des pressions politiques et économiques qui s'exercent aujourd'hui sur l'université dans son ensemble en France. Comment ne pas voir dans les tensions qu'a connues notre établissement ces derniers mois, un des effets de la misère psychique et matérielle imposée à toute la communauté académique – particulièrement aux étudiants – par la pandémie et la fermeture des campus.

Dans ce contexte, où chacun frôle et certains dépassent l'épuisement, invoquer seulement la « radicalisation gauchiste » des syndicats étudiants, c'est alimenter une polémique dont l'agenda politique est assez évident au vu des acteurs qui ont porté cet argument.

### **Parole violemment hostile aux sciences sociales**

Comment ne pas voir non plus derrière la libération généralisée d'une parole violemment hostile aux sciences sociales sur les plateaux de télévision l'effet d'une stratégie politique navrante du gouvernement depuis des mois.

Celle-ci a culminé, il y a quelques semaines, avec le projet d'une enquête sur la prétendue « gangrène » de l'« islamo-gauchisme » dans nos disciplines. Il est difficile de trouver des raisons autres que purement électorales aux chimères « islamo-gauchistes » du gouvernement, lesquelles ont soulevé de très vives protestations dans toutes les parties de l'espace académique. Il nous paraît aussi évident qu'en soufflant sur les braises depuis des mois le gouvernement a inspiré l'offensive contre les sciences sociales à laquelle nous assistons aujourd'hui.

Le sentiment qui nous envahit est un mélange de colère et de tristesse. La tristesse de voir triompher ceux qui pratiquent la censure et piétinent la tradition d'ouverture et d'argumentation rationnelle du débat intellectuel, préférant manier l'outrance, le mépris et l'ironie. La tristesse de les voir préférer le soutien des défenseurs les plus extrêmes de la pensée réactionnaire à la critique de leurs pairs. La colère de constater les ravages causés par leurs propos sur tous nos étudiants et sur notre communauté.

La colère encore de voir le nom de [Samuel Paty](#) [*professeur d'histoire-géographie assassiné, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le 16 octobre 2020*] entraîné dans une polémique idéologique à laquelle il est étranger et instrumentalisé pour organiser des campagnes haineuses à l'encontre d'enseignants, de chercheurs en sciences sociales, d'étudiants et de membres du personnel administratif des universités.

Il nous reste heureusement la possibilité de retourner à notre travail. Celui que nous faisons toutes et tous depuis des années en délivrant des cours et en animant des débats argumentés sur des enjeux non moins sensibles que l'islam, comme la colonisation, les génocides et les crimes contre l'humanité, le terrorisme, la place de la science dans la société, les pratiques policières, les politiques migratoires, le populisme, le racisme, la domination masculine, le genre et la sexualité, les crises écologiques ou encore les inégalités. Pour combien de temps encore ?

Liste complète des signataires (tous enseignent à Sciences Po Grenoble) :

**Stéphanie Abrial**, ingénieure de recherche en science politique

**Marie-Charlotte Allam**, enseignante-chercheuse en science politique

**Chloë Alexandre**, enseignante-chercheuse en science politique

**Amélie Artis**, maîtresse de conférences en économie

**Gilles Bastin**, professeur de sociologie

**Renaud Bécot**, maître de conférences en histoire  
**Céline Belot**, chargée de recherches en science politique  
**Marine Bourgeois**, maîtresse de conférences en science politique  
**Arnaud Buchs**, maître de conférences en économie  
**Hélène Caune**, maîtresse de conférences en science politique  
**Laura Chazel**, enseignante-chercheure en science politique  
**Camille Duthy**, enseignante-chercheure en sociologie  
**Frédéric Gonthier**, professeur de science politique  
**Florent Gougou**, maître de conférences en science politique  
**Martine Kaluszynski**, directrice de recherche en science politique  
**Séverine Louvel**, maîtresse de conférences en sociologie  
**Antoine Machut**, enseignant-chercheur en sociologie  
**Raul Magni-Berton**, professeur de science politique  
**Sophie Panel**, maîtresse de conférences en économie  
**Franck Petiteville**, professeur de science politique  
**Simon Persico**, professeur de science politique  
**Catherine Puig**, professeure agrégée d'espagnol  
**Sébastien Roché**, directeur de recherches en science politique  
**Guillaume Roux**, chargé de recherches en science politique  
**Simon Varaine**, enseignant-chercheur en science politique  
**Robin Waddle**, professeur agrégé d'anglais  
**Sonja Zmerli**, professeure de science politique

**Collectif**

17 Mars : Marianne

<https://www.marianne.net/societe/laicite-et-religions/islamisme-et-islamophobie-pour-la-presidente-de-lunef-cest-un-partout-la-balle-au-centre>

## Islamisme et islamophobie : pour la présidente de l'Unef, c'est un partout, la balle au centre

Oui mais...



Mélodie Luce

Par Louis Nadau

Publié le 17/03/2021 à 19:17

**À entendre Mélodie Luce, présidente de l'Unef, on croirait qu'établir une hiérarchie des attentats islamistes subis par la France et une islamophobie qui n'en arrive heureusement pas à ces extrémités sous nos latitudes revenait à invisibiliser cette dernière, ou à contribuer à la stigmatisation de nos concitoyens musulmans.**

Peut-on vraiment renvoyer islamophobie et islamisme dos-à-dos ? À cette question, la présidente de l'Unef, Mélodie Luce, semble répondre par l'affirmative. Invitée d'Europe 1 ce mercredi 17 mars, la représentante du syndicat étudiant de gauche était notamment interrogée sur les incidents survenus à l'IEP de Grenoble - [racontés par Marianne](#) -, où les noms et photographies de deux enseignants accusés d'islamophobie ont été placardés devant l'établissement début mars, avec la motion "*Des fascistes dans nos amphis T [...] et Kinzler démission. L'islamophobie tue.*" Ces affichages avaient notamment été relayés par la section locale de l'Unef.

"On a expliqué plusieurs fois que c'était une erreur de relayer ces photos, on a d'ailleurs eu l'occasion de s'excuser auprès de l'enseignant en question. C'est une erreur maladroite parce qu'en aucun cas la section locale de l'Unef n'a voulu lancer une vindicte sur ces personnes (sic)", s'excuse aujourd'hui Mélodie Luce, apportant son "*soutien face aux menaces*" que les deux enseignants "*peuvent subir*", et jugeant "*inadmissible*" ce placardage, auquel l'Unef "*ne s'est jamais associée*" – mais qu'elle a tout de même relayé.

"EST-CE QUE L'ISLAMOPHOBIE TUE ?"

Poussée dans ses retranchements par une Sonia Mabrouk [plus combative que lorsqu'elle reçoit Bernard Arnault](#), Mélodie Luce se révèle incapable de répondre clairement à cette question, pourtant simple : "*Est-ce que vous pensez aujourd'hui que l'islamophobie tue dans notre pays ?*"

"*Qu'est-ce que vous appelez islamophobie ? Parce que j'ai vu vos différentes descriptions, et je trouve qu'elles ne sont pas bonnes. Je suis allée, avant cette interview, regarder dans le dictionnaire, explique la dirigeante syndicale. Que nous dit le dictionnaire ? Que l'islamophobie, c'est l'hostilité envers l'islam et les*



musulmans." Rappelons, puisque nous en sommes à l'heure des précisions conceptuelles, que le terme "islamophobie" est critiqué par une partie de la gauche lorsqu'il est utilisé pour semer la confusion entre racisme et critique d'une religion.

Revenons-en à l'Unef : *"L'hostilité envers l'islam et les musulmans, c'est ce qui a amené des terroristes d'extrême droite à faire une tuerie sur la mosquée de Christchurch, c'est ce qui a amené aussi l'extrême droite en France à incendier une mosquée"*, explique sa présidente, invoquant donc l'attaque survenue en mars 2019 en... Nouvelle-Zélande. Si l'on veut bien admettre que le racisme n'ait pas de frontière, il faut tout de même souligner que la question était circonscrite au cas de l'Hexagone.

## HIÉRARCHISER N'EST PAS "INVISIBILISER"

*"Qu'est-ce qui tue dans notre pays, l'islamophobie ou l'islamisme ?"*, relance d'ailleurs Sonia Mabrouk. *"Il y a les deux, tout simplement"*, répond Mélanie Luce. *"Vous pouvez me donner un nom de quelqu'un qui a été malheureusement tué à cause de l'islamophobie ?"*, insiste l'intervieweuse d'Europe 1. *"Je viens de le faire. Vous ignorez toutes les victimes de la mosquée de Christchurch ? Vous ignorez aussi toutes les victimes de Biarritz il y a quelques années ?"*, s'insurge Mélanie Luce.

La présidente de l'Unef ne trouve donc rien de mieux, pour étayer son propos, qu'un attentat survenu à des milliers de kilomètres de la France, et qu'une attaque (et non attentat, les autorités judiciaires n'ayant pas employé ce terme) de mosquée survenue non pas à Biarritz, mais à Bayonne en octobre 2019, lors de laquelle deux personnes avaient été blessées.

## DÉFINITION "SCIENTIFIQUE"

Cela signifie-t-il que ces faits sont anecdotiques, ou que la haine des musulmans n'existe pas ? Bien sûr que non, mais tout se passe comme si affirmer qu'il existe une hiérarchie de gravité entre les attentats islamistes régulièrement subis par la France et une islamophobie qui n'en arrive heureusement pas à ces extrémités sous nos latitudes revenait à "invisibiliser" cette dernière, ou, pire, à contribuer à la stigmatisation de nos concitoyens musulmans.

*"Vous avez décidé que l'islamophobie c'était une définition que vous avez acceptée vous-mêmes, mais qui n'a aucune cohérence scientifique"*, poursuit pourtant Mélanie Luce. *La définition scientifique c'est l'hostilité envers les musulmans et l'islam.*" Au passage, notons qu'il s'agit en fait de [la définition du dictionnaire Larousse](#), et non d'une définition "scientifique". *"À partir de ce moment-là, si on parle d'hostilité envers les musulmans, la question c'est est-ce qu'on accepte dans notre pays l'hostilité envers les musulmans ? Je ne pense pas qu'il faille l'accepter."* Certes. Mais l'hostilité envers les islamistes, c'est permis ?

17 Mars : SUD-Education

<https://www.sudeducation.org/communiqués/sciences-po-grenoble-pour-la-liberté-académique-et-pour-les-libertés-syndicales-des-personnels-et-des-étudiant·e·s/>

## Sciences Po Grenoble : pour la liberté académique et pour les libertés syndicales des personnels et des étudiant·e·s- Communiqué intersyndical :

CGT Université de Grenoble, CNT Jeunes 38, RER-A, Solidaires étudiant·e·s Grenoble, Sud éducation Grenoble, Union des Étudiant·es de Grenoble, UNEF Grenoble, Union Syndicale Sciences Po Grenoble

Ce communiqué a été publié le 16/03/2021

Face aux propos et échanges par mails, et suite aux différentes réactions autour du groupe de travail de l'atelier « Racisme, islamophobie, antisémitisme » prévu pour la Semaine pour l'Égalité de Sciences-Po Grenoble, nous tenons à affirmer notre soutien plein et entier à une collègue enseignante-chercheuse de Science-Po Grenoble attaquée personnellement dans l'exercice de sa liberté académique.

En effet, non seulement sa légitimité et les travaux scientifiques qu'elle mobilisait pour l'organisation de l'atelier ont été déniés au nom d'opinions personnelles par deux enseignants, mais elle s'est retrouvée empêchée, suite aux pressions exercées par ces deux enseignants, d'organiser cet atelier comme initialement prévu. La violence morale et symbolique subie par notre collègue et l'absence de protection par la direction sont inacceptables.

Nous voulons ici réaffirmer l'indépendance des recherches de l'ensemble des universitaires comme une nécessité absolue. Le débat contradictoire doit se faire dans le respect de l'autre et dans la sérénité. Les échanges d'arguments et la méthode scientifique doivent toujours être le socle nécessaire à tout échange permettant ainsi les controverses scientifiques, nécessaires au progrès des connaissances dans tous les domaines. Nous apportons à ce sujet notre soutien à la direction du laboratoire PACTE, et affirmons notre accord complet avec leur communiqué.

Par ailleurs, nous souhaitons ici réaffirmer que le racisme et l'islamophobie n'ont pas leur place, ni dans les établissements d'enseignement supérieur, ni dans la société, et qu'il est donc nécessaire de les étudier pour les déconstruire. Censurer ou laisser censurer de tels champs de recherche n'est pas acceptable.

Enfin, nous apportons notre soutien aux étudiant·e·s et aux syndicats étudiants. Un enseignant de Sciences Po a tenté d'exclure de ses cours les étudiant·e·s syndiqué·e·s à l'Union Syndicale. Il s'agit purement et simplement de discrimination syndicale. La liberté syndicale, pour les personnels comme pour les étudiant·e·s, n'est pas négociable.

Depuis des collages nominatifs sur les façades de Sciences Po le 4 mars, l'emballage médiatique présente les deux collègues comme des victimes. Si nous ne cautionnons pas les collages nominatifs, nous souhaitons réaffirmer que la mise en danger de l'ensemble des collègues ayant pris part à cette affaire résulte non pas d'affiches localisées, mais bien essentiellement du recours irraisonné aux médias : ce sont bien certains de ces médias, et ceux qui les ont prévenus et qui y ont témoigné, qui ont aussi fait le choix d'afficher publiquement les noms des personnes impliquées.

Nous demandons à la direction de Sciences Po Grenoble de condamner publiquement ces propos et faits et de prendre les mesures qui s'imposent pour que le débat académique puisse se tenir dans un cadre serein et respectueux.

CGT Université de Grenoble, CNT Jeunes 38, RER-A, Solidaires étudiant-e-s Grenoble, Sud éducation Grenoble, Union des Étudiant-es de Grenoble, UNEF Grenoble, Union Syndicale Sciences Po Grenoble

17 Mars : Charlie Hebdo

<https://charliehebdo.fr/2021/03/societe/le-retour-de-la-revolution-culturelle/>

SOCIÉTÉ

## Le retour de la révolution culturelle

GÉRARD BIARD • MIS EN LIGNE LE 17 MARS 2021 • PARU DANS L'ÉDITION 1495 DU 17 MARS

Nous étions bien naïfs. Nous pensions que les instituts d'études politiques (IEP), viviers des élites de demain, étaient des havres de sérénité et de savoirs partagés. Et voilà qu'on découvre qu'il y règne [une ambiance digne d'un gang de narcos mexicain](#). Quand les élèves ne sont pas violés ou agressés sexuellement lors de tournantes d'intégration, ce sont les professeurs qui sont lynchés publiquement. **La récente affaire de Sciences Po Grenoble et de ses deux profs désignés à la vindicte populaire est toutefois emblématique d'un drôle de climat qui touche l'ensemble de l'Université. Climat qui commence sérieusement à puer le charnier.**

Au départ, un simple échange entre enseignants à propos de l'intitulé d'une journée d'étude baptisée « Racisme, islamophobie et antisémitisme ». Un professeur d'allemand refuse de faire un parallèle entre l'antisémitisme et l'islamophobie, objecte que cela revient à valider un concept qu'il juge non scientifique et avant tout militant, et propose, soutenu par un de ses collègues, de modifier l'intitulé : « Racisme, antisémitisme et autres formes de discriminations contemporaines (islamophobie, homophobie, misogynie...) ». Intolérable pour l'Union syndicale de l'IEP de Grenoble, syndicat étudiant né d'une scission d'avec l'Unef, qui s'en empare et rend le différend public, avec force exigences de sanctions contre les deux ennemis du peuple et du Prophète. Dans la foulée, les noms des deux professeurs, qualifiés d'« islamophobes » et de « fascistes », sont placardés sur les murs de l'établissement, circulent sur les réseaux sociaux, tandis que la section locale de l'Unef trouve pertinent de relayer cet appel au lynchage militant. Résultat, accablés de menaces diverses, les deux profs ont dû être placés sous protection. C'est que, depuis Samuel Paty, on sait très bien comment peut se terminer ce genre « d'action »...

À peu près au même moment, dans plusieurs grandes villes de France, on assistait à la version combat de rue de ce militantisme radical. Les 7 et 8 mars, lors des manifestations pour la Journée internationale des droits des femmes, [des féministes étaient violemment agressées](#), traitées elles aussi de « fascistes », d'« islamophobes », de « transphobes », de « putophobes » et autres « clitophobes » (!), et bombardées d'œufs par des petits groupes d'« antifas » et d'activistes trans. À Paris, place de la République, on pouvait admirer le programme politique de ces nervis résumé en un graffiti sur une statue : « *Sauve un trans, bute une TERF* » – pour « *trans-exclusionary radical feminist* », terme issu du jargon militant qui désigne les féministes qui osent soutenir que le sexe biologique demeure une réalité...

**Dans ces deux cas de figure, il y a les idées, qui sont très discutables mais qui restent des idées, et il y a la méthode, qui renseigne sur la façon dont on entend faire advenir lesdites idées. De toute évidence, le débat n'en fait pas partie.**

Ces « antifas » et autres militants radicaux, qu'ils agissent dans le cadre universitaire ou dans la rue, mettent en scène une opposition avec l'extrême droite qui n'est rien d'autre qu'un jeu de rôle se déroulant dans le même monde rêvé. Leurs idées s'opposent, mais l'architecture politique qu'ils veulent bâtir est la même : **c'est celle de la propagande, de la rééducation et de la balle dans la nuque**. Ils sont les descendants de ces maos enragés – la plupart du temps de bons petits-bourgeois – qui, dans les années 1970, nous vantaient les vertus de la Révolution culturelle et de ses « cinq catégories noires » à éradiquer, puis, plus tard, du génocide khmer. **Pour le moment, ils se contentent de simples affichages de noms. Mais au fond, ce sont les « ennemis » en chair et en os qu'ils aimeraient bien coller contre un mur. •**



## ISLAMO-GAUCHISME

### Comment l'empêcher de faire école

Deux collectifs d'enseignants se sont créés récemment - Vigilance Universités (VU) et son pendant pour le secondaire, Vigilance Collèges Lycées (VCL) -, qui visent à combattre les atteintes à la laïcité, les manifestations de racisme et d'antisémitisme, et toutes les autres dérives intolérantes et sectaires.

MÉLANIE DÉCHALOTTE

Tout commence par le constat qu'une atmosphère intellectuelle d'un nouveau genre se répand dans la sphère universitaire : un catéchisme inédit qui refuse mordicus d'aborder certaines questions dites « sensibles » et préfère les balayer sous le tapis, en n'oubliant pas, au passage, de mettre au pilori ceux qui osent les traiter. Dernièrement, à l'Institut d'études politiques de Grenoble, on sait que deux professeurs ont été accusés d'« islamophobie », pour avoir précisément contesté cette notion : pour cela, les syndicats de professeurs et d'étudiants leur accrochent une cible sur le dos, par voie de tweets et d'affichage. Cette nouvelle censure, qui ne vient plus d'une instance supérieure mais des pairs, voire des étudiants ou des élèves, a conduit des chercheurs et enseignants du supérieur à travers toute la France, puis, à l'issue de l'assassinat de Samuel Paty, des enseignants du secondaire, à se fédérer pour tenter de contrer cette vague mortifère.

Gilles Denis, historien des sciences à l'université de Lille, a ainsi lancé, en 2016, le collectif Vigilance Universités, précisément pour faire prévaloir la liberté de pensée et d'expression ainsi que la méthode scientifique contre des pratiques académiques lourdement idéologiques. « Notre réseau dénonce régulièrement toute sorte d'atteintes à la laïcité par des tribunes dans la presse et des signalements aux instances dirigeantes. Nous sommes, par exemple, intervenus en 2018 à l'université de Paris-VII, lorsque la lecture par le Théâtre K, du texte de Charb Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le

#### Faire prévaloir la liberté de pensée et d'expression

jeu des racistes a suscité des tentatives de censure de la part d'un syndicat étudiant. » Il a fallu que la police disperse ces quelques furieux pour que la représentation soit possible. « De même en 2019, poursuit Gilles Denis, quand une représentation à la Sorbonne des Suppliantes, d'Eschyle, a été empêchée par des militants de la Brigade anti-nérophobie, de la Ligue de défense noire africaine et de l'Unef, sous prétexte qu'il y aurait « blackface ». Grâce à la tribune de VU et sous la pression du public, indigné, la représentation a finalement eu lieu. » Mais qui a pu intimider à ce point la direction de la Sorbonne ? Un petit groupe d'étudiants, ou prétendus tels, qu'il aurait été bien facile de renvoyer dans leurs pénales.

Cet incident est significatif d'un climat d'intimidation d'un côté et de soumission de l'autre, qui tend à devenir la norme dans les enceintes universitaires. « Les événements de ce genre se multiplient, comme l'illustre l'affaire de Sciences Po Grenoble », constate Gilles Denis.

De son côté, Delphine Girard, professeure de lettres classiques dans le Val-de-Marne, cofondatrice de VCL, explique que, « dans le secondaire, les professeurs sont très seuls face à leurs élèves et à leurs réactions parfois vindicatives ou provocatrices. Si leur cours fait l'objet de contestations, voire de pressions, ils ne se tourneront guère vers les syndicats - d'autant qu'on en a vu certains jeter récemment de l'huile sur le feu - ni vers leur hiérarchie, dont l'approche peut être très variable et incertaine. Notre collectif, créé pour des enseignants et par des

enseignants, nous semblait ainsi répondre à un vrai besoin ». Dans les quartiers dits « populaires », en particulier, les professeurs doivent donc transmettre des valeurs républicaines et laïques à un public majoritairement indifférent, pour ne pas dire hostile. C'est une gageure que beaucoup renoncent à soutenir : un récent sondage de la Fondation Jean-Jaurès révèle que 42 % des enseignants reconnaissent se censurer « parfois » ou « souvent » dans leurs cours. « Notre objectif est d'armer rhétoriquement des profs parfois démunis sur les problématiques liées à la laïcité, note Delphine Girard, et d'accompagner si besoin médiatiquement, juridiquement et surtout humainement tout collègue en proie à des menaces ou des cabales. »

Si la ministre de l'Enseignement supérieur comme, d'ailleurs, son homologue de l'Éducation nationale ont été maladroits dans leurs déclarations dénonçant l'« islamo-gauchisme », il n'empêche que le ver est dans le fruit. Et si le mal qui frappe l'Université est difficile à dénommer, c'est parce qu'il se dissimule sous la forme rampante d'idéologies identitaires : le décolonialisme et l'intersectionnalisme.

Le décolonialisme - qu'il ne faut pas confondre avec les études postcoloniales - est une théorie raciale directement importée de l'histoire de l'esclavagisme et du communautarisme états-unien. Comme l'explique Laurent Loty : « Le décolonialisme - aussi appelé indigénisme quand il se réfère à l'histoire coloniale française - considère que la décolonisation n'a jamais eu lieu, qu'impérialisme et racisme ne sont jamais venus que d'une seule partie de la planète, que l'État français pratique un racisme systémique et qu'il faut "décoloniser" la République, la laïcité, la culture, la langue ou les sciences. » L'islamisme s'est engouffré dans cette brèche pseudo-intellectuelle pour se victimiser.

L'intersectionnalisme, « science » qui découvre la lune, postule qu'il vaut mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade. L'idée étant donc que si l'on cumule des particularismes physiques ou sociaux jugés désavantageux par la majorité, on est moins bien loti que d'autres. Certes. Mais l'on en vient ainsi à considérer que toute femme noire est nécessairement plus discriminée qu'un homme blanc : or il est peu probable que Rokhaya Diallo ait un sort plus dur que l'ouvrier viré de l'usine de pneus du Pas-de-Calais. En réalité, pour les intersectionnalistes, la race supplante la classe, et la couleur de peau prévaut sur toute autre oppression.

Une partie de la gauche a fait son miel de ces mouvements prétendument antiracistes. « Une sorte d'internationalisme dévoyé à trouvé là à se renouveler après la perte de l'espérance en une révolution communiste, explique Laurent Loty. Le souvenir des luttes anticolonialistes a fini par susciter le remplacement de la lutte des classes par une lutte des races et des religions. » Ces idéologies identitaires séduisent d'autant plus qu'elles s'affichent comme scientifiques (!) et moralement généreuses : c'est une gauche qui a renoncé au social et fait couler la moraline pour se sentir exister.

« L'inquiétant, c'est que dans les instituts de formation des professeurs (Inspe), ces théories font florès, déplore Laurent Loty. On demande aux impétrants, par exemple, d'être attentifs au contexte ethno-racial. » Un tolérantisme mou est encouragé - que permet d'autant plus l'effondrement du niveau dans le recrutement des futurs enseignants : leur attachement à la fonction publique tient moins de la vocation républicaine que de l'opportunisme professionnel, et eux-mêmes sont volontiers perméables à ces idéologies antilaïques - pour une raison de génération et/ou d'origine. Or il y a un éléphant dans la pièce que personne ne veut voir, c'est l'islamisme. Et ce n'est pas l'Inspe qui mettra en garde.

Comment endiguer ce mouvement dangereux ? La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a expliqué vouloir confier l'enquête au CNRS. Une fausse bonne idée : Antoine Petit, président du CNRS, est le préfacier d'un livre encourageant la pensée décoloniale<sup>1</sup>. Autant demander au pyromane d'éteindre le feu. ●

1. Chercheur au CNRS, historien des idées scientifiques et politiques, membre de VU et cofondateur de l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires.

2. Sexualités, identités & corps colonisés, de Gilles Boëtsch et al. (CNRS Éditions, 2019).





18 Mars : Libération

[https://www.liberation.fr/politique/islamophobie-ou-islamo-gauchisme-lindignation-a-geometrie-variable-de-frederique-vidal-20210318\\_DP6TUSG6RVE5ZEBXSXVYW2BS74/](https://www.liberation.fr/politique/islamophobie-ou-islamo-gauchisme-lindignation-a-geometrie-variable-de-frederique-vidal-20210318_DP6TUSG6RVE5ZEBXSXVYW2BS74/)

Universités

# Islamophobie ou islamo-gauchisme : l'indignation à géométrie variable de Frédérique Vidal

«Islamo-gauchisme», la polémique dossier

La ministre de l'Enseignement supérieur défend promptement les universitaires accusés d'islamophobie quand elle tarde à apporter son soutien aux professeurs désignés comme «islamo-gauchistes».



Frédérique Vidal à Poitiers le 23 février. (Guillaume Souvant/AFP)

par [Olivier Monod](#)

publié le 18 mars 2021 à 16h06

Le gouvernement défend-il plus les enseignants-chercheurs qui vont dans son sens politique ? Depuis plusieurs semaines, des universitaires sont affichés publiquement, tantôt pour islamophobie, tantôt pour islamo-gauchisme. Force est de constater que la réponse du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'est pas égale face à ces prises à partie *ad hominem*.

Quand deux enseignants-chercheurs de l'IEP de Grenoble, Klaus Kinzler et T., [sont la cible d'un affichage](#) sur les murs de l'établissement les traitant de «*fascistes*» et d'«*islamophobie*» le 4 mars, [le communiqué de condamnation de l'acte par Frédérique Vidal ne se fait pas attendre plus de quatre jours](#). De même, la direction de l'IEP se range derrière ses personnels et saisit le procureur de la République.

Par contre, quand Pascal Praud désigne la directrice du laboratoire Pacte prise dans la polémique de Sciences-Po Grenoble au sujet de Klaus Kinzler, Anne-Laure Amilhat Szary, comme «*militante*» et livre son nom dans son émission du 9 mars dernier, sa ministre de tutelle ne publie aucun communiqué, malgré la virulente campagne de calomnies qui a suivi par les propos de l'animateur de CNEWS. «*Je me sens fortement soutenue par mes tutelles, l'université Grenoble Alpes, le CNRS et l'IEP, déclare la principale intéressée à Libération. Il faut laisser du temps à l'enquête et je le comprends, mais je reçois des menaces de mort depuis ce week-end et je suis préoccupée pour notre pays que l'on puisse jeter en pâture le nom d'une professeure des universités et celui de son laboratoire sans qu'il y ait d'intervention publique immédiate pour les défendre dans les médias.*» Les messages sur les réseaux sociaux l'accusent en effet «*d'islamo-fascisme*» et d'avoir lancé «*une fatwa*» à l'encontre de ses deux collègues de l'IEP Grenoble, ce que les faits contredisent tout à fait.

Cet embrasement sur le thème d'un supposé «*islamo-gauchisme*» au sein des universités françaises a été attisé par la ministre Frédérique Vidal elle-même. En février, [la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche annonçait](#), sur CNEWS déjà, son intention de commander «*une enquête*» au CNRS portant sur «*l'islamo-gauchisme*» dans les facs. Très vite, une pétition de chercheurs et universitaires

va *«demander avec force la démission de Frédérique Vidal»*. Les 600 premiers signataires de cette pétition vont se retrouver affichés sur un site sous le titre *«Liste des 600 gauchistes (et quelques autres) complices de l'islam radical qui pourrissent l'université et la France»*, sans que cela n'émeuve le ministère rue Descartes. Comme dans le cas de l'affaire de l'IEP de Grenoble, ce sont les tutelles qui vont faire le travail, accordant la protection fonctionnelle à leurs personnels pour prendre en charge les frais de justice, comme à l'université de Toulouse Jean-Jaurès. Le CNRS a aussi saisi le procureur de la République sur ces faits. Finalement, le 9 mars, lors d'une réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), Frédérique Vidal fera lire un message condamnant *«l'attitude de certains sites et organisations politiques, adoptant la même attitude envers des universitaires au prétexte qu'ils ont participé à une pétition. Sur ce dernier point, je soutiens sans réserve le signalement effectué à l'initiative du CNRS»*. Un soutien à bas bruit médiatique au nom d'une position de principe réitérée au Sénat le lendemain.

Franck Loureiro, secrétaire général adjoint du Sgen-CFDT, s'inquiète de cette dérive consistant à attaquer les chercheurs personnellement en raison de leur thème de recherche. *«Cela demande une réaction forte du gouvernement. Il faut protéger les libertés académiques sans rentrer dans une forme de choix en fonction de la couleur politique des personnes»*, plaide-t-il avant de reconnaître que cette indignation sélective a été tant le fait *«du gouvernement, de certains parlementaires que, parfois, de certains collègues»*.

18 Mars : Weltwoche (CH)

<https://www.weltwoche.ch/ausgaben/2021-11/diese-woche/gesinnungsterror-an-franzosischen-unis-die-weltwoche-ausgabe-11-2021.html>

## Gesinnungsterror an französischen Unis

**Ein liberaler deutscher Professor der Universität Grenoble muss um sein Leben fürchten, weil ihn Studenten als «islamophob» bezeichnen. Das ist kein Einzelfall. Von Peter Rothenbühler**



*Sieg der Einschüchterung: Lehrer Kinzler. Bild: zVg*



# Gesinnungsterror an französischen Unis

Ein liberaler deutscher Professor der Universität Grenoble muss um sein Leben fürchten, weil ihn Studenten als «islamophob» bezeichnen. Das ist kein Einzelfall.

Peter Rothenbühler

Die französischen Universitäten sind krank. Gesinnungsterror, Sittenpolizei, Denkverbote beherrschen die Hörsäle. Die Ministerin für Hochschulen, Frédérique Vidal, hat eine Untersuchung über den «islamo-gauchisme» an den Unis in Auftrag gegeben. Sie will herausfinden, wie weit noch geforscht und gelehrt wird und nicht einfach militante Meinungen verbreitet werden.

Damit hat sie einen Sturm der Entrüstung entfacht. Sie würde sich besser um die Notlage der Studenten kümmern, heisst es. Das Centre national de la recherche scientifique (CNRS) erklärte, «islamo-gauchisme» sei kein wissenschaftlicher Begriff. Doch Erziehungsminister Jean-Michel Blanquer bestätigte: «Der *islamo-gauchisme* verwüstet unsere Universitäten.»

## Muslime als neues Proletariat

Wie virulent extreme Linke vorgehen, die die Muslime als neues Proletariat entdeckt haben, hat der Deutschlehrer Klaus Kinzler, 61, erlebt.

Der deutsche Ex-Athlet und Ex-Soldat lehrt seit 25 Jahren deutsche Sprache an der Fakultät der Politikwissenschaften (Sciences Po) von Grenoble und geht in der Freizeit gerne in die Berge, allerdings seit einer Woche nicht mehr: Er darf sein Haus nur noch in Begleitung von zwei Polizisten verlassen.

Kinzler muss um sein Leben fürchten, weil er von den Studenten öffentlich der Islamophobie angeklagt wurde, was tödlich ausgehen kann: Erst am 16. Oktober 2020 wurde der Lehrer Samuel Paty wegen einer Lektion zur Karikatur-Freiheit von Schülereltern als «islamophob» denunziert. Auf dem Heimweg wurde er von einem Terroristen geköpft.

Nur zwei Wochen später hat an der Uni Grenoble eine kleine Arbeitsgruppe mit Professor Kinzler und seiner Kollegin C. M. eine «Woche der Gleichheit» vorbereitet, bei der die Studenten für eine Veranstaltung den Titel «Rassismus, Islamophobie, Antisemitismus» gewählt haben. Kinzler beanstandete, man könne die Begriffe nicht gleichrangig behandeln, weil Rassismus und Antisemitismus Delikte sind und historisch Millionen Todesopfer gefordert

haben, während Islamophobie «ein neuartiger, sehr umstrittener Begriff ist, der von der Propaganda der Islamisten weltweit als Schlachtruf instrumentalisiert wird».

Seine Kollegin C. M. behauptete, der Begriff sei wissenschaftlich anerkannt, der Titel müsse bleiben. Zwölf Mail-Wechsel zwischen den Professoren hat Kinzler publik gemacht, nachdem er von der Professorin beschuldigt worden war,



Sieg der Einschüchterung: Lehrer Kinzler.

sich per Mail aggressiv geäußert zu haben, was selbst die Delegierte für Gleichheit der Uni nicht bestätigen konnte: Sie fand in den Mails «keine Spur von Diskriminierung».

Trotzdem hat die Direktion des Laboratoire de sciences sociales (Pacté) in einem offiziellen Communiqué den Professor angeklagt, seine Mails an die Kollegin stellten «eine Form von Mobbing [*harcèlement*] und moralischem Angriff» dar. Starker Tobak.

National explodierte der Fall erst am 7. Januar, nach der Verbreitung eines Facebook-Posts der Studentengewerkschaft Union syndicale Sciences Po Grenoble (US), der die «untolerierbaren» und «niederträchtigen» Äusserungen von Professor Kinzler gegenüber seiner Kollegin anprangerte und ihn als «Islamophoben» mit «rechtsextremen Ideen» denunzierte.

Die Medien griffen den Fall erst am 4. März auf, als am Eingang zur Uni ein unsigniertes Plakat auftauchte mit dem Spruch: «Faschisten in unseren Amphis, Tournier und Kinzler müssen demissionieren. Die Islamophobie tötet.» (Tournier ist ein Kollege, der über den Islam referiert.)

## «Feigheit der Institutionen»

Seither ermittelt der Staatsanwalt wegen öffentlicher Beschimpfung. Und Kinzler muss von einer Polit-Talkshow zur nächsten wandern. Seine Vorgesetzten haben ihm zwar verboten, sich öffentlich zu äussern. Doch der Professor sah wegen mangelnden Rückhalts in der Uni («Die Kollegen geben sich bedeckt, nur 3 von 45 haben sich bei mir gemeldet») keine andere Lösung.

Es gehe ihm nicht um seine Person, wiederholt er immer wieder, nur darum, über einen «Fall zu informieren, der typisch ist für das Klima in den Universitäten. Die Meinungsfreiheit wird eingeschränkt, und zwar nicht nur von den Studenten. Eine kleine Minderheit setzt sich durch, auch Lehrer und Forscher, die jeden frontal angreifen, der etwas zu sagen wagt, das ihnen nicht passt.»

Praktisch alle grossen Medien unterstützen zurzeit den Professor. Der frühere nationale Generalinspektor der Schulen, Jean-Pierre Obin, Autor des Buches «Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école» (Wie man dem Islamismus erlaubt hat, sich in den Schulen einzunisten), hat im Fernsehen harte Worte gewählt: «Traurig ist die mangelnde Solidarität der Kollegen, es erinnert mich an die Feigheit der Institutionen gegenüber dem aufkommenden Faschismus und Nazismus. Es ist der Sieg der Einschüchterung. 49 Prozent der Lehrkräfte geben an, dass sie sich aus Angst selbst zensurieren.»

Kinzler wartet immer noch darauf, dass die Uni oder die Kollegen bestätigen, dass er weder Faschist noch islamophob ist, sondern ein lupenreiner, am Diskurs interessierter Liberaler. Aber es kommt nichts. «Ich bin seit 35 Jahren im Lehramt, das ist die grösste menschliche Enttäuschung meiner Karriere.»

# Censure, sectarisme... L'université française, le laboratoire des fous

Charlotte d'Ornellas

**L'affaire de Sciences Po Grenoble révèle un enseignement supérieur soumis à la censure, au sectarisme et aux délires progressistes. Récit d'une dérive.**

Trente-cinq ans d'enseignement paisible, puis la bascule. Klaus Kinzler a eu le malheur de récuser la pertinence scientifique du terme d'"islamophobie", le voilà accusé d'islamophobie. Et, bien sûr, de fascisme. Avant lui, Sylviane Agacinski, Alain Finkielkraut, François Hollande (!) s'étaient vu refuser l'accès à l'université par des étudiants peu soucieux de se frotter à la contradiction. Pièces de théâtre annulées, conférences empêchées, professeurs placardisés... La censure n'est pas nouvelle. La décapitation de Samuel Paty aura quand même réveillé des consciences assoupies : cette fois-ci, le professeur peut compter sur quelques soutiens publics. D'autres persistent à nier.

Jean Sévillia, lui, n'est pas franchement étonné, qui signait un livre intitulé le Terrorisme intellectuel il y a vingt et un ans... Aujourd'hui très éloigné du monde universitaire, il convoque pourtant le souvenir de ses propres années de fac : « Le variant est l'idéologie dominante, l'invariant réside dans les méthodes employées pour la défendre. » À l'époque, les affrontements physiques sont quasiment quotidiens dans le Quartier latin, et les tentatives d'ostracisme omniprésentes. « On retrouve les vieilles méthodes efficaces de l'antifascisme : mensonge, amalgame, diabolisation et stigmatisation », développe le journaliste. Stalinisme, tiers-mondisme, marxisme, antiracisme, européisme... Les sujets changent mais quiconque s'interpose est déclaré fasciste. Sévillia concède cependant une différence de taille : « À l'époque, le professeur pouvait demander à l'élève estampillé fasciste de dérouler ses arguments dans l'amphithéâtre. » Les élèves lisent alors, le débat est encore possible.

Les nouveaux révolutionnaires ne font même plus semblant de débattre ; débattre, c'est déjà accorder le point à son adversaire.

Un bond dans le temps et l'on se retrouve dans la très progressiste université d'Evergreen, aux États-Unis. Entre-temps, la French theory s'est exportée outre-Atlantique. C'est sur ce campus que le professeur Bret Weinstein a tenté de s'opposer à la tenue d'une journée interdite aux élèves blancs. Suffisant pour que les étudiants le poussent vers la sortie, sans autre forme de procès. L'enseignant a bien tenté de rappeler qu'il avait « toujours voulu parler du racisme, l'étudier... », les étudiants n'ont pas attendu la fin de sa phrase pour clore le débat : « On n'a pas besoin de l'étudier, on le vit. »

Les nouveaux révolutionnaires ne font même plus semblant de débattre, ils se drapent dans une victimisation très largement fantasmée pour consacrer l'inutilité de la connaissance. Débattre, c'est déjà accorder le point à son adversaire. On pourrait se rassurer en accablant les États-Unis... puis on entend Geoffroy de Lagasnerie. Philosophe et sociologue, l'autoproclamé héritier -- bien français -- de Bourdieu, Deleuze et Derrida est au micro de France Inter le mercredi 30 septembre dernier, lorsqu'il expose très sereinement sa pensée : « Le but de la gauche, c'est de produire des fractures, des gens intolérables et des débats intolérables dans le monde social. [...] je suis contre le paradigme du débat », entame-t-il. Le jeune professeur insiste : « J'assume totalement le fait qu'il faille reproduire un certain nombre de censures dans l'espace public, pour rétablir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes. » Qui serait alors chargé de discriminer le juste et l'injuste ? Lagasnerie refuse que ce soit la loi, il préfère que ce soit « l'analyse sociologique ». De telles déclarations ne provoquent pas l'indignation des étudiants, encore moins des professeurs.

Et pourtant, c'est bien cette "analyse sociologique" qui inquiète par son sectarisme inversement proportionnel à son exigence académique. Lorsque la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, ose évoquer la pénétration de « l'islamo-gauchisme » à l'Université, la réaction est immédiate : tribune des présidents d'université, appels à la démission, indignation du CNRS... Pourquoi ? Le manque d'assise scientifique du terme. Silence, en revanche, lorsque des chercheurs

abusent des concepts d'islamophobie, de privilège blanc ou de violences de genre. Et pour cause : certains travaux universitaires s'appliquent désormais à légitimer les concepts générés par les cultural studies américaines, plus militantes qu'académiques.

#### Les études scientifiques en question

En 2017, une journaliste et deux universitaires anglo-saxons ont tenté de dénoncer le phénomène. « Soyons clairs, nous ne pensons pas que les sujets comme le genre, la race ou la sexualité ne méritent pas d'être étudiés », expliquait alors l'un des universitaires avant de poursuivre : « Le vrai problème, c'est la façon dont ces sujets sont actuellement étudiés. Une culture émerge dans laquelle seules certaines conclusions sont autorisées : comme celles qui désignent systématiquement la blancheur de peau ou la masculinité comme la cause du problème. » Ils ont donc rédigé une vingtaine d'études bidon qu'ils ont ensuite proposées à des revues universitaires dotées d'un comité de relecture par des pairs. Résultat ? Sept papiers ont été acceptés, quatre publiés.

Il faut se pencher sur ces études pour saisir l'ampleur du malaise : l'une d'elles s'intitule "Réactions humaines face à la culture du viol et performativité queer dans les parcs à chiens urbains de Portland, Oregon", une autre affirme que les hommes peuvent combattre leur « homohystérie » par l'usage d'un sextoy, une autre encore -- qui avait reçu des retours plutôt enthousiastes -- préconisait de faire porter des chaînes fictives aux élèves blancs pour les confronter à la « fragilité de leurs privilèges ».

L'expérience n'a pas été réalisée en France, mais les universitaires les plus militants abusent déjà du vocabulaire légitimé par de semblables "études". En face, des conférences sont annulées, des thèses refusées, des professeurs virés... Et la contestation s'affaiblit. C'est cet état des lieux qui poussait récemment la sociologue et philosophe Renée Fregosi à déclarer sur FigaroVox qu'« il serait plus important de garantir le pluralisme des approches théoriques et des méthodes d'analyse ». L'enjeu ? Non plus seulement protéger, mais rétablir la liberté académique. Faute de quoi seront dégainées à l'infini les accusations d'homophobie, de xénophobie, de transphobie, de racisme, de fascisme pour empêcher tout débat... et triompherait vraiment le totalitarisme de la bêtise.



# Science Po Grenoble : la censure gagne encore du terrain

*Par Catherine Nay*

Publié le 20/03/2021 à 12:00

## Chapô

L'un des deux professeurs de Sciences Po Grenoble cloués au pilori se bat pour défendre son droit à la parole. L'université n'est hélas plus un lieu de débats.

**Les noms de deux professeurs ont été placardés sur les murs de Sciences Po Grenoble, le 4 mars dernier, accompagnés de ces slogans vengeurs : "Pas de fascistes dans nos amphis... démission". Un incident très révélateur du climat d'intolérance qui règne à l'université. Des étudiants ont sorti leur smartphone. Et c'est parti sur les réseaux sociaux. La presse nationale a voulu en savoir plus. L'un des professeurs incriminés, maître de conférences en sciences politiques, n'a pas voulu s'exprimer. Le second, professeur agrégé d'allemand, Klaus Kinzler, est venu s'expliquer à Paris.**

On l'a vu sur les plateaux.

Dans ce bastion de gauche qu'est l'IEP de Grenoble, ce professeur de 61 ans, petit-fils de pasteur, enfant d'une Allemagne coupée en deux, détonne sûrement. Depuis des années, il prône la culture du débat, la confrontation des idées. C'est un libéral. Longtemps, ces échanges allaient de soi : « On s'écharpait, on s'engueulait, on se réconciliait autour d'une bière. » Ce qui était possible hier ne l'est plus aujourd'hui. Peu à peu, il a vu les choses changer. En novembre, une table ronde est en préparation sur le thème "Antisémitisme, racisme, islamophobie". Il envoie un e-mail à l'organisatrice, une trentenaire professeur de sciences sociales, pour lui signifier que ces trois éléments ne peuvent être mis sur le même plan. Son message a été reçu comme une déclaration de guerre, d'où des réunions houleuses, des accrochages qui ont abouti à l'affichage sur les murs.

Sur le fond, le professeur Kinzler a-t-il tort ? L'antisémitisme est un racisme d'extermination depuis plus de deux mille ans. Une constante de la haine avec les préjugés, les persécutions, les pogroms et... la Shoah et ses 6 millions de morts. L'islamophobie, comme son nom l'indique, "phobie", c'est la peur que suscitent les attentats perpétrés partout dans le monde au nom de l'islam. On tue des prêtres, des enfants, des adultes, toutes religions confondues. Cette peur attise forcément l'hostilité, mais elle pourrait disparaître si les attentats cessaient. L'islamophobie est un slogan inventé par les Frères musulmans pour le retourner à leur profit et se victimiser. Ils se sentent "blessés", disent-ils, par cette hostilité. Du coup, l'islamophobie justifie toutes les excommunications, devient une entrave à l'intégration, un encouragement au communautarisme. L'islamophobie intimide les chercheurs qui voudraient travailler sur l'islam.

À Grenoble, la direction le soutient comme la corde soutient le pendu ; 2 professeurs sur 46 seulement lui ont adressé un message de solidarité. Les étudiants ont peur de témoigner. Il a reçu 700 e-mails affectueux... d'anciens élèves ! L'Unef demande des sanctions tant qu'il ne se sera pas excusé. On critique ce facho qui va faire le mariolle à la télé. Comme le professeur ne va pas s'excuser, va-t-il pouvoir reprendre ses cours ? Pas sûr ! Est-il en danger ? Peut-être...

Comment enseigner la laïcité, qui est une liberté, l'égalité de tous devant la religion, si elle est ressentie comme une punition ?

Cet incident illustre ce que Jean-Pierre Obin décrivait dans son rapport. L'islamisme, depuis vingt ans, a pénétré l'école, ce lieu où les enfants doivent se former et s'éveiller aux idées. Las, la loi islamique s'infiltré. Les parents exigent de plus en plus d'occuper une place qui n'est pas la leur. Les enseignants ont peur, rapportent des incidents qui les inquiètent mais la direction leur répond : "Pas de vagues. " Alors, depuis la tragédie Samuel Paty, ils s'autocensurent.

Comment enseigner la laïcité, qui est une liberté, l'égalité de tous devant la religion, si elle est ressentie comme une punition ? Ces enfants arrivent à l'université déjà conditionnés. Via certains professeurs, ils adhèrent à l'idéologie décoloniale importée d'Amérique. L'université n'est plus un lieu de débats. La ministre Frédérique Vidal a demandé une enquête sur l'islamo-gauchisme. En réponse, tous les présidents d'universités, le directeur du CNRS, plus de 600 universitaires blâment et dénoncent cette immixtion de la ministre dans l'exercice de leur magistère. Thomas Piketty demande sa démission. Preuve par l'absurde du poids de l'influence de ces théories. On nous dit "les islamo-gauchistes sont minoritaires". Le problème, c'est que l'on n'entend qu'eux, ils font la loi. C'est le nouveau totalitarisme.

21 Mars : Médiapart

<https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bavart/blog/210321/une-cinquieme-raison-d-exiger-la-demission-de-frederique-vidal>

# Une cinquième raison d'exiger la démission de Frédérique Vidal

- 21 MARS 2021
- PAR [JEAN-FRANÇOIS BAYART](#)

**La dénonciation scandaleuse du prétendu «islamo-gauchisme» qui «gangrènerait» l'Université par F. Vidal conduit à une chasse aux sorcières contre les universitaires jugés mal-pensants par un courant idéologique que l'extrême-droite inspire, relayé par la presse et qui fournit des munitions à la classe politique dans la perspective de la bataille présidentielle de 2022. Frédérique Vidal, soldate de la macronie, a donné aux universitaires une cinquième raison d'exiger sa démission.**

Pour les quatre premières raisons d'exiger la démission de Frédérique Vidal, voir les [trois premières raisons ici](#) et la [quatrième ici](#).

La dénonciation scandaleuse du prétendu «islamo-gauchisme» qui «gangrènerait» l'Université française par Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, sur les ondes de l'équivalent français de Fox News, CNews – propriété du très liberticide Vincent Bolloré, et dont le fonds de roulement est assuré par les éructations antimusulmanes d'Eric Zemmour, son « invité permanent », qui viennent de valoir à la chaîne une amende de 200 000 € de la part du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour « incitation à la haine » et à la « violence » – conduit à ce qui était prévisible et avait été prévu : une chasse aux sorcières contre les universitaires jugés mal-pensants par un courant idéologique que l'extrême-droite inspire, que relaye la presse conservatrice et qui fournit des munitions à la classe politique de droite comme de gauche dans la perspective de la bataille présidentielle de 2022.

Rappelons que :

1. la direction du CNRS estime que « l'islamo-gauchisme, slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique »
2. la Conférence des présidents d'Université (CPU) a exprimé sa stupeur après les propos de la Ministre
3. selon *Le Monde* du 16 mars 2021, les études visées par cette dernière ne représentent qu'une partie infinitésimale de la production des sciences sociales : 0,015% des thèses et 0,79% des articles de revue utilisent la problématique de l'intersectionnalité ; 0,019% des thèses et 0,43% des articles celle des études post ou décoloniales ; 0,005% des thèses et 0,46% des articles le terme de « racialisé » – ce qui au demeurant ne préjuge en rien de leur contenu (mon essai critique sur le « carnaval » des études postcoloniales aurait été inclus dans ces pourcentages, du seul fait de son titre).
4. les médias ont joué un rôle majeur dans la diffusion du terme d'« islamo-gauchisme » sans jamais apporter le moindre élément factuel étayant « l'existence d'une quelconque organisation ou mouvance qui se référerait aux principes supposés » de celui-ci, comme l'a démontré le dépouillement par Nokoç Smyrniaios d'un corpus de 702 textes : « aucun fait rapporté dans la presse n'étaye cette théorie. Pourtant, les médias jouent un rôle central dans ces tentatives de manipulation de l'opinion. Certains, comme *Le Figaro*, CNews ou *Valeurs actuelles* le font sciemment et systématiquement pour des raisons idéologiques. D'autres, comme *Le Monde* et *Libération*, semblent traversés par des tensions internes qui les empêchent de résister au mouvement général. D'autres encore, relaient ces polémiques spectaculaires à des pures fins commerciales. (...) il y a une forte corrélation entre les déclarations de Blanquer et Vidal sur l'"islamo-gauchisme" à l'université, la reprise massive du terme dans les médias français, les requêtes effectuées sur Google et les

commentaires sur Twitter. Autrement dit ce sont les médias qui, en relayant massivement cette communication politique, se font l'écho du terme qui par la suite suscite d'abord la curiosité puis les commentaires des Français. Dans un pur exemple de 'prophétie auto-réalisatrice', Jean-Michel Blanquer constate donc un 'fait social' – la circulation massive du terme et son acceptation par l'opinion – qu'il a lui-même créé avec ses déclarations quatre mois plus tôt. La boucle est bouclée quand *Le Figaro* commande un sondage qui ne peut que constater l'adhésion de l'opinion à l'idée que le journal a promue sans relâche depuis 18 ans. » <http://ephemeron.eu/2259>

Pourtant cette *fake news* de l'Université « gangrénée » par l'« islamo-gauchisme » empoisonne le débat public de façon exponentielle sur le mode de la dénonciation, pour le moment idéologique, mais avec, d'ores et déjà, des conséquences très concrètes sur le fonctionnement normal de l'Enseignement supérieur.

Après les attaques nominatives du député LR Julien Aubert contre différents professeurs, maîtres de conférence ou chercheurs, et la publication sur un site d'extrême-droite d'une liste d'enseignants « complices de l'islam radical », c'est l'Observatoire du décolonialisme – créé dans la foulée des déclarations de Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal par 76 universitaires dont la réputation scientifique ne décoiffe pas l'institution et dont la plupart n'ont aucune compétence relative à l'étude de l'islam, des sociétés dites musulmanes, du fait colonial ou des rapports de genre – qui entend s'ingérer dans le processus d'élection du prochain ou de la prochaine président(e) de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Un certain Xavier-Laurent Salvador, maître de conférence à l'Université Paris-XIII, spécialiste... de langue et de littérature du Moyen Âge et de la Renaissance, cofondateur dudit Observatoire, assure dans un entretien donné à *L'Express* – l'un des hebdomadaires les plus en pointe dans la dénonciation de l'« islamo-gauchisme » – que Louis Schweitzer, président par intérim de la FNSP à la suite de la démission d'Olivier Duhamel, soutient la candidature de Nonna Mayer. Or, affirme l'Observatoire du décolonialisme dans un article non signé, cette dernière est accusée de fournir une « caution scientifique à la notion d'« islamophobie » » ainsi qu'à celles de « racisme » et d'« intersectionnalité ». Les idéologues de l'Observatoire du décolonialisme entendent donc torpiller la candidature d'une chercheuse internationalement reconnue, ancienne présidente de l'Association française de science politique, dont les travaux font autorité, sans doute pour favoriser celle de l'un de ses deux compétiteurs, son collègue Pascal Perrineau – avec lequel elle avait d'ailleurs codirigé un ouvrage collectif sur le Front national en 1989, mais apparemment l'une des deux auteurs serait coupable et non le second – et un autre enseignant, extérieur à Sciences Po, dont le nom n'est pas encore connu. « La liberté académique est menacée par l'intrusion du politique dans l'universitaire », geignait dans *Le Monde* du 16 mars Xavier-Laurent Salvador. Belle impudence, caractéristique des méthodes de l'extrême-droite.

De quoi nos honorables collègues, parfaitement incompetents dans les matières sur lesquelles ils prétendent exercer leur magistère idéologique, et étrangers à l'institution dont ils se préoccupent, se mêlent-ils ? Pour qui roulent-ils, est-on tenté d'ajouter, dans la mesure où Sciences Po est l'objet d'attaques loufoques et insistantes, depuis plusieurs mois, quant à son adhésion à la pensée décoloniale, et d'une grande attention de la part du gouvernement qui a obtenu la démission de Frédéric Mion, directeur de l'établissement dont la gestion de l'affaire Duhamel avait ébranlé le crédit, mais aussi dont la proximité amicale avec Edouard Philippe n'était pas faite pour plaire à Jean-Michel Blanquer, son grand rival à l'approche d'une élection présidentielle encore ouverte à bien des ambitions ? En tout cas Frédérique Vidal, toujours prompte à voler au secours de certains et certaines qui dénoncent le yeti de l'« islamo-gauchisme », n'a pas cru devoir condamner ces accusations complètement déplacées à l'encontre de Nonna Mayer, en dépit de l'émotion qu'elles suscitent au sein des enseignants de Sciences Po et de l'Association française de science politique. Ce qui revient *de facto* à cautionner une manœuvre probablement destinée à pousser la candidature de Pascal Perrineau, signataire de la tribune du *Monde* du 31 octobre soutenant les propos hasardeux de Jean-Michel Blanquer sur les « idéologies indigéniste, racaliste et décoloniale », sans que l'on puisse au demeurant exclure que le bénéficiaire supposé de ladite manipulation en soit lui-même finalement gêné et n'en demandait peut-être pas tant.

**Battage médiatique autour des incidents de l'IEP de Grenoble relatés de manière partielle**, éviction de Frédéric Mion, tentative de captation du processus de succession de Louis Schweitzer à la tête de la FNSP : ces temps-ci les sciences politiques intéressent beaucoup la droite identitariste, qu'elle soit dans l'opposition

(?) ou dans la majorité présidentielle, sans doute parce que les IEP contribuent à la formation d'une bonne part de la haute administration, de la classe politique issue de l'ENA, des journalistes, des sondeurs d'opinion, et qu'il est utile, dans la guerre des idées engagée il y a une cinquantaine d'années par le GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) et les intellectuels de la Nouvelle Droite, d'en prendre le contrôle idéologique.

Voilà le genre de marécages dans lesquelles les déclarations à l'emporte-pièce de Frédérique Vidal, de Jean-Michel Blanquer et d'Emmanuel Macron embourbent l'Université et la Recherche. Jamais peut-être, depuis le régime de Vichy, l'Enseignement supérieur français n'a fait l'objet d'une telle politisation à l'initiative de la classe dirigeante, et avec la complicité d'une poignée d'universitaires oublieux de tout repère déontologique. En dépit de son rapport particulier à la démocratie, le général de Gaulle respectait la liberté de l'Université et du CNRS. Mai 68 !, objecteront les plumitifs de l'Observatoire du décolonialisme. Oui, à ceci près que la politisation a été alors portée par un mouvement social d'étudiants, et non par un gouvernement qui entérinait à la même époque l'élection de Michel Foucault au Collège de France et créait l'Université de Vincennes où enseignera Gilles Deleuze, deux chantres de ce qui deviendra la *French Theory* aujourd'hui vouée aux gémonies. Ce n'est pas une mince différence. De Gaulle réprimait les manifestations, mais admettait la liberté universitaire. Emmanuel Macron réprime les manifestations, et viole la liberté universitaire que garantit pourtant la Constitution.

Désormais n'importe quel recrutement, n'importe quelle promotion sera soumis au contrôle politique de groupuscules sans aucune représentativité institutionnelle qui pourront y opposer leur veto idéologique par le biais des réseaux sociaux. C'est également dans ce contexte qu'il faut comprendre la décision de la direction du CNRS de ne plus publier le classement des candidats au recrutement ou à la promotion par les jurys d'admission des différentes sections du Comité national, composés de chercheurs élus et de chercheurs nommés. Cela lui permettra de faire son shopping selon des critères politiques ou sur la base de « listes » de conformité idéologique concoctées de-ci de-là, en s'affranchissant de l'évaluation par les pairs et en se conformant à la conception « darwinienne » de la recherche dont se réclame son PDG, Antoine Petit, au grand dam de la communauté scientifique.

La « consolidation d'un républicano-macarthysme au cœur même de l'Etat et des médias », dont j'avais fait le constat dans ma tribune publiée par *Le Monde* du 31 octobre, se confirme malheureusement et devient une ressource majeure dans la course à l'échalote présidentielle entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron. En attendant, par son silence face à l'ingérence inadmissible du politique dans le processus institutionnel du choix du prochain président ou de la prochaine présidente de la Fondation nationale des sciences politiques, désormais objet des convoitises suspectes du pouvoir, Frédérique Vidal, petite soldate de la macronie, a donné aux universitaires, atterrés par son comportement et son parti-pris, une cinquième raison d'exiger sa démission<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour les quatre premières raisons, voir <https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/220221/trois-raisons-de-la-necessaire-demission-de-frederique-vidalethttps://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/030321/une-quatrieme-raison-de-la-necessaire-demission-de-frederique-vidal>



## 22 Mars: Libération

[https://www.liberation.fr/societe/education/klaus-kinzler-ca-laffiche-mal-20210325\\_XCGCWWIW6JBKNGAG5YZ3LXLHTA/](https://www.liberation.fr/societe/education/klaus-kinzler-ca-laffiche-mal-20210325_XCGCWWIW6JBKNGAG5YZ3LXLHTA/)

### Le portrait

## Klaus Kinzler, ça l'affiche mal

Le prof de Sciences-Po Grenoble, dénoncé sur les murs pour une supposée «islamophobie», contre-attaque avec fougue tout en souhaitant la «désescalade».



Klaus Kinzler, le 22 mars 2021. (Olivier Monge)  
par Alain Auffray et photo Olivier Monge. Myop

publié le 25 mars 2021 à 19h56

On l'avait pourtant supplié de se faire discret. La mésaventure de Klaus Kinzler, professeur d'allemand publiquement accusé d'«islamophobie» sur le campus de Sciences-Po Grenoble, était devenue une affaire nationale. Manifestation de «l'islamo-gauchisme» qui gangrènerait les universités pour les uns, illustration des ravages d'un nouveau maccarthysme pour les autres. Loin de calmer le jeu, Kinzler a vidé son sac, dans un élan donquichottesque. Il se dit victime de procès staliniens, dénonce des étudiants aux cerveaux lessivés qui font régner la terreur. Il accuse surtout ses collègues : «La majorité d'entre eux n'a pas le courage de dire que je suis un démocrate ! Je suis là depuis vingt-cinq ans, et personne pour dire : “Je connais ce garçon : il n'est ni fasciste ni raciste !”» s'emporte-t-il devant tous les micros tendus, dans son français parfait, avec un fort accent allemand.

Regard bleu, tignasse blonde, ce visage tourmenté a parfois des expressions qui rappellent son presque homonyme, le colérique Klaus Kinski, terreur des plateaux de tournage. Tout en proclamant son amour pour sa patrie d'adoption, Kinzler convient, avec une pointe de fierté, qu'il est resté «très allemand». Il le manifeste par son franc-parler : «Je ne maîtrise pas l'art français du langage diplomatique.» Allemand, il l'est surtout quand il en appelle à l'Etat de droit. Parce qu'il n'admet pas que l'on puisse s'affranchir de la loi au motif que l'on serait «en lutte», il a confié à l'avocat Patrick Klugman le soin de saisir la justice pour diffamation. «La République avait perdu en Samuel Paty un de ses fils, elle gagne en Klaus Kinzler un de ses hérauts les plus impressionnants. [...]. Il y a du Parsifal chez cet idéaliste qui nous tend le miroir de nos



propres lâchetés», a écrit dans l'Express le germaniste Sylvain Fort, ex-plume d'Emmanuel Macron. «Parsifal» ? Klaus Kinzler balaie d'un grand rire cet encombrant panégyrique. Wagner, ce n'est pas son truc. Il n'en a que pour Bach, qu'il n'a jamais cessé de jouer.

Il vit désormais sous protection policière. Ses cours ne reprendront pas avant la fin de l'année universitaire. Mais il a bon espoir de retrouver ses étudiants à la rentrée prochaine. «Je suis dans une logique de désescalade», dit-il. «L'escalade» ? Elle commence quand l'IEP prépare l'édition 2021 de sa «semaine de l'égalité». «Racisme, islamophobie, antisémitisme» : tel sera l'intitulé de cet événement. Klaus Kinzler affirme que l'islamophobie n'a rien à y faire, ce mot étant, selon lui, «l'arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous».

Il pensait en avoir fini avec cette pénible controverse quand survint l'affichage fatidique. Le 5 mars, en pleine randonnée cycliste dans le massif de la Chartreuse, on lui apprend qu'à l'entrée de l'université, un collage proclame que «l'islamophobie tue» et le désigne nommément comme un «fasciste». Depuis ce 5 mars, Kinzler a reçu plus de 3 500 mails. Une élève qui le trouve «trop libéral» l'assure pourtant de son soutien, jugeant «important d'avoir en face de nous des positions qui nous choquent et nous permettent d'affiner nos opinions». Ceux qui l'ont connu à ses débuts ne disent pas autre chose. Emmanuelle Ducros, journaliste à l'Opinion, se souvient d'un jeune prof «drôle et sympa, ni dogmatique ni péremptoire». Au milieu des années 90, il consacrait ses cours à la chute du Mur et à la réunification. Et aussi au fameux livre enquête de Günter Wallraff, Tête de Turc, puissant réquisitoire contre la xénophobie ordinaire. Quand il aborde les questions de l'immigration et de l'intégration, il va chercher ses références chez des universitaires controversés, comme la démographe Michèle Tribalat ou le sociologue Ruud Koopmans. Ce dernier s'attire des critiques comparables à celles qui visent Gilles Kepel. Sa thèse, résumée par Kinzler : «La religion musulmane serait, plus encore que les discriminations, un frein à l'intégration dans les sociétés européennes.»

Fou de montagne, il a pris racine à Grenoble. Loin de Stuttgart, la ville qui l'a vu naître. Cadre dirigeant dans l'industrie, son père était le descendant d'une longue lignée de pasteurs prussiens. Klaus Kinzler raconte son grand-père né sous Bismarck en 1882 : «C'était un personnage austère, père de dix enfants, piétiste, très dur.» Le côté maternel raconte une autre histoire allemande. Après la chute du Mur, ces aristocrates qui avaient fui l'annexion en 1945 sont allés à la recherche des restes du château familial, dans la Basse-Silésie devenue polonaise. Il ne restait rien, si ce n'est quelques débris de vaisselle que Klaus a ramassés devant sa mère en larmes. Chez les Kinzler, à la fin des années 70, on était déjà un peu écolo et surtout très pacifiste. Sauf Klaus. En sortant du lycée, il dit son intention de devenir militaire, à une époque où les enfants de la bourgeoisie se faisaient souvent objecteurs de conscience. «Je voulais aller à l'armée pour défendre la démocratie. Mes sœurs et ma mère trouvaient que ce n'était pas une bonne idée. J'étais le réac de la famille.»

«Pas très bon élève», il se rêvait, au lycée, athlète de haut niveau. Quarante ans plus tard, le sport reste sa grande affaire : alpinisme, randonnée à ski, VTT. Il possède dans l'Oisans une petite maison, inaccessible en voiture. «L'hiver, il faut mettre les peaux de phoque. Je ne pourrais pas vivre ailleurs, je vais mourir ici.» Français, il l'est devenu au hasard de ses errements de jeune homme. A 24 ans, il s'offre une itinérance en Europe. Il se pose à Nice, décroche un poste de lecteur au lycée Masséna et tombe amoureux d'une fille d'immigrés tunisiens. Les parents n'acceptent pas cette liaison. Le couple devra se réfugier en Allemagne, loin de la famille qui menaçait d'envoyer la jeune femme au bled. Ainsi commence sa vie française auprès de celle qui lui donnera un fils et dont il est aujourd'hui séparé. Au lycée, un ami prof de khâgne va l'initier à la littérature, lui qui ne parle encore qu'un français approximatif. Autodidacte obstiné, gros bosseur, Kinzler se lance dans Proust, notant dans un carnet les mots inconnus. «Je me suis acharné», raconte-t-il. Trente-cinq ans plus tard, il met le même acharnement à classer, archiver, commenter tout ce qui concerne l'affaire qui bouscule sa vie.

«Se fonder une existence en France» : c'est pour cela qu'il est devenu prof, après s'être fait naturaliser. Il travaillera «comme une brute» pour passer l'agrégation. La première fois qu'il a voté, c'était pour Mitterrand. Il préférera Sarkozy à Royal, puis Macron à Fillon. En Allemagne, il est «fan de Merkel». Mais dans son Bade-Wurtemberg natal, ce binational a choisi l'écologiste Winfried Kretschmann : «Je l'adore, c'est un Vert conservateur comme je les aime.» A Grenoble, il apprécie le maire Eric Piolle, «homme intelligent», mais il ne le ralliera pas, le jugeant «trop proche des mélenchonistes.»

1959 Naissance à Stuttgart.

1983 S'installe en France.

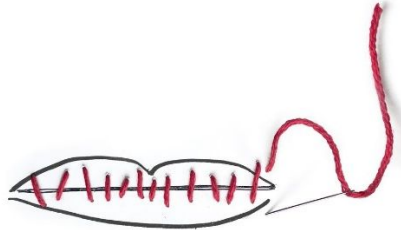
1993 Naissance de son fils.

2021 Dénoncé comme «islamophobe» sur les murs de Sciences-Po Grenoble.

## Reden darf, wer die richtige Identität hat

An den französischen Universitäten tobt ein Kampf um die Meinungsfreiheit – Linke machen gemeinsame Sache mit Islamisten.

Von Michaela Wiegel



Serge Bloch

Der grüne Bürgermeister Eric Piolle träumt davon, Grenoble als Sprungbrett in den Elysée-Palast zu nutzen. Die französische Alpenmetropole gilt als links-grünes Experimentierfeld, seit die Ökopartei EELV vor sieben Jahren die Sozialisten im Rathaus abgelöst hat. Doch jetzt hat die Stadt nicht mit genderneutralen Schulhöfen oder Radschnellwegen von sich reden gemacht, sondern als Schauplatz eines besonders erbitterten Kampfes um akademische Freiheit. Am Politikwissenschaftlichen Institut der Universität Grenoble plakatierten studentische Aktivisten die Namen von zwei Professoren an die Fassade, um sie des „Faschismus“ und der „Islamophobie“ zu bezichtigen und ihre Entlassung zu fordern. Die linke Studentengewerkschaft Unef verbreitete Fotos der Aktion in den sozialen Netzwerken. Das Vorgehen erinnerte an die Hetzkampagne gegen den Geschichtslehrer Samuel Paty, dem im Netz Islamophobie vorgeworfen wurde, bevor ein Islamist ihn im vergangenen Oktober enthauptete.

Dieses Mal reagierten die politisch Verantwortlichen sofort. Hochschulministerin Frédérique Vidal verurteilte die Aktion scharf, der Innenminister stellte den beiden Hochschullehrern Polizeischutz zur Verfügung. Dennoch kommt die Debatte nicht zur Ruhe. Das liegt zum einen an den Studentengewerkschaften, die immer neue Communiqués veröffentlichen, um die Entlassung der beiden Professoren zu verlangen. Von Reue darüber, wie sie die Namen preisgaben und verunglimpften, fehlt jede Spur. Im jüngsten Brief beklagen mehrere studentische Organisationen, dass die beiden in den Medien als Opfer dargestellt würden. Die Studentenverbände argumentieren, dass es andersherum sei. Sie kritisieren „die politisch-moralische und symbolische Gewalt“, der eine junge Lehrkraft von Seiten der beiden Hochschullehrer ausgesetzt gewesen sei.



**Schlechte Erinnerungen:** Dem Mord an Samuel Paty ging eine Hetzkampagne im Internet voraus. AFP

Zum anderen denkt auch einer der beiden Bedrohten nicht daran, sich verängstigt ins stille Gelehrtenkämmerlein zurückzuziehen. **Der Deutsch-Dozent Klaus Kinzler hat in den vergangenen Tagen keine Gelegenheit ausgelassen, seinen Standpunkt in den Medien zu verteidigen: „Die Meinungsfreiheit steht auf dem Spiel.“** Der 61 Jahre alte gebürtige Stuttgarter lehrt seit 25 Jahren deutsche Literatur und Zivilisation an dem Politikwissenschaftlichen Institut, das zur Universität Grenoble gehört und mit öffentlichem Geld finanziert wird. Ihn treibt sichtlich der Wille an, die Debatte über die sogenannte Islam-Linke an französischen Universitäten anzuheizen. „Islam-Linke“ ist eine Wortschöpfung des Politikwissenschaftlers Pierre-André Taguieff und umschreibt das Bündnis linker Kräfte mit islamischen Fundamentalisten, das Anfang 2000 über gemeinsame Kritik an der Politik Israels während der zweiten Intifada entstand. Der sperrige Begriff meint dabei nicht, dass sich die Linke islamisiert habe, sondern vielmehr, dass in bestimmten linken Zirkeln aus ideologischen Gründen eine kritische Debatte über den Islam unterdrückt werde.

Hochschulministerin Vidal hat kürzlich vor dem verheerenden Einfluss des „Islamogauchisme“ an Universitäten und Forschungseinrichtungen gewarnt und eine Untersuchung angeordnet. Sie tat das aber so ungeschickt, dass Forscher des angesehenen Zentrums CNRS einen empörten Protestbrief schrieben. In einer Talkshow hatte sie auf die Frage des Moderators, ob es an den Universitäten „eine Allianz von Mao Tse-tung und Ajatollah Chomeini“ gebe, erwidert: „Sie haben völlig recht.“

Am Umgang mit dem Islam entzündete sich auch der Streit in Grenoble. „Ich gebe zu, dass ich diese Religion nicht sonderlich schätze und sie mir manchmal geradezu Angst macht (. . .), aber ich habe niemals, niemals, niemals die geringste Antipathie oder Vorurteile gegenüber Muslimen empfunden“, schrieb Kinzler in einem E-Mail-Austausch mit Studenten und Lehrkräften zur Vorbereitung einer Seminarwoche. Dort ging es um das Thema „Gleichheit“. Der Deutsch-Dozent sprach sich dagegen aus, Islamophobie neben Antisemitismus und Rassismus in den Titel zu schreiben, und schlug vor, von „anderen Formen der Diskriminierung“ zu sprechen. Islamophobie sei aus seiner Sicht ein Kampfbegriff, der islamistischen Extremisten zuspiele, weil er jungen Muslimen pauschal eine Opferrolle zuschreibe.

Der Konflikt schaukelte sich hoch, als eine junge Historikerin mit dem Schwerpunkt kolonialer Maghreb Kinzler entgegenhielt, Islamophobie sei ein anerkanntes „akademisches Konzept“. Sie führte als Beweis einen Meinungsartikel an, in dem Frankreich staatlich institutionalisierte Islamfeindlichkeit vorgeworfen wurde. Die junge Frau zeigte sich überaus gekränkt von der Antwort des Deutsch-Dozenten, der in seiner Kritik nachlegte. Sie ließ sich krankschreiben und reagierte auch nicht auf ein Entschuldigungsschreiben Kinzlers, der zugab, manchmal überspitzt zu formulieren.

Er hoffe, dass die Diskussion fortgesetzt werde. „Wollt ihr wirklich, dass wir an unserem Institut safe spaces wie in den USA schaffen, damit ihr sicher seid, dass ihr nicht mehr mit anderen Argumenten und Meinungen als euren konfrontiert werdet?“, fragte Kinzler in seiner letzten E-Mail. Die Studenten konnte er damit sichtlich nicht besänftigen.

Die Staatsanwaltschaft ermittelt nun, wer die Aktion gegen Kinzler und seinen Kollegen auf dem Unigelände anzettelte. Der Deutsch-Dozent hat sich einen Rechtsbeistand gesucht, den Anwalt Patrick Klugman, der auch die Feministin Caroline Fourest verteidigt.

In einem engagierten Buch, das unter dem Titel „Generation Beleidigt – von der Sprachpolizei zur Gedankenpolizei“ jetzt in deutscher Sprache erschienen ist, analysiert Fourest die Entwicklung, die zu Konflikten wie in Grenoble führt. Der Fall sei ein Musterbeispiel dafür, wie die identitäre Linke die Meinungshoheit beanspruche und Abweichler nicht dulde, sagt sie im Gespräch. Sie beobachte seit Jahren, wie an Universitäten jene bedrängt und abgekanzelt werden, die sich dem Mainstream der politischen Korrektheit verweigerten.

Gerade beim Thema politischer Islam und dem Vorwurf der Islamophobie sei die Meinungsfreiheit bedroht. Die frühere Journalistin von „Charlie Hebdo“ hat miterlebt, wie sehr die Satirezeitung vor dem Terroranschlag im Januar 2015 als Störenfried wahrgenommen wurde, weil das Blatt Tabuthemen wie islamischen Antisemitismus oder das Frauenbild des Islams mit den Mitteln der Karikatur kritisierte. Der

Vorwurf der Islamophobie wurde besonders laut, nachdem die Zeitung 2012 neue Mohamed-Karikaturen abgedruckt hatte.

Gerade aufgrund dieser Vorgeschichte sei es problematisch, über den Begriff Islamophobie nicht zu diskutieren, meint Fourest. Die Feigheit vieler Kollegen Kinzlers, die sich nicht offen zum Recht des Andersdenkenden bekannt hätten, hält sie für beschämend. Denn die Situation in Frankreich sei anders als in den Vereinigten Staaten, wo viele Professoren um ihren Posten fürchten müssten, sollten sie in einen von Studenten angezettelten „Shitstorm“ geraten. In Frankreich hingegen hätten die Professoren keine Existenzängste. Sie würden nicht ihr staatlich gesichertes Lehramt aufs Spiel setzen, wenn sie widersprechen. Aus Sicht Fourests gibt die identitäre Linke immer mehr den Ton an, weil die neue Generation an den Universitäten nicht länger dem Gleichheitsideal der Französischen Revolution anhänge, das Menschen ungeachtet ihrer Herkunft, ihres Besitzes und ihres Glaubens Gleichbehandlung verheiße. Vielmehr zähle nur die kulturell-ethnische Identität: „Sag mir, wo du herkommst, und ich sage dir, ob du reden darfst.“

Es ist nicht das erste Mal, dass in Grenoble die gesellschaftliche Toleranz neu vermessen wird. Vor zwei Jahren kochte ein Streit darüber hoch, ob muslimische Frauen ein Anrecht auf Ganzkörperbadeanzüge in öffentlichen Schwimmbädern hätten. Damals lavierte Bürgermeister Piolle, doch jetzt hat der grüne Präsidentenanwärter klar Farbe bekannt. „Fünf Monate nach der Ermordung von Samuel Paty haben wir es mit einem schwerwiegenden Anliegen zu tun. Ich verurteile aufs schärfste diese Hexenjagd“, sagte er. Die Meinungsfreiheit an der Universität sei ein verbürgtes Verfassungsrecht, meinte er: „Da kann es kein Wenn und Aber geben.“



# LA CROIX

lundi 22 mars 2021 - Quotidien n° 41966 - 2,30 €

## L'Université ébranlée



Les accusations d'islamophobie à Sciences-Po Grenoble sont venues rappeler la virulence de certains échanges à l'université, en particulier ces dernières années sur l'identité, la race et le genre

P. 2 à 4

Illustration Nini La Caille pour La Croix

annonces légales p. 20

138 années - ISSN 0242-6056 - Imprimé en France - 2,30 € - Belgique 2,50 € - Maroc 3,00 MAD - DOM 3 €

M 00140 322 F. 2,30 €



La tourmente coronavirale souffle fort de nouveau sur l'Europe. Partout, on confine et reconfine, d'une main plus légère que lors du printemps dernier certes, mais tout de même. Le Vieux Continent n'est pas sorti d'affaire, d'autant moins que la campagne vaccinale patine faute de doses en nombre suffisant. Les laboratoires annoncent régulièrement des retards de livraison, arguant un jour

d'un problème de production, un autre jour d'une interdiction d'exportation décrétée par tel ou tel pays - en l'occurrence les États-Unis et l'Inde pour ce qui concerne AstraZeneca.

Cette mise en œuvre laborieuse offre au gouvernement britannique une occasion rêvée de fanfaronner sur le nombre de vaccinés - plus de la moitié de la population adulte -, oubliant au passage les plus

### éditorial

Florence Couret

## La guerre des doses

Les chefs d'État et de gouvernement européens évoqueront cette semaine la situation sanitaire liée au Covid 19 P. 7

de 126 000 morts du Covid, le plus lourd bilan parmi les pays voisins. En réalité, la stratégie européenne était la bonne. Et même la seule possible. Imagine-t-on dans quel état se trouverait l'Union si chaque pays se livrait à une guerre des doses?

Mais sans doute l'Europe a-t-elle fait preuve d'un manque de réactivité au moment des précommandes, d'une certaine lenteur dans les autorisations délivrées

pour tel ou tel vaccin, d'un manque de transparence dans les contrats signés, peut-être même d'une certaine naïveté face à d'autres pays qui ont moins de scrupules à faire pression sur les laboratoires par exemple... L'heure viendra de tirer les leçons de cette campagne européenne. Avant d'engager la suivante, celle du redressement économique, pour laquelle aucune lenteur ne sera permise.



De l'interdiction d'une conférence à l'université de Bordeaux par des féministes aux accusations d'islamophobie à Sciences-Po Grenoble, le monde universitaire se déchire autour des questions de race et de genre.

La controverse n'est pas nouvelle mais sa virulence interroge sur la place prise par ces concepts.

«La Croix» a mené l'enquête sur la réalité de ces études et certains de leurs auteurs.

# L'université dépassée par les questions identitaires

— Le développement récent et rapide des études de genre et post-coloniales à l'université provoque de fortes critiques.

— Le procès en militantisme des sciences humaines et sociales n'est pas récent, mais la nette dégradation du climat d'échanges inquiète les intellectuels.

Le monde universitaire est en ébullition. Dans une escalade de tribunes de presse, chercheurs et enseignants se livrent à une bataille rangée sur les questions identitaires. De grandes figures du monde intellectuel entrent dans la mêlée et certaines pétitions vont jusqu'à rassembler plusieurs milliers de noms. Sur le terrain, l'ambiance devient électrique comme l'a récemment montré la prise de partie de deux enseignants de Sciences-Po Grenoble par une partie de leurs collègues et des étudiants (La Croix du 8 mars).

En pleine épidémie de Covid, ces bisbilles pourraient paraître futiles. C'est pourtant une crise profonde qui secoue l'enseignement supérieur, comme le ministre de l'éducation a tenté de le résumer, mardi 2 mars, sur France Inter: « Il y a trop de choses qui avancent masquées et peuvent être graves pour notre avenir », affirmait Jean-Michel Blanquer. *La pensée des Lumières peut être critiquée mais voyons ce qui se joue derrière cela. Ce sont des enjeux de civilisation.* » Rien de moins.

De quoi s'agit-il vraiment ? Au début des années 2000, le concept d'« islamogauchisme » émerge pour désigner une convergence entre des militants politiques ou associatifs et des courants de l'islam radical, au nom de la cause palestinienne. Parallèlement se développent depuis vingt ans, en sciences humaines et sociales

(SHS) notamment, des recherches sur les discriminations liées au sexe (études de genre) ou aux races (lire les définitions) et minorités ethniques (études post-coloniales) nées outre-Atlantique. Pour coiffer le tout, les chercheurs croisent ces discriminations (par exemple le fait d'être une femme et noire) faisant émerger le concept d'« intersectionnalité ».

Ces approches déchirent les universitaires. D'un côté, certains dénoncent une entreprise idéologique qui exacerbe les appartenances identitaires au détriment des valeurs universalistes de nos démocraties libérales. Cofondatrice de l'Observatoire du décolonialisme, créé en décembre 2020 par une centaine d'universitaires hostiles à ces études, la linguiste Yana Grinshpun porte le fer : « *Le décolonialisme se propose comme une grille d'interprétation selon laquelle il n'existerait que le rapport de domination entre les "Blancs" et les "non-Blancs", entre les femmes et les hommes, entre les minorités opprimées et l'État systématiquement "raciste"* », résume l'enseignante à la Sorbonne-Nouvelle-Paris 3.

De l'autre, on défend farouchement la liberté académique, comme dans cette tribune signée en novembre par plus de 2 000 d'entre eux. « *Nous continuerons de défendre la place d'une approche*

*ouverte, critique et tolérante* », s'engagent les signataires. Nonna Mayer ne s'est pas associée à l'entreprise, mais cette directrice de recherche émérite au CNRS défend les concepts tels que « racisme systémique », « islamophobie » ou « intersectionnalité », quitte à ce qu'ils soient discutés : « *On fait tous de l'intersectionnalité. Le moindre statisticien, quand il analyse un phénomène, va chercher à croiser les variables. C'est en Alsace que l'on compte le plus de cigognes et de bébés, et cela ne signifie pas que les cigognes apportent les bébés. La variable clé est le caractère rural de la commune ! L'intersectionnalité, c'est le b.a.-ba d'une analyse rigoureuse* »,

**« La pensée des Lumières peut être critiquée mais voyons ce qui se joue derrière cela. Ce sont des enjeux de civilisation. »**

assure la chercheuse. Récemment prise à partie par l'Observatoire du décolonialisme, Nonna Mayer insiste sur la nécessité de s'ouvrir aux débats internationaux, redoutant un « repli frileux ». « *On est en retard en se situant sur le terrain*

*de l'idéologie. Il est temps de banaliser l'usage de ces termes, de les critiquer, de se les réapproprier. La recherche, c'est cela.* »

Si la légitimité des études de genre et de race est ainsi défendue par une majorité des chercheurs, leur développement récent et rapide engendre trois reproches.

— Ces études sont-elles devenues hégémoniques ?

En 2006, constatant un retard par rapport aux États-Unis sur les études de genre, la Commission européenne adopte la Feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes, financements à l'appui. Dans son sillage, le CNRS en fait, en 2012, un axe prioritaire et crée l'Institut du genre, instance chargée de fédérer toutes les initiatives qui regroupent aujourd'hui 31 établissements ou organismes de recherche. Ces derniers proposent une vingtaine de masters à des étudiants de plus en plus nombreux. « *Depuis cinq ou six ans, l'offre s'est beaucoup développée, mais surtout sous l'effet d'une demande qui a explosé*, observe la philosophe Estelle Ferrarese (université Picardie-Jules-Verne), directrice de l'Institut. *Il y a un très vif enthousiasme des jeunes générations pour les sujets d'égalité, d'identités.* » Le site de l'Institut recense les thèses soutenues sur le genre : depuis 2012, leur nombre dépasse les 50 chaque année (et même plus de 100 en 2018). Histoire, littérature, anthropologie ou philosophie... tous les champs académiques sont concernés.

Une « déferlante », selon les mots d'un universitaire, qui suscite forcément des jalousies. Mais aussi des critiques. Cofondateur de l'Observatoire du décolonialisme, le linguiste Xavier-Laurent Salvador estime que cette vague des



## Genre

Les études de genre analysent les rôles sociaux stéréotypés par lesquels on définit la féminité et la masculinité et leurs conséquences en termes d'inégalité. Elles ne se résument pas à « une théorie » mais forment un champ de recherches qui concerne toutes les disciplines, l'histoire, l'économie, etc. Constatant son retard, l'Union européenne a engagé en 2006 un programme de développement. Les polémiques portent sur des usages que le militantisme féministe ou LGBT fait des études de genre ou sur la promotion du langage inclusif.

études de genre est telle qu'elle sacrifie la qualité du travail de recherche et du recrutement des enseignants. « *C'est aberrant, on en arrive à la situation où n'importe quel opportuniste est promu* » ●●●

## Race

Les études dites « postcoloniales » sont issues des *Cultural Studies* des années 1970 aux États-Unis. Elles interrogent l'identité des Afro-Américains dont la traite a causé la fragmentation, mais peut aussi fournir des ressources pour une réaffirmation. Si l'usage du mot « race » y est central, il n'est pas entendu comme une réalité biologique mais bien comme un ensemble de constructions sociales ayant un effet sur le vécu des individus, d'où l'usage du mot « racisé » que certains privilégient. Mais l'essentialisation de la couleur de peau finit par faire le jeu du racisme, dénoncent les détracteurs.



Nini La Caille pour La Croix



●●● par un mandarin influent sur un sujet quelconque. Il suffit d'entrer dans une librairie pour constater que le genre envahit les rayons des sciences humaines. Une inflation éditoriale qui s'expliquerait en partie par la spécificité des SHS où, contrairement aux sciences dures, la publication de monographies est généralement privilégiée aux publications dans les revues scientifiques avec comité de lecture. « La pratique de plus en plus répandue consistant à payer l'éditeur pour publier contrevient par définition au principe de la sélection par la qualité scientifique », critique Xavier-Laurent Salvador.

Des mises en cause que réfute Estelle Ferrarese. « Tout ce qui est produit passe par les étapes de la vérification scientifique, assure la philosophe. Comparer aux sciences dures n'a pas de sens. La recherche en SHS s'appuie sur la formulation de théories, qui sont toujours plurielles – il n'y a jamais une seule "vérité" – et c'est la rigueur de l'argumentation qui fait qu'un énoncé est considéré comme valide. »

Concernant les études de race, le paysage est sensiblement différent.

## Intersectionnalité

**En 1989, l'afro-féministe Kimberlé Williams Crenshaw développe ce concept pour croiser les discriminations de classe, de race ou de genre : le fait d'être une femme, noire et pauvre renforce une situation de domination par rapport à un ordre social en haut duquel figure l'homme blanc et riche. L'intersectionnalité est défendue comme un simple outil par certains chercheurs (lire ci-contre les propos de Nonna Mayer), mais elle focalise les critiques de ceux qui y voient une idéologie consistant à tout ramener au rapport dominant-dominé.**

Selon le moteur de recherche du site Thèses.fr, seulement 14 thèses comportant le terme « décolonial » dans leur intitulé ont été soutenues en 2019, et neuf en 2020. « Ces approches occupent une place mineure dans l'enseignement et la recherche en sciences sociales en France, alors qu'elles y occupent une place significative dans l'espace international », soulignait ainsi un récent séminaire organisé par Sciences-Po.

La précarité des sciences sociales en France, que dénoncent unanimement les chercheurs du

secteur, explique sans doute ce faible développement. Mais, là aussi, l'Europe prend le relais pour financer colloques et recherches. Dans une tribune publiée par *Le Point* en novembre, l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler dénonce des processus de sélection par des appels à projets de Bruxelles sur lesquels ont la main « des fonctionnaires obsédés par le politiquement correct, qui ne veulent stigmatiser personne ». Par exemple, poursuit la spécialiste de l'islam, le djihadisme ne peut être

abordé que si l'on promet d'étudier également un autre radicalisme. Conséquence : « Les théories antiracistes, postcoloniales, intersectionnelles, néoféministes qui mettent au centre la question identitaire ont une forte capacité à se justifier dans les termes de la novlangue européenne. »

Auteur de *La France et ses démons identitaires* (1), le sociologue Smaïn Laacher, grand spécialiste de l'immigration, est lui-même très critique sur ces nouvelles approches. « Cela tourne vite en rond autour de quelques concepts » dont certains finissent selon lui par servir « d'étendard ». Le sociologue ne voit toutefois pas dans ce développement un phénomène hégémonique, plutôt « une mode », comme le monde universitaire en connaît.

L'évolution du public étudiant soucie davantage cet enseignant à Strasbourg qui préside le comité scientifique de la délégation interministérielle de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine LGBT (Dilcrah). Les jeunes, dont beaucoup sont issus de l'immigration, sont très réceptifs aux discriminations et donc aux approches

## repères

Appels, pétitions et commission d'enquête

**2015.** Création de « Vigilance universités », réseau de veille pour la défense de la laïcité.

**20 mars 2018.** Appel de 100 intellectuels dont nombre d'universitaires contre « le séparatisme islamique ».

**10 novembre 2019.** Présence conjointe d'organisations de gauche et de militants de l'islam politique à la « marche contre l'islamophobie ».

**16 octobre 2020.** Assassinat de l'enseignant Samuel Paty.

**22 octobre.** Le ministre de l'éducation annonce sur Europe 1 puis au Sénat « des courants islamogauchistes » à l'université.

**1<sup>er</sup> novembre.** Appel de 100 universitaires dans *Le Monde* en soutien aux propos du ministre.

**4 novembre.** 2 000 universitaires signent une tribune critiquant leurs collègues et dénonçant l'usage du terme d'islamo-gauchisme.

**13 janvier 2021.** Lancement de l'Observatoire du décolonialisme par 76 universitaires.

**18 février.** La ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal confirme à l'Assemblée le lancement d'une commission d'enquête sur les pratiques universitaires.

post-coloniales « comme l'étaient autrefois les petits-bourgeois avec les théories maïstos ». Mais, à la différence des années 1970 « où on lutait pour réduire les inégalités, le risque serait de ne s'engager aujourd'hui que dans une logique d'opposition des identités, chacun mettant son tragique en avant », souligne Smaïn Laacher.

## — Ces études sont-elles idéologiques ?

« Il y a des intersections fortes entre le monde de la recherche et le monde militant, mais ce qui caractérise les études de genre par rapport à d'autres champs d'études, c'est que le caractère politique est explicite. » Éric Fassin, directeur du département études de genre à Paris 8 s'exprimait ainsi en 2019 dans le magazine *Les Inrocks* : « Quand on parle du monde social, il n'y a pas de point de vue neutre. »

Voilà résumé par l'une des figures de *Cultural Studies* l'idée selon laquelle l'idéologie et l'engagement ne sont pas simplement présents dans ce domaine mais

Lire suite page 4. ●●●



●●● Suite de la page 3.

affichés et revendiqués, parfois de manière très médiatique. L'engagement politique des universitaires et chercheurs n'est pas une nouveauté mais dans le procès en islamogauchisme, l'acte d'accusation tient surtout dans le premier terme. Il est reproché à ces intellectuels une connivence avec les antiracistes radicaux et les courants islamistes. Éric Fassin est, comme d'autres, critiqué pour sa proximité avec le Parti des indigènes de la République (PIR), créé en 2010 pour lutter contre un « racisme d'État » dont la loi sur les signes religieux à l'école de 2004 est l'expression. La laïcité nourrit l'islamophobie, selon sa porte-parole, Houria Bouteldja, qui a participé à des travaux universitaires. Sur les campus, dans les syndicats ou associations étudiantes, le PIR tisse ses relais.

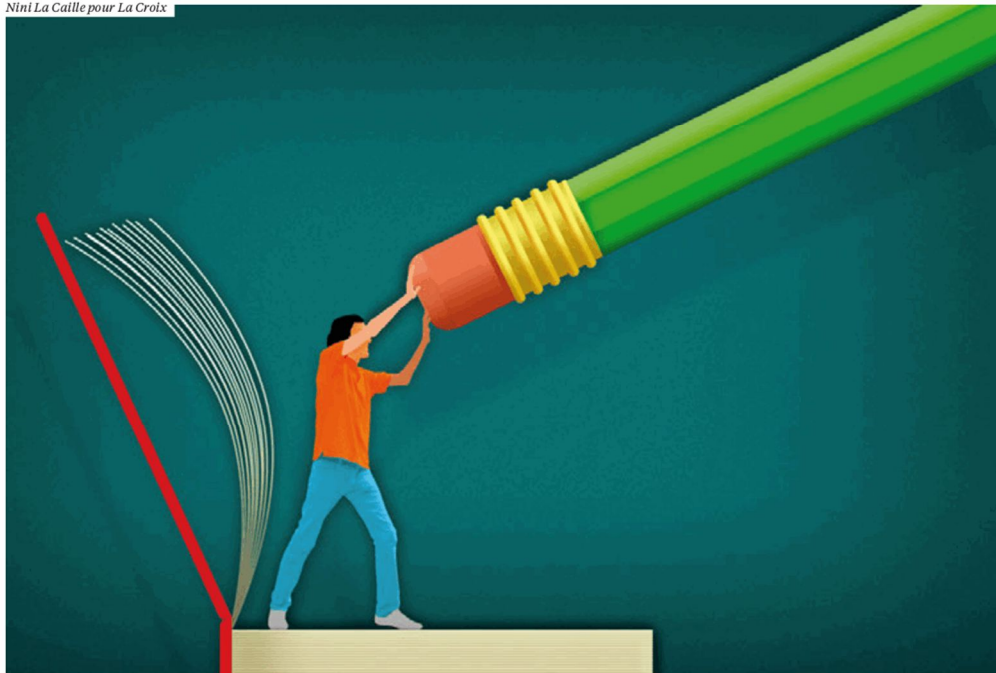
**Difficile «de trouver une porte de sortie dans un système de pensée qui s'apparente à une prison identitaire».**

Avec une grille de lecture focalisée sur les rapports de domination, des universitaires refusent de nommer la menace islamiste. Après les attentats de 2015, l'historienne Ludivine Bantigny, spécialiste des mouvements sociaux et qui se revendique à la gauche de la gauche, avait cosigné une tribune « Non à l'union sacrée ». Les auteurs y déclinaient l'invitation à se dire Charlie: « Nous ne pouvons reprendre à notre compte l'obsession qui s'était enracinée dans le journal contre les musulmans (...) qui stigmatise les plus stigmatisés », déclaraient les universitaires parmi lesquels le sociologue Marwan Mohammed (2).

Ce prisme du « dominant-dominé » irrigue les études de genre ou de race, se désole Smaïn Laacher. « L'étrange explication des discriminations par l'attitude de "l'État néocolonial" à l'égard de certains de ses "indigènes" relève non de l'analyse ou d'arguments étayés mais du slogan », estime le sociologue.

D'autres approches sont tout autant mises en cause pour leur manque de rigueur. Dans un article mis en ligne sur le site de la revue *Alarmer* en décembre (3), l'historien Emmanuel Debono (Sciences-Po Paris) critique la multitude d'essais qui depuis peu utilisent

Nini La Caille pour La Croix



des concepts comme « privilège blanc », « blanchéité », « fragilité blanche », et l'impasse à laquelle ils conduisent. Difficile, écrit-il, « de trouver une porte de sortie dans un système de pensée qui s'apparente à une prison identitaire ».

### — Les promoteurs pratiquent-ils la censure ?

En 2017, le président de Lille 2 craignant des débordements a choisi d'annuler une adaptation de *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, un texte du journaliste Charb tué dans l'attentat de *Charlie Hebdo*. En 2019, une cinquantaine de militants d'associations noires ont bloqué l'entrée de la Sorbonne pour protester contre une adaptation d'une pièce d'Eschyle jugée raciale car jouée avec des masques noirs. La même année, des étudiants favorables à l'ouverture de la PMA ont empêché la philosophe Sylviane Agacinski d'intervenir lors d'un colloque à l'université Bordeaux-Montaigne.

Si de tels événements sont d'abord le fait de militants mino-

ritaires en quête de médiatisation, la récurrence de ces affaires révèle un climat qui se dégrade. Ancien président de l'Unef, Bruno Juliard constate ainsi « une lente dérive identitaire » du syndicat. « Le combat universaliste était dans son ADN, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Au nom de discriminations qui sont réelles, on en arrive à ne pas critiquer les radicaux islamiques et à prôner un relativisme culturel », regrette-t-il.

Le recours aux intimidations n'est toutefois pas l'apanage de la gauche mais provient également de réseaux conservateurs. Ainsi, le 6 novembre 2020, l'Institut du genre a dû interrompre un colloque sur 50 ans de féminisme. « Les trolls masculinistes d'extrême droite sont venus en nombre perturber le bon déroulé du programme », déplore l'institution. En 2017, l'université Lyon 2 avait annulé un colloque sur « l'islamophobie » sous la pression de militants républicains.

Mais au-delà de ces coups d'éclat, c'est aussi la montée en puissance de la *cancel culture* qui crée des tensions. Le philosophe Geoffroy de Lagasnerie (4), 39 ans et nouvelle tête pensante de la gauche radicale, était l'invité du « 7/9 » de France Inter, le 29 septembre 2020. « J'assume le fait qu'il faut reproduire un certain nombre de censures dans l'espace public, pour rétablir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes », affirme alors le professeur de sociologie et philosophe à l'École nationale supérieure d'arts Paris-Cergy.

L'historien Gérard Noiriel et le sociologue Stéphane Beaud viennent d'en faire l'expérience

## Islamophobie

**Le néologisme « islamophobie » apparaît dans le débat public au début des années 2000. Il oppose ceux qui l'utilisent pour dénoncer les discriminations envers les musulmans à ceux qui considèrent qu'il cache une volonté d'éteindre toute critique de l'islam. Quelques mois avant les attentats de Paris, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) se dit favorable à l'usage de ce mot, tout en jugeant utile de le compléter par les expressions « manifestations de haine anti-musulmane » et « actes anti-musulmans ».**

avec leur ouvrage (5) qui interroge la place accordée à la race en sciences sociales. Les auteurs ont aussitôt reçu « un torrent de boue », se sont indignés des universitaires dans *Le Monde*. L'affaire est « exemplaire de la dégradation de la qualité du débat public (...), les libertés académiques sont menacées », affirme encore ce grand figure de l'université.

Marie-Anne Matard-Bonucci, professeure d'histoire à Paris 8 où elle dirige le Cercle d'enseignement et de recherche contre le racisme et l'antisémitisme (Cera), fait également le constat qu'il est désormais parfois impossible d'aborder certains sujets, dont l'antisémitisme. Avec d'autres historiens, elle a fondé l'association *Alarmer* pour recréer un espace d'échange. Pour Patrick Hetzel, ancien recteur et aujourd'hui député LR, le militantisme a toujours existé « mais on est peut-être en train de franchir des limites dans les modalités d'action, avec ici et là le refus du débat, l'intimidation ».

Républicains contre communautaristes, réactionnaires contre gauchistes, les tensions sont exacerbées par la puissance et la violence des mobilisations sur les réseaux sociaux. Sur fond de menaces islamistes, des enseignants se voient désormais placés sous protection policière, comme à l'université d'Aix-en-Provence ou à Sciences-Po Grenoble. La *disputatio*, au cœur de la tradition universitaire, résistera-t-elle à ce contexte politico-culturel ? Un enjeu, dirait Jean-Michel Blanquer, civilisationnel.

**Bernard Gorce (avec Denis Peiron)**

(1) La France et ses démons identitaires, Hermann, 2021.

(2) Coauteur de *Islamophobie*. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman », *La Découverte*, 2013.

(3) L'Église racialisée et ses dogmes, sur le site *revue.alarmer.org*

(4) Sortir de notre impuissance politique, Fayard, 2020.

(5) Race et sciences sociales, Agone, 2021.

## «Cancel culture»

**Le mot anglais *cancel* peut se traduire par « annuler ». La *cancel culture* consiste aux États-Unis à obtenir la suppression de propos avec lesquels on est en désaccord au nom d'une sensibilité blessée ou d'une communauté dont on s'érige en représentant. Cette *cancel culture* recouvre une multitude de pratiques – depuis le boycott, l'expression de critiques virulentes au harcèlement sur les réseaux sociaux en passant par le déboulonnage de statues. La *cancel culture* est critiquée comme une « culture de la censure ».**

22 Mars : IREF (Think Tank Liberal)

<https://fr.irefeurope.org/Publications/Articles/article/L-IEP-de-Grenoble-gangrene-par-l-islamo-gauchisme-et-la-haine-de-la-liberte>

# L'IEP de Grenoble, gangréné par l'islamo-gauchisme et la haine de la liberté

## Témoignage d'un élève

lundi 22 mars 2021, par [IREF](#)



L'emballage médiatique de ces derniers mois autour de l'IEP de Grenoble a mis en relief deux problèmes : le militantisme et la haine du débat prennent de plus en plus de place au sein des IEP ; et les professeurs, s'ils ne sont pas militants des causes gauchistes, doivent adopter un discours politiquement correct sous peine de se voir contestés, insultés, diffamés, empêchés de donner leurs cours, voire insultés, diffamés, ce qui est une très grave atteinte à liberté académique.

Le présent article se fonde sur le témoignage d'un élève de cet établissement, intégré dans les instances étudiantes et proche de l'administration. Il été le témoin direct, ébahi, des événements qui se sont déroulés depuis un mois et, plus globalement, depuis déjà quelques années. Pour préserver son anonymat, nous l'appellerons O.

Pour commencer, O a souhaité contextualiser l'affaire qui a opposé les professeurs Klaus Kinzler et Vincent Tournier à la vindicte de l'Union syndicale (ex UNEF), US, et à l'association En Tout Genre (association radicale LGBTQ + et féministe).

### **L'US : instigateur de haine et de harcèlement**

Un climat « abrasif » pour reprendre ses termes, s'était installé au sein de l'établissement depuis le mouvement de libération de la parole des violences sexistes et sexuelles : Sciences Porcs. Celui-ci a servi de motif à l'US et En tout Genre pour attaquer l'administration et se livrer à une chasse aux « violeurs ». L'administration a subi une déferlante de mails et d'injonctions à l'action de la part des associations. Cela a conduit deux de ses membres à se mettre en arrêt maladie pour burn-out. Il faut nommer cette pratique, très répandue chez les syndicats d'extrême-gauche, le harcèlement moral. Cette même administration a été dénigrée, délégitimée et calomniée sur les réseaux sociaux ainsi que dans l'espace médiatique.

L'affaire des professeurs accusés d'islamophobie s'est donc imposée dans un contexte déjà tendu à l'extrême. Ces professeurs ont été mis sous protection judiciaire, une procédure adoptée par le gouvernement après le meurtre de Samuel Paty, pour protéger toute personne accusée d'islamophobie. Les membres de l'US et de l'association En tout Genre, aux dires de O, sont dans un combat idéologique qui ne tolère pas la contradiction. Le président de l'US a publié un message privé auquel O a eu accès. Le contenu glace ! M. Mandroux considère que l'agressivité et la violence sont légitimes et qu'il faut l'assumer. Il appelle à porter cette violence contre les « personnes qui posent problème ». Bien évidemment, les ennemis sont

désignés de manière arbitraire. Un doux parfum des purges staliniennes planait dans l'air de Sciences Po Grenoble.

## **Un corps professoral entre soumission et exclusion**

O raconte que durant le cours d'histoire globale du monde contemporain, la professeure assurait que « l'islam politique n'est pas une maladie », comprenez : l'islam politique n'est pas un danger pour la société, c'est un courant politique similaire à n'importe quel autre. Cette professeure faisait de nombreuses fois référence à François Burgat (écrivain proche des frères musulmans, des Indigènes de la République), une sommité en soi ! Son cours est très apprécié par les étudiants « woke » et tout regard critique de son contenu est sévèrement réprimé. Un étudiant ayant osé émettre quelques réserves sur les propos du professeur s'est retrouvé pris à partie lors du cours en distanciel.

De même, les professeurs qui émettent une opinion différente, critiquant l'islam par exemple, sont menacés par les membres de l'US. Lesquels demandent l'annulation de son cours et son retrait de l'enseignement. Souvenons-nous de l'interview, sur BFM tv, du président de l'US Grenoble qui demandait à pouvoir débattre du contenu pédagogique et qui dans une autre intervention sur la chaîne, refusait de condamner la placardisation des noms des professeurs sur les murs de l'IEP. Pourtant, le contenu pédagogique relève de la liberté académique de chaque professeur, lequel doit éclairer ses étudiants, donner des faits scientifiques pour nourrir l'esprit critique de ses élèves.

## **Le phénomène de « militantisation » de l'enseignement et des élèves ne se limite pas à Grenoble**

O, après avoir discuté avec de nombreux étudiants, raconte la peur qu'ont les élèves d'exprimer des opinions divergentes, par crainte de se voir traités de racistes, islamophobes, homophobes. Cette logique étiquetant systématiquement toute personne qui émet un avis non « conforme » se voit étiqueter systématiquement. Et cette pratique ne sévit pas qu'à Grenoble. L'indignation suscitée par le fait d'avoir invité Alain Finkielkraut à donner une conférence à Sciences Po Paris (février 2019) est dans toutes les mémoires. De manière plus générale, on observe un rejet du débat et une volonté d'intimidation des syndicats étudiants, bien souvent encouragés et soutenus par des associations qui se prétendent antiracistes, antifascistes et féministes. Le groupe Facebook étudiant inter IEP illustre cette radicalisation par de nombreux posts faisant l'apologie de théories féministes radicales. Lorsque des étudiants musulmans disent ne jamais avoir subi d'actes islamophobes ou déclarent refuser d'être catalogués comme des victimes, ils font face à une marée de commentaires injurieux et dénigrants.

La dégradation de la qualité de l'enseignement est flagrante lorsque les professeurs ne cherchent plus à éclairer et instruire mais à imposer leurs idées en les présentant comme une vérité indiscutable. La diffusion de thèmes pédagogiques issus du militantisme s'accélère. Les cours portant sur des études décoloniales ou sur des études de genre se multiplient maintenant dans la maquette pédagogique des IEP. Leurs contenus ne reposent sur aucun fait scientifique tangible mais sur des travaux de militants, souvent très contestés par la communauté scientifique.

Enfin, on note la présence ultra-majoritaire, dans les organes décisionnels, des syndicats d'extrême gauche : environ 70% des sièges sont occupés par l'US dans les conseils d'administration de premier et deuxième cycles à Sciences Po Grenoble, profitant d'une abstention importante. Or, à l'image de la société actuelle, l'université devrait rester un lieu ouvert de débat, d'échange d'idées. Comme le disait John Stuart Mill, la démocratie confronte les idées les plus extrêmes et s'enrichit de toutes les idées. La liberté d'expression est la première des libertés. Elle ne doit pas faire l'objet de restrictions, sous peine de revenir aux heures les plus sinistres du communisme.

Sources :

BFM Tv, Sciences Po Grenoble : le principal syndicat étudiant dénonce une "polémique instrumentalisée", 9 mars 2021

Alice Darfeuille, IEP Grenoble : les noms de 2 profs affichés, BFM Tv, 06/03/2021

Véronique Pueyo, Islamophobie à l'IEP de Grenoble : un troisième professeur sous protection policière, France Bleu Isère, 12/03/2021



papier  
de 71/7  
mois

Illimité

21h30  
rique dès 5h  
rtpant 443,88 €

dauphine.com ou appeler le

la ligne ci-dessous à :  
36913 Veaux Cedes  
rés pour un règlement au comptant  
un règlement par prélèvement

onnées

l'accès numérique  
Le Dauphin Libéré à envoyer des  
copies de votre journal à votre adresse  
numérique. Vous devez être inscrit sur  
notre site et être autorisé dans les  
conditions d'utilisation de votre compte.

Le Dauphin Libéré Paris France

Voies Cedes Paris France  
Page:  
numérique  
vous devez envoyer le journal numérisé  
dans un délai de 48 heures après la date de  
parution de votre journal.  
compter tous les champs de numérisation.

GRENOBLE

# Polémique à Sciences Po : 27 enseignants prennent la parole

Près d'une trentaine d'enseignants-chercheurs, sur les 80 que compte l'IEP de Grenoble, ont signé une tribune dans le journal *Le Monde*, le 17 mars. Intitulée "Qu'est-ce qui menace vraiment le débat intellectuel à l'université ?", elle pointe notamment du doigt l'instrumentalisation à des fins politiques de la polémique à Sciences Po Grenoble.

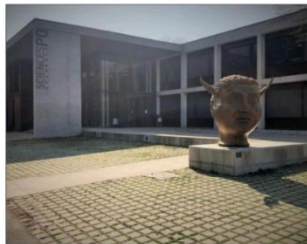
Ils ont pris le temps, préférant ne pas hurler avec les loups. Près de deux semaines après l'affaire des "collages" à l'IEP, 27 enseignants-chercheurs de l'établissement ont signé une tribune dans le journal *Le Monde* dans laquelle ils reviennent sur « les campagnes haineuses et calomnieuses sur les réseaux sociaux » à l'encontre de Sciences Po Grenoble et du laboratoire de recherche en sciences sociales sur le Pacte, après l'emballement médiatique autour de l'affaire.

Dans ce texte, relayé sur son site par l'Association française de sociologie (AFS) mais aussi par plusieurs membres du réseau social Twitter, les universitaires grenoblois s'inquiètent de « la propagation d'un incendie médiatique apparemment hors de contrôle dans lequel se sont associés des forces qui dépassent large-

ment le cadre auquel aurait dû se limiter ce collage ». Selon eux, beaucoup se sont emparés de l'affaire sur les plateaux de télévisions pour « stigmatiser la prétendue faillite de l'université et la conversion supposée de ses enseignants à l'"islamo-gauchisme" ».

## « Pressions politiques et économiques » sur l'université

S'ils reviennent brièvement sur les origines de la polémique rappelant que l'ensemble de la communauté Sciences Po a apporté « un soutien très clair aux deux enseignants en condamnant l'injure et l'intimidation dont ils ont été victimes », ces universitaires dénoncent « la mise en branle d'un programme de remise en cause inédite des libertés aca-



Les locaux de Sciences Po Grenoble sur le campus de l'UGA. Photo Le DL/Laure MAMET

démiques, ainsi que des valeurs des valeurs du débat intellectuel à l'université ».

« Cette affaire est une illustration des pressions politiques et économiques qui s'exercent aujourd'hui sur l'université dans son ensemble en France. Comment ne pas voir, dans les tensions qu'a connues notre établissement ces derniers mois, un des effets de la misère psychique et matérielle imposée à

toute la communauté académique [...] par la pandémie et la fermeture des campus ? Dans ce contexte, où chacun frôle et certains dépassent l'épuisement, invoquer seulement la "radicalisation gauchiste" des syndicats étudiants, c'est alimenter une polémique dont l'agenda politique est assez évident au vu des acteurs qui ont porté cet argument », assèment les enseignants, qui disent être « en-

vahis » de « colère et de tristesse ».

## Le gouvernement pointé du doigt

Et de suggérer la responsabilité du gouvernement dans cette escalade de tensions : « Comment ne pas voir non plus derrière la libération généralisée d'une parole violemment hostile aux sciences sociales sur les plateaux de télévision, l'effet d'une stratégie politique navrante du gouvernement depuis des mois. Celle-ci a culminé, il y a quelques semaines, avec le projet d'une enquête sur la prétendue "gangrène" de "l'islamo-gauchisme" dans nos disciplines. Il est difficile de trouver des raisons autres que purement électorales aux chimères "islamo-gauchistes" du gouvernement ».

Concernant les circonstances « qui ont conduit aux collisions », les 27 concluent : « Il appartient désormais aux différentes instances qui sont saisies des faits de rétablir la vérité qui a été tordue et abîmée ».

L.Ma.



Source : Département de l'Isère

## ► Pour les deux restaurants un choix "local"

La relance du Petit train de La Mure donnera naissance à deux restaurants. L'un en bout de ligne, accessible uniquement en train : un « véritable défi logistique », a souligné Clément Durand, futur gérant retenu lors de l'appel à candidatures. Il tiendra "Le Panoramique" avec ses deux frères. La Maison Durand est originaire de l'Osans ; connaissant bien la région, ils privilégieront les circuits courts, ainsi que les spécialités locales.

Isabelle Krief, elle, tiendra le Bistrot de la gare à La Mure et

proposera une restauration type "snack" avec plat du jour. Ancienne professeure d'anglais, elle s'est reconvertie dans la taurination, a ouvert un food truck, avant de vouloir « retrouver ses racines ».

« Ma famille, originaire de Mure, est partie s'installer à Grenoble il y a deux générations », confie-t-elle. Là encore, les produits locaux seront privilégiés, poursuit Isabelle Krief, précisant avoir « déjà un partenariat avec la brasserie de Matheysine ».

22 Mars : Le Figaro

## IEP de Lyon : un syndicat accuse la LICRA d'«ambiguïtés» sur «son rapport à l'islamophobie»

Le syndicat Solidaires étudiant-e-s, dont sont issus la majorité des représentants des élèves de Sciences Po Lyon, réclame même dans un communiqué l'exclusion de la LICRA d'une semaine contre le racisme organisée par l'établissement.

Par [Paul Sugy](#)

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 4 heures

C'est un nouveau round qui se joue, à Lyon cette fois, dans le bras de fer qui oppose les associations et les syndicats étudiants autour du concept controversé d'islamophobie. Quelques semaines après que [deux enseignants de l'IEP de Grenoble ont été accusés par des collages publics d'islamophobie](#), déclenchant une vaste polémique impliquant notamment l'UNEF, c'est au tour de la LICRA d'être directement visée par un autre syndicat étudiant.

Ce lundi matin 22 mars en effet, le syndicat Solidaires étudiant-e-s a publié un communiqué [sur sa page Facebook](#) demandant l'exclusion de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) de la «*semaine nationale d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme*» (SACRA) organisée du 21 au 28 mars dans l'établissement. Du mardi au vendredi, soit à quatre reprises au cours de la semaine, [le programme mentionné sur le site de l'IEP](#) prévoit en effet une vidéo-rencontre entre les étudiants et un bénévole de la Licra, et diffusée sur la page Facebook officielle de Sciences Po Lyon.

Dans son communiqué, publié en commun avec le Collectif Pamplémousse, un «*collectif féministe intersectionnel basé à Sciences Po Lyon*», le syndicat Solidaires étudiant-e-s affirme s'interroger sur «*la présence de la Licra au sein de cette programmation, et plus globalement de son partenariat avec Sciences Po Lyon*» au motif qu'il existerait d'après les auteurs du communiqué «*de nombreuses ambiguïtés*» de la part de la Licra «*notamment vis-à-vis de son rapport à l'islamophobie, ainsi qu'à la laïcité*». Le syndicat estime par ailleurs que la Licra ne «*fait pas partie*» des «*collectifs et associations dont le travail se montre à la hauteur de la lutte*».

# POUR UNE SACRA SANS LA LICRA

## COMMUNIQUÉ COMMUN DE SOLIDAIRES ÉTUDIANT-E-S IEP DE LYON ET DU COLLECTIF PAMPLEMOUSSE

Dans le cadre de l'organisation de la semaine nationale d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme, Sciences Po Lyon organise quatre vidéo-rencontres avec des membres de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme. Or, depuis plusieurs années de nombreuses polémiques entourent la LICRA.

Nous, Solidaires étudiantes IEP de Lyon et le Collectif Pamplemousse, nous interrogeons sur la présence de la LICRA au sein de cette programmation, et plus globalement de son partenariat avec Sciences Po Lyon, en raison des nombreuses ambiguïtés la concernant notamment vis-à-vis de son rapport à l'islamophobie, ainsi qu'à la laïcité.

Nous estimons que la lutte contre l'islamophobie, l'antisémitisme, la négrophobie, ou toute autre forme de racisme doit être une priorité, et qu'à ce titre, les institutions comme Sciences Po Lyon doivent s'entourer de collectifs et associations dont le travail se montre à la hauteur de la lutte. La LICRA n'en fait pas partie.

Solidaires étudiantes IEP de Lyon et le Collectif Pamplemousse



Communiqué publié le 22 mars sur la page Facebook de Solidaires étudiant-e-s *Page Facebook de Solidaires étudiant-e-s*

La fracture entre certains syndicats d'étudiants, dont l'UNEF et Solidaires étudiant-e-s, et la Licra, n'a cessé de se creuser à mesure notamment que la Ligue a condamné certaines pratiques de ces syndicats, notamment l'organisation de «réunions non-mixtes» réservées aux personnes «racisées». De son côté, Solidaires étudiant-e-s reprend à son compte l'accusation formulée par les sociologues Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, qui estimaient dans un livre paru aux éditions La Découverte en 2016 que des associations comme la Licra participent d'un «*déni de l'islamophobie*».

La Licra a réagi vivement sur son compte Twitter à ce communiqué, reprochant à Solidaires étudiant-e-s de vouloir «*interdire le pluralisme*» à Sciences Po Lyon. À cette heure, la direction de l'IEP n'a pas réagi à la demande du syndicat (dont sont issus 7 des 9 représentants étudiants élus au conseil d'administration de l'établissement), ni fait savoir si elle entendait modifier le programme de son événement.

# La tyrannie des minorités ou le crépuscule de la démocratie occidentale

Après la décision de Science Po Strasbourg d'écarter le nom de promotion "Samuel Paty" et suite aux polémiques autour des profs "islamophobes" harcelés à Science Po Grenoble ou à Trappes, Alexandre del Valle replace l'islamo-gauchisme dans le contexte général de la déliquescence post-démocratique des Etats occidentaux délégitimés de l'intérieur par des minorités de plus en plus tyranniques.

Après les polémiques autour des professeurs [accusés « d'islamophobie » à Trappes et à Science Po Grenoble](#) par des inquisiteurs islamiquement corrects qui ont accrédité — par leur sectarisme — les propos de la ministre Frédérique Vidal sur le « *danger de l'islamo-gauchiste qui « gangrène l'université* », l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg a défrayé la chronique après que le nom de Samuel Paty, l'enseignant décapité le 16 octobre 2020, a été supprimé de la liste des finalistes pour le choix du nom de la promotion 2021.

On se rappelle aussi du « hijab day » organisé à Science Po Paris, par des syndicats d'étudiants « solidaires des filles voilées », ou encore de [la nomination d'une militante voilée comme vice-présidente de l'UNEF](#), Maryam Pougetoux. Mais la logique de ces luttes « intersectionnelles en faveur des minorités opprimées » ne concerne pas que la chasse aux « islamophobes ». Dans plusieurs IEP, [les cours de culture générale/histoire ont été remplacés par ceux sur la théorie des genres](#), et les universités sont de plus en plus [perméables aux études indigénistes et aux minorités « racisées »](#).

Cette tendance à l'hyper sexualisation et à la néo-racialisation des débats fut lancée dans les années 1990 par le défunt ex-patron de Science Po Paris, Richard Descoings, lequel inaugura également pour les concours d'entrée à Science Po la discrimination positive à l'américaine qui mit fin à la méritocratie républicaine. Ces revendications sexo-centrées, communautaristes, « racisées » ou pro-islamistes, participent en fait d'une même logique apparue après la chute du Mur de Berlin: le communisme prosoviétique cher au vieux PCF ouvriériste et patriote de George Marchais a été remplacé par le néo-gauchisme trotskiste internationaliste-libertaire cher à la gauche sociétale repentante. Curieusement, c'est au nom de l'antifascisme que les « études indigénistes » ont réhabilité une vision racialiste du monde, pourtant propre au nazisme. De même, les « gender studies » ressuscitent la guerre des sexes et font passer la majorité hétéro pour réactionnaire et homophobe... On a même vu apparaître un néo-féminisme pro-voile islamique qui somme de faire taire toute dénonciation de la persécution des femmes par la chariâ ou leur harcèlement par des « minorités de couleur » au nom d'un étrange antiracisme et de la lutte contre « l'islamophobie »...

## **La Tyrannie des minorités activistes ou la passivité de la majorité culpabilisée**

Pour le sociologue Raymond Boudon, la tyrannie des minorités serait l'aboutissement paroxysmique du politiquement correct. Il y a plus d'un siècle, le politologue italien Gaetano Mosca expliquait déjà qu'une « *minorité organisée domine une majorité désorganisée* ». Mancur Olson, spécialiste des minorités et du pouvoir, a démontré dans son livre, *Logique de l'action collective*, que « *les petits groupes parviennent souvent à vaincre les plus grands qui, dans une démocratie, seraient naturellement voués à gagner* ». Cette idée est corroborée par le mathématicien Nassim Nicholas Taleb, lequel explique que, dans un système complexe, « *la minorité la plus intransigeante impose ses vues, la majorité étant souvent plus tolérante et plus flexible* »... Convaincues de leur supériorité morale, les minorités offensives savent que l'Histoire est faite par ceux qui osent « *violier les foules* » (Gustave Le bon), par des postures accusatoires et culpabilisantes, donc qui créent de nouvelles légitimités en les imposant aux majorités passives, notamment au terme de stratégies de harcèlement « du faible au fort ».

De ce fait, certaines « minorités » se sont rendues plus « victimes que d'autres »: homos/LGBT, mais pas hétéros ou asexués; Blancs-Beurs-Muslims, mais pas Asiatiques bouddhistes/hindouistes ou « gaulois »; facteurs «

aggravants pour l'homophobie », le « sexisme » ou le « racisme », mais pas pour l'exclusion des vieux, des handicapés, des laids ou des obèses, pourtant les plus discriminés. Le fruit de leurs campagnes de délégitimation de l'Etat régalien occidental judéo-chrétien aboutit à disqualifier l'idée même d'assimilation, présentée comme « raciste ». D'où le remplacement de la notion de « préférence nationale » par celle de « préférence étrangère », phénomène bien décrit par le journaliste du *Nouvel Obs* Hervé Algalarrondo dans *La Gauche et la préférence immigrée*.

Plus généralement, toutes les dichotomies logiques : hommes/femmes, délinquants/honnêtes hommes, élèves/maîtres, patrons/employés, minoritaires/majoritaires, citoyens/étrangers, sont annulées et leurs partisans délégitimés comme sexistes, misogynes, homophobes, fascistes-racistes. Et depuis l'offensive des Black Lives Mater à partir des « martyrs » Gorge Floyd et Adama Traoré, le « grand renversement » des rôles (via la réhabilitation des délinquants désassimilés au détriment des majorités honnêtes et patriotes) a encore plus intensifié ce processus tyrannique des minorités. Fortes de leur pouvoir d'intimidation psycho-morale fondé sur la triptyque DCR (Culpabilisation, Diabolisation, Renversement), celles-ci dictent les agendas sociétaux aux dirigeants, aux partis, aux Universités, aux firmes ou aux médias. Si l'on ajoute aux pouvoirs culpabilisateurs des lobbies immigrationnistes, de genre et écolo-radicaux-animalistes, celui des oligarchies européistes – qui ont affaibli les nations – et des juges inamovibles des cours suprêmes, qui peuvent annuler les lois votées par les élus devenus impuissants, on notera que le pouvoir démocratique des peuples, qui n'en a plus que le nom en Occident, échappe totalement à la majorité, en réalité la seule responsable de ce qui lui arrive par sa passivité...

### **En guise de conclusion**

Complices de leur propre éviction, les classes dirigeantes occidentales sidérées par ces minorités offensives ont laissé leur Etat perdre son « monopole de la coercition légitime » (Max Weber) et abdiqué face aux forces de la « post-démocratie » (Mc World, UE, multinationales et forces néo-gauchistes-internationalistes ennemies de l'Etat et de la civilisation judéo-chrétienne) qui ont délégitimé, par la *reductio ad hitlerum*, les souverainetés nationales des peuples occidentaux pour légitimer moralement leur empire cosmopolitiquement correct.

Certaines de leur supériorité morale, les forces minoritaires hégémoniques ont réussi à faire revenir les Etats-nations d'Occident à l'ère néo-tribale et communautariste pré-étatique par leurs campagnes de *gender study* qui ont détruit le modèle familial judéo-chrétien; l'immigration clandestine qui démantèle la cohérence nationale et la promotion des sexualités débridées, des drogues, des sous-cultures hédonistes et des violences barbares dans les médias qui servent à angoisser et abrutir, cependant que la victimisation surmédiatisée des délinquants achève de diaboliser les États-nations « blancs », leurs frontières et leurs forces de l'ordre. D'évidence, cette déconstruction des piliers de la civilisation et de l'Etat prépare nos sociétés à l'« horizon Mad Max »: le retour de la guerre de tous contre tous, que redoutait Hobbes. Car les bénéficiaires du vide sont les mafias, les empires prédateurs externes et internes (Mc world; Chine totalitaire, suprémacisme islamiste) qui remplissent le vide et se frottent les mains...

Et si l'Europe est la cible favorite de ces forces de déconstruction, c'est parce que sa culpabilisation pathologique la rend éligible au statut de laboratoire mondialiste cher aux multinationales et à leurs idiots-utiles néo-marxistes. Le reste du Monde non-occidental reste quant à lui ultra-identitaire et souverainiste...



23 Mars : Le Point

[https://www.lepoint.fr/debats/hommes-blancs-non-musulmans-reponse-a-mon-collegue-de-science-po-grenoble-23-03-2021-2419060\\_2.php#](https://www.lepoint.fr/debats/hommes-blancs-non-musulmans-reponse-a-mon-collegue-de-science-po-grenoble-23-03-2021-2419060_2.php#)

## « Hommes blancs non musulmans » : réponse à mon collègue de Sciences Po Grenoble

**TRIBUNE.** Vincent Tournier est maître de conférences de sciences politiques à l'IEP de Grenoble. Il met en garde contre la « spirale régressive » des identitaires.



Manifestation contre l'islamophobie devant Sciences Po Grenoble le 9 mars 2021. © PHILIPPE DESMAZES / AFP

*Vincent Tournier\**

Publié le 23/03/2021 à 16h28

Cette formule « deux hommes blancs non musulmans », je ne l'ai pas inventée : elle est utilisée en toutes lettres sur son compte [Twitter](#) par Gilles Bastin, professeur de sociologie à l'IEP de [Grenoble](#), un collègue que je côtoie depuis une quinzaine d'années. La phrase exacte est : « J'ajoute un point vraiment important et qui n'a pas été soulevé jusque-là : le cadre "liberté d'expression" autorise aussi dans cette affaire deux hommes blancs non musulmans à dire dans l'espace public, sans que rien ne les arrête, que l'islamophobie n'existe pas. »

Gilles Bastin fait ici référence à [la controverse interne qui a eu lieu en décembre dernier à l'IEP de Grenoble](#) dans le cadre d'un groupe de travail qui préparait un cycle de débats autour du racisme (la Semaine de l'égalité). « Avec mon collègue Klaus Kinzler, professeur d'allemand, nous nous étions alors vigoureusement opposés à l'utilisation du terme "islamophobie" dans l'intitulé officiel de cet événement. Nous ne comprenions pas comment on pouvait sérieusement envisager d'utiliser un concept aussi problématique et connoté, surtout dans le contexte de [la mort de Samuel Paty](#) et du procès [des attentats contre Charlie Hebdo](#). Mon ami Klaus s'est expliqué longuement sur ce refus, d'abord dans ses messages internes, puis dans les médias ; j'en ai fait de même un peu plus tard [à l'occasion d'un entretien dans Le Point](#). »

Pourquoi cette formule « deux hommes blancs non musulmans » est-elle particulièrement choquante, terrifiante même ?

Tout simplement parce que, en se situant sur ce terrain, Gilles Bastin nous dénie le droit de participer à quelque controverse que ce soit en raison de nos spécificités personnelles. Il reprend ici la vieille tactique qui visait, dans les années 1970, à discréditer son adversaire à partir de la question « d'où parles-tu ? ». À l'époque, cette interpellation se situait essentiellement sur le terrain social (en gros : l'origine bourgeoise, qui était supposée disqualifiante) ; désormais, l'oukase s'affranchit des logiques de classes sociales pour s'étendre à des critères qui concernent les caractères physiques et religieux des personnes.



Pourquoi donc Gilles Bastin nous réduit-il à ces caractéristiques ? Pourquoi considère-t-il que le sexe, la race et la religion sont des obstacles rédhibitoires pour exprimer sa pensée ? En quoi ces caractéristiques nous empêcheraient-elles de raisonner, de discuter, de polémiquer, d'avoir droit au chapitre ? Cette manière de nous catégoriser est d'autant plus problématique que Gilles ne sait rien de nous : il ne connaît ni nos origines, ni notre généalogie, ni même nos convictions religieuses.

### **Le principe même d'un espace civique ouvert à l'échange argumenté se trouve remis en cause**

Plus encore : Gilles possède manifestement les mêmes caractéristiques. Jusqu'à preuve du contraire, il n'est ni une femme, ni une personne de couleur, ni un musulman. Son parcours et son statut sont du reste très proches des nôtres. Ne lui en déplaise, nous avons donc beaucoup de points en commun, ce qui ne l'empêche pas de s'attribuer sans vergogne le droit d'avoir un avis tranché sur l'islamophobie. Pourquoi ? Qu'est-ce qui lui permet, à lui, d'échapper à cette malédiction qui est censée nous frapper ?

Le cas de Gilles Bastin n'est pas isolé. L'irruption de cette grille identitariste a des racines profondes et constitue sans doute l'un des traits les plus saillants de notre époque. Elle explique pourquoi le débat argumenté devient si difficile, si passionnel, et souvent même impossible. Le fait que des universitaires participent à cette spirale régressive doit interpellier et être regardé avec beaucoup d'inquiétude.

Car il ne faut pas se leurrer : la logique à laquelle nous invitent des gens comme Gilles Bastin constitue un péril majeur pour notre société démocratique. Si on suit un tel raisonnement, cela signifie que les identités doivent être vues comme délimitant étroitement le champ des opinions légitimes sur lesquelles chacun peut s'exprimer. Le principe même d'un espace civique ouvert à l'échange argumenté s'en trouve remis en cause, pulvérisé à coups d'enfermements identitaires : à quoi bon débattre puisque chacun ne fera qu'exprimer les idées qui sont liées à son essence, à sa nature. Du reste, pourquoi s'arrêter à des critères tels que le sexe, la race ou la religion ? Pourquoi ne pas élargir la liste et inclure, par exemple, l'âge, la résidence, la profession, les sensibilités, les traumatismes, le poids, la taille, ou que sais-je encore ?

Le défi qui est aujourd'hui lancé aux démocrates est très sérieux. Si nous acceptons cette logique, c'en sera fini de l'idée même d'un espace public ouvert de la discussion, d'un espace unifié et universel auquel tout le monde peut participer, quelles que soient ses origines et sa situation : il faudra au contraire se résoudre à considérer que l'espace civique est segmenté en autant de groupes qui composent la société, chaque groupe s'autorisant à réglementer ce qui peut être dit, et par qui. Nous aurions alors rompu avec l'un des acquis les plus précieux de notre modernité, à savoir la rupture avec les sociétés d'ordres et de castes qui prévalaient autrefois.

*\* Maître de conférences de sciences politiques à l'IEP de Grenoble*

23 Mars : Marianne

<https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/la-gauche-doit-rompre-avec-lideologie-mortifere-du-progressisme-americain>

# "La gauche doit rompre avec l'idéologie mortifère du progressisme américain"

Tribune

Par Paul Melun

Publié le 23/03/2021 à 17:53

**Paul Melun, essayiste et co-auteur de "Enfants de la déconstruction", analyse l'évolution de la gauche française.**

Les Etats-Unis, pays de Bernard Madoff, des fonds de pension vautours et des OPA hostiles, montre depuis 1945 qu'il maîtrise aussi bien la colonisation économique que l'influence culturelle. Fidèle à cette tradition, importatrice de fast-foods et de réseaux sociaux, les idéologues du progressisme s'activent outre-Atlantique pour faire main basse sur le débat public Occidental. A la manière des canettes de sodas ou des blockbusters de jadis, la diffusion de leurs concepts passe par un marketing criard et une communication innovante.

## IMPORTATION DU MACARTHYSME

C'est ainsi que des théories rocambolesques, dénuées de fondements intellectuels, à l'instar du "privilège blanc", des "théories du genre" ou du "décolonialisme" ont fait leur apparition dans la vie des Français ces dernières années. Une part importante des élites nationales, en pâmoison face à la culture américaine, s'est fait le relais fidèle de ces concepts auprès de la vieille patrie tricolore. Les Français des villes furent les premiers noyés sous ce mélange vaseux, fait de prêchi-prêcha écocitoyen, d'antisexisme puritain et d'antiracisme revanchard. Il ne se passe désormais plus une semaine en France sans mise au pilori du racisme ou sexisme présumé d'un nouvel accusé. La tradition maccarthyste est désormais importée en France, plus d'un siècle après l'affaire Dreyfus.

**"Ni la surveillance de masse, ni les privations de libertés ou la prohibition généralisée ne semblent froisser l'intelligentsia de la gauche française"**

Contre toutes attentes, en dépit de son histoire et de ses valeurs, la gauche française s'est fait le porte-voix zélé de cette nouvelle société, pourtant née dans les campus états-uniens. Exit l'anti-impérialisme américain, la défense de la laïcité ou la passion du débat et de la satire ; la nouvelle gauche se reconnaît désormais dans le puritanisme américain, défend une religion plus que la République et traîne en justice ses opposants politiques. Ni la surveillance de masse, ni les privations de libertés ou la prohibition généralisée ne semblent froisser l'intelligentsia de la gauche française, pis, elle y trouve son compte.

Les nouveaux édiles écologistes sont plus prompts aux "cours d'écoles non-genrée" et à la lutte contre le tour de France, qu'à venir en aide aux plus démunies ou à protéger leurs administrés. L'Unef [organise des réunions et manifestations interdites aux hommes et aux blancs](#), en dépit de la tradition de concorde et de fraternité française. La gauche dite de gouvernement a été débordé par le gauchisme militant en 2017 et s'est effondrée. Le PS était alors pris en étau entre la tradition républicaine et laïque et le gauchisme militant, en témoigne le second tour Valls-Hamon à la primaire socialiste.

Si les partis socialistes et communistes du début du siècle s'accompagnaient de penseurs et d'intellectuels aux racines solides, la nouvelle gauche erre, désorientée dans le débat public sans buts ni fondements théoriques. L'Europe ? Impossible de trancher. La mondialisation ? Impossible de se positionner. L'économie de marché ? Impossible de créer une alternative. La diplomatie ? Impossible de fixer un cap.

L'inconséquence de la néo-gauche sur ces sujets, pourtant fondamentaux, la réduit au militantisme de bas-étage, aux leçons de morales mielleuses et à l'indignation anti-raciste à la petite semaine.

Perdue dans le brouillard intellectuel, la gauche française se trouve incapable de condamner franchement l'hallali sonnée contre deux professeurs de l'IEP de Grenoble, tout en cautionnant les alliances locales avec les défenseurs de l'islam politique. Plus divisée que jamais, le seul trait d'union de cette gauche réside dans sa condamnation théâtrale de la pensée "réactionnaire", "conservatrice" et du "fascisme". L'acceptation de ces concepts s'avère bancale et revient le plus souvent à condamner à priori tout débat interne ou externe.

### **"La gauche sera vidée de sa substance et son contenu sera remplacé"**

Le résultat de ce chaos est simple. La gauche, même unie, est historiquement basse et représente moins de 25% de l'électorat national, elle est incapable de proposer un modèle alternatif au libéralisme et le fossé entre ses cadres dirigeants et ses sympathisants n'a jamais été aussi béant. Politiquement, la gauche ne se maintient que grâce au bon travail de ses élus locaux dans les communes, les départements et les régions, et par la résilience de ses collectifs dans les territoires. Peu à peu, les militants et les sympathisants se sentent trahis, laissés sans réponses lorsqu'il s'agit de la précarité, de l'insécurité ou de l'avenir de leurs enfants.

Si elle veut sortir de son coma, la gauche doit rompre avec l'idéologie mortifère du progressisme américain et son enfermement dans les théories racialistes et de genre. Faute de quoi, elle finira par défendre le transhumanisme et le multiculturalisme sans même sans rendre compte. Comme les entreprises victimes de l'OPA d'un fond de pension, la gauche sera vidée de sa substance et son contenu sera remplacé. Le nom demeurera, plus les idées.

# Allah und die Linke

Helmut Ortner 23. März

## Die Linke scheut das Thema Islam



Foto: Pixabay.com / suju-foto

*Der „Islamophobie“-Vorwurf soll Kritiker mundtot machen. Galt nicht Religionskritik spätestens mit Voltaire einmal als Selbstverständlichkeit? Gibt es ein Umdenken im linken Toleranz-Universum?*

Die Tat war barbarisch: Im Oktober wurde der 47-jährigen Lehrer Samuel Paty nahe seiner Schule in einem Pariser Vorort auf offener Straße enthauptet. Der Täter: ein junger islamistischer Terrorist. Patys „Verbrechen“: in seiner Unterrichtsstunde zur Meinungsfreiheit hatte er Mohammed-Karikaturen aus der Satirezeitschrift *Charlie Hebdo* gezeigt. Er wollte Denken lehren, nicht Glauben.

Der Mord löste Entsetzen aus. Präsident Macron hielt danach auf einer Trauerfeier ein Plädoyer für Meinungsfreiheit und verteidigte die religionskritischen Karikaturen und Texte. Dafür bekam er viel Kritik, vor allem in der islamischen Welt. Das sunnitische Rechtsinstitut *Al Azhar* in Kairo verurteilte Macrons Aussagen als „rassistisch und dazu geeignet, die Gefühle von zwei Milliarden Muslimen in der Welt entflammen zu lassen“. Kurz darauf kam es zu „entflammten“ Protesten in muslimischen Ländern und zu Boykottaufrufen gegen Frankreich. Beschämend aber: Macron erhielt kaum Rückendeckung aus Europa, auch nicht aus Deutschland. Keine klaren Worte aus der Politik. Keine Zeitung druckte die Karikaturen (über die Paty aufklären wollte) nach, nirgendwo gab es Solidaritäts-Demonstrationen. Man blieb im Allgemeinen, verurteilte den „Terror, woher auch immer er kommt...“. Von religiösem Wahn wollte niemand reden.

Nach Paris kam Nizza, dann Wien: Allahs verwirrte Bodentruppen setzten ihren mörderischen Amoklauf fort. Er ist der blutige Begleitrahmen eines Prozesses, der seit einigen Jahren in Gange ist: die Einschüchterung des Denkens, das Bekämpfung des Rechts auf freie Meinung, einschließlich des Rechts auf Spott. Während die Kritik an den Kirchen und am Christentum - inklusive derber Witze über Papst und Klerus - als legitim anerkannt ist, wird Kritik am Islam mit dem Vorwurf der Islamophobie zum Schweigen gebracht. Der Islam wird großflächig exkulpiert.

Dass der mörderische Terror „nichts mit dem Islam zu tun hat“, das behaupten gerne weite Teile des linken Polit-Milieus. Wer den Islam als doktrinäre, meinungs- und frauenfeindliche Ideologie brandmarkt, wird schnell des Rassismus verdächtigt. Der Begriff *Islamophobie* wird zum Verteidigungs-Kampfbegriff gegen jede Kritik am Islam gemacht. Das kritische linke Welt-

Bewusstsein - ansonsten jederzeit und allerorten gegen abrufbar - kommt zum Erliegen. 1) Eine fragwürdige linke Einäugigkeit. Was ist da los?

Warum schweigt die politische Linke, präziser: das linksliberale Moralmilieu, wenn die Werte der Aufklärung durch fundamentalistische Islamisten bedroht werden? Wie ist es möglich, dass einer sich als emanzipatorisch verstehenden Linken ausgerechnet in der Auseinandersetzung mit dem Islam ihre Sprache abhandenkommt (und sie diese notwendige Auseinandersetzung damit der Rechten überlässt)? Man sollte meinen, für Aufklärung und Freiheit zu kämpfen, gehöre zur politischen DNA der kulturell-politischen Linken. 2)

Schon nach dem Mordanschlag auf *Charlie Hebdo* am 7. Januar 2015, als zwei maskierte Täter in die Redaktionsräume der Zeitschrift eindrangen und elf Menschen bestialisch ermordeten (darunter ein zum Personenschutz abgestellter Polizist und ein weiterer Polizist auf der Flucht), gab es zahlreiche französische linke Intellektuelle, die die „Verantwortungslosigkeit“ des Satiremagazins beklagten. Sie machten *Charlie Hebdo* letztlich selbst für das Blutbad verantwortlich, weil Zeichnungen im Blatt immer wieder islamfeindlich gewesen seien. Beispielsweise auf einer Titelseite aus dem Jahr 2006, die Kurt Westergard gewidmet war, der wegen seiner Karikaturen in der dänischen Tageszeitung *Jyllands-Posten* ebenfalls von Fundamentalisten mit dem Tod bedroht worden war. Was war [auf dem Titelblatt](#) zu sehen?

Ein bärtiger Mann mit Turban hält seinen Kopf zwischen den Händen. Er weint oder ist sehr ärgerlich. In der Sprechblase steht: „Schon hart, wenn einen Idioten lieben...“. Die Zeilen über der Zeichnung erläutern: „Mohammed beklagt sich... Er wird von Fundamentalisten überrollt!“. Der Prophet beklagt sich also über die Haltung seiner fanatischen Anhänger. In einer aufgeklärten, freien Gesellschaft nennt man das politische Karikatur. Nicht jeder muss über diese Karikatur schmunzeln, jeder darf sich beleidigt fühlen. Aber Frankreich hat den Blasphemie-Paragrafen, dieses „imaginäre Verbrechen“ (Jaques de Saint Victor) schon 1871 abgeschafft.

In der Beschwörung des „Respekts vor religiösen Anschauungen“ sind sich alle Religionen einig, und mittlerweile nicht nur die. Pochten früher nur ultra-religiöse und konservative Kreise auf unbedingte Einhaltung der „Gewissens- und Religionsfreiheit“ (deren Einschränkung ja nirgendwo propagiert wird, allenfalls das Recht, Religionen, ihre Dogmen und Verkünder zu kritisieren oder diese zu verspotten), machen sich mittlerweile auch vermeintlich progressive, antirassistische Bewegungen für die Einschränkung oder Abschaffung der Meinungsfreiheit stark. Das Bündnis zwischen Religionsvertretern und progressiven Denkern sagt viel aus über die geistige dogmatische Verwandtschaft. Alle diese Bedenkenräger äußern, dass die „Laizität“ achtenswert sei, „solange sie alle religiösen Anschauungen“ akzeptiere. Dabei hat der Laizismus stets die Gläubigen, nie aber eine einzige Religion beschützt.

Viele halten politische Karikaturen, in denen Propheten und Götter nach Gusto des Zeichners „sichtbar“ gemacht werden für strafwürdige Blasphemie und *Charlie Hebdo* nach wie vor für eine islamophobe, rassistische Zeitung. Ein heuchlerischer Vorwurf.

In einer Streitschrift, die Chefredakteur Charb (Stephane Charbonnier) erst zwei Tage vor seiner Ermordung beendet hatte, wandte er sich gegen den Vorwurf, sein Magazin würde Angst und Aggression „gegen den Islam“ entfesseln. Die Tonalität des Textes wie immer provokant, polemisch, sarkastisch. Ein unerschrockenes, beeindruckendes Plädoyer für Meinungsfreiheit und gegen jegliche Zensur. 3)

Charb sollte recht behalten, denn nur wenige Monate später, nach den Massakern vom November 2015 im *Club Bataclan* und in den Straßencafes des 11. Bezirks, meldeten sich alle großen links-liberalen Geister der Republik zu Wort, so, wie er vorausgesagt hatte. Für Alain Badiou erklärten sich die Morde aus „der Leere und Verzweiflung, bedingt durch die aggressive Dominanz des westlichen Kapitalismus und der ihm dienenden Staaten“. Ein anderer Philosoph, der viel gelesene und populäre Michel Onfray, ließ wissen, für die Toten sei ausschließlich der französische Staat verantwortlich, da er eine „islamophobe Politik“ betreibe und nun ernte, was er gesät habe. 4)

Nach dem Anschlag von Nizza am französischen Nationalfeiertag, dem 14. Juli 2016, als ein Attentäter mit einem LKW in eine Menschenmenge raste, äußerte sich auch Jean-Luc Nancy, der zu den bekanntesten Philosophen der Gegenwart nicht nur in Frankreich zählt: „Wir müssen uns selbst anklagen, wir müssen endlich unser unstillbares und universelle Streben nach Macht stoppen. Wir müssen die verrückten LKWs unseres angenommenen Fortschritts stoppen und demolieren, unsere Dominanz-Phantasien und die kommerzielle Gewinnsucht“... Man könnte fragen: Hat den Mann eine gravierende Schwindsucht erfasst und seinen Geist vollends vernebelt? Die Opfer sollen für ihr Schicksal selbst verantwortlich sein. Ist das grenzenloser Zynismus, grobe Dummheit oder tiefsitzender Selbsthass? In jedem Fall eine Ermutigung für weitere mörderische Gotteskrieger und fanatische „Islamphobie“-Streiter.

### **Der Islamophobie bezichtigt**

**Im März 2021 mussten zwei Universitätsprofessoren in Grenoble um ihr Leben fürchten, weil Studenten ihre Namen in großen Lettern an das Unigebäude plakatiert hatten und sie der Islamophobie bezichtigten.** Auch in den sozialen Netzwerken hielten die von der Studentengewerkschaft *UNEF (Union nationale des étudiants de France)* unterstützten Aktivisten den beiden Professoren islamfeindliche Haltungen vor. Ausgangspunkt war eine Diskussion unter Studenten und Lehrkräften darüber, ob für ein geplantes Seminar zum Thema Gleichheit die Islamophobie gleichrangig mit Antisemitismus und Rassismus im Titel stehen sollte. Einer der beiden Professoren, Klaus Kinzler, der als Professor für deutsche Sprache und Kultur am *Institut des Sciences Po* bereits seit 25 Jahren angestellt ist, äußerte sich gegenüber Medien, es treffe ihn schwerer, dass etwa 80 Prozent seiner Professoren-Kollegen die Unterstützung verweigerten oder heuchlerisch verlauten ließen, er habe ja selbst zu der Polemik beigetragen. „Ich habe wirklich keinen Kreuzzug gegen den Islam geplant. Ich wollte nur das Konzept der Islamophobie kritisch hinterfragen“, sagte er.

Vincent T., ebenfalls Politikprofessor, sprang seinem Kollegen in Folge zur Seite und geriet auf Facebook ebenfalls ins Visier der Studentengewerkschaft *UNEF*. Eine Kollegin aus Kinzlers Institut zeigte sich über dessen Aussagen so empört, dass sie sich kurzerhand eine Woche krankschreiben ließ. Die Affäre zog laut Kinzler im Anschluss ohne sein weiteres Zutun immer weitere Kreise und erreichte nun sogar die politische Bühne. So verteidigte die beigeordnete Innenministerin Marlène Schiappa das Recht des Professors, seine Einschätzung zu dem Begriff der Islamophobie kund zu tun und kritisierte die Kampagne der studentischen Aktivisten scharf: „Nach der Enthauptung Samuel Patys ist das eine besonders widerliche Tat, denn er war genauso den sozialen Netzwerken zum Fraß vorgeworfen worden“, erklärte Schiappa im Fernsehsender *BFM-TV*. „*UNEF* hat in Kauf genommen, die beiden Professoren in Lebensgefahr zu bringen“, zeigte sich die Politikerin empört und bezeichnete es als verstörend, dass die Studentengewerkschaft in den sozialen Netzwerken zu einer beleidigenden Hasskampagne gegen die Professoren mobilgemacht habe. Auch Marine Le Pen griff nun die Debatte dankend auf und sah sich darin bestätigt, dass es an Universitäten eine „abstoßende, sektiererische Islamo-Linke gibt, die keine Grenzen kennt“. Das Verhalten der Aktivisten spielt somit auch der rechtspopulistischen Partei Frankreichs *Rassemblement National* in die Hände, der Marine Le Pen vorsteht. 5)

Fälle, in denen an Universitäten Dozenten für Meinungen und Aussagen von aktivistischen Gruppen heftiger, diffamierender Kritik ausgesetzt sind, sind mittlerweile keine Einzelfälle mehr. In Deutschland hatte die Frankfurter Uni-Professorin Susanne Schröter, Direktorin des dortigen Instituts für Ethnologie, eine Veranstaltung „Das islamische Kopftuch - Symbol der Würde oder der Unterdrückung?“ geplant und war deshalb zur Zielscheibe empörten Studenten und Aktivisten geworden. Unter dem Hashtag *#schroeter\_raus* hatten sie in den sozialen Netzwerken eine Kampagne initiiert, mit der ihre Forderung nach einer Absetzung der Professorin unterstrichen werden sollte. Die Initiative warf Schröter sowie einigen der eingeladenen Referentinnen - darunter der bekannten Autorin und Frauenrechtlerin Alice Schwarzer und der Schriftstellerin Necla Kelek - antimuslimischen Rassismus vor. Deren Positionen zum politischen Islam bezeichnete sie als „Islam-Bashing im Deckmantel der Religionskritik“. 6)



Die Universitäten und ihre Vertreter knicken nur allzu oft vor lautstark empörten Aktivisten ein. Auch die Ausladung von Rednern oder das Niederbrüllen von Diskutanten reihen sich in derartige Fälle ein. Ein solches Klima an Hochschulen und könnte zur ernsthaften Gefahr für die Meinungsfreiheit und die Debattenkultur werden.

Ob an Hochschulen, in Debatten-Foren oder auf medialen Plattformen: Wer den gegenwärtigen Islam als eine frauenfeindliche, doktrinäre und rassistische Ideologie brandmarkt, wird gern des Rassismus und als „islamophob“ verdächtigt, auch hierzulande. Die Linke hat den Begriff *Islamophobie* zum Verteidigungs-Kampfbegriff gegen jede Kritik am Islam gemacht. *Cinzia Sciuto*, in Deutschland lebende Korrespondentin der italienischen kultur-politischen Zeitschrift *MicroMega*, beschreibt ein simples Experiment, um den instrumentellen Charakter des Wortes *Islamophobie* zu verdeutlichen:

*„Auf Demonstrationen sieht man seit jeher aggressiv anti-religiöse und blasphemische Schilder und Slogans, was die [christliche] Kirche gewiss nicht erfreut. Man kann diese Slogans unangebracht, unangemessen, geschmacklos und noch vieles mehr finden, aber bisher wurde noch niemand, der sie präsentiert hat, der ‚Christophobie‘...“.* 7)

Während die Kritik an den Kirchen und am Christentum - inklusive derber Witze über Papst und Klerus - als legitim betrachtet wird, wird Kritik am Islam mit dem Vorwurf der Islamophobie zum Schweigen gebracht, gerne mit dem Hinweis, dass es sich dabei um die Religion einer Minderheit handelt, die häufig rassistischer Diskriminierung ausgesetzt sei.

Die islamischen Lobbyverbände *Inssan e.V.* und *CLAIM* („Allianz gegen Islam- und Muslimfeindlichkeit“), präsentierten im März dieses Jahres aktuelle Zahlen und Statistiken als Beleg einer zunehmenden „Islam- und Muslimfeindlichkeit in Deutschland“. Folgt man den Angaben, steigt von Jahr zu Jahr der Grad der Diskriminierung, unter der Musliminnen und Muslime in Deutschland zu leiden haben. Doch stimmt diese Aussage tatsächlich mit den empirischen Befunden überein? Der Sozialwissenschaftler Carsten Frerk, *Leiter der Forschungsgruppe Weltanschauungen in Deutschland (fowid)*, hat sich dies genauer angeschaut: „Ich bezweifle keineswegs, dass es Muslimfeindlichkeit in unserer Gesellschaft gibt“, sagt er, „aber mit den Methoden, die *Inssan* beziehungsweise *CLAIM* anwenden, lässt sich dieses bedauernde Phänomen nicht in angemessener Weise darstellen.“ ([GBS, 16.03.2021](#))

Die Forschungsgruppe warnt davor, die Ergebnisse unkritisch zu übernehmen, da sie ideologisch verzerrt sind und einer wissenschaftlichen Überprüfung nicht standhalten. „Im Zuge dieser Analyse“ schreibt Frerk in seiner Studie, „erhärtete sich immer stärker der Eindruck, dass es nicht um eine korrekte Darstellung der sozialen Verhältnisse geht, sondern um die Stärkung der Strukturen des islamischen Lobbyismus beziehungsweise des legalistischen Islamismus, der die 'Diskriminierungskarte' zückt, um sich Vorteile gegenüber anderen gesellschaftlichen Gruppen zu verschaffen. Hierzu passt, dass beide Organisationen zum Netzwerk der Muslimbruderschaft in Deutschland gezählt werden.“ Klare Worte. 8)

### **Das linke Schweigen**

Und die Linke? Sie schweigt. Ihr kritisches Welt-Bewusstsein - ansonsten jederzeit und allerorten abrufbar - kommt zum Erliegen. Galt nicht Religionskritik spätestens mit Voltaire einmal als Selbstverständlichkeit? Gibt es Rettung aus dem linken Toleranz-Delirium? Vielleicht kann die Lektüre von Ruud Koopmans dazu beitragen.

Der Niederländer ist Direktor der Abteilung „Migration, Integration und Transnationalisierung“ am Wissenschaftszentrum in Berlin und beschäftigt sich seit Jahren mit den strukturell-politischen Problemen islamischer Länder und dem grassierenden, systemimmanenten Fundamentalismus. Koopmans stellt die Frage, was Muslime und Nichtmuslime selbst tun können, um den Fundamentalismus zu schwächen und liberale, reformorientierte Kräfte innerhalb des Islam zu fördern. Zentral für den Beitrag zu einer Lösung sei es - so Koopmans - anzuerkennen, dass die Hauptursache für die Probleme der islamischen Welt nicht außerhalb des Islam - beim westlichen

Kolonialismus, bei der Islamophobie - sondern in der Mitte der islamischen Gesellschaft selbst liege, in Form einer weit verbreiteten intoleranten Glaubensauffassung, die mit Hass und Gewalt gegen Andersgläubige und Ungläubige einhergeht. Hier sieht er auch die massiven Integrationsprobleme konservativ-religiöser Muslime in westlichen Einwanderungsgesellschaften, die zu einem erheblichen Teil auf die gleichen religiösen Ursachen - etwa die ungleiche Behandlung der Frauen, die soziale Distanz zu Andersgläubigen - zurückgingen. Und hier nennt er diverse Islamverbände, deren religiöse Basisarbeit und öffentliche Verlautbarungen nur selten mit einer liberalen, weltoffenen, demokratischen Gesellschaft in Einklang zu bringen sind. So zitiert er beispielsweise eine Predigt mit dem Titel „*Der hohe Rang bei Allah: Das Märtyrertum*“ - nicht aus einer Predigt vor 200 Jahren in einem fernen Land, sondern aus einer Predigt, die 2014 in einer deutschen Moschee verlesen wurde:

*„Keiner, der das Paradies betritt, möchte zurück auf die Erde... Nur der Schahid (der Märtyrer), er möchte zurück und wieder den Märtyrertod sterben, wenn er sieht, welches Ansehen und welchen Rang er hier im Paradies genießt. Diese Frohbotschaft war es, die unseren Propheten und seine Gefährten und später auch unsere Vorfahren beseelten und sie von einer zur nächsten Front treiben, um diesen hohen Rang zu erreichen. Rein für den Weg Allahs, um Seinen Namen zu verbreiten. Für das Land und die Landsleute.“ 9)*

Fatalerweise ist ein großer Teil der bundesdeutschen Linken bislang sprachlos. Sie sollte ihr unangenehm auffälliges Schweigen beenden. Es steht der Vorwurf im Raum, in linken Weltbildern gebe es „richtige“ und „falsche“ Opfer oder *Samuel Schirmbeck*, ehemaliger ARD-Korrespondent in Nord-Afrika, hat auf diese fragwürdige linke Einäugigkeit hingewiesen. In einer Streitschrift nennt er Punkte linker Ignoranz: 10)

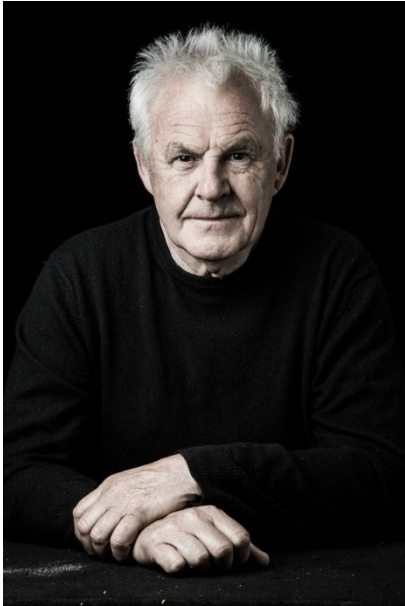
- Die Linke exkulpiert den Islam vom Terror islamischer Fanatiker, der „nichts mit dem Islam zu tun“ habe.
- Die Linke stellt Religionsfreiheit über Freiheit von Religion.
- Die Linke unterstützt religiöse Penetranz im staatlich neutralen Raum eines säkularen Staates durch Befürwortung des „Kopftuches“ für muslimische Lehrerinnen
- Die Linke akzeptiert das Verbot von Gewissens- und Religionsfreiheit für Muslime.
- Die Linke überlässt die Homosexuellen in der muslimischen Welt tatenlos ihrem Schicksal.
- Die Linke relativiert muslimischen Juden Hass.

Das linke Schweigen - so Schirmbeck - ist ignorant und beschämend. Und es wird ausgenutzt. Es ermöglicht den Fundamentalisten einerseits und Funktionären der muslimischen Verbände andererseits, den öffentlichen Diskurs und das kollektive Bewusstsein zu besetzen. Beispielsweise wenn sie - aufgerufen und organisiert von verschiedenen Gruppen und Moslemverbänden - auf die Straße gehen. Nicht gegen den Terror irrsinniger Glaubensbrüder oder für Meinungs- und Religionsfreiheit, noch weniger aus Solidarität mit den Opfern und deren Angehörigen. Ihr demonstrativer Abwehr-Mechanismus: „Es ist nicht unsere Schuld, wir müssen uns nicht rechtfertigen“.

Warum herrscht das große Schweigen, wenn die Werte der Aufklärung durch fundamentalistische Islamisten bedroht werden? Gehört nicht der Kampf für Aufklärung und Freiheit zur politischen DNA der kulturell-politischen Linken? Immerhin: Kevin Kühnert, der SPD-Vize Deutschlands, hat den Anfang gemacht und spricht von einem „blinden Fleck der Linken“. 11) Der Fraktionschef im Deutschen Bundestag Dietmar Bartsch plädiert dafür, endlich „die falsche Scham“ abzulegen und auch der populäre Grünen-Politiker Robert Habeck - bei der kommenden Bundestagswahl immerhin potentieller Kanzler-Kandidat - fordert jetzt eine konsequente Haltung im Kampf gegen militante Islamisten. Schönfärberei hält er für fehl am Platz. Sicherheitsbehörden und Justiz

müssten den radikalen Islamismus „mit der ganzen Härte des Gesetzes verfolgen“, so Habeck. Neue Töne aus dem linken Toleranz-Universum. 12)

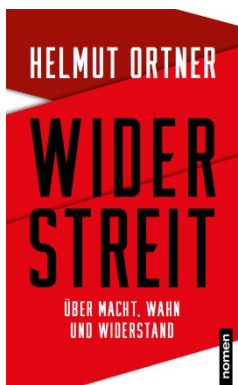
Es ist an der Zeit, dass das links-grüne Milieu ihre Zurückhaltung im Umgang mit dem politischen Islam aufgibt. Sie müssen ihre Stimme erheben, weil es auch ihre proklamierten Werte sind, die bei ausnahmslos jedem Terroranschlag mit Füßen getreten und mit Sprengsätzen in die Luft gejagt werden. Es geht um den Kampf gegen Gewalt, Terror und religiöse Anmaßung - um die Verteidigung der Weltlichkeit unseres demokratischen Verfassungsstaates. Hier gilt: der Staat vor Religion, der Bürger vor dem Gläubigen.



*Helmut Ortner, Jahrgang 1950, hat bislang mehr als zwanzig Bücher, überwiegend politische Sachbücher und Biografien veröffentlicht, u.a. Der Hinrichter - Roland Freisler, Mörder im Dienste Hitlers, Der einsame Attentäter - Georg Elser und Fremde Feinde - Der Justizfall Sacco & Vanzetti. Zuletzt erschienen: [Ohne Gnade](#) und [EXIT - Warum wir weniger Religion brauchen – Eine Abrechnung](#) (Paperback).*

*Seine Bücher wurden bislang in 14 Sprachen übersetzt. Helmut Ortner ist Mitglied bei Amnesty International und im Beirat der Giordano-Bruno-Stiftung.*

*Sein neues Buch „Widerstreit – Über Macht, Wahn und Widerstand“ (April 2021). Weitere [Bücher](#).*



## Quellen- und Literaturhinweise

1) Daniela Wakonigg / Armin Pfahl-Traughber, „Islamismus ist innerhalb der Linken meist ein Nicht-Thema“, in: Humanistischer Pressedienst vom 16. November 2020

2) Frank A. Meyer, „Denken, nicht beten“, in: Cicero, 12-2020

- 3) Charb (Stephane Charbonnier), Brief an die Heuchler - und wie sie den Rassisten in die Hände spielen, Stuttgart 2015
- 4) Die Zitate und Äußerungen von Alain Badiou und Michel Onfray , vgl. Pascal Brückner, „Die Islam-Linke oder: Die Vereinigung des Zorns“, in: Blätter für deutsche und internationale Politik, Heft 12-20, Seite 85 f
- 5) Joscha Wölbert , Hochschullehrer in Gefahr wegen angeblicher „islamophober“ Einstellungen, in: Humanistischer Pressdienst, 12. März 2021
- 6) Vgl. dazu auch: Kelec, Necla, Chaos der Kulturen - Die Debatte um Islam und Integration, Köln 2016
- 7) Cinzia Sciuto, „Stehen wir auf: gegen die Deutungsmacht der Islamisten“, in: Blätter für deutsche und internationale Politik, Heft 12-20, Dezember 2020. Ebenso: Sciuto, Cinzia, Die Fallen des Multikulturalismus in einer vielfältigen Gesellschaft, Zürich 2020
- 8) Frerk, Carsten, Forschungsgruppe Weitanschauungen in Deutschland, Studie: „Muslimfeindschaft und Empirie“,  
16. März 2021
- 9) Koopmans, Ruud, Das verfallene Haus - Die religiösen Ursachen von Unfreiheit, Stagnation und Gewalt, München 2020
- 10) Schirmbeck, Samuel, Gefährliche Toleranz - Der fatale Umgang der Linken mit dem Islam, Zürich 2018
- 11), Kevin Kühnert, „Die politische Linke sollte ihr Schweigen beenden“, in: spiegel-online 21. Oktober, 2020
- 12) Dietmar Bartsch, „Die Linke sollte ihre falsche Scham ablegen“, in: spiegel-online, 23. Oktober 2020 , ebenso Constanze von Bullion, „Robert Habeck will Islamismus konsequent bekämpfen“, in: Süddeutsche Zeitung, 30. Oktober 2020

### SOCIÉTÉ

# [Del Valle] La tyrannie des minorités ou le crépuscule de la démocratie occidentale

Après la décision de Science Po Strasbourg d'écarter le nom de promotion "Samuel Paty" et suite aux polémiques autour des profs "islamophobes" harcelés à Science Po Grenoble ou à Trappes, Alexandre del Valle replace l'islamo-gauchisme dans le contexte général de la déliquescence post-démocratique des États occidentaux délégitimés de l'intérieur par des minorités de plus en plus tyranniques.

Par [Alexandre del Valle](#)

Publié le 23 mars 2021 à 15h00



Manifestation contre "l'islamophobie" à Sciences Po Grenoble. Photo © Philippe DESMAZES / AFP

Partager cet article sur

Après les polémiques autour des professeurs [accusés « d'islamophobie » à Trappes et à Science Po Grenoble](#) par des inquisiteurs islamiquement corrects qui ont accrédité — par leur sectarisme — les propos de la ministre Frédérique Vidal sur le « danger de l'islamo-gauchiste qui « gangrène l'université », l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg a défrayé la chronique après que le nom de Samuel Paty, l'enseignant décapité le 16 octobre 2020, a été supprimé de la liste des finalistes pour le choix du nom de la promotion 2021. On se rappelle aussi du « hijab day » organisé à Science Po Paris, par des syndicats d'étudiants « solidaires des filles voilées », ou encore de [la nomination d'une militante voilée comme vice-présidente de l'UNEF](#), Maryam Pougetoux. Mais la logique de ces luttes « intersectionnelles en faveur des minorités opprimées » ne concerne pas que la chasse aux « islamophobes ». Dans plusieurs IEP, [les cours de culture générale/histoire ont été remplacés par ceux sur la théorie des genres](#), et les universités sont de plus en plus [perméables aux études indigénistes et aux minorités « racisées »](#). Cette tendance à l'hyper sexualisation et à la néo-racialisation des débats fut lancée dans les années 1990 par le défunt ex-patron de Science Po Paris, Richard Descoings, lequel inaugura également pour les concours d'entrée à Science Po la discrimination positive à l'américaine qui mit fin à la méritocratie républicaine. Ces revendications sexo-centrées, communautaristes, « racisées » ou pro-islamistes, participent en fait d'une même logique apparue après la chute du Mur de Berlin: le communisme prosoviétique cher au vieux PCF ouvrieriste et patriote de George Marchais a été remplacé par le néo-gauchisme trotskiste internationaliste-libertaire cher à la gauche sociétale repentante. Curieusement, c'est au nom de l'antifascisme que les « études indigénistes » ont réhabilité une vision racialiste du monde, pourtant propre au nazisme. De même, les « gender studies » ressuscitent la guerre des sexes et font passer la

majorité hétéro pour réactionnaire et homophobe... On a même vu apparaître un néo-féminisme pro-voile islamique qui somme de faire taire toute dénonciation de la persécution des femmes par la charià ou leur harcèlement par des « minorités de couleur » au nom d'un étrange antiracisme et

(...) la suite est réservée aux abonnés



23 Mars : Médiapart

<https://blogs.mediapart.fr/christian-delarue/blog/230321/les-pieges-de-l-identitarisme-christian-picquet>

# Les pièges de l'identitarisme - Christian Picquet

- 23 MARS 2021
- PAR CHRISTIAN DELARUE
- BLOG : BLOG ALTER DE CHRISTIAN DELARUE

Au-delà des polémiques sur "l'islamo-gauchisme", les pièges de l'identitarisme

Christian Picquet-10 mars 2021

En ces temps de confusions extrêmes, il fallait bien qu'une nouvelle éminence macronienne vînt un peu plus empuantir le climat hexagonal. Madame Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, aura manifestement voulu son quart-d'heure de notoriété en expliquant, sur le plateau de CNews, que « *l'islamo-gauchisme* » gangrénait dorénavant l'université, qu'un nombre préoccupant de chercheurs et d'enseignants confondait sciemment son travail d'investigation scientifique avec une action de propagande dès le départ orientée, et qu'il convenait de confier au CNRS la tâche d'enquêter sur ces dérives supposées. **De quoi immédiatement enclencher une polémique qui, envenimée par des événements telle la dénonciation publique de certains enseignants sur le campus de Sciences-Po Grenoble, n'aura cessé d'enfler au fil des jours.** Détracteurs de « *l'islamo-gauchisme* » et pourfendeurs autoproclamés de « *l'islamophobie* » auront alors pu s'écharper devant les caméras, la grande perdante de cette prétendue querelle intellectuelle étant... une gauche empêtrée dans ses silences et ses divisions, s'enfonçant chaque jour davantage dans ses désorientations. La joie mauvaise des thuriféraires de la politique du Prince dit assez à qui profite ce énième crime contre la pensée critique, un David Revault d'Allonnes soulignant par exemple, avec le plus parfait cynisme, que « *c'est aujourd'hui la principale ligne de fracture au sein de la gauche. Bien plus clivante que son rapport à l'économie de marché* » (*Le Journal du dimanche*, 21 février 2021).

Évacuons immédiatement la controverse lancée par Frédérique Vidal. Cette dernière a théoriquement en charge la défense de l'indépendance des hommes et des femmes placés sous son autorité, afin de garantir le pluralisme qui fait la grandeur de notre université depuis des lustres, exceptées les heures les plus noires de notre histoire, lorsque la recherche française se voyait par exemple muselée par un régime au service de l'occupant hitlérien. En annonçant vouloir commanditer une enquête sur « *l'islamo-gauchisme* » à l'université, elle s'est clairement située en rupture avec cette tradition de libertés académiques.

Il est, au demeurant, savoureux de voir une membre de l'exécutif s'inquiéter des recherches « *qui portent sur le post-colonialisme* », quand c'est l'hôte de l'Élysée en personne qui importa dans le discours officiel des éléments de langage tout droits sortis de cette école de pensée. C'était le 22 mai 2018, à l'occasion d'un colloque sur les banlieues, Emmanuel Macron n'avait pas hésité à fustiger le « *mâle blanc de plus de 50 ans* », partageant même cette aversion avec des personnages flirtant sans honte avec l'islamisme. Autres temps, autres préoccupations... Dont acte !

## LA GRANDE IMPOSTURE DU MACRONISME

Si l'injonction de Madame Vidal était suivie d'effets, elle aboutirait à pervertir la mission de ce grand organisme public de recherche scientifique et technologique qu'est le CNRS, le transformant en une police de la pensée. L'acte est d'autant plus grave qu'il intervient au moment où vient d'être révélée à la société française la souffrance de milliers de jeunes, en proie à la précarité et à des conditions d'études terriblement dégradées, et que la ministre ne s'est pas particulièrement illustrée par sa détermination à y répondre. Pire, il revient à reprendre les campagnes que développe l'extrême droite depuis des mois, précisément sur ce thème de l'influence de « *l'islamo-gauchisme* » dans l'enseignement supérieur.

L'indignation de la Conférence des présidents d'universités, comme les appels à la démission de leur ministre de tutelle lancés par de nombreux universitaires sont, à cet égard, pleinement justifiés. Les déclarations de Madame Vidal procèdent de la dérive autoritaire et liberticide de la Macronie. Ce qui est visé n'est rien d'autre que le droit de savoir et de connaître, la liberté pédagogique, et finalement la diversité des opinions à l'université. Dans le passé, la logique qui provoque présentement une véritable insurrection des consciences eût conduit au bannissement des plus grandes figures de la philosophie, de la sociologie, de la recherche historique ou de la pensée féministe. Autrement dit, de ces innombrables personnalités qui ont si fortement contribué à enrichir le patrimoine culturel de la France.

Refuser cette énième tentative de museler la réflexion ou les écrits de quiconque déplaît en haut lieu ne relève d'aucune manière de la complaisance envers des courants qui font, depuis des années maintenant, profession de détricoter l'héritage d'un siècle et plus de combats pour la laïcité, l'égalité, la République démocratique. L'action de ces courants, qui recoupe le plus souvent celle de l'islamisme intégriste, a plongé dans la tourmente le mouvement antiraciste, le syndicalisme, la gauche, les confrontant à des mises en demeure devenues à la longue éminemment déstabilisatrices.

Si, pour ce qui me concerne, je me suis toujours refusé à parler d'« *islamo-gauchisme* », c'est pour la simple raison que cette notion, initialement importée dans le débat public par Pierre-André Taguieff, sert de nos jours, non à dénoncer les errements de quelques sectes d'ultragauche, mais à stigmatiser la gauche dans son ensemble, accusée de complicité avec le plus odieux des obscurantismes. Je n'en reste pas moins convaincu, je l'ai écrit à plus d'une reprise ici, que l'identitarisme caractérisant les forces et réseaux concernés mettent en cause les finalités mêmes de cette grande aventure humaine qu'est la quête de l'émancipation.

Soyons très clairs à cet égard. Vouloir mettre en échec des gouvernants prêts à faire flèche de tout bois pour s'attirer les faveurs de l'électorat le plus réactionnaire ne vaut pas aveuglement devant les menées de courants qui, à l'université ou dans le monde intellectuel, couvrent de l'alibi antiraciste des diatribes contre le « *privilège blanc* », tendent ce faisant à substituer une lutte des races à la lutte des classes, poussent aux plus dangereux face-à-face communautaristes, quand ils ne légitiment pas une alliance mortifère avec l'intégrisme islamiste au nom de la défense des traditions originelles piétinées.

# Qu'est-ce qui menace vraiment le débat intellectuel à l'université ?

**Un collectif d'enseignants de l'Institut d'études politiques de Grenoble s'alarme de l'instrumentalisation autour de l'affaire des deux enseignants accusés d'islamophobie**

Depuis plusieurs jours, l'Institut d'études politiques de Grenoble et le laboratoire Pacte sont au centre de l'attention médiatique et de campagnes haineuses et calomnieuses sur les réseaux sociaux à la suite du collage sauvage d'affiches mettant en cause très violemment deux enseignants accusés d'islamophobie et de fascisme.

Les enseignants, chercheurs, étudiants, personnels et responsables de ces deux institutions ont apporté aux deux enseignants attaqués un soutien très clair en condamnant fermement l'injure et l'intimidation dont ils ont été victimes dans un contexte particulièrement inquiétant. Ce collage, qui a fait l'objet d'une saisine du procureur de la République par la directrice de l'Institut d'études politiques, est odieux. Il met en danger non seulement les deux enseignants cités mais aussi l'ensemble des personnels et des étudiants qui forment notre communauté et sur lesquels pèse aujourd'hui un poids trop lourd à porter.

En dépit de ce soutien, nous assistons à la propagation d'un incendie médiatique apparemment hors de contrôle dans lequel se sont associées des forces qui dépassent largement le cadre auquel aurait dû se limiter ce collage, y compris pour assurer la sécurité des personnes citées. Cet incendie est attisé depuis plus d'une semaine par les commentaires de ceux qui, tout en ignorant généralement les circonstances de cette affaire,

s'en emparent pour stigmatiser la prétendue faillite de l'université et la conversion supposée de ses enseignants, particulièrement dans les sciences sociales, à l'« islamogauchisme ».

Les circonstances qui ont conduit aux collages commencent à être connues. Parmi elles, les pressions inacceptables exercées aux mois de novembre et décembre pour faire supprimer le mot « islamophobie » d'une conférence organisée par l'Institut ont joué un rôle déterminant. Il appartient désormais aux différentes instances qui sont saisies des faits de rétablir la vérité qui a été tordue et abîmée sur les plateaux de télévision et les réseaux sociaux.

### Les principes du débat d'idées

Il nous revient en revanche, comme enseignants et comme chercheurs, d'alerter sur la gravité de ce qui est en train de se passer depuis ces collages. Nous assistons en effet à la mise en branle dans les médias d'un programme de remise en cause inédite des libertés académiques – en matière de recherche comme d'enseignement – ainsi que des valeurs du débat intellectuel à l'université.

La première liberté qui a été bafouée dans cette affaire n'est pas, en effet, la liberté d'expression ou d'opinion, comme le prétendent de nombreux commentateurs mal informés brandissant à contre-sens l'argument de la *cancel culture*. Les deux enseignants visés par les collages

ont en effet eu tout loisir de s'exprimer pendant cette affaire. Ce qui est en jeu, et qu'ils ont délibérément refusé de respecter, ce sont les principes du débat d'idées dans le cadre régi par l'université. Au premier rang de ces principes figure la nécessité de faire reposer son enseignement et ses recherches sur l'analyse des faits, et de les séparer clairement de l'expression de valeurs, de la manifestation de préjugés et de l'invective.

Cette affaire est une illustration des pressions politiques et économiques qui s'exercent aujourd'hui sur l'université dans son ensemble en France. Comment ne pas voir, dans les tensions qu'a connues notre établissement ces derniers mois, un des effets de la misère psychique et matérielle imposée à toute la communauté académique – particulièrement aux étudiants – par la pandémie et la fermeture des campus. Dans ce contexte, où chacun frôle et certains dépassent l'épuisement, invoquer seulement la « radicalisation gauchiste » des

syndicats étudiants, c'est alimenter une polémique dont l'agenda politique est assez évident au vu des acteurs qui ont porté cet argument.

Comment ne pas voir non plus derrière la libération généralisée d'une parole violemment hostile aux sciences sociales sur les plateaux de télévision l'effet d'une stratégie politique navrante du gouvernement depuis des mois. Celle-ci a culminé, il y a quelques semaines, avec le projet d'une enquête sur la prétendue « gangrène » de l'« islamogauchisme » dans nos disciplines. Il est difficile de trouver des raisons autres que purement électorales aux chimères « islamogauchistes » du gouvernement, lesquelles ont soulevé de très vives protestations dans toutes les parties de l'espace académique. Il nous paraît aussi évident qu'en soufflant sur les braises depuis des mois le gouvernement a inspiré l'offensive contre les sciences sociales à laquelle nous assistons aujourd'hui.

### Mélange de colère et de tristesse

Le sentiment qui nous envahit aujourd'hui est un mélange de colère et de tristesse. La tristesse de voir triompher ceux qui pratiquent la censure et piétinent la tradition d'ouverture et d'argumentation rationnelle du débat intellectuel, préférant manier l'outrance, le mépris et l'ironie. La tristesse de les voir préférer le soutien des défenseurs les plus extrêmes de la pensée réactionnaire à la critique de leurs pairs. La colère de constater les ravages causés par leurs propos sur tous nos étudiants et sur notre communauté. La colère encore de voir le nom de Samuel Paty [professeur d'histoire-géographie assassiné, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le 16 octobre 2020] en-

trainé dans une polémique idéologique à laquelle il est étranger, et instrumentalisé pour organiser des campagnes haineuses à l'encontre d'enseignants, de chercheurs en sciences sociales, d'étudiants et de membres du personnel administratif des universités.

Il nous reste heureusement la possibilité de retourner à notre travail. Celui que nous faisons toutes et tous depuis des années en délivrant des cours et en animant des débats argumentés sur des enjeux non moins sensibles que l'islam, comme la colonisation, les génocides et les crimes contre l'humanité, le terrorisme, la place de la science dans la société, les pratiques policières, les politiques migratoires, le populisme, le racisme, la domination masculine, le genre et la sexualité, les crises écologiques ou encore les inégalités. Pour combien de temps encore ? ■

**Premiers signataires (tous enseignants de l'Institut d'études politiques de Grenoble) :**  
Gilles Bastin, professeur de sociologie; Hélène Caune, maîtresse de conférences en science politique; Florent Gougou, maître de conférences en science politique; Claire Marynowier, maîtresse de conférences en histoire; Simon Persico, professeur de science politique; Franck Petiteville, professeur de science politique; Guillaume Roux, chercheur en science politique; Sonja Zmerli, professeure de science politique  
Liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)



**IL EST DIFFICILE DE TROUVER DES RAISONS AUTRES QUE PUREMENT ÉLECTORALES AUX CHIMÈRES « ISLAMOGAUCHISTES » DU GOUVERNEMENT**

# Sciences Po Grenoble : des enseignants-chercheurs s'inquiètent d'une « remise en cause des libertés académiques »

Près d'une trentaine d'enseignants-chercheurs, sur les 80 que compte l'IEP de Grenoble, ont signé une tribune dans le journal *Le Monde*, le 17 mars. Intitulée "Qu'est-ce qui menace vraiment le débat intellectuel à l'Université ?", elle pointe notamment du doigt l'instrumentalisation à des fins politiques de la polémique à Sciences Po Grenoble.



Les locaux de Sciences Po Grenoble sur le campus de l'UGA. Photo Le DL /Laure MAMET

Ils ont pris le temps, préférant ne pas hurler avec les loups. Près de deux semaines après [l'affaire des "collages" à l'IEP](#), 27 enseignants-chercheurs de l'établissement ont signé [une tribune dans le journal Le Monde](#) dans laquelle ils reviennent sur « les campagnes haineuses et calomnieuses sur les réseaux sociaux » à l'encontre de Sciences Po Grenoble et du laboratoire de recherche en sciences sociales Pacte, après l'emballement médiatique autour de l'affaire.

Dans ce texte, relayé sur [son site par l'Association française de sociologie \(AFS\)](#) mais aussi par plusieurs membres du réseau social Twitter, les universitaires grenoblois s'inquiètent de « la propagation d'un incendie médiatique apparemment hors de contrôle dans lequel se sont associées des forces qui dépassent largement le cadre auquel aurait dû se limiter ce collage ». Selon eux, beaucoup se sont emparés de l'affaire sur les plateaux de télévisions pour « stigmatiser la prétendue faillite de l'Université et la conversion supposée de ses enseignants à l'«islamo-gauchisme» ».

S'ils reviennent brièvement sur [les origines de la polémique](#) rappelant que l'ensemble de la communauté Sciences Po a apporté « [un soutien très clair aux deux enseignants](#) en condamnant l'injure et l'intimidation dont ils ont été victimes », ces universitaires dénoncent « la mise en branle d'un programme de remise en cause inédite des libertés académiques, ainsi que des valeurs des valeurs du débat intellectuel à l'Université ».

### ■ « Pressions politiques et économiques » sur l'Université

« Cette affaire est une illustration des pressions politiques et économiques qui s'exercent aujourd'hui sur l'Université dans son ensemble en France. Comment ne pas voir, dans les tensions qu'a connues notre établissement ces derniers mois, un des effets de la misère psychique et matérielle imposée à toute la communauté académique [...] par la pandémie et la fermeture des campus. Dans ce contexte, où chacun frôle et certains dépassent l'épuisement, invoquer seulement la « radicalisation gauchiste » des syndicats étudiants c'est alimenter une polémique dont l'agenda politique est assez évident au vu des acteurs qui ont porté cet argument », assènent les enseignants, qui disent être « envahis » de « colère et de tristesse ».

Et de suggérer [la responsabilité du gouvernement dans cette escalade de tensions](#) : « Comment ne pas voir non plus derrière la libération généralisée d'une parole violemment hostile aux sciences sociales sur les plateaux de télévision l'effet d'une stratégie politique navrante du gouvernement depuis des mois. Celle-ci a culminé, il y a quelques semaines, avec le projet d'une enquête sur la prétendue « gangrène » de l'«islamo-gauchisme» dans nos disciplines. Il est difficile de trouver des raisons autres que purement électorales aux chimères «islamo-gauchiste» du gouvernement ».

Concernant les circonstances « qui ont conduit aux collages », les 27 concluent : « Il appartient désormais aux différentes instances qui sont saisies des faits de rétablir la vérité qui a été tordue et abîmée ».



## 24 Mars : Ouest-France

<https://www.ouest-france.fr/societe/point-de-vue-le-temps-de-l-invective-et-l-hysterisation-du-debat-societal-6d14099e-8b18-11eb-be07-a782e4049e5a>

### POINT DE VUE

## « Le temps de l’invective et l’hystérisation du débat sociétal »



« On ne raisonne pas bien avec ses tripes et quel que soit le domaine envisagé, seuls l’échange contradictoire, le conflit régulé des opinions permettent d’accéder à un plus haut degré d’intelligence », selon Jacques Le Goff, Professeur émérite de Droit public (Brest-Quimper).

Les locaux de Sciences Po Grenoble (Isère), photographiés le 11 avril 2020. | AFPAfficher le diaporama  
[Ouest-France](#)

Jacques Le Goff. Publié le 24/03/2021 à 07h34

Des enseignants s’interrogent sur la pertinence du concept d’islamophobie et la justesse de l’associer à celui d’antisémitisme : quoi de choquant à cela dans un espace universitaire, l’Institut d’études politiques de Grenoble, dédié au questionnement critique ? Las, ils soulèvent une tempête et se voient taxer de fascisme, sur les murs de l’établissement, leurs noms dévoilés les désignant à la vindicte populaire... L’épisode ne mériterait pas de retenir l’attention s’il ne confirmait une forte tendance à l’hystérisation du débat sociétal depuis quelques années. Souvenons-nous de la campagne de dénigrement subie par Marcel Gauchet en 2014 à l’occasion du Rendez-vous de l’histoire de Blois, de l’interdit de parole opposé à Christiane Agacinski à l’Université de Bordeaux, à Alain Finkielkraut à l’IEP de Paris. Plus récemment, les auteurs de *Races et sciences sociales*, Gérard Noiriel et Stéphane Beaud, ont pareillement subi des flots d’injures.

Comme si sur des sujets aussi sensibles que les questions d’identité raciale et religieuse, le débat devait dégénérer en pugilat, le fiel remplaçant le sel d’une conversation argumentée en raison. Il est si simple de s’épargner de fastidieuses démonstrations en disqualifiant séance tenante la personne du contradicteur érigé en ennemi à liquider comme tel sur le champ. A Grenoble, les contestataires n’ont pas manqué de demander la démission des enseignants visés sinon leur révocation. Drôle de manière d’honorer les vertus de la confrontation des opinions en démocratie ! On pense au mot de St Just en 1791 : Sois mon frère ou entre dans les prisons !.

# Court-circuit entre morale et politique

Ce n'est pas nouveau, dira-t-on. Non, sans doute. Mais les réseaux sociaux amplifient le phénomène en le radicalisant.

Il y a une dizaine d'années, l'opuscule de Stéphane Hessel *Indignez-vous* avait suscité un tel enthousiasme que l'auteur avait dû en publier un second *Engagez-vous*, sous-entendu convertissez votre indignation en action efficace. Il alertait sur le fait que le sentiment non seulement ne suffit pas mais, déconnecté de la raison, peut devenir dangereux dans une forme d'ivresse vertueuse en cédant à ce qu'Henry Duméry nommera la tentation de faire du bien, entendons la tentation de se croire tout permis au nom de la grandeur de la fin poursuivie. La philosophe Hannah Arendt nous avait bien prévenus des risques inhérents au court-circuit entre morale et politique dans ce qu'elle nommait la politique de la pitié. Si j'agis politiquement pour autrui sur le mode de l'indignation, à la manière de Robespierre et St Just, le tribunal populaire n'est jamais loin où procureurs et commissaires politiques trépignent de sanctionner les manquements à la vertu. A tout moment, la compassion sans nuance (voir Jean Birnbaum, *Le courage de la nuance*, Seuil) alliée au ressentiment peut se retourner en jugements expéditifs dont la cruauté et l'inhumanité se légitiment par la justice de la cause défendue. Répétons-le crûment, on ne raisonne pas bien avec ses tripes et quel que soit le domaine envisagé, seuls l'échange contradictoire, le conflit régulé des opinions permettent d'accéder à un plus haut degré d'intelligence. On est plus intelligents à deux aimait à dire Maurice Merleau-Ponty.

L'indignation et la révolte, nécessaires comme déclencheurs de l'action, ne prennent tout leur sens qu'au prix d'un travail d'ouverture à l'argumentation adverse dans le jeu du contradictoire inhérent à la règle de justice politique en démocratie.



## 25 Mars : Le Monde (tribune de K. Kinzler et V. Tournier)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/25/il-nous-est-d-autant-plus-douloureux-de-recevoir-ces-lecons-de-neutralite-que-les-sciences-sociales-sont-gagnees-par-un-processus-massif-de-politisation\\_6074370\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/25/il-nous-est-d-autant-plus-douloureux-de-recevoir-ces-lecons-de-neutralite-que-les-sciences-sociales-sont-gagnees-par-un-processus-massif-de-politisation_6074370_3232.html)

« Il nous est d'autant plus douloureux de recevoir ces leçons de neutralité que les sciences sociales sont gagnées par un processus massif de politisation »

### TRIBUNE

**Klaus Kinzler**

Professeur agrégé d'allemand à l'IEP de Grenoble

**Vincent Tournier**

Maître de conférences en sciences politiques à l'IEP de Grenoble

S'estimant injustement critiqués par leurs collègues de l'IEP de Grenoble, **Vincent Tournier** et **Klaus Kinzler** revendiquent dans une tribune au « Monde » la liberté et la raison, rappelant que l'enseignement n'est pas une tribune politique.

Publié le 25 mars à 04h45 Temps de Lecture 5 min.

**Tribune.** La [tribune publiée par des enseignants de Science Po Grenoble](#), très violemment à charge contre nous, soulève des problèmes qui dépassent le cas de nos personnes pour illustrer la crise que traverse actuellement l'université française.

Certes, les signataires ont pris soin de dénoncer fermement les affichages sauvages qui ont vu [nos deux noms apparaître](#) sur les murs de l'Institut d'études politiques (IEP), situation qui nous vaut d'être placés sous protection policière.

Toutefois, comme le démontre la suite de leur tribune, l'objectif est ailleurs. Pour les signataires, il s'agit d'abord de soutenir, sans craindre les contradictions et les invectives (merci pour la « *pensée réactionnaire* »), que le vrai problème réside, premièrement, dans notre refus d'utiliser le terme « islamophobie » lors d'un cycle officiel de conférences à l'IEP et, deuxièmement, dans notre manque supposé de rigueur en tant qu'enseignants. En clair, nous serions de mauvais enseignants et de vrais idéologues, tout le contraire évidemment de nos accusateurs.

Cette version est commode. Elle permet de botter en touche la question centrale de la liberté d'expression. Pour eux, cette liberté ne serait absolument pas en cause ici puisque, disent-ils, nous sommes les seuls censeurs et que, de surcroît, nous avons eu tout le loisir de nous exprimer dans les médias.

Ce faisant, ils se gardent bien de discuter les raisons pour lesquelles nous nous sommes opposés à la notion [d'islamophobie](#), ce que nous avons fait par ailleurs (*Le Point* du 10 mars et du 16 mars), comme ils se gardent bien de rappeler que, quinze jours avant l'affichage de nos noms, un syndicat étudiant avait souhaité faire interdire l'un de nos enseignements (un simple cours à option !) et lancé un appel public à la délation sur Facebook. Pourquoi de tels agissements ne sont-ils pas rappelés, et pourquoi nos accusateurs ne se sont-ils pas insurgés à ce moment-là ?

### **Prétendue vérité scientifique**

Au lieu de s'expliquer, nos collègues préfèrent nous accuser d'avoir, dans nos enseignements, « *refusé de respecter (...) les principes du débat d'idées* », en l'occurrence « *la nécessité de faire reposer son enseignement et ses recherches sur l'analyse des faits et de les séparer clairement de l'expression de valeurs, de la manifestation de préjugés et de l'invective* ».

Nous souscrivons évidemment à cet idéal. L'enseignement n'est pas une tribune politique. Toutefois, prétendre qu'il est possible de séparer radicalement les faits et les opinions n'est guère convaincant et sert souvent à masquer une instrumentalisation asymétrique de la neutralité.

Les sciences sociales et politiques ne sont pas et ne seront jamais des sciences dures. Ce sont des sciences molles où l'interprétation demeure importante et incompressible. Ceux qui pensent le contraire sont dans le déni. La science politique est une discipline généraliste ; elle implique de s'intéresser à divers sujets sans qu'il soit besoin, ou même possible, d'avoir un doctorat à chaque fois.

Notre tâche est d'éveiller la curiosité, de susciter l'intérêt, d'engager des débats en multipliant les points de vue pour tester ceux qui sont les plus cohérents ou les plus conformes à la réalité ; nous devons bien sûr documenter nos analyses, ce que nous essayons de faire autant que possible, mais il ne paraît guère sérieux de vouloir clore certaines discussions sur la base d'une prétendue vérité scientifique qui n'existe que lorsque cela arrange. Prétendre que l'islamophobie est un concept scientifique indiscutable est aussi absurde que dire que l'islamo-gauchisme n'a aucune réalité.

## Débat ouvert et pluriel

Il nous est d'autant plus douloureux de recevoir ces leçons de neutralité que les sciences sociales sont aujourd'hui gagnées par un processus massif de politisation. Les auteurs de la tribune sont eux-mêmes souvent plus engagés que nous dans la vie publique ou dans les débats médiatiques : tel universitaire milite dans des réseaux politiques, tel autre affirme que les minorités sont opprimées par les pouvoirs publics, tel autre accuse l'Etat français d'être le principal responsable des attentats contre *Charlie Hebdo*, tel autre encore ne cesse d'expliquer que la police est responsable de la délinquance et des violences.

### Prétendre que l'islamophobie est un concept scientifique indiscutable est aussi absurde que dire que l'islamo-gauchisme n'a aucune réalité

A la fin de leur tribune, les signataires invitent à revenir à « *des débats argumentés sur des enjeux non moins sensibles que l'islam, comme la colonisation, les génocides et les crimes contre l'humanité, le terrorisme, la place de la science dans la société, les pratiques policières, les politiques migratoires, le populisme, le racisme, la domination masculine, le genre et la sexualité, les crises écologiques ou encore les inégalités* ».

En quoi aurions-nous empêché qui que ce soit de lancer ce genre de débats, nous qui nous efforçons au contraire depuis vingt-cinq ans de maintenir vivace la tradition du débat ouvert et pluriel ? Du reste, on peine à comprendre pourquoi nos détracteurs veulent imposer à l'agenda pédagogique des sujets sur lesquels ils possèdent rarement une authentique expertise, alors qu'ils nous reprochent justement de manquer de qualifications.

Plus grave : la simple existence de cette liste sonne comme un rappel à l'ordre. Nos collègues nous disent : voilà quels sont les champs légitimes de la discussion académique actuelle. Pour le reste, circulez. S'ils mentionnent les enjeux liés à l'islam, c'est du bout des lèvres, et tel est bien notre problème : alors que ce sujet a pris une importance considérable dans la société actuelle, créant des fractures béantes, nos collègues nous somment de regarder ailleurs.

## Posture idéologique

On comprend pourquoi la contestation de l'islamophobie provoque chez eux autant de rejet : ils ne peuvent admettre que, comme tout le monde, leur grille de lecture repose moins sur un socle scientifique que sur une posture idéologique.

Or, une question se pose : eux qui se targuent d'incarner une ligne scientifique et objective, qu'ont-ils fait pour analyser les périls qui nous ont frappés depuis [les attentats de 2012](#) ? Quelle a été leur contribution à la compréhension de ces événements qui n'ont pas d'équivalent dans notre histoire contemporaine ? Qu'ont-ils fait pour alerter sur la montée de [l'antisémitisme](#) et de [l'islamisme](#) ? En quoi leurs recherches contribuent-elles à résoudre les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui ?

Le plus déroutant dans cette histoire est de constater que les auteurs de cette tribune ne sont guère différents des pieds nickelés qui ont collé les affiches : les uns et les autres se retrouvent pour nous accuser d'être « islamophobes » et « fascistes », la seule différence étant que nos collègues le font de manière plus feutrée, plus chic, plus perfide aussi.

Nous voulons croire que la ficelle est trop grosse et qu'une telle tribune permettra de prendre conscience de l'état problématique dans lequel se trouve l'université française. De notre côté, nous continuerons à rester fidèles à ce qui demeure notre idéal, que ce soit comme enseignants ou comme citoyens : la liberté et la raison.

**Klaus Kinzler** (Professeur agrégé d'allemand à l'IEP de Grenoble) et **Vincent Tournier** (Maître de conférences en sciences politiques à l'IEP de Grenoble)

25 Mars : Neue Zürcher Zeitung

<https://www.nzz.ch/international/frankreich-kontroverse-um-linke-studentengewerkschaft-unef-ld.1608386>

## Vorwürfe des Rassismus und Aufrufe zum Verbot von Frankreichs grösster linker Studentengewerkschaft

Die Studentengewerkschaft Unef sieht sich in Frankreich scharfer Kritik ausgesetzt, weil sie nach Hautfarbe getrennte Treffen organisiert hat, um über Diskriminierung zu diskutieren. Rechte Politiker fordern die Auflösung der Organisation.

Ulrich von Schwerin 25.03.2021, 11.20 Uhr



## Unef spielt eine wichtige Rolle bei den Protesten gegen die Verarmung der Studierenden. Nun steht die linke Gewerkschaft aber wegen einer ganz anderen Frage in der Kritik.

Ist Frankreichs traditionsreiche linke Studentengewerkschaft Unef rassistisch, gar faschistisch? Dies meint auf jeden Fall der französische Bildungsminister Jean-Michel Blanquer: [In einem Interview warf der konservative Politiker der Gewerkschaft am vergangenen Freitag vor](#), sie verhalte sich rassistisch, indem sie Menschen nach ihrer Hautfarbe unterscheide. Dies könne «zu Dingen führen, die an den Faschismus erinnern». Umgehend schlossen sich andere Politiker der Kritik an und forderten die Auflösung der 1907 gegründeten Gewerkschaft.

Der Grund für die Empörung über die Union nationale des étudiants de France (Unef) ist deren Praxis, nach Geschlecht und Hautfarbe getrennte Treffen abzuhalten, um über Diskriminierung zu diskutieren. Über die sporadisch organisierten Treffen hatte die linke Zeitung «Le Monde» erstmals 2017 berichtet, doch kochte die Diskussion darüber erst richtig hoch, als die Unef-Präsidentin Mélanie Luce am 17. März in einem Fernsehinterview die Abhaltung solcher Treffen bestätigte.

### Diskriminierung gegen Weisse

Viele Politiker warfen Unef daraufhin [Rassismus gegen Weisse vor, wenn diesen der Zutritt zu bestimmten Veranstaltungen untersagt werde](#). «Was würden wir sagen, wenn Klassenräume für Araber oder Schwarze verboten wären?», fragte der Europaabgeordnete François-Xavier Bellamy. Vertreter der konservativen Partei Les républicains und des rechtsextremen Rassemblement national forderten die Streichung aller Subventionen oder gar ein Verbot der Gewerkschaft.

Der Präsident des Dachverbands jüdischer Organisationen (Crif), Francis Kalifat, meinte, er würde eine Auflösung von Unef genauso begrüßen, wie er die Auflösung der Génération identitaire begrüsst habe.

Diese Parallele zu der rechtsextremen Bewegung wies die Unef-Präsidentin Luce entschieden zurück. Das gezeichnete Bild ihrer Gewerkschaft sei eine Karikatur. «Wir sind nicht linksextrem, wir sind progressiv und vereinen verschiedene politische Strömungen», sagte Luce.

## **Streit um den Begriff Islamophobie**

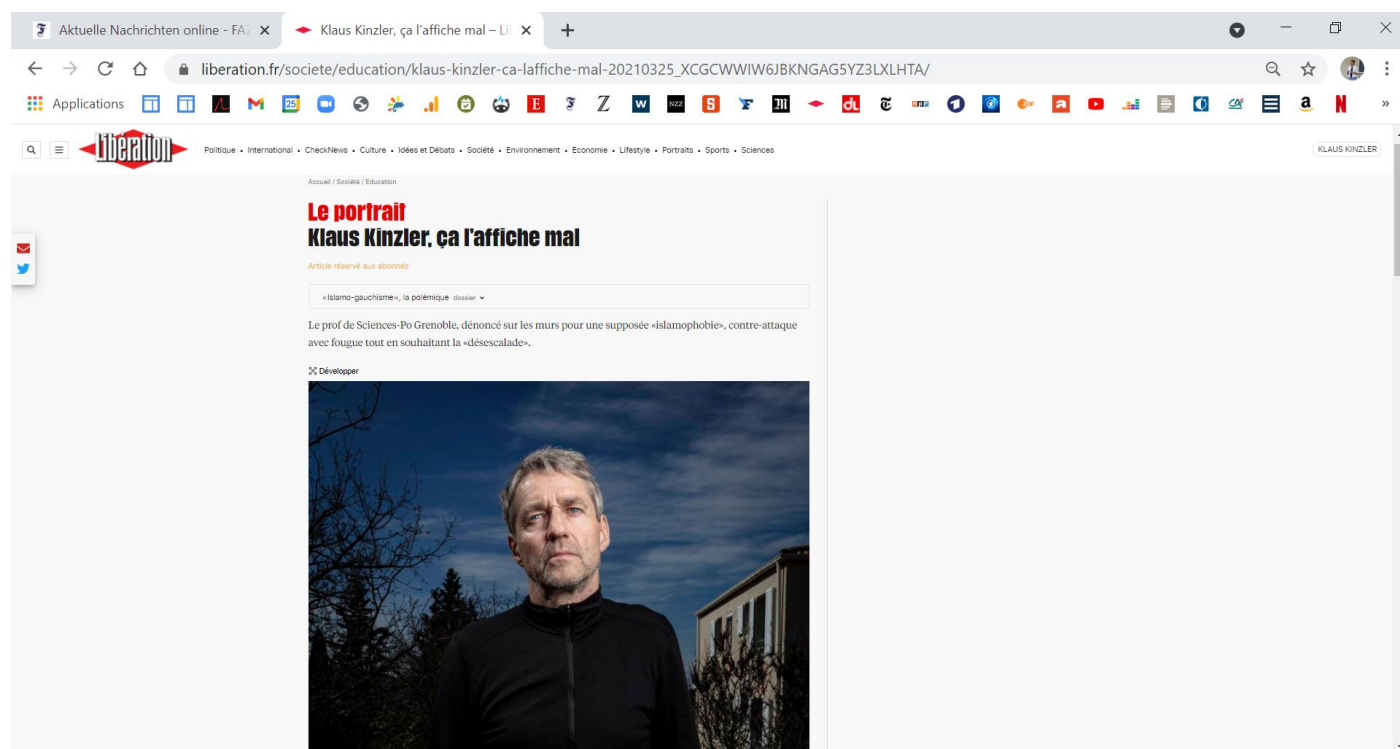
Die Gewerkschaft hat eine lange Geschichte in Frankreich und war jahrzehntlang die grösste Studentengewerkschaft des Landes. Zahlreiche linke Politiker, Wissenschaftler und Intellektuelle sind aus ihr hervorgegangen. In jüngster Zeit verlor Unef aber an den Universitäten gegenüber der moderateren Gewerkschaft Fage an Rückhalt. [Wegen ihrer Haltung zu Fragen der Laizität, des Rassismus und des Postkolonialismus geriet sie auch auf der Linken in die Kritik.](#)

**Hintergrund der jüngsten Kontroverse ist ein Vorfall an der Hochschule Sciences Po in Grenoble, wo zwei Dozenten wegen ihrer Ablehnung des Begriffs Islamophobie angefeindet worden waren.** Die lokale Unef-Vertretung sorgte für Empörung, als sie ein Foto von Plakaten am Uniportal verbreitete, auf denen die Dozenten scharf attackiert wurden. [Die Unef-Präsidentin distanzierte sich von der Aktion, warnte aber auch vor den Gefahren der Islamfeindlichkeit.](#)

## **Ehemalige kommen Unef zu Hilfe**

Luce beklagte, dass die gesamte Arbeit von Unef durch die Kontroverse in den Schatten gestellt werde. Die fraglichen Treffen dienten lediglich dazu, sich unter Betroffenen über Diskriminierung auszutauschen. [Unterstützung erhielt sie von Jean-Luc Mélenchon von der linken Partei La France insoumise:](#) «Wenn sich Anonyme Alkoholiker versammeln, geschieht dies aus Hass auf Nichtalkoholiker? Wenn sich Frauen versammeln, geschieht dies aus Hass auf Männer?», fragte er. [In einem Meinungsbeitrag in «Le Monde» wandten sich auch 250 zum Teil prominente ehemalige Unef-Mitglieder](#) gegen die Forderung nach Auflösung der Gewerkschaft. Zu den kritisierten Treffen äusserten sie sich nur zurückhaltend, hoben aber die Verdienste von Unef im Kampf gegen Kolonialismus und für die Interessen der Jugend hervor. In einer Zeit, da viele junge Leute wegen der Corona-Pandemie verarmten und gezwungen seien, ihr Studium aufzugeben, so betonten sie, brauche es Organisationen wie Unef in der öffentlichen Debatte.

# 26 Mars : Libération (Portrait)



[https://www.liberation.fr/societe/education/klaus-kinzler-ca-laffiche-mal-20210325\\_XCGCWWIW6JBKNGAG5YZ3LXLHTA/](https://www.liberation.fr/societe/education/klaus-kinzler-ca-laffiche-mal-20210325_XCGCWWIW6JBKNGAG5YZ3LXLHTA/)

## **Le portrait**

# Klaus Kinzler, ça l'affiche mal

## «Islamisme-gauchisme», la polémique / Dossier

Le prof de Sciences-Po Grenoble, dénoncé sur les murs pour une supposée «islamophobie», contre-attaque avec fougue tout en souhaitant la «désescalade».



**Klaus Kinzler, le 22 mars 2021. (Olivier Monge)**

par [Alain Auffray](#) et photo Olivier Monge. myop  
publié le 25 mars 2021 à 19h56



On l'avait pourtant supplié de se faire discret. La mésaventure de Klaus Kinzler, professeur d'allemand publiquement accusé d'«*islamophobie*» sur le campus de Sciences-Po Grenoble, était devenue une affaire nationale. Manifestation de «*l'islamo-gauchisme*» qui gangrènerait les universités pour les uns, illustration des ravages d'un nouveau maccarthysme pour les autres. Loin de calmer le jeu, Kinzler a vidé son sac, dans un élan donquichottesque. Il se dit victime de procès staliniens, dénonce des étudiants aux cerveaux lessivés qui font régner la terreur. Il accuse surtout ses collègues : «*La majorité d'entre eux n'a pas le courage de dire que je suis un démocrate ! Je suis là depuis vingt-cinq ans, et personne pour dire : "Je connais ce garçon : il n'est ni fasciste ni raciste !"*» s'empporte-t-il devant tous les micros tendus, dans son français parfait, avec un fort accent allemand.

Regard bleu, tignasse blonde, ce visage tourmenté a parfois des expressions qui rappellent son presque homonyme, le colérique Klaus Kinski, terreur des plateaux de tournage. Tout en proclamant son amour pour sa patrie d'adoption, Kinzler convient, avec une pointe de fierté, qu'il est resté «*très allemand*». Il le manifeste par son franc-parler : «*Je ne maîtrise pas l'art français du langage diplomatique.*» Allemand, il l'est surtout quand il en appelle à l'Etat de droit. Parce qu'il n'admet pas que l'on puisse s'affranchir de la loi au motif que l'on serait «*en lutte*», il a confié à l'avocat Patrick Klugman le soin de saisir la justice pour diffamation. «*La République avait perdu en Samuel Paty un de ses fils, elle gagne en Klaus Kinzler un de ses hérauts les plus impressionnants. [...]. Il y a du Parsifal chez cet idéaliste qui nous tend le miroir de nos propres lâchetés*», a écrit dans *l'Express* le germaniste Sylvain Fort, ex-plume d'Emmanuel Macron. «*Parsifal*» ? Klaus Kinzler balaie d'un grand rire cet encombrant panégyrique. Wagner, ce n'est pas son truc. Il n'en a que pour Bach, qu'il n'a jamais cessé de jouer.

Il vit désormais sous protection policière. Ses cours ne reprendront pas avant la fin de l'année universitaire. Mais il a bon espoir de retrouver ses étudiants à la rentrée prochaine. «*Je suis dans une logique de désescalade*», dit-il. «*L'escalade*» ? Elle commence quand l'IEP prépare l'édition 2021 de sa «*semaine de l'égalité*». «*Racisme, islamophobie, antisémitisme*» : tel sera l'intitulé de cet événement. Klaus Kinzler affirme que l'islamophobie n'a rien à y faire, ce mot étant, selon lui, «*l'arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous*».

Il pensait en avoir fini avec cette pénible controverse quand survint l'affichage fatidique. Le 5 mars, en pleine randonnée cycliste dans le massif de la Chartreuse, on lui apprend qu'à l'entrée de l'université, un collage proclame que «*l'islamophobie tue*» et le désigne nommément comme un «*fasciste*». Depuis ce 5 mars, Kinzler a reçu plus de 3 500 mails. Une élève qui le trouve «*trop libéral*» l'assure pourtant de son soutien, jugeant «*important d'avoir en face de nous des positions qui nous choquent et nous permettent d'affiner nos opinions*». Ceux qui l'ont connu à ses débuts ne disent pas autre chose. Emmanuelle Ducros, journaliste à *l'Opinion*, se souvient d'un jeune prof «*drôle et sympa, ni dogmatique ni péremptoire*». Au milieu des années 90, il consacrait ses cours à la chute du Mur et à la réunification. Et aussi au fameux livre enquête de Günter Wallraff, *Tête de Turc*, puissant réquisitoire contre la xénophobie ordinaire. Quand il aborde les questions de l'immigration et de l'intégration, il va chercher ses références chez des universitaires controversés, comme la démographe Michèle Tribalat ou le sociologue Ruud Koopmans. Ce dernier s'attire des critiques comparables à celles qui visent Gilles Kepel. Sa thèse, résumée par Kinzler : «*La religion musulmane serait, plus encore que les discriminations, un frein à l'intégration dans les sociétés européennes.*»

Fou de montagne, il a pris racine à Grenoble. Loin de Stuttgart, la ville qui l'a vu naître. Cadre dirigeant dans l'industrie, son père était le descendant d'une longue lignée de pasteurs prussiens. Klaus Kinzler raconte son grand-père né sous Bismarck en 1882 : «*C'était un personnage austère, père de dix enfants, piétiste, très dur.*» Le côté maternel raconte une autre histoire allemande. Après la chute du Mur, ces aristocrates qui avaient fui l'annexion en 1945 sont allés à la recherche des restes du château familial, dans la Basse-Silésie devenue polonaise. Il ne restait rien, si ce n'est quelques débris de vaisselle que Klaus a ramassés devant sa mère en larmes. Chez les Kinzler, à la fin des années 70, on était déjà un peu écolo et surtout très pacifiste. Sauf Klaus. En sortant du lycée, il dit son intention de devenir militaire, à une époque où les enfants de la bourgeoisie se faisaient souvent objecteurs de conscience. «*Je voulais aller à l'armée pour défendre la démocratie. Mes sœurs et ma mère trouvaient que ce n'était pas une bonne idée. J'étais le réac de la famille.*»

«*Pas très bon élève*», il se rêvait, au lycée, athlète de haut niveau. Quarante ans plus tard, le sport reste sa grande affaire : alpinisme, randonnée à ski, VTT. Il possède dans l'Oisans une petite maison, inaccessible en voiture. «*L'hiver, il faut mettre les peaux de phoque. Je ne pourrais pas vivre ailleurs, je vais mourir ici.*» Français, il l'est devenu au hasard de ses errements de jeune homme. A 24 ans, il s'offre une itinérance en Europe. Il se pose à Nice, décroche un poste de lecteur au lycée Masséna et tombe amoureux d'une fille d'immigrés tunisiens. Les parents n'acceptent pas cette liaison. Le couple devra se réfugier en Allemagne, loin de la famille qui menaçait d'envoyer la jeune femme au bled. Ainsi commence sa vie française auprès de celle qui lui donnera un fils et dont il est aujourd'hui séparé. Au lycée, un ami prof de khâgne va l'initier à la littérature, lui qui ne parle encore qu'un français approximatif. Autodidacte obstiné, gros bosseur, Kinzler se lance dans Proust, notant dans un carnet les mots inconnus. «*Je me suis acharné*», raconte-t-il. Trente-cinq ans plus tard, il met le même acharnement à classer, archiver, commenter tout ce qui concerne l'affaire qui bouscule sa vie.

«*Se fonder une existence en France*» : c'est pour cela qu'il est devenu prof, après s'être fait naturaliser. Il travaillera «*comme une brute*» pour passer l'agrégation. La première fois qu'il a voté, c'était pour Mitterrand. Il préférera Sarkozy à Royal, puis Macron à Fillon. En Allemagne, il est «*fan de Merkel*». Mais dans son Bade-Wurtemberg natal, ce binational a choisi l'écologiste Winfried Kretschmann : «*Je l'adore, c'est un Vert conservateur comme je les aime.*» A Grenoble, il apprécie le maire Eric Piolle, «*homme intelligent*», mais il ne le ralliera pas, le jugeant «*trop proche des mélenchonistes.*»

**1959** Naissance à Stuttgart.

**1983** S'installe en France.

**1993** Naissance de son fils.

**2021** Dénoncé comme «islamophobe» sur les murs de Sciences-Po Grenoble.

## 26 Mars : Le Point

[https://www.lepoint.fr/invites-du-point/laetitia-strauch-bonart/strauch-bonart-universite-en-finir-avec-la-reductio-ad-trumpum-26-03-2021-2419509\\_3096.php](https://www.lepoint.fr/invites-du-point/laetitia-strauch-bonart/strauch-bonart-universite-en-finir-avec-la-reductio-ad-trumpum-26-03-2021-2419509_3096.php)

# Strauch-Bonart - Université : en finir avec la « reductio ad Trumpum »

**ÉDITO. Les populistes apprécient peu les études sur le « genre » ou la « race ». Cela ne fait pas de tous les détracteurs de ces disciplines des réactionnaires.**



Strauch-Bonart - Université : en finir avec la « reductio ad Trumpum »

*Strauch-Bonart*

Publié le 26/03/2021 à 09h05

**ÉDITO. Les populistes apprécient peu les études sur le « genre » ou la « race ». Cela ne fait pas de tous les détracteurs de ces disciplines des réactionnaires.**

Depuis que la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a annoncé vouloir lancer une enquête afin de débusquer les tentations « islamo-gauchistes » à l'université, et que **deux enseignants de l'IEP Grenoble ont été dénoncés publiquement comme « islamophobes » et « fascistes » pour avoir interrogé le concept d'islamophobie**, les désaccords du monde intellectuel sur le bien-fondé des cultural studies, ces disciplines portant sur le « genre » ou la « race » et les dominations qui y sont associées, ont repris de plus belle.

Une grande partie des chercheurs concernés, qui ne cachent pas leurs préférences partisans, et certains médias et militants de gauche, ont pris l'habitude de botter en touche face aux questions dérangeantes sur la scientificité de ces disciplines en arguant que ceux qui les critiquent sont des « réactionnaires ». C'est ce qu'a fait récemment un collectif d'enseignants du même IEP dans une tribune publiée par Le Monde, ou encore le professeur de philosophie Sandra Laugier dans un texte pour Libération au titre explicite, « Intellectuels de tous les pays, dé-trumpez-vous », où elle établit un lien entre la critique française de ces studies et la détestation de Donald Trump et autres populistes à l'égard de ces champs de recherche.

Contamination symbolique. Donald Trump, Jair Bolsonaro et Viktor Orban ont effectivement usé de leur pouvoir pour faire reculer les disciplines universitaires qui leur déplaisaient : l'ancien président américain a mis fin en 2020 à l'enseignement de la « théorie critique de la race » dans les administrations publiques; en 2019, le président brésilien réfléchissait à allouer les fonds fédéraux destinés aux sciences sociales à d'autres filières; et, en 2018, le Premier ministre hongrois bannissait les études de genre de l'université. Pour autant, faire état de cette proximité n'est pas un argument mais une classique reductio ad Hitlerum : la tentative d'invalider une position pour la simple raison qu'une personne détestable la partage, en faisant jouer la contamination symbolique. Ainsi, il est faux de dire que les végétariens sont des nazis simplement parce que Hitler était végétarien. Malgré son caractère irrationnel, pourtant, la reductio ad Hitlerum - et désormais ad Trumpum - a encore de beaux jours devant elle.

Cette intimidation morale n'est pas seulement nuisible au débat argumenté, elle incite les progressistes allergiques à la vision identitaire des cultural studies à se taire, par peur ou solidarité, confirmant malheureusement la fausse impression que le débat actuel se déroule entre les gentils woke et les méchants réacs.

Les sodas casher de Taleb. Elle empêche aussi les modérés, de droite ou de gauche, qui sont les plus nombreux d'entre nous, de répondre de façon adéquate aux dérives de ces études. L'intuition de la majorité la pousse à s'y opposer radicalement, mais, craignant les procès en trumpisme, elle préfère nouer des compromis avec l'identitarisme de gauche. C'est pourtant une bien mauvaise idée. Le raisonnement du philosophe Nassim Nicholas Taleb, dans son livre Jouer sa peau, peut aider à le comprendre. Il y explique qu'un groupe intolérant qui veut imposer ses règles mais ne consent pas à celles des autres l'emportera toujours sur la majorité tolérante, prête à adopter les choix d'autrui car elle y est indifférente. Taleb donne l'exemple des sodas aux États-Unis, dont il a remarqué qu'ils sont presque toujours casher : puisque les juifs pratiquants ne peuvent pas faire de compromis à cet égard mais que la majorité y est prête, les industriels ne produisent que des sodas casher, qui seront bus par les juifs pratiquants comme par tous les autres. Dans le cas qui nous occupe, cela signifie que si les modérés ne critiquent pas avec force, eux aussi, les études culturelles, elles continueront de prospérer sous leur forme actuelle. Quand les principes fondamentaux de nos sociétés sont en jeu, même les plus tolérants doivent apprendre à être intolérants§

30 mars : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2019/04/01/31003-20190401ARTFIG00100-islamophobie-une-arme-d-intimidation-pour-dissuader-d-observer-la-realite.php>

**Le Figaro (site web)**

mardi 30 mars 2021 - 08:48 UTC +02:00 600 mots

Flash Actu

## Pour le gouvernement, le terme «islamophobie» est inapproprié

**Le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation estime que ce terme «a été imposé par les islamistes» pour «interdire toute forme de critique à l'égard de l'islam radical».**

Dans une série de tweets publiés lundi 29 mars, le Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR) a pris ses distances avec le terme controversé d'« *islamophobie* ». Cet organe interministériel, créé en 2006, s'est vu confier depuis 2016 une mission de lutte contre la radicalisation. Son secrétaire général est Christian Gravel, un proche de Manuel Valls - lequel avait déjà déclaré en 2013 à L'Obs que « *l'islamophobie est le cheval de Troie des islamistes* ».

Dans sa publication, le SG-CIPDR rappelle en préambule qu'il n'est « *pas permis d'appeler à la haine ou aux discriminations contre des groupes religieux* » mais qu'en revanche, « *il est autorisé de critiquer des systèmes de croyance ou des conceptions philosophiques* » au nom de la liberté d'expression. Il estime alors que « *pour parler de la haine contre les musulmans, le terme 'islamophobie' est inapproprié puisqu'il confond stigmatisation des croyants et critique de l'islam* », et précise que « *les institutions utilisent l'expression 'racisme anti-musulman'* ».

Poursuivant la critique du terme « *islamophobie* », l'organe interministériel soutient également que ce concept « *a été imposé par les islamistes avec pour objectif d'interdire toute forme de critique à l'égard de l'islam radical, sous couvert d'une défense - fallacieuse - de la religion musulmane* » et même qu'il sert aujourd'hui pour les islamistes « *à introduire un délit de blasphème* », qui n'existe pas en droit français. Et de citer, en exemple, la diabolisation de l'œuvre du romancier Salman Rushdie, les attaques contre Charlie Hebdo ou l'assassinat de Samuel Paty. La conclusion est sans appel : « *l'ostracisation des musulmans* » est interdite et poursuivie, mais « *l'État refuse d'utiliser ce terme d' 'islamophobie' qui n'est que l'arme des islamistes contre les libertés et la République* ».

La controverse autour du terme d'islamophobie ne date pas d'hier, et ce concept a été plusieurs fois critiqué dans les colonnes du *Figaro*, notamment par le sociologue Philippe d'Iribarne (auteur en 2019 d'un essai intitulé *Islamophobie - Intoxication idéologique*, publié chez Albin Michel), l'essayiste Pascal Bruckner, ou encore les philosophes Alain Finkielkraut ou Henri Peña-Ruiz. Si le droit français ne l'utilise pas, le concept d'islamophobie est toutefois repris à son compte par le Conseil de l'Europe, qui avait publié en 2005 un rapport intitulé «L'islamophobie et ses conséquences pour les jeunes».

Dans le débat intellectuel, des universitaires français continuent également à employer ce terme, à l'instar du sociologue Marwan Mohammed, qui a publié en 2013 *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le problème musulman* (La découverte). Sur les réseaux sociaux, plusieurs chercheurs se sont désolidarisés de la publication du SG-CIPDR, comme l'historien Cédric Mas qui reproche au gouvernement de ne pas prendre en compte les travaux de certains « *spécialistes* ». « *Vous n'oseriez pas traiter d'islamistes les auteurs de ces travaux ?* » a-t-il lancé à l'intention de l'organe interministériel.

Récemment encore, la querelle intellectuelle autour de cette notion **avait agité Sciences Po Grenoble, où un professeur avait réclamé que le mot ne figure pas dans l'intitulé d'une « semaine pour l'égalité »** organisée par l'établissement. Cette prise de position lui avait valu des remontrances de la part de ses collègues et des affichages hostiles sur la façade de l'IEP.

## Deutschlandfunk (Première radio du service public allemand)

[https://www.deutschlandfunk.de/debatte-ueber-islamophobie-in-frankreich-denkpolizei-an-den.886.de.html?dram:article\\_id=494952](https://www.deutschlandfunk.de/debatte-ueber-islamophobie-in-frankreich-denkpolizei-an-den.886.de.html?dram:article_id=494952)

Debatte über Islamophobie in Frankreich

### „Denkpolizei an den Universitäten“

Der deutsche Hochschullehrer Klaus Kinzler steht in Frankreich seit Wochen unter Polizeischutz. Auslöser war eine Debatte über Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie. Die Diskussion müsse wieder freier werden und „Denkverbote“ müssten fallen, sagte Kinzler im Dlf.

*Klaus Kinzler im Gespräch mit Benedikt Schulz*



*Protest gegen Islamophobie in Paris (www.imago-images.de / Jonathan Rebboah / Panoramic)*

Klaus Kinzler ist Dozent an der Hochschule Sciences Po Grenoble im Südosten von Frankreich. Seit einigen Wochen steht er im Mittelpunkt der medialen Aufmerksamkeit in Frankreich, weil er sich dagegen gewehrt hatte, dass eine Veranstaltung die Begriffe Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie im Titel auf eine Stufe stellt. Das war im vergangenen Jahr, gar nicht lange nach der Tötung des französischen Lehrers Samuel Paty durch einen islamistisch motivierten Jugendlichen. Aber erst im neuen Jahr ist diese Meinungsverschiedenheit eskaliert. Studierende hatten Kinzlers Namen in großen Buchstaben an das Gebäude der Hochschule plakatiert, ihn der Islamophobie bezichtigt und ihn als „Faschist“ bezeichnet.



*Klaus Kinzler von der Hochschule Sciences Po Grenoble (privat)*

**„Da ist eine Medien-Rakete losgegangen“**



**Benedikt Schulz:** Herr Kinzler, wie ist es aus Ihrer Perspektive zu dieser Situation gekommen, in der Sie jetzt unter Polizeischutz stehen?

**Klaus Kinzler:** Ja, es gab zwei Stufen eigentlich. Die erste war, als ein großes Forschungslabor, zu dem meine Kollegin gehört, mich des Mobbings öffentlich angeklagt hat und eines sehr aggressiven Verhaltens. Also in einem öffentlichen Kommuniqué. Das ist aber dann wieder eingeschlafen. Und die Studenten einer sehr radikalen linken Gewerkschaft bei uns haben das dann Anfang Januar wiederaufgenommen, haben dann diesen Briefwechsel verfälscht und dann eben nicht mir Mobbing vorgeworfen, sondern Rechtsextremismus, Antisemitismus, Islamophobie. Und dann ist das auch noch eine Stufe weitergegangen als dann Unbekannte – man weiß nicht, wer das war – unsere Namen, also eines Kollegen und von mir selbst – unsere Namen an die Hochschulmauern plakatiert haben. Und dann also nicht mehr nur Rechtsradikalismus an uns gefunden haben, sondern auch Faschismus und die ‚tötende‘ Islamophobie. Erst in diesem Moment ist es eigentlich national geworden. Da haben die französischen Medien natürlich sich an Samuel Paty erinnert und sofort reagiert. Und da ist so eine Medien-Rakete relativ schnell dann hochgegangen und hat fast drei Wochen lang am Stück große Debatten ausgelöst, die weit über unser Institut und über meine Person natürlich hinausgehen.

## „Unsinnig, eine Religion an sich zu kritisieren“

**Schulz:** Bleiben wir mal kurz bei Ihrer Person. Also wie darf man sich das vorstellen? Sind Sie dann in sozialen Netzwerken, im Internet oder auch im realen Leben auf der Straße angefeindet, verbal angegriffen worden?

**Kinzler:** Also in sozialen Medien schon Anfang Januar. Das wusste ich gar nicht, weil ich selber kein Facebook habe. Das war sechs Wochen lang, dass also meine ganzen Studenten, das ganze Institut mehr oder weniger, sozusagen darüber informiert wurden, dass ich angeblich ein Rechtsradikaler bin, obwohl ich seit 25 Jahren dort unterrichtete und nie so etwas mir vorgeworfen wurde. Öffentlich wurde es dann erst mit diesen Fotos, die eine Studentengewerkschaft getweetet hat – also Fotos von den Plakaten an der Universitätsmauer. Das sind also im Prinzip drei Stufen: diese Anklage des Forschungsinstituts, dann die sozialen Medien und dann diese Plakatierung, die dann auch noch getweetet wurde und dann Anklang gefunden hat in den nationalen Medien.

**Schulz:** Jetzt haben Sie sich ursprünglich einfach nur gewehrt gegen eine Parallelsetzung eben der Begriffe Antisemitismus, Rassismus und Islamophobie. Da ging es um eine Veranstaltung im Rahmen einer Themenwoche. Warum konnte das oder warum kann das Ihrer Meinung nach nicht miteinander verglichen werden?

**Kinzler:** Ich erlaube mir eine ganz kurze, wirklich ganz kurze Vorbemerkung. Es geht absolut nicht darum, dass man den Islam an sich hier kritisiert oder dass ich ihn kritisiert hätte. Es wäre sicherlich sehr unsinnig, eine Religion an sich zu kritisieren. Ich erinnere daran, dass der Islam im Mittelalter teilweise toleranter war als das Christentum. Es ist unsinnig, eine Religion zu kritisieren. Es war auch nicht eigentlich mein Ziel, den Begriff der Islamophobie an sich zu kritisieren. Dieser Begriff existiert in der wissenschaftlichen Forschung im Moment. Er wird kontrovers diskutiert. Aber auch das war nicht mein Problem.

## „Islamophobie gibt es nicht im Strafrecht“

Das Problem war für mich eher, wie Sie es gerade auch sehr richtig zusammengefasst haben, dass ich einfach nicht akzeptieren wollte, dass hier so eine Gleichwertigkeit postuliert wird zwischen Rassismus, Antisemitismus, was eine Form von Rassismus ist, und diesem etwas schwammigen Begriff der Islamophobie.

Ich nenne mal verschiedene Ebenen, auf denen man argumentieren könnte, dass diese Gleichwertigkeit nicht zulässig ist. Schon mal das Erste – ganz kurz nur erwähnt – das Juristische: Rassismus und Antisemitismus sind illegale Handlungen. Wenn Sie sich so weit in diese Richtung äußern, können Sie belangt werden. Da gibt's Paragraphen. Im Strafgesetzbuch sind das also Delikte oder eventuell sogar Verbrechen. Das Wort „Islamophobie“ gibt es nicht im Strafrecht.

Dann gibt es begrifflich einen großen Unterschied: Rassismus und Antisemitismus – das sind Delikte, die sich gegen Personen richten. Es sind also beides Formen des Rassismus, während die Islamophobie sich ja eigentlich nur gegen Gedankengebäude, eine Religion, eine Ideologie vielleicht richtet. Die Nazis zum Beispiel haben ja nicht gegen die jüdische Religion gehetzt, sondern gegen die „jüdische Rasse“. Also, das hat also im Prinzip mit diesem Begriff der Islamophobie – etymologisch natürlich die Angst vor dem Islam – nichts zu tun. Und diese legitime und völlig legale Kritik an Religionen ist ja bei uns in Westeuropa seit der Aufklärung ein wesentlicher Teil unserer Kultur, der Freiheit, der Meinungsfreiheit, der Demokratie.

Der dritte Punkt ist das Historische: Jeder einigermaßen gebildete Schüler im Gymnasium oder in jeder Schule kennt die Opferzahlen. Was Rassismus durch Sklaverei oder Judenverfolgung, Genozid, Shoah und so weiter betrifft, das geht in die Zig-Millionen. Diese Zahlen gibt es nicht für Islamophobie. Also hier sehe ich wirklich historisch keine Parallele, auch wenn natürlich – und das sagen manche meiner Studenten – es Verfolgungen gibt von Muslimen. Wie zum Beispiel in Burma oder in Indien – dort werden teilweise Muslime sehr gewalttätig verfolgt.

Und das Letzte ist das Politische. Der Begriff der Islamophobie ist ein politischer Kampfbegriff geworden. Erdogan benutzt ihn täglich und Islamisten in aller Welt benutzen ihn, um all die als Rassisten zu bekämpfen, die den Islamismus kritisieren.

## „Rassismus ist ein größeres Problem“

**Schulz:** Aber es gibt doch auf der anderen Seite Islamfeindlichkeit, und die ist dann ja auch Grundlage oder Basis, Fundament von Diskriminierungserfahrungen von Musliminnen und Muslimen. Und das muss man doch auch benennen können.

**Kinzler:** Absolut, absolut. Und deswegen ist ja auch der Begriff, der sich so eingebürgert hat, so zweideutig. In Deutschland wird ja der Begriff der Islamophobie eigentlich nicht benutzt. Man spricht von Islamfeindlichkeit oder von Antiislamismus. Ich habe so ein bisschen nachgeschaut auch in der Literatur. Es gibt natürlich, und das wird absolut nicht geleugnet, darf nicht geleugnet werden, was Sie sagen: Es gibt diese Diskriminierung auch von Muslimen auch wegen ihrer Religion. Das ist ein

Phänomen, gegen das man kämpfen muss. Aber es hat nicht diese Ausmaße, also in keiner Weise die Ausmaße, die zum Beispiel der Rassismus gegen Einwanderer hat, die aus muslimischen oder muslimisch geprägten Gesellschaft kommen. Bei uns in Frankreich gibt es absolut Rassismus gegen – in Führungszeichen – „Araber“. Aber dieser Rassismus ist verwurzelt, er wird bekämpft, aber er existiert weiter. Und ich glaube, dass das ein viel größeres Problem ist als diese Diskriminierung von Menschen, die einfach ihre Religion ausüben wollen bei uns.

## „Denkpolizei an den Universitäten“

**Schulz:** Und dann versuchen wir es mal sozusagen konstruktiv: Wie kann denn eine ernsthafte, konstruktive Debatte gelingen über Islamfeindlichkeit als Basis für Rassismus, in der nicht mit politischen Kampfbegriffen hantiert wird? Wie kann das gelingen?

**Kinzler:** Ja, es ist im Moment in Frankreich zum Beispiel – und ich glaube schon, dass wir unterstreichen müssen, dass das alles in Frankreich stattfindet. Frankreich hat ja viel mehr Muslime, viel mehr Terrorismus-Opfer gehabt in den letzten Wochen. Die Atmosphäre ist viel aufgeheizter. Also im Moment scheint so eine Debatte nicht möglich zu sein. Die letzten drei Wochen haben immerhin gezeigt, dass es so eine Art Konsens gibt, dass die Debatte wieder freier sein muss, sich befreien muss von Denkverboten, von Argumentationsverboten, von einer gewissen Polizei, einer Denkpolizei, die an den Universitäten vor allem jetzt ein bisschen Fuß gefasst hat. Aber im Moment ist das Wort Islamophobie auch an meiner Universität ein Begriff. Da explodiert sofort alles. Man muss hier wieder Ruhe einkehren lassen. Es ist im Moment aber scheinbar nicht möglich. Die Fronten sind extrem verhärtet.

## „Islamischer Linkstrend“

**Schulz:** Jetzt haben Sie ja vonseiten der Politik einige Zustimmung erhalten in den vergangenen Wochen. Von Seiten der Hochschulwelt, vor allem von Ihrem eigenen Institut, so gut wie gar nicht. Warum eigentlich?

**Kinzler:** Also, ich möchte es mal polemisch sagen: Meine Hochschulministerin war eigentlich sehr glücklich, dass das da passiert ist in Grenoble bei uns, weil sie so eine große Debatte über „Islamogauche-Ismus“, also so ein Links-Islamismus oder islamistischen Linkstrend an den Universitäten eigentlich eingeklagt hat. Und da gab es Riesenproteste in den Universitäten, und die war dann eigentlich ganz glücklich, dass so etwas stattgefunden hat und ihr eigentlich indirekt recht gegeben hat.

Ihre Frage war aber eigentlich: Ja, warum gibt es so wenig Unterstützung von meiner eigenen Universität – oder Institut. Wir sind ja so eine kleine Eliteschule innerhalb der Universität. Es liegt einfach daran, dass die Mehrzahl der jüngeren Dozenten und Professoren nach einem Generationenwechsel sehr, sehr stark von diesen amerikanischen Gender Studies, Decolonial Studies und Islamophobia Studies geprägt sind und sehr identitäre Positionen haben. Die stellen die Mehrheit

in unserem Lehrkörper und Forschungskörper im Moment. Und unsere Direktorin konnte hier – ihr waren die Hände gebunden, würde ich mal sagen, weil sie gegen diese Mehrheit ihrer Lehrer und Forscher eigentlich überhaupt nichts tun kann. Und ja, es gibt hier – gut, das ist natürlich ein Mikrokosmos unser Institut, ein Biotop in gewisser Hinsicht. Das ist nicht die Universität an sich. Aber es ist ein Sozialforschungsinstitut, wo eben eine Art Monopol dieser neuen identitären Sozialforschung herrscht und auch mit Aggression und mit Einschüchterung durchgesetzt werden möchte.

## „Vermischung von Wissenschaft und Aktivismus“

**Schulz:** Aber nun haben ja diese sozialwissenschaftlichen Strömungen, die Sie jetzt gerade genannt haben, also zum Beispiel Decolonial Studies, die haben ja wichtige Impulse geliefert, neue Perspektiven auch eingebracht in den wissenschaftlichen Diskurs, die es ja vorher so nicht gab. Und ich wehre mich gegen den Gedanken, dass es allein diese Forschungsrichtungen sind, die die Freiheit der wissenschaftlichen Debatte per se einschränken. Das ist mir noch nicht ganz klargeworden, warum das so sein soll?

**Kinzler:** Nein, das verstehe ich im Prinzip auch nicht sehr gut. Ich denke auch, dass diese Forscher, die man sehr stark hört – andere vielleicht hört man weniger, dass die auch den Minderheiten, die sie eigentlich zu verteidigen vorgeben und die auch verteidigt werden müssen, dass die ihnen einen schlechten Dienst erweisen, denn sie drängen sie alle in diese Opferrolle und machen praktisch aus den Muslimen bei uns, als Beispiel in Frankreich, mehr oder weniger Menschen zweiter Klasse, die nur noch als Opfer wahrgenommen werden. Bürger, die nicht selber autonom genug sind, um sich selber in diese Gesellschaft einzugliedern.

Wissenschaft soll ja Wissen schaffen. Jeder Forscher kann nebenher natürlich politisch engagiert sein. Aber der Kampf für eine bessere Welt und gegen Diskriminierung ist eigentlich die Aufgabe der Vereine, der Parteien, der Zivilgesellschaft. Und hier findet eben diese immer stärkere Vermischung statt zwischen Wissenschaft und Aktivismus. Und wer dann hier dieser Wissenschaft – dieser sehr oft vereinfachenden und methodisch fragilen Wissenschaft – widerspricht, wird sofort als Rassist bezeichnet oder gecancelt wie in meinem Fall oder eben ausgeschlossen aus dieser Gemeinschaft.

## „Steigender Einfluss der Islamisten auf Lehrer“

**Schulz:** Jetzt gibt es ein neues Gesetz, oder es ist ein Gesetz geplant, das nicht mehr Separatismus-Gesetz heißen soll, aber mit diesem Gesetz versucht derzeit die französische Regierung, mehr Kontrolle auf Religionsgemeinschaften zu erlangen und wird dabei von unterschiedlichen Seiten teils sehr harsch kritisiert. Nicht zuletzt von den Religionsgemeinschaften selbst. Ist es denn der richtige Weg, den die Regierung der einschlägt Ihrer Meinung nach?

**Kinzler:** Also, da gibt es eine riesige, eine Herkulesaufgabe. Ich glaube, dass dieses Gesetz in die richtige Richtung geht. Es ist extrem vorsichtig noch und vielleicht nicht ambitioniert genug. Aber vielleicht hat auch die Regierung nicht wirklich die Wahl. Denn der Widerstand könnte sonst noch viel größer sein, als er es sowieso schon ist. Also ich denke, es geht in die richtige Richtung. Aber ich

denke, man müsste noch viel stärker durchgreifen. Es gibt auch schon seit zehn Jahren mindestens Berichte von den großen Generalinspektoren des Erziehungsministeriums, die den großen, größeren, immer steigenden Einfluss der Islamisten auf die Lehrer in den Schulen beklagen. Wo Lehrer eingeschüchtert werden, wo sie nicht mehr über den Holocaust berichten können. Also wir haben eine Entwicklung, die hat man einfach viel zu lange laufen lassen. Und jetzt hier gegenzusteuern ist extrem schwierig. Es geht in die richtige Richtung, aber ist eine Riesenaufgabe.

## „Ein klein wenig optimistisch gestimmt“

**Schulz:** Die Debatte läuft, sie geht auch längst über Ihre Person hinaus. Was erhoffen Sie sich denn für die Zukunft von dieser Debatte?

**Kinzler:** Ich bin ein klein wenig optimistisch gestimmt. Ich habe schon in den französischen nationalen Medien einen relativ großen Konsens gesehen, was in Frankreich eine Rarität ist. Konsens und Frankreich passen nicht so richtig zueinander. Wir kennen hier vielmehr den Kampf zwischen extremen Positionen. Also das war schon mal für mich extrem positiv. Und auch diese ganze Debatte, die jetzt durch uns, unseren Fall ausgelöst wurde, hat jetzt ein hohes Niveau.

Diese Debatte wird täglich auch noch fortgeführt und hat eine Dynamik. Auch hier gibt es einen relativ starken Konsens. Jeder ist sich bewusst, dass wir hier große Arbeit haben und dass wir alle am gleichen Strang vielleicht ziehen. Also ich bin weniger besorgt eigentlich über die Situation jetzt, drei Wochen nach dem, was hier passiert ist, als vielleicht vor einem Jahr oder vor zwei Jahren. Es gibt positive Ansätze. Ob das jetzt in den nächsten Monaten weitergeht, wird sich zeigen. Aber im Moment bin ich froh über diese Debatte, die jetzt stattfindet und die schon lange hätte vielleicht beginnen sollen.

*Äußerungen unserer Gesprächspartner geben deren eigene Auffassungen wieder. Der Deutschlandfunk macht sich Äußerungen seiner Gesprächspartner in Interviews und Diskussionen nicht zu eigen.*

1 Avril : Le Monde

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/03/31/polemiques-sur-la-culture-du-viol-l-islamophobie-le-modele-sciences-po-dans-la-tourmente\\_6075040\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/03/31/polemiques-sur-la-culture-du-viol-l-islamophobie-le-modele-sciences-po-dans-la-tourmente_6075040_3224.html)

# Le modèle Sciences Po dans la tourmente avec les polémiques sur la « culture du viol » et l'« islamophobie »

Les débats qui s'enchaînent au sein des instituts d'études politiques montrent un militantisme étudiant en mutation qui interpelle les directions des établissements.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié hier à 03h41, mis à jour hier à 18h50  
Temps de Lecture 7 min.



Des étudiants manifestent contre l'islamophobie devant le campus de Sciences Po Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères (Isère), le 9 mars. PHILIPPE DESMAZES / AFP

Quelque chose serait-il cassé, dans le monde feutré des instituts d'études politiques (IEP) ? Depuis la déflagration qui a touché début janvier le vaisseau amiral Sciences Po Paris, entraînant la démission à un mois d'intervalle des deux têtes dirigeantes de l'école – le directeur, Frédéric Mion, a menti en assurant ne pas connaître les accusations d'inceste visant le président, Olivier Duhamel –, pas une semaine ne s'écoule sans que « la maison », composée de dix établissements, fasse parler d'elle.

Dernier épisode en date, lundi 22 mars, le collectif féministe de Sciences Po Lyon Pamplémousse et le syndicat Solidaires-Etudiants ont demandé l'exclusion de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) d'un partenariat noué par leur école. En cause : les « nombreuses ambiguïtés vis-à-vis de son rapport à l'islamophobie, ainsi qu'à la laïcité » que la Licra aurait manifestées lors d'un débat dans un lycée de Besançon en décembre 2020, donnant lieu à une requête de parents d'élèves et d'enseignants auprès du recteur. « Nous estimons que la lutte contre l'islamophobie, l'antisémitisme, la négrophobie ou toute autre forme de racisme doit être une priorité et qu'à ce titre, les institutions comme Sciences Po Lyon doivent s'entourer de collectifs et associations dont le travail se montre à la hauteur de la lutte. La Licra n'en fait pas partie », soutiennent ces étudiants dans leur communiqué.

Le 18 mars, à Strasbourg cette fois, le syndicat étudiant UNI a pris à partie la direction de l'IEP qui aurait, selon le syndicat, interdit d'attribuer « Samuel Paty » comme nom de promotion, au motif qu'il fallait alterner chaque année entre un homme et une femme. « Ce procédé est révélateur de ce qui se passe à Sciences Po Strasbourg depuis des années. L'idéologie et les militants d'extrême gauche font la loi et



*n'hésitent plus à fouler du pied la mémoire d'un martyr de la liberté »,* affirme François Blumenroeder, président de l'UNI Strasbourg.

## Escalade des tensions

Ces épisodes font suite à deux autres événements à très haute tension : la vague #sciencesporcs, lancée le 7 février par une ancienne élève de l'IEP de Toulouse, la blogueuse féministe Anna Toumazoff, pour dénoncer « *la culture du viol* » dont se rendraient « *complices* » les directions des IEP en ne sanctionnant pas systématiquement les auteurs de violences sexistes et sexuelles.

Enfin, le 4 mars, le placardage des noms de deux professeurs d'allemand et de science politique sur les murs de l'IEP de Grenoble, accusés de « *fascisme* » et d'« *islamophobie* », après avoir signifié, avec véhémence parfois, leur opposition à une collègue sociologue sur la notion d'islamophobie. Le syndicat étudiant US a appelé à suspendre un cours d'un de ces enseignants dans le cas où son appel à témoignages lancé sur Facebook permettrait d'établir le caractère islamophobe de certains contenus.

Cette escalade subite de tensions s'enracine dans la communauté des étudiants de Sciences Po, lauréats d'un concours aussi sélectif que prestigieux. L'attractivité des instituts, fondés entre 1945 et 1956 puis en 1991 et en 2013 pour les trois derniers (Lille, Rennes et Saint-Germain-en-Laye), ne s'est jamais démentie et atteint même des sommets depuis leur entrée sur la plate-forme d'affectation dans l'enseignement supérieur Parcoursup en 2020.

*« Tout ce qui nous est tombé sur la figure depuis janvier a eu pour conséquence 54 % d'augmentation du nombre de candidats »,* ironise Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille, à propos du concours commun des sept instituts de région qui attire cette année 17 000 candidats pour un total de 1 150 places. Hors concours commun, Sciences Po Bordeaux enregistre aussi une poussée fulgurante sur deux ans, passant de 2 800 à 6 000 candidatures pour 275 places, quand Paris en comptabilise 19 000 pour 1 500 places, en hausse de 50 % sur un an.

## « Les IEP ne sont plus des “boys’ clubs” »

Ces histoires révèlent surtout que la politisation des étudiants, constante, voit ses formes et expressions considérablement évoluer, les IEP se faisant le miroir de la société.

*« Je vois se former de véritables militants dont les objectifs ont changé. C'est un marqueur générationnel qui n'est pas propre à notre formation »,* analyse Jean-Philippe Heurtin, directeur de l'IEP de Strasbourg. C'en est fini ou presque de l'engagement dans les partis ou syndicats traditionnels, note Anthonin Minier, étudiant en première année à Sciences Po Paris et représentant des écologistes. *« Je pensais arriver dans une école où tout le monde serait encarté ! En fait, il y en a 5 % au plus qui se disent proches d'un parti »,* rapporte-t-il.

**« Quand les étudiants rentrent d'un an au Canada, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas ou en Allemagne, où les sujets des violences sexuelles et sexistes sont traités dans les universités, ils viennent avec un apport »,** note Francis Vérillaud, qui a dirigé pendant vingt-cinq ans les relations internationales de Sciences Po

Les discriminations sociales, et plus encore sexuelles et raciales, focalisent l'attention de ceux qui bénéficient la plupart du temps d'enseignements sur les études de genre et sur l'intersectionnalité, ce qui place les IEP parmi les suspects de militantisme « islamo-gauchiste » dont la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, cherche à établir une liste.

*« Les IEP ne sont plus des boys' clubs et Parcoursup n'a fait qu'accentuer le changement, avec des promotions composées à 70 % ou 75 % de filles, relève Vincent Tiberj, professeur à Sciences Po Bordeaux. Le genre est désormais quelque chose d'important et nos instituts tels qu'ils fonctionnent n'ont peut-être pas bougé assez vite face à des étudiantes qui intègrent complètement ces problématiques. #sciencesporcs raconte aussi cela. »*

« Le type de débat en classe est différent d'il y a quelques années, et il faut se battre contre des habitudes qui ont été développées par les réseaux sociaux, mais cela ne touche vraiment pas que Sciences Po », relativise Anne Boring, qui dirige la chaire pour l'entrepreneuriat des femmes à Sciences Po Paris.

L'année à l'étranger, obligatoire depuis le début des années 2000, explique en partie ces nouveaux comportements, note Francis Vérillaud qui a dirigé pendant vingt-cinq ans les relations internationales de l'institut parisien. « Sciences Po est challengé depuis longtemps par ses propres étudiants parce qu'ils sont très internationalisés. Quand ils rentrent d'un an au Canada, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas ou en Allemagne, où les sujets des violences sexuelles et sexistes sont traités dans les universités, ils viennent avec un apport. Je me souviens de discussions compliquées, car ce n'était pas évident dans la culture française. »

## Se conformer aux standards internationaux

Les IEP ont bien changé depuis leur création, précisément lors du passage de la scolarité de trois à cinq ans pour se conformer aux standards internationaux, à partir de l'an 2000. Les fondamentaux demeurent, autour des cours d'histoire, de sociologie, de science politique et de droit, mais il a fallu revoir entièrement les maquettes, notamment en master, là où les étudiants se spécialisent, chaque école proposant des dizaines de voies différentes.

« Penser qu'on fait Sciences Po uniquement pour passer le concours de l'Ecole nationale d'administration est une image d'Epinal, relève Yves Déloye, directeur de l'IEP de Bordeaux. Les concours administratifs, qui étaient au cœur de la création des instituts après la guerre, n'attirent qu'un tiers de nos étudiants. Les autres aspirent à des carrières de plus en plus diversifiées en entreprise, dans des ONG, dans l'économie sociale et solidaire. »

Le profil des enseignants a lui aussi évolué, les instituts cherchant à « s'académiser » en recrutant davantage d'enseignants-chercheurs que de personnalités politiques et économiques vacataires, qui prenaient comme un passe-temps le fait d'enseigner à Sciences Po. « Je me souviens du grand cours d'économie de deuxième année fait par Michel Pébereau [président de la Banque nationale de Paris qui deviendra BNP Paribas], sourit Vincent Tiberj, ex-étudiant de l'IEP parisien. Il distribuait un photocopié qui datait de 1986. Or nous étions en 1993 et entre-temps, il y avait eu la chute du mur de Berlin, mais dans ce monde élitare classique, le temps était suspendu. »

Ce décalage entre l'élite dirigeante et l'apport en temps réel des recherches en sciences sociales fonde l'incompréhension actuelle autour des accusations d'« islamo-gauchisme ». Les *gender studies* se banalisent, Sciences Po Toulouse ayant même constitué un master dédié tandis que presque tous les autres IEP en font des modules ou des thématiques abordés en cours de sociologie. « Ces questions sont analysées au même titre que d'autres formes de discriminations, ce qui est tout à fait légitime », appuie Jean-Philippe Heurtin, à Strasbourg.

Le débat est pourtant loin d'être clos parmi les étudiants : « Se présenter en fonction de son sexe, de sa position sociale et de sa couleur est une pratique en vogue dans ce type d'enseignement, ce que je trouve ahurissant, lâche Quentin Coton, étudiant de Sciences Po Paris et membre de l'UNI. Ce sont des questions que les gens ne se posaient même plus dans la société française et qui reviennent à Sciences Po. Elle n'est pas là, la déconnexion de notre école ? » L'objet des débats politiques change, mais le ton, aujourd'hui comme hier, reste vif.

Soazig Le Nevé

14 Avril : Médiapart

<https://blogs.mediapart.fr/edition/fac-checking/article/140421/sciences-po-grenoble-un-repaire-d-islamogauchistes>

## Sciences Po Grenoble, un repaire d'«islamo-gauchistes» ?

14 AVR. 2021

PAR CAROLINE IBOS

**La découverte de collages accusant deux professeurs d'être des fascistes relance l'emballlement médiatique contre l'"islamogauchisme" à l'université. La gravité de l'affaire tient bien sûr à l'injure dont ces enseignants sont victimes. Elle tient aussi à la polémique que les médias fabriquent, exposant deux chercheuses à la vindicte publique et appelant à la censure des savoirs critiques. (Mars 2021)**

L'emballlement médiatique autour de l'affaire de l'IEP de Grenoble dévoile les méthodes d'une agressive campagne de disqualification des savoirs critiques à l'université. L'affaire commence le 4 mars par la découverte d'un acte aussi choquant que dangereux : juste en dessous de l'inscription « Sciences Po Grenoble », gravée au-dessus du porche d'entrée, des collages s'étalent : « Des fascistes dans nos amphis. X et Y démission. L'islamophobie tue ». Deux enseignants de l'établissement, un professeur d'allemand et un maître de conférences en science politique, sont attaqués nommément et publiquement. Les affiches sont immédiatement retirées, mais l'UNEF de Grenoble en relaie les photographies sur les réseaux sociaux, avant, deux jours plus tard et alors que la polémique enfle déjà, de les supprimer, de s'excuser et de condamner l'affichage.

Le ministère de l'Enseignement et de la recherche (MRSEI) diligente une mission de l'Inspection générale de l'Éducation, le ministère public ouvre une enquête pour injure publique et dégradation de biens et les enseignants sont mis sous protection policière. Un mois plus tard, le déroulement des faits n'est toujours pas établi officiellement et les coupables restent inidentifiés. La gravité de l'affaire tient bien sûr à l'injure dont ces enseignants sont victimes ainsi qu'à leur exposition à de potentielles vengeances terroristes : le traumatisme né de l'assassinat de Samuel Paty continue de nous bouleverser. **Mais elle tient également à la manière dont l'un d'eux a utilisé sa mise en lumière médiatique pour sacrifier d'autres collègues à la vindicte publique, en exploitant la fable dangereuse d'un supposé « islamogauchisme » à l'université.**

*Dans les médias vrombissants, ce dont l' « islamogauchisme » est le nom*

Dans un contexte post-traumatique, on aurait pu s'attendre à ce que les médias protègent l'identité des deux victimes et, en l'absence de coupables identifiés, soient prudents avant d'accuser. Pourtant, des chaînes de télévision, de radio, des journaux surexposent immédiatement le professeur d'allemand. Celui-ci peut dénoncer en boucle, dans un tourbillon de paroles, les résultats d'une « campagne de haine » de la part de ses collègues qu'il qualifie à l'occasion de « grandes gueules » ou de « têtes de béton ». Sans précaution, sans enquête, sans donner la parole à d'éventuel·les contradicteur·rices, des journalistes, des éditorialistes, des chroniqueur·euses, des essayistes extrapolent à partir d'un récit qu'ils et elles ne vérifient pas.

Alors que résonnent encore les paroles de Frédérique Vidal à l'Assemblée nationale qui déclarait vouloir lancer une enquête contre les sciences sociales, **l'affaire de l'IEP de Grenoble autorise le procès médiatique du concept d'islamophobie dans le champ académique.** L'enjeu n'est plus même d'établir si l'université serait « gangrénée » : ce qui est asséné, c'est l'urgence de la surveiller ... pour sauver la liberté de pensée.

Tout est allé très vite, puis il y eut ce moment vertigineux où, sur le plateau de Cnews, un éditorialiste connu pour ses idées d'extrême droite et récemment condamné pour injure et provocation à la haine contre l'islam

et l'immigration a recollé les morceaux d'un discours que tant de médias essaïaient. Selon lui, l'« islamogauchisme », c'est critiquer l'islamophobie à l'œuvre dans la société française : les universitaires qui documentent et analysent les discriminations spécifiques vécues par les personnes perçues comme musulmanes expriment en réalité des opinions complices avec l'islam politique. C'est bien les maillons de cette rhétorique qui, dès le 4 mars, capturent l'espace médiatique. Entre autres innombrables exemples, sur *BFM*, un journaliste de *Marianne* affirme que, à l'université, « le mot islamophobie a été imposé par des activistes » ; par trois fois, un journaliste de *France culture* qualifie d'« opinion » les travaux sur les discriminations liées à l'islamophobie cités par un professeur du Collège de France qui par trois fois dément ; ou encore, sur *Public Sénat*, une sénatrice du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE), déclare que « les idéologies ne doivent plus pouvoir s'imposer comme elles le font au cœur de notre université » et elle dénonce à la fois la « pression de l'islamisme » et le « militantisme d'extrême gauche ».

Plus que toute autre, **cette séquence médiatique a confondu les discours et les faits, a vidé les mots de leur substance dans une cacophonie bloquant toute possibilité d'analyse.** La confusion intellectuelle profitant rarement à l'information, il semble important de reprendre le chemin des faits pour comprendre leur torsion. Finalement, qui a été victime de censure à l'IEP de Grenoble ? Qui a été jeté en pâture sur les réseaux sociaux ? Qui pourrait être censuré à l'université ? Et si intention de censure il y a, quels sont les savoirs particulièrement visés ?

### ***Islamophobie : le mot qui censure***

Chaque année, à l'IEP de Grenoble, les étudiant·es et les enseignant·es organisent une « Semaine pour l'égalité et contre les discriminations ». À l'automne, dans le cadre de leur préparation et après un sondage en ligne, le comité de pilotage a validé un atelier intitulé « Racisme, islamophobie, antisémitisme ». Le professeur d'allemand victime des collages a reconnu s'être inscrit à cet atelier pour en contester le titre : selon lui, le terme « islamophobie » ne devait pas y figurer, car il est « l'arme de propagande d'extrémistes plus intelligents que nous ». Pandémie oblige, la préparation se déroule à distance et, dans un échange de mails, une enseignante-chercheuse en histoire rattachée au laboratoire du CNRS Pacte défend la pertinence intellectuelle de l'atelier.

Dans les médias, le professeur d'allemand réduit l'affaire des collages à l'« islamogauchisme » de ses collègues. L'affichage serait l'ultime étape d'une « campagne de diffamation et finalement de haine de plus en plus violente » qui aurait fait suite au conflit l'ayant opposé à sa collègue historienne autour du mot « islamophobie ». Sur *BFM*, il regrette d'ailleurs amèrement n'être soutenu par aucun·e collègue de son établissement, ce que ceux et celles-ci démentiront dans une tribune du *Monde*. Sur *Europe 1*, il affirme que les vrais responsables ne sont pas les étudiant·es, mais ses collègues « loin à gauche et (qui) ont plutôt des sympathies pour ceux qui défendent le terme islamophobie ». Dans *Le Monde*, il confirme que ces mêmes collègues auraient voulu le « punir (...) pour avoir exprimé un avis différent de la doxa d'extrême gauche ». Sur *France 5*, il prétend avoir été « annulé » et « exclu du groupe de travail parce que les étudiants se disaient blessés par (ses) paroles ».

Les médias font caisse de résonance. *France bleu* précise que l'enseignante-chercheuse mise en cause était rattachée au laboratoire Pacte, justement « opposé à la volonté de la ministre de l'Enseignement supérieur d'enquêter sur l'islamogauchisme ». Pour la *République des Pyrénées*, l'enseignant a fait l'objet de « harcèlement interne ». Sur le plateau de *LCI*, un journaliste influent se demande « comment une telle volonté de faire taire est possible » et une journaliste de *L'Opinion*, visant les collègues du professeur, se scandalise de « ce que ces gens foutent à Sciences Po ». Dans *Marianne*, une journaliste titre sur les « fascistes » de l'IEP de Grenoble.

Pourtant ... Selon les dires du professeur d'allemand lui-même, il avait participé sans retenue aux discussions de préparation de l'atelier. Entre les lignes mêmes de son discours émerge un récit différent dont le murmure reste couvert par le vacarme de la polémique : « chasse à l'homme » selon ses propres mots, « campagne de haine », « terrorisme intellectuel », « chasse aux sorcières », « police de la pensée », « cancel culture », « virus mortifère » ... « Affaire sordide démontrant toute la réalité d'un islamogauchisme répugnant » tranche Marine Le Pen. **Tout de même, on apprend dans *Le Monde* que le professeur**

d'allemand avait en réalité gagné la partie puisque l'institution avait fini par retirer le mot « islamophobie » du titre de l'atelier sans que sa collègue ne s'oppose d'aucune manière à cette décision. Et une semaine après le début de l'affaire, le 12 mars, une enquête détaillée de David Perrotin dans *Mediapart* en délivrait finalement une toute autre version.

Dans l'échange initial de mails qui semble avoir tout déclenché, et dont un groupe d'étudiant·es étaient en copie, l'historienne reconnaissait le droit de questionner le terme « islamophobie », mais affirmait – références bibliographiques à l'appui – la validité scientifique du concept. En réponse, le professeur d'allemand se moquait des sciences sociales qu'il qualifiait de « molles », dénonçant la position de sa collègue comme une « imposture » et accusant un champ académique « devenu partisan et militant ». On apprend également deux choses importantes : contrairement à ses affirmations, d'une part le professeur n'a jamais été exclu d'un groupe de travail qu'il a en fait quitté après avoir obtenu gain de cause ; d'autre part il n'a jamais été dénoncé par un communiqué public.

Les révélations de *Mediapart* sont troublantes. Les extraits des courriels font clairement apparaître que le professeur d'allemand n'a pas été censuré et que ses propos outrepassaient les limites : saisi, le Défenseur des droits a d'ailleurs estimé qu'il avait bafoué les droits de sa collègue au titre des textes de loi encadrant l'Éducation. Pourtant, plusieurs journalistes avaient affirmé avoir lu ces échanges : par exemple, sur *LCI*, l'une avait loué le « répondant » du professeur d'allemand, raillant l'historienne qui, selon elle, « n'avait rien à dire ». Ainsi, alors même qu'ils et elles disposaient de nombreux éléments matériels, des journalistes ont considéré que celui qui avait agressé une collègue et obtenu la suppression du mot « islamophobie » avait été victime de censure. Plus inquiétant encore que cette inversion dans les termes du jugement, l'article de David Perrotin n'a pas suffi à fixer les faits : deux jours après sa parution, *Le Point*, dans une nième interview du professeur d'allemand, republiait les contrevérités que *Mediapart* venait de démasquer. Tout se passe donc comme si, le simple usage du mot « islamophobie » autorisait toutes les violences et les accusations en retour : paradoxalement, ceux et celles qui l'interdisent s'estiment à bon droit censuré·es.

### ***Accusations, dénigrement, menaces sur les réseaux sociaux : les victimes qui ne comptent pas***

Dès leur découverte, les collages nominatifs sont dénoncés par l'ensemble de la classe politique et les deux principaux syndicats étudiants locaux nient être à l'origine du délit. Pourtant, alors que les coupables ne sont pas identifiés, des journalistes et des politiques les accusent. Valérie Pécresse n'hésite pas : dans *Le Figaro*, elle leur reproche « d'avoir mis une cible dans le dos des enseignants » et estime qu'« il faut que l'université porte plainte contre ces étudiants ». L'ancienne ministre qui naguère, au sujet des affaires liées à Nicolas Sarkozy, expliquait que la présomption d'innocence l'emportait sur tout autre principe va cette fois beaucoup plus vite en besogne.

Si « les étudiant·es » sont collectivement dénoncé·es, la presse livre le nom de l'historienne et aussi de la directrice du Pacte. Car le professeur d'allemand cible d'emblée ce laboratoire lui reprochant de l'avoir « harcelé » suite à un « entretien tout à fait anodin entre deux professeurs » puis de l'avoir « jeté en pâture » aux étudiants.

On sait pourtant, grâce à *Mediapart*, que non seulement l'entretien n'était pas « anodin », mais agressif, mais plus encore que le laboratoire Pacte n'a rien diffusé : sans citer le nom du professeur, il s'est contenté d'adresser aux personnes concernées un communiqué de soutien à l'enseignante-chercheuse. Et c'est en fait le professeur lui-même qui a publié sur son blog les échanges de mails et le communiqué de Pacte, non sans l'avoir falsifié en créant un biais cognitif pour s'ériger en victime.

Pourtant, le 9 mars, sur *Cnews*, un chroniqueur n'hésite pas à qualifier la directrice du Pacte, de « militante ». Or, cette professeure des universités, membre honoraire de l'Institut universitaire de France, docteure, agrégée et ancienne élève de l'ENS Fontenay n'a pas seulement réussi des concours parmi les plus difficiles de la République, mais est aussi une géographe dont les travaux sont reconnus internationalement. Sur les réseaux sociaux, son nom et sa photographie circulent. Entre deux messages antisémites, des personnes se présentant comme « patriotes », proches de « Générations identitaires » ou de « Marine »



l'accusent d'avoir lancé une « fatwa » contre deux professeurs, l'insultent, l'intimident et vont jusqu'à la menacer de mort. Aucun·e des journalistes, chroniqueur·euse, éditorialiste, animateur·rice ne regrettera d'avoir jeté son nom en pâture, comme si la violence de l'extrême droite ne comptait pas.

L'indifférence des médias à l'intégrité morale et physique d'universitaires accusés d' « islamogauchisme » s'était déjà manifestée lorsqu'en octobre, sur les réseaux sociaux, le sociologue Éric Fassin avait été menacé de « décapitation » par un néonazi. Au moment même de l'affaire de l'IEP de Grenoble, un homme proche de l'extrême droite diffusait, sur ces mêmes réseaux sociaux, un lien vers son blog où il publiait une liste d'universitaires ciblant les « 600 gauchistes complices de l'Islam radicale [*sic*] qui pourrissent l'université et la France ». Aucun journaliste ne s'en est ému et deux journaux, classés à gauche, ont refusé la tribune de ces universitaires qui s'alarmaient d'être ainsi lâchés à la haine publique.

Tout aussi grave, le silence institutionnel assourdissant. L'IEP de Grenoble soutient certes les deux collègues de Pacte mises en cause, en leur assurant la protection fonctionnelle, mais n'a pas pris publiquement leur défense. Un mois après les faits, la mission pourtant « flash » de l'inspection générale du MRSEI a peut-être rendu ses conclusions, mais rien n'en a filtré. Le ministère a laissé attaquer un laboratoire que ses propres instances d'évaluation ont pourtant considéré comme « produisant une recherche de qualité exceptionnelle » sans juger utile de se manifester dans les médias. Il a laissé prendre à partie, sans aucune forme de contre-communication, sa directrice dont le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) louait pourtant le « pilotage fondé sur la transparence et la confiance ».

### *Quand l'opinion censure le travail scientifique*

L'affaire de l'IEP de Grenoble éclaire la double censure qui, selon de nombreux médias, menace aujourd'hui l'université. Pour ces journalistes, le simple fait qu'un atelier soit intitulé « Racisme, islamophobie, antisémitisme » censurerait les adversaires de l'islamophobie. De plus, lorsque l'historienne maintient que l'islamophobie est un concept reconnu dans le champ académique, elle censurerait le professeur d'allemand *intuitu personae*. Ainsi, lorsque sur *France infos* celui-ci affirme que « la liberté d'expression n'existe plus à Sciences Po » parce que « débattre de l'Islam (y) est devenu impossible », ses propos expriment la conviction déjà consolidée de bien des journalistes.

Ceux et celles-là analysent l'échange de mails comme un débat d'opinion où toutes les opinions ne se vaudraient pas, et *en même temps*, comme une controverse scientifique tronquée puisque l'une des parties « se drape(ra)it dans les atours de la science » pour porter des idées militantes. Confondant tout, ils et elles défendent la liberté de quiconque de contester des recherches dont la scientificité ne résisterait pas à la simple opinion du professeur d'allemand.

Sur *BFM*, une essayiste affirme que « l'islamophobie est une idéologie pure ». Pour elle, c'est « l'opinion qui prévaut dans les sciences sociales. Ils sont en train de dire l'islamophobie ça existe parce que ce labo nous l'a dit ». Certes, le professeur d'allemand exprime également son opinion, mais elle aurait plus de valeur que celle du « laboratoire » parce qu'elle est « divergente ». La polémiste-essayiste conclut en remerciant « Frédérique Vidal qui bien fait de mettre les pieds dans le plat : les sciences sociales fabriquent de la censure ».

Pour une journaliste de *Marianne*, il s'agit d'une controverse scientifique entre pair·es : en écho à l'argument du professeur d'allemand sur *BFM*, selon lequel « si critiquer les résultats d'une collègue est un harcèlement, c'est la fin de la science », elle interroge : « comment une enseignante peut-elle se plaindre officiellement de harcèlement parce qu'un de ses collègues, dans des courriels longs et argumentés (...) récuse une part de (ses) travaux ? ».

Or, la discussion entre les deux collègues est très éloignée de la fameuse *disputatio* universitaire, car les deux collègues n'y sont pas exactement à égalité : l'historienne des sociétés colonisées du Maghreb parle depuis son champ de recherche, tandis que le professeur d'allemand polémique avec fureur. L'argumentation du professeur d'allemand entrelace ses goûts, ses dégoûts, ses opinions, l'invective ainsi qu'une série de



**banalités qui infusent aujourd'hui le débat et dont on oublie qu'elles sont nées à l'extrême droite** : il a peu de sympathie pour l'Islam, préfère le Christ qui pardonne à la femme adultère, rappelle que les musulmans ont été de « grands esclavagistes », que beaucoup d'entre eux sont des « antisémites virulents », s'étonne de ne pas les voir par millions dans la rue se désolidariser des terroristes et tient à affirmer que le racisme vise aussi les blancs. Lorsqu'il argue que les trois concepts du titre ne devraient pas être alignés, sa collègue historienne répond qu'« utiliser un concept ne dispense pas d'en questionner la pertinence ». Le titre aurait pu être interrogé lors de l'atelier et la juxtaposition de termes peut valoir autant alignement que désalignement, engager à confronter les unes aux autres des notions qui apparemment se font écho : tout est affaire de problématisation. Certes, la « Semaine pour l'égalité et contre les discriminations » est une activité extracurriculaire proposée par Science Po Grenoble : ce n'est ni un cours ni un colloque scientifique. Cela ne veut pas dire que les professeurs volontaires pour y participer le fassent hors de leur cadre professionnel : ils interviennent là dans leur environnement de travail et doivent se conformer aux règles qui le régissent, notamment celles de « bienveillance », « objectivité » et « laïcité », trois piliers du Code de l'Éducation.

**La polémique telle que les médias la fabrique retourne donc tous les principes de la déontologie professionnelle et de l'éthique scientifique : l'agressivité, l'absence de collégialité, l'opinion partisane et le mépris des savoirs deviennent, par exemple sur LCL, « l'esprit critique et la raison ».**

### ***Limiter la liberté académique au nom de la liberté***

Écrits à l'automne, les mails du professeur d'allemand annoncent les propos de Frédérique Vidal cet hiver. Le premier dénonçait « les conclusions strictement hallucinantes » des « "gender studies", "race studies" et autres "études postcoloniales" (liste loin d'être exhaustive ! ) ». Sur *Cnews* et à l'Assemblée nationale, la seconde cible en février les mêmes champs d'études auxquels elle ajoute les études décoloniales et l'intersectionnalité. Et l'un comme l'autre fourrent ces différents champs d'études dans le grand sac de l'« islamogauchisme ».

En pleine polémique, dans un éditorial de *La République des Pyrénées*, un écrivain et journaliste note que « si ce qui s'est passé à Grenoble n'est pas la manifestation de l'islamogauchisme, cela y ressemble beaucoup ». En cohérence avec l'imaginaire de la pandémie, il fustige le « virus mortifère (...) qui se propage (...) à l'université où des minorités agissantes mènent des campagnes contre des enseignants qui ne s'inscrivent pas dans leur doxa raciale, décoloniale, intersectionnelle et autres ».

Sur *BFM*, un journaliste d'*Atlantico*, invité régulier de *France Info*, prétend que cela le « fait rire » quand il entend que « l'islamogauchisme n'existe pas (...) La complaisance d'une certaine gauche avec les arguments de l'Islam politique, ça a été étudié dans le monde entier ». Et de poursuivre, comme si le lien logique s'imposait : « c'est la même chose avec les études de genre (...) Ce qui est très grave dans une démocratie, c'est la prétention scientifique des études de genre. C'est complètement contraire à la liberté académique et c'est contraire à la liberté d'expression et cela ne correspond pas à ce que l'on peut attendre dans une démocratie ».

Principe fondamental reconnu par les lois de la République et consacré par la décision du Conseil constitutionnel du 20 janvier 1984, la liberté académique est celle que le droit garantit aux universitaires de mener les recherches et les enseignements qu'ils et elles veulent, sans subir de pressions économiques ou politiques. Ce jour-là sur *BFM*, avec brutalité et sans limites, un journaliste a déclaré que des pans entiers des sciences sociales –auxquels lui-même ne connaît rien– mettent en péril la démocratie : en quelque sorte, l'usage de la liberté académique dans le champ des études de genre menace la liberté académique ; la seule solution semble alors bien de supprimer la liberté académique ... pour les chercheur·es en études de genre.

Pour certain·es journalistes, les sciences sociales usurpent donc le nom de science dès lors qu'elles troublent le sens commun : les savoirs critiques sont dangereux pour la société. Il reste un point, vérifiable, sur lequel on ne saurait leur donner raison : loin d'avoir été étudié dans « le monde entier », l'islamogauchisme semble être une obsession française. Pour objectiver sa fragilité empirique, on pourra, par exemple, consulter dans la revue *Mouvements* un récent article de Timothy Peace. La bibliothèque numérique *Jstor* qui archive douze

millions d'articles de revues scientifiques de 160 pays dans 75 disciplines, signale trois références pour « islamo-gauchisme » et 17 pour « islamo-leftism » ; seules quatre se réapproprient la notion tandis que les autres la déconstruisent. À titre de comparaison, le mot-clé « islamophobia » propose 5388 références : pas de doute, la « notion fourre-tout inventée de toute pièce » que le professeur d'allemand a dénoncée lors de sa semaine de célébrité médiatique nomme un champ de recherche. Comme tous les autres, il est traversé par la construction de controverses : celles-ci se déploient selon des méthodologies éprouvées et dont les chercheur.es doivent pouvoir rendre compte. L'opinion libre peut bien sûr questionner ces résultats à tout moment, mais ne peut les nier sans se soumettre à son tour à la rigueur qui fait la science. Le nier c'est sombrer dans un monde de post-vérité que d'aucuns appellent de leurs vœux du fait de son potentiel électoral. Le débat ouvert autour des sciences humaines et sociales doit en effet interpeler les mondes scientifiques dans toute leur diversité, c'est la seule échelle possible de riposte à la violence de l'offensive idéologique en cours.

28 avril : L'Express

[https://www.lexpress.fr/actualite/societe/ouvrons-nos-facs-a-charb-et-au-debat\\_2149290.html?fbclid=IwAR3QgNs7q-ssGiiOnW2x90fSM9tr9mI0xKNVbrDBhH\\_GYGIIVzujmm1GW8g](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/ouvrons-nos-facs-a-charb-et-au-debat_2149290.html?fbclid=IwAR3QgNs7q-ssGiiOnW2x90fSM9tr9mI0xKNVbrDBhH_GYGIIVzujmm1GW8g)

**Tribune**

## "Ouvrons nos facs à Charb et au débat !"

**Enseignants, écrivains, dramaturges... ils appellent les présidents d'université à faire lire dans leurs établissements la *Lettre* posthume du directeur de *Charlie* assassiné en 2015.**



Le dessinateur satirique Charb, directeur de Charlie Hebdo, le 27 décembre 2012, à Paris.  
[afp.com/FRANCOIS\\_GUILLOT](http://afp.com/FRANCOIS_GUILLOT)

**Par L'EXPRESS.fr**

publié le 27/04/2021 à 16:52 , mis à jour à 16:55

Dans l'hebdo du 29 Avril

Le 14 février dernier, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation dénonçait l'existence d'emprises extrémistes qui, selon elle, s'exerceraient au sein des facultés. La Conférence des présidents d'université (CPU) répondait en récusant tout conditionnement idéologique. Selon eux, l'université n'est pas concernée par une aussi grave accusation. Dans un communiqué du 23 octobre 2020, la CPU avait par ailleurs déclaré que "l'université [était] un lieu de débat et de construction de l'esprit critique".

L'objet de notre tribune n'est pas de vouloir donner raison aux uns ou aux autres. Mais, en tant qu'universitaires et acteurs du monde de la culture, nous observons que les extrémismes en tout genre ont, depuis toujours, convoité et recherché activement leur légitimation académique. Qu'il s'agisse d'extrémismes de droite ou de gauche, religieux ou nationalistes, ils ont tous, à un moment donné, considéré que, l'avenir de la nation se jouant largement au sein des universités, ces dernières constituaient un terrain d'action à privilégier afin de faire progresser leurs causes. **La récente affaire de Sciences po Grenoble [NDLR : les noms de deux professeurs, accusés d'islamophobie, ont été affichés devant l'établissement par une association étudiante] n'est qu'une illustration supplémentaire de la cible que l'université représente pour les idéologies extrémistes, qui, toutes, aiment se draper d'oripeaux pseudoscientifiques.**

Préoccupés, comme de nombreux citoyens, par cette situation de grande confusion et de dégradation du débat, nous souhaiterions aider les présidents d'université à rendre irréfutable leur

protestation de bonne foi. Nous pensons, comme eux, que l'université est un lieu de débat et d'élaboration de l'esprit critique.

Nous leur proposons donc de laisser programmer et diffuser, dans leurs établissements, la lecture du texte posthume de Charb *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. Tous ceux qui connaissent ce texte savent qu'il prône la tolérance et la paix ; qu'il ne met en cause ni la religion ni les pratiquants, mais les ignorants qui détournent les mots de leur sens et utilisent l'intimidation et la censure en dévoyant l'argument de respect de la différence. Ce livre est un manifeste contre le racisme et l'intolérance qui tord le cou à tous les extrémismes désireux de semer la confusion dans les esprits. Il constitue un point de départ fructueux pour ouvrir le débat sur une diversité non dévoyée et sur la formation de l'esprit critique.

L'université, lieu du savoir, doit pouvoir accueillir tous les débats ? Alors, soyons sans crainte, et ouvrons nos faces à Charb !

*Appel lancé à l'initiative d'Isabelle Barbéris, maître de conférences en arts de la scène à l'université de Paris et chercheuse associée au CNRS, et de Samuel Mayol, maître de conférences en sciences de gestion à l'université Sorbonne-Paris-Nord.*

*Premiers signataires : Ariane Mnouchkine, metteuse en scène et animatrice de la troupe du Théâtre du Soleil ; C215, street artist ; Xavier Gorce, dessinateur de presse ; Fernando Arrabal, poète, romancier, essayiste, cinéaste ; Patrick Sommier, metteur en scène ; Fabien Ollier, directeur des éditions QS? et de la revue Quel Sport ? ; Jean-Yves Masson, écrivain, traducteur, éditeur, critique littéraire ; Coraly Zahonero, comédienne et metteuse en scène, sociétaire de la Comédie-Française ; Michel Deutsch, écrivain, dramaturge, traducteur, scénariste et metteur en scène ; Olivier Meyer, directeur du théâtre de Suresnes - Jean-Vilar ; Laurent Rochut, directeur de La Factory-théâtre de l'Oulle, à Avignon ; Jean-Philippe Domecq, romancier, essayiste ; Antoine Leperlier, maître verrier ; Ami Flammer, violoniste, professeur au CNSMDP ; Jean-Paul Liliensfeld, cinéaste, metteur en scène ; Thierry Mercier, photographe ; Jean-Marie Brohm, sociologue, anthropologue et philosophe ; Jean Szlamowicz, maître de conférences à l'université de Bourgogne ; Charles Coutel, professeur des universités ; André Quaderi, professeur des universités en psychologie clinique et psychopathologie à l'université Côte-d'Azur ; Xavier-Laurent Salvador, maître de conférences en langue et littérature médiévales à l'université Sorbonne-Paris-Nord ; Michel Albouy, professeur émérite en sciences de gestion à l'université Grenoble-Alpes ; Sami BIASONI, doctorant en philosophie à l'Ecole normale supérieure ; Michel Fichant, professeur émérite à Sorbonne Université ; Pierre-André Taguieff, politologue, sociologue, historien des idées et directeur de recherche honoraire au CNRS.*

7 mai : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/islamophobie-comment-une-brouille-entre-profs-a-fait-imploser-l-iep-de-grenoble-20210507>

Le Figaro (site web)

vendredi 7 mai 2021 - 19:58 UTC +02:00 1456 mots

Actualité ; Société

# «Islamophobie»: comment une brouille entre profs a fait imploser l'IEP de Grenoble

Pech, Marie-Estelle

**RÉCIT - Selon un rapport dévoilé par le *Figaro*, l'école a laissé pourrir la situation, suscitant une polémique nationale.**

L'affaire de Sciences Po Grenoble - des affiches accusant nommément deux professeurs de l'établissement d'islamophobie et de fascisme avaient été placardées par des étudiants sur le mur d'entrée de l'établissement en mars - a connu un retentissement politique national. L'inspection de l'Éducation nationale vient d'écrire un rapport d'enquête de 60 pages au vitriol sur cet « événement inadmissible ».

Il révèle comment une controverse entre deux enseignants sur un sujet d'actualité sensible, l'islamophobie, a dégénéré en une crise ouverte affectant l'ensemble de l'Institut d'études politiques (IEP). C'est le résultat d'une accumulation de maladresses, d'erreurs d'appréciation, de réactions à contretemps, de manquements et de fautes de tous les acteurs, dont la directrice de l'IEP, nouvellement nommée en pleine crise du Covid et inexpérimentée. Le rapport évoque également un climat délétère minant cet établissement bien avant cette controverse.

En novembre, dans le cadre de la préparation de la «*Semaine pour l'égalité et la lutte contre les discriminations*», un groupe de travail composé de huit étudiants et deux enseignants réfléchit à la thématique «*racisme, antisémitisme, islamophobie*». Une discussion houleuse naît entre M. A., professeur d'allemand agrégé et Mme C., maître de conférences, via des courriels envoyés à tous les membres. M. A. remet en cause le concept d'islamophobie qui n'a pas, selon lui, à être mis au même niveau que le racisme et l'antisémitisme.

La réponse de Mme C. («*La notion d'islamophobie est effectivement contestée et prise à partie dans le champ politique et partisan. Ce n'est pas le cas dans le champ scientifique*») va «*sans même qu'elle en ait encore pris conscience aujourd'hui*», selon l'inspection, blesser profondément son collègue. Il la ressent comme un camouflet, ce qui va le conduire à se rebiffer en durcissant le ton. Son long courriel au ton véhément use de termes «*très durs*» envers l'enseignante.

À ce stade, la mission s'étonne que les deux enseignants en désaccord n'aient pas écarté les étudiants de leurs échanges houleux. Ces «*maladresses blâmables*» s'apparentent «*à un manque de professionnalisme déconcertant*»: ce conflit devait se régler hors la présence des étudiants.

Certes, la mission reconnaît «*un effet confinement*». Les échanges écrits par mails «*figent*» les positions, les mots employés demeurent, on les lit, les «*rumine*», les interprète, on nourrit des rancœurs. Cette controverse «*ne se serait pas transformée en psychodrame, puis en crise ouverte, si les échanges entre M. A. et Mme C. s'étaient déroulés oralement, autour d'une table de réunion*», dit le rapport.

Réaction tardive de la direction

Alors que ces échanges ont été tout de suite portés à la connaissance de la directrice de l'IEP, cette dernière tarde à réagir. Lorsqu'elle tente d'apaiser la situation en demandant à M. A. de présenter ses excuses à Mme C., c'est trop tard. Les étudiants du groupe de travail ont déjà fait remonter qu'ils se sentaient agressés par les courriels. Dans le même temps, Mme C. saisit, non pas sa supérieure hiérarchique, la directrice de l'IEP, comme elle aurait dû le faire, mais la directrice du laboratoire de sociologie dont elle fait partie, Mme D., pour lui faire part de son mal-être résultant des attaques dont elle s'estime victime, ainsi que l'ensemble

des chercheurs en sciences humaines et sociales. Outrepassant ses fonctions, cette directrice de laboratoire adopte un « *communiqué* » interne, en réalité une prise de position défendant Mme C. sans recul, qui va transformer le conflit interpersonnel en un contentieux concernant tous les enseignants de l'IEP.

La directrice de l'IEP, qui pense encore maîtriser la situation, va exiger à nouveau des excuses de la part de M. A., excuses apparemment acceptées par Mme C. Erreur. Cette dernière, en arrêt, se dit en détresse psychologique et saisit en parallèle plusieurs instances internes. Elle souhaite en réalité qu'une sanction soit prise envers M.A., alors que la direction de l'IEP cherche l'apaisement.

L'affaire rebondit lorsque les élus étudiants de l'Union syndicale (US), organisation locale majoritaire dans l'établissement, adressent à la directrice le texte qu'ils ont publié sur leur site internet en soutien à Mme C. Une présentation commentée de courts extraits des propos tenus au cours des échanges de début décembre, accompagnés de sous-titres présentant le professeur d'allemand comme « *islamophobe* » et « *d'extrême droite* ». Il se conclut par un appel « *à statuer sur son cas* ». Première faute pointée par le rapport, la réponse de la directrice de l'IEP n'évoque à aucun moment la gravité des accusations d'islamophobie diffusées par des élus étudiants sur les réseaux sociaux à l'encontre d'un professeur de l'établissement, facilement identifiable. Et elle n'exige pas la suppression de ce message accusatoire. Les étudiants publient d'autres messages agressifs, appelant à la délation envers un deuxième enseignant, M.B., concernant son cours sur l'Islam. Mise au courant, la directrice n'intervient toujours pas alors que ces messages relèvent visiblement de la diffamation et de l'injure. C'est lorsque les deux enseignants en prennent connaissance qu'elle finit par réagir. Mais la situation continue de dérailler de façon inexorable. Bon enseignant M.A. est souvent mêlé à des conflits avec ses collègues en raison de sa personnalité « *peu canalizable* ». Lors d'une réunion du conseil de l'établissement auquel participent des étudiants, il avoue être alcoolisé et ne toujours pas comprendre ce qu'on lui reproche. Une attitude « *inadmissible* » pour un professeur qui se doit d'avoir une attitude exemplaire, selon les inspecteurs. Quelques jours après, son nom sera placardé sur les murs de l'IEP, en compagnie de son soutien, M. B.

Après avoir interrogé les étudiants, la mission a été surprise de constater « *leur manque d'intérêt marqué à l'égard des règles applicables en matière de droit au respect de la vie privée, en matière de conditions d'exercice des libertés individuelles, ou encore de respect des droits de la défense, etc. Attitude surprenante de la part d'étudiants déjà bien avancés dans un cursus de sciences politiques* ». Ils condamnent sans appel la présomption d'innocence, outil d'une justice de classe, qui muselle la parole des victimes et sert uniquement à perpétuer l'ordre établi, alors que seule la parole des personnes s'estimant victimes devrait « *compter* » et se traduire immédiatement par des sanctions contre les présumés auteurs pour que s'inverse le système qui actuellement conduit, selon eux, à « *invisibiliser* » les victimes.

#### Stratégie d'attaques

En réalité, tirant parti d'une division des enseignants en deux camps à laquelle conduisait le « *communiqué* » du directeur du laboratoire, l'US a voulu en profiter pour exclure de l'IEP des enseignants qui ne partagent pas ses opinions politiques. Comme l'ont dit tous les étudiants et un certain nombre d'enseignants aux inspecteurs: « *Ce sont les seuls profs de droite à l'IEP...* »

Les représentants des étudiants ont par ailleurs alimenté le conflit pour des raisons personnelles. À l'automne 2020, un élu étudiant représentant de l'US avait revendiqué être désigné comme vice-président étudiant de l'IEP, une demande refusée par la directrice. Ce refus va entraîner des échanges de courriels entre la directrice et cet élu, dans lesquels ce dernier exprime sa déception avec des propos méprisants, d'un irrespect caractérisé pour la fonction comme pour la personne de la directrice, n'hésitant pas à la menacer. À partir de ce moment, l'US s'est engagée dans un conflit sans concession, dans lequel tout moyen de contester les positions de la direction est saisi, tel le conflit interpersonnel entre les deux enseignants.

Cette stratégie d'attaques vise en réalité directement la direction, accusée d'inaction, et donc de complicité. Elle est complétée, sur fond de scandale de l'affaire Duhamel à Sciences Po Paris, par la relance par l'US ou des associations proches, de rumeurs dénonçant des actes présumés de violences sexuelles ou sexistes à l'encontre d'étudiants de l'IEP. Certains étudiants sont même désignés comme cibles sur les réseaux sociaux. Bonne ambiance...



8 mai : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/frederique-vidal-quatre-enseignants-ont-ete-rappelles-a-l-ordre-les-etudiants-le-seront-aussi-20210507>

Le Figaro, no. 23860

Le Figaro, samedi 8 mai 2021 514 mots, p. 10

Société

**Frédérique Vidal :**

« Quatre enseignants ont été rappelés à l'ordre,  
les étudiants le seront aussi »

Pech, Marie-Estelle

FRÉDÉRIQUE VIDAL, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, commente le rapport sur l'IEP de Grenoble qu'elle avait commandé, en mars dernier, à l'inspection générale de l'éducation (*lire ci-dessus*).

**LE FIGARO. - Est-il interdit de contester le terme d' « islamophobie » à l'université, comme cela a semblé être le cas à l'IEP de Grenoble ?**

**Frédérique VIDAL.** - Ce sujet et ce terme sont sensibles, mais il est tout à fait possible d'en débattre. On peut débattre de tout à l'université. Il n'y a pas de tabou. Certes, il est compliqué d'aborder un certain nombre de sujets dans la sérénité, mais il faut éviter les arguments d'autorité de part et d'autre. **L'erreur fondatrice, celle qui a figé la situation, c'est que les deux enseignants qui débattaient au sujet de ce terme ont transformé leur controverse en conflit interpersonnel, le tout par mails, et en prenant à témoin des étudiants.**

Il faut protéger les personnels et assurer la liberté d'expression à l'université. **Mais tout fonctionnaire, qui plus est enseignant, même lorsqu'il s'estime provoqué, doit respecter certaines règles de déontologie. Quatre d'entre eux, impliqués dans cette affaire, ont commis des fautes et ont, depuis, été rappelés à l'ordre par leur direction. Notamment les deux enseignants qui se sont opposés l'un à l'autre et une directrice de laboratoire, intervenue dans un conflit qui ne la concernait pas directement. Les étudiants impliqués, en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant atteinte à leur honneur et par conséquent à la réputation de l'IEP, se sont comportés de façon inadmissible. Ils devront être sanctionnés.**

**Interrogés par les inspecteurs, les étudiants syndiqués ont une attitude ahurissante, sans regrets. Ils ne reconnaissent pas la présomption d'innocence par exemple. Étonnant pour des apprentis juristes.**

Le procureur de la République a été saisi à deux reprises, pour l'affichage sur les murs de l'université et les propos calomnieux sur les réseaux sociaux. A minima irrespectueux et très accusateurs dans leurs propos, les étudiants feront aussi l'objet de sanctions disciplinaires. J'ai le sentiment qu'il y a une scission entre leur perception de la vie réelle et la vie sur les réseaux sociaux, où on peut oublier les règles de droit. Il nous faut réfléchir à une éducation aux règles minimales du droit sur les réseaux sociaux, peut-être pour tous les étudiants. Les règles de base de politesse des uns envers les autres, non respectées à maintes reprises dans cette affaire, doivent aussi être rappelées...

**La directrice de l'IEP, sans cesse à contretemps, peu réactive, en prend aussi pour son grade dans le rapport. Elle a notamment tardé à défendre les enseignants vilipendés sur les réseaux sociaux.**

Il faut accompagner les directeurs pour qu'ils sachent que faire dans ce type de circonstances. Les recteurs et le ministère sont fréquemment sollicités pour des conseils. La gouvernance de cet IEP va être renforcée. Le règlement intérieur sera revisité. Je renouvelle toute ma confiance envers la directrice de l'IEP, que les inspecteurs accompagneront pour la mise en oeuvre des recommandations du rapport.

8 mai : Le Monde

[https://www.lemonde.fr/education/article/2021/05/08/sciences-po-grenoble-la-ministre-appelle-a-sanctionner-les-etudiants-accuses-de-diffamation\\_6079595\\_1473685.html](https://www.lemonde.fr/education/article/2021/05/08/sciences-po-grenoble-la-ministre-appelle-a-sanctionner-les-etudiants-accuses-de-diffamation_6079595_1473685.html)

# Sciences Po Grenoble : la ministre appelle à « sanctionner » les étudiants accusés de diffamation

Le 4 mars, plusieurs étudiants avaient accusé deux professeurs d'« islamophobie », aussi bien par voie d'affichage devant l'enceinte de l'IEP que sur les réseaux sociaux, provoquant une crise au sein de l'établissement.

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 16h16



L'entrée de Sciences Po Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères, le 8 mars 2021. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

La ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a appelé samedi 8 mai, dans un entretien au [Figaro](#), l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble à « sanctionner » rapidement les auteurs de la diffamation publique de deux de ses professeurs.

Le 4 mars, plusieurs étudiants avaient placardé à l'entrée de l'institut des affichettes accusant nommément deux professeurs d'« islamophobie », avant de relayer pareils propos sur les réseaux sociaux par le biais de syndicats étudiants, dont l'Unef (Union nationale des étudiants de France, classé à gauche). L'affaire a déclenché l'ouverture par le parquet d'une enquête, pour « injure publique » notamment. Le gouvernement avait dénoncé la « mise en danger » des enseignants par ces étudiants, ciblant plus spécifiquement l'Unef, qui a reconnu une initiative « maladroite et dangereuse ».

## « Maladresses, manquements et fautes »

La ministre avait alors commandé un rapport à l'inspection de l'éducation nationale, dont les conclusions ont été révélées samedi par *Le Figaro*. Dans ce document, dont l'Agence France-Presse a obtenu copie, l'inspection souligne que « tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation, des maladresses, des manquements et fautes plus ou moins graves ».

**Mais, aux yeux de l'inspection, les principaux coupables restent les étudiants qui ont taxé les deux professeurs d'« islamophobie » ou qui ont relayé de telles accusations sur les réseaux sociaux – notamment l'Union syndicale Sciences Po Grenoble (US, premier syndicat de l'établissement) ainsi que la branche locale de l'Unef.**

« Ces accusations, souligne le rapport, sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP » au fil des mois, laquelle « a conduit à l'événement déplorable du 4 mars ». **D'autant que les rapporteurs n'ont trouvé « aucun témoignage permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie » des deux**

**professeurs « relayés par l'US », que l'inspection accuse par ailleurs d'avoir généré « un climat de peur ».** Le 10 mars, la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, avait « *condamné très clairement* » les affiches. Elle avait en revanche estimé que l'un des professeurs visés avait tenu des propos « *extrêmement problématiques* » sur l'islam.

L'inspection appelle la direction de l'IEP à prendre « *sans tarder des mesures fermes* » pour « *sanctionner les fautes les plus graves* ». Cela concerne tous « *les élus étudiants de l'US signataires* » des accusations contre les professeurs, mais aussi les membres du syndicat qui ont diffusé sur les réseaux de « *graves accusations* » contre d'autres étudiants, « *d'une violence inouïe* » parfois, et qui « *relèvent du harcèlement* ».

## **La ministre veut renforcer la gouvernance de l'IEP**

A l'origine des accusations d'islamophobie, on trouve ainsi, en novembre et en décembre 2020, un échange de courriels véhéments à propos d'un cours sur l'islam entre un professeur d'allemand, dont le nom a été mentionné sur les affiches, et une historienne.

L'inspection épingle le « *manque de professionnalisme déconcertant* » des deux professeurs, qui ont laissé plusieurs étudiants en copie de leurs mails, et dénonce le « *manque d'intérêt marqué* » des étudiants pour le respect de la vie privée ou la présomption d'innocence, lequel a conduit aux affichages.

« *Il nous faut réfléchir à une éducation aux règles minimales du droit sur les réseaux sociaux, peut-être pour tous les étudiants* », a souligné la ministre. M<sup>me</sup> Vidal a également annoncé un renforcement de la gouvernance de l'IEP (préconisé par le rapport) tout en réaffirmant sa confiance à Sabine Saurugger.

8 mai : Dauphiné Libéré

<https://www.ledauphine.com/faits-divers-justice/2021/05/08/iep-grenoble-les-etudiants-impliques-devront-etre-sanctionnes-indique-la-ministre-vidal>

# Affaire Sciences Po Grenoble : les étudiants impliqués "devront être sanctionnés", indique la ministre Vidal

Des étudiants avaient publiquement diffamé des professeurs : ils devront être sanctionnés, indique ce samedi la ministre de l'Enseignement supérieur.

Par La rédaction avec AFP - Aujourd'hui à 12:30



L'IEP de Grenoble, en Isère. Photo LDL

Les étudiants qui ont publiquement diffamé des professeurs de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble "devront être sanctionnés", a estimé samedi la ministre de l'Enseignement supérieur, à l'appui des conclusions d'un rapport qu'elle avait commandé sur l'affaire.

"Les étudiants impliqués, en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant atteinte à leur honneur et par conséquent à la réputation de l'IEP, se sont comportés de façon inadmissible. Ils devront être sanctionnés"», [déclare Mme Vidal dans un entretien au Figaro.](#)

## Deux professeurs accusés d'"islamophobie"

Début mars, des étudiants avaient placardé à l'entrée de l'institut des affichettes accusant nommément deux professeurs d'"islamophobie", relayées ensuite sur les réseaux sociaux par des syndicats étudiants, dont l'Unef (classé à gauche).

L'affaire a fait souffler un vent de tempête dans l'établissement et déclenché l'ouverture par le parquet d'une enquête pour "injure publique" notamment. Le gouvernement a dénoncé la «mise en danger» des enseignements par ces étudiants, en ciblant notamment l'Unef.

*Le Figaro* publie les conclusions du rapport commandé par la ministre à l'inspection de l'Éducation nationale sur cette affaire. Le document pointe, selon le journal, une accumulation de maladresses, d'erreurs d'appréciation, de réactions à contretemps et de fautes de divers acteurs.

## "Maladresses blâmables"

A l'origine des accusations d'islamophobie, on trouve notamment un échange de mails véhéments sur cette notion, en novembre et décembre 2020, entre un professeur d'allemand, dont le nom a été mentionné sur les affiches, et une historienne.

Dans son rapport, cité par le *Figaro*, l'inspection épingle les "maladresses blâmables" et le "manque de professionnalisme déconcertant" des deux professeurs qui ont laissé des étudiants en copie de leurs mails.

Elle dénonce l'attitude des étudiants et leur "manque d'intérêt marqué» pour le respect de la vie privée ou la présomption d'innocence, qui a conduit aux affichages, "une attitude surprenante" pour des jeunes "déjà bien avancés dans un cursus de sciences politiques".

"Il nous faut réfléchir à une éducation aux règles minimales du droit sur les réseaux sociaux, peut-être pour tous les étudiants", estime en réaction la ministre.

Le rapport regrette des réactions insuffisantes ou tardives de la direction de l'établissement, selon le journal.

"La gouvernance de l'IEP va être renforcée", souligne Mme Vidal, en réaffirmant "toute (sa) confiance" à la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger. Cette dernière avait "condamné très clairement" les affiches dénonçant les deux enseignants, tout en notant que l'un d'eux avait tenu des propos "extrêmement problématiques" sur l'islam.

8 mai : Radion Bleu Isère

<https://www.francebleu.fr/infos/education/professeurs-accuses-d-islamophobie-a-sciences-po-grenoble-les-etudiants-impliques-doivent-etre-1620478636>

## Professeurs accusés d'islamophobie à Sciences Po Grenoble : "Les étudiants impliqués doivent être sanctionnés"

Samedi 8 mai 2021 à 15:25 -

Par [Louise Buyens](#), [Chloé Cenard](#), [France Bleu Isère](#), [France Bleu Grenoble](#)

La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, s'est exprimée dans le Figaro ce samedi après la publication d'un rapport suite à l'affaire des deux enseignants accusés d'islamophobie à l'IEP de Grenoble en mars dernier. Elle appelle à sanctionner les étudiants impliqués.

**Le gouvernement appelle ce samedi l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble à "sanctionner" rapidement les étudiants qui avaient publiquement diffamé des professeurs**, en les accusant d'islamophobie. Réaction après la publication des conclusions d'un rapport que le ministère de l'Enseignement supérieur avait commandé sur l'affaire.

### L'État appelle à sanctionner les étudiants impliqués

**"\_Les étudiants impliqués\_, en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant atteinte à leur honneur et par conséquent à la réputation de l'IEP, **se sont comportés de façon inadmissible. Ils devront être sanctionnés**",** a déclaré la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, dans un [entretien chez nos confrères du Figaro \(article payant\)](#).

Le 4 mars dernier, [des étudiants avaient placardé à l'entrée de l'institut des affichettes accusant nommément deux professeurs d'islamophobie](#). Ils avaient également relayé leurs propos sur les réseaux sociaux via des syndicats étudiants, dont l'Unef.

Le parquet avait ouvert une enquête pour *"injure publique"* notamment et les [deux professeurs](#) avaient dû être [placés sous protection policière](#).

### "Des maladresses et des fautes plus ou moins graves"



L'inspection souligne que "*tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation, des maladresses, des manquements et fautes plus ou moins graves*".

## La directrice de l'IEP grenoblois soutenue par Frédérique Vidal

La directrice de l'établissement, Sabine Saurugger, avait "*condamné très clairement*" les affiches au moment des faits mais les auteurs du rapport estiment que **les réactions de la direction ont été "*insuffisantes*" ou "*tardives*".**

"*La gouvernance de l'IEP va être renforcée*", réagit Frédérique Vidal qui a néanmoins tenu à réaffirmer "*toute (sa) confiance*" à la directrice de l'IEP.

## Klaus Kinzler, l'un des professeurs accusés réagit

**Klaus Kinzler** a été l'un des professeurs publiquement accusés d'«*islamophobie*» sur le campus de Sciences-Po Grenoble. Il réagit aux déclarations de la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal et à la publication du rapport commandé suite à cette affaire.

**Klaus Kinzler réagit. C'est l'un des professeurs accusés d'«islamophobie» sur le campus de Sciences-Po Grenoble**

10 mai : Télérama

<https://www.telerama.fr/ecrans/cnews-premiere-chaine-dintox-de-france...-avec-le-soutien-de-lelysee-6875760.php>

## CNews, première chaîne d'intox de France... avec le soutien de l'Élysée

15 minutes à lire

---

**Samuel Gontier**

Publié le 10/05/21

**La semaine dernière, CNews a pour la première fois dépassé BFMTV en audience.**

**Récompense suprême pour la chaîne qui propage des fake news sur des controverses montées de toutes pièces : documentaire censuré à Orléans, écriture inclusive imposée à l'école, Blanche-Neige victime de la "cancel culture"... Plus courageux encore, Pascal Praud désigne à la vindicte de la fachosphère des responsables de services publics. Une action civique qui vaut à l'animateur d'être chouchouté par l'Élysée.**

(...)

**Une autre affaire montre** que ce goût pour la délation peut avoir de graves conséquences sur les personnes désignées à la furie de la fachosphère.. Jeudi soir, l'émission À l'air libre, réalisée par Mediapart, reçoit Anne-Laure Amilhat-Szary, directrice à Grenoble du laboratoire Pacte du CNRS. Je conseille vivement de regarder son témoignage (en accès libre) pour prendre la mesure de la gravité des agissements de M. Pascal Praud. Ce dernier a mis en cause l'universitaire lors de l'affichage des noms de deux professeurs de Sciences Po Grenoble accusés d'islamophobie. Affichage que l'intéressée a toujours vigoureusement condamné. Affichage consécutif à une controverse entre un prof militant et une chercheuse de son laboratoire qu'Anne-Laure Amilhat-Szary a défendue dans un communiqué ensuite falsifié par Klaus Kinzler, le prof en question.

**Pascal Praud s'est empressé** d'inviter ce professeur, qui déclare alors : *« Un grand chercheur directeur de laboratoire de recherche se met en dehors de la science. Il ne comprend même pas, c'est une femme d'ailleurs, elle ne comprend même pas ce que c'est, la science. — Ce laboratoire, Pacte, avec cette dame..., rebondit Pascal Praud. Je vais citer son nom, Anne-Laure Amilhat-Sza... Szaa... Szary. »* La délation est un métier. *« Cette dame-là, c'est la directrice du laboratoire mais cette dame, c'est une militante. — C'est une militante. C'est des gens qui ne réfléchissent même pas. — Oui mais qui se croient tout permis et qui avancent avec le sentiment d'impunité. C'est très révélateur, on voit le terrorisme intellectuel qui existe dans l'université à travers leur exemple. »*



© CNews / Mediapart

**Sur le plateau de Mediapart**, Anne-Laure Amilhat-Szary raconte la suite. *« La ministre de l'Enseignement supérieur dit que c'est insensé de livrer des noms d'enseignants-chercheurs à la vindicte des réseaux sociaux, or ça a été mon cas. J'ai fait l'objet d'une campagne diffamatoire avec menaces de mort nombreuses et répétées. »* Au point de devoir porter plainte pour *« cyber-harcèlement et menaces de mort »*. *« Comment vous avez vécu tout ça ?, demande Mathieu Magnaudeix. — Mal. Et comme la preuve que l'intersectionnalité est une bonne grille d'analyse puisque j'ai fait l'objet d'insultes islamophobes, antisémites, sexistes, avec une critique de mon physique avec mon portrait transformé... Je vous laisse imaginer le pire. »* Le pire sciemment provoqué par Pascal Praud.



© Mediapart

*« **Je n'ai pas de protection judiciaire**, regrette Anne-Laure Amilhat-Szary. Elle a été demandée et on n'en a plus jamais entendu parler. La ministre a défendu des personnes qui ont effectivement été mises en danger par des affichages criminels et moi, je me débrouille toute seule. »* Comme se débrouillent toutes seules les journalistes Morgan Large et Nadiya Lazzouni, respectivement victimes d'intimidations (dont un sabotage de voiture) et de menaces de mort, sans qu'elles obtiennent la protection policière demandée — et soutenues par de nombreuses organisations de journalistes.

**En revanche, Emmanuel Macron** n'hésite pas à téléphoner à Éric Zemmour, quand il est agressé dans la rue, pour l'assurer de son soutien. De même, Christine Kelly, la faire-valoir de

Zemmour, est promptement reçue à l'Élysée quand elle reçoit des menaces de mort (évidemment inadmissibles, quoiqu'on pense de son travail).

**Quant à Pascal Praud...** Non seulement ses délits de « *mise en danger de la vie d'autrui par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale ou professionnelle* » (que le gouvernement se vante d'avoir inclus dans la [loi Séparatisme](#)) n'entraînent aucune poursuite, mais ils lui valent le soutien enamouré du pouvoir. Dans [un article du Monde](#), Ariane Chemin raconte comment le journaliste de CNews est reçu avec les honneurs à Matignon, à la questure de l'Assemblée (où le reçoit le député Florian Bachelier, habitué de ses émissions) et même à l'Élysée. Emmanuel Macron et son conseiller Bruno Roger-Petit entretiennent des contacts réguliers avec Pascal Praud, allant jusqu'à lui livrer des infos en direct. Ariane Chemin explique que Bruno Roger-Petit, « *le "M. Triangulation" de l'Élysée, scrute depuis longtemps CNews, qui relaie souvent les obsessions de l'extrême droite et a pour lui le même avantage que Valeurs actuelles : cliver l'opinion en deux camps sans laisser beaucoup de place à d'autres courants de pensée* ».

**Ainsi, le pouvoir actuel**, et jusqu'à son plus haut sommet, utilise et protège un délinquant d'extrême droite propagateur de fausses nouvelles. La campagne pour la présidentielle s'annonce terrifiant... pardon, passionnante.

11 mai : L'Obs

<https://www.nouvelobs.com/education/20210511.OBS43880/une-suffisance-stupefiante-les-elus-etudiants-de-sciences-po-grenoble-en-accusation.html>

L'Obs (site web)

Education, mardi 11 mai 2021 - 07:00 UTC +02:00 536 mots

## « Une suffisance stupéfiante » : les élus étudiants de Sciences-Po Grenoble en accusation

L'Obs,

**Le rapport de l'Inspection générale sur les accusations infamantes d'islamophobie à l'IEP met au jour un climat de « peur » et d'« intimidation » entretenu par le principal syndicat étudiant.**

Violent retour de bâton dans l'affaire des collages infamants de l'IEP de Grenoble. Six mois après la prise de bec entre enseignants autour de la notion d'islamophobie et deux mois après les collages accusant deux d'entre eux de fascisme et... d'islamophobie, le rapport d'enquête de l'Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (IGÉSR), publié samedi 8 mai [PDF], jette une lumière crue sur le climat délétère au sein de l'institut d'études politiques (IEP). Côté enseignants, les deux camps sont renvoyés dos à dos. **Les deux profs dénoncés dans les collages - un germaniste et un sociologue spécialiste de l'islam européen - se voient reconnus comme victimes, mais sont pointés du doigt pour leurs propos « provocateurs » ou « inappropriés ». Tandis que leurs contradictrices, historienne de la colonisation et directrice du prestigieux laboratoire Pacte, se voient rappelées à l'ordre pour leur déloyauté vis-à-vis de l'institution.** Le communiqué diffusé par le laboratoire le 7 décembre 2020 ayant contribué, selon les inspecteurs, à « dramatiser » un conflit interpersonnel et à démultiplier sa portée en plaçant notamment « le débat sur le terrain de la défense des sciences sociales, ce qui n'avait pas lieu d'être ». Instrumentalisation des violences sexistes et sexuelles **Plus inattendu : la violence de la charge contre les 17 élus étudiants du principal syndicat de l'IEP, l'Union syndicale (US), contre qui l'IGÉSR préconise des poursuites pénales sinon disciplinaires.** Non content d'avoir calomnié et harcelé les deux enseignants et fait preuve d'une hostilité et d'une « suffisance stupéfiante » dans leurs rapports avec l'administration (et manifestement avec l'IGÉSR !), ceux-ci, très marqués à gauche et apparemment peu soucieux du respect de la présomption d'innocence (« outil d'une justice de classe », ont-ils rétorqué aux inspecteurs...), feraient régner un climat de « peur » et d'« intimidation », en instrumentalisant notamment la question des violences sexistes et sexuelles (VSS) contre « tous ceux qui ne [leur] semblent pas partager [leurs] positions ». Un climat qui, selon l'IGÉSR, expliquerait le manque de fermeté de la direction à leur égard. D'autant que les IEP, à la même époque, étaient ébranlés par les révélations en cascade sur les réseaux sociaux de cas supposés de VSS (le mouvement #Sciencesporcs), fortement relayés par de nombreux syndicats étudiants... dont l'US. **Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui a fait de la lutte contre « l'islamo-gauchisme » le nouveau marqueur de son action politique, a promis de porter une « grande attention » à la mise en oeuvre des recommandations de l'IGÉSR. « Les étudiants impliqués, en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant atteinte à leur honneur et par conséquent à la réputation de l'IEP, se sont comportés de façon inadmissible. Ils devront être sanctionnés », a aussi déclaré la ministre dans un entretien au « Figaro ».** A noter que les conclusions de l'Inspection générale recroisent les inquiétudes **du directeur de Sciences-Po Lille, Pierre Mathiot, qui, dans « l'Obs » en mars, s'était lui-même inquiété du « stalinisme mal digéré » et du rapport distant à la véracité des faits dont ferait preuve une frange de ses étudiants, minoritaire mais fortement agissante.**

# Rapport sur Sciences Po Grenoble : des étudiants omnipotents et ignorants de la loi

Amandine Hirou

## **Le rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) sur l'affaire de l'IEP de Grenoble insiste sur le rôle des élus étudiants.**

Le rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche, remis à la ministre Frédérique Vidal le 7 mai dernier, pointe les responsabilités de chaque acteur dans l'affaire qui avait secoué l'Institut d'études politiques de Grenoble en mars 2021. L'apposition, sur les murs de l'institution d'affiches accusant nommément deux professeurs - surnommés "M. A" et "M.B" par les inspecteurs - "d'islamophobie" et de fascisme avait suscité un emballement médiatique considérable. Dans ce texte de 55 pages, présenté deux mois plus tard, l'action de la direction, d'une partie de la communauté enseignante et des représentants d'élèves, est passée au crible. Mais le point le plus frappant est sans nul doute la sévérité avec laquelle les auteurs du rapport jugent l'attitude des étudiants de l'Union syndicale (US) Sciences Po Grenoble, l'organisation représentative des étudiants majoritaire dans l'établissement. "Lors de son entretien avec trois représentants de l'US, le 10 mars 2021, la mission a été surprise de constater leur manque d'intérêt marqué à l'égard des règles applicables en matière de droit au respect de la vie privée, en matière de conditions d'exercice des libertés individuelles, ou encore de respect des droits de la défense", déclarent-ils. Avant d'enfoncer encore un peu le clou en dénonçant une "attitude surprenante de la part d'étudiants bien avancés dans un cursus de sciences politiques."

Les dissensions, qui apparaissent au grand jour dans la matinée du 4 mars 2021 avec la découverte de ces fameuses affiches à l'entrée de l'IEP, s'exprimaient déjà en interne depuis décembre 2020. Dans le cadre d'un groupe de travail visant à préparer une "semaine pour l'égalité et la lutte contre les discriminations" prévue le mois suivant, un désaccord éclate entre M. A, professeur agrégé, et Mme C., maître de conférences, à propos de l'intitulé de la journée de débat : "Racisme, antisémitisme et islamophobie". M. A contestant la légitimité de la notion d' "islamophobie" et sa mise sur le même pied que les notions de racisme et d'antisémitisme, alors que sa collègue la considère comme une notion devenue évidente dans les sciences sociales. Le ton monte entre les deux enseignants qui s'échangent des emails virulents. Courriels dont des étudiants sont également destinataires.

C'est à la rentrée des vacances de Noël, le 9 janvier 2021, que les élus étudiants de l'Union syndicale s'emparent de la polémique. Malgré les appels à l'apaisement de la directrice, l'US mène une campagne virulente contre M. A sur son site internet. Même s'il n'est pas spécifiquement nommé à ce stade, l'enseignant, facilement identifiable, est présenté comme "islamophobe" et "d'extrême droite". Un autre de ses collègues, M.B, est également indirectement pris pour cible sur les réseaux sociaux. L'US réclame "que des actes concrets soient pris, notamment la suppression de CS (cours spécialisés, Ndlr) sur l'Islam qui seraient tenus par des professeur.e.s (sic) dont les propos ont été mis en cause pour leur islamophobie". **La direction envoie des messages d'apaisement. Mais "à aucun moment cette réponse n'évoque la gravité des accusations d'islamophobie ainsi diffusées par des élus étudiants de l'IEP sur les réseaux sociaux", déplore le rapport. Qui insiste : "Cette réponse n'exige donc pas de ses destinataires la suppression (...) de ce message accusatoire sous peine de poursuites disciplinaires".**

### ***"Une suffisance confondante"***

L'affaire ne s'arrête pas là puisque, le 22 février, l'US publie sur sa page Facebook "un appel à témoignages" sur les "propos problématiques" qui auraient été entendus pendant le fameux cours spécialisé sur l'islam, accompagné d'un message indiquant qu' "étant donné les problèmes d'islamophobie de certains professeurs de l'IEP, elle souhaite retirer ce cours spécialisé des maquettes pédagogiques pour l'année prochaine si des propos islamophobes y étaient dispensés comme scientifiques". Elle précise que les témoignages seront anonymisés. **"Là encore, la direction de l'IEP ne convoque pas les élus étudiants de l'US pour leur rappeler que ces accusations injurieuses diffusées sur les réseaux sociaux à l'encontre de M.B présentent toutes les caractéristiques du délit d'injures publiques et, outre d'un signalement au procureur de la République, sont passibles de**



**sanctions disciplinaires, ni a fortiori n'exige d'eux qu'ils retirent immédiatement cet "appel à témoignages" de leur page Facebook", est-il stipulé dans le rapport.**

Une méconnaissance ou un mépris vis-à-vis de la loi qui, visiblement, choque les auteurs de cette enquête. L'un des responsables de l'US interrogé aurait balayé "avec assurance" les remarques de ces derniers. "La suffisance de ces représentants étudiants est confondante", insistent les inspecteurs. En effet, lorsqu'ils leur demandent si cet "appel à témoignage" garantissant l'anonymat des répondants a été productif, ils ne lui produisent que deux témoignages "anonymes", "imprécis", "peu circonstanciés" et "uniquement fondés sur des impressions et ressentis". Il est donc inenvisageable qu'un juge puisse les retenir comme présomption, et encore moins comme preuve. Plus grave encore : les membres de l'US ont une vision bien particulière des droits de la défense. La seule réponse que la mission obtient est "une condamnation sans appel de la présomption d'innocence, outil d'une justice de classe, qui muselle la parole des victimes et sert uniquement à perpétuer l'ordre établi, alors que seule la parole des victimes (c'est-à-dire, dans le sens des interlocuteurs de la mission : "des personnes s'estimant victimes") devrait "compter" et se traduire immédiatement par des sanctions contre les auteurs (c'est-à-dire : "les présumés auteurs") pour que s'inverse le système qui actuellement conduit, selon eux, à "invisibiliser" (sic) les victimes.

***"En fait, ce sont les deux seuls profs de droite à l'IEP..."***

En guise de conclusion, le rapport estime que **ce sont bien les accusations d'islamophobie à l'encontre de M. A et M.B, ainsi que de fascisme en ce qui concerne M. A., relayées ou diffusées sur les réseaux sociaux par l'US, de manière réitérée, qui sont la cause de la détérioration du climat de l'IEP qui a conduit à l'événement du 4 mars. Accusations totalement infondées par ailleurs.** "Tirant partie d'une division des enseignants en deux camps (...) l'US a voulu en profiter pour exclure de l'IEP deux enseignants qui ne partagent pas ses opinions politiques", est-il écrit. Et les auteurs de poursuivre : "Comme l'ont dit tous les étudiants et un certain nombre d'enseignants avec lesquels la mission s'est entretenue : "en fait, ce sont les deux seuls profs de droite à l'IEP..."".

Pour finir, la mission formule onze recommandations dans différents champs d'action. Elle préconise, notamment, des mesures disciplinaires à l'égard des représentants étudiants concernés. L'enseignant, M. A., au centre de l'affaire, qui, lors du conseil des études et de la vie étudiante (CEVIE) du 26 février dernier, aurait eu un comportement "très déplacé" est aussi mis en cause, comme d'autres de ses collègues. Il fait l'objet "d'un dernier rappel solennel et ferme à ses obligations de fonctionnaire (...) assorti d'une mise en garde sévère pour l'avenir." **Les inspecteurs estiment toutefois qu'il serait "inopportun" de prononcer une sanction disciplinaire à son encontre. Soulignant les "circonstances très particulières" de l'événement.**

# Sciences Po Grenoble ou la tyrannie décomplexée du syndicat étudiant

MERCREDI 12 MAI 2021 À 07:30 / NATHALIE MP MEYER

*Cet article est la suite de [Sciences Po Grenoble : avoir tort avec SARTRE, encore et toujours](#) publié ici le 11 mars 2021.*

**C**On ne sait toujours pas qui sont les étudiants directement responsables du collage placardé en mars dernier à l'entrée de Sciences Po Grenoble accusant nommément deux enseignants de l'établissement de « *fascisme* » et « *d'islamophobie* » (photo de couverture).

En revanche, on apprend aujourd'hui que le syndicat étudiant maison (une scission de l'UNEF baptisée Union syndicale ou US), **avait installé depuis plusieurs mois un « climat de peur » parmi les étudiants** en diffusant sur les réseaux sociaux – sans vérification aucune, naturellement – de graves accusations, notamment en matière de harcèlement sexuel voire de viol, et qu'il en usait abondamment afin de « *déstabiliser, marginaliser ou exclure tous ceux qui ne lui semblent pas partager ses positions* » :

En tout état de cause, en l'absence de tout élément de fait et de tout témoignage corroboré par d'autres personnes présentes justifiant ces graves accusations d'islamophobie, la conclusion s'impose : **l'US a utilisé des méthodes éprouvées qui, manifestement, sont d'une redoutable efficacité quelle que soit la cible (étudiants ou enseignants), à savoir les accusations publiques sur les réseaux sociaux d'avoir commis des actes pénalement répréhensibles (ici, l'islamophobie puisque la question en débat était celle-là) qui ne sont fondées sur aucun élément de présomption et encore moins de preuve**, sur aucun fait établi, sur aucune décision de justice, mais qui nourrissent les rumeurs contre lesquelles les personnes mises en cause peuvent difficilement lutter (le plus souvent, la personne ainsi accusée finit par renoncer à se défendre et soit elle est placée en congé de maladie, soit elle quitte l'établissement pour retrouver la sérénité, mais, pour ses accusateurs, le but poursuivi est atteint<sup>40</sup>).

À cet égard, au travers des multiples pièces qu'elle a collectées et des nombreux témoignages qu'elle a recueillis, sur sa convocation de l'interlocuteur ou à la demande expresse de ce dernier, la mission a découvert qu'un climat de peur s'était installé depuis plusieurs mois parmi les étudiants de l'IEP et que les accusations de l'US sur les réseaux sociaux, notamment en matière de violences sexistes et sexuelles, sont ainsi devenues une arme redoutable entre les mains de l'organisation étudiante et qu'elle en use pour tenter de déstabiliser, marginaliser ou exclure de l'IEP tous ceux qui ne lui semblent pas partager ses positions.

Ces propos que je viens d'écrire entre guillemets et dont j'ai inséré la photo ci-dessus **décrivent parfaitement un environnement soumis à une terreur autoritaire et arbitraire**. Or ce sont ceux des deux inspecteurs de l'IGESR (Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche) qui furent chargés par la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal d'éclaircir les responsabilités dans l'enchaînement des événements qui ont abouti le 4 mars dernier au collage précité.

Ils ont rendu leur [rapport](#) vendredi dernier, et le moins qu'on puisse dire, c'est que s'ils considèrent que tous les acteurs de cette affaire – enseignants, direction, syndicat étudiant, étudiants – ont commis à un moment ou un autre « *des erreurs d'appréciation, des maladresses, des manquements et fautes, plus ou moins graves, plus ou moins nombreux* », ils se montrent particulièrement sévères quant au **rôle absolument déterminant et délétère de l'Union syndicale** dans la « *grave détérioration* » du climat de Sciences Po Grenoble.

Ils révèlent même que la veille du collage, des personnels de l'école « *avaient décidé de réagir aux pratiques violentes de l'US qui, selon eux, rendaient depuis plusieurs mois tout dialogue impossible* ».

→ Résumé des épisodes précédents :

Le rapport d'inspection établit le déroulé des faits de façon très précise dans sa première partie.

Disons seulement ici, comme je l'ai [déjà écrit](#) au moment où l'affaire a éclaté, que dans le cadre de la préparation d'une « *semaine de l'Égalité et contre les discriminations* », Klaus K. (M. A dans le rapport), qui enseigne l'allemand depuis 25 ans dans l'école, s'est inscrit dans un groupe de travail intitulé « *Racisme, islamophobie, antisémitisme* ».

Dans un échange de mails fourni, il fait valoir ses doutes sur la pertinence du terme islamophobie associé à racisme et antisémitisme auprès de sa collègue Claire M. (Mme C dans le rapport) qui pilote le groupe. Il fait également état du soutien que lui apporte son collègue Vincent T. (M. B dans le rapport) qui dispense un cours de spécialité optionnel sur l'Islam et les musulmans en France aujourd'hui.

Le ton monte. La direction de l'école demande à M. A de s'excuser auprès de Mme C, ce qu'il fait à deux reprises. Les élèves du groupe ne sont pas en reste qui se disent « *agressés* » par la nature des échanges.

Suite à quoi Mme C se plaint de harcèlement auprès du laboratoire PACTE dans lequel elle travaille au CNRS, lequel laboratoire fait immédiatement savoir par communiqué officiel que :

**« Nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient, constitue une forme de harcèlement et une atteinte morale violente. »**

Et pourquoi pas une forme de blasphème pendant qu'on y est ? La recherche en sciences humaines appartiendrait-elle à l'ordre des vérités révélées, statut quasi divin qui lui permettrait d'échapper à tout débat contradictoire ?

L'Union syndicale s'empresse alors d'exploiter la situation à son profit et sollicite des témoignages (anonymes, bien sûr) de propos islamophobes dans le cours susmentionné pour soutenir une demande de suppression du cours auprès de l'administration de l'école. Touche finale, elle [demande des sanctions](#) contre les deux professeurs incriminés tant qu'ils ne se seront pas « *excusés* » de leur propos jugés « *islamophobe* » par des personnes « *concernées* ». On frôle l'exigence d'autocritique à la chinoise.

→ Mais qu'en est-il effectivement de ces propos violemment islamophobes qui constitueraient l'ordinaire des cours de MM. A et B ?

Pour les auteurs du rapport, rien d'autre qu'un ensemble de rumeurs sans aucun fondement. **Il arrive aux deux enseignants de tenir le rôle de l'avocat du diable pour pousser leurs étudiants à approfondir leurs arguments, mais pour le reste :**

**« La mission (d'inspection) n'a trouvé aucun élément dans les multiples pièces qu'elle a collectées auprès de ses nombreux interlocuteurs (dont l'US), ni aucun témoignage**

**permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie de MM. A et B relayées ou diffusées par l'US à partir de début janvier 2021. »**

Dans les faits, les accusations de l'US ne reposent sur aucun témoignage précis mais attestent de la volonté du syndicat de faire pression sur la direction de l'école pour obtenir le plus rapidement possible l'éviction de M. A (le « fasciste ») et la suppression du cours de M. B. (« l'islamophobe ») sans apporter la moindre preuve tangible à cet effet.

**« Tirant parti d'une division des enseignants en deux camps à laquelle conduisait le communiqué (...) du laboratoire PACTE (...), l'US a voulu en profiter pour exclure de (l'école) deux enseignants qui ne partagent pas ses opinions politiques. Comme l'ont dit tous les étudiants et un certain nombre d'enseignants avec lesquels la mission s'est entretenue : 'en fait, ce sont les deux seuls profs de droite à l'IEP... ' . »**

Comme vous voyez, de la « cancel culture » de très haut niveau !

À ce titre, toute rumeur, tout raconter, toute extrapolation branlante de propos rapportés par l'ami de l'étudiant dont la copine etc., bref tout est bon à prendre, et tant pis pour les droits de la défense. Les deux inspecteurs, désagréablement surpris par la « *suffisance* » ignorante manifestée par les étudiants représentants de l'US, se sont rendus compte que pour eux, **il suffisait de se sentir victime (de propos fascistes, islamophobes, racistes, machistes, etc.) pour être réellement victime.**

Mieux, la présomption d'innocence n'est à leur yeux que la manœuvre d'un régime profondément et injustement discriminatoire pour « invisibiliser » la détresse des personnes « *s'estimant victimes* » :

**« Lorsque la mission (d'inspection) interroge les représentants de l'US sur les droits de la défense (...), la seule réponse qu'elle obtient est une condamnation sans appel de la présomption d'innocence, outil d'une justice de classe, qui muselle la parole des victimes et sert uniquement à perpétuer l'ordre établi, alors que seule la parole des victimes (comprendre : s'estimant victimes) devrait compter. »**

Se dire étudiant et répéter comme un perroquet tous les poncifs de la vulgate marxiste la plus élémentaire... Quel conformisme désolant !

Nulle intention chez nos syndicalistes de reconnaître qu'ils se livrent au quotidien à de la diffamation et des injures publiques. Nulle idée d'admettre qu'après la mort de Samuel Paty, cet enseignant de collège décapité pour avoir utilisé des caricatures du prophète Mahomet dans un cours sur la liberté d'expression, leurs dénonciations publiques d'islamophobie revenaient à accrocher une cible potentiellement désastreuse au front de MM. A et B.

Finalement, chez eux, nulle étincelle cognitive leur permettant de comprendre qu'ils se sont comportés en cette affaire – et qu'ils se comportent depuis longtemps au sein de leur école – selon le modèle type des fascistes qu'ils s'emploient à dénoncer bruyamment à longueur de publications sur les réseaux sociaux.

On aimerait penser qu'il ne s'agit que d'un monstrueux dysfonctionnement isolé, mais force est de constater que les petits tyrans prétendument animés des plus belles intentions humanistes, égalitaristes, climatiques et inclusives se succèdent dans notre actualité à une cadence inquiétante.

Obtenir [l'annulation](#) d'une conférence, [empêcher](#) une pièce de théâtre d'avoir lieu, [dégrader](#) des locaux privés, [justifier la censure](#) de certains propos qui déplaisent, diffamer à tort et à travers pour mieux éliminer les empêcheurs de tourner en rond comme A et B, annuler, annuler et encore annuler les opposants – telle est devenue l'activité principale et envahissante des mouvements qui se prétendent antifascistes. Ça promet.

## Sciences Po Grenoble : le rapport qui accable

Le rapport de l'Inspection sur l'IEP de Grenoble est révélateur du fonctionnement de l'Enseignement Supérieur par Xavier-Laurent Salvador, MCF Sorbonne Paris Nord, Membre de l'Observatoire du Décolonialisme et des idéologies identitaires et Arnaud Lacheret, Associate Professor à l'Arabian Gulf University de Bahreïn, membre de l'Observatoire du Décolonialisme et des idéologies identitaires

Le récent rapport remis par l'Inspection Générale de l'ESR concernant les actions menées par les étudiants et les enseignants de l'IEP Grenoble montre avec une rare acuité la pénétration de ce que l'on appelle, peut-être à tort, « l'islamo-gauchisme » au sein de l'Enseignement Supérieur et tout particulièrement l'organisation et la structuration de ces réseaux au sein d'un établissement en particulier. Toutefois, les dérives de l'IEP sont similaires au fonctionnement de nombreux établissements du supérieur. Le travail mené par les deux enquêteurs relate avec beaucoup de précision le déroulement des événements, et la manière accablante dont les actions s'enchaînent entre association étudiante et enseignants. Leur lecture permet de cerner les enjeux à venir pour l'Université.

Rappelons pour commencer ce point précis de la conclusion du rapport : « il ressort de l'examen des faits que tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation [...] qui ont fait naître des rancoeurs [...] Mais, au terme de ses travaux, il ne fait pas de doute[...] que ce sont les accusations d'islamophobie qui sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP » (p.2).

La question de « l'islamophobie », qui n'est jamais que le nom que donne les intégristes à la laïcité, est au coeur du développement de ce drame académique. Cette polémique d'un autre âge prospère dans un climat de terreur organisé par une association étudiante (US IEPG) :

la mission a découvert qu'un climat de peur s'était installé depuis plusieurs mois parmi les étudiants de l'IEP du fait de cette utilisation par l'US d'accusations (graves, puisqu'il s'agit de délits, voire de crimes tels que le viol) diffusées sur les réseaux sociaux contre tous ceux qui ne lui semblent pas partager ses positions. (p. 3)

Ce climat de terreur administré par cette association étudiante très majoritaire est ancré autour de deux axes majeurs : les accusations de racisme, et l'usage de rumeur dénonçant des violences sexistes. C'est ce que la mission décrit clairement en l'occurrence lorsqu'elle rapporte que l'association relaie :

des rumeurs dénonçant des actes présumés de violences sexuelles ou sexistes (VSS) à l'encontre d'étudiants de l'IEP, sans le moindre signalement enregistré par la direction, sans le moindre témoignage ou la moindre action en justice [...] sur les réseaux sociaux visant à exclure de la vie étudiante de l'IEP, voire de l'IEP lui-même, certains étudiants désignés comme cibles.

La stratégie de harcèlement moral est donc bien un fait d'action organisée qui instrumentalise les questions d'islamophobie et de sexisme pour disqualifier des adversaires politiques. L'intersectionnalité fonctionne ici à plein régime, et les axes d'attaque sont ceux d'une instrumentalisation de données floues pour non seulement contourner des actions légitimes et légales, mais même s'affranchir du cadre légal pour imposer un ordre moral contestable, « d'une violence inouïe et relèvent du harcèlement » pour reprendre les mots du rapport.

Ces actions étudiantes pourraient n'être que le reflet d'un laxisme local. Mais on est interpellé par le rôle joué dans l'affaire par les enseignants de l'Institution et leur irruption sur la scène médiatique pour relayer dans l'heure des informations qui circulaient en boucle entre les sphères des usagers de l'établissement, et ses administrateurs. Une phrase notamment attire notre attention lorsqu'il est ainsi écrit que l'association s'est engagée dans un conflit sans concession avec la direction de l'IEP auquel le « communiqué » de Pacte a donné une dimension inespérée [...] en lui permettant d'utiliser la renommée de ce laboratoire réputé pour



développer [...] une campagne d'accusations d'islamophobie ». **Autrement dit, c'est à partir du moment où le laboratoire Pacte s'est engagé que le conflit a pu prendre de l'ampleur dans le but de disqualifier une fois de plus non pas un chercheur pour ses positions scientifiques, mais bien un opposant politique pour ses convictions.**

La commission en concluant qu'il est nécessaire de rappeler solennellement le rôle de directrice de laboratoire, « lequel ne l'autorise ni à signer un communiqué par délégation du président de l'université, ni à s'immiscer dans la gestion des ressources humaines de l'IEP » de sorte que « là encore, une notification écrite à l'intéressée des fautes qu'elle a commises dans cette lamentable affaire, qui sera versée à son dossier administratif, paraît opportune à la mission », souligne en creux la dérive militante d'une institution de recherche.

Que s'est-il passé en réalité ?

### **Récit d'une action de meute**

Le récit des événements navrants qui conduisent à une telle situation est révélateur. N'obtenant pas gain de cause dans le conflit qui l'oppose à Klaus Kinzler, la chercheuse appelle la directrice de son laboratoire, Pacte, pour dénoncer « les attaques dont elle s'estime victime et dont elle estime que sont également victimes, à travers elle-même, l'ensemble des chercheurs en sciences humaines et sociales ». Pas moins ! C'est légitimé par l'ampleur d'un tel outrage que le laboratoire, s'exprimant au nom de l'établissement, mais plus généralement de « tous les chercheurs en sciences humaines » sauf ceux qui ne partagent pas cette opinion fait que paraît un communiqué du laboratoire dont les termes politiques sont sans ambiguïté :

Parler d' "islamo-gauchisme" est un débat initié par l'extrême droite et aujourd'hui repris de façon abusive et instrumentalisée par des membres du gouvernement [...] C'est fragiliser toute l'université

On passe donc d'une controverse d'un groupe de travail, à une insulte faite à tous les chercheurs en sciences humaines puis à une insulte faite « à toute l'Université ». Encore un mail, et c'était la France tout entière accablée. Bref : « islamophobie » d'un côté; « islamo-gauchisme » de l'autre. **On voit émerger ici un axe étonnant entre certains chercheurs et certains étudiants, dans une forme de démarche concertée visant à construire des oppositions partisans qui dépassent largement les ambitions d'un programme de recherche.** C'est au contraire ce type de comportement qui devient moteur de l'action étudiante dans une forme de **spirale de violence dont il est difficile de sortir** : « il a fourni aux membres du bureau de l'Union syndicale (US) Sciences Po Grenoble les outils [rhétoriques] pour exploiter la polémique au bénéfice de ses propres projets. » **Et le rapport d'évoquer « avec beaucoup de surprise » la circulation des mails entre les étudiants et les chercheurs de ce laboratoire.**

**On peut s'étonner de la mise en place d'une action concertée de ce type.** Il est toutefois intéressant de voir que toute action commune est légitimée aux yeux des étudiants par une forme **d'aveuglement idéologique** (« la présomption d'innocence, outil d'une justice de classe, qui muselle la parole des victimes ») **dont on ne voit pas où, chez de jeunes étudiants en sciences politiques, il pourrait venir si ce n'est de la nature de leur parcours ... politique, c'est-à-dire leur parcours d'étudiant dans les amphithéâtres de collègues eux-mêmes visiblement fort peu informés de ces questions, voire - on n'ose l'imaginer ! - partisans.**

L'extension du domaine de la lutte

Des étudiants fortement engagés dans une action politique de terrain qui ne tiennent pas leur rôle et qui font **régner la terreur d'un côté** ; de l'autre, des enseignants qui sont susceptibles d'instrumentaliser l'institution pour le bénéfice d'une cause dont la noblesse ne se mesure qu'à l'aune des discours ineptes qui les entourent (« les chercheurs en sciences humaines, l'Université »). Cette dérive est pourtant en germe dans tous les établissements du supérieur. En effet, sur nos « campus », **les associations étudiantes sont de plus en plus investies d'une mission de co-administration des établissements sous la forme de différentes responsabilités** : vice-présidence « étudiants », délégation de responsabilités, missions d'associations pour la gestion des fonds CVEC, dotations financières pour des associations via les fonds FSDIE. Ces actions pèsent à la fois sur le paysage politique mais également sur les orientations financières des conseils.

Le rapport pointe particulièrement ce fait en expliquant que si la tradition explique en partie le poids des étudiants dans la gestion du campus, le « manque d'expérience administrative, le mode d'organisation éclatée et l'absence d'équipe rapprochée pour l'assister et à un type de relations professionnelles laissant une grande place à l'informel » ouvre la porte « à des réactions souvent à contretemps, des maladresses ou des erreurs d'appréciation » dégénérant en « situations conflictuelles ». C'est dire, mais avec élégance, qu'on est assis sur une poudrière : car la convergence des conflits d'intérêts et des enjeux électoralistes est un élément majeur de la détérioration des orientations politiques universitaires qui sont rendues dépendantes de facteurs inédits. La situation y ressemble désormais à celle que connaissent toutes les mairies qui ont à gérer des associations d'un côté et des électeurs de l'autre. C'est la situation qui a conduit à la fabrique des « territoires conquis de l'islamisme » pour reprendre le titre du livre de Bernard Rougier.

La proximité entre les étudiants et le corps enseignant est aujourd'hui la règle dans l'Enseignement supérieur : le mode d'élection des équipes administratives des universités encourage des attitudes clientélistes forçant les équipes dirigeantes à ne surtout pas interférer avec la vie étudiante. Comme à l'IEP, rares sont « les règlements intérieurs complets » et plus rares encore « les chartes de la vie associative au statut non ambigu ». La petite comédie jouée récemment au sein de l'IEP préfigure avec force ce qui arrivera inévitablement bientôt dans d'autres campus, lorsqu'une présidence audacieuse osera s'opposer au financement de telle ou telle action pseudo-humanitaire locale que de vieux étudiants très politisés défendent ardemment. Un IEP, c'est 3000 étudiants; une Université, 25 000...

13 mai : Boulevard Voltaire (extr. droite)

<https://www.bvoltaire.fr/un-rapport-administratif-accable-sciences-po-grenoble/>

# Un rapport administratif accable Sciences Po Grenoble

Christian de MolinerCatégorie : [Editoriaux](#)

13 mai 2021 3 minutes de lecture



[Un rapport administratif de l'inspection générale](#) de l'éducation, du sport et de la recherche sur [l'affaire de l'Institut des sciences politiques de Grenoble](#) vient d'être remis à [Frédérique Vidal](#), le ministre de [l'Enseignement supérieur](#). S'il pointe les « *maladresses* » des deux professeurs visés par les accusations d'islamophobie, il est surtout accablant pour leurs adversaires.

Le rapport dénonce un « *climat de terreur* » instauré par l'Union syndicale, un groupement étudiant. Ses membres émettent, à l'encontre de tous ceux qui ne partagent pas leurs convictions, de graves accusations sur les [réseaux sociaux](#) ; soit ils dénoncent systématiquement le racisme de leur opposant, soit (plus grave) ils lancent des rumeurs de violences sexistes sans aucun témoignage, sans qu'aucune plainte ni auprès de la police ni auprès de la direction ne soit enregistrée. Le but étant d'exclure de la vie sociale voire de l'IEP lui-même des étudiants désignés comme cibles.

Il y a eu une stratégie de « *harcèlement moral* » qui a instrumentalisé l'islamophobie et les violences sexuelles afin de compromettre des adversaires politiques. Ce système a marché à plein régime tout en contournant la loi et la morale. La présomption d'innocence a été systématiquement bafouée et a même été qualifiée d'« *outil d'une justice de classe qui muselle la parole des victimes* ». Fouquier-Tinville ne renierait pas ces jeunes intolérants qui se croient, il faut le souligner, de grands démocrates.

Le rapport établit l'enchaînement des faits. N'obtenant pas gain de cause dans le conflit l'opposant à Klaus Kinzler, la chercheuse qui a débattu avec lui a envoyé un courriel à sa directrice du laboratoire de recherche, s'estimant insultée, et a affirmé qu'à travers elle, l'ensemble de leurs collègues travaillant dans le laboratoire (voire l'ensemble des chercheurs en France) était diffamé. La directrice, prenant fait et cause pour sa subordonnée, aurait, selon le rapport, usurpé l'autorité du président de l'université en signant un communiqué en son nom et en se mêlant de la gestion des ressources humaines de l'IEP, ce qui n'est pas de son ressort. Ces faits seront inscrits dans son dossier administratif. **Il résulte de l'enquête que les étudiants et les professeurs du laboratoire ont beaucoup échangé entre eux au sujet de l'affaire et que les premiers ont été les relais des seconds.**

Les étudiants, ou plutôt leurs organisations syndicales, ont pris depuis quelque temps beaucoup d'importance dans la gestion des universités en coprésidant l'université ou en gérant les fonds destinés à la vie étudiante ainsi que les subventions aux associations. Tout cela pèse sur la vie et les orientations budgétaires des universités.

Ce rapport est inquiétant. Pour un établissement mis sous le feu des projecteurs, combien d'universités sont sous le joug d'une minorité qui impose sa loi et fait la chasse aux « dissidents » ?

On parle d'islamo-gauchisme, mais ce terme n'est pas nécessairement adéquat. Il vaudrait mieux parler de fascisme et de totalitarisme qui se répandent dans les facultés : des jeunes biberonnés depuis leur plus jeune âge au gauchisme refusent tout jugement discordant, toute pensée déviante. Ils se croient investis de la vérité, la seule et unique. Ils constituent une menace grave qui sera difficile à contrer.

14 mai : Marianne

<https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/islamophobie-a-liep-grenoble-le-ministere-siffle-la-fin-de-la-recre>

## Fin de récré à l'IEP Grenoble

• **14 May 2021 Par Caroline Fourest**

Les polémiques médiatiques brûlent les êtres et les laissent souvent seuls avec leurs cendres une fois le feu passé. Dans le cas de l'IEP de Grenoble, un rapport d'inspection commandé par la ministre de l'Enseignement supérieur vient remettre quelques pendules à l'heure.

Son diagnostic est clair. Cette « crise » est née d'une « controverse entre deux enseignants » ayant tourné au « règlement de comptes orchestré par une organisation étudiante ». Le rapport pointe le rôle toxique et incendiaire joué par l'Union syndicale de Sciences-Po Grenoble à tous les étages.

La médiatisation est partie d'un collage anonyme dénonçant deux professeurs entre les mots : « Des fascistes dans nos amphis », « Démission » et « L'islamophobie tue ». Il faut en tenir une sacrée couche pour commettre pareille délation quelques semaines seulement après l'attentat contre Samuel Paty. C'est le cas de l'Unef Grenoble, qui a fièrement relayé ce collage sur les réseaux sociaux. Une mise en danger ayant conduit à placer deux enseignants sous protection policière. Tout ça pour quoi ?

Le rapport d'inspection confirme que, contrairement à l'accusation lancée, aucun des deux professeurs n'a tenu de propos racistes ou répréhensibles. Leur seul « crime » est de s'être vigoureusement opposés à l'usage du mot « islamophobie » pour l'intitulé de la Semaine de lutte contre les discriminations lors d'une discussion électronique. L'enseignante qui tenait mordicus à ce mot s'est dite offensée et « blessée ». Des étudiantes et un laboratoire de recherche, Pacte, sont partis en guerre. Le ton est monté.

À chaque étape, la directrice a tenté d'apaiser les tensions. Mais le rapport la dépeint comme étant dépassée par la tyrannie de certaines organisations étudiantes, remontées depuis qu'un responsable de l'Union syndicale n'a pas obtenu le titre ronflant de « vice-président étudiant » qu'il convoitait.

Depuis ce jour, tout est bon à prendre. L'accusation d'« islamophobie » contre deux professeurs, mais aussi l'affaire Duhamel et la campagne #SciencesPorcs visant des étudiants... sans preuves ni témoignages ! Une « stratégie », nous dit le rapport, qui « vise en fait la direction, accusée elle-même d'inaction, et donc de complicité ». Beau cas d'école, où l'antiracisme et le féminisme sont clairement instrumentalisés par de jeunes carriéristes.

Effarés par la « violence » de ces méthodes, les inspecteurs préconisent des mesures disciplinaires, et de rappeler à l'ordre la directrice du Pacte.

C'est le grand mérite de cette lamentable affaire. Avoir ouvert les yeux de ceux qui n'avaient pas vu. Pour mesurer la profondeur de ces dérives, il faut lire les Fossoyeurs de la République\*, de Mohamed Sifaoui. Lui sait de quoi il parle, et il en parle bien, de façon précise et fouillée. Ce qui nous change des boutiquiers du déni.

14 mai : Figaro Magazin Edito

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/l-editorial-du-figaro-magazine-la-loi-des-minorites-20210514>

**L'éditorial du *Figaro Magazine*:**

## «La loi des minorités»

Les minorités agissantes utilisent la violence, sociale ou physique, pour contraindre au silence leurs contradicteurs. Un problème préoccupant pour Guillaume Roquette, directeur de la rédaction.

Par [Guillame Roquette](#)

Publié le 14/05/2021 à 06:30

**C'est un véritable cas d'école.** En mars dernier, deux professeurs de Sciences Po Grenoble, taxés d'«islamophobie» et de «fascisme», sont cloués au pilori par un syndicat étudiant d'extrême gauche très influent dans l'établissement. Direction, corps enseignant, étudiants: tout le monde est tétanisé, et les deux malheureux doivent se défendre seuls contre ces accusations. Mais la médiatisation de l'affaire finit par déclencher un rapport de l'inspection de l'Éducation nationale. Et qu'y découvre-t-on? Que les deux mis en cause, très appréciés pour leurs qualités professionnelles et humaines, ont le malheur d'être «*les seuls professeurs de droite*» de cet institut d'études politiques, où une petite coterie fait régner un climat de peur, diffamant quiconque ne partage pas leur idéologie.

*Jamais les minorités agissantes n'ont aussi été influentes dans la société française. Très organisées, surfant sur toutes les fausses culpabilités à la mode, elles utilisent à la perfection les réseaux sociaux pour discréditer leurs adversaires. Et l'enseignement supérieur est loin d'être leur seul terrain de jeu : elles s'attaquent aussi bien aux professeurs qu'aux chasseurs, aux industriels qu'à la police ou à l'Église, sans parler des journalistes qui ne sont pas assez à gauche. Ces nouveaux gardes rouges, souvent protégés par l'anonymat, n'ont que faire de la vérité, de la discussion contradictoire ou de la présomption d'innocence, et ils peuvent bien souvent compter sur la passivité de leurs victimes, paralysées par des mises en cause infamantes (...)*

*Le poids réel de ces activistes est inversement proportionnel à leur nocivité. Ils sont certes très influents sur les réseaux sociaux mais ceux-ci ne reflètent heureusement pas la réalité de la société (gardons à l'esprit, par exemple, que seuls 8 % des Français vont quotidiennement sur Twitter, quand 69 % ne le consultent absolument jamais).*



17 mai : L'Étudiant Educ Pro

<https://www.letudiant.fr/educpros/actualite/sciences-po-grenoble-face-aux-accusations-d-islamophobie-l-igesr-recommande-des-evolutions-structurelles.html>

## Sciences po Grenoble : face aux accusations d'islamophobie, l'IGESR recommande des évolutions structurelles

Agnès Millet

Publié le 17.05.2021 à 14H00



L'IEP Grenoble doit revoir le fonctionnement de ses structures selon un rapport de l'IGESR. // © Francois HENRY/REA

Pour remédier au "climat très dégradé" ayant mené aux tags accusant des professeurs d'islamophobie et de fascisme, le 4 mars 2021, la mission de l'IGESR mandatée par Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, recommande des évolutions structurelles. EducPros revient sur les conclusions du rapport.

Pour l'IGESR, le constat est clair, le conflit ayant mené aux tags accusant des professeurs d'islamophobie et de fascisme à l'IEP de Grenoble, en mars 2021, est révélateur d'un climat dégradé.

Pour les auteurs du rapport, commandité par le ministère de l'Enseignement supérieur et publié le 8 mai, cette crise met en lumière les efforts à poursuivre pour un établissement qui sort "d'une grave crise financière et de gouvernance entre 2015 et 2017". Malgré des mesures importantes entre 2016 et 2019, "des faiblesses structurelles demeurent" dans l'IEP, aujourd'hui composante de l'Université Grenoble-Alpes (UGA), reconnaît ainsi l'inspection.

L'inspection liste 12 recommandations pour renforcer l'IEP et sanctionner les acteurs de cette crise.

### A l'origine un conflit entre deux enseignants

A l'origine du conflit se trouve un désaccord entre deux enseignants sur l'usage du mot "islamophobie" pour une journée de débat dans le cadre d'une semaine pour l'égalité et la lutte contre les discriminations. Une situation qui dégénère en janvier 2021, quand des élus étudiants de l'union syndicale (US) s'emparent de la polémique et publient sur internet un message présentant l'un des deux enseignants impliqués dans le conflit comme "islamophobe" et "d'extrême droite" et demandent à la direction de "statuer sur son cas". Un autre enseignant est également visé par cette campagne.

Malgré les tentatives de la direction de calmer le jeu et d'apaiser les tensions, les échanges entre les élus de l'union syndicale et ces deux professeurs s'enveniment jusqu'aux tags accusant les deux professeurs d'islamophobie placardés sur les murs de l'IEP de Grenoble en mars 2021.

Pour l'inspection, il s'agit de l'aboutissement d'une controverse entre deux enseignants, "qui a tourné à un règlement de comptes orchestré par une organisation étudiante" et aggravé par des faiblesses structurelles.

### Des accusations qui ne sont pas accréditées

L'inspection estime en effet que ce sont les accusations réitérées d'islamophobie et de fascisme, sur les réseaux sociaux par l'union syndicale, qui sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP ayant conduit à l'événement du 4 mars.

De son côté, la mission n'a trouvé, parmi les documents examinés (mails, témoignages, cours sur l'islam), aucun élément permettant d'accréditer les rumeurs d'islamophobie. Toutefois, elle a pu déceler "un recours à un jeu de la provocation" dans ces enseignements.

Une crise favorisée par la situation de l'établissement

L'IGESR met notamment en lumière le poids tout particulier des étudiants, qui disposent d'un tiers des sièges au CA et contrôlent de fait le Conseil des études et de la vie étudiante (CEVIE). De quoi mener à une dégradation du climat, lorsqu'en novembre 2020, l'un des étudiants co-président de l'US s'est engagé dans un "conflit sans concession" avec la direction.

La stratégie est fondée "sur des accusations violentes, visant en fait la direction, accusée elle-même d'inaction, et donc de complicité". Des rumeurs accusant des étudiants de violences sexuelles ou sexistes sont répandues, dont certaines "d'une violence inouïe" et relevant du harcèlement, ajoutent les rapporteurs, qui évoquent le "climat de peur instauré parmi les étudiants" à cause de ces pratiques "inadmissibles". Face à ces attaques, la directrice qui a pris ses fonctions en février 2020, se retrouve dans "une situation de crises successives [notamment sanitaire] à laquelle elle n'était pas préparée".

Resserrer le pilotage, mutualiser les moyens

Selon l'IGESR, les facteurs structurels favorisant "la transformation rapide d'une série de tensions au départ limitées à des personnes" en une crise généralisée doivent être corrigés.

Pour un pilotage plus efficace, l'équipe de direction doit être resserrée autour de la directrice, du directeur-adjoint et du directeur général des services. L'IEP doit ensuite revoir les rôles des directeurs transversaux, des chargés de mission, chargés de projets et ramasser l'organigramme administratif en six ou sept pôles. Une politique de communication, notamment de crise, doit être instaurée avec l'UGA et en choisissant un prestataire extérieur. Et, puisque ses moyens propres sont limités, l'IEP devrait mutualiser davantage ses fonctions supports avec l'UGA, pour développer sa formation et sa recherche. La mission "déploie" ainsi que l'IEP n'ait pas donné suite aux propositions d'aide venues de l'UGA.

Par ailleurs, l'IEP doit clarifier le statut de la représentation étudiante dans la gouvernance en instituant une fonction de délégué étudiant désigné par le CA et doit rétablir un CEVIE tripartite (direction, personnels, étudiants). De plus, le règlement intérieur précisera un cadre juridique plus sécurisé pour ces activités.

[Affaire Duhamel : après la démission de Frédéric Mion, Sciences po doit repenser sa gouvernance](#)

Tolérance zéro contre le cyberharcèlement

Autre conseil : l'équipe pédagogique doit "définir des valeurs communes et des règles de fonctionnement partagées", pour aboutir à un "code de bonne conduite et de civilité". La création d'une fonction de médiation interne pourrait réguler les conflits personnels.

Il faut également assurer une veille sur les réseaux sociaux pour détecter les faits de cyberharcèlement, avec une "tolérance zéro" par le lancement immédiat de procédure disciplinaire.

L'IEP devra aussi proposer, à tous les étudiants, un module de formation sur les usages et risques des communications numériques, pour les sensibiliser aux règles en matière de respect de la vie privée et de l'exercice des libertés individuelles, tout en informant sur les procédures de signalement et les sanctions.

Les sanctions préconisées par l'IGESR

Concernant la crise récente, les accusations portées par des étudiants contre M. A pourraient être qualifiées de délits de diffamation et d'injure par un juge pénal et, s'agissant de M. B, de harcèlement moral. Des poursuites judiciaires ont été d'ailleurs engagées par le procureur de la République. Par ailleurs, l'administration doit sanctionner ces fautes en engageant des poursuites disciplinaires contre les 17 élus de l'US concernés.

En revanche, si "le comportement inadmissible de M. A a porté atteinte à l'image et à la réputation du corps enseignant" et de l'IEP, il "serait inopportun de prononcer une sanction disciplinaire", au vu des circonstances, estime la mission. Elle recommande un dernier rappel à M.A de ses obligations de fonctionnaire : un nouveau manquement mènera à des poursuites disciplinaires.

La ministre demandera un premier bilan de ces recommandations, à l'automne 2021.

19 mai : NPA / Révolution permanente

<https://www.revolutionpermanente.fr/IEP-de-Grenoble-un-rapport-condamne-l-UNEF-et-blanchit-les-profs-aux-propos-islamophobes>

## UNIVERSITÉ

# IEP de Grenoble : un rapport condamne l'UNEF et blanchit les profs aux propos islamophobes

Le rapport de l'IGESR (Inspection Générale de l'Education, du Sport et de la Recherche), missionné par Frédérique Vidal, réduit les propos islamophobes des professeurs de l'IUT de Grenoble à un « jeu de provocation » et exige des sanctions à l'égard des militants de l'UNEF.

Fernand Alekse  
mercredi 19 mai



Source photo : AFP

## Une polémique alimentée par les politiques réactionnaires

En février dernier, au sein de l'IEP de Sciences-Po Grenoble, Vincent Tournier, professeur tenant un cours sur l'islam, exigeait que plus aucun étudiants syndicalistes ne mettent « les pieds dans son cours » après que ces derniers, ayant eu écho de propos islamophobes d'un autre professeur, aient lancé un appel à témoignages dans le cadre d'une enquête sur l'islamophobie.

Dans le cadre de la préparation d'un séminaire intitulé « semaine de l'égalité » organisé par l'IEP et les étudiants, un professeur avait pris position contre l'évocation de l'islamophobie. Secondé par un autre professeur venu à sa rescousse, cette polémique avait été l'occasion de déclarations scandaleuses des deux hommes, affirmant par exemple que l'islamophobie serait « *une notion fourre-tout et inventée de toute pièce comme arme idéologique dans une guerre mondiale menée par des "Fou de Dieu" (au sens littéral) contre les peuples "impies", notion qui semble avoir envahi de nombreux cerveaux* », mais également que l'un d'eux n'avait « *personnellement aucune sympathie pour l'islam en tant que religion* ».

Vincent Tournier, par le prisme d'une rhétorique réactionnaire avait assimilé la dénonciation de l'islamophobie à de l'islamisme. Ainsi : « *associer l'IEP de Grenoble au combat mené par des islamistes, en France et dans le monde, et de surcroît au moment où le gouvernement vient de dissoudre le CCIF, mais vous devenez fous ou quoi ?* ». Quelques temps après ces événements, des militants avaient dénoncé et affiché le nom des professeurs en question sur les murs de l'IEP. Une action relayée sur les réseaux sociaux de l'UNEF.

Entre temps, malgré la suppression par l'UNEF de sa publication, une campagne réactionnaire avait eu le temps d'éclater sur les réseaux sociaux. L'UNI, la Cocarde, le député LREM Aurore Bergé, ou encore [Marine Le Pen en profitaient pour exiger en chœur la dissolution de l'UNEF](#). C'est dans la continuité de ces événements que l'Inspection Générale de l'Education, du Sport et de la Recherche (IGESR), missionnée par Frédérique Vidal est revenu sur l'affaire dans un rapport. Celui-ci prend fait et cause pour la version de l'institution et contre les syndicats étudiants, cautionnant ainsi ouvertement les propos islamophobes.

## Un rapport complaisant avec l'islamophobie

Dans [le rapport](#) la polémique est réduite à une « *controverse* » entre professeurs « *qui tourne à un règlement de comptes orchestré par une organisation étudiante* ». Pour l'administration, l'enquête menée et les témoignages recueillis ne permettent pas « *d'accréditer les rumeurs d'islamophobie de M. A et M. B* ».

En revanche, le rapport n'hésite pas à exiger des sanctions à l'égard des militants syndiqués au sujet d'une précédente affaire de violences sexuelles ou sexistes, que ces derniers avaient dénoncé sur les réseaux sociaux : « *Pour la mission, des mesures disciplinaires doivent désormais être prises sans attendre car les graves accusations diffusées par des membres de l'US sur les réseaux sociaux à l'encontre de certains étudiants de l'Institut sont d'une violence inouïe et relèvent du harcèlement* ».

Enfin, le rapport tranche et stipule qu'au vue des « *circonstances très particulières de l'espèce, la mission estime qu'il serait inopportun de prononcer une sanction disciplinaire à son encontre. La mission recommande donc que M.A fasse l'objet d'un dernier rappel solennel et ferme à ses obligations de fonctionnaire par la directrice de l'IEP* ».

Ainsi, suivant la même logique scandaleuse, le rapport demande la condamnation des étudiants de l'UNEF : « *ces accusations sur les réseaux sociaux à l'encontre de deux professeurs de l'établissement et, pour ce qui concerne les élus étudiants de l'US, par méls adressés à la direction de l'établissement, que le juge pénal pourrait qualifier de délits de diffamation et d'injure (publiques lorsqu'elles sont diffusées sur les réseaux sociaux, privées lorsqu'elles sont adressées par mél à des personnels de l'établissement) et, s'agissant de M.B, de harcèlement moral de la part des élus étudiants de l'US,*

*justifient un signalement au procureur de la République par la directrice de l'IEP, sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale ». Il ajoute ensuite que : « portant atteinte à l'honneur et à la réputation de deux enseignants de l'Institut, elles sont de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement et à la réputation de l'établissement et constituent, à ce titre, des fautes disciplinaires qu'il appartient à l'administration de sanctionner, les procédures disciplinaire et pénale étant indépendantes l'une de l'autre ».*

Le rapport conclut comme ceci : « *Selon la mission, cette crise est le résultat d'une accumulation de maladresses, d'erreurs d'appréciation, de réactions à contretemps [...]* Mais elle souligne surtout de très grandes fragilités de l'établissement – qui demeurent malgré les progrès accomplis dans sa gestion pendant la période 2015-2018 –, dans son mode de management, dans son organisation, dans ses modalités de fonctionnement, dans sa communication, dans sa gestion de la vie étudiante ». Seulement, si cette affaire révèle des problèmes structurels au sein de l'établissement, ils sont loin d'être ceux pointés par le rapport : le problème étant que des professeurs tenant de tels propos ne sont pas condamnés, et que leurs propos soient relégués à un « jeu de provocation », alors même qu'ils sont ouvertement islamophobes. D'autant plus que ce rapport s'inscrit dans la ligne politique islamophobe du gouvernement, ce dernier étant lui même favorable à la dissolution de l'UNEF. Il vient donc jouer le jeu du gouvernement, et normaliser les propos comme ceux tenus par les deux professeurs dans le champ politique et médiatique.

A l'encontre de cette logique, et alors que le monde traverse une crise sanitaire et économique historique, il est temps de construire la riposte contre ce gouvernement méprisant qui préfère parler d'islamogauchisme quand des centaines de personnes meurent chaque jour à cause du Covid-19. A ce titre, nous envoyons tout notre soutien aux militants de l'Unef Grenoble qui font face à une offensive réactionnaire. De plus, il est essentiel de combattre toutes les lois sécuritaires et islamophobes du gouvernement, à l'instar de la loi séparatisme et de la loi sécurité globale, qui viennent attaquer les droits démocratiques de tout notre camp social.



# Le rapport de l'Inspection sur l'IEP de Grenoble est révélateur du fonctionnement des Universités

22 MAI 2021



[par Arnaud Lacheret et Xavier-Laurent Salvador]

*Nous reprenons ici les termes d'un article paru dans le Point sous le titre: « [Le rapport qui accable](#) »*

Le récent rapport remis par l'Inspection Générale de l'ESR concernant les actions menées par les étudiants et les enseignants de l'IEP Grenoble montre avec une rare acuité la pénétration de ce que l'on appelle, peut-être à tort, « l'islamo-gauchisme » au sein de l'Enseignement Supérieur et tout particulièrement l'organisation et la structuration de ces réseaux au sein d'un établissement en particulier. Toutefois, les dérives de l'IEP sont similaires au fonctionnement de nombreux établissements du supérieur. Le travail mené par les deux enquêteurs relate avec beaucoup de précision le déroulement des événements, et la manière accablante dont les actions s'enchaînent entre association étudiante et enseignants. Leur lecture permet de cerner les enjeux à venir pour l'Université.

Rappelons pour commencer ce point précis de la conclusion du rapport : « il ressort de l'examen des faits que tous les acteurs de cette affaire ont commis des erreurs d'appréciation [...] qui ont fait naître des rancœurs [...] Mais, au terme de ses travaux, il ne fait pas de doute[...] que ce sont les accusations d'islamophobie qui sont la cause de la grave détérioration du climat de l'IEP » (p.2).

La question de « l'islamophobie », qui n'est jamais que le nom que donne les intégristes à la laïcité, est au coeur du développement de ce drame académique. Cette polémique d'un autre âge prospère dans un climat de terreur organisé par une association étudiante (US IEPG) :

la mission a découvert **qu'un climat de peur** s'était installé depuis plusieurs mois parmi les étudiants de l'IEP du fait de cette utilisation par l'US d'accusations (graves, puisqu'il s'agit de délits, voire de crimes tels que le viol) diffusées sur les réseaux sociaux contre tous ceux qui ne lui semblent pas partager ses positions. (p. 3)

Ce climat de terreur administré par cette association étudiante très majoritaire est ancré autour de deux axes majeurs : les accusations de racisme, et l'usage de rumeur dénonçant des violences sexistes. C'est ce que la mission décrit clairement en l'occurrence lorsqu'elle rapporte que l'association relaie :

des rumeurs dénonçant des actes présumés de violences sexuelles ou sexistes (VSS) à l'encontre d'étudiants de l'IEP, sans le moindre signalement enregistré par la direction, sans le moindre témoignage ou la moindre action en justice [...] sur les réseaux sociaux visant à exclure de la vie étudiante de l'IEP, voire de l'IEP lui-même, certains étudiants désignés comme cibles.

La stratégie de harcèlement moral est donc bien un fait d'action organisée qui instrumentalise les questions d'islamophobie et de sexisme pour disqualifier des adversaires politiques. L'intersectionnalité fonctionne ici à plein régime, et les axes d'attaque sont ceux d'une instrumentalisation de données floues pour non



seulement contourner des actions légitimes et légales, mais même s'affranchir du cadre légal pour imposer un ordre moral contestable, « d'une violence inouïe et relèvent du harcèlement » pour reprendre les mots du rapport.

Ces actions étudiantes pourraient n'être que le reflet d'un laxisme local. Mais on est interpellé par le rôle joué dans l'affaire par les enseignants de l'Institution et leur irruption sur la scène médiatique pour relayer dans l'heure des informations qui circulaient en boucle entre les sphères des usagers de l'établissement, et ses administrateurs. Une phrase notamment attire notre attention lorsqu'il est ainsi écrit que l'association s'est engagée dans un conflit sans concession avec la direction de l'IEP auquel le « communiqué » de *Pacte* a donné une dimension inespérée [...] en lui permettant d'utiliser la renommée de ce laboratoire réputé pour développer [...] une campagne d'accusations d'islamophobie ». Autrement dit, c'est à partir du moment où le laboratoire Pacte s'est engagé que le conflit a pu prendre de l'ampleur dans le but de disqualifier une fois de plus non pas un chercheur pour ses positions scientifiques, mais bien un opposant politique pour ses convictions.

La commission en concluant qu'il est nécessaire de rappeler solennellement le rôle de directrice de laboratoire, « lequel ne l'autorise ni à signer un communiqué par délégation du président de l'université, ni à s'immiscer dans la gestion des ressources humaines de l'IEP » de sorte que « là encore, une notification écrite à l'intéressée des fautes qu'elle a commises dans cette lamentable affaire, qui sera versée à son dossier administratif, paraît opportune à la mission », souligne en creux la dérive militante d'une institution de recherche.

Que s'est-il passé en réalité ?

## Récit d'une action de meute

Le récit des événements navrants qui conduisent à une telle situation est révélateur. N'obtenant pas gain de cause dans le conflit qui l'oppose à Klaus Kinzler, la chercheuse appelle la directrice de son laboratoire, *Pacte*, pour dénoncer « les attaques dont elle s'estime victime et dont elle estime que sont également victimes, à travers elle-même, **l'ensemble des chercheurs en sciences humaines et sociales** ». Pas moins ! C'est légitimé par l'ampleur d'un tel outrage que le laboratoire, s'exprimant au nom de l'établissement, mais plus généralement de « tous les chercheurs en sciences humaines » sauf ceux qui ne partagent pas cette opinion évidemment fait que paraît un communiqué du laboratoire dont les termes politiques sont sans ambiguïté :

Parler d' "islamo-gauchisme" est un débat initié par l'extrême droite et aujourd'hui repris de façon abusive et instrumentalisée par des membres du gouvernement [...] C'est fragiliser toute l'université

On passe donc d'une controverse d'un groupe de travail, à une insulte faite à tous les chercheurs en sciences humaines puis à une insulte faite « à toute l'Université ». Encore un mail, et c'était la France tout entière accablée. Bref : « islamophobie » d'un côté; « islamo-gauchisme » de l'autre. On voit émerger ici un axe étonnant entre certains chercheurs et certains étudiants, dans une forme de démarche concertée visant à construire des oppositions partisans qui dépassent largement les ambitions d'un programme de recherche. C'est au contraire ce type de comportement qui devient moteur de l'action étudiante dans une forme de spirale de violence dont il est difficile de sortir : « il a fourni aux membres du bureau de l'Union syndicale (US) Sciences Po Grenoble les outils [rhétoriques] pour exploiter la polémique au bénéfice de ses propres projets. » Et le rapport d'évoquer « avec beaucoup de surprise » la circulation des mails entre les étudiants et les chercheurs de ce laboratoire.

On peut s'étonner de la mise en place d'une action concertée de ce type. Il est toutefois intéressant de voir que toute action commune est légitimée aux yeux des étudiants par une forme d'aveuglement idéologique (« *la présomption d'innocence, outil d'une justice de classe, qui muselle la parole des victimes* ») dont on ne voit pas où, chez de jeunes étudiants en sciences politiques, il pourrait venir si ce n'est de la nature de leur

parcours ... politique, c'est-à-dire leur parcours d'étudiant dans les amphithéâtres de collègues eux-mêmes visiblement fort peu informés de ces questions, voire – on n'ose l'imaginer ! – partisans.

## L'extension du domaine de la lutte

Des étudiants fortement engagés dans une action politique de terrain qui ne tiennent pas leur rôle et qui font régner la terreur d'un côté ; de l'autre, des enseignants qui sont susceptibles d'instrumentaliser l'institution pour le bénéfice d'une cause dont la noblesse ne se mesure qu'à l'aune des discours ineptes qui les entourent (« les chercheurs en sciences humaines, l'Université »). Cette dérive est pourtant en germe dans tous les établissements du supérieur.

En effet, sur nos « campus », les associations étudiantes sont de plus en plus investies d'une mission de co-administration des établissements sous la forme de différentes responsabilités : vice-présidence « étudiants », délégation de responsabilités, missions d'associations pour la gestion des fonds CVEC, dotations financières pour des associations via les fonds FSDIE. Ces actions pèsent à la fois sur le paysage politique mais également sur les orientations financières des conseils.

Le rapport pointe particulièrement ce fait en expliquant que si la tradition explique en partie le poids des étudiants dans la gestion du campus, le « manque d'expérience administrative, le mode d'organisation éclatée et l'absence d'équipe rapprochée pour l'assister et à un type de relations professionnelles laissant une grande place à l'informel » ouvre la porte « à des réactions souvent à contretemps, des maladresses ou des erreurs d'appréciation » dégénéralant en « situations conflictuelles ». C'est dire, mais avec élégance, qu'on est assis sur une poudrière : car la convergence des conflits d'intérêts et des enjeux électoralistes est un élément majeur de la détérioration des orientations politiques universitaires qui sont rendues dépendantes de facteurs inédits. La situation y ressemble désormais à celle que connaissent toutes les mairies qui ont à gérer des associations d'un côté et des électeurs de l'autre. C'est la situation qui a conduit à la fabrique des « territoires conquis de l'islamisme » pour reprendre le titre du livre de Bernard Rougier.

La proximité entre les étudiants et le corps enseignant est aujourd'hui la règle dans l'Enseignement supérieur : le mode d'élection des équipes administratives des universités encourage des attitudes clientélistes forçant les équipes dirigeantes à ne surtout pas interférer avec la vie étudiante. Comme à l'IEP, rares sont « les règlements intérieurs complets » et plus rares encore « les chartes de la vie associative au statut non ambigu ». La petite comédie jouée récemment au sein de l'IEP préfigure avec force ce qui arrivera inévitablement bientôt dans d'autres campus, lorsqu'une présidence audacieuse osera s'opposer au financement de telle ou telle action pseudo-humanitaire locale que de vieux étudiants très politisés défendent ardemment. Un IEP, c'est 3000 étudiants; une Université, 25 000...

28 mai : Marianne

<https://www.marianne.net/societe/grenoble-la-ville-luniversite-et-sciences-po-ont-ils-contribue-au-mois-decolonial>

# Grenoble : quand l'université subventionne le "mois décolonial"

Par Hadrien Brachet

Publié le 27/05/2021 à 18:43

Un « mois décolonial » suscite la controverse à Grenoble. D'abord annoncés comme partenaires, la ville, l'université et l'Institut d'études politiques (IEP) annoncent dans un communiqué ce 27 mai avoir demandé aux organisateurs « de retirer les marques de soutiens officiels de nos institutions. » Mais selon les organisateurs, l'université et l'IEP ont bien subventionné l'évènement.

Quelques semaines après la [polémique sur les professeurs accusés d'islamophobie](#), voilà Grenoble qui s'invite à nouveau dans le débat sociétal. La controverse cette fois-ci : l'organisation d'un « mois décolonial » dont la ville, l'université de Grenoble Alpes (UGA) et Sciences Po Grenoble ont d'abord été présentés comme partenaires, notamment sur l'affiche de l'évènement. Avant que ces trois institutions demandent aux organisateurs de « retirer les marques de soutiens officiels ». Mais selon les organisateurs, l'université et Sciences Po Grenoble ont bien versé des subventions à une association pour organiser cet évènement. L'université assure à *Marianne* avoir découvert la nature de la programmation dévoilée ces jours-ci après avoir versé le financement.

« Nous tenterons de déconstruire l'imaginaire post-colonial. » Voilà l'ambition du « mois décolonial » prévu du 2 au 15 juin à Grenoble. « Notre imaginaire est pétri des représentations construites durant l'époque coloniale » assure Nadia Kirat, conseillère départementale et membre de « Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS) Isère », l'une des structures à l'origine de l'évènement. « Plus on intéresse à ce sujet, plus on s'aperçoit que les phénomènes de discriminations, de violences institutionnelles viennent de nos systèmes coloniaux, encore en place sous différentes manières, en Nouvelle-Calédonie par exemple » ajoute Fabien Givernaud, responsable de la programmation de l'association Mix'Arts, elle aussi organisatrice du projet. Des prises de position classiques de la mouvance dite « décoloniale » selon laquelle la colonisation continuerait, au moins en partie, de structurer les rapports sociaux.

TAHA BOUHAFS, ROKHAYA DIALLO, FATIMA OUASSAK

Quatre associations coorganisent le mois décolonial : Contre-Courant, association étudiante de Sciences Po Grenoble, PEPS Isère, mouvement politique qui défend une « écologie populaire et sociale », Mix'Arts, une association culturelle et Survie, structure qui lutte contre la « Françafrique », pour « l'assainissement des relations franco-africaines ». Au programme de l'évènement : conférences, rencontres, concerts, projections de films, etc...

« On voulait un évènement qui soit culturel et politique, explique Fabien Givernaud. Il y aura des conférences autour de l'écologie, du féminisme, du racisme. » Et les intervenants annoncés, qui s'inscrivent parfaitement dans les thèses décoloniales, laissent peu de doute sur la nature militante et orientée du projet : les journalistes Taha Bouhafs et Rokhaya Diallo, les sociologues Matthieu Rigouste et Nassira Hedjerassi ou encore la politologue Fatima Ouassak.

GÊNE AUTOUR DU TERME « DÉCOLONIAL »

Une approche loin de faire l'unanimité. Dans *Le Point* en 2018, 80 intellectuels s'inquiétaient de la progression du décolonialisme : « Tout en se présentant comme progressistes (antiracistes, décolonisateurs,

*féministes...), ces mouvances se livrent depuis plusieurs années à un détournement des combats pour l'émancipation individuelle et la liberté, au profit d'objectifs qui leur sont opposés et qui attaquent frontalement l'universalisme républicain : racialisme, différentialisme, ségrégationnisme (selon la couleur de la peau, le sexe, la pratique religieuse). »*

À Grenoble même, l'approche décoloniale en fait bondir certains : *« on confond tout, on essaie d'expliquer aux gens que selon la couleur de peau vous êtes opprimé ou oppresseur. »* tacle Stéphane Gemmani, conseiller régional, fondateur du Samu social grenoblois et par ailleurs porte-parole de la campagne régionale de Najat Vallaud-Belkacem. Au point de gêner y compris jusque chez les organisateurs ? *« Le terme « décolonial » n'était pas consensuel parmi nous, reconnaît Nadia Kirat, je n'y étais pas particulièrement favorable, même si cela a le mérite de donner un caractère politique à notre propos. »*

## LA VILLE DE GRENOBLE PLAIDE L'IMBROGLIO

Interrogée sur la faible diversité idéologique des intervenants, l'association Contre Courant, elle, assume : *« Nous sommes conscients que l'angle d'approche de notre événement invite à analyser notre société par un prisme spécifique comme c'est souvent le cas dans des festivals dédiés à des thématiques précises. »* Soit. Mais un autre point suscite la controverse. Les associations organisatrices de l'événement ont apposé les logos de la ville de Grenoble, l'université Grenoble Alpes et de Sciences Po Grenoble, comme partenaires de l'événement. Interrogeant ainsi sur l'éventuelle association de structures publiques à un événement aux contours politiques et militants vivement controversés.

Du côté des trois institutions, on plaide pour l'imbroglio. *« Nous avons découvert par voie de presse de nombreuses évolutions de programmation, non partagées en amont par les organisateurs, ainsi que des niveaux d'engagements, tels que « partenariat », qui n'ont pas été validés, affirment les trois institutions dans un communiqué commun ce 27 mai. A la lecture de la communication du festival, nous avons aussitôt demandé aux organisateurs de revenir à la réalité des faits, et de retirer les marques de soutiens officiels de nos institutions dans l'ensemble de leur communication. »*

## SUBVENTIONS

Fabien Givernaud et Nadia Kirat assurent que l'université et Sciences Po Grenoble ont bien apporté leur contribution financière à l'événement, via des subventions à l'association Contre Courant. *« L'UGA a financé à hauteur de 10 000 euros et Sciences Po Grenoble 1 000 euros. »* détaille Fabien Givernaud. *« Nous pensons qu'il est souhaitable que les pouvoirs publics subventionnent et financent des initiatives étudiantes et universitaires, dans la mesure où elles ont vocation à défendre des valeurs telles que l'égalité et la justice sociale. »* avance Contre Courant à Marianne.

Sans confirmer le montant de l'aide, l'université Grenoble Alpes explique que la programmation dévoilée n'était pas celle avancée au moment d'accorder la subvention. *« C'est un financement que nous accordons à des associations en amont, explique la direction de la communication. Nous l'avons accordé sur la base d'une programmation plutôt artistique et sans contenus polémiques. Nous avons découvert le programme après. »* *« On était sur une relation de confiance, ça nous échaude »* glisse un membre de l'établissement. *« Le contenu est clair, tout cet embrasement médiatique engendre des frilosités »* estime de son côté Nadia Kirat. De quoi, dans tous les cas, ouvrir un débat sur le contrôle des subventions accordées chaque année par les universités aux associations étudiantes.

Les organisateurs ont également déposé une demande de subvention à la ville. *« Elle a été reçue mais pas instruite »* répond la municipalité à Marianne. Tout en indiquant qu'il y aura bien des événements du « mois décolonial » qui se tiendront dans des salles de la ville : *« L'équipement public qui accueille des conférences fait des gratuités toute l'année pour de nombreux événements. Il ne s'agit ni d'un avantage, ni d'une sanction, mais du droit commun. »*

28 mai : France Inter

<https://www.franceinter.fr/reunions-non-mixtes-affiches-denoncant-des-profs-a-grenoble-que-reste-il-de-la-polemique-autour-de-l-unef>

# Réunions non mixtes, affiches dénonçant des profs à Grenoble : que reste-il de la polémique autour de l'Unef ?

par [Philippe Reltien](#), [Cellule investigation de Radio France](#) publié le 28 mai 2021 à 6h01

Dénoncée en mars avec virulence par de nombreuses personnalités politiques, l'Unef n'est plus aujourd'hui au centre du débat. Si l'affaire des réunions non mixtes s'est apaisée, celle des affiches de Sciences Po Grenoble a cependant laissé des traces.



A Sciences Po Grenoble, l'affaire des affiches contre des profs supposés "islamophobes" a laissé des traces. © AFP / JEAN-PHILIPPE KSIAZEK

*"Des fascistes dans nos amphis." "L'islamophobie tue."* Le 4 mars 2021, la branche de l'Unef Grenoble relaie sur son compte Twitter des collages situés sur la façade de Sciences Po, avec le nom de deux professeurs, accusés d'islamophobie. Le syndicat retire son tweet, mais la polémique prend une ampleur nationale. Quelques jours plus tard, le syndicat étudiant au niveau national est accusé de discriminations suite à la mise en place de réunions non-mixtes. La cellule investigation de Radio France a voulu savoir, deux mois après, ce qu'il reste de ces événements.

## Des accusations d'islamophobie

À Grenoble, la situation est encore tendue, et l'incompréhension demeure. Fin novembre 2020, dans le cadre de la préparation de l'édition 2021 de la [Semaine de l'égalité](#), deux professeurs de Sciences Po Grenoble (IEPG, Institut d'études politiques de Grenoble) s'opposent à une enseignante-chercheuse membre du [laboratoire de sciences sociales Pacte](#) à propos des termes d'une table ronde intitulée "Racisme, antisémitisme et islamophobie". Les deux professeurs, dont fait partie Klaus Kinzler, qui enseigne l'allemand au sein de l'IEPG, demandent à ce que soit retiré le mot islamophobie, considérant que ce terme ne vise pas des personnes en raison de leur race ou de leur origine, mais juste une religion.

Le débat s'enflamme. La querelle est mise sur la place publique. Les deux profs deviennent des cibles sur les réseaux sociaux. *"Le 22 février 2021, des étudiants de l'Union syndicale Sciences Po Grenoble [une scission de l'Unef], le syndicat majoritaire à l'IEPG, lancent sur Facebook un appel à témoignages sur d'éventuels propos problématiques qui auraient pu être tenus dans un cours qui s'appelle 'Islam et musulmans en France', raconte Simon Persico, professeur à Sciences Po Grenoble. Cet appel à témoignages contient des accusations, même si le nom de l'enseignant n'apparaît pas."*



Appel à témoignage lancé sur Facebook par l'Union syndicale Sciences Po Grenoble. / Capture d'écran Facebook

Sous la pression, l'enseignante retire l'islamophobie de l'intitulé du débat. La rupture est consommée entre le laboratoire Pacte et les deux opposants. Le climat se dégrade. L'enseignante se voit prescrire un arrêt maladie, et les deux professeurs opposés au débat se disent harcelés. *"Il y a eu deux étapes, explique Klaus Kinzler. L'une vient de collègues, des chercheurs qui m'accusent en public de harcèlement. Il y a ensuite une deuxième tentative par des étudiants extrémistes, qui disent que je suis un extrémiste de droite et islamophobe."*

## "Bonjour à nos ayatollahs en germe"

Fin février, Klaus Kinzler, qui se voit reprocher d'avoir bu une bière devant son écran lors d'un conseil de vie étudiante, écrit un mail *"humoristique"* aux étudiants syndiqués qui commence par *"Bonjour tout le monde ! Bonjour surtout à nos petit.e.s Ayatollahs en germe (sic)."* Un mail qu'il conclut en signant par : *"Un enseignant 'en lutte', nazi de par ses gènes, islamophobe multirécidiviste (...) recherché intensément par la branche islamo-gauchiste d'Interpol Grenoble."* Des propos qui ne vont pas apaiser les choses.

*"J'étais extrêmement déprimé, se justifie aujourd'hui le professeur, les premiers étudiants commençaient à me dire en cours : 'Pourquoi vous n'aimez pas les musulmans ?' Je sentais que je ne pouvais plus enseigner dans ces conditions, je me suis mis en congé maladie."*

Cinq jours plus tard, le 4 mars, ces collages avec les noms de deux professeurs apparaissent sur la façade de Sciences Po Grenoble. Ils sont tweetés par une



responsable de l'Unef Grenoble dans la foulée. *"La condamnation de ces affiches a été extrêmement rapide et ferme par la direction et toutes les instances de Sciences Po, puis par tous les collègues, se souvient Simon Persico. L'Unef Grenoble va alors très vite faire marche arrière."*

Les instances parisiennes de l'Unef interviennent en effet pour faire retirer le tweet. *"Ça ne correspondait pas du tout à notre mode d'action confirme Mélanie Luce, la présidente de l'Unef. Pour nous, quels que soient les propos tenus, ce n'est pas avec ce qu'on appelle le name and shame ["nommer pour faire honte"] qu'on va régler nos problèmes. Les dénonciations publiques ne sont en aucun cas une solution."*

## **"Ils resteront des cibles"**

Malgré la suppression du tweet, les noms des deux professeurs se répandent, une enquête est ouverte par le parquet de Grenoble, car l'incident se produit après l'assassinat de Samuel Paty. Beaucoup redoutent les conséquences de cette exposition publique. *"Ce collage ne partira jamais d'Internet, redoute Amaury Pelloux-Gervais, étudiant en droit et président de l'Uni Grenoble. Des gens penseront toujours que ces professeurs sont islamophobes. Ils resteront des cibles."*

Le ministère de l'intérieur envoie alors des policiers pour surveiller le domicile de cinq personnes, dont celui des professeurs concernés et du leader de l'Union syndicale de Sciences Po. *"Très vite, le nom de ce dernier circule, mis en pâture sur les réseaux sociaux, critiqué comme s'il était complice de ces actes-là, se souvient encore l'universitaire Simon Persico. La collègue qui organisait la conférence sur l'islamophobie est, elle aussi, mise sous protection, ainsi que la directrice du laboratoire Pacte."*

Tous sont devenus des cibles d'anonymes qui se déchainent sur les réseaux sociaux. Les deux enseignants opposés au débat sur l'islamophobie, classés plutôt à droite, sont visés une sphère de gauche, tandis qu'Anne-Laure Amilhat-Szary, directrice du labo Pacte auquel appartient l'enseignante qui voulait organiser le débat sur l'islamophobie, se sent, elle, menacée par l'extrême droite : *"Je suis mise en cause par des propos diffamatoires qui ont un caractère sexiste. On me dit que je n'ai pas les capacités pour diriger un laboratoire, on s'attaque à mon apparence, on se demande si je suis 'baisable' ou pas... On s'attache à détruire mon être intime de femme."*

## **Une ambiance détestable qui ne date pas d'hier**

Plus de deux mois après ces événements, les tensions entre certains étudiants et certains profs, mais aussi entre les enseignants eux-mêmes n'est toujours pas retombée. Klaus Kinzler n'a toujours pas réintégré sa classe à Sciences Po. *"On m'a déconseillé dans la situation actuelle d'être en contact avec les étudiants, déplore Klaus Kinzler. L'atmosphère est encore très pourrie à l'IEPG. Des mails*

*circulent où on nous reproche tous les maux. On est persona non grata, comme des pestiférés."*

Un rapport du ministère de l'enseignement supérieur indique que *"le collage du 4 mars est l'aboutissement d'une crise qui naît d'une controverse entre deux enseignants, et tourne au règlement de compte orchestré par une organisation étudiante"*. Mais cette crise ne date pas d'hier. Selon Amaury Pelloux-Gervais, de l'Uni, *"une capture d'écran de 2017 montrait déjà, que sur un groupe Facebook d'étudiants de Sciences Po, un message de l'Unef Grenoble, aujourd'hui l'Union syndicale, demandait des témoignages d'islamophobie, de sexisme, de racisme de la part des mêmes professeurs"*.

## "Ils ont fait de la surenchère"

Outre leurs divergences politiques et idéologiques sur l'islam, il y aurait aussi une fracture générationnelle entre enseignants, selon Klaus Kinzler, qui estime que les jeunes professeurs seraient plus radicaux qu'avant : *"On a assisté à un changement générationnel. Des professeurs de la vieille école, non politisés, érudits, d'une très grande culture et très respectés, ont cédé leur place à une nouvelle génération de jeunes maîtres de conférences et professeurs dans les 35 ans, qui sont extrêmement militants et politisés."*

Les professeurs de sciences sociale, notamment ceux du laboratoire Pacte, réfutent cette analyse. Eux ont le sentiment que leurs deux collègues ont fait de la surenchère. *"La campagne médiatique dans laquelle ils se sont engagés nous a blessés, regrette Simon Persico, également membre de Pacte. Cela a contribué à rendre public des noms de collègues, qui se sont fait menacer, insulter. Et cela a dressé un tableau de Sciences Po Grenoble très caricatural, comme si on était un lieu dans lequel on ne pouvait pas avoir de discussion sereine, dans lequel la liberté d'expression était bafouée alors que ce n'est pas du tout le cas. On est habitués au débat pluraliste, respectueux des opinions diverses."* Simon Persico leur reproche aussi de remettre en cause l'intérêt des sciences sociales. *"En disant qu'elles ne servaient à rien, voire même qu'elles n'étaient pas des sciences, cela nous a beaucoup blessés puisque c'est le cœur de notre métier, notre conviction profonde."*



Anne-Laure AMILHAT SZARY,  
Directrice

COMMUNIQUÉ :

"Face aux propos tenus dans le cadre du groupe de travail "Racisme, islamophobie, antisémitisme" de la Semaine pour l'Égalité de Sciences-Po Grenoble, le directeur du laboratoire Pacte (UMR5194), réuni ce jour, tient à affirmer :

- la scientificité des sciences sociales, dont les résultats sont validés par la confrontation à d'autres, issus de protocoles de recherche tout aussi solides. La responsabilité des Sciences Humaines et Sociales est de travailler à nommer les phénomènes sociaux et politiques, pour pouvoir les comprendre et les analyser. Leur indépendance du pouvoir est donc nécessaire ;
- son refus de tout comportement agressif et de tout argument d'autorité dans le débat scientifique. Le débat scientifique nécessite liberté, sérénité et respect.

L'instrumentalisation politique de l'Islam et la progression des opinions racistes dans notre société légitiment la mobilisation du terme "islamophobie" dans le débat scientifique et public."

Extrait du communiqué du laboratoire Pacte du 7 décembre 2020. / Communiqué Pacte

Le 4 mai 2021, le procureur de Grenoble a ouvert une enquête pour "injure, diffamation, harcèlement et cyberharcèlement". Elle cible surtout les étudiants qui ont placardé les affiches. Le rapport de l'inspection générale de l'éducation, quant à lui, met en cause le comportement de l'Union syndicale Sciences Po Grenoble. Mais il pointe aussi des erreurs et des manquements de tous les acteurs de cette affaire, qui ont créé un climat de tension.

## **Autre polémique : les réunions non mixtes**

L'Unef a par ailleurs été dans le viseur de nombreuses personnalités politiques, pour avoir organisé [des réunions non-mixtes](#). Le 19 mars 2021, le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer [réagit sur RMC](#) : *"C'est profondément scandaleux, des gens qui se prétendent progressistes et qui distinguent les gens en fonction de la couleur de leur peau, nous mènent vers des choses qui ressemblent au fascisme."*

L'idée de mettre en place des réunions non mixtes n'est pas récente. En 2013, l'Unef constate que la culture dominante en son sein est très machiste. Le syndicat décide de lancer des groupes de parole réservés aux femmes. *"Elles voulaient se réunir pour parler des violences qu'elles ont pu subir, et ne pas se retrouver face à quelqu'un qui aurait pu commettre ces violences, explique Mélanie Luce, l'actuelle présidente de l'Unef. Le sexisme intériorisé fait qu'une femme a beaucoup plus de difficulté à prendre la parole dans un cadre collectif qu'un homme."*

*"C'est le principe de fonctionnement des alcooliques anonymes, abonde Anne-Laure Amilhat-Szary, directrice du laboratoire Pacte à Grenoble. Des gens osent parler de leurs défauts, de leurs problèmes, parce qu'ils sont entre eux et qu'ils sentent que la règle est la bienveillance. Des réunions non mixtes, il y en a à tous les étages. Les Francs-maçons en sont un exemple privilégié, à l'autre extrémité du champ social."*

## **Abolir la culture du sexisme**

Au sein de l'Unef, ces réunions appelées non mixtes, mais dont la participation est libre, ont lieu une à deux fois par an. Elles réunissent des membres du bureau national et des militants des sections locales. *"On ne cite pas de nom, tout est anonyme. L'objectif n'est pas la délation, assure Mélanie Luce. Il est d'identifier les problématiques globales qui émergent. Ensuite, un compte rendu est fait, dans un cadre mixte."*



Mélanie Luce, présidente de l'Unef, le 8 avril 2021 à Paris. © AFP / STEPHANE DE SAKUTIN

Suite à ces réunions, le bureau national de l'Unef a lancé des procédures d'exclusion contre des cadres du syndicat. Depuis 2018, il a ainsi exclu quatre personnes, et quatre autres ont démissionné d'eux-mêmes. Le syndicat fait aussi remonter des signalements aux autorités universitaires. C'est notamment le cas à Paris-Dauphine, où un premier dossier est instruit par l'administration.

## Prise en compte de toutes les discriminations

Le modèle de ces réunions non mixtes contre le sexisme, a ensuite été reproduit pour les personnes LGBT, puis les personnes racisées, c'est-à-dire qui subissent des discriminations liées à leur apparence, leur accent, leur nom ou encore leur origine. *"Les femmes ont ouvert le champ"*, affirme Tidian Bah, étudiante d'origine guinéenne, en première année à Sciences Po.

Farah, qui a participé en avril 2021 à une réunion de ce type, raconte : *"C'est la première fois où j'ai parlé concrètement du racisme et du sexisme que je pouvais subir dans la société. On vide son sac, et on vide aussi les émotions que l'on peut vivre au quotidien."*

Cette récente prise en compte des discriminations raciales dans les préoccupations de l'Unef s'explique notamment par l'augmentation de la diversité au sein des universités et des instances dirigeantes. *"Il y a encore dix ou vingt ans, les congrès universitaires étaient extrêmement blancs, alors que l'université est déjà investie par les enfants et les petits enfants issus de l'immigration"*, analyse Robi Morder, spécialiste des mouvements étudiants. La disparition progressive des associations communautaires liées au pays d'origine a aussi "forcé" les syndicats étudiant à s'approprier ces préoccupations.

## "L'Unef a perdu sa grille d'analyse des rapports sociaux traditionnels"

Au printemps 2021, la polémique autour des réunions non mixtes s'est focalisée sur le fait d'exclure les participants en fonction de critères raciaux. L'Unef soutient que personne n'est officiellement exclu. *"Tout le monde est au courant de ces réunions. C'est à chacun de savoir où est sa place, se défend Mélanie Luce. Il n'y*

*a pas de vigile à l'entrée pour dire à telle personne : 'Tu ne vas pas rentrer.' Par contre, lors du compte rendu, chacun va pouvoir attentivement écouter ce qui va être dit par ces personnes sur ce qu'elles peuvent vivre au quotidien et dans l'organisation." "Personne n'est en capacité d'exclure une quelconque personne à partir du moment où la militante ou le militant vient et décide de venir en réunion",* confirme Maha Rejouani, ancienne vice-présidente étudiante pour l'Unef à Paris-Dauphine. Cette approche risque de rendre inopérant [l'amendement "Unef" voté récemment par le Sénat](#), qui interdit d'exclure quiconque en fonction de sa race ou de son origine.

Pour Theo Florens, un ancien membre du bureau national de l'Unef, ces réunions sont symptomatiques d'une évolution du positionnement politique du syndicat. La lutte contre le sexisme et les discriminations sur les campus a supplanté, selon lui, la grille historique de la "lutte des classes". *"Aujourd'hui, l'Unef trouve bien souvent plus pertinent d'analyser les conflits interpersonnels via le prisme des discriminations, des dominés/dominants, explique-t-il, ce qui n'est pas le prisme des gens qui sont moyennement ou pauvrement dotés en capital et des autres qui le sont. Quand on est pauvre, qu'on soit blanc ou racisé, on a toujours moins de chance de réussir sa vie et que quand on est passé par Henri IV ou Sciences Po."* Ce faisant, le syndicat accompagne une tendance qui traverse aujourd'hui d'autres sphères de la société. Y compris des sphères officielles.

29 mai : Atlantico

<https://atlantico.fr/article/decryptage/mois-decolonial-a-grenoble---le-bal-des-hypocrites-michel-villard>

## **GRENOBLE, ÉPICENTRE DU DÉCOLONIALISME ?**

# Mois décolonial à Grenoble : le bal des hypocrites

Où l'on apprend que la mairie de Grenoble, l'Université Grenoble-Alpes et Science po Grenoble avaient prévu de participer au « Mois décolonial » en juin prochain, avant de se rétracter devant la polémique. Et si Grenoble était la preuve manquante qui confirme que l'islamo-gauchisme est bien une réalité ?

avec [Michel Villard](#)

Mais que se passe-t-il à Grenoble ? En mars dernier, l'Institut d'études politiques (IEP) avait déjà créé un profond émoi lorsque les noms de deux enseignants avaient été placardés sur les murs sous l'accusation de « fascisme » et « d'islamophobie ». L'enquête indépendante menée par [deux inspecteurs de l'Éducation nationale](#) avait rapidement pu établir que tout était parti d'un syndicat étudiant issu de l'UNEF qui faisait régner un climat épouvantable dans l'institution, harcelant la direction et le personnel, terrorisant les autres étudiants et assumant explicitement de s'affranchir des règles minimales de l'Etat de droit et du débat démocratique. Ces étudiants ne voulaient rien de moins que contrôler l'institution, y compris le contenu des cours. L'un d'entre eux ambitionnait même d'obtenir, dans une logique somme toute très impériale, le titre de vice-directeur.

On croyait avoir tout vu, on n'avait encore rien vu. Les révélations de ces derniers jours concernant le « Mois décolonial », ce festival à la gloire du décolonialisme prévu du 10 au 30 juin, ont montré que le problème ne s'arrête pas là. On découvre en effet que cet événement, organisé par plusieurs associations (Contre-courant, Peps, Mix'Arts), a été soutenu par une série d'acteurs institutionnels : la ville de Grenoble, l'Université Grenoble-Alpes (UGA) et Science po Grenoble.

Si le soutien de la mairie n'est pas vraiment une surprise, la présence d'institutions universitaires dans une opération aussi explicitement militante et idéologique, plonge dans un abîme de perplexité. Comment en est-on arrivé là ?

### **Un maire trop démocrate ?**

Le [maire de Grenoble s'est justifié](#) en disant que sa préoccupation est d'encourager le débat. « *En démocratie, la liberté d'expression et de débat est fondamentale. Je suis fier que Grenoble soit un lieu de connaissances, d'engagements et de contradictions. Et je suis disponible pour débattre* ». Il a ajouté : « *la droite et l'extrême droite coalisées demandent, ici, autre chose : faire taire les voix et les idées qui ne leur conviennent pas. Les interdire. Ce procédé n'est pas démocratique, et je le dénonce* ».

Ce plaidoyer en faveur du débat est très honorable, mais le maire en fait un peu trop : le festival n'a jamais été menacé, personne n'ayant appelé à l'interdire. La question est plutôt de savoir pourquoi la ville de Grenoble figure parmi les partenaires, ce à quoi Eric Piolle se garde bien de répondre.

En réalité, le plaidoyer du maire en faveur du débat ne convainc guère. Où a-t-il vu que le mois décolonial allait être une manifestation ouverte et pluraliste, soucieuse d'organiser des débats contradictoires ? Cet événement est un pur monolithe idéologique. L'un des organisateurs, Rodrigue Blot, responsable de l'association Contre-Courant, l'admet volontiers : « *Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir des informations, de comprendre, pas de savoir si on doit déconstruire ou non, mais comment. Sinon, on se retrouve sur un débat sur CNews !* ». Indirectement, ce militant admet que le débat est désormais passé à droite, ce qui est plutôt ennuyeux pour la gauche, mais très cohérent avec la posture qui est désormais prônée ouvertement par les



nouveaux leaders comme Geoffroy de Lagasnerie, partisan du retour pur et simple à la [censure des idées de droite](#).

## La lutte décoloniale commence à Grenoble

Admettons toutefois que le maire soit un ardent partisan du débat et du pluralisme. Dans ce cas, pourquoi avoir battu en retraite ? Pourquoi avoir donné le sentiment de céder si facilement à ses opposants ? Un recul aussi rapide laisse sceptique. Le maire n'a-t-il pas tout simplement cherché à botter en touche pour éviter d'avoir à se prononcer sur le fond, autrement dit d'explicitier quelles sont ses affinités avec l'idéologie décoloniale.

Car ne tournons pas autour du pot : depuis son arrivée à la mairie, Eric Piolle n'a cessé d'envoyer des messages favorables à cette mouvance. On peut notamment rappeler sa déclaration problématique sur [« l'homme blanc »](#), ses positions très [hostiles à la police](#), son [soutien aux actions illégales en faveur des migrants](#), ou encore son attitude pour le moins ambiguë face aux [opérations burkini dans les piscines municipales](#).

Si Eric Piolle était franchement hostile à l'idéologie décoloniale, cela se saurait. D'ailleurs, lui-même a commis une petite erreur révélatrice. Dans son tweet du 27 mai, il écrit à propos du festival décolonial : *« La Ville de Grenoble est une institution publique qui n'a pas à être pas associée, en tant que telle, à ce festival militant »*. Ici, la double négation devient affirmation : la ville doit donc être associée à ce festival. Coquille ou le lapsus ?

En tout cas, le programme annoncé coche toutes les cases des grandes orientations du maire. Le titre de l'affiche est explicite : *« Le mois décolonial : pour l'émancipation, l'écologie et la justice sociale »*. De quoi faire frissonner n'importe quel écolo-progressiste en herbe. L'affiche elle-même est très aguichante : joyeusement colorée en bleu et vert, avec une jolie fleur au premier plan, elle présente pas moins de six mosquées en arrière-plan. Tant pis pour les Eglises et les synagogues, mais une affiche plus œcuménique aurait-elle eu le même succès auprès du peuple décolonial ?

Pour quelqu'un comme Eric Piolle, une difficulté demeure cependant. Si le décolonialisme est assurément un bon créneau pour séduire les cercles militants (surtout à Grenoble où existe un écosystème très actif), est-ce une thématique très attirante pour les électeurs ? On peut avoir un doute. Une retraite tactique est donc le meilleur compromis : maintenant que le message décolonial est passé, il est plus judicieux de faire marche arrière plutôt que de rester au centre de l'arène. Il joue ainsi sur les deux tableaux : je soutiens, je ne soutiens pas.

## La porosité entre le décolonialisme et l'Université

Le cas de l'UGA et de Science po est autrement plus complexe et plus sérieux. Que faisaient ces deux institutions dans cette galère ? Dans un communiqué commun, l'UGA et l'IEP ont [justifié leur retrait](#) en prétendant avoir *« découvert par voie de presse de nombreuses évolutions de programmation de ce festival, non partagées en amont par les organisateurs, ainsi que des niveaux d'engagements, tels que "partenariat", qui n'ont pas été validés »*.

Reprenons ces deux arguments. Un partenariat n'aurait donc pas été officialisé ? Pourtant, [comme vient de le révéler Marianne](#), des subventions ont bel et bien été attribuées : 10.000 euros du côté de l'UGA et 1.000 euros du côté de l'IEP. Or, verser une subvention, c'est créer de fait un partenariat. Telle est d'ailleurs la raison pour laquelle les étudiants ont placé les logos de l'UGA et de l'IEP sur leur affiche : il s'agit de remercier ses donateurs, ce qui est bien la moindre des choses.

Ensuite, on aimerait bien savoir quelles sont les *« évolutions de programmation »* qui ont amené les deux établissements à annuler leur participation. Que savaient-ils exactement du projet initial, lorsqu'il a été présenté ? Les étudiants n'ont jamais avancé masqués, semble-t-il. Ils n'ont jamais caché le terme décolonial. Même la participation de Rokhaya Diallo était visiblement connue depuis longtemps. Comment expliquer, dès lors, que l'UGA et l'IEP se soient lancés dans un tel soutien, à la fois symbolique et financier ? L'argent public peut-il servir à financer des projets qui, sans participer d'aucune façon à un réel débat démocratique, ne visent

qu'à attaquer frontalement la République ? Il reste aussi à savoir ce que vont devenir ces subventions : un remboursement est-il prévu ?

A ce stade, il paraît donc difficile aux responsables universitaires de s'en tenir à une ligne de défense aussi simpliste. Au minimum, des explications supplémentaires sont attendues. Mais le problème paraît plus profond. Qu'une affaire de ce type puisse surgir maintenant, quelques semaines seulement après l'affaire de Science po Grenoble, lors de laquelle les instances académiques n'ont guère brillé par leur défense acharnée des principes républicains, ajoute une inquiétude supplémentaire quant à la porosité qui s'est instaurée entre le monde universitaire et les réseaux de la mouvance décoloniale.

L'inquiétude est d'autant plus grande que Grenoble n'est certainement pas un cas unique. Il va donc désormais falloir s'atteler sérieusement à cette question des dérives de l'université. Les enseignants qui s'époumonent à dénoncer une chasse aux sorcières qui n'existe que dans leur tête feraient mieux d'expliquer comment tout ceci a pu se produire et comment on peut en sortir.

L'affaire de Grenoble n'est pas terminée.

29 mai : Radio France Bleu

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/a-sciences-po-grenoble-l-ambiance-reste-tres-degradee-apres-l-affaire-des-affiches-denoncant-des-1622133011>

## À Sciences Po Grenoble, l'ambiance reste très dégradée après l'affaire des affiches dénonçant des professeurs

Samedi 29 mai 2021 à 4:19 -

Par [Philippe Reltien](#), [France Bleu](#), [France Bleu Isère Grenoble](#)

Au cœur de vives polémiques à Grenoble et à Paris au mois de mars dernier, l'Unef a retrouvé une relative sérénité à Sciences Po. L'affaire des réunions non-mixtes a poussé le Sénat à adopter un amendement qui ne s'appliquera probablement pas au syndicat.



Le site de Sciences-Po à Grenoble © AFP - JEAN-PHILIPPE KSIAZEK

*"Des fascistes dans nos amphis." "L'islamophobie tue."* Le 4 mars 2021, la branche de l'Unef Grenoble relaie sur son compte Twitter des collages situés sur la façade de Sciences Po, avec [le nom de deux professeurs, accusés d'islamophobie](#). Le syndicat retire son tweet, mais la polémique prend une ampleur nationale. Quelques jours plus tard, le syndicat étudiant au niveau national est accusé de discriminations suite à la mise en place de réunions non-mixtes.

**La cellule investigation de Radio France a voulu savoir, deux mois après, ce qu'il reste de ces événements.**



A Sciences-Po Grenoble, l'affaire des affiches contre des profs supposés "islamophobes" a laissé des traces. © AFP - Philippe DESMAZES

## Des accusations d'islamophobie

A Grenoble, la situation est encore tendue, et l'incompréhension demeure. Fin novembre 2020, dans le cadre de la préparation de l'édition 2021 de la [Semaine de l'égalité](#), deux professeurs de Sciences Po Grenoble (IEPG, Institut d'études politiques de Grenoble) s'opposent à une enseignante-chercheuse membre du [laboratoire de sciences sociales Pacte](#) à propos des termes d'une table ronde intitulée "Racisme, antisémitisme et islamophobie". Les deux professeurs, dont fait partie Klaus Kinzler, qui enseigne l'allemand au sein de l'IEPG, demandent à ce que soit retiré le mot islamophobie, considérant que ce terme ne vise pas des personnes en raison de leur race ou de leur origine, mais juste une religion.

Le débat s'enflamme. La querelle est mise sur la place publique. Les deux profs deviennent des cibles sur les réseaux sociaux. *"Le 22 février 2021, des étudiants de l'Union syndicale Sciences Po Grenoble [une scission de l'Unef], le syndicat majoritaire à l'IEPG, lancent sur Facebook un appel à témoignages sur d'éventuels propos problématiques qui auraient pu être tenus dans un cours qui s'appelle 'Islam et musulmans en France', raconte Simon Persico, professeur à Sciences Po Grenoble. Cet appel à témoignages contient des accusations, même si le nom de l'enseignant n'apparaît pas."*



Appel à témoignage lancé sur Facebook par l'Union syndicale Sciences Po Grenoble. - Capture d'écran Facebook

Sous la pression, l'enseignante retire l'islamophobie de l'intitulé du débat. La rupture est consommée entre le laboratoire Pacte et les deux opposants. Le climat se dégrade. L'enseignante se voit prescrire un arrêt maladie, et les deux professeurs opposés au débat se disent harcelés. *"Il y a eu deux étapes, explique Klaus Kinzler. L'une vient de collègues, des chercheurs qui m'accusent en public de harcèlement. Il y a ensuite une*

*deuxième tentative par des étudiants extrémistes, qui disent que je suis un extrémiste de droite et islamophobe."*

"Bonjour à nos ayatollahs en germe"

Fin février, Klaus Kinzler, qui se voit reprocher d'avoir bu une bière devant son écran lors d'un conseil de vie étudiante, écrit un mail "*humoristique*" aux étudiants syndiqués qui commence par "*Bonjour tout le monde! Bonjour surtout à nos petit.e.s Ayatollahs en germe(sic).*" Un mail qu'il conclut en signant par : "*Un enseignant 'en lutte', nazi de par ses gènes, islamophobe multirécidiviste (...) recherché intensément par la branche islamo-gauchiste d'Interpol Grenoble.*" Des propos qui ne vont pas apaiser les choses.

*"J'étais extrêmement déprimé, se justifie aujourd'hui le professeur, les premiers étudiants commençaient à me dire en cours : 'Pourquoi vous n'aimez pas les musulmans ?' Je sentais que je ne pouvais plus enseigner dans ces conditions, je me suis mis en congé maladie."*

Cinq jours plus tard, le 4 mars, ces collages avec les noms de deux professeurs apparaissent sur la façade de Sciences Po Grenoble. Ils sont tweetés par une responsable de l'Unef Grenoble dans la foulée. "*La condamnation de ces affiches a été extrêmement rapide et ferme par la direction et toutes les instances de Sciences Po, puis par tous les collègues, se souvient Simon Persico. L'Unef Grenoble va alors très vite faire marche arrière.*"

Les instances parisiennes de l'Unef interviennent en effet pour faire retirer le tweet. "*Ça ne correspondait pas du tout à notre mode d'action, confirme Mélanie Luce, la présidente de l'Unef. Pour nous, quels que soient les propos tenus, ce n'est pas avec ce qu'on appelle le 'name and shame' ["nommer pour faire honte"] qu'on va régler nos problèmes. Les dénonciations publiques ne sont en aucun cas une solution.*"

"Ils resteront des cibles"

Malgré la suppression du tweet, les noms des deux professeurs se répandent, une enquête est ouverte par le parquet de Grenoble, car l'incident se produit après l'assassinat de Samuel Paty. Beaucoup redoutent les conséquences de cette exposition publique. "*Ce collage ne partira jamais d'Internet, redoute Amaury Pelloux-Gervais, étudiant en droit et président de l'Uni Grenoble. Des gens penseront toujours que ces professeurs sont islamophobes. Ils resteront des cibles.*"

Le ministère de l'intérieur envoie alors des policiers pour surveiller le domicile de cinq personnes, dont celui des professeurs concernés et du leader de l'Union syndicale de Sciences Po. "*Très vite, le nom de ce dernier circule, mis en pâture sur les réseaux sociaux, critiqué comme s'il était complice de ces actes-là, se souvient encore l'universitaire Simon Persico. La collègue qui organisait la conférence sur l'islamophobie est, elle aussi, mise sous protection, ainsi que la directrice du laboratoire Pacte.*"

Tous sont devenus des cibles d'anonymes qui se déchainent sur les réseaux sociaux. Les deux enseignants opposés au débat sur l'islamophobie, classés plutôt à droite, sont visés une sphère de gauche, tandis qu'Anne-Laure Amilhat-Szary, directrice du labo Pacte auquel appartient l'enseignante qui voulait organiser le débat sur l'islamophobie, se sent, elle, menacée par l'extrême droite : *"Je suis mise en cause par des propos diffamatoires qui ont un caractère sexiste. On me dit que je n'ai pas les capacités pour diriger un laboratoire, on s'attaque à mon apparence, on se demande si je suis 'baisable' ou pas... On s'attache à détruire mon être intime de femme."*

Une ambiance détestable qui ne date pas d'hier

Plus de deux mois après ces événements, les tensions entre certains étudiants et certains professeurs, mais aussi entre les enseignants eux-mêmes n'est toujours pas retombée. Klaus Kinzler n'a toujours pas réintégré sa classe à Sciences Po. *"On m'a déconseillé dans la situation actuelle d'être en contact avec les étudiants, déplore Klaus Kinzler. L'atmosphère est encore très pourrie à l'IEPG. Des mails circulent où on nous reproche tous les maux. On est persona non grata, comme des pestiférés."*

[Un rapport du ministère de l'Enseignement supérieur](#) indique que *"le collage du 4 mars est l'aboutissement d'une crise qui naît d'une controverse entre deux enseignants, et tourne au règlement de compte orchestré par une organisation étudiante"*. Mais cette crise ne date pas d'hier. Selon Amaury Pelloux-Gervais, étudiant en droit et président de l'Union interuniversitaire (UNI) à Grenoble, *"une capture d'écran de 2017 montrait déjà que sur un groupe Facebook d'étudiants de Sciences Po, un message de l'Unef Grenoble, aujourd'hui l'Union syndicale, demandait des témoignages d'islamophobie, de sexisme, de racisme de la part des mêmes professeurs"*.

"Ils ont fait de la surenchère"

Outre leurs divergences politiques et idéologiques sur l'islam, il y aurait aussi une fracture générationnelle entre enseignants, selon Klaus Kinzler, qui estime que les jeunes professeurs seraient plus radicaux qu'avant : *"On a assisté à un changement générationnel. Des professeurs de la vieille école, non politisés, érudits, d'une très grande culture et très respectés, ont cédé leur place à une nouvelle génération de jeunes maîtres de conférences et professeurs dans les 35 ans, qui sont extrêmement militants et politisés."*

Les professeurs de sciences sociale, notamment ceux du laboratoire Pacte, réfutent cette analyse. Eux ont le sentiment que leurs deux collègues ont fait de la surenchère. *"La campagne médiatique dans laquelle ils se sont engagés nous a blessés, regrette Simon Persico, également membre de Pacte. Cela a contribué à rendre public des noms de collègues, qui se sont fait menacer, insulter. Et cela a dressé un tableau de Sciences Po Grenoble très caricatural, comme si on était un lieu dans lequel on ne pouvait pas avoir de discussion sereine, dans lequel la liberté d'expression était bafouée alors que ce n'est pas du tout le cas. On est habitués au débat pluraliste, respectueux des opinions diverses."* Simon Persico leur reproche aussi de



remettre en cause l'intérêt des sciences sociales. *"En disant qu'elles ne servaient à rien, voire qu'elles n'étaient pas des sciences, cela nous a beaucoup blessés puisque c'est le cœur de notre métier, notre conviction profonde."*



Extrait du communiqué du laboratoire Pacte du 7 décembre 2020. - Communiqué Pacte

Le 4 mai 2021, le procureur de Grenoble a ouvert une enquête pour "injure, diffamation, harcèlement et cyberharcèlement". Elle cible surtout les étudiants qui ont placardé les affiches. Le rapport de l'inspection générale de l'éducation, quant à lui, met en cause le comportement de l'Union syndicale Sciences Po Grenoble. Mais il pointe aussi des erreurs et des manquements de tous les acteurs de cette affaire, qui ont créé un climat de tension.

Autre polémique : les réunions non mixtes

L'Unef a par ailleurs été dans le viseur de nombreuses personnalités politiques, pour avoir organisé [des réunions non-mixtes](#). Le 19 mars 2021, le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer [réagit sur RMC](#) : *"C'est profondément scandaleux, des gens qui se prétendent progressistes et qui distinguent les gens en fonction de la couleur de leur peau, nous mènent vers des choses qui ressemblent au fascisme."*

L'idée de mettre en place des réunions non-mixtes n'est pas récente. En 2013, l'Unef constate que la culture dominante en son sein est très machiste. Le syndicat décide de lancer des groupes de parole réservés aux femmes. *"Elles voulaient se réunir pour parler des violences qu'elles ont pu subir, et ne pas se retrouver face à quelqu'un qui aurait pu commettre ces violences, explique Mélanie Luce, l'actuelle présidente de l'Unef. Le sexisme intériorisé fait qu'une femme a beaucoup plus de difficulté à prendre la parole dans un cadre collectif qu'un homme."*

*"C'est le principe de fonctionnement des alcooliques anonymes, abonde Anne-Laure Amilhat-Szary, directrice du laboratoire Pacte à Grenoble. Des gens osent parler de leurs défauts, de leurs problèmes, parce*

*qu'ils sont entre eux et qu'ils sentent que la règle est la bienveillance. Des réunions non mixtes, il y en a à tous les étages. Les Francs-maçons en sont un exemple privilégié, à l'autre extrémité du champ social."*

## Abolir la culture du sexisme

Au sein de l'Unef, ces réunions appelées non mixtes, mais dont la participation est libre, ont lieu une à deux fois par an. Elles réunissent des membres du bureau national et des militants des sections locales. *"On ne cite pas de nom, tout est anonyme. L'objectif n'est pas la délation, assure Mélanie Luce. Il est d'identifier les problématiques globales qui émergent. Ensuite, un compte rendu est fait, dans un cadre mixte."*



Mélanie Luce, présidente de l'Unef, le 8 avril 2021 à Paris. © AFP - STEPHANE DE SAKUTIN

Suite à ces réunions, le bureau national de l'Unef a lancé des procédures d'exclusion contre des cadres du syndicat. Depuis 2018, il a ainsi exclu quatre personnes, et quatre autres ont démissionné d'eux-mêmes. Le syndicat fait aussi remonter des signalements aux autorités universitaires. C'est notamment le cas à Paris-Dauphine, où un premier dossier est instruit par l'administration.

## Prise en compte de toutes les discriminations

Le modèle de ces réunions non mixtes contre le sexisme, a ensuite été reproduit pour les personnes LGBT+, puis aux personnes racisées, c'est-à-dire qui subissent des discriminations liées à leur apparence, leur accent, leur nom ou encore leur origine. *"Les femmes ont ouvert le champ"*, affirme Tidian Bah, étudiante d'origine guinéenne, en première année à Sciences Po.

Farah, qui a participé en avril 2021 à une réunion de ce type, raconte : *"C'est la première fois où j'ai parlé concrètement du racisme et du sexisme que je pouvais subir dans la société. On vide son sac, et on vide aussi les émotions que l'on peut vivre au quotidien."*

Cette récente prise en compte des discriminations raciales dans les préoccupations de l'Unef s'explique notamment par l'augmentation de la diversité au sein des universités et des instances dirigeantes. *"Il y a encore dix ou vingt ans, les congrès universitaires étaient extrêmement blancs, alors que l'université été déjà investie par les enfants et les petits enfants issus de l'immigration"*, analyse Robi Morder, spécialiste des

mouvements étudiants. La disparition progressive des associations communautaires liées au pays d'origine a aussi "forcé" les syndicats étudiant à s'appropriier ces préoccupations.

"L'Unef a perdu sa grille d'analyse des rapports sociaux traditionnels"

Au printemps 2021, la polémique autour des réunions non mixtes s'est focalisée sur le fait d'exclure les participants en fonction de critères raciaux. L'Unef soutient que personne n'est officiellement exclu. *"Tout le monde est au courant de ces réunions. C'est à chacun de savoir où est sa place, se défend Mélanie Luce. Il n'y a pas de vigile à l'entrée pour dire à telle personne de couleur: 'Tu ne vas pas rentrer.' Par contre, lors du compte rendu, chacun va pouvoir attentivement écouter ce qui va être dit par ces personnes sur ce qu'elles peuvent vivre au quotidien et dans l'organisation."* *"Personne n'est en capacité d'exclure une quelconque personne à partir du moment où la militante ou le militant vient et décide de venir en réunion"*, confirme Maha Rejouani, ancienne vice-présidente étudiante pour l'Unef à Paris-Dauphine. Cette approche risque de rendre inopérant [l'amendement "Unef" voté récemment par le Sénat](#), qui interdit d'exclure quiconque en fonction de sa race ou de son origine.



L'entrée de l'université Paris-Dauphine-PSL, en mai 2018. © Maxppp - Vincent Isore/IP3 Press

Pour Theo Florens, un ancien membre du bureau national de l'Unef, ces réunions sont symptomatiques d'une évolution du positionnement politique du syndicat. La lutte contre le sexisme et les discriminations sur les campus a supplanté, selon lui, la grille historique de la "lutte des classes". *"Aujourd'hui, l'Unef trouve bien souvent plus pertinent d'analyser les conflits interpersonnels via le prisme des discriminations, des dominés/dominants, explique-t-il, ce qui n'est pas le prisme des gens qui sont moyennement ou pauvrement dotés en capital et des autres qui le sont. Quand on est pauvre, qu'on soit blanc ou racisé, on a toujours moins de chance de réussir sa vie et que quand on est passé par Henri IV ou Sciences Po."* Ce faisant, le syndicat accompagne une tendance qui traverse aujourd'hui d'autres sphères de la société. Y compris des sphères officielles.

30 mai : Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/culture/mort-de-samuel-paty-la-terrible-faillitedes-reseaux-sociaux-analysee-sur-france-5-20210530>

Le Figaro (site web)

dimanche 30 mai 2021 - 07:00 UTC +02:00 784 mots

Culture

# Mort de Samuel Paty: la terrible faillite des réseaux sociaux analysée sur France 5

de Chabalière, Blaise

**DÉCRYPTAGE - Guillaume Auda revient, dans une enquête choc de «La fabrique du mensonge» diffusée dimanche 30 mai à 20h50, sur le cyberharcèlement dont a été victime le professeur décapité par un islamiste.**

Pourquoi le nom de Samuel Paty et l'adresse du collège où il était professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine, ont-ils pu circuler sur les réseaux sociaux? Ceci pendant plusieurs jours, jusqu'au vendredi 16 octobre 2020, quand un terroriste d'origine tchétchène résidant à Évreux, Abdoullakh Anzorov, est venu décapiter l'enseignant à la sortie des cours. Pourquoi cet islamiste de 18 ans qui tenait des propos radicaux sur Twitter depuis plusieurs mois n'a-t-il pas été repéré? Il affirmait pourtant rechercher une cible parmi les «mécraints». L'enquête choc de la collection «La Fabrique du mensonge», intitulée *Terroristes en réseaux*, menée par Guillaume Auda et Étienne Melou, répond à ces questions.

«L'enquête m'a permis de comprendre qu'entre le 8 juin 2020, quand il crée son compte Twitter, jusqu'au début du procès Charlie, Anzorov a posté 1 700 messages sur ce que doit être l'islam pur. Il franchit très souvent la ligne rouge des marqueurs classiques du djihadisme: dénonciation des "infidèles", antisémitisme, homophobie, misogynie. La Licra le signale à la plateforme gouvernementale Faros. Parfois un de ses messages est effacé », confie Guillaume Auda. Mais le compte de cet individu fiché S ne sera pas supprimé avant l'attaque.

Pourquoi? La réponse de Guillaume Auda est glaçante: « La philosophie des plateformes est de modérer le moins possible. Le business model des réseaux, c'est l'économie de l'attention. Or, plus on est dans l'indignation, la colère plus on génère du clic, de l'attention. Ce qui est bon pour attirer la publicité . »

Anzorov comprend qu'il a trouvé sa cible quand il prend connaissance de l'identité de Samuel Paty livrée sur la toile par Brahim Chnina, le père d'une élève de quatrième. L'adolescente se plaint d'avoir été renvoyée du cours par Samuel Paty parce qu'elle ne voulait pas voir les caricatures de *Charlie Hebdo*. Sa fille ment mais il n'en faut pas plus à Brahim Chnina pour lancer une vaste campagne de cyberharcèlement. Pourquoi, là encore, aucune modération n'est intervenue? «Nous nous sommes procurés les échanges sur le net entre parents d'élèves, moins d'une semaine avant le drame, disant que cette histoire allait finir au journal de 20 heures. Mais les spécialistes de la modération nous ont dit qu'il n'y a pas de bouton sur lequel appuyer pour signaler un contenu donnant le nom et l'adresse d'une cible», précise encore Guillaume Auda.

Détection des signaux faibles

**Des leçons ont-elles été tirées de ce drame?** « Certaines choses ont changé, reconnaît le journaliste . Par exemple, le professeur de philosophie Didier Lemaire a été menacé et il a bénéficié d'une protection policière rapprochée immédiate, ce qui n'avait pas été le cas pour Samuel Paty. **On peut citer aussi l'affaire de l'IEP Grenoble où les noms de professeurs ont été taqués sur des murs. Ils ont obtenu une protection.** D'autre part, dans la loi contre le séparatisme, qui fait actuellement la navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat, l'article 15, parfois appelé Samuel Paty, concerne les dispositifs mis à la disposition de l'État français pour contrôler le travail des réseaux sociaux en matière de modération. Concrètement, on va obliger les plateformes à prouver qu'elles mettent des moyens pour lutter contre la haine en ligne. Cette loi va précéder le Digital Service Act, une réglementation européenne qui entrera en vigueur l'an prochain », explique l'enquêteur. Quant à la plateforme gouvernementale Faros, ses effectifs sont passés de 30 à 100 personnes. De plus, le ministre de l'Intérieur a évoqué l'utilisation d'algorithmes plus puissants capables de détecter les signaux faibles de radicalisation.

Souhaitons que ces progrès permettent d'éviter au maximum les passages à l'acte. Même si l'attaque du suprémaciste blanc Brenton Tarrant, auteur le 15 mars 2019 de l'assassinat de 51 musulmans en Nouvelle-Zélande, tuerie évoquée dans l'enquête que le terroriste a filmée en direct sur Facebook, n'a pas empêché, un an et demi plus tard, le calvaire de Samuel Paty. Ceci malgré la volonté des gouvernements du monde entier, affichée à l'époque lors de l'appel de Christchurch, de renforcer le contrôle du net. Mais si le défi de la modération peut sembler perdu d'avance, les États doivent quand même tenter inlassablement de le relever.

## 9 juin : La Croix

<https://www.la-croix.com/Famille/Decolonialisme-islamophobie-etudiants-Sciences-Po-destabilises-polemiques-2021-06-09-1201160238>

### **La Croix (site web)**

Famille, mercredi 9 juin 2021 860 mots

## Décolonialisme, islamophobie... Les étudiants de Sciences-Po déstabilisés par les polémiques

Mikael Corre

Enquête L'organisation d'un « Mois décolonial » par une association de cet Institut d'étude politique (IEP) a relancé de vieilles polémiques. Certains accusent l'école d'être le creuset de l'« islamogauchisme », quand d'autres crient à l'instrumentalisation.

Commenter Réagir Envoyer par mail Envoyer Partager sur Facebook Partager Partager sur Twitter Twitter

Cette année, Sciences-Po Grenoble s'est déchiré. Sur l'islamophobie, le décolonialisme et, avant cela, sur les violences sexuelles et sexistes. « C'est une accumulation de tensions, accrues par la crise du Covid, décrit Ingrid (1), étudiante à l'école. Plutôt que d'échanger dans les amphis, après les cours, tout s'est passé sur les réseaux sociaux. Et c'est parti en vrille. »

Le 4 mars dernier, les controverses débordent de l'enceinte de la grande école iséroise avec l'affichage du nom de deux professeurs accusés de « fascisme » et « d'islamophobie », dont un enseignant d'allemand ayant critiqué l'emploi du terme islamophobie dans l'intitulé d'un groupe de travail.

Un syndicat étudiant relaie ces accusations sur un réseau social, le parquet ouvre une enquête, le ministre de l'intérieur se rend sur place et **l'un des enseignants ciblés entame une tournée des chaînes d'information pour dénoncer la « cancel culture » (2) qui minerait l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble depuis une poignée d'années.** « On a tout entendu, qu'on était islamogauchistes ou 'woke' (3)... On nous a fait passer pour des extrémistes », regrette Lionel, pour qui « plus de 70 % » des étudiants « n'ont rien à voir avec ces caricatures ».

Le contexte particulier de la crise

Comme Ingrid, Lionel en veut à son professeur d'allemand d'avoir porté le débat sur Cnews et BFMTV : « Je l'aime bien ce prof, il est très provoc, mais sympa. Après, il se décrit comme libéral, plutôt à droite, et on a d'autres enseignants très à gauche, du coup je vois pas bien le problème. On n'a plus 15 ans, on sait se faire nos opinions. La discussion sur l'islamophobie, si elle avait pu avoir lieu dans une salle et pas par mail, on n'en serait pas là... »

« L'étudiant a raison, s'il n'y avait pas eu le confinement, si on avait été autour d'une table, cette affaire n'aurait pas vu le jour, confirme **Klaus Kinzler**, le professeur d'allemand, dont le ton dans les échanges de mails a pu être acide, voire brutal. Mais regardez la dernière affaire, l'organisation de ce Mois décolonial soutenu par l'école (la direction de Sciences-Po, la ville et l'Université Grenoble-Alpes, au départ présentées comme partenaires, se sont désolidarisés), c'est bien le signe qu'il y a un problème. »

Un « climat de violences entre étudiants »

Le choix par l'IEP de Grenoble de subventionner ce festival qui commence ce jeudi 10 juin et vise à « déconstruire l'imaginaire post-colonial », a été pris en début de semestre en Conseil des études et de la vie étudiante, explique le professeur, « une instance où des étudiants extrémistes ont pris le pouvoir ». Le constat est sans doute exagéré, mais plusieurs étudiants confirment le « climat toxique » installé par plusieurs groupes très militants.

Deux inspecteurs dépêchés par le ministère de l'enseignement supérieur concluaient d'ailleurs en avril à un « climat de violences entre étudiants », pointant la responsabilité de plusieurs associations. « Ce ne sont pas plus de 50 personnes de l'école, mais si vous n'épousez pas leur discours, leurs méthodes de lutte, ça peut être violent, explique une étudiante. Pas physiquement, mais en ligne vous pouvez vous faire lyncher. »



Lionel, qui leur en veut « encore plus qu'à Kinzler et au Covid d'avoir ruiné l'année », cite Contre-courant, qui se vante d'être « l'asso la plus à gauche de Sciences-Po Grenoble », co-organisatrice du Mois décolonial, mais aussi l'Union syndicale (une scission de l'Unef), ou encore En tout genre !

« Ça a commencé au moment de #SciencesPorcs », raconte-t-il. « Tout le monde a été secoué d'apprendre qu'il y avait autant de violences sexuelles et sexistes dans les soirées de l'école, reprend Ingrid, qui dit en avoir été elle-même victime. Mais l'Union syndicale et En tout genre ! en ont fait une lutte extrémiste. Tous les hommes étaient désignés comme des violeurs, la direction comme complice... »

« Les étudiants n'ont pas vu à quel point l'administration a refusé le dialogue, se défend un membre de l'Union syndicale. Après on a peut-être fait des erreurs, mais c'est un gâchis. Entre ça et le Covid, plein d'étudiants n'ont pas réussi à suivre les cours. Il y a eu des burn-out, des dépressions. » Sollicitée, la direction de l'IEP n'a pas souhaité nous répondre.

-----  
Plusieurs mois de crise

Décembre 2020. Début de la polémique sur l'islamophobie entre deux professeurs.

Février 2021. Le mouvement #SciencesPorcs se propage, dénonçant les violences sexuelles et sexistes commises au sein de différents IEP ou dans des soirées étudiantes.

Mars. Affichage des noms des deux enseignants sur les murs de l'institut.

Avril. Remise par deux inspecteurs d'un rapport concluant au « climat délétère » au sein de l'établissement.

Juin. Organisation du « Mois décolonial ».

(1) Tous les prénoms ont été changés

(2) Littéralement, la « culture de l'annulation » des idées jugées blessantes pour une communauté, conservatrices.

(3) Littéralement « éveillé », le terme désigne une personne consciente de l'oppression subie par les minorités.

9 juin : La Croix (en anglais)

<https://www.paudal.com/2021/06/10/at-sciences-po-grenoble-tensions-and-controversies/>

## At Sciences Po Grenoble, tensions and controversies

by [Oliver Hamilton](#)

[June 10, 2021](#)

in [World](#)

0



This year, Sciences Po Grenoble is torn apart. On Islamophobia, decolonialism and, before that, on sexual and gender-based violence. *“It’s an accumulation of tensions, increased by the Covid crisis, describes Ingrid (1), a student at the school. Rather than discussing in the lecture halls, after class, everything happened on social networks. And it went into a spin. “*

On March 4, controversies spilled over from the grounds of the grande école iséroise with the display of the names of two professors accused of *“Fascism”* and *“Islamophobia”*, including a German teacher who criticized the use of the term Islamophobia in the title of a working group.

A student union relays these accusations on a social network, the prosecution opens an investigation, the Minister of the Interior goes there, and one of the targeted teachers begins a tour of the news channels to denounce the *« cancel culture »* (2) which has undermined the Grenoble Institute of Political Studies (IEP) for a handful of years. *” We heard everything, whether we were Islamogauchists or “woke” (3)... We were passed off as extremists ”, regrets Lionel, for whom “More than 70%” students “Have nothing to do with these cartoons”.*

Like Ingrid, Lionel is angry with his German teacher for bringing the debate to CNews and BFMTV: *“I like this teacher, he is very provocative, but nice. Afterwards, he describes himself as liberal, more on the right, and we have other teachers on the far left, so I don’t really see the problem. We are no longer 15, we know how to form our opinions. The discussion on Islamophobia, if it could have taken place in a room and not by email, we would not be there... ”* *“The student is right, if there had not been the confinement, if we had been around a table, this case would not have seen the light of day, confirms Klaus Kinzler, the German teacher, whose tone in the email exchanges could have been acidic, even brutal. But look at the latest case, the organization of this Decolonial Month supported by the school (the management of Sciences Po, the city and the University of Grenoble-Alpes, initially presented as partners, have dissociated themselves, Editor’s note), it is a sign that there is a problem. “*

The choice by the IEP of Grenoble to subsidize this festival which begins this Thursday, June 10 and aims to *“Deconstruct the post-colonial imagination”* was taken at the start of the semester in the Studies and Student Life Council, explains the professor, *“A forum where extremist students have taken power.”* The finding is undoubtedly exaggerated, but several students confirm the *“Toxic climate”* installed by several very militant groups.

Two inspectors dispatched by the Ministry of Higher Education concluded in April at a *“Climate of violence between students »*, Pointing to the responsibility of several associations. *“It is not more than 50 people from the school, but if you do not espouse their speech, their methods of struggle, it can be violent.,* explains a student. *Not physically, but online you can get lynched. ”* Lionel, who is angry with them *“Even more than Kinzler and the Covid for having ruined the year”*, quotes Contre-current, which boasts of being *“the most left-wing association of Sciences Po Grenoble”*, co-organizer of the Decolonial Month, but also the Union Syndicale (a split from the UNEF), or even En any kind!

*“It started at the time of #SciencesPorcs”*, he recounts. *” Everyone was shocked to learn that there was so much sexual and gender-based violence in school evenings,* continues Ingrid, who says she herself was a victim. *But the Union Syndicale and All Kinds! made it an extremist struggle. All the men were designated as rapists, the management as an accomplice... ”*

*« Students failed to see how much the administration refused to engage in dialogue,* defends a member of the Union Syndicale. *Afterwards we may have made mistakes, but it’s a mess. Between that and the Covid, a lot of students have failed to attend classes. There were burnouts, depressions. “* When asked, the management of the IEP did not wish to answer us.

2 juillet : Le Monde

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/07/02/a-sciences-po-grenoble-mme-d-contre-attaque-apres-le-rapport-de-l-inspection-generale\\_6086656\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/07/02/a-sciences-po-grenoble-mme-d-contre-attaque-apres-le-rapport-de-l-inspection-generale_6086656_3224.html)

## A Sciences Po Grenoble, « Mme D. » contre-attaque après le rapport de l'inspection générale

Accusée par l'inspection générale d'avoir « dramatisé la polémique » entre deux professeurs fin 2020, Anne-Laure Amilhat Szary s'étonne de ne bénéficier d'aucun soutien institutionnel après avoir reçu des menaces de mort.

Par [Soazig Le Nevé](#)

L'apaisement est encore loin, à Sciences Po Grenoble, deux mois après la publication du [rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche](#) (Igésr), commandé par la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal. Après la découverte, le 4 mars, sur les murs de l'Institut d'études politiques (IEP) d'affiches accusant de « fascisme » et d'« islamophobie » deux enseignants – diffusées sur les réseaux sociaux par des étudiants –, les inspecteurs généraux ont conduit une enquête, dont les conclusions, rendues le 8 mai, ont étonné Anne-Laure Amilhat Szary, l'une des protagonistes de l'affaire, appelée « Mme D. » dans le rapport.

Les faits : [Sciences Po Grenoble : enquête ouverte après des accusations d'islamophobie envers deux professeurs](#)

Il faut revenir quelques mois en arrière pour comprendre comment on en est arrivé là. Le 7 décembre 2020, cette professeure de géographie, directrice de Pacte, un laboratoire du CNRS en sciences sociales rattaché à l'IEP et à l'université Grenoble-Alpes, publie un communiqué, tamponné du logo de l'université, pour prendre la défense d'une collègue historienne, membre de Pacte, qui est impliquée dans un violent échange de courriels avec un professeur d'allemand – dont le nom, Klaus Kinzler, sera placardé le 4 mars sur les murs de Sciences Po. En cause : le recours à la notion d'« islamophobie ». Alors que la chercheuse de Pacte justifie l'usage d'un « *concept heuristique utilisé dans les sciences sociales* », M. Kinzler récusé avec véhémence l'apposition du terme auprès des mots « racisme » et « antisémitisme » dans l'intitulé d'un débat prévu à l'IEP à l'occasion de la Semaine de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

Dans ce communiqué, la direction du laboratoire de recherche incrimine le professeur d'allemand et estime que « *nier, au nom d'une opinion personnelle, la validité des résultats scientifiques d'une collègue et de tout le champ auquel elle appartient, constitue une forme de harcèlement et une atteinte morale violente* ».

### « Terrorisme intellectuel »

L'inspection générale reproche à « Mme D. » d'avoir « *dramatisé la polémique en se plaçant sur le terrain d'une mise en cause de la recherche en sciences sociales* » et d'avoir mis « *l'ensemble des enseignants de l'IEP en situation de devoir choisir leur camp* ». Elle préconise à son encontre une convocation disciplinaire à un entretien avec ses supérieurs (le président de l'université et le président du CNRS), en présence de la directrice de l'IEP, « *pour lui rappeler solennellement le rôle qui est le sien en qualité de directrice de laboratoire, lequel ne l'autorise ni à signer un communiqué par délégation du président de l'université ni à s'immiscer dans la gestion des ressources humaines de l'IEP* ». En guise de sanction, une « *notification écrite à l'intéressée des fautes qu'elle a commises dans cette lamentable affaire sera versée à son dossier administratif* », tacle le rapport.

Les inspecteurs ajoutent que ce « *communiqué* » de Pacte « *a donné une dimension inespérée* » à l'organisation étudiante de l'IEP, l'Union syndicale, en lui permettant « *d'utiliser la renommée de ce laboratoire réputé pour développer, à partir du 9 janvier 2021, une campagne d'accusations d'islamophobie* ».

sur les réseaux sociaux » à l'encontre de Klaus Kinzler et d'un autre enseignant, Vincent Tournier, chargé d'un cours sur l'islam.

Sur les réseaux sociaux, Anne-Laure Amilhat Szary fait face à un déferlement de haine lorsque certains médias relatent « l'affaire », voyant dans Sciences Po Grenoble une incarnation de « l'islamo-gauchisme » sur lequel Frédérique Vidal veut lancer une « enquête ». Le paroxysme est atteint sur CNews, le 9 mars, lorsque l'animateur Pascal Praud déclare voir en la chercheuse « le terrorisme intellectuel qui existe dans l'université ».

A ses côtés en plateau, Klaus Kinzler est venu témoigner de sa vision des faits. A l'évocation d'Anne-Laure Amilhat Szary, il décrit « un grand chercheur directeur de laboratoire de recherche [qui] se met en dehors de la science ». « Il ne comprend même pas, c'est une femme d'ailleurs, elle ne comprend même pas ce que c'est, la science », lâche le professeur d'allemand. Le lendemain de l'émission, la directrice de Pacte demande à bénéficier d'une protection fonctionnelle qui lui sera aussitôt accordée par sa tutelle, le président de l'université Grenoble-Alpes.

Le 15 avril, elle porte plainte pour « diffamation », « diffamation à caractère sexiste » contre Pascal Praud et Klaus Kinzler, « cyberharcèlement » et « menace de mort », devant le parquet de Paris. « D'aucuns n'ont pas craint de la dénoncer comme ayant été à l'origine de cette affaire. Cela est évidemment faux », affirme dans un communiqué son avocat, M<sup>c</sup> Raphaël Kempf.

La mission d'inspection recommande aussi un rappel à leurs obligations de fonctionnaires à la professeure d'histoire et à Klaus Kinzler, tout nouveau manquement de la part de ce dernier engageant des poursuites disciplinaires. « On se retrouve avec des agressés et des agresseurs renvoyés aux mêmes types de sanctions, c'est très problématique », commente aujourd'hui Anne-Laure Amilhat Szary, qui se demande pourquoi « le rapport ne couvre aucun des faits postérieurs au 4 mars, malgré leur gravité ». Elle regrette l'absence de prise de position publique des trois tutelles responsables du laboratoire – l'université, le CNRS et l'IEP. « La ministre a publiquement manifesté son indignation et son soutien quand le nom de mes collègues a été affiché, mais n'a pas réagi quand j'ai été à mon tour dangereusement menacée », constate la chercheuse.

## « Grand silence » du CNRS

A l'issue d'un « entretien solennel » qui a eu lieu vendredi 18 juin, le président de l'université Grenoble-Alpes, Yassine Lakhnech, n'aurait pas prévu – comme souhaité par l'Igésr – d'inscrire au dossier administratif de M<sup>me</sup> Amilhat Szary la notification écrite qui lui a été remise. « Le président de l'université s'est engagé à ne pas verser cette lettre à son dossier administratif », précise un des délégués de la CGT de l'université ayant accompagné la directrice de Pacte. Pour le syndicaliste, le rapport d'inspection est lacunaire en ne faisant pas mention des menaces de mort et insultes qu'a subies M<sup>me</sup> Amilhat Szary. « Je suis moi-même témoin de cette parole décomplexée, raciste, y compris dans le milieu de la recherche. Ces propos n'auraient jamais été tenus il y a deux ou trois ans », complète Pierre Giroux, secrétaire régional du syndicat CGT du CNRS. Il regrette que [Mme Vidal ait pu « encourager ce mouvement » en affichant une volonté autre que celle de l'apaisement](#) ».

Afin de clore l'affaire, plusieurs dizaines de directeurs de laboratoire ont appelé le président du CNRS à prendre publiquement position, au-delà du soutien individuel qu'il a témoigné au cours des derniers mois à M<sup>me</sup> Amilhat Szary. « Nous sommes profondément choqués de l'absence de soutien institutionnel public, quand une directrice est menacée de mort et cible d'attaques racistes et antisémites dans l'exercice de ses fonctions », ont-ils écrit dans un communiqué lu à la tribune, le 22 juin, interpellant Antoine Petit, le président du CNRS, lors d'une réunion de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS.

« Ce grand silence est problématique, car l'institution a l'air de renvoyer dos à dos les protagonistes, s'alarme une participante. Résumer la situation à une opposition entre deux points de vue serait très grave. Il s'agit de rappeler qu'une simple opinion ne vaut pas les résultats d'une recherche. Et ça, il faut que le président du CNRS aille le dire sur les plateaux TV ! »

Signe du caractère extrêmement sensible du sujet, ni Yassine Lakhnech, ni la directrice de l'IEP, Sabine Saurugger, ni Antoine Petit n'ont donné suite à nos sollicitations d'entretien.

[Soazig Le Nevé](#)



12 août : France Info

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/ils-ont-fait-l-actu/ils-ont-fait-l-actu-klaus-kinzler-enseignant-a-sciences-po-grenoble-accuse-d-islamophobie\\_4703625.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/ils-ont-fait-l-actu/ils-ont-fait-l-actu-klaus-kinzler-enseignant-a-sciences-po-grenoble-accuse-d-islamophobie_4703625.html)

## Ils ont fait l'actu. Klaus Kinzler, enseignant à Sciences Po Grenoble, accusé d'islamophobie

Sébastien Baer revient sur les événements marquants de l'année. Et ce sont ceux qui les ont vécus qui les racontent. Le professeur d'allemand, Klaus Kinzler, n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi il a été accusé publiquement d'islamophobie.

Sébastien Baerfranceinfo  
Radio France  
Mis à jour le 12/08/2021 | 12:31  
publié le 12/08/2021 | 12:31



Klaus Kinzler, professeur d'allemand à Sciences Po Grenoble.(Isère) (SEBASTIEN BAER / RADIO FRANCE)

4 mars 2021. Deux professeurs de Sciences Po Grenoble sont accusés de fascisme et d'islamophobie. Les noms des deux enseignants sont placardés, publiquement, à l'entrée du campus. Pour Klaus Kinzler, qui enseigne l'allemand depuis 26 ans à l'Institut d'études politiques (IEP) et qui est l'un des deux mis en cause, les accusations ont vu le jour après une controverse entre enseignants sur la notion d'islamophobie. *"On me traîne nommément dans la boue, sur les murs de mon lieu de travail, avec mon nom dessus. Dans le contexte actuel des attentats et surtout l'attentat contre Samuel Paty, ça peut être extrêmement grave"*.

Cette affaire a fait souffler un vent de tempête au sein de l'IEP de Grenoble. Après l'incident, Klaus Kinzler et l'autre professeur visé ont été placés pendant six semaines sous protection policière. Une enquête pour injure publique a été ouverte et le gouvernement a appelé la direction de Sciences Po à sanctionner rapidement les étudiants responsables de l'affichage.

Trois mois après cet incident, Klaus Kinzler – toujours en arrêt maladie – estime que la situation n'a guère évolué. *"Je ne sais pas trop où j'en suis. Le contact avec l'IEP de Grenoble est à zéro, je n'ai eu aucun contact ni avec des collègues ni avec ma directrice. C'est la confirmation de ce qui m'a le plus fait mal au mois de mars, ce manque de solidarité... Ça ne veut pas dire que tout le monde était contre moi, il y a les plus bruyants qui étaient contre nous parce qu'on était deux quand-même dans cette histoire et une large majorité -peut-être silencieuse- qui n'a pas osé s'exprimer là-dessus, dénonce Klaus Kinzler. Et le professeur d'ajouter : "il y avait déjà une certaine terreur qui régnait à l'IEP où une minorité très extrémiste d'étudiants avait plus ou moins imposé une espèce de pensée unique.*

*Toute manifestation d'opinion adverse était tout de suite punie sur Facebook avec les pires insultes. Ce qui a fait que pratiquement aucun étudiant n'a plus osé dire quoi que ce soit*

### **Ni dialogue ni apaisement**

Le professeur de Sciences Po Grenoble estime qu'il n'y a eu ni dialogue ni apaisement depuis l'affaire. *"Selon ce qu'on m'a dit, c'est toujours une opinion unanime. On a sali la maison, on a déclenché la pire crise de l'IEP depuis sa création et on est vraiment les pires des pires, des parias, des pestiférés".* Klaus Kinzler ne comprend pas non plus pourquoi il a été accusé d'islamophobie. *"C'est une grande absurdité, ne serait-ce que lire ce que j'ai lu. Même en appliquant les définitions les plus larges de l'islamophobie dans la science, ce que je dis ne tombe pas sur l'islamophobie parce que je ne me suis jamais exprimé de façon critique contre les musulmans. J'ai critiqué une certaine forme d'islam, le fondamentalisme avec le rôle de la femme qui est opprimée, etc... mais je ne tombe absolument pas sous ce label. Je n'ai jamais exprimé une espèce de ressentiment contre des gens. Donc, je suis face à quelque chose qui me laisse un peu perplexe".*

### **Sa lutte pour la démocratie**

Malgré la médiatisation de l'affaire, les critiques sur les réseaux sociaux et l'exposition publique, Klaus Kinzler ne craint pas de demeurer durablement une cible. *"Je vais vous dire que je n'ai jamais eu peur. Je ne me suis jamais senti comme une cible" dit le professeur qui fait aussi allusion au contexte particulier et à l'assassinat de Samuel Paty, le professeur d'histoire-géo de Conflans-Sainte-Honorine.*

*"Je ne me sens pas particulièrement exposé à cause de ça. Si moi maintenant, je me laisse intimider et que j'ai peur de ça et que je ferme ma gueule, si je me mets à genoux devant les gens, même dans mon établissement, qui veut tout simplement abolir la liberté d'expression, ce n'est pas le bon choix. Nous ne vivons pas en Iran, on vit en France. On a le droit de dire ce qu'on a à dire, même si ça ne plaît pas à tout le monde".* À la rentrée, Klaus Kinzler entend bien reprendre ses cours à l'IEP de Grenoble. *"J'ai peut-être eu la chance et la malchance d'être sous les feux des projecteurs – je ne l'ai pas cherché – et je n'en suis pas malheureux parce que j'ai fait ma petite contribution à une lutte que je pense être importante. C'est une lutte pour la démocratie".*

## 30 août : Grenoble – Le changement

<https://grenoble-le-changement.fr/2021/08/30/grenoble-et-sciences-po-le-terreau-de-lislamo-gauchisme/>

# GRENOBLE ET SCIENCES PO : LE TERREAU DE L'ISLAMO GAUCHISME

Grenoble le Changement | 30 août 2021 | [dogmatisme](#) | [Aucun commentaire](#)



*Les noms des professeurs placardés à Sciences Po*

"France Info" est revenu sur l'actualité de l'année avec une [interview de Klaus Kinzler](#), l'enseignant de Sciences Po Grenoble accusé d'islamophobie en mars dernier.

## L'EXTRÊME-GAUCHE A MIS EN DANGER DES PROFESSEURS

Après avoir été accusé d'islamophobie par l'Union Syndicale, syndicat d'extrême-gauche à Sciences Po Grenoble, des affiches ont été collées sur les murs de l'IEP avec le nom de Klaus Kinzler et celui d'un collègue. Ces affiches diffamantes mettant en danger les enseignants ont été partagées sur les réseaux sociaux par l'UNEF Grenoble (autre syndicat de la gauche extrême). On se rappelle de la levée de bouclier à l'époque contre cette mise en danger des deux enseignants, quelques mois après l'ignoble décapitation du professeur Samuel Paty.

↳ POLITIQUE



### Réunions non mixtes: Éric Piolle "défend" l'Unef

Le maire EELV de Grenoble, Éric Piolle, était l'invité ce lundi de Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV... Voir plus

*E. Piolle ne se prive pas de flirter avec l'UNEF*



## L'ABSENCE DE SOUTIEN DE L'ADMINISTRATION ET DES AUTRES ENSEIGNANTS

Suite aux diffamations, les deux enseignants ont dû être placés sous protection policière et n'ont plus eu le droit d'enseigner en présentiel à l'IEP. Klaus Kinzler dénonce l'absence de soutien qu'il a reçu : « *Je ne sais pas trop où j'en suis. Le contact avec l'IEP de Grenoble est à zéro, je n'ai eu aucun contact ni avec des collègues ni avec ma directrice. C'est la confirmation de ce qui m'a le plus fait mal au mois de mars, ce manque de solidarité...* ».

### S.SAURUGGER : LES VICTIMES DOIVENT SE JUSTIFIER

K. Kinzler et son collègue se voient même reprocher d'avoir créé une crise à l'IEP et d'avoir sali l'institution. Ils devraient s'excuser d'avoir été mis en danger. On se rappelle que S. Saurugger, directrice de Sciences Po, jugeait "extrêmement problématique" les propos des enseignants. Comme toujours, par un étrange renversement sémantique, ce sont les victimes qui doivent se justifier



Pendant son premier mandat, Sciences Po se faisait le relais complaisant de la communication d'E. Piolle  
**UNE MINORITÉ IMPOSE SA LOI**

Les causes de cette absence de soutien sont profondes. K. Kinzler explique ainsi : « *il y avait déjà une certaine terreur qui régnait à l'IEP où une minorité très extrémiste d'étudiants avait plus ou moins imposé une espèce de pensée unique* ».

A Sciences Po, exit la liberté académique. Pas de place pour l'esprit critique et interdiction de remettre en cause ce qu'impose une minorité. Sur des sujets comme l'islam ou l'immigration, un seul discours est accepté. La majorité des étudiants reste silencieuse et se couche, même si elle n'est pas d'accord, par peur d'être ostracisée.

Le rapport du Ministère suite à cette affaire mettait ainsi en cause "une direction à la position incertaine et hésitante" et "un poids particulier des étudiants qui peut conduire à des dérives graves".

Cette stratégie d'attaques *ad hominem* fondée sur des accusations violentes vise indirectement, et en réalité selon la mission, directement la direction, accusée elle-même d'inaction, et donc de complicité. Elle est complétée, sur fond de scandale de l'affaire Duhamel à Sciences Po Paris, par la relance par l'US, par certains de ses membres ou ceux d'associations proches, de rumeurs dénonçant des actes présumés de violences sexuelles ou sexistes (VSS) à l'encontre d'étudiants de l'IEP (ou plus subtilement de rumeurs d'existence de rumeurs), sans jamais le moindre signalement à la direction, le moindre témoignage ou la moindre action en justice, rumeurs activement relayées sur les réseaux sociaux visant à exclure de la vie étudiante de l'IEP, voire de l'IEP lui-même, certains étudiants désignés comme cibles. La direction n'a pas

*Extrait du rapport du*

*Ministère. L'Union Syndicale (US) ne recule devant aucun moyen pour ostraciser les étudiants qui ne partagent pas ses idées extrémistes.*

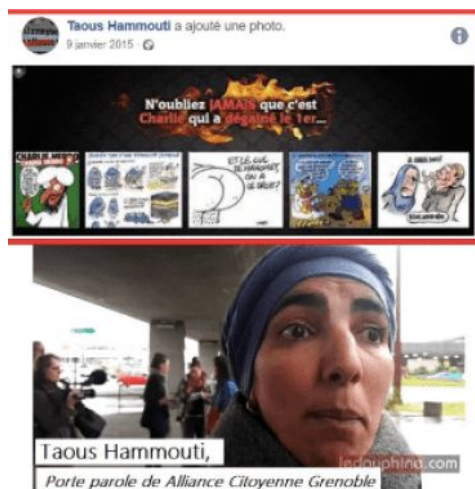
### E. PIOLLE LAISSE PROSPERER LES PIRES IDÉOLOGIES

Cette « *cancel culture* » (culture de la censure) face aux discours jugés contraires à la bien-pensance prospère sur un terreau d'idéologies favorisées et entretenues par l'écosystème grenoblois.

Juste après les attentats du Bataclan, rappelons nous qu'Eric Piolle recevait en grandes pompes Edwy Plenel et Mediapart pour s'opposer à l'état d'urgence... aux frais du contribuable grenoblois.

La Municipalité a également **subventionné le CCIF**, officine dissoute après l'assassinat de Samuel Paty en raison de ses liens avec la mouvance islamiste.

Cet été, les piscines grenobloises ont encore été le théâtre d'**opérations pro burkini**, revendication islamiste à l'égard de laquelle E. Piolle et ses élus restent ambigus en refusant de se prononcer sur le fond du sujet.



La porte-parole de l'alliance citoyenne à l'origine des actions pro burkini considère, comme les islamistes, que "Charlie a dégainé le premier"

## LE MOIS DÉCOLONIAL AVEC LE SOUTIEN DE LA VILLE ET DE SCIENCES PO

En juin s'est tenu à Grenoble **le mois décolonial**. Un festival de thèses raciales et indigénistes. Sur l'affiche, les organisateurs avaient revendiqué le soutien de la ville avant un démenti de la municipalité. Mais les élus de la majorité Chloé Le Bret et Emmanuel Carroz clamaient tout de même dans le Dauphiné que **Grenoble "est fière" d'accueillir le mois décolonial !**



Le logo de Sciences Po figurait également sur l'affiche. L'IEP ne faillit pas à sa réputation.

## L'ISLAMO GAUCHISME PREND CORPS À GRENOBLE

« Le concept d'islamophobie n'est qu'une machine de guerre inventée par les fondamentalistes pour taxer de racisme tous ceux qui critiquent l'islamisme » expliquait Luc Ferry. En martelant ce concept et en refusant toute tentative de le remettre en question, à l'instar des deux professeurs de sciences po, une certaine gauche se fait objectivement l'allié utile des islamistes.



Antoine BACK a retweeté



jerome soldeville @j\_soldeville · 20h

#CMGrenoble

Voilà un triste exemple d'association de termes vide de sens, utilisée dans la presse des années 40, une époque des plus sombres.

Comment une députée de la République @EmilieCChalas peut-elle alimenter ainsi en conscience une chasse aux sorcières ?

#islamogauchiste



Jérôme Soldeville et Antoine Back (élu de la majorité Piolle) assimilent lutte contre l'islamo gauchisme et antisémitisme !

Même Anne Hidalgo (PS) s'alarmait du "rapport à la République" des écologistes. Par ambition électorale, des responsables politiques comme E. Piolle continuent pourtant d'entretenir ces ambiguïtés et **ne dérivent pas de leur complaisance coupable**. Comment s'étonner que ces idéologies mortifères prospèrent ensuite et entraînent les dérives qu'a connu Sciences Po ?



8 septembre : Deutsche Welle : Nouvelles du monde

<https://www.nouvelles-du-monde.com/professeur-allemand-sous-protection-policiere-pour-prise-de-position-sur-lislamophobie-culturelle-reportages-sur-les-arts-la-musique-et-le-style-de-vie-dallemagne-dw/>

# Professeur allemand sous protection policière pour prise de position sur l'islamophobie

Reportages sur les arts, la musique et le style de vie d'Allemagne

| DW

September 8, 2021



“Fascistes dans nos amphithéâtres ! Renvoyer le professeur Kinzler ! L'islamophobie tue”, pouvait-on lire sur les grandes banderoles accrochées à l'Université de Grenoble. Des militants du syndicat étudiant français Unef ont également mis en ligne les slogans.

Cinq mois après le meurtre brutal du professeur d'histoire Samuel Paty, être accusé d'islamophobie n'est pas quelque chose qui est pris à la légère en France. À la suite d'un débat qui a suscité l'indignation à l'Institut d'études politiques de Grenoble, deux professeurs sont sous protection policière.

Voici comment cela s'est passé : il y a 3 mois et demi, étudiants et enseignants de l'université discutaient du titre d'un séminaire prévu sur le thème de l'égalité. Faut-il inclure « l'islamophobie » aux côtés de « l'antisémitisme » et du « racisme » ?

Kinzler est professeur qui enseigne à l'université de Grenoble depuis 25 ans

Le professeur Klaus Kinzler, qui enseigne la langue et la culture allemandes à l'université, a estimé que l'islamophobie n'était pas comparable à l'antisémitisme. Suite à son conseil de ne pas inclure le terme « islamophobie » dans le titre du séminaire, il a été exclu de la discussion par courrier électronique.

Soit dit en passant, le professeur né à Stuttgart est marié à une femme musulmane.

Lorsqu'un autre professeur s'est montré solidaire de Kinzler, le syndicat étudiant Unef l'a également pris pour cible.

Après la décapitation de l'enseignant Samuel Paty, la campagne de haine actuelle contre les professeurs est “un acte particulièrement dégoûtant”, a déclaré Schiappa dans une interview télévisée. L'Unef a activement “mis la vie des professeurs en danger de mort”, a-t-elle ajouté.

**Un reflet du problème d'intégration de la France**

L'historien et auteur allemand Philipp Blom voit dans les discussions actuelles de la France sur l'islamophobie un reflet des enjeux sociaux liés à la position du pays en tant qu'ancienne puissance coloniale, où règne un fort « racisme fonctionnel ».

L'intégration des immigrés d'Afrique du Nord a échoué de manière flagrante, souligne Blom. « Dans les banlieues à la périphérie de Paris, on n'a pas l'impression de vivre en France. Vous n'avez pas les mêmes opportunités que les autres », a déclaré Blom à DW.

Confrontée à la marginalisation et à l'humiliation, toute une génération a grandi dans des milieux où petits criminels et islamistes radicaux se disputent la domination. « Je peux comprendre que cela crée de la colère, y compris une colère meurtrière », dit Blom.

On appelait déjà au changement dans les « banlieues », ou les périphéries des villes françaises, en 2005

Mais ce n'est pas un problème spécifiquement français, ajoute l'historien, qui est également membre du conseil d'administration du Prix de la paix de la librairie allemande. Pourtant, l'expérience de l'humiliation est « une force politique très importante ».

## Politique identitaire et annuler la culture

Klaus Kinzler a déclaré au journal allemand *Le monde* qu'il existe une forme d'activisme politique en France qui se déguise en universitaire.

De même, le politologue Claus Leggewie souligne que ces militants ne se battent pas contre les puissants, l'establishment, l'extrême droite ou les vrais fascistes, mais contre des personnes dont les opinions sont considérées comme « pas assez pro-islamiques ».



Politologue Claus Leggewie

Leggewie décrit l'affaire comme « annuler » des personnes spécifiques, les faire taire et « interdire des idées et des discussions ».

Les médias sociaux sont également devenus la chambre d'écho des groupes d'identité sociale, qui excluent de plus en plus les personnes ayant d'autres idées. En organisant des controverses en ligne, les membres de ces groupes obtiennent une reconnaissance médiatique immédiate, explique Leggewie. « C'est exactement ce qui s'est passé à Grenoble, et avec Samuel Paty en gros aussi, et dans son cas ça a été fatal », ajoute le politologue.

## Islamophobie contre antisémitisme

Klaus Kinzler est professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble depuis maintenant 25 ans. Il n'a « pas été surpris » par les slogans sur le bâtiment universitaire, puisque le syndicat étudiant Unef l'avait déjà qualifié d'extrémiste de droite et d'islamophobe sur les réseaux sociaux.

Le racisme et l'antisémitisme – qui sont tous deux des infractions pénales dans la France laïque – n'ont rien à voir avec l'islamophobie, selon Kinzler. « L'antisémitisme a fait des millions de morts. Un génocide sans fin. aussi, a fait des dizaines de millions de morts dans l'histoire », a-t-il déclaré. *Le monde*. « Mais où sont les millions de morts liés à l'islamophobie ? » a-t-il demandé, précisant néanmoins : « Je ne nie pas que les personnes de confession musulmane soient discriminées. Je refuse simplement de le mettre sur le même plan. Je pense que c'est une tromperie absurde.

Kinzler était un “professeur d’allemand tout à fait normal dans un institut provincial” et avait toujours apprécié son travail, a-t-il déclaré au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Avant la polémique, ses étudiants lui ont dit qu’ils appréciaient qu’il défende des positions libres et libérales. “Les échanges ont toujours été enrichissants”, a-t-il déclaré.

Au final, dit-il, il est moins offensé par les étudiants qui ont lancé la campagne de haine que par ses collègues, chercheurs et professeurs — qui ont pris leurs distances avec lui sans chercher le dialogue.

## **“Ailier droit réactionnaire”**

“Cela ne m’est jamais arrivé en 30 ans de carrière universitaire”, a déclaré Kinzler à DW. “J’ai toujours eu le droit de dire ce que je voulais, même si cela m’a scandalisé. C’est quelque chose de nouveau auquel je suis confronté ... l’argument n’est plus ou moins approuvé dans le monde universitaire mais est une forme d’offense.”

Pour nombre de ses collègues, dit-il, il est désormais le « cracheur de droite réactionnaire du nid » qui a profondément nui à la réputation de son institut.

Il suppose qu’il sera considéré comme « persona non grata » au cours des prochaines années, peut-être même jusqu’à sa retraite.

“Mais je peux vivre avec ça”, a-t-il déclaré. “Je n’ai rien fait d’autre que défendre la démocratie. Je me suis défendu, j’ai défendu mon collègue et j’ai défendu la liberté académique.”

14 septembre : Neue Zürcher Zeitung (premier quotidien suisse)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/diskussion-beendet-ld.1644831>

## In einer Diskussion mit Studenten kritisiert der deutsch-französische Professor Klaus Kinzler den Begriff «Islamophobie». Kurze Zeit später benötigt er Polizeischutz

Eine Geschichte über studentischen Machtrausch, Debattenkultur in Corona-Zeiten, den Umgang mit Islamismus und das Reizwort «Cancel-Culture».

Lucien Scherrer, Grenoble 14.09.2021, 05.30 Uhr



Plötzlich rechtsextrem: Klaus Kinzler, Professor am politologischen Institut der Universität Grenoble, aufgenommen an einem geheimen Ort.

Olivier Monge / Myop

Am späten Abend des 25. Februar erhält Professor Klaus Kinzler eine E-Mail seines Kollegen Vincent Tournier. «Wahrscheinlich hast du die Dokumente auf Facebook gesehen. Mein Sohn hat mir sie gerade geschickt, du kannst dich geehrt fühlen.» Dokumente auf Facebook? Kinzler ist verwirrt. Er hat keinen Facebook-Account, bekommt nicht mit, was in den sozialen Netzwerken läuft.

Mit einer unangenehmen Vorahnung schaltet er den Computer ein und liest: Ein Professor am politologischen Institut der Universität Grenoble vertrete reaktionäres, rechtsextremes und islamophobes Gedankengut. Er verhöhne Millionen von Opfern, weshalb er nach Ansicht «bestimmter Student.innen» sein Recht verwirkt habe, an Diskussionen teilzunehmen. Die Universität müsse Massnahmen gegen diesen Professor ergreifen. Unterzeichnet ist der Aufruf von einer Gruppe namens Sciences Po Grenoble en lutte.

## Leben unter Polizeischutz

Obwohl er einiges gewohnt ist, ist Kinzler schockiert. Er, der wegen seiner wirtschaftsliberalen Haltung bisher «nur» als Neoliberaler beschimpft wurde, soll ein Rechtsextremer sein. Für ihn, den gebürtigen Deutschen, der 1983 als junger Mann nach Frankreich auswanderte, ist dieses Wort gleichbedeutend mit Nazi. Er assoziiert es mit kahlrasierten Männern in Springerstiefeln, die Asylbewerber zusammenschlagen.

Fast noch schlimmer ist das Etikett «islamophob»: Wer es öffentlich angehängt bekommt, lebt in Frankreich gefährlich. Der Tschetschene, der am 16. Oktober 2020 den Lehrer Samuel Paty enthauptete, sah sich als Rächer aller Islamophobie-Opfer. Gleiches gilt für die Terroristen, die 2015 in der «Charlie Hebdo»-Redaktion zwölf Menschen erschossen.

Für Kinzler ist der 25. Februar der Auftakt eines Dramas, das er bis heute zu verarbeiten versucht. Die NZZ empfängt er an einem abgelegenen Ort in den französischen Alpen, er trägt eine geflickte Windjacke, Sonnenbrille und einen Sechstagebart. Die Universität ist weit weg. «Wo ich lebe, muss die Öffentlichkeit nicht erfahren», sagt er. In der Küche seiner einfachen Unterkunft stehen gebrauchte Pfannen und Teller, es riecht nach Holz und Kaffee.

Sechs Wochen lebte er unter Polizeischutz, die Beamten nahm er mit auf Ski- und Bergtouren. «Die sind hier richtig fit geworden.» Jetzt arbeitet er jeden Tag rund zehn Stunden, liest Bücher über die chinesische Kulturrevolution und schreibt selber an einem Buch. Das Manuskript trägt den Titel «L'affaire de Grenoble», im Untertitel kündigt der Autor «Reflexionen über unsere Universitäten, unser Land und unsere Zeit» an.

## «Propagandawaffe der Extremisten»

Die «Affäre von Grenoble» hat nicht nur in Frankreich, sondern auch in den internationalen Medien hohe Wellen geschlagen. Zumal es hier um Themen und Phänomene geht, die die meisten westlichen Gesellschaften beschäftigen – und spalten.

Es geht um den Konflikt zwischen Aktivisten und kritischer Wissenschaft, um politisch motivierte Rassismuskorrekturen und um die Missachtung rechtsstaatlicher Prinzipien. Es geht um die Macht, die kleine, aber radikale Gruppen in einem von Angst und Opportunismus geprägten Umfeld entfalten können.

Im Herbst 2020 wird Frankreich von der zweiten Corona-Welle lahmgelegt. Das soziale Leben ist stark eingeschränkt, Begegnungen finden meist nur via Mail und Zoom statt. Die politische Stimmung ist angespannt, neben Corona sorgt der islamistische Terror für Ohnmachtsgefühle und gehässige Kontroversen. Denn das Entsetzen über den Mord an Samuel Paty hat sich noch nicht gelegt, als ein tunesischer Islamist in Nizza drei Menschen ersticht.

Die Regierung von Emmanuel Macron kündigt an, islamistische Organisationen zu bekämpfen und zu verbieten, in rechten Kreisen werden Rufe nach Guantánamo-Methoden laut, Islamisten im In- und Ausland wie Recep Erdogan decken Macron mit Islamophobie-Vorwürfen und Beleidigungen ein.



Nicht der islamistische Terror ist das Problem, sondern die Islamophobie: Demonstration in Paris, November 2020.

Abdulmonam Eassa / Getty

Just in jenen Wochen machen sich Arbeitsgruppen des politologischen Instituts der Universität Grenoble daran, eine für Januar geplante Aktionswoche «für Gleichheit und den Kampf gegen Diskriminierung» zu planen. Unter anderem sollen sich acht Studenten und zwei Professoren in virtuellen Konferenzen mit dem Komplex «Rassismus, Antisemitismus und Islamophobie» beschäftigen. Doch zwischen den beiden Professoren – Klaus Kinzler und Claire Marynower – entbrennt ein Streit.

Der Begriff «Islamophobie», so schreibt Klaus Kinzler am 30. November an alle Beteiligten, habe in diesem Aktionsprogramm nichts zu suchen. Sein Sinn sei fragwürdig, man könne sich gar fragen, ob es bloss «um eine Propagandawaffe von Extremisten geht, die intelligenter sind als wir». Seine Kollegin Marynower antwortet tags darauf, der Begriff «Islamophobie» sei in der Politik tatsächlich umstritten, aber: «In den Wissenschaften ist er es nicht.»

## Debatte beendet

Klaus Kinzler, so wird eine staatliche Untersuchungskommission später feststellen, gilt unter den Studenten als guter Professor, der die Debatte liebt und manchmal die Provokation sucht, um Leute zum Nachdenken zu bewegen. Was er gar nicht mag: wenn er das Gefühl hat, jemand wolle ihm das Wort abschneiden. Empört über die apodiktische Antwort seiner Kollegin, schreibt er eine lange E-Mail, in der er sie der intellektuellen Anmassung bezichtigt und betont, die Debatte sei mitnichten geschlossen.

Tatsächlich ist der Begriff «Islamophobie» auch in den Wissenschaften umstritten. Kritiker verhehlen nicht, dass es in allen Gesellschaften Ressentiments gegen Muslime gibt. Sie warnen indes davor, den Unterschied zwischen Fremdenfeindlichkeit – die sich in Frankreich schon vor den gegenwärtigen Debatten oft gegen Araber richtete – und aufklärerischer Kritik am Islam und an einzelnen muslimischen Personen und Organisationen zu verwischen.

Denn damit legitimiere man die Versuche der Islamisten, sich mit Rassismusvorwürfen gegen jegliche Kritik zu immunisieren. «Der Begriff der Islamophobie», so schreibt etwa der niederländische Soziologe Ruud Koopmans, «unterstellt, berechtigte Sorgen und Ängste hinsichtlich des real existierenden Islam seien irrationale Formen des Hasses, und macht so Opfer zu Tätern.»



Dass diese Warnungen berechtigt sind, zeigt sich in Frankreich besonders deutlich. Hier haben Islamisten seit 2015 mehr als 200 Menschen ermordet, darunter Frauen und jüdische Schüler. Der von den Islamisten geschürte Hass hat zudem dazu beigetragen, dass Tausende Juden das Land verlassen haben. Was Islamisten nicht daran hindert, sich als Opfer und «neue Juden» zu inszenieren.

Mit Erfolg, denn nach Terrorakten ist oft zu hören, man müsse jetzt nicht über Islamismus, sondern über die Ausgrenzung der Täter und über Islamophobie reden, denn diese sei der Ursprung allen Übels. Geschürt wird dieser Diskurs von islamischen, oft islamistisch beeinflussten Gruppen wie dem inzwischen verbotenen Kollektiv gegen die Islamophobie in Frankreich, aber auch von linken Politikern, Aktivisten und Wissenschaftlern.

In Grenoble eskaliert die Islamophobie-Diskussion ebenso rasch wie endgültig, als sich Anfang Dezember weitere Wissenschaftler einmischen – und den Fall öffentlich machen. So publiziert die Direktion des sozialwissenschaftlichen Labors Pacte ein Communiqué. Darin wirft sie dem nicht namentlich genannten Klaus Kinzler vor, er greife die Wissenschaft und seine Kollegin Claire Marynower in ungehöriger Weise an, weshalb er sich des Mobbings schuldig gemacht habe. Der offene Brief endet mit dem Aufruf, den Begriff «Islamophobie» in den Wissenschaften zu forcieren, wegen der «Zunahme rassistischer Meinungen in unserer Gesellschaft».

## Aufruf zur Denunziation

Kinzler erhält einzig Sukkurs von einer Ökonomin und von seinem Kollegen Vincent Tournier. Dieser ist bei manchen Studenten und Lehrern ebenfalls eine Reizfigur, weil er sich in seinen Vorlesungen kritisch mit islamistischen Strömungen auseinandersetzt. Die Direktorin des politologischen Instituts, Sabine Saurugger, ruft die Beteiligten wiederholt zur Mässigung auf.

Aber da linksradikale Studentengruppen wie Sciences Po Grenoble en lutte und die umtriebige Union Syndicale Sciences Po Grenoble den Fall für sich entdeckt haben, ist das zwecklos. Die Studenten fordern die Direktion ultimativ auf, den Islamophobie-Begriff als wissenschaftlich einzustufen und gegen das Duo Kinzler/Tournier vorzugehen. Tourniers Vorlesung soll gestrichen werden. Um dieser Forderung Nachdruck zu verleihen, veröffentlicht die Union Syndicale am 23. Februar einen Aufruf: Wer islamophobe Äusserungen von ihm bezeugen könne, solle diese anonym melden.

In den sozialen Netzwerken entlädt sich derweil ein wochenlanges Hasssturm gegen die beiden Professoren, von dem zumindest Klaus Kinzler lange gar nichts mitbekommt. Erst am 25. Februar sieht er dank dem Hinweis seines Kollegen Tournier, was anonyme Schreiber und Anhänger von linksradikalen Studentengruppen über ihn verbreiten. Einen Tag danach wird er in seiner Vorlesung gefragt, weshalb er Hass gegen Muslime verbreite.

Nochmals sechs Tage später hängen vor dem Eingang des politologischen Instituts Plakate. «Faschisten in unseren Vorlesungssälen», steht darauf, «Tournier und Kinzler: Rücktritt! Islamophobie tötet.» Die Bilder der Plakate gehen um die Welt, Journalisten aus dem ganzen Land reisen nach Grenoble, die Regierung kündigt eine Untersuchung an. Doch da hat sich Klaus Kinzler bereits krankschreiben lassen.

Jetzt, fast genau sechs Monate später, blickt der Professor mit einer Mischung aus Schmerz, Verwunderung und Humor auf die damaligen Ereignisse zurück, obwohl sie ihn fast umgebracht hätten. Als das französische Erziehungsministerium am 8. Mai einen 55-seitigen Untersuchungsbericht veröffentlicht, ist er derart aufgeregt, dass er die ganze Nacht liest und nachdenkt. Am nächsten Tag schläft er während einer Fahrt auf dem Velo ein und stürzt. Sechs Wochen liegt er mit einem zerfetzten Lungenflügel im Krankenhaus. «Immerhin», so sagt er, «hatte ich viel Zeit zum Lesen.»

## Perverse Lust am Machtrausch

In seinem Buch, das er in Anspielung auf **Klaus** Kafka zuerst «Le procès de Klaus K.» nennen wollte, stellt der 62-Jährige die Ereignisse von Grenoble in einen internationalen Zusammenhang. Er verweist auf den «identitären Linksradikalismus à l'américaine», der mittlerweile innerhalb der französischen Linken dominant ist. Und den heute auch linksliberale Intellektuelle in Frankreich, den USA und anderen Ländern für ein zunehmend intolerantes, letztlich antiintellektuelles Klima in den Universitäten verantwortlich machen.

«Das politologische Institut von Grenoble war schon immer links, aber man konnte über alles reden», sagt er. «Der heutige Forscher dagegen ist im permanenten Kampf gegen Unterdrückung, abweichende Meinungen duldet er nicht.» Ermuntert von linken Professoren, gehe es jungen Sozialwissenschaftlern oft nur noch darum, strukturellen Rassismus, Sexismus und Islamophobie zu beweisen. Dies mittels Zirkelschlüssen, Leugnung von widersprechenden Tatsachen und Fakten, die oft nur auf Gesprächen und Gefühlen beruhten.

Als Zeugen zitiert Kinzler den Politologen Pierre-André Taguieff. Dieser betrachtet die modischen Strömungen an den Universitäten als «senile Krankheit der heutigen Linksintellektuellen». Die Anhänger dieser Richtung charakterisiert Taguieff so: gravierende Defizite in der intellektuellen Neugier, bornierter Radikalismus, persönliche Feigheit, kombiniert mit perverser Lust am Machtrausch in der Gruppe.

Man könnte das alles als Wahnvorstellung alter weisser Männer abtun, die um ihre Deutungshoheit fürchten. Allerdings gibt es im Ausland ähnliche Fälle, in Deutschland etwa verleumdete linksradikale Gruppen die Professoren Herfried Münkler und Jörg Baberowski. In den USA hat der Philosoph Peter Boghossian gerade seinen Rücktritt aus der Universität Portland bekannt gegeben. Den Studenten, so erklärte er, werde nicht mehr beigebracht, zu denken. Es gehe nur noch darum, die moralische Gewissheit von Ideologen nachzuahmen.

Im Fall Kinzler bestätigt der im Mai publizierte Untersuchungsbericht des französischen Erziehungsministeriums ebenfalls, dass Taguieffs Analyse der Realität manchmal ziemlich nahe kommt. Für die Untersuchung der «Affäre von Grenoble» reisen eine Generalinspektorin und ein Generalinspektor im März für mehrere Tage in die Stadt. Sie befragen Dutzende Zeugen, darunter Studenten, Professoren und Klaus Kinzler, den man an einem geheimen Ort drei Stunden vernimmt. Das Fazit der Inspektoren ist klar: Die Islamophobie- und Rassismuskorruptionen von Vincent Tournier und Klaus Kinzler waren haltlos und politisch motiviert.

## Die Unschuldsvermutung? Ein Werkzeug der Klassenjustiz

Den Studentengruppen ging es laut dem Bericht einzig darum, zwei Professoren zu verjagen, «weil sie die einzigen <rechten> Professoren am politologischen Institut sind». Sie hätten mit Diffamierungen, Verdächtigungen und Denunziationsaufrufen ein Klima der Angst verbreitet. Ihre Methoden erinnerten an «dunkelste Kapitel der Geschichte».

Besonders irritiert zeigen sich die Autoren über den mangelnden Respekt für elementare Grundrechte, den manche Studenten während der Befragung offenbarten. So erklärten Vertreter der Union Syndicale, die Unschuldsvermutung sei ein Werkzeug der Klassenjustiz. Nur die Stimme der Opfer dürfe zählen, und wer Opfer angreife, müsse sofort bestraft werden.

Dieses Dogma erklärt auch, weshalb es zwischen linksidentitären Ideologen und Islamisten eine geistige Komplizenschaft gibt, die man in Frankreich «islamogauchisme» nennt. Wenn das Opfer immer recht hat und sämtliche Muslime als Unterdrückte eingestuft werden, sind auch Islamisten Opfer. Ganz egal, ob sie selber Rassisten, Sexisten, Antisemiten, Gewalttäter oder alles zusammen sind.

Die Macht, die derartige Ideologien und Denkmuster an den Universitäten und in der Gesellschaft entfaltet haben, hat in Frankreich schon in den Wochen vor der «affaire de Grenoble» für Diskussionen gesorgt. Die Ministerin Frédérique Vidal kündigte Massnahmen gegen den «Islamogauchismus» an und provozierte damit wütende Proteste. Exponenten des Nationalen Zentrums für wissenschaftliche Forschung (CNRS) behaupteten, «Islamogauchismus» existiere überhaupt nicht. Die Regierung attackiere die Freiheit der Wissenschaften.

## Selbst die französische Küche ist rassistisch

Dabei trägt das CNRS zusammen mit anderen Bildungsakteuren selber zu einem Klima bei, das aktivistische und radikale Studenten in ihrem Eifer bestärkt. So sollte eine CNRS-Studie unlängst beweisen, dass die französische Küche von «kulinarischem Weissein» («blanchité alimentaire») geprägt, also rassistisch sei. Zudem können Aktivisten darauf zählen, dass Bildungsbeamte, Professoren, Vorgesetzte und Studentenorganisationen bei Mobbing-Aktionen gegen politisch unerwünschte Personen wegschauen oder gar ermunternde Zeichen geben.

Die Unef, die grösste Studentengewerkschaft des Landes, solidarisierte sich nach der hetzerischen Plakataktion vor der Universität Grenoble öffentlich mit den Verleumdern. Das CNRS war indirekt ebenfalls in die Kampagne gegen Klaus Kinzler involviert, weil das Labor Pacte zum CNRS gehört – und dieses hat mit seinem parteiischen Communiqué massgeblich zur Eskalation beigetragen.

Radikale Studenten, das zeigt auch der Untersuchungsbericht des Bildungsministeriums, profitieren von einer Kultur der Duldung, der Angst und der Protektion. So kritisieren die Generalinspektoren, dass die Institutsdirektorin Sabine Saurugger schon früh über die Diffamierungen gegen ihren Mitarbeiter Klaus Kinzler in den sozialen Netzwerken im Bild war, ihn aber weder informierte noch die Staatsanwaltschaft einschaltete, trotz justiziablen Verleumdungen. Weiter halten sie fest, das Communiqué von Pacte hätte gar nie veröffentlicht werden dürfen.

Während sie gegen sämtliche Delegierte der Union Syndicale Disziplinar- und Strafverfahren anregen, soll Klaus Kinzler nur verwarnt werden. Er habe zwar mangelnden Respekt für einzelne Kolleginnen gezeigt und das Neutralitätsgebot in religiösen Fragen verletzt. Sein Verhalten sei jedoch durch den enormen Druck zu relativieren: Er sei in der Geschichte eindeutig das Opfer gewesen.

## «Cancel Culture» wirkt, aber noch nicht wie gewünscht

In den Medien ist Klaus Kinzler oft als Märtyrer beschrieben worden, als Opfer der «Cancel-Culture», also einer Kultur der sozialen Vernichtung. Seine Gegner – unter ihnen Kollegen am politologischen Institut – weisen derweil süffisant darauf hin, dass der Begriff «Cancel-Culture» angesichts von Kinzlers Medienpräsenz einmal mehr seine Absurdität offenbare. Tatsächlich sagt Kinzler selber, er habe dank der Affäre «eine Medienmacht, die andere nicht haben». Es gibt Hunderte mehrheitlich wohlwollende Artikel, er war am Fernsehen zu sehen und im Radio zu hören. Dazu hat er rund 4000 E-Mails und 150 Briefe erhalten, fast alle davon positiv.

Statt «Gelöschte» schaffen die Anhänger der «Cancel-Culture» Medienstars. Nur: Beweist das, dass dieses Phänomen harmlos ist? Wer in der «Affäre von Grenoble» gewonnen hat, ist offen. Das zeigt sich bei einem Besuch auf dem Campus der Universität. Das politologische Institut ist ein rostbrauner Bau, vor den Büros der Professoren hängen Aufrufe der postkommunistischen Gewerkschaft CGT, ein Flyer an der Wand wirbt für eine «feministische Aktion gegen europäische Grenzen».

An diesem Spätsommertag werden gerade die Erstsemestrigen begrüßt, an einem Stand verteilen Studentengewerkschafter Traktate gegen Sexismus und Emmanuel Macron. Ihrer Meinung nach ist alles ganz anders, als es die Medien und der Untersuchungsbericht behaupten. «Es gibt Professoren, die sich sexistisch, rassistisch, homophob und antisemitisch geäußert haben», sagt ein junger Mann mit Bart und runder Brille. «Sie haben Sachen gesagt, die strafbar sind.» Warum gab es dann keine Anklage? «Weil die Direktion nichts gemacht hat.»

Dem Erziehungsministerium, so sind die Studenten überzeugt, geht es bloss um einen Schlag gegen die Gewerkschaften. «Hoffentlich kommen sie nicht durch damit.» Zwei andere Studenten, Théophile Martinet und sein Kollege, der lieber anonym bleiben will, sind dagegen erleichtert über das Eingreifen der Regierung. Martinet hat Klaus Kinzler öffentlich unterstützt, daneben war er Mitglied der liberalen Studentengruppe Agora. In den sozialen Netzwerken wurde er deswegen beschimpft, beleidigt und verleumdet.

## Was, wenn die einmal Richter und Minister sind?

«Es gibt keinen Filter, keinen Dialog mehr», sagt er. Mit Corona sei alles vollends eskaliert. Martinet zeigt Screenshots von virtuellen Diskussionen, in denen zwei Agora-Mitglieder von Aktivisten beschuldigt werden, Vergewaltiger zu sein. Juristisch gab es nie ein Verfahren. Einer der Beschuldigten sah sich aufgrund der Verleumdungen jedoch gezwungen, die Uni zu verlassen.

Für Martinet und seinen Kommilitonen ist klar: Was in Grenoble passiert, ist das Symptom einer «kranken Gesellschaft», in der nicht mehr debattiert wird, weil aggressive Gruppen bestimmen. Deren Ideologie «Alle sind gut, nur die Rechten sind böse. Und rechts von François Hollande ist rechtsextrem» werde von vielen Professoren geteilt. Ihre Macht basiere aber vor allem auf dem

Schweigen der Mehrheit, die ihre Ruhe haben wolle. Martinets grösste Sorge ist die: Was, wenn diese Leute einmal Richter und Minister sind?

Sabine Saurugger, die Direktorin des politologischen Instituts, will sich nicht weiter zu den Vorfällen an der Universität äussern. Thomas Mandroux, der Wortführer der Union Syndicale, wünscht sich eine «Beruhigung» und will sich derzeit ebenfalls nicht äussern, um den «von Rechtsextremen unterstützten» Klaus Kinzler und Vincent Tournier nicht noch mehr mediale Aufmerksamkeit zu schenken.

Simon Persico, ein Institutskollege Kinzlers, wirft seinem ehemaligen Freund vor, den Ruf des Instituts mit seinen Medienauftritten beschädigt zu haben. Er habe Kollegen öffentlich angegriffen und sich zunehmend rechtsextremen Positionen angenähert. Persico will aber weiter mit ihm zusammenarbeiten.

Der Staatsanwalt von Grenoble hat eine Untersuchung gegen mehrere Personen eingeleitet. Wer die Plakate vor der Uni gemalt hat, ist bis heute unbekannt. Vincent Tournier fürchtet seit den öffentlichen Verleumdungen um sein Leben, er lebt derzeit auf Französisch-Polynesien. Klaus Kinzler weiss noch nicht, ob er an die Universität zurückkehren soll. Sein Buch erscheint im Januar.

## 14 septembre : Perlentaucher

<https://www.perlentaucher.de/9punkt/2021-09-14.html>

Lucien Scherrer [besucht](#) für die *NZZ* den in Grenoble lehrenden Politologen **Klaus Kinzler**, der von Studenten auf Facebook beschuldigt wurde, "rechtsextremes und **islamophobes Gedankengut**" zu vertreten. Seit dem Mord an Samuel Paty ein furchteinflößender Vorwurf, weshalb Kinzler seither unter Polizeischutz lebt. Ein Untersuchungsbericht zweier Generalinspektoren hat ihm nun bescheinigt, dass die Islamophobie- und Rassismuskritiken gegen ihn und einen Kollegen **haltlos** waren "und politisch motiviert. ... Besonders irritiert zeigen sich die Autoren über den **mangelnden Respekt für elementare Grundrechte**, den manche Studenten während der Befragung offenbarten. So erklärten Vertreter der Union Syndicale, die **Unschuldsvermutung** sei ein Werkzeug der **Klassenjustiz**. Nur die Stimme der Opfer dürfe zählen, und wer Opfer angreife, müsse sofort bestraft werden. Dieses Dogma erklärt auch, weshalb es zwischen linksidentitären Ideologen und Islamisten eine geistige Komplizenschaft gibt, die man in Frankreich 'islamogauchisme' nennt. Wenn das Opfer immer recht hat und sämtliche Muslime als Unterdrückte eingestuft werden, sind **auch Islamisten Opfer**. Ganz egal, ob sie selber Rassisten, Sexisten, Antisemiten, Gewalttäter oder alles zusammen sind."



15 septembre : Neue Freiheit

<https://jungfreiheit.de/politik/ausland/2021/professor-meinungsfreiheit-universitaeten-kinzler/>

# Professor beklagt Einschränkung der Meinungsfreiheit an Universitäten

- Ausland
- 15. September 2021



## Rassismus-Vorwürfe und Bedrohungen

GRENOBLE. **Der deutsch-französische Hochschullehrer Klaus Kinzler** hat vor einer Einschränkung der Meinungs- und Forschungsfreiheit an Universitäten gewarnt. „Der heutige Forscher ist im permanenten Kampf gegen Unterdrückung, abweichende Meinungen duldet er nicht“, kritisierte der in Deutschland geborene Professor am politologischen Institut der Hochschule Sciences Po Grenoble gegenüber der *Neuen Zürcher Zeitung*.

Zwar sei die Einrichtung „schon immer links“ gewesen, „aber man konnte über alles reden“. Heute gehe es jungen Sozialwissenschaftlern ermuntert von linken Professoren jedoch häufig nur darum, strukturellen Rassismus, Sexismus und Islamophobie zu beweisen. „Dies mittels Zirkelschlüssen, Leugnung von widersprechenden Tatsachen und Fakten, die oft nur auf Gesprächen und Gefühlen beruhen“, resümiert die Zeitung.

### Sechs Wochen unter Polizeischutz

Seit Dezember 2020 war Kinzler wegen angeblich islamophober Äußerungen unter Kollegen und Studenten in die Kritik geraten, nachdem er den Begriff „Islamophobie“ als Teil einer Aktionswoche „für Gleichheit und den Kampf gegen Diskriminierung“ als unpassend beanstandete. Dessen Sinn sei fragwürdig und man könne sich fragen, ob es nur „um eine Propagandawaffe von Extremisten geht, die intelligenter sind als wir“.

Sofort hätten sich andere Professoren und linke Studentengruppen in die Debatte eingeschaltet. Kinzlers Angaben zufolge habe ihn dann sein Kollege Vincent Tournier Ende Februar darauf aufmerksam gemacht, daß es auf Facebook eine Welle von Haßbotschaften, Bedrohungen und Denunziationsaufrufen gegen ihn gebe. Kurze Zeit

darauf hätten Plakate vor dem Eingang des politologischen Instituts gehangen mit der Aufschrift: „Faschisten in unseren Vorlesungssälen. Tournier und Kinzler: Rücktritt! Islamophobie tötet.“ Kinzler ließ sich krankschreiben und erhielt sechs Wochen lang Polizeischutz.

Im Mai veröffentlichte das französische Erziehungsministerium einen 55 Seiten langen Untersuchungsbericht über die Vorfälle. Den Politikwissenschaftler wühlte dessen Lektüre nach eigenen Angaben so sehr auf, daß er die ganze Nacht wachgeblieben. Am nächsten Morgen sei er während einer Fahrradfahrt eingeschlafen, gestürzt und wegen eines zerstörten zerfetzten Lungenflügels sechs Wochen im Krankenhaus behandelt worden.

#### **Ministeriumsbericht entlastet Professoren**

Der Bericht kam zu dem Schluß, Kinzler gelte unter seinen Studenten als guter Professor und daß die Vorwürfe gegen ihn und Tournier, der sich in seinen Vorlesungen mit islamistischen Strömungen befaßt, haltlos und politisch motiviert seien. Den Studentengruppen sei es allein darum gegangen, zwei Professoren zu vertreiben, „weil sie die einzigen ‘rechten’ Professoren am politologischen Institut sind“. Die Kritiker hätten mit Diffamierungen, Verdächtigungen und Denunziationsaufrufen ein Klima der Angst verbreitet. Ihre Methoden erinnerten an „dunkelste Kapitel der Geschichte“.

Die Kampagne gegen Kinzler ist kein Einzelfall. Auch in Deutschland verleumdeten linksradikale Gruppen etwa die Politikwissenschaftler Herfried Münkler, den Evolutionsbiologen [Ulrich Kutschera](#) und den Historiker [Jörg Baberowski](#) in Berlin sowie den Volkswirtschaftsprofessor [Bernd Lucke](#) in Hamburg. In den USA [beklagte der Philosoph Peter Boghossian](#) vor kurzem eine Ideologisierung der Universität und gab seinen Rücktritt bekannt. (Is)

<https://diplomes-iepg.fr/>

## Le mot de la Directrice de l'IEP

Une nouvelle année universitaire a débuté la semaine dernière : Sciences Po Grenoble a accueilli une nouvelle promotion d'étudiantes et d'étudiants qui intègrent l'Institut en 2021. Cette année, les candidatures ont été trois fois plus nombreuses que les années précédentes pour le concours réformé de première année. En 2021, nous avons créé deux nouveaux double-diplômes – avec Grenoble Ecole de Management (GEM) et l'Université de Padoue -, mis en place un nouveau parcours d'architecture et de politiques urbaines avec l'Ecole nationale d'architecture de Grenoble (ENSAG) et l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine (IUGA) de l'Université Grenoble Alpes et, enfin, inscrit Sciences Po Grenoble comme partenaire dans le programme d'Euromasters (<https://www.euromasters.eu/>) qui regroupe cinq grandes universités européennes et américaines. Enfin, un cursus de premier cycle tout en anglais a été ouvert pour les étudiants internationaux issus d'un établissement secondaire non-français.

Ces réformes ont été menées au cours de cette année particulièrement mouvementée pour l'Ecole. Tout d'abord, l'impact de la pandémie, encore et toujours. Elle a, tout au long de l'année dernière, obligé l'établissement à mettre en place des continuités virtuelles – la continuité pédagogique, en premier lieu, la continuité administrative ensuite, et, enfin, la continuité scientifique via sa recherche. Les équipes pédagogiques et administratives de Sciences Po Grenoble se sont, de nouveau, engagées, pour fournir le service public qu'on attend d'un établissement d'enseignement supérieur et d'une Grande Ecole. Notre intégration à l'UGA nous a fourni de précieuses arènes d'échange sur la politique à mener en temps de pandémie et nous a offert l'accès aux vaccinations mises en place par l'UGA avec le CHU.

La crise des violences sexistes et sexuelles (VSS) ensuite. Au regard d'une résurgence nationale de signalements de violences sexistes et sexuelles portée par les réseaux sociaux au début de l'année 2021, nous avons renforcé les dispositifs existants, avec le concours des enseignants, la communauté étudiante et des associations agréées autour de trois priorités : la prévention, la formation et l'accompagnement. Après avoir présenté lors du CA du 9 mars 2021 une feuille de route pour lancer des travaux collectifs sur la lutte contre les VSS, Sciences Po Grenoble a engagé les réformes qui renouvellent, restructurent et amplifient les nombreuses actions menées depuis 2018.

Le 2 juin la « Charte pour l'Egalité, contre les discriminations, le harcèlement et les violences sexistes sexuelles » est venue compléter la précédente charte adoptée en mai 2018, en prenant en compte la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Le processus participatif qui a mené à cette réforme a regroupé les étudiants et étudiantes, enseignants et enseignantes, personnel administratif autour de la directrice de Sciences Po Grenoble et l'ancienne directrice générale du Défenseur des droits. La Charte a été adoptée à l'unanimité le 17 juin 2021 par le Comité technique de Sciences Po Grenoble, le 28 juin 2021 par le Conseil des études et de la vie étudiante (CEVIE) avant d'être présenté et approuvé au CA le 6 juillet 2021. Parallèlement à la refonte des chartes, d'autres dispositifs sont en train d'être mis en place pour accompagner les victimes dans le recueil de leur témoignage, leurs saisines des instances judiciaires ou disciplinaires et pour les assister pédagogiquement et psychologiquement. Une chargée de mission égalité de genre a pris ses fonctions le 1er septembre 2021 pour piloter l'ensemble de ces dispositifs et évaluer en continu les éventuels besoins d'adaptation afin que ceux-ci soient pleinement connus et appropriés par l'ensemble des communautés de Sciences Po Grenoble.

**Enfin, la crise des affiches, qui a donné lieu à des attaques nauséabondes de l'Institut et de toute la communauté de Sciences Po Grenoble dans les médias et sur les réseaux sociaux, a mis à mal la sérénité des études, de l'enseignement et de la recherche.** Je me permets de réitérer ici une série de principes fondamentaux. Sciences Po Grenoble est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche dans lequel les libertés académiques sont la garantie de la qualité pédagogique de la formation. Notre communauté étudiante attend de nous une ouverture large sur l'ensemble des champs de recherche et des perspectives théoriques, et l'initiation à des méthodologies plurielles afin de mettre en œuvre une réflexion adaptée à un monde complexe. Les sciences sociales procurent le matériau nécessaire à cette

réflexion, en montrant notamment comment les phénomènes historiques, économiques, politiques et sociaux sont construits. Sciences Po Grenoble comme établissement d'enseignement supérieur est un lieu où les théories sont exposées et discutées, où les points de vue s'affrontent, où les outils d'enquêtes et de démonstration s'essaient et s'acquièrent.

La série des webinaires organisée tout au long de 2020-2021 sur des sujets d'actualité, dont certains sont disponibles en replay (<http://www.sciencespo-grenoble.fr/recherche/les-webinaires-de-sciences-po-grenoble/>), mais aussi les 26 billets de blog des enseignants-chercheurs sur la neutralité de l'enseignement et de la recherche en sciences sociales (<http://blog.sciencespo-grenoble.fr/index.php/category/objectivite-en-sciences-sociales/>) illustrent cet art de la controverse pour lequel l'Institut est connu. Les élections présidentielles de 2022, tout comme la présidence française de l'Union européenne au premier semestre 2022 ne seront que deux occasions parmi tant d'autres qui nous amèneront à poursuivre le débat, en se fondant sur des méthodes rigoureuses en sciences sociales.

**Je salue ici la résilience des étudiantes et des étudiants et de toute la communauté de Sciences Po Grenoble. Je suis confiante que Sciences Po Grenoble saura afficher une réelle volonté d'apprendre de cette période sombre, et de tourner la page pour montrer aux mondes qui nous entourent et à nous mêmes que l'art de la controverse et du débat au sens le plus noble du terme, celui du débat argumenté, est notre ADN.** Avec l'équipe de direction composée du Directeur des études, Simon Godard, du Directeur des relations internationales, Fabien Terpan et de la Directrice de la Recherche et de Valorisation, Marie-Estelle Binet et avec la Directrice générale des services, Pascale Martinot et le Directeur général des services adjoint, Marc Sabin, ma direction continuera à avoir comme objectif de garantir la qualité de la formation et de la recherche de Sciences Po Grenoble au cœur de l'UGA.

Enfin, nous continuerons à travailler, avec les autres établissements-composantes, pour construire l'Université Grenoble Alpes. Des nombreux projets communs ont vu le jour pendant l'année dernière, année qui a permis à l'UGA d'obtenir la labellisation IDEX de manière pérenne. Si le maintien de notre personnalité morale dans l'UGA nous est centrale, notre volonté de coopérer et de porter collectivement des projets innovants du futur est immense que ce soit dans le domaine de la Responsabilité sociale et environnementale, dans le schéma directeur de la vie étudiante ou encore dans le domaine de la recherche.

J'espère, comme déjà l'année dernière que les étudiantes et étudiants de Sciences Po Grenoble pourront, dans cette nouvelle année universitaire 2021-2022, compter sur le soutien des diplômés, notamment à travers des possibilités de stages ou encore des propositions d'emploi. Ce n'est qu'en coopérant étroitement que nous pourrons offrir le meilleur à nos étudiantes et étudiants, en termes de formation, de recherche et d'accompagnement professionnel, plus encore dans une situation aussi difficile que celle d'une pandémie mondiale dont nous n'avons pas encore vu la fin.

**Sabine Saurugger**

## 17 septembre: Tichys Einblick (CH)

<https://www.tichyseinblick.de/meinungen/linkoliberalismus-ist-liberalismus-ohne-freiheit/>

DIE RÜCKKEHR DER INQUISITION

# Linkoliberalismus ist Liberalismus ohne Freiheit

VON KLAUS-RÜDIGER MAI

Fr, 17. September 2021

Die totalitäre Versuchung, der die Linkliberalen erlegen sind, nennt Pierre-André Taguieff eine „senile Krankheit der heutigen Linksintellektuellen“. Man kann auch sagen, wer entweder zu faul, oder zu feige oder einfach nur unfähig zum Denken ist, legt sich eine Gesinnung zu, die hegemonial ist – und die ist im dekadenten Westen links.

Die Szene war gespenstisch: Dreißig Bücher wurden ins lodernde Feuer geworfen. Diese Szene spielte allerdings nicht 1933 in Deutschland, sondern 2019 in Kanada. Die Asche der Bücher verwandte man anschließend als Dünger für einen Baum, den man pflanzte. In dem Video für Schüler wurde verkündet: „Wir begraben die Asche von Rassismus, Diskriminierung und Klischees in der Hoffnung, dass wir in einem inklusiven Land aufwachsen, in dem alle in Wohlstand und Sicherheit leben.“

Laut *Radio Canada* fand diese große Säuberung 2019 in den Bibliotheken des Conseil scolaire catholique Providence statt. Insgesamt wurden in 30 französischen Schulen im Südwesten Ontarios 4.716 Bücher, was im Durchschnitt 157 Bücher pro Schule bedeutet, ausgesondert und vernichtet, vorrangig Bücher, die in irgendeiner Weise das Thema der Ureinwohner Kanadas berühren, zumeist in Kinderbüchern und Comics. Zu den ausgesonderten und auch verbrannten Comics gehörten „Tim und Struppi“, „Asterix und Obelix“ und „Tintin“.

Suzy Kies, die sich der Unterstützung des kanadischen Premierministers Justin Trudeau sicher war und die zudem eine wichtige Funktion in Trudeaus liberaler Partei erklomm, verkündete, dass die Leute zwar in Panik gerieten, wenn es darum ginge, Bücher zu verbrennen, doch, wusste Suzie Kies die Linkliberalen auf identitätspolitische Linie zu zwingen, man spräche hier immerhin von Millionen von Büchern, die negative Bilder von Ureinwohnern oder den Angehörigen der „First Nation“ verbreiten und wirklich schädlich und gefährlich wären. Und weil Millionen Bücher in den Augen der Parteifreundin von Justin Trudeau schädlich und gefährlich wären, müssten sie eben verbrannt werden. Fand Trudeau wohl auch, jedenfalls unterstützte Trudeau Suzie Klies. Was übrigens schädlich und gefährlich ist, bestimmt die „Wissensbewahrerin“ der indigenen Völker Suzie Kies, die nach ihren Auskünften einem Zweig der Abenaki entstammte, und damit sakrosankt war.

Die katholische Schulbehörde, erfahren mit dem Index librorum prohibitorum, setzte mit Kies tatkräftiger Beratung Bücher auf den Index, weil die Sprache angeblich „inakzeptabel“ wäre, wie in

dem Comic „Tintin in America“, oder weil das 1981 erschienene Buch „Les Esquimaux“ eine heute als abwertender Begriff geltende Bezeichnung für die Inuit wählte. Lucky-Luke-Bücher gerieten auf die Vernichtungsliste, weil in ihnen ein Ungleichgewicht der Machtverteilung zwischen Weißen und Ureinwohnern ausgemacht wurde. Ein anderes Buch, das humorvoll über die Beziehungen zwischen Ureinwohnern und den französischen und englischen Soldaten während der Kolonialzeit spottete, fand sich auf dem Index wieder, weil die Schulbehörde fehlerhafte Zeichnungen und eine „inakzeptable Sprache“ meinte zu entdecken. Eine Zeichnung in einem Comic galt bereits als „fehlerhaft“, wenn sie männliche Ureinwohner mit nacktem Oberkörper zeigte. Selbstverständlich trugen die Indigenen alle einen Armani-Anzug.

Suzie Kies begründete das Bücher-Autodafé schließlich damit, dass Kinder darauf angewiesen seien, dass man ihnen sagt, was richtig und was falsch ist. Und was richtig und was falsch ist, wusste am besten die „Wissensbewahrerin“ Suzie Kies.

Schwestern im Geiste der Indoktrination unserer Kinder von Suzie Kies finden sich auch in Deutschland. So scheint zu den Feindbildern der Leiterin der Kita in Hamburg Groß-Flottbeck, Christiane Kassama, die deutsche Kinderliteratur zu zählen. Ganz im Sinne Kies‘ gab sie zu Protokoll: „Jim Knopf wird leider noch oft gelesen. Jim Knopf reproduziert viele Klischees, zum angeblich typischen Wesen und Äußeren von Schwarzen. Jim Knopf ist so, wie sich Weiße ein lustiges, freches, schwarzes Kind vorstellen. Auch Pippi Langstrumpf liegt als Buch fast in jeder Kita.“

Und damit Jim Knopf und Pippi Langstrumpf den Kindern nicht mehr vorgelesen werden, hat Kassama in ihrer Kita verfügt: „Im Februar habe ich gesagt: Der Black History Month steht an, wie können wir den umsetzen? Eine Kollegin schlug vor, vorübergehend nur Kinderbücher mit schwarzen Hauptfiguren in der Bibliothek zu belassen. Das hat gut funktioniert, gut im Sinne von: Es hat niemand gemerkt. Kein Kind hat ein Buch vermisst.“ Denn für Kassama „ist die Kita ein politischer Ort“, ein Ort der Indoktrination also.

Und damit bei Kassamas ideologischem Feldzug nichts schief geht, hat sie „dafür gesorgt, dass alle Kolleginnen und Kollegen ein Antirassismustraining machen. Ich hole Menschen in die Kita, die den Blick dafür schärfen, was Rassismus ist. Schwarze mit Rassismuserfahrung, die unsere Kinder natürlich nicht haben, weil sie weiß sind. Alle zwei Jahre ist ein Critical-Whiteness-Training oder ein Antirassismustraining verpflichtend.“ Brain wash kennt man aus Diktaturen, in Deutschland hatten wir zwei davon, und inzwischen in Hamburger Kitas. Verbrannt hat Christiane Kassama „Jim Knopf“ und „Pippi Langstrumpf“ nicht, aber aus der Kita verbannt. Weiße Kinder, die, weil sie weiß sind, strukturell rassistisch sind, haben deshalb mit schwarzen Helden aufzuwachsen. Haben sie sich auch ihrer Hautfarbe zu schämen? Vielleicht führt Christiane Kassama in ihrer Kita noch den White-Shame-Day ein.

Fragt man sich, weshalb das Unwesen, das Kies seit 2019 treibt, jetzt zum Skandal wird, lohnt es, genauer hinzuschauen und die Geschichte hinter der Geschichte zu entdecken. Denn Recherchen haben vor kurzem



ergeben, dass die autochthone Wissensbewahrerin nicht autochthon ist, mit anderen Worten, Suzie Kies ist nicht indigener Abstammung. Peinlich berührt legte das Providence Catholic School Board, das nach Aufforderung von Suzy Kies die literarische Säuberung in dreißig Grund- und Sekundarschulen in Ontario durchführte hatte, das „Give Back to Mother Earth“-Programm, dessen Ziel darin bestand, „Bibliotheken von allen Büchern zu befreien, die negative und falsche Stereotypen über indigene Völker fördern“, auf Eis. Eine knappe Woche vor Deutschland wird in Kanada gewählt. Für Kanadas Premierminister Trudeau erweist sich die Parteifreundin, die er sehr unterstützt hat, nun als Belastung. Nur trifft Suzie Kies keine Schuld an der substanzlosen Politik Trudeaus, nicht an einem Klima der Intoleranz, der Kulturvernichtung, der Indoktrination, der Cancel Culture, sie hat es nur für sich benutzt, wie es auch ein Versagen der Hamburger Sozialdemokraten, Scholzens engster Genossen ist, Kita-Leiterinnen wie Christiane Kassama, die mit ihrer zweifelhaften literarischen Bildung und ihrer fragwürdigen Ideologie Mitarbeiter und Kinder indoktriniert und das Neutralitätsgebot der Bildungseinrichtungen missachtet, im Amt zu belassen.

An den Universitäten und Hochschulen wird von einer radikalen Minderheit unter den Studenten, die von den Linken, den Grünen und der SPD unterstützt, von der CDU/CSU wohlwollend geduldet und von der Feigheit, dem Opportunismus oder der Gesinnungsgenossenschaft der Hochschulleitungen gefördert wird, ein Klima der Intoleranz, der Diskriminierung, der Angst und des Totalitarismus geschaffen. Zunehmend geht in der westlichen Welt die Aufklärung verloren und macht einem brutalen Obskurantismus Platz. Aber die Aufklärung ist als Schöpfung „weißer Männer“ für die studentischen Aktivisten und dem intellektuellen Prekariat verschiedener akademischer Weihen zum Feind schlechthin geworden.

\*

Der liberale Professor Klaus Kinzler an der Universität Grenoble benötigt inzwischen Polizeischutz, weil er es gewagt hat, den Begriff „Islamophobie“ zu kritisieren. Linksradikale Studenten machten gegen ihn mobil und konnten sich der Unterstützung von Professorinnen und Gewerkschaften erfreuen. Der *NZZ*, die diesen Fall präzise aufarbeitete, sagte der Professor: „Das politologische Institut von Grenoble war schon immer links, aber man konnte über alles reden. Der heutige Forscher dagegen ist im permanenten Kampf gegen Unterdrückung, abweichende Meinungen duldet er nicht.“ Die französische Soziologin Nathalie Heinich konstatiert: „Man kann nicht mehr von den Gefahren des Islamismus sprechen, ohne als islamophob stigmatisiert zu werden.“

Klaus Kinzler, der als junger Mann 1983 nach Frankreich ausgewandert war und dem dort eine universitäre Karriere gelang, galt zwar als Neoliberaler, doch nun hat man ihm das Etikett „islamophob“ angehängt, was in gewissen Kreisen in Frankreich so viel wie in Deutschland Nazi bedeutet. Die *NZZ* kommentiert den Vorfall vollkommen richtig als „Konflikt zwischen Aktivisten und kritischer Wissenschaft“.

Im Herbst 2020 wurde am politologischen Institut der Universität Grenoble in Arbeitsgruppen eine Aktionswoche für Gleichheit und Kampf gegen Diskriminierung vorbereitet. Zwischen den

Professoren Klaus Kinzler und Claire Marynower kam es zum Streit, weil Kinzler den Begriff Islamophobie wissenschaftlich korrekt für fragwürdig hielt, denn es stellte sich bei diesem Begriff die Frage, ob es nicht hierbei lediglich „um eine Propagandawaffe von Extremisten geht, die intelligenter sind als wir.“ Die Professorin Claire Marynower hingegen hält den Begriff nur in der Politik für umstritten, nicht aber in der Wissenschaft, eine Vorstellung, die sie übrigens als Wissenschaftlerin diskreditiert und als Ideologin qualifiziert.

Kaum hatte Kinzler den Einwand gewagt, brach die Hölle los. Die Direktorin des sozialwissenschaftlichen Labors Pacte publizierte eine Kommuniké, in dem sie ohne Namensnennung Kinzler vorwarf, seine Kollegin Marynower gemobbt zu haben, zumal der Begriff Islamophobie in der Wissenschaft noch viel stärker Einzug halten müsse, weil, wie ihre abenteuerliche, ganz im Sinne des Islamogauchismo gehaltene Begründung lautete, in der Gesellschaft rassistische Meinungen zunehmen würden. Madame Direktrice besaß zwar kein wissenschaftliches und auch sonst kein Argument, aber den viel effektiveren Vorwurf, dass ein Mann eine Frau und überhaupt die ganze Wissenschaft mobben würde. Man darf annehmen, dass die Wissenschaftlerin wusste, was sie tat, denn radikale Studenten dürften das Kommuniké als Jagdaufruf auf den Wissenschaftler verstanden haben und begannen nun eine Kampagne in den sozialen Medien gegen den Professor, den die Kollegen bis auf zwei von da an bestenfalls mieden, zu entfesseln. Der Untersuchungsbericht des Erziehungsministeriums kam zu dem Schluss, dass es den Studenten darum ging, den Professor von der Universität zu vertreiben, einzig aus dem Grund, weil er ein „rechter“ Professor war.

Die Linke in Frankreich, die besonders stark und totalitär an den Universitäten ist, hat alles dafür getan, dass die Tatsache, dass der brutale Mörder des Lehrers Samuel Petty ein Islamist war, verschwiegen wird, und man stattdessen über die rechten Umtriebe, über die Islamophobie und den Rassismus der Gesellschaft spricht. Auf diese Weise werden die Täter zu Opfern und die Opfer zu Tätern. „Der von den Islamisten geschürte Hass“, schreibt die *NZZ* über Frankreich, „hat zudem dazu beigetragen, dass tausende Juden das Land verlassen haben. Was Islamisten nicht daran hindert, sich als Opfer und „neue Juden“ zu inszenieren. Mit Erfolg, denn nach den Terrorakten ist oft zu hören, man müsse jetzt nicht über Islamismus reden, sondern über...Islamophobie reden, denn diese sei der Ursprung allen Übels.“ Ein Blick zum Berliner Breitscheidplatz und nach Würzburg zeigt, dass die französischen Zustände auch deutsche Zustände sind, mit einem Unterschied, dass an diesen Zuständen die Merkel-Administration eine erhebliche Mitschuld trägt. Ohne Merkels Migrationspolitik wären diese Täter nicht im Lande, die, im Falle sie sind Muslime, eher als geistig verwirrt, statt als Terroristen deklariert werden – das spart auch die Zahlung von Entschädigungen an die Opfer.

Wo man hinblickt, wird deutlich, dass die Linke und der Linkliberalismus sich im Modus des Klassenkampfes befinden. Elementare Bürgerrechte gelten nicht mehr, wenn sie der politischen Gesinnung entgegen stehen. Doch, was sich als so fortschrittlich gibt, ist in Wahrheit altbekannt und reaktionär. Die totalitäre Versuchung, der die Linkliberalen erlegen sind, hat der französische

Politologe Pierre-André Taguieff, eher ein Mann der Linken, als „senile Krankheit der heutigen Linksintellektuellen“ bezeichnet. Man könnte auch sagen, wer entweder zu faul, oder zu feige oder einfach nur unfähig zum Denken ist, legt sich eine Gesinnung zu, die hegemonial ist – und die ist im dekadenten Westen links.